Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Séances publiques nos 81, 82 et 83 p. 06-63

Questions au Gouvernement p. 64-99

2023-2028

n°33

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Séances publiques .... p. 06-63

81e séance du mardi 13 mai 2025 p. 06-14

82e séance du mercredi 14 mai 2025 p. 14-35

83e séance du mercredi 14 mai 2025 p. 35-63

Questions au Gouvernement .... p. 64-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
19/06/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Visite d'une délégation parlementaire en Chine

La délégation parlementaire luxembourgeoise a été reçue à l'Assemblée nationale populaire de Chine, accompagnée de l'Ambassadeur luxembourgeois en Chine, M. Roland Reiland (1er à droite).

L'attachement au multilatéralisme et la recherche de solutions pour contrer la crise climatique : ces points communs entre la Chine et le Grand-Duché ont été mis en évidence au cours de plusieurs réunions bilatérales à Pékin, auxquelles a participé une délégation de la Chambre des Députés en visite en Chine du 8 au 14 juin 2025. Il s'agissait de la première visite parlementaire dans l'« Empire du Milieu » depuis la pandémie de la Covid-19.

La délégation parlementaire, sous la conduite de M. Gilles Baum, était par ailleurs composée de M. Jean-Paul Schaaf, de Mme Liz Braz ainsi que de MM. Tom Weidig et David Wagner.

Les relations bilatérales ont été qualifiées de « très bonnes » au cours des entretiens au niveau national, régional et local.

Relations économiques

La bonne coopération entre la Chine et le Luxembourg dans de nombreux secteurs, notamment le secteur financier, la Fintech, la sidérurgie ou encore le transport et la logistique, a été saluée au cours de plusieurs réunions, dont celle avec M. Xu Ganlu, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale populaire. M. Xu a exprimé son regret concernant la politique tarifaire des États-Unis qu'il espère voir changer grâce à des négociations. M. Baum, de son côté, a fait part de son souhait que des solutions soient trouvées au différend concernant les restrictions chinoises aux exportations de terres rares. Le maire de la ville de Changzhou, M. Zhou Wei, a quant à lui salué le projet d'ArcelorMittal dans la région, représentant un budget de deux milliards de dollars et qui devrait se concrétiser prochainement.

Politique en matière d'énergie et de climat

Les avancées technologiques et l'expérience de la Chine dans le domaine de la transition énergétique pourraient profiter à d'autres pays : c'était l'avis aussi bien de Mme Sun Haiyan, Ambassadrice et Vice-Ministre du Comité central du Parti communiste de Chine, que de M. Zhou Guangzhi, Président du Comité permanent de l'Assemblée de la Province de Jiangsu. Les députés luxembourgeois ont félicité la Chine pour sa volonté d'atteindre la neutralité carbone en 2060 et pour les progrès déjà réalisés en la matière.

Recherche de la paix et développement du pays

Les différents interlocuteurs chinois et luxembourgeois ont souligné leur attachement au principe du multilatéralisme et ont plaidé pour le respect du droit international. À Pékin, Mme Sun a plaidé pour une résolution des conflits en Palestine et en Ukraine par la voie diplomatique et pour le respect de l'intégrité territoriale des pays.

Même si au cours des 40 dernières années, la Chine s'est développée de manière fulgurante et ceci sans aucune aide de l'extérieur, il reste du chemin à parcourir, a relevé le Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale populaire. Le défi du faible taux de natalité en Chine a été soulevé dans plusieurs réunions, dont celle à l'Université de Fudan à Shanghai.

Visites d'entreprises et rendez-vous dans le monde de la finance

À Changzhou, les députés ont visité l'entreprise Trina Solar, premier producteur mondial de panneaux photovoltaïques, ainsi que l'entreprise Star Charge, leader des solutions de recharge pour véhicules électriques et des technologies de microréseaux. Les députés ont par ailleurs visité les locaux de l'entreprise Ideal Auto, spécialisée dans la production de voitures électriques, et une base combinant l'élevage et la pêche de poissons et crustacés avec la production d'énergie solaire.

La délégation luxembourgeoise s'est également rendue à la plus grande Bourse de Chine à Shanghai et s'est entretenue avec des responsables de Bank of Communications, qui dispose d'une filiale au Luxembourg.

Les députés ont visité les locaux de l'entreprise Ennoconn Technology à Suzhou, spécialisée dans l'IA et la transition des entreprises vers le monde digital.

Une visite de la plus grande bourse de Chine à Shanghai figurait également au programme.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

30 ans après les accords de Dayton, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se réunit sur les lieux historiques

Une délégation de la Chambre des Députés était présente à la réunion de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Dayton.

Les États-Unis, qui n'avaient pas accueilli de réunion de l'AP-OTAN depuis 2003, étaient le pays hôte de la session de printemps qui a eu lieu à Dayton, dans l'Ohio, du 22 au 26 mai 2025. Au-delà des discussions sur deux projets de déclaration, la session était placée sous le signe commémoratif des accords de paix de Dayton de 1995 qui avaient mis fin aux combats en Bosnie-Herzégovine. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Nancy Arendt, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation, ainsi que MM. Georges Engel et Sven Clement, membres de la délégation.

Les participants ont pu entendre les témoignages directs des négociateurs, notamment M. Carl Bildt, ancien Premier ministre suédois, M. Christopher Hill, Ambassadeur des États-Unis en Serbie, et M. Wesley Clark, Général des forces armées des États-Unis.

Les parlementaires ont examiné un projet de déclaration sur le thème « Hisser la dissuasion et la défense de l'OTAN au niveau supérieur à l'occasion du sommet de La Haye » et un deuxième sur le thème « La paix par la force en Ukraine ». L'Assemblée parlementaire de l'OTAN exige des dirigeants alliés qu'ils adoptent au sommet de La Haye un nouvel objectif de dépenses de défense « bien au-delà des 2 % du PIB » et une « initiative de dissuasion transatlantique » pour rééquilibrer les contributions entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Face aux « menaces russes et chinoises croissantes », l'Alliance considère qu'il est nécessaire de moderniser sa défense antimissile, renforcer ses capacités cyber et spatiales et de développer une stratégie contre la guerre hybride.

L'Assemblée prône par ailleurs en faveur d'une « paix par la force » en Ukraine et demande aux Alliés d'intensifier leur aide militaire et financière à Kyiv, de durcir les sanctions contre la Russie et de soutenir la constitution d'une force de réassurance internationale. Selon elle, tout accord de paix doit inclure des garanties de sécurité solides pour l'Ukraine, dont l'adhésion future à l'OTAN reste une décision souveraine sans droit de veto russe.

Interrogé par les parlementaires lors de la séance plénière du 26 mai 2025, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Mark Rutte, a plaidé pour un relèvement significatif de l'objectif de dépenses militaires pour être capable de faire face aux défis actuels. Le Secrétaire général a laissé entendre que les dirigeants alliés pourraient s'entendre à La Haye sur un nouveau seuil de 5 %, contre 2 % actuellement.

M. Sven Clement a présenté un avant-projet de rapport, intitulé « Zéro équipage : garder le contrôle sur la guerre au futur ». Cet avant-projet, qui sera adopté lors de la session annuelle de l'AP-OTAN, porte sur les systèmes sans équipage (drones) cruciaux dans les conflits modernes, utilisés par divers acteurs dans tous les domaines opérationnels et représentant 60-70 % des destructions de matériel russes en Ukraine. Ces technologies posent des défis majeurs incluant des vulnérabilités technologiques, la course aux contre-mesures, la nécessité de production à grande échelle et leur compatibilité avec les systèmes traditionnels. Dans l'avant-projet de rapport, le rapporteur recommande que l'OTAN harmonise sa doctrine, renforce ses capacités d'adaptation et assure un usage éthique de ces systèmes pour maîtriser l'avenir de la guerre non habitée.

En marge de la réunion, la Présidente et le Vice-Président de la délégation luxembourgeoise ont pu s'entretenir avec le Représentant des États-Unis auprès de l'OTAN, M. Matthew Whitaker, pour discuter de l'effort de défense. Mme Arendt a saisi l'opportunité pour expliquer la nouvelle trajectoire du Luxembourg en matière de dépenses pour la défense visant à atteindre les 2 % du PIB jusqu'à la fin de l'année.

À la rencontre des élèves du Lycée Ermesinde

Le Président de la Chambre des Députés poursuit sa tournée dans les lycées au Luxembourg pour sensibiliser les jeunes à l'importance de la démocratie et des valeurs fondamentales et aux dangers qui menacent celles-ci. Le 4 juin 2025, M. Claude Wiseler s'est rendu au Lycée Ermesinde à Mersch pour échanger avec les élèves.

M. Wiseler a d'abord eu l'occasion de discuter avec une dizaine de lycéens particulièrement intéressés par la politique. Les sujets abordés concernaient les missions de la Chambre des Députés, la crise du logement, l'importance de l'Union européenne pour le Luxembourg, l'immigration et les contrôles aux frontières, les réseaux sociaux et la liberté d'expression.

Ensuite, le Président de la Chambre a eu un échange de vues avec environ 150 élèves des classes de quatrième à deuxième. Il a répondu aux diverses questions, notamment en lien avec la lenteur des processus démocratiques et les menaces qui pèsent sur la démocratie au Luxembourg. « La plus grande menace pour la démocratie, c'est de penser qu'elle est une normalité, qu'elle est acquise. Or, elle ne l'est pas et il est nécessaire de s'engager tous les jours pour la protéger », a expliqué le Président.

D'autres points abordés concernaient notamment la démocratie participative, le droit de vote pour les étrangers, l'affaire Caritas, la défense luxembourgeoise et européenne et l'OTAN.

Le Président de la Chambre au cours de l'entretien avec une dizaine d'élèves particulièrement intéressés par la politique.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Clap de fin pour la présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe

De gauche à droite : M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, MM. Gusty Graas et Yves Cruchten, Mme Stéphanie Weydert

À l'occasion d'une conférence de presse le 2 juin 2025 à la Chambre des Députés, les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont dressé un bilan des principales initiatives et réalisations au niveau parlementaire menées au cours de la présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe.

Convention pour la protection de la profession d'avocat

Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a mis en avant que l'adoption de la Convention pour la protection de la profession d'avocat constituait sans doute l'une des principales réussites de la présidence luxembourgeoise. Ce document, amendé et adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, marque une première dans le droit international en établissant les garanties essentielles d'une profession cruciale pour l'État de droit. À ce jour, 17 États membres du Conseil de l'Europe ont apposé leur signature sur cet accord international.

« Avec cette signature, nous avons trouvé une conclusion particulièrement forte pour nos six mois de présidence, qui symbolise l'engagement pour la démocratie et les droits fondamentaux », a souligné dans ce contexte M. Graas.

Mme Octavie Modert, membre de la délégation luxembourgeoise et de la Commission juridique de l'APCE, a activement contribué à l'élaboration de l'avis relatif à la Convention pour la protection de la profession d'avocat.

« Les défis de la sécurité sanitaire dans l'Union européenne »

Mme Françoise Kemp et M. Sven Clement ont participé à la réunion des commissions compétentes en matière de santé des parlements des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen, qui s'est tenue les 18 et 19 mai 2025 à Varsovie en Pologne. La conférence était consacrée au thème « Les défis de la sécurité sanitaire dans l'Union européenne ». Elle a permis aux parlementaires d'échanger au sujet de la sécurité pharmaceutique, des défis liés à l'addiction numérique chez les enfants et les jeunes ainsi que des défis pour les soins de santé préventifs.

Dans le cadre de la première session, consacrée à la sécurité pharmaceutique, M. Clement a plaidé pour un renforcement de l'indépendance stratégique de l'Union européenne pour garantir la disponibilité des médicaments critiques. En outre, il a attiré l'attention sur les défis liés à la pratique du contingentement (quota) des médicaments qui est appliquée par les entreprises pharmaceutiques.

Les défis liés à l'addiction numérique chez les enfants et les jeunes étaient à l'ordre du jour de la deuxième session, au cours de laquelle M. Clement a proposé trois moyens d'agir contre les pratiques de certaines plateformes numériques visant à créer une addiction ou une dépendance :

- demander aux plateformes de mettre en œuvre des systèmes de vérification de l'âge ;
- lancer une action coordonnée au sein de l'Union européenne pour lutter contre les pratiques prédatrices dans le domaine des jeux ;
- développer la culture numérique des jeunes et promouvoir la prévention en créant des environnements protecteurs.

Mme Françoise Kemp, pour sa part, lors de la troisième session consacrée aux défis pour les soins de santé préventifs, a souligné les bénéfices des mesures de prévention en matière de santé, en mettant l'accent sur les programmes de dépistage précoce du cancer et le rôle joué par l'Espace européen des données de santé dans le domaine de la prévention. Dans ce contexte, elle a attiré l'attention sur le « Programme Mammographie » mis en place par le Gouvernement luxembourgeois qui s'adresse aux femmes âgées de 45 à 74 ans.

Les députés luxembourgeois ont pu s'entretenir avec Mme Marta Golbik, Présidente de la Commission de la Santé du Sejm de la République de Pologne (2e à gauche) et Mme Beata Małecka-Libera, Présidente de la Commission de la Santé du Sénat de la République de Pologne (2e à droite).

L'Administration parlementaire recrute :

un(e) technicien(ne) en informatique (m/f/d) pour les besoins du service des technologies de l'information – poste à pourvoir sous le régime du fonctionnaire par la voie du changement d'administration

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : chd.lu/fr/offres_emploi

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 06
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 06
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 06
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Luc Frieden, Premier ministre** p. 07
   M. Luc Frieden, Premier ministre

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 mai 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8532 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 29/04/2025

8534 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du logement »

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 29/04/2025

8535 – Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;
2° de loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, le 29/04/2025

8536 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics
2° la loi modifiée du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/04/2025

8537 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Washington, le 25 octobre 2024, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08/05/2025

8538 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Sultanat d'Oman pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 16 octobre 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08/05/2025

8539 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08/05/2025

3) Le projet suivant a été retiré du rôle des affaires :

7319 – Projet de loi portant modification :
1. du Code du travail
2. de la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

Dépôt : M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 20/06/2018

Retrait du rôle des affaires : 29/04/2025

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3660 – Demande de pétition publique : Längere Öffnungszeiten der BNL

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 02/05/2025

3661 – Demande de pétition publique : Kampf gegen Islam

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 02/05/2025

3662 – Demande de pétition publique : Guantanamo Bay 2.0

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 02/05/2025

3663 – Demande de pétition publique : Mehr Polizeipräsenz

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 02/05/2025

3664 – Demande de pétition publique : Es reicht mit Aufrüstung, antirussischer Hetze und Hofieren des durch und durch undemokratischen Regimes in Kiew

Dépôt : M. Jean-Marie Nicolas Jacoby, le 02/05/2025

3665 – Demande de pétition publique : Légalisation du carburant E85 au Luxembourg

Dépôt : M. Diogo Da Costa Pimenta, le 02/05/2025

3666 – Demande de pétition publique : Assez de tourner en rond : Donnons priorité aux résidents dans les parkings couverts

Dépôt : M. Yassine Assebane, le 04/05/2025

3667 – Demande de pétition publique : Digital Adapto-Kaart ouni Oflafdatum

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 05/05/2025

3668 – Demande de pétition ordinaire : Überspringbare Werbungen im Internet

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 05/05/2025

3669 – Demande de pétition publique : Octroyer une indemnisation à toutes les victimes du « long covid »

Dépôt : M. Vincenzo Sportelli, le 06/05/2025

3670 – Demande de pétition publique : Harmonisation des carrières inférieures (nouveau projet de loi)!

Dépôt : M. Marc Luc Roger Senidre, le 07/05/2025

3671 – Demande de pétition publique : Mehr Rechte für Polizeibeamte

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 09/05/2025

3672 – Demande de pétition publique : Pour une option obligatoire de désactivation des vidéos « shorts » sur toutes les plateformes sociales

Dépôt : M. Andrea Bellanima, le 12/05/2025

3673 – Demande de pétition publique : Keen Import vun Dünger aus Russland an d'EU

Dépôt : M. Romain Reiter, le 12/05/2025

3674 – Demande de pétition publique : Direkt a komplett Astellung vun de juristesche Prozeduren am Dossier „Bommeleeër"

Dépôt : M. Romain Reiter, le 12/05/2025

3675 – Demande de pétition publique : Pour un traitement équitable et rapide de toutes les pétitions – même celles nécessitant des corrections formelles

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 12/05/2025

3676 – Demande de pétition publique : Pour la reconnaissance officielle de l'anglais dans le processus de pétition publique au Luxembourg

Dépôt : M. Babak Rabbanipour Esfahani, le 12/05/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Luc Frieden, Premier ministre

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zu dem Punkt vun haut de Mëtten, an zwar der Deklaratioun vum Premierminister Luc Frieden zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Fortschrëtt ouni Effort ass eng Illusioun. Et riskéiert een, op eng besser Welt ze waarden, amplaz se ze gestalten. Fortschrëtt ass net selbstverständlech. Souguer dat Erreechtent ze halen, ass net selbstverständlech. Et muss een all Dag dofir schaffen. Grad elo ass dat sou wichteg wéi scho laang net méi.

Mir sinn an engem Schlësselmoment an der Geschicht vun eisem Land a vun eisem Kontinent. D'Welt ännert sech mat enger Schnellegkeet an Envergure, déi mir net gewinnt sinn. Geopolitesch, sozial, technologesch, ekologesch. Et ass eng Zäit vum Ëmbroch. Jo, et spiert een, dass eppes Fundamentales um Geschéien ass, dass an dësem Moment Geschicht geschriwwe gëtt.

Historesch Allianzen, de weltwäite System vun der Zesummenaarbecht, d'politesch Mëtt – dat alles gëtt a Fro gestallt, perturbéiert, kënnt un d'Struewelen. An dat grad 80 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich. 80 Joer nodeems déi Alliéiert, virop déi amerikanesch Truppen, eis befreit hunn – eis Befreiung, där mir alljoers uechtert d'Land an Europa gedenken, mat Dankbarkeet an déiwer Unerkennung.

Ugangs des Joers war ech, zesumme mam Ierfgroussherzog an der Ierfgroussherzogin, zu Auschwitz. Millioune Leit sinn do grausam ëmbruecht ginn, do an an anere KZer. 80 Joer duerno bleift de Schock onbeschreiflech. E Schock, deen eis net just soll zum Nodenke bréngen, mee zur Aktioun dreiwe muss.

D'Memoire ass méi wéi sech erënneren, wat eemol war. Et ass verstoen, wat ka sinn. Méi wéi ëm d'Léiere vun der Geschicht geet et ëm d'Begräife vun hire Lektiounen: wat geschitt, wa mir dem Haass an der Divisioun Plaz loossen, wa mir géintenee schaffen, amplaz mateneen.

D'Gefore fir eis Wäerter – Fräiheet, Demokratie, Gläichheet – fänke laang virun der Gewalt un. Virun der Aktioun kënnt d'Wuert. Virum Wuert de Gedanken. A mam Gedanken oft d'Gefill vun Ongerechtegkeet.

Mee d'Memoire gëtt eis nach eng zweet Lektioun: déi vun der Hoffnung. Viru fënnef Deeg hu mir dem Schluss vum Zweete Weltkrich geduecht. Och dat schlëmmst Kapitel vum leschte Joerhonnert ass op en Enn gaangen. D'Nuecht ass am donkelste virum Moien.

Gläichzäiteg ass d'Hoffnung net naiven Optimismus. Hoffnung ass d'Gefill, d'Iwwerzeegung, jo, d'Gewëssheet, dass – trotz allem Realismus – eppes Besseres virun eis läit wéi dat, wat hanner eis ass. An dofir ass d'Hoffnung virun allem en Usporn, eng Motivatioun, dat Potenzial vun enger besserer Zukunft ze realiséieren.

Dës Regierung wëll den Ännerunge vun eiser Zäit net nokucken. Mir wëlle se als Chance ergräifen. Fir Fortschrëtt ze maachen. Fir eis Zukunft ze gestalten. Dorunner schaffe mir all Dag, mat Stolz op eis Natioun, mat Selbstvertrauen an eis Capacitéiten a mat Iwwerzeegung an eis Wäerter.

D'Welt ronderëm eis kann änneren, mee eis fundamental Wäerter dierfen dat net. Grad an ongewëssenen Zäite brauch et dofir eng Politick, déi d'Suerge vun de Leit ugeet. Eng responsabel Politick vun der Mëtt. Mat roueger Hand a klorem Kompass.

Mir hunn eis ambitiéis Ziler gesat: eng performant Wirtschaftspolitick, déi Wuelstand schaaft an e staarke Sozialstaat garantéiert; eng cibléiert Sozialpolitick, déi d'Gerechtegkeet stäerkt an d'Aarmut reduzéiert; eng ambitiéis Energiepolitick, déi d'erneierbar Sourcen ausbaut an de Klimawandel ugeet; eng modern Gesellschaftspolitick, déi d'Rechter festegt an d'Fräiheete séchert.

Mir sinn op all deene Punkte virukomm. Eis Versprieche sinn net Versprieche bliwwen. Si si Realitéit ginn.

Mir hu méi Kafkraaft versprach. An dës Regierung liwwert! Säit dem Januar hunn d'Leit bedeitend méi Suen an der Täsch wéi nach 2023. D'Steierlaascht fir Alengerzéier a Wittleit ass, bei niddregem Loun, just nach d'Hallschent vun deem, wat se 2023 war. An e Celibataire, dee 50.000 Euro am Joer verdéngt, behält haut ronn 1.000 Euro méi vu senger Pai. A wat ee manner verdéngt, wat d'Steiererliichterung, prozentual gesinn, am gréissten ass. Et ass also net eng Steiererliichterung fir déi Räich, mee eng sozial progressiv. Si hëlleft deene Leit am meeschten, bei deenen d'Steieren am meeschte belaaschten.

Mir hunn eng cibléiert Sozialpolitick versprach. An dës Regierung liwwert! Nieft manner Steiere gëtt et haut e méi héije Mindestloun, eng méi héich Allocation de vie chère, eng méi héich Loyerssubventioun an eng verdräifacht Energieprimm. Domat gi mir och konkreet géint d'Kanneraarmut vir. D'Familljen am Aarmutsrisiko kréie cibléiert gehollef. Alles zesummen huet eng Famill mat véier Leit, mat Urecht op dës Hëllefen, bis zu 2.500 Euro méi an der Täsch. Doriwwer eraus hu mir de Steierkreditt fir Alengerzéier erhéicht.

An de Logementsminister huet d'Monoparentalitéit als e Krittär agefouert, fir Accès zum Logement abordable ze kréien. Zu Lëtzebuerg ass de Logement eng sozial Erausfuerderung. Mir wëlle jidderengem Accès zu enger Wunneng ginn. Dofir vereinfache mir d'Prozesser fir d'Loyerssubventioun, fir dass d'Leit d'Suen, déi se brauchen, méi séier kréien.

Duerch d'Automatiséierung wierke mer och, méi generell, dem Phenomeen vum Non-recours entgéint – also dem Netufroe vun Hëllefen, op déi d'Leit eigentlech en Usproch hunn. Säit Ufank vun dësem Joer hunn iwwer 11.000 Leit hir Allocation de vie chère oder Energieprimm ganz ouni Demande automatesch ausbezuelt kritt. An eng weider 20.000 Formulairë goufen, am Viraus ausgefëllt, un d'Leit geschéckt. Dat ass Aarmutsbekämpfung. Konkreet.

All dës Mesüre sinn en Ufank vum Aktiounsplang fir d'Aarmutsbekämpfung, deen de Familljeminister nach dëst Joer presentéiere wäert. Eng ganzheetlech Strategie ass wichteg, mee d'Leit an der Prekaritéit brauche keen Dokument. Si brauchen Hëllef. Konkreet. Eis Decisioune maache genau dat. Et ass eng Politick vu sozialer Gerechtegkeet. Net vum kalen Häerz, wéi Eenzelner der Regierung – zu Onrecht – dat heiansdo reprochéieren.

Mir hunn eng performant Wirtschaft versprach. An dës Regierung liwwert! Duerch Steiererliichterungen, héich Investissementer a bürokrateschen Ofbau wiisst d'Ekonomie haut erëm. 2022 an 2023 war Lëtzebuerg an enger Rezessioun. 2024, dat éischt Joer vun dëser Regierung, ware mir erëm am Plus. An dëst Joer tabléiert de Statec op 2,5 % Wuesstum. Et ginn och erëm méi Aarbechtsplaze geschaf. De Statec projezéiert fir dat nächst Joer eng Hausse vu ronn 2 %, duebel sou vill wéi 2024.

Dat sinn net just Zuelen. Dat si Salairen, perséinlech Dreem, déi finanzéiert ginn, Recetten, mat deenen de Staat eng staark Sozialpolitick a wichteg Investissementer an eis Zukunft ka maachen.

Mir hunn neie Schwong am Logement versprach. An dës Regierung liwwert! Duerch de Chômage partiel, cibléiert Steiermesüren an en ëffentleche VEFA-Opkafprogramm an Héicht vun enger hallwer Milliard Euro hu mir déi akut Kris am Bausecteur kënne stoppen. A mir hunn eng kohärent Politick gemaach, déi Bauen, Investéieren, Kafen a Lounen ënnerstëtzt an net bremst.

Als Konsequenz gesi mir éischt Zeeche vun engem Revirement um Marché. D'Transaktioune fir besteeënd Wunnengen hu sech am leschte Joer verduebelt a bei neie Wunnenge souguer bal vervéierfacht. Och d'Zuel vun de Kreditter bei de Banke wiisst nees.

Dat ass d'Bestätegung vun dëser Regierungspolitick. De Wunnengsmaart krut neie Schwong. Dat war eist Zil. Dat hëlleft de Leit, déi eng Wunneng sichen. Dat hëlleft de Leit, déi am Bau an am Handwierk schaffen.

Mir sinn ugetrueden, fir méi a méi séier ze bauen. Duerfir hu mir e Paradigmewiessel bei de Prozeduren op de Wee bruecht. Dee gëtt Dag fir Dag an d'Realitéit ëmgesat. D'Effete vun dëser Politick gesäit een natierlech net all op ee Coup, mee se wäert mëttelfristeg méi Wunnraum schafen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi erschwénglech maachen.

Mir hunn en Ausbau vun erneierbaren Energië versprach. An dës Regierung liwwert! 2024 war e Rekordjoer bei den neie PV-Anlagen. 8.000 Anlage sinn un d'Netz gaangen. Dat ass grénge Stroum fir ronn 30.000 Stéit. Fir deen Trend ze halen, hu mir e Gesetzesprojet deposéiert, fir de Prefinanzement vu PV-Anlagen ze erméiglechen. A gréisser PV-Anlage bei Betriber a Baueren hu mir duerch dräi Ausschreiwunge finanziell ënnerstëtzt.

Aktioun bei der Kafkraaft, bei der Aarmutsbekämpfung, bei der Wirtschaft, beim Logement, bei den erneierbaren Energien – fënnef Beispiller vun enger neier Politick mat neien Akzenter a klorer Wierkung. Eng Politick, déi de Leit hir Suergen ugeet a Versprieche ëmsetzt. Mir ginn eis awer net zefridden domat, ze beschreiwen, wat mir scho gemaach hunn. Mir kucken no vir.

Mir wëlle Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken, mat enger ambitiéiser Politick, déi als Ganzt geduecht ass. D'Regierung bleift motivéiert, dat all Dag mat konkreete Moossnamen ëmzesetzen. D'Situatioun, heiheem an an der Welt, verlaangt dat vun eis. D'Erausfuerderunge virun eis léise sech net vum selwen. Mee mat Courage a Fläiss kënne mer se meeschteren. Mir si Meeschter vun eisem Schicksal. Mir schreiwen eis eegen Zukunft.

Här President, déi Zukunft schreift sech an dësen Zäite virun allem an der Sécherheet. An dëse Méint ginn de Fridden an d'Sécherheet an Europa fir déi nächst Joerzéngte bestëmmt. Och wann déi Fro d'Situatioun an der Ukrain depasséiert, ass se awer enk un dee Krich gebonnen.

D'Ukrain kann eis net egal sinn, dierf eis net egal sinn. Säit iwwer dräi Joer kämpfen d'Ukrainer fir hir Fräiheet an domat och fir eis. Si verdéngen eis Ënnerstëtzung, bis et zu engem gerechten an dauerhafte Fridde kënnt. Well do geet et ëm méi wéi Fridden an der Ukrain. Et geet ëm Fridden an Europa.

Wann de russesche President gesäit, datt e mat Gewalt seng Ziler erreecht, da wäert en net an der Ukrain ophalen. Esou wéi en och net a Georgien an an der Krim opgehalen huet. Da sinn aner Länner a Gefor. An och dat internationaalt Recht als Ganzt, op deem eis eege Fräiheet an eise Wuelstand baséieren, ass dann a Gefor.

Et ass grad de Respekt virun deem Recht, dem internationale Recht, dee fir kleng Länner de beschte Schutz ass. Aus eiser Geschicht wësse mir, wat et heescht, Affer vun Attacken ze ginn. Mir hunn op batter Aart a Weis geléiert, dass ee richteg Sécherheet nëmmen an enger breeder Allianz fënnt. Genau dofir si säit dem Enn vum Zweete Weltkrich ënner anerem d'Europäesch Unioun an d'NATO entstanen, déi eise Fridde garantéieren.

Duerch gemeinsam Missiounen am Ausland garantéiert d'NATO dee Fridde bis haut. Ech wëll hei de Lëtzebuerger Zaldoten an deene Missiounen, an der ganzer Arméi, eis Dankbarkeet an eise Respekt ausschwätze fir hiren Asaz am Déngscht vun eisem Land an der NATO.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | E grousse Pilier vun der NATO waren – a sinn – d'Amerikaner. Mir wëllen déi Partnerschaft a Frëndschaft tëscht den Europäer an den Amerikaner halen. Mee den amerikanesche President léisst wéineg Zweiwel drun, dass Amerika an den nächste Jore virun allem no sech selwer kucke wäert an a ville Froen e ganz anere Wee goe wëll wéi bis ewell. Gläichzäiteg ass d'Gefor, déi vu Russland ausgeet, reell a laangfristeg.

Dës nei Realitéit ass e fundamentale Broch an der rezenter Geschicht vun eisem Kontinent. Dat mécht vill Leit grouss Suergen, heiheem an am Ausland. Dat ass eng grouss Erausfuerderung. Mir kënnen awer net de Kapp an de Sand stiechen an eis dëser Situatioun einfach erginn. Nee, mir kucken der Realitéit an d'Aen a schaffen un enger Léisung.

Déi Léisung muss an engem eegestännegen Europa leien. E staarkt Lëtzebuerg gëtt et just an engem staarken Europa.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Wuelstand, Sécherheet an Demokratie zu Lëtzebuerg sinn net méiglech ouni ee gëeent a selbstbewosst Europa.

An et ass Zäit, dass Europa bei Sécherheetsfroen op eegene Féiss steet. De Wonsch no Fridde läit am Ursprong selwer vun der europäescher Iddi. D'Zil bleift och haut Fridden. Fridden. Ëmmer Fridden, ni Krich. Investissementer an eis Sécherheet sinn net fir de Krich, mee fir de Fridden.

Et ass net d'Stonn vum europäeschen Ënnergang, et ass d'Stonn vum europäeschen Opbléien. Egal wéi et an der Ukrain weidergeet, d'Lektioun ass kloer: Déi bescht Ofschreckung géint d'Aggressioun ass Stäerkt. An déi Stäerkt fanne mer an der Eenheet. D'Europäesch Unioun huet schonn éischt wichteg Schrëtt geholl. Mee an enger Allianz muss jiddwereen säin Deel dozou bäidroen. An och mir.

Virun engem Joer hunn ech hei annoncéiert, dass mir d'NATO-Zil, zu deem sech déi viregt Regierung engagéiert hat – 2 % vun eisem nationale Räichtum an d'Sécherheet ze investéieren –, bis 2030 erreeche wëllen. Wéinst der komplexer internationaler Situatioun – dem Ukrainkrich, enger verännerter Politick an Amerika, den Decisioune vun allen aneren Alliéierten – ass haut kloer: Dat muss éischter geschéien.

Duerfir hu mer, no Gespréicher mat alle Parteien, decidéiert, net bis 2030 ze waarden, mee dat 2 %-NATO-Zil bis Enn des Joers ze erreechen. Ech hunn och den NATO-Generalsekretär Mark Rutte an engem Gespréich gëschter iwwert dës Decisioun an d'Bild gesat. An d'Defenseministesch wäert déi zoustänneg Chamberkommissioun informéieren, a wéi eng Capacitéite mer iwwert déi nächst Joren investéiere wäerten.

De Budget, dee mer hei am Oktober presentéieren, wäert dëst neit Zil dann och an der Finanzplanung fir déi nächst Jore verankeren. Dës nei Trajectoire ass en ligne mat der Belsch, eisem enkste Partner a Sécherheetsfroen. Eis zwee aner Noperen, an déi meescht vun eisen Alliéierten, depasséieren dat Zil awer schonns haut. An der NATO proposéiere vill Länner en Zil wäit iwwer 2 % eraus.

Falls dat wéinst der exceptioneller geopolitescher Situatioun de Konsens um NATO-Sommet am Juni zu Den Haag sollt ginn, da wäerten och mir als vertrauenswürdegen Alliéierten a Partner dee Wee matgoen. Lëtzebuerg wëll a wäert seng Responsabilitéit iwwerhuelen a säi Bäitrag leeschten.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An awer bleift dat e schwierege Schratt. Mee eng responsabel Regierung kann d'Sécherheet net vernoléissegen. Ouni Sécherheet gëtt et kee Fridden.

An dofir sinn ech frou, dass a menge Gespréicher eng grouss Majoritéit vun de Parteie sech dëser Verantwortung bewosst war. Ech wëll alle Fraktiounen heibanne Merci soe fir déi konstruktiv a respektvoll Gespréicher, déi mer haten iwwert déi grouss Sécherheetsfroen, déi sech eisem Land stellen.

Ech sinn houfreg op eist Land, dass mir op dësem komplexe Sujet e breeden nationale Konsens kënnen hunn. Dat ass wichteg, well deen Effort wäert sech wäit iwwert déi nächst Walen zéien. An et ass e staarkt Zeechen un eis Alliéiert an un all déi, déi d'Sécherheet an de Fridden an Europa a Fro stellen.

Mee dee finanziellen Effort kann net zulaaschte goe vun eiser Sozialpolitick. Mir kënnen dat eent net géint dat anert ausspillen. Den Defi vun der Sécherheet kënnt dobäi, duerfir verschwannen déi aner Erausfuerderungen awer net.

De Finanzement fir méi héich Defenseausgabe kënnt vun dräi Sourcen:

Éischtens: een Deel iwwert de Budget selwer – ënner anerem mat engem Defensebond, also engem Staatsemprunt fir Sécherheet, un deem sech Privatleit bedeelege kënnen.

Zweetens: duerch eng nei Prioriséierung vun den Ausgaben. Déi nächst Budgete wäerte besser reflektéieren, dass zum Beispill net all Infrastrukturprojet zum selwechte Moment prett ass.

An drëttens: duerch d'Mobiliséierung vu finanzielle Sourcen ausserhalb vum Budget, wéi zum Beispill mat engem nationale Fong bei der SNCI, deen Aktivitéite finanzéiert, déi fir militäresch an zivill Zwecker benotzt kënne ginn.

Mir musse bereet sinn, an de Fridden ze investéieren. Soss riskéiere mer nach e vill méi héije Präis: eis Fräiheet. A mir setzen d'Vertraue vun eisen Alliéierten op d'Spill. A grad well dat strukturell vill kaschte wäert, mussen déi Depensen am Interêt vu Land a Leit sinn, vum Wuesstem an der Resilienz vu Lëtzebuerg.

Dofir brauche mir eng wirtschaftlech Strategie, déi dëse militäreschen Effort matdréit – eng, déi op eise Stäerkten opbaut, notamment am Satellitteberäich a bei der Cybersécherheet. Ech soen allen Acteure Merci fir hir proaktiv Virschléi op dësem Punkt, wéi zum Beispill d'Initiativ Lux4Defence.

Virun allem bei de Satellitten huet Lëtzebuerg eng grouss Erfarung an eng exzellent Renommée. De Staat schafft hei enk mat der SES zesummen. All Dag notzen eis Alliéierte Satellittekommunikatioun mat Lëtzebuerger Knowhow, sou wéi zum Beispill de GovSat-1-Satellitt an de Programm Medium Earth Orbit Global Services.

Dofir huet d'Regierung decidéiert, en zweete Kommunikatiounssatellitt fir militäresch Zwecker op de Wee ze bréngen. A mat der aktiver Ënnerstëtzung vun der Regierung spillt d'SES och eng féierend Roll bei engem kruzialen EU-Programm: dem IRIS[2]. Hei wäerten 290 nei Satellitten eng héichsekuriséiert Kommunikatioun fir ganz Europa assuréieren. Fir militäresch a fir zivill Zwecker.

Dëse Summer wäert och den éischte lëtzebuergeschen Äerdobservéierungssatellitt lancéiert ginn. Vu viraussiichtlech Enn des Joers u kréien eis Arméi an eis Alliéierten dann och Biller fir eng militäresch Notzung.

All dës Projete sinn immens wichteg fir d'Allianz als Ganzt. Esou stäerke mir eis Wirtschaft, eis Alliéiert an eis Partnerschaft mat enger historescher Lëtzebuerger Firma, der SES. Mee och aner Secteure sollen dës Investissementer spieren.

D'Ministere fir Aussenhandel, Wirtschaft an Defense hëllefen eise Betriber aktiv, sech an d'Liwwerkette vun der europäescher Defenseindustrie anzebréngen. Duerch déi Efforten a finanziell Aidë wëlle mir en Ekosystem schafe vu Betriber, déi Aktivitéite fir e militäreschen an en zivillen Zweck hunn.

Nieft de wirtschaftlechen Aspekter musse mir eis Sécherheet och méi breet denke wéi just eis Arméi. Et geet drëms, eis Widderstandsfäegkeet als ganz Gesellschaft ze stäerken, géint all Zorte vu Krisen.

Mir erënneren eis all un d'Pandemie, d'Iwwerschwemmungen, d'Cyberattacken oder viru Kuerzem de Stroumausfall a Spuenien an a Portugal. Wat dës Evenementer gemeinsam hunn, ass, datt se en onerwaarte Risk fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft als Ganzt sinn. Mir wëssen net, wat fir nei Momenter op eis waarden. Mee mir wëssen, dass der komme wäerten. An dorops musse mir eis preparéieren a prett sinn.

Duerfir wäerte mer nach dëst Joer déi éischt national Resilienzstrategie presentéieren an eng Informatiounscampagne dozou maachen. Ech war nach déi lescht Woch a Finnland, engem Virreider an dësem Beräich, fir mer e perséinlecht Bild vu méiglechen Iddie fir Lëtzebuerg ze maachen. Besonnesch déi Whole-of-Society-Approche vun de Finnen, wou jiddwereen mat agebonnen ass, kann eng Inspiratioun sinn.

Den HCPN, den Haut-Commissariat à la protection nationale, dee mir als Premierminister ënnersteet, huet haut schonns detailléiert Pläng, fir all méiglech Zorte vun Noutfäll ze anticipéieren an ze geréieren. Bei dëser Strategie geet et elo drëms, déi ganz Gesellschaft mat anzebannen.

Fir eng wierklech Resilienz brauch et den nationale gradewéi de lokalen Niveau, zivill gradewéi militäresch Servicer, ëffentlech gradewéi privat Acteuren, mat enger Approche „tous risques" an enger kohärenter Gestioun. Och a Krisemomenter mussen déi vital Funktioune vun eiser Gesellschaft, eisem Staat, eiser Wirtschaft weider fonctionéieren.

An dës ganzheetlech Approche kënnt an eiser Resilienzstrategie zesummen. Mir maachen e kompletten Inventaire vun deem, wat mer hunn, wou mer eis verbessere kënnen a wat mir duerfir brauchen.

Loosst mech just zwou konkreet Moossnamen nennen, déi mer elo schonns virgesinn:

Den Inneminister wäert beim CGDIS eng nei Plattform schafen, ënnert dem Numm Resc-LU. Iwwert dës Plattform wäerten de CGDIS, d'Gemengen a privat Acteure sech géigesäiteg mat spezialiséiertem Personal a Material bei Katastrophe kënnen hëllefen.

An d'delegéiert Ministesch fir d'Connectivitéit moderniséiert de Kommunikatiounssystem fir eis Sécherheets- a Rettungsservicer. Doduerch ginn nei Méiglechkeete geschaf – sou wéi d'Consultatioun vu Baupläng an Dronevideoen oder d'Iwwerdroe vu Vitaldate vu Patienten.

Mee eng resilient Gesellschaft fänkt mat enger Prise de conscience vun alle Bierger un. Et ass eng gemeinsam Responsabilitéit, déi op Vertrauen a sozialer Kohäsioun baséiert. An ech weess, datt mir deen Zesummenhalt hei zu Lëtzebuerg hunn. Dës Responsabilitéit muss jiddweree mat Seriö a mat Rou ugoen. Mir wëllen, datt jiddwereen aktiv a proaktiv eis Resilienz, eis Widderstandsfäegkeet als Gesellschaft stäerkt.

Här President, d'Welt gëtt nees méi rau. Mir erliewen e Moment vu fundamentale Changementer. Krich, Protektionismus an d'Afrostelle vun eiser Demokratie huelen zou. D'Weltuerdnung, déi zënter dem Enn vum Kale Krich besteet, ass um Kippen.

De Wee virun der internationaler Communautéit spléckt sech an zwee: op där enger Säit Divisioun, Onstabilitéit an Ongewëssheet, op där anerer Kooperatioun, Stabilitéit a Fortschrëtt.

Lëtzebuerg wäert ëmmer op der Säit vun der Diplomatie an dem Dialog, der Zesummenaarbecht an dem Multilateralismus stoen. Well dat ass d'Säit vum Fridden a Wuelstand.

An awer stelle sech an dësem Kontext och fir eis ongewinnte Froen, virop iwwer eis Souveränitéit. D'Pandemie, d'Energiekris an de Krich an der Ukrain hunn eis déi leschte Jore gewisen, datt eng exzessiv Ofhängegkeet vun aneren e Risk ka sinn. Souverän sinn heescht net just no sech kucken oder op sech aleng gestallt sinn. Souverän sinn heescht selbstbewosst sinn, seng eegen Decisiounen huelen. Souverän sinn ass fräi sinn. An e souveräänt Lëtzebuerg gëtt et just an engem souveränen Europa. Eis Oppenheet zu Europa ass d'Basis vun eisem sozialen a wirtschaftleche Succès.

Et ass Lëtzebuerger Traditioun, un der Spëtzt vum europäesche Progrès ze stoen. Et ass duerfir symbolesch staark, datt op eis Invitatioun hin d'Presidente vun allen dräi europäeschen Institutiounen zesummen déi lescht Woch den Europadag zu Lëtzebuerg markéiert hunn.

A wa mir eis Zukunft selwer schreiwe wëllen, da muss déi Zukunft europäesch sinn. Eis Zukunft an déi vun Europa sinn net ze trennen. Lëtzebuerger Erausfuerderunge sinn europäesch Erausfuerderungen. Europäesch Léisunge si lëtzebuergesch Léisungen.

E souveräänt Europa muss bei der Sécherheet op eegene Féiss stoen a seng eege Stëmm an der Weltpolitick fannen. A Lëtzebuerg muss do säin Deel bäidroen.

E souveräänt Europa muss strateegesch Secteure protegéieren a seng Energie selwer produzéieren. A Lëtzebuerg muss säin Deel bäidroen.

An e souveräänt Europa muss de Bannemaart stäerken an e Leader an der technologescher Innovatioun sinn. A Lëtzebuerg muss säin Deel dozou bäidroen.

Da wäert e souveräänt Europa och op Aenhéicht mat anere groussen Acteuren interagéiere kënnen – ob Amerika, China oder aner BRICS-Länner.

Zwee Secteuren, déi fir eis Souveränitéit wichteg sinn a wou de Lëtzebuerger an den europäeschen Interêt zesummekommen, sinn d'Agrikultur an d'Industrie.

Fir dës Regierung ass d'Agrikultur ze stäerken eng Prioritéit. An duerfir gesinn d'Baueren eis als Partner. E Partner, mat deem ee Problemer un engem Dësch ugeet, net op der Strooss. Eis Landwirtschaft ass e feste Bestanddeel vun eiser Gesellschaft a Wirtschaft. A se ass essentiel, fir eis eege Liewensmëttelproduktioun ze behalen.

Mir wëllen eng lokal Produktioun vun héichwäertege Liewensmëttel. Duerfir huet d'Landwirtschaftsministesch eng nei Hëllef opgesat, déi de Bau vu méi groussen Zäre fir Uebst a Geméis finanziell fërdert. D'Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt schaffen elo enk zesummen, fir kuerzfristeg e puer där Projeten ze realiséieren.

An am Dialog mat de Baueren hu mir konkreet Mesüre geholl, fir hir Aarbecht ze vereinfachen, sou zum Beispill beim Astelle vu Saisonsaarbechter. Deen Dialog geet mat de jonke Bauere weider, fir den Entrepreneursgeescht ze erhalen an d'Successioun vum Haff an de Wéngerten op déi nächst Generatioun ze vereinfachen.

Op europäeschem Niveau ass d'Richtung déi selwecht. Muer wäert den europäesche Kommissär aus Lëtzebuerg, de Christophe Hansen, eng massiv Vereinfachung vun den europäeschen Agrarreegele proposéieren. Mir ënnerstëtzen dës Politick voll a ganz. Eis Bauere gehéieren op d'Feld, net an de Büro. Duerfir muss Schluss si mat onnéidege bürokrateschen Oplagen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Zum gemeinsame Lëtzebuerger an europäeschen Interêt gehéiert awer och, Partnerschafte mat aner Regiounen ze sichen. Lëtzebuerg brauch Exportmäert fir seng Wirtschaft, grad wann nei Barriären op verschiddene Plazen an der Welt opgeriicht ginn.

An duerfir wäert Lëtzebuerg dem Mercosur-Accord seng Zoustëmmung ginn. Déi final Versioun vum Accord gëtt haut méi Assurancen, dass weeder eise Marché iwwerschwemmt gëtt nach eis Gesondheets- an Ëmweltstandarden ënnergruewe ginn – dank den Efforte vun enger Rei Landwirtschaftsministeren, dorënner där lëtzebuergescher.

Mir wäerten d'Effete vun dësem Accord och ganz genee mam Secteur zesumme suivéieren. A wann déi lokal Produktioun vun eise Fleeschbaueren awer ënnert dem Traité leide sollt, da wäerte mir hinnen natierlech entgéintkommen.

Dësen Accord bréngt vill Positives fir eis Wirtschaft. Notamment an der Industrie ginn d'Tariffer staark reduzéiert. An d'Industrie ass e weidere wichtege Secteur, e strateegesch wichtege Secteur, fir eis Souveränitéit. Dës Regierung wëllt, dass Lëtzebuerg en Industriestanduert bleift. D'Industrie, de Stol, dat ass Lëtzebuerger Geschicht. An d'Lëtzebuerger Industrie ass och eis Zukunft.

Mee d'Industrie an Europa ass de Moment an enger schwiereger Situatioun wéinst den héijen Energiepräisser. Duerfir ass eng staark Industrie – jo, eng gewësse Reindustrialiséierung – nëmmen iwwert d'Energiepolitick ze erreechen. An hei kräize sech dräi politesch Ziler: eist Zil vu Souveränitéit a Versuergungssécherheet, eist Zil vun enger kompetitiver Wirtschaft an eist Zil vu méi niddregen CO_2-Emissiounen.

Mir refuséieren e Choix tëscht deenen Ziler. Si kënne matenee liewen. Mee de Wee dohinner muss pragmatesch sinn. Dee Wee mécht ee mat der Industrie, net géint se. Mir mussen d'Industrie bei der Dekarbonisatioun begleeden, net mat onrealisteschen Ufuerderungen ausbremsen.

En Industriebetrib soll ee Schratt nom anere maachen, net vun haut op muer dräi Spréng matenee maache mussen. Dat ass och de Geescht vum neien europäesche Clean Industrial Deal. Dofir brauch et geziilt finanziell Hëllefen an e groussen Invest an eis Netzinfrastrukturen.

An deem Sënn hu mir e verbessert Aidëgesetz proposéiert, dat Industriebetriber bei der Ëmstellung op Elektresch ënnerstëtze wäert. An um europäesche Plang setze mir eis a fir eng weider Vereinfachung vum legale Kader fir Staatshëllefen.

Gläichzäiteg erlaabt d'Technologie vun haut net all Industrie, op Stroum ëmzesprangen. Dofir begréisse mer, dass déi gesetzlech Basis fir en Hydrogènesnetz zu Lëtzebuerg gestëmmt gouf. Mat eisen Nopere suerge mir derfir, dass Lëtzebuerg un den internationale Reseau ugeschloss gëtt.

Déi Aktioune si wichteg an néideg. Mee se léisen net de kuerzfristege Problem vun héijen Energiepräisser. Eis Industrie brauch propper Energie, mee och bezuelbar Energie. Wa mir d'Präisser net an de Grëff kréien, da brauche mir kengem méi bei der Transitioun ze hëllefen. Dann ass d'Industrie aus Europa fort. An dat wär schlecht fir eis Souveränitéit a schlecht fir d'Stroumrechnung vun all Bierger. Wéinst der Struktur vun den Energiepräisser bedeit all Industriebetrib, dee fortgeet, nämlech eng méi héich Rechnung fir jiddweree vun eis.

D'Energiepräisser si wichteg fir d'Industrie, déi ganz Wirtschaft an eist gesellschaftlecht Zesummeliewen. Déi lescht Joren hu gewisen, wat héich Energiepräisser fir d'Privatleit bedeiten. Energie muss bezuelbar bleiwen. Duerfir kucke vill Länner an Europa elo, d'Präisser strukturell ze reduzéieren.

Zu Lëtzebuerg waren a sinn d'Präisser ënnert der europäescher Moyenne. Dat ass e sozialen a wirtschaftlechen Atout. An deen Atout wëlle mer halen. Mir wëllen d'Stroumpräisser iwwert déi nächst Joren nohalteg stabiliséieren, an dat ouni zréckzegoen op eng Energiepräisbrems. Mir sinn net méi an enger Energiekris. Wat mer elo brauchen, sinn dauerhaft Léisunge fir bezuelbar Energiepräisser, mat Ureizer, fir bei der Elektrifikatioun matzemaachen.

Duerfir huet d'Regierung decidéiert, ronn 150 Milliounen Euro an de Grapp ze huelen, Suen, déi de Privatleit an de Betriber direkt hëllefen.

Engersäits iwwerhëlt de Staatsbudget an Zukunft, wéi an Däitschland, en Deel vun den Netzkäschten. Dat suergt fir substanziell Entlaaschtunge bei alle Clienten. Stand haut sollt de Stroumpräis domat d'nächst Joer erofgoen, trotz dem Auslafe vun der Stroumpräisbrems.

Anerersäits iwwerhuele mer iwwert de Budget de Mécanisme de compensation, deen am Moment all Consommateur mat bezilt. Domat hëllefe mir geziilt deene Stéit, déi op Stroum ëmklammen, a favoriséieren esou déi gréng Transitioun.

An duerch d'Verdräifachung vun der Energieprimm bleift eis Approche sozial cibléiert. Mir hëllefen deene Leit am meeschten, déi am meeschte mat héije Präisser struewelen.

À moyen terme ass e bezuelbaren a kompetitiven Energiepräis awer nëmme méiglech, wa mir op erneierbar Energien ëmklammen – den zweete Pilier vun eiser Strategie. Dat ass besser fir d'Ëmwelt, besser fir eis Souveränitéit an à terme och besser fir de Portmonni. An dofir bleift et eng héich Prioritéit fir dës Regierung.

An der EU kënnt haut schonn d'Hallschent vun der Stroumproduktioun aus erneierbare Ressourcen. An och zu Lëtzebuerg wiisst deen Undeel alljoers. Dësen Trend dreiwe mer mam Prefinanzement fir PV-Anlage

weider. Déi technesch Viraarbechte sinn ofgeschloss a mir wäerten an den nächste Wochen de Remarke vum Staatsrot Rechnung droen. Da si mir prett, wann dës Chamber dëse Projet wäert stëmmen.

Fir jiddwerengem ze erméiglechen, bei der grénger Transitioun matzemaachen, breede mer dee System ab dem nächste Joer och op aner Klimabonushëllefen aus. Den Ëmweltminister proposéiert och nach virum Summer weider Verbesserunge beim Klimabonus Wunnen fir Wärmepompelen an energeetesch Sanéierungen. A mir ergänzen de Klimaplang duerch eng sozial Komponent.

Dat ass eng Klimapolitick mat de Leit a fir d'Leit! Eng Politick, déi d'Leit mathëlt.

An deem Sënn hu mer eng breet Consultatioun mam Secteur a mat de Gemenge lancéiert, an dat ënnert dem Numm „Einfach – Séier – Erneierbar". An deen Numm ass Programm: Mir wëlle méi einfach Reegelen, fir dass méi séier méi erneierbar Energien entstinn.

Haut sti mir eis oft selwer am Wee. Prozedure bremsen, amplaz ze hëllefen. Dofir setzt d'Regierung op eng konsequent Vereinfachung vun deene Reegelen. Mir mussen de System ofspecken. Manner Bürokratie bedeit méi nohalteg Energie, an domat manner Emissiounen.

Op Basis vun deem Prozess huet d'Regierung en ambitiéise Katalog vu ronn 50 Moossname ficeléiert. D'Hallschent vun dëse Moossname wäert schonn am Laf vun dësem Joer am legislative Prozess sinn. D'Ministere fir Energie an Ëmwelt wäerten d'Detailer presentéieren. Mee ech wëll hei op véier Schwéierpunkten agoen:

Éischtens: de positiven Impakt vum Dialog selwer. D'Gespréicher mam Secteur hunn eng Rëtsch Divergenze bei der Interpretatioun vun technesche Reegelen ervirbruecht. Déi goufen a Lëtzebuerger Traditioun – „auf dem kurzen Amtsweg" – aus der Welt geschaf. Dës Ännerunge gi méi Planungsssécherheet a weisen, dass ee besser virukënnt, wann ee mat den Acteure vum Terrain schwätzt an zesummeschafft.

Zweetens: D'Prozedure gi konsequent vereinfacht, verkierzt an digitaliséiert, fir Projete méi séier kënnen ze realiséieren. Duerfir gi Bagatellgrenzen agefouert, wou keng Autorisatioun méi wäert néideg sinn oder eng Notifikatioun duergeet. D'Delaie gi reduzéiert respektiv do, wou et keng gëtt, iwwerhaapt emol agefouert.

Donieft schaaft d'Justizministesch eng acceleréiert Prozedur fir Recourse bei grousse Projeten. An de Kulturminister vereinfacht d'Prozeduren, fir op geschützte Gebaier PV-Anlagen ze installéieren, déi dem Gebai Rechnung droen. An den Ëmweltministère harmoniséiert d'Prozesser vun alle sengen Administratiounen. Mir ginn an Zukunft grousse Projeten d'office de Statutt vum Intérêt public majeur, wat méi effikass Prozeduren am Ëmweltberäich erlaabt.

Duerch dës an aner Ännerunge wäert den Ëmweltministère grouss Projeten an Zukunft a manner wéi zwee Joer kënnen traitéieren. Dat iwwertrëfft déi europäesch Zilsetzung. Mir wëllen nach méi séier ginn: An neie sougenannte „Zones d'accélération" sollen d'Dossieren a manner wéi engem Joer ofgeschloss sinn.

Nieft der Ambitioun, méi schnell bei besteeënde Projete virunzekommen, wëlle mir och neit Potenzial fir PV-Anlagen a Wandrieder erschléissen. An dat op eng equilibréiert Manéier am Respekt vu Mënsch an Natur. Dat ass deen drëtte Schwéierpunkt.

Bei de PV-Anlage gesi mir en immenst Potenzial op eisem Autobunnsreseau: enger onofhängeger Etüd no bis zu 1.500 Megawatt. Och wa mir nëmmen en Deel dovunner realiséieren, kann hei propper Energie fir Zéngdausende Famillen entstoen. Duerfir fänke mir an den nächste Méint konkreet Projeten un, op Lärmschutzwänn an um Park&Ride zu Jonglënster.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An d'Regierung deposéiert e Gesetzesprojet, fir PV-Anlagen an der Zone non aedificandi ze erlaben – also op de 25 Meeter hannert der Sécherheetszon vun enger Autobunn.

Bei de Wandrieder reduzéiere mir d'Distanz zu Stroossen a Bëscher a passe se domat de Reegele vun eisen Nopeschlänner un. A mir wëlle méi héich Wandrieder erlaben, déi méi effizient sinn a méi Energie produzéieren.

(Interruption)

Den technologesche Fortschrëtt erlaabt dës Ännerungen, ouni d'Sécherheet vu Mënsch an Natur ze riskéieren.

De véierte Schwéierpunkt hei ass d'Roll vum Staat als Bauhär. Et ginn elo scho PV-Anlage bei all Neibau mat ageplangt. An Zukunft wäerte mir kleng Projete bündelen, fir och bei besteeënde Gebaier méi schnell virunzekommen. D'Reegele vun de Marchés publics ginn an deem Sënn ugepasst.

A bei den Hëllefe fir d'Gemenge maache mir an Zukunft och grouss PV-Anlagen eligibel fir eng finanziell Ënnerstëtzung. Esou wäerten nei Installatiounen op Schoulen, Sportshalen an anere Gemengenhaiser uechter eist ganzt Land entstoen.

Dëse Mesürepak ass e reegelrechten Ëmbroch, eng déifgräifend Neigestaltung vun de Reegelen, wouduerch méi séier méi erneierbar Energien entstinn. A fir dass eist Netz déi néideg Flexibilitéit a Sécherheet huet, fir zu all Moment genuch Stroum ze hunn, wäert d'Regierung nach dëst Joer eng national Späicherstrategie presentéieren.

Zum Beispill kënnt en neie Subsid, deen all de Proprietäre vun enger PV-Anlag hëlleft, sech och nodréiglech mat enger Batterie auszestatten, soudass d'Ëmklammen op Stroum sech weider finanziell lount.

All dës Mesüren droen zu den dräi Ziler vun eiser Energiepolitick bäi: méi Souveränitéit, méi Kompetitivitéit a manner Emissiounen. Alles dat stäerkt Lëtzebuerg fir d'Zukunft an hannerléisst eise Kanner eng besser Welt.

Här President, dës Ziler ze erreechen, ass och wichteg fir d'Kompetitivitéit vun der ganzer Wirtschaft, virun allem fir d'Datenekonomie, déi vill Energie brauch. A grad déi ass wichteg fir eis lëtzebuergesch an europäesch Souveränitéit. Mir wëlle Virreider si bei den neien Technologien. Wa mir bei den Daten an neien Technologië keng eege Léisungen hunn, da si mir ofhängeg vun anere Länner.

An Zukunft soll déi ganz Welt Lëtzebuerg als staark Finanzplaz an als staark Dateplaz kennen. Zwou Stäerkte vun eiser Finanzplaz sinn och fir esou en Datahub immens wichteg: Stabilitéit a Vertrauen. Mir setzen op dës an aner Stäerkten.

A mir stellen d'Innovatioun an de Vierdergrond. Et ass jo d'Innovatioun, de mënschleche Virwëtz an Drang no Wëssen, déi d'Mënschheet ëmmer erëm no vir dreift, déi Fortschrëtt erméiglecht.

A grad elo ass de richtege Moment, fir dës Ambitioun vu Lëtzebuerg als Datahub ze realiséieren. D'Quantitéit vun Donnéeë wiisst exponentiell. Gläichzäiteg bitt de rasante Fortschrëtt bei der Kënschtlecher Intelligenz vill nei Opportunitéiten, fir déi Daten am Sënn vun der Gesellschaft ze benotzen – an der Medezinn, an der Educatioun, beim autonome Fueren. A mat där neier geopolitescher Realitéit ass et ëmmer méi wichteg, ze wëssen, wien dann elo d'Kontroll iwwert déi Daten huet.

Dofir gëtt d'Regierung sech eng Visioun, fir déi digital Souveränitéit vu Lëtzebuerg ze stäerken. Dës Visioun baséiert op dräi neie Strategien: fir d'Daten, fir d'Kënschtlech Intelligenz a fir d'Quantentechnologie. Zesummen zeechne si eng kohärent Visioun, déi et esou soss néirens an der Welt zesumme gëtt. Eng Visioun vu Lëtzebuerg als internationalen Zentrum fir déi sécher a souverän Valorisatioun vu sensibelen Donnéeën aus ganz Europa. En Zentrum mat enger agiller Approche, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt vum Fortschrëtt stellt an Daten an Talenter aus der ganzer Welt unzitt.

Fir deem Zil gerecht ze ginn, investéiere mir an déi néideg Infrastrukturen, Talenter a Projeten. An den nächste sechs Joer wäerte mir dofir 3 Milliarden Euro vun ëffentlechen a privaten Acteure mobiliséieren.

Virun allem AI – déi Kënschtlech Intelligenz – huet hei eng grouss Wichtegkeet. AI ass déi transformativ Technologie vun deenen nächste Joerzéngten, mat engem Potenzial fir eis Zukunft, dat vergläichbar ass mat deem vum Internet virun enger Rei Joren. Dofir dierfe mir dës Technologie net aleng anere Länner a Kontinenter iwwerloossen.

Mir wëllen eng AI, déi op Vertrauen an Transparenz baséiert, déi d'Innovatioun an den Déngscht vum Mënsch stellt. Eng Kënschtlech Intelligenz à l'européenne, mat engem Lëtzebuerger Touch. An dëser Visioun ersetzt AI net de Mënsch. Si hëlleft dem Mënsch. Gradewéi d'Rechemaschinn de Mënsch net ersat huet, mee eis hëlleft, méi schnell eng Aarbecht ze realiséieren. D'Kontroll bleift beim Mënsch.

Dës Visioun baséiert op enger kohärenter Approche, mat Ekosystemer ronderëm exzellent Infrastrukturen; mat enger vun den éischten AI Factories an der EU; mat engem Supercomputer, dee fir d'Benotze vun AI optimiséiert ass an Deel vun engem europäesche Reseau ass; a mat engem éischte Supercomputer am Quanteberäich.

An duerch d'Vernetze vu verschiddenen Daten aus ënnerschiddleche Sourcë wëlle mir nach méi Plus-value schafen. Dofir definéiere mir en harmoniséierte Standard fir Donnéeën, déi accessibel, reutilisabel an einfach ze fanne sinn.

Dësen Ekosystem gëtt an deenen nächste Méint duerch d'Schafe vun engem Deep Tech Lab ergänzt. Dës Struktur soll Interaktiounen tëscht akademeschen a wirtschaftlechen Acteure facilitéieren, fir Recherche, Innovatioun an Entrepreneuriat ze férderen.

Esou kënne Public-private-Partnerships a Spin-offs entstoen, déi eis Gesellschaft an eis Wirtschaft stäerken. Nei innovativ Iddien, déi eist Land weiderbréngen. Dës Opportunitéit fir Chercheuren aus Lëtzebuerg an der ganzer Welt, zesummen un Innovatiounsprojeten ze schaffen, wäert och e wichtege Facteur sinn, fir Topptalenter an eist Land unzezéien. A fir lokal Talenter offréiere mir ab dem nächste Joer am Digital Learning Hub eng AI Academy mat spezifesche Formatiounen am Beräich vun der AI.

Fir e verantwortungsvollt Benotze vun dëser neier Technologie si mir och amgaang, den europäeschen AI Act ëmzesetzen. Dës Initiativ definéiert en harmoniséierte Kader fir ganz Europa, deen d'Innovatioun férdert an d'Rechter vun de Leit schützt. Wa mir wëllen en Hub fir ganz Europa ginn, dann ass eng pragmatesch Ëmsetzung vun dësem Kader immens wichteg.

All dës Puzzlestécker wäerten hëllefen, AI ganz konkreet ze applizéieren, zum Wuel vun der Gesellschaft an der Wirtschaft. Fir eng konkret Plus-value fir de Bierger, de Staat an d'Ekonomie ze hunn, dierf d'Innovatioun net am Labo bleiwen. Dofir hu mir engersäits eng Rei Schlësselprojeten identifizéiert a maachen anerersäits weider Efforten, fir dass déi nei Technologien an eise Betriber Fouss faassen.

Ee Projet viséiert zum Beispill d'Entwécklung vun engem AI-Modell, engem sougenannte „Large Language Model", dee spezifesch op eis national an europäesch Gesetzer trainéiert ass. De Mënsch hält weider de Bic am Grapp, mee esou kann AI hëllefen, Gesetzestexter méi effikass ze schreiwen. Dat kéint à terme och eng Ulafstell ginn, fir Privatleit a Betriber ze hëllefen, administrativ Demarchë méi einfach ze bewältegen.

Mir wëllen AI och bei der ADEM benotzen, fir eng besser Iwwersiicht ze kréie vun deene Kompetenzen, déi d'Leit hunn, an deenen, déi d'Betriber sichen. Domat kënne mir geziilt Formatiounen ubidden, géint de Chômage virgoen an d'Penurie a verschiddene Secteure besser ugoen.

A fir déi Innovatioun an nei Iddie besser an eis Betriber ze kréien, iwwerschafft d'Fuerschungsministesch déi national Recherchestrategie. Nach virum Summer presentéiert si en neit Gesetz fir de Fonds national de la recherche.

Mir hunn och decidéiert, déi finanziell Hëllefe fir PMEen ze verstäerken, déi an d'Digitalisatioun oder d'Notze vu Kënschtlecher Intelligenz investéiere wëllen. Zesumme mat privaten Acteure schaffe mir weider u weidere Moossnamen, fir den Technologietransfert u Lëtzebuerger PMEen ze verbesseren.

Well et oft kleng, nei Firme sinn, déi e Secteur mat enger innovativer Iddi revolutionéieren, hunn de Finanz- an de Wirtschaftsminister en Aktiounsplang virgeluecht, fir Startups ze promouvéieren, ënner anerem mat SNCI-Fongen an Héicht vun 300 Milliounen Euro.

Innovatioun ass d'Basis vun eisem Fortschrëtt. E modernt Lëtzebuerg muss all Dag doru schaffen, e Virreider bei den neien Technologien ze sinn. An Innovatioun kuerbelt net just d'Wirtschaft un, si ass och d'Basis vum soziale Fortschrëtt. Den Internet ass dee gréisste Recueil vu Wëssen an der Geschicht vun der Mënschheet. Wat soss déi gréisste Bibliothéik depasséiert huet, passt haut mam Smartphone an eis Täsch.

Mee trotz allem Enthusiasmus fir dës nei Méiglechkeete musse mir och léieren, verantwortungsvoll domat ëmzegoen. Ze oft ersetzt elo schonns den Telefon de Rendez-vous, de Bildschierm d'Buch an de Kopfhörer d'Gespréich. Mir hunn all eng Verantwortung, derfir ze suergen, dass déi digital Welt net déi reell verdrängt, datt déi Kënschtlech Intelligenz net déi mënschlech ersetzt.

An dofir musse mir virun allem bei eise Kanner usetzen. Déi nei Generatioun wiisst mam Internet a mam Smartphone op. Si kennt keng Welt ouni digital Apparater a sozial Reseauen. Mir gesinn d'Effeten dovunner schonn haut: ëmmer méi opfälleg Verhalensmusteren, Schlofstéierungen, Angschtzoustänn, Depressiounen, schonn a klengem Alter grouss Ënnerscheeder an de sozialen a kognitive Capacitéiten.

De Rapport vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ass alarméierend. Net just verbréngen d'Kanner méi Zäit hannert dem Bildschierm, de Contenu, mat deem si confrontéiert ginn, ass ëmmer méi gewaltsam a sexualiséiert, virun allem op de soziale Reseauen. Mir musse si viru genau deem Contenu schützen. Dat gehéiert zu de Kannerrechter!

D'Source vun deem Problem musse mir natierlech um europäeschen Niveau ugoen, sou wéi mir dat mam Digital Services Act maachen. Mee déi gréisste Suerg ass, dass dës Entwécklungen der mentaler Gesondheet vun de Kanner schueden – enger mentaler Gesondheet, déi generell méi fragill ginn ass. Hei gesäit een och haut nach verschidde Spuere vun der Pandemie. Och Autismus an aner neurodivergent Konditiounen, wéi Dyslexie oder Konzentratiounsdefiziter, hunn zougeholl.

Déi mental Gesondheet dierf keen Tabu méi sinn. Dat Mentaalt ass en integrale Bestanddeel vun der Gesondheet. Fir déi ganz akut Fäll besser opzefänken, setze mir d'Zuel vun de Better an der Jugendpsychiatrie an d'Luucht. Virun allem hunn d'Santésministesch an den Educatiounsminister d'Preventioun zu enger Prioritéit gemaach: andeems dëse Sujet Deel vun der Gesondheetserzéiung an der Schoul gëtt; andeems mir en neien digitalen Outil schafen, fir de Suivi vun all Kand wärend der Schoulzäit ze vereinfachen; andeems den Éischt-Hëllef-Cours fir mental Gesondheet renforcéiert gëtt; andeems mir d'Screen-Life-Balance vun de Kanner verbesseren, mat méi Sport an de Schoulen a Maison-relaisen a méi klore Reegelen an eise Schoulen, fir Smartphones ze encadréieren.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mee d'Schoul ass nëmmen een Deel vum Dag. Duerfir sensibiliséiere mir d'Eltere mat cibléierte Campagnen a Konferenzen am Kader vun den Eltereforen. Och mir Eltere musse mam gudde Beispill doheem virgoen. Am enken Echange mat den Acteure vum Terrain analyséiere mir am Laf vum Joer weider Iddien, fir de Kanner eng suergefräi Kandheet ze assuréieren. Mir loossen hei net lass. Mir kënnen hei net lassloossen!

Mir wëllen eng Generatioun, déi wierklech glécklech ass, an net just glécklech Biller post. Dat ass eng nei Facette vun enger moderner Gesellschaft. Eng, déi mer wouerhuelen an uginn. D'Welt ännert sech nämlech net just international. Si ännert ganz konkreet an eisem Alldag an Zesummeliewen.

Här President, mir wëllen deene sozialen Entwécklungen net einfach nokucken. Mir wëlle se begleeden an encadréieren. Eis Ambitioun ass eng modern Gesellschaftspolitick: beim Steiersystem, dem Aarbechtsrecht an de Pensiounen. Mat geziilten Adaptatiounen. Net Revolutiounen, mee Evolutiounen am Sënn vun der Zäit.

Een Zil ass eng besser Balance tëscht dem professionellen an dem private Liewen, fir esou ënnerschiddleche Familljekompositioune besser Rechnung ze droen. Et ass net um Staat, ee Familljemodell virzeschreiwen. Et ass un all Koppel, un all Famill, déi Decisioune selwer ze treffen. Mir musse mat eiser Politick all Choix respektéieren.

Beim Steiersystem huet d'Regierung sech engagéiert, eng eenzeg Steierklass ze proposéieren. Mat der Individualiséierung wäert all Familljemodell d'selwecht behandelt a besteiert ginn. Dat ass eng Fro vu Gerechtegkeet.

D'Virbereedunge fir dës déifgräifend Steierreform lafe gutt, soudass de Finanzminister der Chamber an de Sozialpartner ab Juli verschidde Piste presentéiere wäert. Eng Méiglechkeet kéint en neien avantagéise Steiertariff sinn, no un der aktueller Steierklass 1a, dat gekoppelt un eng laang Iwwergangsperiod fir d'Leit, déi bestuet oder gepacst sinn. Esou gi si net benodeelegt.

Mam selwechten Zil, dat professionellt an dat privat Liewe besser ënner een Hutt ze kréien, iwwerschaffe mir och eist Aarbechtsrecht. Net vu Grond op, mee mat geziilten Ännerungen, déi eiser Zäit entspriechen. An och net vun uewen erof, mee am Dialog mat de Sozialpartner. Dofir tauscht d'Regierung sech reegelméisseg mat de Sozialpartner aus, ...

(Interruption)

... ech selwer fir d'lescht nach virun e puer Deeg.

Dës Regierung steet fir den Dialog. All Politickberäich deen ech Iech haut beschreiwen, weist dat. Mir regéieren net am Alleingang. Mir sichen den Echange: mat de Parteie bei der Defense; mat de Bauere bei der Agrikultur; mat den Acteure vum Terrain beim Logement a bei den erneierbaren Energien; mam ganze Vollek bei de Pensiounen; a jo, och mat de Gewerkschafte beim Aarbechtsrecht.

Deen Dialog ass net ëmmer einfach, mee respektvoll nozelauschteren aner Meenungen en compte ze huelen, ass wichteg. An dozou sti mir. Et ass een net ëmmer enger Meenung. Dat ass normal. Net all Géigenargument ass eng Attack, net all Diskussioun e Sträit. Et ass grad d'Méiglechkeet, ouni Angscht viru Repressioun ënnerschiddlech Meenungen ze hunn, déi eng Demokratie vun enger Diktatur ënnerscheet.

Dofir héiere mir och d'Bedenke vun de Gewerkschaften a vun der Zivillgesellschaft par rapport zum Versammlungsrecht.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass e wichtegt Recht an eiser Demokratie. An dofir wäert d'Regierung hei keen neit Gesetz proposéieren, dat net mat de Parteien, de Gewerkschaften an der Zivillgesellschaft ofgeschwat ass an eng breet Ënnerstëtzung fënnt.

Gläichzäiteg heescht Dialog net an all Fall Codecisioun. D'Majoritéit an dëser Chamber huet eng Verantwortung, a se wäert doru gemooss ginn, ob se där Verantwortung gerecht gëtt. Dat ass esou an enger Demokratie. An dat ass gutt esou. A wa kloer ass, wien d'Decisiounen hëlt, ass och kloer, wien d'Responsabilitéit derfir dréit – am Gudden an am Schlechten.

An dës Majoritéit huet sech eng modern Gesellschaftspolitick zum Zil gesat. An deem Kontext hu mir proposéiert, d'Ëffnungszäiten an d'Sonndesaarbecht am Commerce ze adaptéieren. Loosst mech hei nach eng Kéier erklären, firwat.

De Sonndeg bleift de Sonndeg. E wäert net zu engem normale Schaffdag ginn. E bleift en Dag fir Momenter mat der Famill, fir kulturell a sportlech Evenementer. Mee op engem Sonndeg kann een haut schonn am Restaurant iessen, am Supermarché akafen, mam Bus fueren.

Mir proposéieren näischt méi an näischt manner, wéi de Butteker, déi haut scho sonndes kënnen ophunn, méi Flexibilitéit ze ginn. Amplaz d'Aarbecht op 4 Stonnen ze limitéieren, soll een 8 schaffen dierfen. Dierfen – net mussen! An d'Leit, déi dat an deem spezifesche Secteur maachen, kréien dofir eng méi héich Pai.

Domat schafe mir méi Méiglechkeeten. Fir d'Employéen, fir d'Betriber a fir de Rescht vun der Gesellschaft.

(Interruptions)

Dat ass keng Verschlechterung, mee e Choix. Optiounen. Fräiheet.

Dem Wirtschaftsminister seng Propos zu den Ëffnungszäiten am Commerce entsprécht där selwechter Iddi vu

méi Optiounen a Choix. Domat wäert de Kleederbuttek awer net bis owes 22.00 Auer ophunn.

Dës Ännerung gouf mat de Sozialpartner diskutéiert. An dat ware keng eidel Gespréicher. Opgrond vun deenen Diskussioune si verschidden Aspekter vun den Ëffnungszäiten u Kollektivverträg gekoppelt. Dat weist, datt mir nolauschteren. Dat weist och, datt de Kollektivvertrag e wichtegt Instrument an eisem Aarbechtsrecht bleift an e wichtegt Instrument an den Hänn vun de Gewerkschaften – jo, an den exklusiven Hänn vun de Gewerkschaften.

Mir gesinn awer och, dass de momentane Regimm net méi adaptéiert ass un déi divers Realitéiten an eiser Gesellschaft an an eiser Wirtschaft. D'Kollektivverträg – ech soen et nach eng Kéier – sollen en attraktiivt Instrument fir béid Sozialpartner bleiwen.

A gläichzäiteg sollen Accorden um Niveau vun engem eenzelne Betrib eng erweidert Roll kréien, fir Detailer kënnen ze reegelen, déi der Realitéit vum jeeweilege Betrib an de Salariéen do entspriechen.

Dës Ännerunge sinn net, fir déi eng Säit ze stäerken oder déi aner ze schwächen. Si sinn am Interêt vun der ganzer Gesellschaft an am Geescht vun enger moderner Politick.

Egal wat gesot gëtt – um 1. Mee, an de Meedien a soss op Plazen –, d'Regierung ass fir de Sozialdialog, fir d'Sozialpartnerschaft a respektéiert voll a ganz d'Roll vun de Gewerkschaften! A genau dowéinst hunn ech am Januar d'Sozialronnen annoncéiert. Den Dialog – den Austausch mat de Sozialpartner – ass mir wichteg. Als Mënsch an als Premierminister.

Zesumme mat de Ministere fir Aarbecht a Wirtschaft hunn ech mech iwwert déi lescht Méint méi wéi eng Kéier mat de Sozialpartner getraff. Zu zwee, zu dräi. Um Telefon a physesch. An aller Sachlechkeet. An ouni Drock vu baussen. Et ass eis ëm den Dialog gaangen, net ëm d'Publicitéit.

Dat war d'Iddi vun de Sozialronnen. An déi waren e Succès, well déi dräi Säiten hu sech erëmfonnt – och wann dat am Ufank schwéier war –, si hunn nogelauschtert a sech respektvoll ausgetosch. Dëse respektvollen Echange wëllt d'Regierung an den nächste Méint weiderféieren, och an den entspriechende Gremie vum Sozialdialog.

Nieft dësen Diskussioune wëlle mer nach dëst Joer d'Flexibiliséierung vum Congé de maternité an d'Aféierung vum Temps partiel familial presentéieren, mam Zil, dass d'Eltere wärend de wichtegen éischte Méint a Jore méi Zäit mat hire Kanner verbrénge kënnen. An enger moderner Gesellschaftspolitick stinn de Beruff an d'Famill net an Oppositioun. All Kand soll d'Chance hunn, an enger glécklecher Famill grouss ze ginn.

Dobäi soll och net zielen, wéi d'Famill sech zesummesetzt, mee wéi gutt d'Kand versuergt gëtt. Duerfir stellt d'Moderniséierung vum Adoptiounsrecht, déi d'Justizministesch presentéiert huet, d'Kand an de Mëttelpunkt.

Nieft de méi diverse Familljekompositioune muss esou eng modern Politick och d'Evolutioun begleeden, datt mir méi laang liewen.

Zanter Oktober gouf et duerfir eng breet Consultatioun zum Pensiounssystem. Ech wëll, am Numm vun der Regierung, jiddwerengem Merci fir seng Kontributiounen do soen. All déi Perspektive si wäertvoll. Et mierkt ee richteg, datt dëse Sujet d'Leit interesséiert. An dat aleng ass e Succès. Et ass en Zeeche vun enger Demokratie, déi lieft.

D'Zäit vun der Consultatioun war hëllefräich. Mee elo gëllt et, e Wee no vir ze definéieren. Duerfir wäert d'Ministesch fir sozial Sécherheet virum Summer hir detailléiert Propositioune virstellen. Ech wëll awer haut schonn op dräi Haaptpunkten agoen:

Éischtens: De Pensiounssystem ass eng sozial Errungenschaft. Eng Errungenschaft, déi mir fir déi zukünfteg Generatiounen ofséchere mussen. Eng staark ëffentlech Allgemengversécherung fir jiddweree muss d'Kärstéck vun eisem Pensiounssystem bleiwen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Zweetens: De Pensiounssystem ass e Verspriechen. E Verspriechen, dat op Vertraue baséiert. An dat Vertraue kann een net verléieren. Mir wäerte keng Ännerunge fir déi Leit maachen, déi an der Pensioun sinn oder kuerz virdru stinn.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | A mir wäerten d'Studentejoren an d'Babyjore bäibehalen.

Drëttens: De Pensiounssystem ass eng Altersofsécherung. Eng Altersofsécherung, déi jidder Generatioun erlabe soll, vertrauensvoll a Richtung Pensioun ze kucken. Haut si vill Leit bal sou laang an der Pensioun, wéi se abezuelt hunn. Et liicht an, datt dat net ka soutenabel sinn. Donieft huet Lëtzebuerg mat ronn 60 Joer deen niddregste reellen Antrëttsalter an d'Pensioun vun allen EU- an OECD-Länner.

Dofir wäerte mir d'Cotisatiounsjore lues a lues eropfueren. D'Karriär, déi ee muss absolvéiert hunn, fir en Urecht op eng Pensioun ze hunn, wäert iwwer eng Rei Joren alljoers stufeweis ëm dräi Méint verlängert ginn.

Am Géigesaz zu eisen Nopere bleift de legale Pensiounsantrëttsalter awer bei 65 Joer. Mir wëlle mat dëser Ännerung kucken, am Duerchschnëtt méi no un den Alter vu 65 Joer erunzekommen. Fir déi Transitioun ze begleeden, féiere mer och d'Méiglechkeet vun enger Retraite progressive an – also enger Period, an där ee manner schafft a schonn en Deel vu senger Pensioun kritt.

Mir wëllen eise Pensiounssystem op 15 Joer finanziell ofsécheren: duerch eng budgetär Kontributioun iwwert d'Recettë vun enger besteeënder Konsumsteier – geduecht gëtt zum Beispill un déi Hallschent vun de Recetten aus der CO_2-Steier, déi fir sozial Mesüre virgesi sinn –; duerch e Festhalen un der Reserv, fir dass se weider esou vill wéi méiglech Revenue generéiert; an duerch d'Bäibehale vun der Reform, déi dës Chamber 2012 gestëmmt huet, an domat Moossnamen, déi virgesinn, wat geschitt, wann d'Ausgaben d'Recetten depasséieren.

Nieft dëse grousse Prinzippie fir den ëffentleche Rentesystem proposéiere mir nach weider zwou Ännerungen: Fir déi, déi riskéieren, an d'Altersaarmut ze rutschen, féiere mir eng cibléiert Sozialhëllef an. A fir déi, déi e puer Su spuere kënnen, maache mir privat Pensiounen am drëtte Pilier méi attraktiv, fir d'Leit ze encouragéieren, sech en zousätzlechen Apel fir den Duuscht am Alter opzebauen.

(Interruption)

Ech wëll nach eemol ënnersträichen, dass déi breet Diskussioun zu dësem Sujet immens wäertvoll war. Déi Diskussioun muss ëmmer erëm geféiert ginn, fir ëmmer erëm der demographescher a wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung ze droen. Well de Pensiounssystem bleift de facto vun eisem wirtschaftlechen Erfolleg ofhängeg.

Här President, grad wann d'Welt ronderëm eis méi ongewëss gëtt, musse mir eis Efforten ëmsou méi verstäerken, fir kompetitiv ze bleiwen an de wirtschaftlechen Erfolleg vum Land ze erhalen.

An engem internationalen Ozean vun Onstabilitéit ass et ëmsou méi wichteg, datt mir dat kontrolléieren, wat mir kontrolléiere kënnen. Dass mir eist Schëff a rouegem Waasser halen. Dass mir eis Stäerkt vun der Stabilitéit erhalen, ausbauen an notzen.

Fir eis Kompetitivitéit ze stäerken, musse mir den Entrepreneursgeescht zu Lëtzebuerg nees mat Liewe fëllen an de klengen a mëttelgrousse Betriber Loft zum Ootme ginn. Duerfir fuere mir weider mat der Vereinfachung vun administrativen Ofleef an de Wirtschaftsminister wäert am Laf vum Joer weider Verbesserunge beim Droit d'établissement proposéieren.

Bis Enn des Joers wëlle mer och eng Reform vun der ITM proposéieren, fir hei hir berodend Funktioun auszebauen. Mir wëlle méi op Preventioun, Opklärung a Begleedung setze wéi op Repressioun.

Och um europäesche Plang ënnerstëtze mir d'Efforten, fir déi administrativ a regulatoresch Laascht vun eise Betriber ze erliichteren. Zum Beispill mat de sougenannten „Omnibuspropose" wëll déi Europäesch Kommissioun d'Reegelwierk vereinfachen, ouni d'politesch Ziler vun deenen Texter opzeginn.

Besser Reegelen heescht net keng Reegelen. Mee besser Reegele sinn essentiel, fir datt den europäesche Marché nees attraktiv gëtt. Et ass essentiel fir d'Iwwerliewe vun eise PMEen, déi vill Aarbechtsplazen an eisem Land schafen. D'Zil vun all Betrib ass d'Schafe vu Valeur, vun engem Produkt oder engem Service. Net d'Schreiwe vu Rapporten.

E Betrib brauch duerfir qualifizéiert a motivéiert Mataarbechter, Leit, déi mir zu Lëtzebuerg ausbilden, a Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, fir zu eisem Succès bäizedroen. An dofir investéiere mir konsequent an d'Beruffsausbildung, doduerch dass mir Ausbildung um Niveau Post-Bac zu Lëtzebuerg erméiglechen an unerkennen, an doduerch dass mir Investissementer vu Betriber an hir Mataarbechter encouragéieren, iwwer verbessert Indemnités d'apprentissage an d'Skills-Bridge-Formatiounen.

Fir Talenter aus dem Ausland unzezéien, gëtt et säit dem Januar nei Steiermesüren. An den nächsten zwielef Méint definéiere mir och Strategien, fir jee no Secteur geziilt déi Talenter ze identifizéieren, déi mir brauchen.

Mat all dëse Mesüre schafe mir d'Konditioune fir wirtschaftleche Wuesstem. Dee Wuesstem bréngt Aarbechtsplazen. An e bréngt dem Staat Recettë fir eng staark Sozialpolitick a wichteg Investissementer – fir d'Energietransitioun, fir déi digital Zukunft, fir d'Defense.

Dee Wuesstem muss een och encadréieren. Duerfir brauch et weider Aktioune beim Logement, bei der Mobilitéit a bei der Sécherheet. Fir déi néideg Wunnengen ze bauen, hu mir an enger éischter Phas mussen d'Kris am Bausecteur stoppen. An dat hu mir mam Chômage partiel a cibléierte Steiermesüren hikritt. Haut ass déi akut Kris am Bau eriwwer. Mee et ass net um Staat, de Logementsmarché éiweg ze ënnerstëtzen. Dee Marché muss erëm op eegene Bee stoen.

An duerfir wäert d'Regierung den zäitlech begrenzte Steierpak Enn Juni auslafe loossen an net verlängeren.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | De Bëllegen Akt fir eng Eegewunneng op 40.000 Euro bleift awer bestoen. Dat heescht, dass eng Koppel, déi fir sech selwer eng Wunneng keeft, bis zu engem Präis vu ronn enger Millioun Euro keen Enregistrement bezilt. Dës Moossnam hëlleft jonke Familljen, fir hiert eegent Doheem ze kafen.

Mir sinn ugetrueden, fir méi a méi séier ze bauen. Dofir hu mir d'lescht Joer e Paradigmewiessel op de Wee bruecht mat engem radikalen Ëmdenke bei de Prozeduren. Well et ass esou, wéi de Marché à moyen terme säi Schwong behält, an et ass esou, wéi jiddereen Accès zu erschwénglechem Wunnraum huet.

Sou goufen zum Beispill d'Reformen, déi d'Balance tëscht dem Logement an dem Naturschutz retabléieren – wéi d'Natur auf Zeit an d'Compensation une fois pour toutes – am Januar an der Chamber presentéiert.

Weider wichteg Moossnamen, wéi déi zweet Phas vum „silence vaut accord", d'Bautereglement an d'Vereinfachung vun de PAG- a PAP-Prozeduren, kommen an den nächste Méint. An och bei der Mobiliséierungssteier op onbenotzten Terrainen am Bauperimeeter mécht d'Regierung hir Propositiounen nach virum Summer. Domat encouragéiere mir d'Bauen op ausgewisenen Terrainen.

Fir eng Mobilitéit, déi Schratt hält mat enger wuessender Bevëlkerung, investéiere mir weider an eis Infrastrukturen: an d'Schinn, mat wichtege Projete wéi zum Beispill der Eisebunnsstreck tëscht Lëtzebuerg a Beetebuerg an dem neie Pôle d'Echange zu Hollerech; an d'Strooss, zum Beispill mat der Fäerdegstellung vum Contournement Housen; an den Tram, mat de Finanzéierungsgesetzer fir d'Extensiounen op der Areler Strooss an op der Escher Strooss; an de Fluchhafen, mat engem Ausbau vum aktuellen Terminal an enger Moderniséierung vun de Sécherheetskontrollen, fir d'Waardezäiten ze reduzéieren.

An och de Rechtsstaat muss mat enger wuessender Populatioun Schratt halen. D'Sécherheet ass d'Basis, fir eis Fräiheeten auszeliewen. Och e Gefill vun Onsécherheet kann d'Leit heiansdo scho limitéieren.

Hei geet et ëm de Respekt virum Gesetz, de Respekt virum Matbierger a virun de Reegelen, déi mir eis als Gesellschaft ginn. Soss riskéiere mir, dass d'Vertrauen an eise Rechtsstaat verluer geet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat Vertrauen hält een duerch eng Justiz, déi séier an effikass schaffe kann, an duerch eng Police, déi no beim Bierger a senge Suergen ass. Dat sinn d'Viraussetzungen. An dat sinn d'Ziler vun dëser Regierung.

Duerfir kritt d'Justiz méi Personal. Et goufen zousätzlech Poste geschaf an den Accès an d'Magistratur gouf méi breet opgemaach. An d'Justizministesch schafft drun, de Rekrutement vu Riichter beim Ordre administratif méi attraktiv ze gestalten, a se adaptéiert d'Formatioun vun den Attachés de justice.

Nieft méi Leit brauch et awer och méi effikass Prozeduren. Prozeduren, déi onnéideg laang schleefen, si schlecht fir d'Affer an de Rechtsstaat – an domat fir d'Allgemengheet. Duerfir gi se, Schratt fir Schratt, digitaliséiert. Duerch digital Léisungen hu mer den Austausch tëscht der Justiz an de Banke vereinfacht, gradewéi den Echange mat anere Memberlänner. An ab dem Hierscht erméiglecht eng nei Software eng elektronesch Veraarbechtung vun den Dossieren.

Och der Police gi mir déi néideg Moyenen, a Form vu Personal, Material a Pouvoiren. De Rekrutement bleift héich, fir méi Presenz ze weisen, méi Proximitéit zum Bierger ze hunn a méi preventiv Aarbecht ze leeschten. Dozou gehéieren och déi néideg legislativ Ännerungen, sou wéi e verstäerkte Platzverweis, eng vereinfacht Prozedur fir VisuPol-Iwwerwaachung oder eng gesetzlech Basis fir d'Gemengepolice.

Dës Ännerunge gi geziilt do agesat, wou se Sënn maachen. Mir schafe keen Iwwerwaachungsstaat, an deem d'Leit hiert Recht op Privatsphär verléieren. Et ass grad ëmgedréint: Déi momentan Situatioun op spezifesche Plazen, esou wéi am Garer Quartier, limitéiert d'Fräiheet vun de Leit, déi do liewen. Mir wëllen déi Rechter op fräi Beweegung an e fräit Liewen assuréieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dës spezifesch Plaze leide virun allem ënnert der Drogekriminalitéit. Dee Problem muss een zesumme mat allen Acteuren a mat enger balancéierter Approche ugoen: Repressioun fir d'Dealeren a sozialen Encadrement fir hir Afferen.

Et ass gewosst, datt déi organiséiert Kriminalitéit zu Lëtzebuerg oft iwwert d'Grenzen ewech operéiert an esou versicht, der Justiz an der Police ze entkommen. Déi rezent Coupë géint d'Drogekriminalitéit weisen dat. Lëtzebuerg war net de Marché fir déi grouss Quantitéit vun Drogen. An awer goufe se hei fonnt. Ech felicitéieren der Police, der Douane an der Justiz fir hir exzellent Aarbecht an Zesummenaarbecht bei dësen Aktiounen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Grenziwwerschreidend Kriminalitéit bekämpft ee mat grenziwwerschreidender Kollaboratioun. An déi Kollaboratioun verstäerke mir weider: duerch den Austausch vu méi Donnéeën an der Schengen-Zon an duerch d'Aféiere vun enger automatescher Erkennung vun Autosplacken. Mat dësem System, deen et schonn a villen EU-Länner gëtt, kënne mir méi effikass gesichte Leit fannen an zur Rechenschaft zéien.

Dës Kollaboratioun ass en integralen Deel vum Schenge-System. En effektive Kampf géint d'Kriminalitéit wier ouni Schengen net denkbar. Genausou wéi eng performant Wirtschaft nëmme méiglech ass mam fräien Echange vu Gidder a Servicer. Mee Schengen ass nach vill méi wéi dat.

Schengen ass e Symbol vun Europa a vun eiser Unioun. Déi gelieften Expressioun vun engem gëeenten Europa.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Eng Realitéit, déi a ville Joerhonnerte vun eisem Kontinent net denkbar gewiescht wier. Am Summer feiert d'Schengen-Ofkommes 40 Joer. An hei weist sech wéi bal néierens soss, wat ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn: Fortschrëtt ass net selbstverständlech. Et muss een all Dag dofir schaffen.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An deem Geescht wäert Lëtzebuerg sech weider op europäeschem Niveau fir de Schenge-Raum an oppe Bannegrenzen asetzen. De Problem vun irregulärer Migratioun kréie mer nëmmen zesummen als Europa geléist. Mat verschäerfte Kontrollen un de Baussegrenzen.

D'Migratiounspolitick muss op enger Politick mat Häerz a Verstand baséieren: vum Häerz gedriwwen a mat Verstand ëmgesat.

D'Recht op Asyl muss garantéiert bleiwen. Dat ass en zentraalt Element vun eise Wäerter vun Oppenheet a Mënschlechkeet. A mir brauche legal Migratioun, fir eise wirtschaftlechen a soziale Modell an Europa ze erhalen. Gläichzäiteg muss déi illegal Migratioun bekämpft ginn. An déi Leit, déi illegal an d'EU kommen, mussen erëm ausgewise ginn.

Och dat gehéiert zu engem Rechtsstaat. An et ass néideg fir eng erfollegräich Integratioun vun deenen aneren. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuerger deenen hëllefe wëllen, déi viru Krich flüchten. Déi grouss Solidaritéitswelle bei de Kricher a Syrien an an der Ukrain weisen d'Häerz vun der Lëtzebuerger Gesellschaft. Mee wa mir eise System iwwerfuerdere mat Leit, déi d'Konditiounen net erfëllen, fir hei ze bleiwen, da riskéiere mir, dat Versteesdemech an der Gesellschaft ze verléieren.

Et ka kee Lëtzebuerg feelend Mënschlechkeet reprochéieren. Mir hunn haut schonn eng vun den héchsten Zuelen u Flüchtlinge pro Awunner an Europa. Mee och eis Strukture stoussen un hir Grenzen. An och wa mir weider Strukturen opmaachen, brauch et eng responsabel Migratiounspolitick mat engem kloren, fairen an objektive Kader.

Demandeure mat enger reeller Perspektiv op de Flüchtlingsstatutt solle séier eng Äntwert kréien, fir onnéideg Frustratiounen ze evitéieren. An Demandeuren ouni Aussiicht op de Statutt solle keng falsch Hoffnunge gemaach kréien. Bei deene Leit setze mir op eng human Approche.

Duerfir gëtt et säit dem September d'Maison de retour. Hei kréien déi betraffe Leit e psychosozialen Encadrement a ginn ënnerstëtzt, fir eng würdevoll an nohalteg Reintegratioun an hirem Hierkonftsland ze erméiglechen.

D'Zuele weisen, datt dat déi richteg Approche ass. Mir hunn iwwert déi lescht zwielef Méint méi fräiwëlleg Retoure gehat wéi forcéierter. An doduerch huet dës Regierung den Total vu Retouren – also vun deene Leit, déi d'Land musse verloossen – am Verglach mat 2022 méi wéi verduebelt. Mat dëser Politick assuréiere mer, dass d'Integratiounscapacitéite vun eiser Gesellschaft net iwwerstrapazéiert ginn.

Här President, Fridden, Fräiheet, Gerechtegkeet – dat sinn net just grouss Wierder, déi an d'Geschichtsbicher gehéieren. Dat si Wäerter, déi mir all Dag mat Liewe fëlle mussen. Ziler, déi mir all Dag ustriewe mussen. Dës Wäerter muss all Generatioun op en Neits definéieren. Sou hunn d'Generatioune virun eis sech fir d'Rechter vu Fraen agesat. An awer ware weider Schrëtt néideg, fir d'Fraerechter ze stäerken.

An déi huet dës Regierung elo gemaach: duerch e Verbuet vum Certificat de virginité an der Hymenoplastie; duerch eng méi streng Bestrofung vun Täter vu sexueller Gewalt an déi éischt national Ulafstell fir Affer vu sexueller Gewalt; an duerch d'Ofschafe vum Délai de réflexion bei enger Ofdreiwung.

An esou ass dat mat all de Wäerter, déi eis wichteg sinn: eisen Defenseeffort an d'Resilienzstrategie halen de Fridden an d'Sécherheet; den Ausbau vun erneierbaren Energië bréngt eis a Richtung Nohaltegkeet; Innovatioun an Entrepreneursgeescht schafe Wuelstand; d'Vereinbarung tëscht professionellem a privatem Liewe suergt fir Choix a Gläichberechtegung; an d'Efforte fir eng suergefräi Kandheet an eng vertrauenswürdeg Altersofsécherung stäerken d'Gerechtegkeet. Alles konkreet Moossnamen, déi beweisen, dass mir d'Méiglechkeet hunn, d'Realitéit an d'Welt mat eise Wäerter ze gestalten – duerch eist Handelen an eis Decisiounen.

An dat ass Souveränitéit: d'Fräiheet, seng eegen Entscheedungen ze treffen a seng eegen Zukunft ze schreiwen. Dat wëlle mir fir eist Land. Fortschrëtt ass méiglech. Mee e kënnt net vum selwen. All Fortschrëtt fänkt mat enger Ännerung un. Wat mir net maachen dierfen, ass stoe bleiwen, paralyséiert duerch d'Angscht virun Ännerungen.

An der Demokratie ginn all Ännerungen diskutéiert an debattéiert. Mee an der Demokratie geet et net drëms, Recht ze hunn oder där anerer Säit eng auszewëschen. Et geet drëms, d'Land gemeinsam no vir

ze bréngen. Dobäi muss jiddwereen och ëmmer den Intérêt général am Kapp behalen.

Mir hunn all eis Iwwerzeegungen, ënnerschiddlech Perspektiven, Meenungen a Visiounen. Mee loosst eis zesummen am Interêt vun eisem Land a senge Leit schaffen!

Et ass dësen Dialog, dës Bereetschaft, iwwer Meenungsdivergenzen ewechzekucken an zesummenzeschaffen, déi eist Land ausmaachen. Wat eist Land an der ganzer Welt auszeechent. Wat mir oft Stabilitéit nennen. An déi Stabilitéit ass d'Basis vun eisem Fortschrëtt.

Dat ass d'Iwwerzeegung vun dëser Regierung: Fortschrëtt duerch Stabilitéit. Stabilitéit duerch Fortschrëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. An ech soen him Merci fir seng Ausféierungen; Ausféierungen, déi mer muer de Moien am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.35 heures.)

82e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 14**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Débat sur l'état de la nation** **p. 14**
   M. Marc Spautz (interventions de M. Franz Fayot, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel et M. Marc Baum) | M. Gilles Baum (interventions de M. Marc Goergen, M. Georges Engel et M. André Bauler) | Mme Taina Bofferding (intervention de M. Gilles Baum) (dépôt des motions 1 et 2) | M. Fred Keup (intervention de Mme Corinne Cahen)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur l'état de la nation

Mir kommen zur Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'CSV huet 155 Minutten, d'DP der 120, d'LSAP der 110, d'ADR der 75, déi gréng 50, d'Piraten 25, déi Lénk 25. D'Regierung huet duerno 100 Minutten. Wuelverstane sinn dat Maximalzäiten an net Minimalzäiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Carole Hartmann an den Här Ricardo Marques. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. An da ginn ech och dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kann Iech berouegen, also ech schwätze maximum 145 Minutten, well de Laury an de Ricardo hunn nach allen zwee fir 5 Minutten.

(Hilarité)

Dofir kann ech Iech also berouegen, wéi dat dann de Moien ofleeft.

Här Premierminister, Dir hutt gëschter eng interessant Ried gehalen, fir déi ech Iech wëll felicitéieren, wou ech och elo wäert op déi eenzel Punkten nach eng Kéier agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, esou eng Ried ass ëmmer d'Geleeënheet, fir de Bilan ze zéien a gläichzäiteg awer och en Ausbléck ze maachen op dat, wat kënnt: Wat war d'lescht Joer ugekënnegt ginn, wat ass ëmgesat ginn a wat ass elo ugekënnegt fir d'nächst Joer?

An dofir wëll ech drun erënneren, dass de Premierminister d'lescht Joer – et si bal zwielef Méint hier – eng Kuelebootsch vu Mesüren ugekënnegt hat. Aus evidente Grënn ass et awer elo net méiglech, op all déi Punkten anzegoen, well soss ginn och déi 145 Minutten, déi ech hunn, net duer.

De Premier huet nach eng Kéier och a sengen Duerstellunge vu gëschter an och an deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, drun erënnert, wat alles d'lescht Joer ugekënnegt gi war a wat alles realiséiert ginn ass. An do wëll ech virun allem erënneren un d'Erhalen an d'Verbesserung vun der Kafkraaft, de Kampf géint d'Aarmut, d'Schafe vun abordabelem Wunnraum, d'Ofsécherung vum Pensiounssystem, e qualitativ héije Gesondheetssystem, eng pragmatesch Ëmweltpolitick an eng gutt fonctionéierend Wirtschaft mat gudden a sécheren Aarbechtsplazen a gudden a sécheren Aarbechtskonditiounen.

A wann een dat objektiv kuckt, ass ganz vill och an deene Mesüre geliwwert ginn. Eng Partie Mesüre sinn entre-temps ëmgesat, anerer sinn um Instanzewee. E Wee, deen heiansdo e bësse méi laang ass, well jo net nëmme mir an d'Regierung dofir zoustänneg sinn, mee well och nach Avisen, Expertise gemaach ginn a mer zuallerlescht och heiansdo mussen op den Avis vun der héijer Kierperschaft waarden.

Mee ëmmerhin diskutéiere mir hei am Haus iwwert dës Projet-de-loie mat den zoustännege Ministeren, vun deene se deposéiert goufen. A wann ech dat alles kucken, wat fir muer an iwwermuer vu Kommissiounen ugekënnegt ass, ginn ech jo dann och dovun aus, dass dat och dës Kéier hoergenau wäert d'selwecht sinn, dass do a verschiddene Kommissiounen och muer, iwwermuer an och déi Wochen, déi nach follgen, déi eenzel Fachministeren am Detail an d'Kommissioune wäerte kommen, fir déi Iddien an déi Projeten, déi de Premierminister gëschter genannt huet, och am Detail kënnen ze diskutéieren. Dat gesäit ee jo an den Agendaen, déi elektronesch amgaange sinn, ëmmer méi voll ze ginn, wou dann déi Sitzunge wäerte kommen.

Ech wëll awer och nach gläichzäiteg drun erënneren, dass verschidde Punkten direkt ëmgesat gi sinn d'lescht Joer, virun allem beim „Méi Netto vum Brutto", wat ee vun de Slogane war, an dat ass geschitt an do ass geliwwert ginn an d'Kafkraaft vun de Leit ass doduerch verbessert ginn.

Stéchwuert Logement: D'Regierung huet eng ganz Partie Moossname geholl, fir erëm Schwong an de Marché ze kréien, an ënnerstëtzt dobäi d'Keefer vu Wunnengen. Doriwwer eraus ginn d'Prozedure vereinfacht, fräi nom Motto „Méi a méi séier bauen". Virun allem dat „séier" ass ganz wichteg, fir dass mer dem Besoin, deen d'Leit um Maart hunn, och kënnen entgéintkommen.

Stéchwuert Kampf géint d'Aarmut: Och hei ass en Entlaaschtungspak virun allem deenen entgéintkomm, wou den Aarmutsrisiko am héchsten ass: den Alengerzéier an de Wittleit. Doriwwer eraus goufen eng ganz Partie Sozialhëllefen erhéicht.

Stéchwuert Pensiounen: Hei ass deemools e Consultatiounsprozess ugekënnegt ginn. Dee war amgaangen, deen ass gelaf, a bis de Summer wäert d'Madamm Sécurité-sociales-Ministesch, wéi de Premierminister dat gëschter gesot huet, am Numm vun der Regierung och do an déi zoustänneg Kommissioun kommen, fir driwwer ze schwätzen. Mee do hu mer heiansdo Agendasproblemer, well bal all Mëttwoch och elo gläichzäiteg Petitiounskommissioun ass.

Ech géif do en Appell maachen, dass mer zesummen d'Méiglechkeet fannen, net dass mer op eemol bis de 15. Juli kee Mëttwoch fonnt hunn, dass d'Ministesch kann an d'Kommissioun vun der Sécurité sociale kommen, dass mer da vläicht eng Kéier keng Petitiounskommissioun mëttwochs maachen, fir dass mer dann och kënnen iwwert den Dossier vun der Sécurité sociale schwätzen. Well et ass nämlech d'Plage vun der Sécurité-sociales- a Santéskommissioun, déi do ass.

Stéchwuert Ëmweltpolitick: Hei ass Pragmatismus ugesot, zum Beispill mat Konzepter wéi „Natur op Zäit".

Stéchwuert Wirtschaft: Och hei ass d'Simplification administrative bal de wichtegste Punkt, well et ass

wichteg, datt mer den administrative Bësch e bësse méi dënn maachen, fir dass et och do méi séier ka virugoen, fir och de Betriber ze hëllefen, awer och de Leit, déi sech heiansdo och an dem administrativen Dschungel net méi erëmfannen.

Et kann een der Regierung also wierklech net virwerfen, si hätt d'Hänn an de Schouss geluecht.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, eppes, wat awer e bëssen aneschters ass wéi de Jore virdrun, obwuel mer eis d'lescht Joer och schonn zum Deel domadder beschäftegt hunn, dat ass déi international Dimensioun. Säit der leschter Ried vun der Lag vun der Natioun, déi de Premierminister gehalen huet, ass d'Welt net méi déi selwecht, mee am Géigendeel: Et ass bal alles anescht.

De russeschen Ugrëffskrich an der Ukrain dauert nach ëmmer un. An d'Waffepause ware nëmme vu kuerzer Dauer. An ech hoffen, dass et muer, wa se sech an der Türkei begéinen, da besser gëtt, dass se da vläicht en Arrangement fannen, wann dat dann alles och zustane kënnt.

Schlëmmer ass awer och op där anerer Säit, dass dee gréissten an historesch wichtegsten Alliéierten, dee mer haten, d'Vereenegt Staaten, ënnert dem President Trump heiansdo ganz komesch Deklaratioune mécht. Nom Eclat am Wäissen Haus tëschent dem Donald Trump, dem JD Vance an dem Här Selenskyj a multipelem Hin an Hier kënne mir Europäer eis net méi sécher sinn, ob mir eis zu 100 % op eise gréissten NATO-Bündnispartner verloosse kënnen. Dat huet Konsequenze fir eis kollektiv Sécherheet an Europa an huet och direkt Konsequenze fir eist Land.

Wéi de Premier a senger Ried zu der Lag vun der Natioun am leschte Joer gesot huet an och gëschter widderholl huet: „Et ass eng Zäit vum Ëmbroch", a mir mussen dorop reagéieren. Mir maachen dat, andeems mir d'Ausgabe fir d'baussenzeg Sécherheet drastesch eropsetzen. An et ass besonnesch positiv, dass d'Verdeedegungsausgaben nach dëst Joer op 2 % vum RNB eropgesat ginn. An enger Welt, déi ëmmer méi onsécher gëtt, ass dëst e wichtege Schratt.

Mir begréissen, dass Lëtzebuerg dësen Effort matdréit a sech als zouverlässege Partner an Alliéierten an der NATO positionéiert. Et ass och erfreelech ze gesinn, dass et an deem Dossier e breeden nationale Konsens gëtt, keng Unanimitéit, awer e breeden nationale Konsens – eppes, wat net all Dag virkënnt.

Fir dës enorm Zommen ze mobiliséieren, kënne mir frou sinn, datt mir gesond Staatsfinanzen an en Triple-A hunn. Dat ass wichteg, fir kënne Sue léinen ze goen an och fir gréisser Ofstrécher bei aneren Depensen ze vermeiden. Notamment kann et net sinn, an dat ass mat der CSV net ze maachen, dass dat op d'Käschte vum Sozialstaat kéint goen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Déi kolossal Zommen, vun deene mir schwätzen, musse mir intelligent ausginn. Dat heescht, mir mussen europäesch denken, awer och am Interesse vu Land a Leit, wéi de Premier gëschter richteg gesot huet. An dofir brauche mir déi wirtschaftlech Strategie an dëse militäreschen Effort esou séier wéi méiglech. An dee muss och gréisstméiglech matgedroe ginn.

Wichteg ass et, dass déi Suen, déi mir an d'Defense investéieren, och eiser Wirtschaft zeguttkommen. Do musse mir direkt déi richteg Jalone setzen, fir dass e Maximum vun deene Gelder, déi mir investéieren, och hei am Land hir Friichten droen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Mir mussen eis Kräfte bündele mat de Partner aus der EU. Dat geet iwwer gemeinsam Normen, gemeinsam Akeef an iwwer e gemeinsame Katalog vun Defensegidder eraus. Mir sollen eis awer keng Illusioune maachen: Eng europäesch Verdeedegungsindustrie rësele mir net vun haut op muer aus dem Aarm. Dësen Opbau wäert Joerzéngten daueren, an dofir däerfe mir awer keng Zäit verléieren. Mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, wäert haut de Mëtten nach méi am Detail dorop agoen.

Et muss ee sech och bewosst sinn: Säit dem Zweete Weltkrich si mir zu Lëtzebuerg beméit, eis Industrie esou opzestellen, dass si dem Fridden déngt a sech wäit ewech vu Rüstungsgidder hält, a mir hunn nach méi wéi e wäite Wee ze goen. A mir mussen och kucken, wat mer alles wëlle selwer maachen an och wou mer iwwerall wëllen investéieren.

Well mir mussen et maachen, mir kommen net derlaanscht. An et ass och wichteg, dass déi kloer Positiounen um Dësch leien, ier de Premierminister, den Ausseminister an d'Defenseministesch op den NATO-Sommet ginn, fir dass si do ganz kloer an däitlech kënnen ënnersträichen, wat de Saz ass, dee Lëtzebuerg versprach huet, wat Lëtzebuerg ëmsetzt, soudass och do eis Partner wëssen, wou se dru sinn.

Dobäi kënne mir op bestoend Stäerkten opbauen, Stéchwuert Satellitten, Telekommunikatioun a Cybersécherheet, wou mir haut schonn e wichtege Bäitrag fir d'Verdeedegung vun eisem Kontinent leeschte kënnen. Dowéinst begréisse mir och, dass muer heibannen och en Débat d'orientation stattfanne wäert iwwert d'europäesch Bestriewungen an der Defense.

Handelskrich: Nieft der Villzuel vun aktive Krichsgebidder op der Welt, déi och eis Situatioun méi onsécher maachen, sti mir zousätzlech an engem Handelskrich – ënner Guillemeten „Handelskrich" – mat de Vereenegte Staaten. Kuerz no senger Wal huet de President Donald Trump ugefaangen, ëmfaassend Stroftaxen op all Importer an Amerika unzekënnegen. Dës Decisioune waren natierlech net ouni Konsequenzen an hu grouss Verwerfungen an Oprou am internationalen Handel ausgeléist.

D'Reaktioune géintiwwer den US-Taxe ware weltwäit ënnerschiddlech. Europa huet probéiert, eng Eskalatioun ze verhënneren, a probéiert bis haut, op Dialog a Verhandlungen ze setzen. Mir ënnerstëtzen d'Regierung op dësem Wee, dee si mat hiren europäesche Partner ageschloen huet. An awer, mengen ech, kann een haut festhalen, dass vill Länner ugefaangen hunn, sech strateegesch vum US-Maart ze distanzéieren. Dat, well de grousse Brudder déisäits vum Atlantik einfach heiansdo d'Gefill gëtt, dass hie keen zouverlässege Partner méi ass.

D'Ongewëssheet bleift, wéi staark déi ekonomesch a wärungspolitesch Spannungen eist Land wäerten treffen, virun allem iwwer eis Handelspartner, awer och iwwert d'Kapitalmäert. Lëtzebuerg ass jo eng vun deene gréisste Finanzplazen an Europa, mat staarkem Fokus op d'Fongenindustrie, wou de Gros vun de Geschäfter an US-Dollar ofgewéckelt gëtt. E Vertrauensverloscht an den US-Dollar wier sécherlech net en faveur vun der Fongenindustrie. Mee och hei kéint dem Donald Trump seng Politick Lëtzebuerg awer an d'Kaarte spillen, andeem sech d'Finanzplaz als sécheren Hafen an onsécheren Zäite positionéiere kann.

Eis flexibel, oppen a gutt reguléiert Finanzplaz huet e gudde Ruff an der Welt. Si profitéiert staark vum Vertrauen, der Rechtsstaatlechkeet an der politescher Stabilitéit vun eisem Land. Falls d'US-Finanzsanktiounen zouhuele, kéinten Investisseure verstäerkt op reguléiert a stabill EU-Finanzplazen ewéi Lëtzebuerg zréckgräifen. Dat wier och eng Chance fir de Standuert Lëtzebuerg.

Dat alles ass awer kee Selbstläufer. Dofir musse mir eis Finanzplaz weider moderniséieren an diversifizéieren. Mir mussen investéieren, fir dass d'Finanzplaz kann innovéieren, fir dass mir nach méi resilient géint extern Schocke ginn. Dowéinst ass et gutt, dass mir muer eng Interpellatioun iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Nieft enger Finanzplaz, déi ouni Zweifel – pardon fir den Ausdrock – Weltklass ass, brauche mir eng zolidd industriell Basis, déi deem an näischt nosteet. Mir hunn am Land Betriber, déi an hire jeeweilege Secteuren zu deene beschten zielen. An déi solle mir och ënnerstëtzen an derfir suergen, dass si weiderhin an de Standuert Lëtzebuerg investéieren.

Do ass awer e Kapitel, wat mech ganz besonnesch stéiert. Dat ass d'Kapitel Liberty Steel, wou ech do eng Kéier wëll drun erënneren. Dee Betrib huet misse verkaf gi vun enger Lëtzebuerger Stolentreprise op Dränge vun der Europäescher Unioun, well et geheescht huet, soss hätte mer eng Monopolstellung. Dann ass elo d'Fro fir mech, ob dann elo d'Europäesch Unioun seet, si géifen déi Leit an déi Aarbechtsplazen, déi do verluer ginn, en charge huelen, well et war d'Europäesch Unioun, déi déi Fuerderung gestallt huet. An deen Deal ass international ni zustane komm, deen do huet misse gemaach ginn, mee Liberty Steel huet dee sécheren Hafen, dee se hei zu Lëtzebuerg haten … Eng Firma, déi mat Benefiss geschafft huet, déi ass do Opfer gi vun deem, wat an den europäesche Reguléierungen net richteg leeft. An do musse mer och op europäeschem Niveau déi Ännerunge maachen an och déi Diskussioune féieren.

Leider musse mir och feststellen, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg ëmmer méi ofhëlt an datt mir Schwieregkeeten hunn, déi ze halen, déi hei sinn, an net genuch neier unzéien. Dofir begréisse mir, dass d'Regierung de Betriber entgéintkënnt, well, wéi gesot, dee Wee mécht ee mat der Industrie, an net géint d'Industrie.

Esou huet dës Regierung d'Kierperschaftssteier am Kader vum Entlaaschtungspak erofgesat an e Bäihëllefepak ficeléiert, deen d'Industrie bei der Energietransitioun ënnerstëtzt, fir méi nohalteg a méi energieeffizient kënnen ze produzéieren. Dat ass Industriepolitick an dat stäerkt de Standuert Lëtzebuerg. Dës Regierung ënnerstëtzt eis Betriber, amplaz se ze vergraulen. Dës Bäihëllefe si méi wéi jee noutwendeg, well eis Konkurrenz an den anere Länner schléift net.

An Däitschland zum Beispill schafft de Staat zesumme mat der Stolindustrie, fir an Zukunft „grénge" Stol ze produzéieren, mat Hydrogeen als Energiequell amplaz vu Kuel. Zu Duisburg, net allze wäit ewech vun hei – obwuel se do heiansdo komesch wielen, wann een déi lescht Bundestagswale kuckt –, soll eng nei Anlag gebaut ginn, déi dëse Prozess méiglech mécht. Dës Investitioune kaschte ronn 3 Milliarden Euro, wouvun zwee Drëttel vum Staat finanzéiert ginn.

D'Zukunft vun engem grénge Stol hänkt allerdéngs dovun of, ob genuch nohalteg Energie verfügbar ass, ob d'Clientë prett sinn, méi ze bezuelen, a wéi gutt d'Industrie sech um Weltmaart behaapte kann. Well Lëtzebuerg no der Pëtrolskris seng Stolindustrie schonn ëmgestallt hat op Elektro, hu mir do en aneren Ausgangspunkt an et gëtt weider an d'Dekarboniséierung investéiert.

Fir Hydrogeen zu enger Energiequell fir eis Industrie ze maachen, goufe vun dëser Regierung och éischt

Jalone gesat. Den 20. Mäerz gouf an dësem Haus e Gesetz ugeholl, dat d'Grondlag fir den Opbau vun engem nationale Waasserstofftransportnetz leet. Et erméiglecht och d'Verbindung mam europäesche Waasserstoffnetz, wat d'Kooperatioun mat den Nopeschlänner fërdert, mam Zil, e grenziwwerschreidende Waasserstoffmarché opzebauen.

Doriwwer eraus hänkt d'Entwécklung vum Waasserstoff vu verschiddene Facteuren of: der Verfügbarkeet vu gréngem Waasserstoff, der wirtschaftlecher Rentabilitéit an den technesche Méiglechkeeten.

Här President, mir brauchen en europäesche Kader, deen eise Betriber et erlaabt, uewe matzespillen. Dës EU-Kommissioun huet de Message verstan a si huet mam Omnibuspak, vun deem de Premierminister och geschwat huet, eng Vereinfachung vun de Reegelen an eng Mise à plat vu Mesüren, déi d'Liewe vun de Betriber erschwéieren, op den Instanzewee bruecht.

Déi administrativ Vereinfachung ass noutwendeg, besonnesch an dësen Zäiten, wou Europa u Wettbewerbsfäegkeet verluer huet. Mir géifen et och begréissen, wann d'EU-Kommissioun an de Beräicher staatlech Bäihëllefen a Konkurrenzrecht déi néideg Upassunge géif virhuelen, mam Zil, eise Betriber déi néideg Stäerkt an den néidege Réckhalt ze ginn.

Wa mer vun der Kompetitivitéit schwätzen, muss een och iwwer Energie schwätzen. D'CSV/DP-Regierung setzt op eng responsabel Energiepolitick. D'Käschte fir de Stroum gi laangfristeg no ënne gedréckt, net einfach iwwer finanziell Stroumpräishëllefen, mee iwwer strukturell Hëllefen am Beräich vun den Netzkäschten. Dat ass eng nohalteg Stroumpräispolitick, déi och der Wirtschaft zeguttkënnt.

Och am Beräich vun den erneierbaren Energië gi weider Efforte gemaach. Jo, am Beräich vun den Hëllefe fir erneierbar Energië fiert d'Regierung mat de Mesüre vun der viregter Regierung virun, mee et geet drëm, ambitiéis Ziler ze erreechen. Hei ginn awer nach weider zousätzlech Moossname geholl. De Prefinanzement vun de PV-Anlagen erlaabt et alle Menagen, och deene mat manner Revenu, elo an d'Produktioun vu Sonnenenergie ze investéieren. Mir begréissen ausdrécklech d'Ausweite vun dësem Prefinancement op de Klimabonus Wunnen.

All concernéiert Ministèrë passen hir Prozeduren am Sënn vum Ausbau vun deenen erneierbaren Energien un. Och de Kulturministère huet dat ugekënnegt. Ganz wichteg ass, dass mir d'Norme fir Wandrieder upassen an domat erlaben, dass Wandrieder méi no un de Bësch an och méi no un d'Autobunne kënne gesat ginn.

Begréissenswäert ass déi annoncéiert national Späicherstrategie. D'Transitioun op erneierbar Energië wäert just geléngen, wann d'Späicherung dovu klappt. Et ass richteg, dass hei Lëtzebuerg och eng Responsabilitéit iwwerhëlt an hëlleft, an Zukunft Energie kënnen ze späicheren. Et ass dee richtege Wee a mir mussen dee Wee weidergoen.

Ganz besonnesch wichteg ass dat och fir eis Betriber, well eis Betriber sti wirtschaftlech duerch déi héich Energiepräisser ënner Drock. Säit der russescher Invasioun vun der Ukrain sinn d'Energiepräisser enorm geklommen. De Stoumpräisdeckel, dee mer iwwer Joren haten, konnte mer net an där selwechter Form weiderféieren. Mee hei zu Lëtzebuerg geet et drëm – an ech hunn et virdru gesot an de Premier huet et och gëschter ugekënnegt –, dass mer wäerten Hëllefe maache bei den Netzkäschten, soudass et fir d'Betriber esou gutt wéi fir d'Privatleit och méi bëlleg wäert ginn. An dat ass de Wee, deen ee muss goen.

Et muss een och gläichzäiteg d'Stroumnetz ausbauen, well de Bedarf beim Stroum och duerch d'Dekarbonisééierung e grousse Sprong gemaach huet. Et geet och drëm, net déi Leit ze penaliséieren, déi duerch lokal Produktioun vun erneierbaren Energië wëllen en Deel vun der Léisung sinn. Dofir brauche mir e performant Stroumnetz, vun der Héichspannung bis an d'Haiser eran.

Mir hu gesinn, wat a Portugal an a Spuenie geschitt ass, wann e Stroumnetz zesummebrécht. Mir musse mat alle Mëttele verhënneren, datt et zu esou engem Blackout hei kënnt. An dat bréngе mir fäerdeg, wa mir an eist Stroumnetz an an eis Verbindungen zum Ausland investéieren. Dat kascht leider net näischt.

Mir begréissen dofir d'Decisioun vun der Regierung, dass deen Invest respektiv deen héije Käschtepunkt net komplett op d'Betriber an op d'Leit ofgewälzt gëtt, mee dass och d'Regierung do hëlleft. An hei iwwerhëlt d'Regierung Verantwortung a schützt d'Kafkraaft vun de Leit duerch konkreet Moossnamen. Engersäits iwwerhëlt de Staat en Deel vun den Netzkäschten an op där anerer Säit gëtt och de sougenannte Mécanisme de compensation, deen aktuell jidderee vun eis muss bezuelen, diskutéiert a geännert.

Ausserdeem ginn déi Vulnerabel an eiser Gesellschaft weiderhin ënnerstëtzt, andeem d'Energiepräiszoulag weider héich gehale gëtt.

Da geet et och drëm, iwwert d'Réseaux de chaleur ze schwätzen an iwwert d'Pompes à chaleur. An neien Haiser ass et ganz kloer, dass et am beschten ass, dass een eng Pompel hëlt, mee an alen oder a méi eelere Citéen, an Haiser, wou een nach net iwwert déi modern Technologië geschwat huet, soll een awer och driwwer nodenken, ob et net interessant wier, Fernwärmenetzer opzebauen, well et do ganz schwiereg gëtt, aleng mat der Pompel an ouni dee Kaméidi fir den Noper déi Léisungen ze fannen, déi noutwendeg sinn, an dass do d'Méiglechkeet ka bestoen. Et gëtt et schonn a verschidde Gemengen, fir och do Fernwärmereseauen ze maachen, wou och de Privatclient sech kann uschléissen, well e weeder eng Buedemheizung huet nach soss eppes a well do vläicht d'Wärmepompel net den ideale Partner ass, mee dass een och do kuckt, fir do déi néideg Fernwärme ze liwweren. Et si vill Gemengen, déi dat scho maachen. Mee et geet och drëm, dass och d'Gemengen do d'Ënnerstëtzung kréie vum Staat, fir dass et do drëm geet, fir dass mer och déi Fernwärme kënnen ausbauen.

Här President, ech hunn elo vun den Haiser a vun der Fernwärme geschwat, an domadder kommen ech zum Theema vum Logement. En Theema, wat d'lescht Joer e grousse Stellewäert, wéi ech och schonn am Ufank gesot hunn, am Premier senger Ried hat a wou et och drëm geet ze kucken, wat geschitt ass a wat nach kënnt. Grad an dësem Beräich ass d'Regierung amgaangen, eng ambitiéis a couragéiert Politick ëmzesetzen. Eng Politick, fir méi Wunnraum a virun allem méi bezuelbare Wunnraum ze schafen.

Wie behaapt, de Logement wier d'Stéifkand vun der Regierung, deen iert. Dës Regierung ass dëse Problem als eng vun deenen éischte Prioritéiten ugaangen.

Ugangs 2024 ass e ganze Mesürepak ausgeschafft ginn, fir déi grouss Kris um Wunnengsmaart an am Bausecteur ze iwwerwannen.

Duerch Kuerzaarbecht konnte mir vill Aarbechtsplazen am Bausecteur ofsécheren. An duerch en ambitiéise VEFA-Opkafprogramm – Vente en l'état futur d'achèvement – gouf probéiert, d'Offer erëm unzekuerbelen.

De Bëllegen Akt ass fir d'Éischtkeefer eropgesat ginn, genee wéi d'Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen op engem Immobilieprêt. Mir begréissen an dësem Kontext, dass de Bëllegen Akt op 40.000 Euro wäert bestoe bleiwen.

Des Weideren ass en neie Bëllegen Akt fir Investisseuren agefouert ginn, mam Zil, Investissementer a Wunnengen ze encouragéieren.

Beim État de la nation vum leschte Joer huet eise Premierminister en Zéngpunkteprogramm presentéiert, mat dës Kéier och strukturelle Moossnamen. Hei loung de Schwéierpunkt op der administrativer Vereinfachung. Dat Ganzt, fir méi a méi séier ze bauen.

Wichteg ass hei ze betounen, dass dës Mesüre gemeinsam tëschent de verschiddene Ministèren ausgeschafft gi sinn an net wéi et an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, wou all Ministère a sengem Silo d'Welt duerch en Zoossissrondel gekuckt huet.

Wat fir eis awer nach méi wichteg ass, ass de Fait, dass dës Mesüren elo och zäitno a Musek ëmgesat ginn. An do waren déi verschidde Fachministeren iwwert déi lescht Méint fläisseg um Schaffen. Si hunn effektiv de Gros vun de Gesetzestexter op den Instanzewee bruecht, mam Zil, dass dës Moossnamen en zolitte legale Kader kréien. Esou kënnt zum Beispill de Prinzipp „silence vaut accord". Et gi Bagatellgrenze bei verschiddene Baugeneemegungen a staatlechen Autorisatiounen agefouert. Et gëtt en nationale Standard-Bautereglement mat eenheetleche Reegelen ausgeschafft. D'Amendementer vum Remembrement ministériel sinn op dem Instanzewee. An de Prinzipp vun „Natur auf Zeit" ass op der Schinn, esou wéi de Prinzipp vun der „compensation une fois pour toutes". D'Digitalisatioun, zesumme mat der Applikatioun vum Once-Only-Prinzipp, wäert eis och hëllefen, d'Prozeduren ze vereinfachen.

Här President, ech kéint elo nach weiderfueren, mee et ass och en aneren Acteur, iwwert deen ee muss diskutéieren, an dat sinn eis Banken. Och eis Banke musse sech nach eng Kéier hannerfroen, wat d'Prêten ubelaangt.

Ech hunn nach net méi spéit wéi d'lescht Woch vu Leit gezielt kritt, déi da soen: „Da wëlls de frësch investéieren. Da kriss de vun der Bank gesot: ‚Dir kënnt net kafen. Dir kënnt Äert Haus renovéiere fir déi Zomm. Mee et kann awer elo net sinn, dass Der en neie Prêt maacht, fir en anert Haus ze kafen, an Der verkaaft dat, wat Der hutt.'" An do bleiwen ech derbäi an ech hunn et och schonn eng Kéier an där zoustänneger Finanzkommissioun gesot, dass mer do nach eng Kéier musse mat de Banken diskutéieren, well do oft Hürden ageluecht gi vun den nationale Banken, wou déi international Banken déi Hürden net hunn, awer wou do den Zënssaz e ganz aneren ass, well dann déi dovu profitéieren, fir deene Leit, déi dat wëlle maachen, Prête mat méi engem héijen Zënssaz ze ginn.

An dofir mengen ech, wier et wichteg, wann d'Regierung duerch den zoustännege Minister nach eng Kéier mat deene Banke géif zu Chouer goen, fir mat deenen ze schwätzen, fir dass och d'Banken do hëllefen, fir dass och do d'Leit aner Konditioune kënne kréien.

Domadder awer net genuch. Zu all deem, wat ech gesot hunn, huet um Niveau vun der administrativer Vereinfachung de Regierungsrot den 10. Januar zousätzlech Moossname fir d'administrativ Vereinfachung ugeholl, besonnesch mam Zil, Wunnengsbauprojeten ze vereinfachen an ze beschleunegen. Den Inneminister, de Wunnengsbauminister an de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit hu gemeinsam an enger Pressekonferenz 40 Mesüren zur administrativer Vereinfachung presentéiert.

Ech wëll do just d'Revisioun vum berüchtegten – nach eng Kéier: berüchtegten – Artikel 29bis vum Gesetz iwwert den Aménagement communal fir méi bezuelbar Wunnengen ervirhiewen. Déi aktuelle Reegele maachen dës abordabel Wunnengen oft ze grouss an domadder leider ze deier. Mam neien Artikel 29bis gëtt dat geännert, fir dass méi abordabel Wunnengen entstinn.

Des Weideren ass et och wichteg gewiescht, dass – wann ech och net frou war, ech hunn dat scho gesot gehat a menger Budgetsried, dass déi zwou Verwaltungen zesummegeluecht gi sinn iwwert d'Budgetsgesetz – et elo eenheetlech Norme solle ginn an de Sécherheetsprozedure fir de privaten an de staatlechen an de kommunale Beräich. Op déi Manéier kann een och verschidde Saache vereinfachen.

Ech wëll awer do ënnersträichen: Wéi mer eis an der Aarbechtskommissioun domadder beschäftegt hunn – d'Kolleeginnen a Kolleegen, déi an där Kommissioun sinn, déi wëssen dat –, si mir gewuer ginn, dass dat bedeit, dass net manner wéi 13 Gesetzer, 30 Règlement-grand-ducallen a 5 Arrêtés ministériels mussen ugepasst ginn, wou et dann och net vun haut op muer geet, fir déi alleguerten op eng Norm ze bréngen. Well et kann ee se jo net an de Mixer geheien an da soen: „Mir huelen iwwerall d'Moyenne." Well ech mengen, dass dat d'Léisung net wier, soudass mer do hannendru sinn, mee dass dat awer och wäert kommen.

Här President, dass vill Leit Schwieregkeeten hunn, sech eng Wunneng ze leeschten, souguer am Locatif, weist och op de Problem hin, dee mech op mäin nächsten Theema bréngt, an dat ass dee vun der Aarmut, d'Lutte contre la pauvreté.

Ville Leit hei am Land geet et, gottseidank, gutt bis ganz gutt. Dofir däerfe mir awer déi Schwächsten a Vulnerabelst an eiser Gesellschaft net vergiessen. Et si virun allem déi, déi eis Hëllef brauchen. An dat gëllt net nëmmen am Immigratiounsberäich, mee dat gëllt iwwerall. Mee och am Immigratiounsberäich ass et wichteg, dass mer deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg sinn an déi hei zu Lëtzebuerg an de Prozedure sinn, déi Hëllef zoukomme loossen, déi se brauchen, an dass mer déi och begleeden.

Ech kommen ëmmer erëm drop zréck, dass ech do nach ëmmer net verstanen hunn, firwat mer deene Leit net d'Suen an de Grapp ginn a se begleede loossen, wa se an d'Epicerie wëllen akafe goen, mee dass do d'Camionnette virun d'Dier kënnt, déi zwar ausgeschriwwe war vun enger däitscher Firma, déi sech dann dorëm bekëmmert. Mee a mengen Ae wier et och net schlecht, wann een déi Leit géif begleeden, dass se d'Méiglechkeet hunn, selwer akafen ze goen, wann dat och muss a Begleedung si vu soziale Leit, mee dass dat op alle Fall och e Gest wier, fir deene Leit ze weisen: „Net all Mënsch, deen hei am Land wunnt, kritt alles bis virun d'Hausdier geliwwert", mee dass si och do kënnen d'Méiglechkeet hunn, sech hei an eisem Land selwer dorëm ze bekëmmeren, dass se och hir Produiten do kënne kafe goen. A wann dat och muss geschéie mat engem Assistant social, deen am Ufank mat em geet, da solle mer dat maachen. Mee mir sollen och domadder weisen, dass mer déi Leit net nëmmen als Nummer ugesinn, mee dass déi Leit och domadder d'Méiglechkeet hunn, sech an d'Liewe mat eranzebréngen.

Mir waarden dann och mat Ongedold – net nëmmen, wa mer vun der Immigratioun schwätzen, mee och vun der Lutte géint d'Pauvreté – op de versprachenen Aktiounsplang. Ech weess, dass de Premierminister et gëschter ugekënnegt huet an dass de Familljeminister amgaang ass. Verschidden Aktioune sinn och schonn ëmgesat ginn. Et ass wichteg, dass deen Aarmutsprogramm kënnt, fir dass mer eppes géint d'Aarmut kënne maachen, well mir hunn an deem Secteur keng Zäit ze verléieren. Et ass wichteg, dass mer endlech déi Schéier zwëschent Aarm a Räich méi kleng kréien.

D'CSV ass der Meenung, dass jiddwereen e Recht op e mënschewierdegt Liewen huet. Och dat ass en Element vun der chrëschtlecher Sozialléier – un déi ech elo muss erënneren, well elo mat engem Poopst Leo XIV. erëm un de „Papp" erënnert gëtt. Dat ass de Leo XIII. Dat war deejéinegen, dee „Rerum Novarum" geschriwwen huet. An do ass fir déi Leit, déi sech mat der chrëschtlecher Sozialléier beschäftegen, den Numm Programm. A wann et chrëschtlech Sozialléier ass, wësst Der alleguerte meng Affinitéiten zu deem Punkt. An dofir hoffen ech, dass mer et do och fäerdegbréngen, dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, an dass och de Poopst Leo XIV. sech dann un deem orientéiert, wat de Leo XIII. gesot huet, an dass do och dat nach eng Kéier an de Mëttelpunkt kënnt.

(Interruption et hilarité)

D'Regierung huet et och kloer gesot: D'Bekämpfung vun der Kanneraarmut ass eng Haaptprioritéit. Dat ass wichteg, well d'Aarmut an der Kandheet Spueren hannerléisst. Wien als Kand näischt huet, huet et schwéier am ganze Liewen.

Jo, Lëtzebuerg steet als Land insgesamt gutt do, well mir e staarke Sozialstaat hunn a well mir net nëmmen an de Steen investéieren, mee virun allem an de Mënsch. Dat ass keen Zoufall, mee e politesche Choix. Vill gouf schonns ugestouss: Bäihëllefen, Steiererliichterungen, Sozialtransferten. Bal d'Hallschent vum Staatsbudget fléisst an de soziale Budget. Dat ass och gutt esou.

Et ass also net esou, wéi wann näischt geschitt wier. Et gëtt Hëllefe fir Leit mat klengem Akommes, fir déi, déi et schwéier hunn. Et ass dat, wat eng selektiv Sozialpolitick ausmécht. D'Allocation de vie chère an d'Prime énergie si substanziell an d'Luucht gesat ginn. A ganz wichteg: De soziale Mindestloun ass elo steierfräi. Dat mécht e reelle Plus am Portmonni. Nei Mesüre si jo ugekënnegt. De Laurent Mosar wäert haut de Mëtten nach insgesamt op all déi Hëllefen, déi gemaach ginn, zréckkommen.

Mee dat alles – däers sinn ech mer bewosst – geet net duer. An et bleift nach eng ganz Partie Aarbecht virun eis.

D'Sozialpolitick ass keng Niewesaach. Si formt eist Zesummeliewen. Si stäerkt d'Cohésion sociale an domat d'Vertrauen an d'Politick. Mir wëllen e Land, wou keen am Ree stoe gelooss gëtt, wou keen op der Streck bleift. Dofir brauche mir eng kohärent Strategie mat konkreeten Ziler an den néidege Mëttelen, fir déi Ziler ze erreechen. Alles dat ënnersträicht d'Wichtegkeet vun engem Aktiounsplang géint d'Aarmut. Mir sinn als CSV-Fraktioun prett, eise Beitrag dozou ze leeschten.

Een Element am Kampf géint d'Aarmut ass och d'Steierpolitick, wat den Iwwergang mécht zu mengem nächsten Theema: d'Individualbesteierung.

Dës Regierung ass ugetruede mam Zil, d'Leit steierlech ze entlaaschten, hinne méi Netto vum Brutto ze loossen, fir d'Kafkraaft ze stäerken. Dat hu mir duerch zwou Inflatiounsberengegunge vun der Steiertabell gemaach. Nach méi e groussen Effort ass bei den Alengerzéier geleescht ginn, déi substanziell entlaascht gi sinn. Esou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, ass dës Regierung elo amgaang, um steierlechen Niveau den nächste Schrëtt virzebereeden.

Wéi de Premier et gëschter annoncéiert huet, wäert de Finanzminister ab Juli déi Piste presentéieren, fir eng eenzeg Steierklass ze schafen. Mir halen domadder de Wuert, well versprach ass versprach.

D'Individualbesteierung ass och vun engem gesellschaftspolitesche Punkt gesi wichteg, well mir droen domadder de Familljekompositioune vun haut Rechnung. Familljekompositiounen, déi vill méi divers sinn, wéi dat nach virun 20 Joer de Fall war. Dass dësen Exercice net deen einfachsten ass, war vun Ufank u gewosst. De Finanzminister huet alt emol vun der Quadratur vum Krees geschwat.

Wéi kréien ech ee Steiertariff definéiert, deen am Optimalfall engersäits Leit entlaascht a wou anerersäits keen eppes soll verléieren oder méi muss bezuelen? Dat ass och an eisen Aen déi kruzial Fro. Déi Pist, en neien avantagéise Steiertariff anzeféieren no un der aktueller Steierklass 1a, ass eis net onsympathesch, well et géif nämlech bedeiten, dass weeder d'Alengerzéier nach déi Leit iwwer 65 Joer respektiv Wittleit eppes géife verléieren an d'Leit an der Steierklass 1 géife steierlech entlaascht ginn.

Bleiwen deemno déi Leit an der Steierklass 2, déi en Avantage hu par rapport zu deenen, déi an der Steierklass 1a sinn. Do muss ee kucken, dass déi Leit dësen Avantage iwwer eng Iwwergangsphas behalen oder ausgeglach kréien, fir dass se net méi Steiere musse bezuelen.

Jo, dat ass just eng Pist. Et gëtt nach vläicht anerer an nach besser Léisungen. Mee dat wäerte mer dann an deenen nächste Wochen a Méint hei an der Finanzkommissioun an an deenen zoustännegen Instanzen diskutéieren. A mir sinn elo gespaant, mat wat eis de Finanzminister am Juli wäert iwwerraschen.

Här President, eis ass genee wéi dem Finanzminister wichteg, dass mir op der Fro vun der Individualbesteierung fir méi Steiergerechtegkeet tëschent de Leit suergen an dass mir op deem Punkt zesumme mat de Sozialpartner e grousse Konsens kënne fannen.

D'Pensiounen: Eng breet Zoustëmmung wier och an engem aneren Dossier wichteg, an dat ass an deem vun de Pensiounen. Et ass iwwer ee Joer hier, zënter d'Regierung ugekënnegt huet, dass mir eise Pensiounssystem ënnert d'Lupp wëllen huelen, fir en op seng laangfristeg Finanzéierbarkeet hin ze iwwerpréiwen. An deem Prozess geet et ëm Verantwortung fir d'Land, et geet ëm Transparenz vis-à-vis vum Bierger an et geet ëm de Respekt viru kommende Generatiounen.

Dës Annonce war net nëmme Symbolik. Et war de Startschoss. An zënterhier gouf konkreet a vill geschafft. D'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet hir Verantwortung iwwerholl. Si huet d'Gespréich gesicht, an net just mat de Gewerkschaften a mat de Patronen, mee och mat de Jonken, mat de Jugendparteien a mat de Studenten, well si all eng ganz wichteg Stëmm hunn an dësem Debat. Well et ass d'Jugend, déi am meeschte vun där ganzer Saach betraff ass. Schlussendlech si si et, déi dat alles musse bezuelen, an et si si, déi musse wëssen, wat op si zoukënnt a 40 Joer, wa se dann och d'Chance an d'Gléck hunn, da kënne gesond an d'Pensioun ze goen.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Et goufe bilateral Reuniounen ... Ech mengen, Dir hutt gëschter schonn esou Saache gezielt. Dir sot heiansdo Saachen, Här Fayot, Dir an och nach aner Leit. Wann d'Ministesch Iech herno am Detail alles erkläert huet, wann d'Kommissioun ass, wäert Der gesinn, dass déi Aussoen, déi Der do gemaach hutt, esou falsch si wéi nëmmen eppes! Mee mir kommen nach dorop zréck, wann d'Ministesch mat dem Detail kënnt.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech hunn Iech eng Fro gestallt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Et goufe bilateral Reunioune mat den Acteuren um Terrain gemaach.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech hunn eng Fro gestallt.

M. Marc Spautz (CSV) | Et goufen Table-ronden organiséiert. Et war eng breet Consultatioun. Expertisen a Meenungen aus verschiddene Richtunge goufen ageholl. Esou gouf am Mäerz an der Chamber en Débat de consultation ofgehalen. Hei haten déi politesch Parteien d'Méiglechkeet, hir Positiounen ze presentéieren. Et war e wichtege Moment an de Beweis, dass mir dës Diskussioun färderen.

D'Zil vun der Regierung war kloer: eng breet Debatt iwwer e wichtege gesellschaftleche Sujet ze lancéieren a mat all de gesellschaftleche Schichten ze schwätzen. A genau dat huet se gemaach. An do huet se geliwwert. Net hannert zouenen Dieren ass diskutéiert ginn, mee virun a mat der Gesellschaft. Dat hei ass keng Rentereform am Hannerzëmmer. Dat hei ass eng Demokratie an Aktioun. D'Bierger sinn agebonnen. All Generatioun konnt sech zum Theema abréngen.

D'Ukënnegung vun enger méiglecher Pensiounsreform, wéi et deemools geheescht huet, huet direkt fir Kritick gesuergt. Et gouf vill Bedenken, vill Reaktiounen. An dach, wann ee kuckt, wat d'Leit wierklech doriwwer denken, ass d'Bild kloer. Net nëmmen an de politesche Parteien, mee och an der Bevëlkerung gesäit een an deem Sondage, deen net méi spéit wéi viru 14 Deeg gemaach ginn ass, dass 75 % vun de Befrote gesot hunn, dass et fir si wichteg ass, dass eng Rentereform kënnt. A wat fir eng Richtung déi Rentereform soll goen, do si sech héchstwarscheinlech déi 75 % net eens, mee dass eppes muss kommen, dat war d'Eenegung vun deene 75 %.

Och deen zu Lëtzebuerg presentéierte Lännerbericht vun der OECD weist op nei Perspektiven an Diskussiounen ëm d'Pensiounen hin. Der OECD no ass eng ëmfaassend Reform noutwendeg. Fir de Pensiounssystem op Dauer ze stabiliséieren, do wier et ënner anerem sënnvoll, iwwer Beiträg ze diskutéieren, de Pensiounsalter, d'Liewenserwaardung, alles dat mat eranzebréngen. Esou kéint de System op Dauer gesécher ginn, an dat am Sënn vun engem Generatiounevertrag.

An elo, no deene ville Consultatiounen, ass de Punkt komm, wou et gëllt, Decisiounen ze huelen. Natierlech ass net jiddwereen zefridden. Dat ass och normal an esou engem Prozess.

De Premierminister huet gëschter eng éischt Pist genannt. D'Ministesch vun der sozialer Sécherheet wäert virum Summer am Detail dat an d'Kommissioun virstelle kommen, wa mer et da fäerdegbréngen, en Datum do ze fannen.

Mir begréissen ausdrécklech, dass de legale Pensiounsalter vu 65 Joer erhale bleift. Op deem Punkt war jo och am Kader vum Consultatiounsprozess e breede Konsens fonnt ginn. Och wann dat an der Ried vum Premier vläicht net genuch betount ginn ass, wollt ech drop opmierksam maachen, dass et fir eis onerlässlech a ganz wichteg ass, dass kierperlech ustrengend Beruffer och mussen eng Unerkennung kréie bei all deem, wat an där Pensiounsdebatt geschitt. An et kann net sinn, dass mer Leit, déi kierperlech schwéier geschafft hunn, net berücksichtegen an där Pensiounsreform.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, dat grousst Zil muss sinn, dass d'Altersmoyenne, wou d'Leit effektiv an d'Pensioun ginn, sech lues a lues un déi 65 Joer eruntaascht.

Mee ech wëll awer och soen, dass et och wichteg ass, dass mer diskutéieren iwwer eng Deelpensioun. An och do muss de System ausgebaut ginn. Vill Leit wëllen net vun haut op muer direkt einfach an d'Pensioun goen, mee déi hätte gär d'Méiglechkeet, sech lues a lues zréckzezéien an net … Déi eng kënnen nach eppes duerno mat sech ufänken, anerer hunn domadder Problemer. An dofir solle mir de Leit déi Flexibilitéit ginn, d'Fräiheet beim Zäitpunkt vum Austrëtt aus dem Aarbechtsmaart an d'Méiglechkeet, lues a lues an d'Pensioun eriwwerzegoen.

Ech begréissen ausdrécklech, dass een do d'Retraite progressive soll ausbauen an dass do d'Méiglechkeet besteet, dat eent mat deem aneren ze kombinéieren. Do gëtt et Modeller an anere Länner. A mir sollen net ëmmer d'Rad nei erfannen, mee mir sollen dovu profitéieren, dass een och op déi Moossname kann zréckgräifen.

Des Weideren ass et och wichteg ze betounen, datt keng Ännerunge komme fir déi Leit, déi an der Pensioun si respektiv déi kuerz virdru sinn, an d'Pensioun ze goen.

D'Studiejoren, d'Babyjoren, d'Färderung vun der Beschäftegung vun eelere Leit, dat waren alles Sujeten, déi op e grousse Konsens gestouss sinn an un deenen och net gefréckelt gëtt. Dat ass och Generatiounegerechtegkeet an et weist, dass trotz Differenzen eng gemeinsam Basis a verschiddene Punkten op alle Fall fonnt ka ginn.

Här President, d'Fro vun der finanzieller Nohaltegkeet vun eisem Pensiounssystem bleift natierlech am Mëttelpunkt vun eiser Diskussioun. Dat ass keen Zweifel. De Premierminister huet Moossnamen annoncéiert, déi de System iwwert déi nächst 15 Joer finanziell sollen ofsécheren. Déi Jonk, déi hei sëtzen, wann ech op Verschiddener kucken, op alle Bänken …

(Interruption et hilarité)

Wann ech op déi Jonk kucken, déi musse sech bewosst sinn: Souer wéi ech, déi wäerten a 15 Joer net méi hei da musse stoen an doriwwer …

(Exclamations et interruptions)

Déi mussen dann net méi hei diskutéieren, wéi et weidergeet. Mee déi Jonk heibannen, déi musse sech bewosst sinn, dass se sech da spéitstens a 15 Joer nach eng Kéier d'Thematik mussen op de Leif zéien, fir ze kucken, dass et dann och méiglech gëtt, de System och weiderhin ofzesécheren. 15 Joer ass eng laang Zäit, mee trotzdeem soll ee sech ëmmer erëm bewosst sinn, dass een dat muss maachen.

Wat elo d'Minimalpensioun ubelaangt … Ier ech elo d'Fro gestallt kréien, wëll ech nach eng Kéier soen: Also, perséinlech hätt ech léiwer en anere Wee gesinn. Ech hunn och souwuel an der Table ronde wéi och heibanne gesot, dass ech léiwer gehat hätt, mir hätten do en anere Wee fonnt. Mee dee Wee, deen elo ageschloe ginn ass, ass awer deen zweetbeschten. Wat net dee beschten ass, mee deen zweetbeschten, dat ass, dass awer do en Automatismus soll geschaf ginn, dass déi Leit, déi ganz kleng Pensiounen hunn, direkt dann och kënne vun de Sozialhëllefe profitéieren an net nach mussen e laangen administrative Wee maachen. Wéi gesot, et ass déi zweetbescht Léisung, mee heiansdo muss een och Waasser an de Wäi schëdden.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech si gespaant, wann d'Madamm Minister an d'Sozialkommissioun kënnt, op deen Debat, dee mer dann all zesumme wäerten an der Kommissioun féieren, an dass mer do e konstruktiven Debat kënne féieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Da wëll ech doriwwer eraus soen, dass et och wichteg ass, dass d'Regierung sech och mat de Gewerkschaften an de Patronen nach wäert treffen, well nach ëmmer ass d'Sécurité sociale hei zu Lëtzebuerg an tripartitter Gerance. An och an der Pensiounskeess, an de Gremien, sëtze souwuel d'Staatsvertrieder wéi d'Gewerkschafts- an d'Patronsvertrieder. An et ass och wichteg, dass do eng breetgefächert Diskussioun gefouert gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, den Här Fayot wollt Iech eng Fro stellen. Wëllt Der dat elo unhuelen oder duerno?

M. Marc Spautz (CSV) | Hie ka se herno zum Schluss bréngen. Loosst mech elo virufueren, da kann den Här Fayot dat gäre maachen.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Gelift?

(Interruption par M. Franz Fayot)

Majo, ech kann Iech vir…

(Interruption par M. Franz Fayot)

Ech hunn nach esou vill Sujeten, Här Fayot. Do ass iwwerhaapt kee Problem.

(Hilarité)

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat ass kee Problem.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech sinn awer optimistesch, dass mir zesumme wäerte Léisunge fannen, och wann net jiddweree sech herno am Endeffekt an deene Léisunge wäert zeréckfannen. Mee et ass elo nach ze fréi, fir dorop ze spekuléieren. Mee et soll een elo mol ofwaarden, wat konkreet vun der Regierung op den Dësch kënnt a wat duerno konkreet am Gespréich mat de Sozialpartner erauskënnt.

Ech wëll awer ganz kloer soen: Ech hunn elo vill iwwert d'Pensioune geschwat. An no de Pensioune wëll ech mech awer och mat der Gesondheet beschäftegen. Mee, Här Fayot, Dir däerft mer awer elo gären Är Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat ass immens gentil. Merci, Här Spautz. Ech wollt Iech effektiv elo, well Der iwwert d'Pensioune geschwat hutt a well mer elo dee klengen Echange do haten, am Fong soen, dass ech keng Ausso gemaach hunn. Ech hunn Iech just eng Fro gestallt. Dir hutt gesot: „Wann d'Leit nach kënnen no 40 Joer dann an d'Pensioun goen." A meng Fro ass just: Kënnen d'Leit dann no 40 Joer effektiv an d'Pensioun goen oder musse se méi laang goen?

Well wann ee kuckt, d'Inspiratioun vun där Reform bei de Pensiounen, wann et ëm de Prolongement vun de Cotisatioune geet, schéngt jo déi vu Frankräich ze sinn, mat engem phaseweisen Eropgoe par trimestre. An do gesäit een, dass d'Leit net méi 40 Joer ginn, mee dass se 42, 43 Joer ginn, well hir Karriär méi laang gëtt.

An dofir, ech hu bis elo nach näischt gesot. Ech hunn Iech déi Fro gestallt. Heescht dat, dass een no 40 Joer nach wie vor kann an d'Pensioun goen oder muss een an Zukunft e bësse méi laang goen, e puer Joer méi laang goe wéi 40 Joer Karriär?

A wat fir eng Leit sinn dann dovunner betraff? Well dat war net kloer gëschter an deenen Annoncen, déi de Premier gemaach huet. An dat ass och haut net kloer an deem, wat Dir eis bis elo gesot hutt. Dofir

wär ech frou, wéi gesot, a ganzer Neutralitéit frou, fir eng Prezisioun.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här Fayot, fir Är Fro. Also fir d'alleréischt wëll ech soen: Ech sinn net de Spriecher vun der Lëtzebuerger Regierung, mee dat ass den ...

Une voix | Awer ëmmerhi vun der gréisster Partei aus der Regierung.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | De Chef vun der gréisster ...

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, ech sinn awer net ... Ech wëll awer soen: Ech sinn net de Pressespriecher vun der Lëtzebuerger Regierung an ech sinn net Member vun der Lëtzebuerger Regierung – just, fir dat emol als éischte Punkt ze soen.

Als zweete Punkt mengen ech, datt souwuel de Premierminister wéi d'Sozialministesch hei sinn. An ech gi jo och dovun aus, dass d'Regierung nach Positioun wäert huelen.

A fir d'Fro awer ze beäntweren: Gëschter ass eng grouss Pist genannt ginn. D'Detailer, huet de Premier och gëschter gesot, stinn och op senger Säit, ginn an där Kommissioun ...

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

Majo dach! Ma dach, Madamm Lenert, dat ass en Detail, wou ee muss driwwer schwätzen, verschidde Punkten ze maachen.

Dofir wollt ech keng Froen, well elo hunn ech hei eng Diskussioun lassgetréppelt. Mee bis den Här Di Bartolomeo elo op de Punkt kënnt, wäert nach eng Véierelstonn vergoen.

(Hilarité)

Dofir soll den Här Di Bartolomeo seng Ried herno halen an ech hale meng elo virun.

M. Claude Wiseler, Président | Normalerweis hutt Der d'Diskussiounen och gär, Här Spautz, mee fuert elo weider mat der Ried.

M. Marc Spautz (CSV) | Voilà, merci, Här President.

(Interruption)

Da kommen ech op d'Gesondheet.

M. Claude Wiseler, Président | Duerno kritt den Här Di Bartolomeo d'Wuert. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert elo eleng.

M. Marc Spautz (CSV) | Da kommen ech op d'Gesondheet. D'Gesondheet ass net nëmmen eng Fro vu Strukturen an Infrastrukturen. Et geet ëm Mënschen a wéi mir mat hinnen ëmginn.

Dofir si mir kloer: Mir wëllen e System, dee sech ëm de Patient dréit, net ëm düüster Prozeduren an Administratiounen, mee ëm d'Besoine vum Mënsch. Dat ass leider awer net ëmmer einfach, well eis Spideeler sinn iwwerlaascht. D'Strukture sinn un hire Grenzen. D'Demande u medezinneschen Déngschtleeschtunge geet an d'Luucht.

De Gesondheets- a Fleegesecteur zu Lëtzebuerg, mee net nëmmen zu Lëtzebuerg, steet viru grousse personelle Problemer. De Personalmangel ass alarmant an erfuerdert direkt Aktioun vun der Regierung.

An net méi spéit wéi virgëschter war en Deel vun de Leit, déi heibanne sëtzen, op der Lénker sougutt wéi op der rietser Säit, och bei der ANIL um Dag vun der Infirmière, wou och nach eng Kéier doriwwer geschwat ginn ass, an déi och frou waren, dass mir do present waren, fir och domadder den Interêt ze weisen, deen d'Chamber, souwuel Oppositioun wéi Majoritéit, huet, fir iwwer hir Aarbechtskonditiounen an och iwwert den Zoustand vum Fleegebedarf am Spidolssecteur ze schwätzen.

Gläichzäiteg muss een ënnersträichen, dass et ausser dem Personalmangel och schwéier Aarbechtsbedéngunge gëtt, schwaach Karriärsperspektiven. An d'Famill an Aarbecht ze verbannen, ass an deem Secteur net grad dat Allereinfachst.

An ech wëll wierklech soen: Dee Film, dee mer do gewise kritt hu bei der ANIL iwwert den Alldag vun enger Infirmière, déi wärend aacht Stonne begleet ginn ass vun engem Kamerateam, huet bewisen, wéi schlëmm et heiansdo ka sinn, net nëmme wat hir Aarbecht u sech ubelaangt, mee och d'Behuele vun de Familljen a vun de Patienten, wéi och do heiansdo Saachen erofginn. An ech muss éierlech gesot soen: Ech mengen, et war keen, deen dee Film matgekuckt huet, deen net dovu betraff war, net erféiert war, wat do alles un den Dag komm ass, an dass dat och wierklech d'Chance soll si fir jiddwereen vun Iech, sech eng Kéier dee Film unzekucken, well dat war ganz interessant. A wann ech déi Leit kucken, déi do waren, déi all mam Kapp wénken, souwuel op Oppositiouns- wéi op d'Majoritéitssäit, mengen ech, dass dat wierklech eng gutt Initiativ war an dass ee sech do mol bewosst ginn ass, wat déi Leit do am Alldag matmaachen.

D'Ursaache fir dëse Personalmangel: Wou kënnt dat hier? Dat kënnt doduerch, dass d'Bevëlkerung ëmmer méi al gëtt, wat eng gutt Saach ass, awer et huet en Nodeel, wa mer net genuch Leit hunn, fir déi méi eeler Leit kënnen ze betreien, duerch technologesch Entwécklungen an och eng héich Demande u Gesondheetsservicer. Gläichzäiteg bleift et awer bei schwéieren Aarbechtsbedéngungen.

Dofir sinn ech der Meenung, dass dës wäertvoll Aarbecht méi attraktiv muss gestalt ginn. Dës Beruffer musse méi kloer definéiert ginn a mussen un d'Realitéite vum Terrain ugepasst ginn. Dat war och schonn eng Diskussioun, déi mer heibanne gefouert hunn, wéi ech déi Aktualitéitsdebatt gefrot hat iwwert den Zoustand vun de Gesondheetsberuffer.

Dofir ass et och wichteg, dass mir am Gesondheetssystem eppes maache beim Personal, mee mir mussen och gläichzäiteg kucken, fir de System u sech aneschters opzestellen. Mir sollen driwwer nodenken, op méi kleng, effikass a reaktiounsfäeg Strukturen ze setzen, net dass ëmmer jiddwereen muss direkt an eent vun deene grousse Spideeler goen, op eng Éischtversuergung, déi Zäit huet, op de Mënsch anzegoen, an dat heescht, wou de Mënsch als Patient behandelt gëtt. Ech wëll elo net grad soen: „an net als Nummer", mee wou et méiglech ass, fir sech vill méi dem Mënsch hierzeginn. An och déi méi einfach medezinnesch Agréffer, fir déi net ëmmer e Spidol néideg ass, mussen a méi klenge Strukture kënne stattfannen. Dat ass méi praktesch a virun allem méi agreabel fir de Patient.

An da geet et net ouni Digitaliséierung. Déi ass net just en techneschen Detail oder e flotte Gadget, mee de Schlëssel fir eng besser Koordinatioun. Eng méi schnell Iwwermëttlung vun Donnéeën ass och onëmgänglech. Et gëtt d'Méiglechkeet, dass d'Patiente méi fréi, méi prezis a méi no bei sech kënne behandelt ginn.

À propos Digitaliséierung: De Premier huet a senger Ried ganz vill iwwert dëst Theema geschwat. Hien huet eng Visioun, fir déi digital Souveränitéit vu Lëtzebuerg ze stäerken, beschriwwen, dat iwwert de Wee vun enger méi intensiver Notzung vun der Kënschtlecher Intelligenz respektiv Investitiounen an Innovatioun.

Mir begréissen dës Efforten, dass d'Regierung an den nächste sechs Joer iwwer 3 Milliarden Euro fir dëse Secteur wëll mobiliséieren. Ganz besonnesch huet eis och gefreet, dass de Premier an dësem Kontext awer och op d'Gefore vun der KI higewisen huet an dass ee verantwortungsvoll mat dëser Technologie muss ëmgoen.

An och dat huet mat Gesondheet ze dinn, mee mat der Gesondheet vun eise Kanner, well déi grad och an deene Saache gefuerdert sinn. An do wäert mäi Kolleeg, de Ricardo Marques, nach méi am Detail drop agoen, wat eis Punkte sinn, wou mer fäerten, dass een do muss oppassen, wat ee mécht. Dat selwecht gëllt dofir, dass ee sech och muss ukucken, wat dat allgemeng fir d'Gesellschaft mat sech bréngt, wa KI ëmmer méi de Lead iwwerhëlt.

Ech kommen elo bei e Sujet, dee mir – Dir kennt mech – ganz besonnesch um Häerz läit: d'Aarbechtsrecht an d'Rechter vun de schaffende Leit.

D'ITM: Wa mir iwwert d'Aarbechtswelt schwätzen, dann huet d'Inspection du travail et des mines hei eng zentral Roll ze spillen. Si schützt d'Salariéen, si kontrolléiert d'Anhale vum Aarbechtsrecht a si garantéiert d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz. D'ITM ass eng vun deenen eelsten Administratioune vum Land. Mee d'Welt vun der Aarbecht huet sech verännert. Och wann dat nach an hirem Numm steet, déi lescht Minn zu Lëtzebuerg ass scho laang zou. A mat der Aarbechtswelt hu sech och d'Ufuerderunge vis-à-vis vun der ITM verännert. D'Missioune vu gëschter ginn net méi duer. D'Betriber an d'Salariéë brauchen net nëmme Kontrollen. Si brauche virun allem eng Orientéierung. Si brauchen Ënnerstëtzung a Berodung.

Den Aarbechtsminister huet d'lescht Woch e kloert Zeeche gesat, an zwar gëtt de Gesetzesprojet vu sengem Virvirgänger zréckgezunn. Dat war déi richteg Decisioun, well mir brauchen eng Reform, déi sech net um Gëschter orientéiert, mee eng, déi an d'21. Joerhonnert passt. Et geet net drëms, d'ITM ze schwächen. Am Géigendeel: Si muss gestäerkt ginn, mee net nëmmen als Kontrollinstanz, mee virun allem als Partner, Beroder a Preventiounsacteur. D'Missioun vun der ITM muss nei definéiert ginn. Fir et flappseg auszedrécken: Mir brauche manner Sheriffen a méi Conseilleren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Eist Zil ass et, de Preventiounskär ze verstäerken, fir dass d'ITM och wierklech consultéieren a begleede kann, fir dass si mat de Betriber schafft an net géint se, esou wéi dat heiansdo no bausse gesi gëtt, an dëst zum Wuel vun allen – de Salariéen an de Patronen.

Déi Aarbecht leeft. Ech fannen et ganz positiv, dass de Premierminister ugekënnegt huet, dass bis Enn des Joers eng Reform vun der ITM a grousse Piste soll presentéiert ginn. Dat ass gutt esou. Mir brauchen eng modern Verwaltung, eng, déi d'Realitéit vum Aarbechtsmaart vu muer kennt, an eng, déi flexibel ass.

D'Regierung ass, wéi gesot, ugetrueden, fir d'Land ze moderniséieren, och gesellschaftspolitesch. Dozou gehéiert och déi annoncéiert Weiderflexibiliséierung vum Congé de maternité an d'Aféierung vum Temps partiel familial. Domadder droe mer deenen neie Familljekompositioune Rechnung.

Wichteg ass awer och, dass mer dee Projet de loi iwwert d'Congéë generell, deen an der Chamber läit, och virugedriwwe kréien an dass déi néideg Adaptatioune kommen, wou dräi Ministèren amgaange sinn ze kucken, fir déi Koordinatioun ze maachen, an dat ënnert dem Lead vum Ministère du Travail, fir dass mer och déi Congéen alleguerte schnellstméiglech kënnen op dee Punkt bréngen, wou et néideg ass.

Eng weider Moderniséierung plangt d'Regierung bei anere Punkte vum Aarbechtsrecht. Wéi de Premier

viru bal engem Joer seng Ried zur Lag vun der Natioun gehalen huet, war d'Diskussioun nach eng aner. Mee zënterhier huet sech vill gedoen. D'Fro vun enger Moderniséierung vum Aarbechtsrecht huet vill Plaz och an der Press ageholl duerch d'Sonndesaarbecht, duerch d'Theema Ëffnungszäiten am Commerce an d'Diskussioun iwwert d'Kollektivverträg, mat de Froe „Wie verhandelt?" a „Wat gëtt nach verhandelt?".

Ech wëll hei awer elo net ze vill an de Réckspigel kucken. Dat ass net zilfürend am Kontext vun der Ried zu der Lag vun der Natioun. Fir mech geet et drëms, no vir ze kucken, wat ech och elo wäert maachen.

De Premierminister huet kloergemaach, dass d'Moderniséierung vum Aarbechtsrecht eng Prioritéit bleift, eng Moderniséierung net duerch eng Revolutioun, mee mat konkreeten a pragmatesche Schrëtt, am Dialog an am Respekt virun eiser sozialer Traditioun. Dat ass eng Approche, déi ech voll ënnerstëtzen.

Ech wëll net, dass et wéi an eisen Nopeschlänner – a mir liesen dat all Dag an der Zeitung; dann ass et an der Belsch e Streik, dann ass a Frankräich e Streik, dann ass eng Stilllegung an Däitschland – zu Lëtzebuerg dozou kënnt. Mee hei zu Lëtzebuerg war et bis elo ëmmer méiglech, am Sozialdialog déi Ännerungen ze fannen, déi noutwendeg sinn.

De Premierminister huet sougenannte Sozialronnen organiséiert, Ronnen, wou déi betraffe Ministeren zesumme mat de Sozialpartner diskutéiert hunn an net ëffentlech, mee do, wou et zielt, ronderëm en Dësch an aller Serenitéit, ouni den Drock vu Mikroen a Kameraen. Dës Reunioune goufen déi lescht Méint reegelméisseg ofgehalen. Si weisen, dass et net ëm Symbolpolitick geet, mee ëm Léisungen, zesummen an am Respekt virun all Acteur, mam Zil, Kompromësser ze fannen. Nach d'lescht Woch gouf esou eng Reunioun ofgehalen. An dat weist kloer: De Sozialdialog stäerke si keng eidel Wierder. Et ass eng politesch Prioritéit.

An dëse wichtegen Dossieren, déi fir vill Diskussioune gesuergt hunn, hate mir gesot, wat d'Ëffnungszäiten a wat d'Sonndesaarbecht ubelaangt, mir géifen den Avis vum Staatsrot ofwaarden, well dat gehéiert zu engem seriöe Gesetzgeebungsprozess. A wann dës Avise virleien, musse mir déi Diskussiounen a Rou a Serenitéit an deenen zoustännege Chamberskommissioune weiderféieren. Dofir mengen ech, dass d'Ried zur Lag vun der Natioun net de richtege Kader ass, fir op d'Detailer vun deenen zwee Gesetzer anzegoen.

Déi wichtegst Noriicht ass, an dat wëll ech ganz kloer soen: U menger perséinlecher Meenung huet sech näischt geännert a wäert sech och näischt änneren. Mee hei geet et net ëm meng perséinlech Meenung. Hei geet et drëm, wat generell soll geschéien. A mir wäerten uschléissend, wann déi Projete virleien a wann déi néideg Avisen allegueren do sinn, an der zoustänneger Kommissioun driwwer schwätzen. An da wäerte mer och do déi Decisiounen huelen, déi noutwendeg sinn.

Dobäi leien och nach aner wichteg Froen um Dësch. Dat ass: Wéi eng Flexibilitéit ass néideg, ouni d'Rechter vun den Arbeitneemer anzeschränken? Wéi kann een e Kollektivvertragsgesetz moderniséieren am Interêt vun deenen engen a vun deenen aneren, dat heescht souwuel vun de Patrone wéi vun de Salariéen? Wéi kënne mir méi eng grouss Ofdeckung duerch d'Kollektivverträg erreechen, sou wéi et – an der Zwëschenzäit liesen ech „déi berüchtegt EU-Direktiv"; ech hunn zwar nach ëmmer net verstanen, firwat et eng berüchtegt EU-Direktiv ass – an der Direktiv steet, fir op déi 80 % ze kommen? A wéi reagéiert och den Terrain op déi Realitéiten? Dat sinn déi Froen, déi mir eis stellen, a mir mussen dorop Äntwerte sichen. An dat wäerte mir an där zoustänneger Chamberskommissioun maachen.

Ech bleiwe fest iwwerzeegt: Et gëtt e Mëttelwee. Eng Moderniséierung vum Aarbechtsrecht kann och esou geschéien, dass déi verschidden Interesse vun de Sozialpartner respektéiert ginn.

Meng Konklusioun: De Mëttelwee ass dat eigentlecht Kennzeeche vun engem fonctionéierende Sozialdialog. Beim Sozialdialog geet et drëm, e Kompromëss ze fannen an eng gesond Balance ze erreechen.

Et ass e Sujet, deen, wéi Dir wësst, mir ganz besonnesch um Häerz läit. De Sozialdialog war a bleift entscheedend wichteg fir de soziale Fridden an déi sozial Kohäsioun. An dass Lëtzebuerg do steet, wou Lëtzebuerg haut steet, ass och dorop zréckzeféieren. Ech wäert mech och weiderhi perséinlech dofir asetzen a stinn zu mengen Iwwerzeegungen an zu mengem Gewëssen.

D'Ried zur Lag vun der Natioun vun haut steet ënnert dem Motto „Fortschrëtt duerch Stabilitéit. Stabilitéit duerch Fortschrëtt". De Sozialdialog ass e Bestanddeel vun där Stabilitéit an eisem Land. Dovu sinn ech iwwerzeegt. Mir hunn domadder ëmmer gutt Erfarunge gemaach. A genau esou soll et bleiwen, am Interesse vu Land a Leit. An et ass och wichteg, dass mer Fortschrëtt duerch Stabilitéit kréien a Stabilitéit duerch Fortschrëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Mee virum Här Gilles Baum wollt den Här Mars Di Bartolomeo dem Här Spautz nach eng Fro stellen. Här Spautz, wann Der domadder d'accord sidd.

M. Marc Spautz (CSV) | Den Här Di Bartolomeo kann. Hu mer dann esou vill Zäit?

M. Claude Wiseler, Président | Dat gëtt net an Är Zäit agerechent, Här Spautz. Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech verspriechen ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, kuerz, wann Der wëllt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech verspriechen dem Här Spautz och, dass ech fir dat, wat ech ze soen hunn, keng Véierelstonn brauch ...

(Exclamations)

... an déi och net vum President géif kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass richteg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et huet mech extreem gewonnert, dass den Här Spautz d'Aussoe vun eisem Premierminister zu de Pensiounen net verstanen huet an eis beschëllegt huet, dass vun eis lauter komesch Saachen no bausse gezielt gi wären iwwert dat, wat de Premier gesot huet.

Dofir, fir unzefänke just nach eng Kéier widderholl, wat de Premier genee gesot huet: „Dofir wäerte mir d'Cotisatiounsjore lues a lues eropfueren. D'Karriär, déi ee muss" – muss! – „absolvéiert hunn, fir en Urecht op eng Pensioun ze hunn, wäert iwwer eng Rei Joren alljoers stufeweis ëm dräi Méint verlängert ginn." Dat heescht, zum Beispill wann een 10 Joer virun der Pensioun steet oder 20 Joer virun der Pensioun steet, ass dat 10- oder 20-mol dräi Méint méi iwwert déi 40 Versécherungszäiten. Dann ...

M. Marc Spautz (CSV) | Nee!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, also, et steet hei schwaarz op wäiss, Här Spautz.

Une voix | Dat huet de Premier gesot!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Kuckt dat nach eng Kéier no. An ech géif gär wësse vum Här Spautz, wéi et da mat der Pension anticipée ass, 40 Joer, 57 Joer, wéi et mat der Preretraite ass.

An ech géif gär wësse vum Här Spautz, ob dat déi richteg Method ass, dass een eng Sozialministesch op de Wee schéckt, fir sech mat jiddwerengem, deen eppes auszesoen huet zu de Pensiounen, un en Dësch ze setzen, fir en Echange mat hinnen ze hunn, an da vun uewen erof direkt seet, wat d'Regierung wäert maachen. An dat ass dat, wat schwaarz op wäiss hei steet. Ech verstinn, dass d'Madamm Ministesch esou do sëtzt, well ech ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, Dir musst zum Schluss kommen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech verstinn dat einfach net, dass, wann eng Ministesch ...

(Interruptions)

A, den Här Premierminister huet sech lieweg Debatte gewënscht.

(Exclamations)

Den Här Premierminister huet sech lieweg Debatten hei am Parlament gewënscht. Ech hoffen, datt ech kann e klenge Bäitrag dozou leeschten.

Une voix | Absolutt!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann een also ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, stellt elo Är Fro.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann een also mat alle Partner wëllt diskutéieren, an da seet ee vun uewen erof, wat wierklech geduecht ass, dann ass dat e Schlag an d'Gesiicht vun der Ministesch, mee et ass och e Schlag an d'Gesiicht vun all deenen, mat deenen ee geschwat huet! An de Fait ass: „Et ass gutt, dass mer driwwer geschwat hunn, mee d'Regierung mécht, wat se wëllt."

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Här Di Bartolomeo. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, ech hunn elo zwar nach ëmmer net verstanen, wat elo Fro war a wat Comment war. Dat ass schwéier ze soen. Ech weess, dass ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma ech hunn Iech der zwou gestallt: Preretraite. Pension anticipée.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'Wuert huet elo den Här Spautz. Wannechgelift!

M. Marc Spautz (CSV) | Ech weess, dass gëschter een dobausse gezielt huet, d'Leit missten alleguerte siwe Joer méi laang schaffe goe mat där doter Reegelung. An dat ass falsch, wëll ech just ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wie sot dat? Néng Joer?

M. Marc Spautz (CSV) | Siwen! Siwen. Ech wëll Iech just soen, dass dat falsch ass. An ech wëll nach eng Kéier soen: Bei all deenen eenzelen Theemaen ass ganz kloer – an dat steet och an där Ried, gitt e bësse méi wäit kucken –, dass d'Sozialministesch virum Summer heihinner kënnt mat allen Detailer. Dir hätt elo scho gär Detailer vu vir bis hannen op all eenzele Punkt, wou d'Ministesch wäert ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... wou d'Ministesch Iech am Detail wäert ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ass net mat Iech geschwat ginn?

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Spautz huet d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ass net mat Iech geschwat ginn?

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, den Här Spautz huet d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Spautz ass Fraktiounschef vun där gréisster Majoritéitspartei!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Spautz huet elo ... De Fraktiounschef vun där gréisster Fraktioun huet elo d'Wuert ganz eleng! Här Spautz.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, Dir gitt alleguer nervös.

(Exclamations et brouhaha général)

Kuckt mol, wat dem Här Macron am Moment amgaang ass ze passéieren!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Di Bartolomeo, wannechgelift! Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Also, ech weess net, wat dem Här Macron amgaang ass ze geschéien. Ech wëll just soen: Den Här Macron ass net bei eis an der Partei. Ech wollt Iech dat just soen.

Mee deen aneren ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo!

M. Marc Spautz (CSV) | Deen anere Punkt ass, dass ganz kloer gesot ginn ass gëschter vum Premierminister, datt do Piste wieren. An et steet ganz kloer ënnendrunner, dass och d'Madamm Deprez géif virum Summer an d'Kommissioun kommen, fir en definitive Projet op de Wee ze bréngen. An da kritt Der op all Är Froen, déi Der gestallt hutt ... Da kritt Der an där Kommissiounssitzung, wa mer dann en Datum fannen, alleguerten déi Äntwerten op Är Froen.

Des Weideren ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass et selbstverständlech ass, dass och d'Ministesch mat den Acteuren um Terrain, mat de Gewerkschaften, mat de Patronen a mat deene Leit aus der Pensiounskeess, schwätzt. Well d'Gerance vun der Sécurité sociale ... Här Di Bartolomeo, et ass keen am Land, deen dat besser weess wéi Dir, dass déi geréiert gëtt vun deenen dräi gemeinsame Partner. An et ass selbstverständlech, dass déi d'Diskussiounen och mat deene Partner wäerte gefouert ginn.

Mee d'Endentscheedung, déi gëtt heibanne geholl am Parlament, wann alleguerten déi Prozesser ofgeschloss sinn. A bis dohinner kann een esou vill spekuléieren, wéi ee wëll, mee wann d'Fakte bis um Dësch leien a wann am Projet de loi dann nach Froe sinn, da sinn ech gäre bereet, Iech dorop ze äntweren.

Villmools merci.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

M. Georges Engel (LSAP) | Mee d'Wuert vum Premier wäert jo awer nach eppes gëllen?

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert ... Sou, jiddwer Fraktioun – ech wëll just drun erënneren – huet nach quasiment alleguer hir Riedezäit. Dofir huele mer elo nach eng Fro vum Här Baum an dann ass et um nächste Riedner. Här Baum, kuerz, wannechgelift.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Natierlech. Här President, ech wollt den Här Spautz froen, bei deem ech mer bewosst sinn, datt en net Pressespriecher vun der Regierung ass an och net Member vun der groussherzoglecher Regierung, ob senger Meenung no als Fraktiounsspriecher vun der CSV déi dote Pisten, déi mer jo dann nach am Detail iergendwann eng Kéier erkläert kréien, just fir de Privé gëllen oder och fir d'Fonction publique? Wat ass d'Meenung vum Fraktiounspresident vun der CSV?

M. Marc Spautz (CSV) | Also, elo hutt Der zwou verschidde Froe gestallt. Dir hutt eng Kéier gefrot, wat d'Meenung ass vum Fraktiounspresident, an Dir hutt eng Kéier gefrot, wat d'Meenung ass vun der Fraktioun. Ech wëll dozou ...

Plusieurs voix | Aaa!

(Interruptions)

M. Marc Spautz (CSV) | Et ass bal dat selwecht, Här Di Bartolomeo. Mee Dir wësst, dass et no der Reform vun 2012 et keng Ënnerscheeder méi gëtt bei alleguerten deene Leit, déi duerno ugestallt gi sinn, ob dat de Privé oder den ëffentleche Secteur ass.

A bei all deem, wat virun 2012 war, wat d'Reform vun 1998 ass, am ale Regimm, fir et dann esou auszedrécken, dat ass e Regimm, deen ausgehandelt ginn ass, do ass e Gesetz gestëmmt ginn an dat zielt. An duerno sinn déi zwee Systemer ..., an dat wësst Der, Här Baum, bal besser wéi den Här Di Bartolomeo, dass do keng Ënnerscheeder méi bestinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Spautz. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. An dann huet elo och den Här Gilles Baum d'Wuert. Här Baum, et ass un Iech.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Premierminister, Dir Damme Ministeren, fir d'Demokratesch Partei ass dat heite keen État de la nation, wéi en all Joer ass. Fir d'Demokratesch Partei ass et den éischten État de la nation no enger neier amerikanescher Administratioun am Wäissen Haus. Et ass den éischten État de la nation, wou Lëtzebuerg an eis europäesch Partner sech net méi sécher sinn, inwiefern mer nach kënnen op eis amerikanesch Alliéiert zielen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Europa huet ganz séier festgestallt, dass et muss op eegene Féiss stoen. An Europa kann och op eegene Féiss stoen an Europa ka seng Verantwortung iwwerhuelen. Dofir deelt d'Demokratesch Partei d'Ausso vum Premierminister, dee gëschter gesot huet, elo wär d'Stonn vun den Europäer.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mat eppes ufänken, wat mer perséinlech nogeet. Et geet ëm e Reportage, deen ech gelies hu bei Reporter ouni Grenzen. Et geet ëm eng Fra, déi, ech ginn emol dovun aus, ganz vill Leit heibannen net wäerte kennen, mee si steet fir eppes, wat eis alleguerte soll eppes ugoen. Hiren Numm war Wiktorija Roschtschyna. Si war fräiberufflech Journalistin an der Ukrain.

D'Wiktorija Roschtschyna war net nëmmen eng Journalistin, déi iwwert de Krich geschriwwen huet, si war eng Fra, déi sech bewosst war, dass hire Wonsch, d'Wourecht ze soen, d'Wourecht ze schreiwen, se kéint d'Liewe kaschten. Si huet trotzdeem weidergemaach. Si huet de Krich weider dokumentéiert. Si huet geschriwwen a publizéiert, wat an deene Gebidder geschitt, déi vu Russland besat ginn: systematesch Folter, willkürlech Verhaftungen, Vergewaltegungen, Mësshandlungen, Kidnapping. D'Verbriechen, déi si beschriwwen huet, sinn esou brutal, dass ee se net einfach kann erzielen, ouni dass et engem d'Stëmm verschléit.

Kolleeginnen a Kolleegen, enges Daags am Summer 2023 ass si selwer verschwonnen. Hei am Weste krut bal keen dat mat. Mee elo wësse mir: Si ass a russescher Haft gestuerwen, ënner Bedéngungen, déi keng mënschlech Gesellschaft kann akzeptéieren. Hire Kierper, deen den ukraineschen Autoritéiten iwwergi ginn ass, huet Spuere vu Folter opgewisen. Si war ausgehéngert, hat gebrache Rëppen, Spuere vun Elektroschocken. An ech erspueren Iech den Detail.

Si huet hire Courage, fir d'Wourecht ze soen, mat hirem Liewe bezuelt, gradesou wéi 13 aner Journalisten a besatene Gebidder. D'Wiktorija Roschtschyna ass ganz genau 27 Joer al ginn. Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn nëmme fënnef Joer méi wéi meng Duechter.

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt kaum méi e grausame Beweis, wéi Russland an de besate Gebidder mat Mënschen ëmgeet, déi si als Feind ugesinn. Dem Wiktorija Roschtschyna seng Geschicht ass keen Eenzelfall, well laut de Vereenten Natiounen ass systematesch Folter an de russesch kontrolléierte Gebidder Routine. Dat ass keng zoufälleg Grausamkeet vum Krich. Et ass staatlech Gewalt, geplangt a geleet aus dem Kreml.

An dofir, Här President, schwätze mer dëst Joer net nëmmen iwwert den État de la nation. Mir schwätzen iwwer grondleeënd eethesch Froen: A wat fir enger Welt wëlle mer liewen? A wéi vill sinn eis Wäerter eis wäert?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Lëtzebuerg ass e klengt Land, mee mir hunn eng Stëmm, mir hu Mëttel a mir hunn eng Verantwortung. D'Finanzement fir d'Ukrain a fir d'NATO ass net just eng Hëllef, mee et ass och e moraleschen Appui.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass e Bekenntnis zu engem Europa, wou net d'Gesetz vum Stäerksten zielt. Et ass e Bekenntnis zu engem Europa, wou d'Würd vum Mënsch zielt, wou een Noper net einfach kann deen aneren iwwerfalen, säi Land anhuelen, Bierger ëmbréngen, Famillje splécken a Kanner entféieren.

Mir wëllen net an engem Europa liewen, an deem den Noper probéiert, d'Walen am eegene Land ze beaflossen, an och net an engem Europa liewen, wou déi eege Politiker am Parlament an zum Deel hei am Haus versichen, déi onberechtegt Invasioun vun der Ukrain ze verharmlosen, ze excuséieren oder anerer dofir verantwortlech ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, et geet hei net just ëm Munitioun, Maschinnen a Waffen. Et geet ëm d'Verdeedegung vun eise Wäerter, déi mir als fundamentaalt Verständnis vun eiser Gesellschaft ugesinn: ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | ... Pressefräiheet, Mënscherechter, Fräiheet vu verschiddene Meenungen an och d'Fräiheet vun der Oppositioun, fir dat däerfen ze soen, wat se wëll soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | All Euro, deen hei agesat gëtt, ass e Signal un déi, déi dëse Kampf féieren, dass si net eleng sinn. An et ass e Signal un all déi, déi mengen, si kéinte mat Gewalt an Angscht herrschen.

Ech géif et schued fannen, wa mer hei am État de la nation just géife schwätzen iwwer PIB an iwwer Zuele

vum RNB, déi mir bereet sinn, bäizesteieren. Ech wëll, dass mer erkennen, dass hanner all Decisioun, déi mer treffen, mënschlech Schicksaler stinn, wéi dat vum Wiktorija Roschtschyna. Hatt hat keng Waff, mee et hat eng Stëmm. Et hat eng Kamera an e Bléck fir d'Wourecht, an dofir gouf hatt ëmbruecht.

Mir kënnen d'Madamm Roschtschyna net méi retten, mee mir kënne se éieren, andeems mir op der Säit sti vun deenen, fir déi Courage, Fräiheet a Gerechtegkeet net nëmme Wierder sinn, mee politesch Handlungen. An ech sinn iwwerzeegt, datt déi Investissementer, déi mir bereet sinn ze maachen an eis Arméi, an d'Hëllef fir d'Ukrain an an d'NATO, dat maachen. Si halen un eiser Solidaritéit fest, un eiser internationaler Verantwortung, un eiser Positioun als e klengt, awer kloer schwätzend Land. Si maachen ons virun allem och méi resilient.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, eng engagéiert Solidaritéit mat der Ukrain bedeit net nëmmen humanitär an diplomatesch Ënnerstëtzung. Si bedeit och, dass mir als Land bereet sinn, Verantwortung fir eis kollektiv Sécherheet ze iwwerhuelen, net nëmmen aus der Flicht eraus vis-à-vis vun eise Partner, mee well mer wëssen, dass Fridden a Fräiheet net selbstverständlech sinn, well mer wëssen, dass Fridden a Fräiheet e Präis hunn. An dee musse mer bereet sinn ze bezuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An deem Geescht huet d'Regierung decidéiert, déi geplangten Defenseinvestitioune substanziell ze erhéijen, bis op 2 % vum Revenu national brut, an dat nach dëst Joer. Et ass eng kloer Äntwert op déi international Entwécklungen, eng realistesch a couragéiert Upassung un déi real Bedroungslagen, déi d'Madamm Backes och däitlech a verschiddenen Interventiounen duergeluecht huet. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei fënnt sech an dëser Entscheedung voll a ganz erëm.

Déi virgeluechte Feuille de route fir d'Defense 2030 weist, dass dës Politick net einfach nëmme soll eng séier Symbolpolitick sinn, mee si setzt op eng strukturéiert an nohalteg Moderniséierung vun eiser Arméi. De binationale Bataillon mat der Belsch, dee Lëtzebuerg op en neien Niveau an der europäescher an NATO-Verdeedegung féiert, ass net nëmmen e grousse Investitiounsprojet an eiser Arméigeschicht. Et ass och en däitleche Beweis, dass mir de Prinzippien, déi d'Demokratesch Partei hei am Sall verdeedegt, och Dote follge loossen.

Mir stellen eis Arméi net nëmme materiell nei op. Mir stäerken och d'Attraktivitéit fir jonk Leit, fir Fraen, fir déi, déi bereet sinn, eng modern, verantwortlech a professionell Arméi matzedroen.

A Sécherheet bezitt sech net nëmmen op den Territoire, mee och op eis Wäerter. Et geet ëm de Schutz vun enger fräier Gesellschaft géint déi, déi mat Gewalt, Desinformatioun a politeschem Drock eis Gesellschaften destabiliséiere wëllen. D'Ënnerstëtzung vun der Ukrain – finanziell, militäresch, humanitär – ass och hei e politescht Bekenntnis zu enger europäescher Verantwortung.

Dat alles, Här President, ass net isoléiert. Et ass en Deel vun enger kohärenter Resilienzstrategie: Fir d'Fräiheet ze verdeedegen, muss een och bereet sinn, a si ze investéieren – finanziell, personell a moralesch. An et muss ee glafwierdeg sinn. An dat muss Lëtzebuerg op internationalem Plang och sinn a bleiwen: e glafwierdege Partner.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Erlaabt mer, kuerz mäi Kolleeg Gusty Graas ze zitéieren, deen am RTL-Interview gesot huet, mir dierften awer elo net an eng kollektiv Krichshysterie oder an eng Krichsdepressioun verfalen. Dat ass absolutt wichteg. Mir mussen eist Liewen normal weiderliewen. Mir musse schaffe goen, mir mussen d'Fester feieren, wéi se falen, a mir mussen der Politick vertrauen, dass si dat Richtegt mécht, fir d'Sécherheet vun eisem Land ze assuréieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vun der Pressefräiheet schwätzen, da schwätze mer och vun der eegener Verantwortung hei am Land. D'Liewe vum Wiktorija Roschtschyna erënnert eis drun, wéi wichteg et ass, dass Journalisten hir Aarbecht fräi, sécher, onofhängeg a selbstbestëmmt kënne maachen – net just an engem Krichsgebitt, mee och an engem demokratesche Rechtsstaat wéi Lëtzebuerg.

Dofir ass et richteg a wichteg, dass mir och hei konkreet Schrëtt ënnerhuelen, fir eis Meenungsfräiheet an eise Meediepluralismus aktiv ze schützen. D'DP huet sech kloer fir d'Mesüren agesat, déi genee dat maachen. SLAPP-Kloen, déi kritesch Reporter sollen aschüchteren, sollen a musse verhënnert ginn. Mir kënnen et net akzeptéieren, dass moralesch oder souguer physesch Gewalt géint Journalisten a Journalistinnen och bei eis géifen ouni Konsequenze bleiwen.

A schlussendlech geet et och ëm déi nei digital Realitéiten. Mam DSA, dem Digital Services Act, sollen eis Meedie méi Rechter kréien, méi Sécherheet an eng méi kloer Regulatioun, wou och d'ALIA soll gestäerkt ginn, fir effektiv kënnen ze agéieren.

D'Pressefräiheet, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, dat ass kee Selbstverständnis. Si muss all Dag nei geschützt, verdeedegt a gestäerkt ginn, net nëmmen am Ausland, mee och andeems mer eis intern Strukturen esou opstellen, dass fräi Meenung a kritesche Discours en zentrale Bestanddeel vun eiser Demokratie bleiwen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir Investissementer an d'Defense kënnen ze tätegen, brauch een och eng Wirtschaft, déi hannendrusteet, déi se finanzéiert, déi awer och dovunner ka profitéieren – Return-on-Invest.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An den Här Premierminister huet gëschter gläich e puer Pisten opgezeechent, sief et am Beräich vun de Satellitten oder vun der Cybersécherheet.

Fir eng kompetitiv Wirtschaft brauch ee kompetitiv Betriber. An deem Sënn hu mer viru Kuerzem duerch den Entlaaschtungspak, deen am Dezember gestëmmt ginn ass, d'Kierperschaftssteier ëm 1 % erofgeschrauft esouwéi och déi aktiv gemanaget ETFe vun der Taxe d'abonnement befreit. Heiduerch ass eise Standuert méi attraktiv ginn an eis Betriber hu méi Sputt fir aner Investissementer, notamment an der Digitalisatioun, awer och an der grénger Transitioun.

Fir dass mer als Standuert attraktiv bleiwen, musse mer et mat der internationaler Konkurrenz ophuele kënnen. E Facteur, deen ëmmer méi wichteg gi wäert, wann et ëm d'Produktivitéit an d'Kompetitivitéit geet, dat ass den Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz.

Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir en neie Supercomputer, spezialiséiert op AI, op Lëtzebuerg kréien: de MeluXina AI. Also ass eng vun de siwen europäeschen „AI Factories" bei eis hei um Lëtzebuerger Terrain.

Dëst soll et erlaben, den AI-Ekosystem auszebauen, innovativ Betriber, Investissementer an Talenter op Lëtzebuerg ze kréien. D'AI Factory ka genotzt gi vun de Startuppen, de PMEe wéi och vun de groussen Entreprisen. Dobäi setze mir virun allem op Projeten aus de follgende Beräicher: Finanzen a Versécherung, Cybersécherheet, Space, Économie verte, Mobilité durable an Transition énergétique.

Op eis Betriber komme grouss Investissementer duer, souwuel wat d'Digitaliséierung ugeet wéi och déi gréng Transitioun. D'DP-Fraktioun begréisst, datt an de kommende Méint den Innovatiounsökosystem weider gestäerkt soll ginn, ënner anerem duerch d'Schafung vum Deep Tech Lab. Dës nei Struktur soll als Plattform déngen, fir den Austausch tëschent der Fuerschung an der Wirtschaft ze vereinfachen – mat dem Zil, d'Innovatioun, d'Entrepreneuriat an d'Zesummenaarbecht tëschent de relevanten Acteuren ze fërderen.

Eise Wirtschaftsminister Lex Delles huet och zwee nei Packagen en place gesat, fir déi kleng a mëttelstännesch Betriber ze ënnerstëtzen: den SME Package AI an den SME Package Cybersecurity.

Mee fir eng kompetitiv an innovativ Wirtschaft brauch et och Talenter an eng kompetent Main-d'oeuvre. Dës Regierung huet den Haut comité à l'attraction et à la rétention des talents en place gesat, deen am Dezember eng zweet Kéier zesummekomm ass, fir d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Talenthub virunzedreiwen.

Mir brauchen Talenter an de verschiddenste Beräicher. Ech géif bal soen, mir brauchen Talenter an alle Beräicher: am Handwierk, an der Restauratioun, am Finanzsecteur, an der Informatik. De Wirtschaftsminister wëll en neien Onlineportal en place setzen, wou sech d'Leit aus dem Ausland iwwer Lëtzebuerg informéiere kënnen, an eisem Land esou méi Visibilitéit ginn.

D'lescht Joer huet dës Regierung mam Régime des impatriés och attraktiv steierlech Konditioune fir déi international Talenter en place gesat. Mee fir Talenter unzezéien, geet net nëmmen e gudde Salaire duer, et ginn net nëmme steierlech Virdeeler duer, neen, mir mussen och d'Infrastrukturen an eisem Land konsequent ausbauen, fir déi Leit ze fideliséieren.

Enn Mäerz huet de Wirtschaftsminister och en Zéng-Punkten-Aktiounsplang fir Startups presentéiert. Dëse bitt eng Rei finanziell Ureizer, fir Investissementer an all eis Startups unzezéien a fir hir Entwécklung ze fërderen. Investissementer, déi och de FinTechs kënnen hëllefen, fir eis Finanzplaz weider ze diversifizéieren.

Eng Finanzplaz, déi ëmmer erëm nei erfonnt muss ginn. Lëtzebuerg huet sech an de leschte Joerzéngten als eng vun de féierende Finanzplazen an Europa etabléiert an ass haut weltwäit den zweetgréisste Fongestanduert no den USA. Si garantéiert grouss Revenue fir eise Staatsbudget a bitt Zéngdausende Leit eng Aarbechtsplaz. Eis Finanzplaz zeechent sech duerch Dynamik, Innovatioun a Qualitéit aus.

Dee Succès ass awer keen Zoufall. Et ass d'Resultat vun engem stabillen a kompetenten Ökosystem: héich qualifizéiert Fachleit, déi mir weider mussen unzéien. Eis Verwaltungen an de Regulateur garantéiere Planungssécherheet. Lëtzebuerg bitt e spezialiséiert an ofwiesslungsräicht Ëmfeld wou verschidde Secteuren erfollegräich zesummeschaffen. Esou e Succès muss ëmmer erëm weiderentwéckelt an och verdeedegt ginn. Mäi Kolleeg an exzellente Frënd, den André Bauler, wäert muer am Detail a senger Interpellatioun op de Finanzsecteur agoen.

Zesumme mat där finanzorientéierter Innovatioun wiisst och eng aner strateegesch Dimensioun, an dat ass d'Datenekonomie. Dës spillt eng ëmmer méi grouss Roll fir d'Zukunft vun der Finanzplaz, awer och fir d'Wirtschaft an och am Allgemengen. Déi héich Energieintensitéit vun dëser Branche ass eng Erausfuerderung, mee hir Bedeitung fir déi lëtzebuergesch an europäesch Souveränitéit ass fundamental.

Mir wëllen net nëmmen eng Finanzplaz vu Weltformat sinn. Mir wëllen och zu engem, wéi de Premierminister gëschter gesot huet, „Datahub" ginn. Eng Plaz, wou modern Technologien a verantwortungsvoll Dategestioun zesummekommen. Well wa mir an Europa keng eege Léisunge fir den Ëmgang mat den Date fannen, da riskéiere mir, ofhängeg vun anere Länner ze ginn, mat aneren Normen an anere Standarden.

Lëtzebuerg huet all d'Kaarten an der Hand, fir dëst Zil ze erreechen: Stabilitéit a Vertrauen, zwou Stäerkten, déi net nëmmen d'Finanzwelt schätzt, mee déi och am Kontext vun engem Datenzentrum essentiel sinn. An dësem Geescht stelle mir d'Innovatioun an de Mëttelpunkt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dee richtege Moment fir dës Ambitioun ass grad elo. D'Quantitéit un Donnéeë wiisst exponentiell, a gläichzäiteg maachen d'Entwécklunge bei der Kënschtlecher Intelligenz nei Uwendunge méiglech. Ech hunn am Ufank vu menger Ried iwwer eis Defense geschwat. Mee och hei musse mir eis schützen: Et mécht eng gewalteg Differenz, wien d'Kontroll iwwert dës Donnéeën aus der Defense huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu enger kompetitiver a staarker Wirtschaft gehéiert och, eng gewësse Previsibilitéit fir eis Entreprisen ze garantéieren. Dofir setze mer eis derfir an, dass d'Betriber all hir administrativ Demarchen online maache kënnen. An och den administrativen Opwand muss onbedéngt agedämmt ginn, dee ressourcentechnesch vill ze intensiv ass. An deem Kader engagéiere mer eis, mam Once-Only-Gesetz esou séier wéi méiglech, esou séier, wéi et nëmme méiglech ass, hei an d'Chamber ze kommen an dat och zum Vott ze bréngen.

Eng dekarboniséiert, zirkulär an digital Ekonomie ass d'Zukunft vu muer. Op dësem Wee musse mir eis Betriber aktiv begleeden. Muer stëmme mir zum Beispill de Gesetzesprojet 8314, dee verschidden Aiden am Beräich vun der Recherche, vum Developpement a vun der Innovatioun fir eis Betriber erneiert. An eng nei Kategorie vun Aidë kënnt dobäi fir d'Konstruktioun an d'Modernisatioun vun den Test- an Experimentéierstrukturen, wouvun d'PMEe profitéiere kënnen. Och solle PMEen ënnerstëtzt ginn, déi innovativ Produktiouns- an Organisatiounsmethoden an hirem Secteur en place setzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu enger innovativer a kompetitiver Wirtschaft gehéiert natierlech och eng responsabel Energiepolitick. Spéitstens zanter dem Krich an der Ukrain ass eis alleguer bewosst, dass mir an der Energie méi onofhängeg musse ginn. Mee et geet net drëms d'Wirtschaft an d'Ëmwelt géinteneen auszespillen. Ganz am Géigendeel, déi zwee kënnen a mussen och Hand an Hand goen. Fir d'Ëmsetzung vum PNEC sinn dëst Joer net manner wéi 2,6 Milliarden Euro am Staatsbudget virgesinn.

Ma déi richteg Infrastruktur gëtt gebraucht. D'Investitiounen an d'Stroumnetz vu muer musse mir also héichhalen. Mir musse massiv an eise Reseau investéieren. An op neie Gebaier solle PV-Anlagen installéiert ginn, gradesou wéi laanscht d'Autobunnen. Och d'international Zesummenaarbecht u groussen Offshore-Wandprojete gradewéi Solarparke wëlle mir weider ausbauen.

Den Accord tacite soll derzou bäidroen an dréit elo schonn derzou bäi, dass d'Prozeduren um Gemengenniveau, fir PV-Anlagen ze installéieren, kënnen acceleréiert ginn.

Fir d'DP ass et wichteg, d'Leit mat op de Wee ze huele vun der Energietransitioun. A fir der Energieaarmut entgéintzewierken, gehéiert zu eiser héchster Prioritéit, fir all Eenzelnen eng bezuelbar Energieversuergung ze garantéieren.

De Wirtschaftsminister Lex Delles huet sech derfir agesat, dass de System vun der Virfinanzéierung fir d'PV-Anlage séier agefouert soll ginn. Am Gesetzesprojet 8463 ass och schonn am November 2024 dovunner geschwat ginn. En ass zu deem Moment och dunn deposéiert ginn. Mir wëllen dësen och esou séier wéi méiglech hei duerch d'Chamber bréngen, fir dass d'Leit nëmmen nach en Deel musse bezuele vun hirer PV-Anlag. Dofir waarde mer erwaardungsvoll op den Avis vum Staatsrot. Duerch dëse Projet kënnen och Leit sech eng PV-Anlag leeschten, déi vläicht net d'Méiglechkeet hunn, fir eng Zomm Geld virzestrecken. D'Bierger mussen dann och net méi méintelaang waarden, bis déi staatlech Subside bei hinnen doheem um Kont ukommen.

Eppes, wat sécher bleift, dat ass, dass d'Investéieren an en elektreschen Auto, an eng Wärmepompel an och an eng Fotovoltaik mëttel- a laangfristeg méi rentabel wäert sinn, wéi weiderhin a fossill Energien ze investéieren.

Mir setzen eis weiderhi fir eng staark Kommunikatioun mat de Bierger an. Dofir kënnen d'Bierger op d'Klima-Agence zeréckgräifen, wou si individuell berode ginn.

Déi nei Energien ausbauen ass schonn eleng aus Autonomiesgrënn eng Flicht. Virun e puer Wochen hu mer hei och e Gesetzestext gestëmmt, deen e legale Kader schaaft fir d'Exploitatioun an den Transport vum Hydrogeen.

A mir setzen eis och derfir an, dass de Staat direkt an de Reseau investéiert, fir esou e gréisseren Deel vun de Käschten, déi dem Consommateur zur Laascht falen, ze decken. Doduerch kréien net nëmmen d'Privatstéit gehollef, mee och d'Entreprisen, an de Standuert Lëtzebuerg gëtt gestäerkt. De Minister Lex Delles hat dat schonn am Februar an enger Annonce an déi Richtung ugekënnegt.

Dës Fortschrëtter gi mat enger nationaler Späicherstrategie kombinéiert, wou all Proprietär vun enger PV-Anlag eng Hëllef kritt, fir sech mat enger eegener Batterie auszestatten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Klimapolitick vun eiser Regierung ugeet, esou ass et fir d'Demokratesch Partei kloer: Den Ëmwelt- a Klimaschutz ass a bleift eng vun de groussen Erausfuerderunge vun eiser Zäit. Mee dës Transitioun kann nëmme geléngen, wa mir d'Leit och mathuelen a wa mir net mam Fanger op ee weisen, mee wa mer politesch Léisunge virschloen.

Mir gesinn dat grousst Potenzial, wat och am ëffentleche Raum läit. Parkingen, Autobunnen, dat si Flächen, déi bis elo kaum, guer net, mee sécher net genuch benotzt gi sinn. Stellt Iech vir: Wa mer dat Potenzial laanscht d'Autobunne géifen ausbauen an dëst op staatleche wéi privaten Terrainen zesumme mat innovativen Acteure géifen ëmsetzen, da kéinte mer Dausende vu Stéit mat Stroum versuergen. Dat weist, wéi vill an eisem Land nach méiglech ass, wa mer d'Innovatioun mat pragmatesche Léisunge koppelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Déi erneierbar Energiequell, déi och ëmmer méi effikass gëtt, ass awer och d'Wandkraaft. Duerch den technesche Fortschrëtt brauch een elo vill manner Wandmillen, fir déi selwecht Quantitéit un Energie ze produzéieren. Dofir muss awer och de legale Kader verbessert ginn. Et kann net sinn, dass Projete vu Wandmille jorelaang daueren, well se an onklore Prozeduren hänke bleiwen.

Eis Nopeschlänner weisen et: Et geet och anescht. Et brauch ee kloer Krittären an transparent, effizient Prozeduren, ouni awer op deem Gréngen Terrain d'Qualitéit vum Ëmweltschutz opzeginn. Ech soen et ganz kloer: Mir mussen och hei méi séier weiderkommen, an d'DP begréisst d'Annonce, déi gëschter gemaach ginn ass, dass d'Ministeren an deem Beräich elo ganz geschwë 50 Mesüre wäerte virstellen.

Mir begréissen, dass d'Aarbechtsgruppe sech elo schonn domadder befaassen. Et geet drëms, déi eenzel Etappen – vun der Ëmweltetüd iwwert d'Kaméidisbelaaschtung bis zu der Fro vun der Distanz zu den Dierfer an der Héicht vun de Wandmillen – kloer ze definéieren. Dat wäert d'Planung sécheren an d'Zäit tëschent der Iddi an der Realisatioun drastesch verkierzen.

Här President, obschonns sech de Stroumpräis Enn 2024 stabiliséiert huet, wollt d'Regierung de Präisdeckel fir 2025 net vun engem Dag op deen anere komplett sträichen, mee se huet de Choix vun engem Phasing-out gemaach an dësen Deckel op d'Hallschent vun der Hausse vum Energiepräis limitéiert. An elo solle mir och 150 Millioune an de Reseau investéieren.

Ouni Energiepräisdeckel wier d'Präisdeierecht ëm 1 % eropgaangen. Eng Inflatioun, déi am Abrëll bei 1,7 % louch, wäit ewech awer nach vun deenen Inflatiounstauxen, déi mer am Joer 2022 hate bei iwwer 7 %.

Mir hunn de Leit hir Kafkraaft erhalen an hunn haut nach ëmmer den niddregste Stroumpräis an der Groussregioun. A wann ech vu Kafkraaft schwätzen a wann ech vum Energiepräis schwätzen, gëtt awer oft vergiess, dass mer déi zwee lescht Joren d'Steiertabell ëm 6,5 Indextranchen ugepasst hunn. Dat sinn och méi Suen am Portmonni vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dëst huet eis eppes kascht. Mee der DP war et wichteg, de Bierger hei am Land weiderhi bei enger esou wichteger Ressource zur Säit ze stoen.

Fir déi Leit, déi awer nach ëmmer gréisser Problemer hunn, fir hir Stroumrechnung ze begläichen, huet dës Regierung fir 2025 eng Rei Sozialmesüren am Beräich vun der Energie no uewen ugepasst. An déi Mesüre bleiwen och bestoen. Éischtens d'Energieprimm, déi verdräifacht ginn ass. Si läit elo tëschent 600 an 1.200 Euro pro Joer, an et si vill méi Leit eligibel, well si läit bis zu 30 % iwwert dem Plaffong vun deene Leit, déi eng Allocation de vie chère kënne kréien, a geet dann duerno degressiv erof. Och dëst Joer ginn d'Energieméikäschten an de Wunnstrukture fir eeler Leit vum Staat iwwerholl. De Klimabonus Wunnen fir Wärmepompelen an energeetesch Sanéierunge gëtt ausgebaut.

An och bei anere Sozialmesüren hu mer net gespuert, fir d'Kafkraaft vun deene Leit ze stäerken, déi et am meeschte brauchen. 2025 ass den ECI, den Équivalent crédit d'impôt, perenniséiert a gehuewe ginn op

90 Euro pro Mount fir Leit, déi de REVIS kréien oder den RPGH. An de Crédit d'impôt monoparental ass gehéicht gi vun 2.500 op 3.500 Euro.

Sozial Mesüre sinn och eng Fro vu Gerechtegkeet. Sozial Mesüre sinn och eng Fro vun engem gerechten Zougang zu Ressourcen, zur Chance, zu Lëtzebuerg e würdegt Liewen ze liewen. A grad dowéinst schaffen de Familljeministère an d'Regierung un engem nationale Plang géint d'Aarmut an och géint d'Altersaarmut.

Mir begréissen dofir, datt annoncéiert gouf, dass och bei de Rente cibléiert Mesüren agefouert solle ginn, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi mat hirer Pensioun net iwwert d'Ronne kommen.

Mir wäerte Kloerheet a Kohärenz kréie mat engem Guichet social unique, enger digitaler Plattform an eenheetleche Krittäre fir finanziell Hëllefen. De Prinzipp vum Once-Only, deen ech schonn ugeschwat hunn a vun deem mer, mengen ech, alleguer hoffen, dass mer geschwë kënnen hei an der Chamber driwwer diskutéieren, dee wäert derfir suergen, dass d'Verwaltunge sech ëm d'Informatioune këmmeren an net d'Leit. Et soll fir d'Leit méi einfach ginn an et soll fir d'Leit méi séier ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir waarden awer net, bis all Plang um Pabeier fäerdeg ass. Mir handelen. D'Moderniséierung vum FNS, vum Fonds national de solidarité, suergt fir eng méi effizient Beaarbechtung vun den Dossieren. D'Leit kréien, wat hinnen zousteet – méi séier a méi einfach.

Am Beräich vun der Altersfleeg wëlle mer garantéieren, dass all Mënsch sech kann en Zougang zu engem Zëmmer am Altersheim leeschten. Dofir gëtt de Montant vum Accueil gérontologique erhéicht. D'Täschegeld gëtt ugepasst. A mir schafe Complemente fir d'Käschten, déi bis elo net ofgedeckt gi waren, wéi zum Beispill Hygiène, Kleeder an Telekommunikatioun.

Ech wëll et nach eng Kéier soen: Déi ganz Gesellschaft, alleguer d'Stéit, goufe mat enger Berengegung vun d'lescht Joer 4 an dëst Joer nach eng Kéier 2,5 Indextranchen ufanks des Joers entlaascht.

Wichteg fir d'Demokratesch Partei war awer och gëschter d'Annonce vum Här Premierminister, wat d'Individualiséierung vun de Steieren ugeet. Dat ass eng Iddi, déi mir scho laang verfollegen, fir déi mir eis scho laang agesat hunn. An ech muss Iech soen: Mir si frou ze héieren, dass den Här Finanzminister Gilles Roth nach virum Summer wäert éischt Erklärungen dozou ginn. Mir freeën eis dorop, well mer der Meenung sinn, dass et am Steierrecht muss egal sinn, wéi eng Famill zesummelieft, ob ee celibataire ass, ob ee bestuet ass, ob ee vläicht säi Partner verluer huet, ob ee gescheet ass. Dat ass an eisen Aen absolutt onwichteg. Wat wichteg ass, dat ass, wéi vill een an deem Joer verdéngt huet, an dat onofhängeg vun der Kompositioun vum Menage. Wéi gesot, mir waarden op dat, wat den Här Roth eis presentéiert, a mir si bereet, natierlech ganz konstruktiv op deem Dossier do mat weiderzeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech wëll vun der Geleegenheet profitéieren, fir emol eng Kéier alleguerten deene Leit Merci ze soen, déi sech all Dag mat ganz vill Asaz a mat ganz vill Häerzblutt ëm alleguerten eis Kanner këmmeren, déi se encadréieren, déi se fërderen, déi hinnen eppes bäibréngen, ob dat an der Crèche ass, ob dat an der Maison relais ass, am Precoce, an der Spillschoul, am Fondamental oder am Lycée.

Ech hu viru genau 30 Joer als Schoulmeeschter ugefaangen. A jo, eis Gesellschaft war virun 30 Joer eng ganz aner. Eng Gesellschaft entwéckelt sech weider an heiansdo vill méi schnell, wéi eng Schoul sech kann upassen. An enger Zäit vu schnelle gesellschaftlechen Entwécklunge mussen eis Entscheedunge kloer an zukunftsorientéiert sinn. Et geet drëms, e gesond Fundament ze leeë fir déi nächst Generatiounen.

Mir hate viru Kuerzem eng Interpellatioun heibanne vun der honorabeler Madamm Minella iwwer méi Sport a Beweegung an der Schoul. Mir hate viru Kuerzem och eng ganz interessant Interpellatioun vun der honorabeler Madamm Braz iwwert d'Éducation financière an der Schoul. An dat alles ass och richteg an dat alles ass och berechtegt. Ech sinn der Meenung, dass mer an eise Schoulen awer och de kritesche Geescht am Ëmgang mat den neie Meedien, besonnesch mat der Intelligence artificielle, konsequent mussen uschwätzen, konsequent mussen thematiséieren, fir dass déi Jonk den Tri kënne maachen, wat richteg a wichteg Informatioune sinn a wat Fakenews sinn.

Studien aus ville Länner weisen, wéi schiedlech den exzessive Meediekonsum fir d'Entwécklung vun de Kanner a vun de Jugendlechen ass: manner kierperlech Aktivitéit, Problemer mat der mentaler Gesondheet a sozial Isolatioun. Mir handelen hei, well mer eis net wëlle mat dësem Trend offannen.

Dofir gestalte mer d'Zukunft vun eise Kanner nei: mat méi Beweegung, mat méi Liewen, mat manner Ecran. D'Gesondheet an d'gutt Entwécklung vun eise Kanner, fir eis Jonker, ech mengen, dat ass fir eis alleguerten eng Prioritéit. Dat läit eis alleguerten um Häerz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An dofir huet den Educatiounsminister Claude Meisch am Februar en neie Mesürepak annoncéiert: méi Sport an de Lycéeën duerch eng zousätzlech Stonn fir d'Sixième an d'Cinquième, am Lycée, wéi gesot, zwou deeglech Aktivitéiten am Beräich vu Sport, Beweegung, Musek, Rhythmus, Motorik an de Maison-relaisen ab der nächster Rentrée, nei gestalte Banneberäicher, nei gestalte Schoulhäff souwéi nei Outilen, fir de Schüler méi Ofwiesslung a méi Freed mat analogen Aktivitéite kënnen ze erméiglechen.

Mir wëllen, dass d'Kanner erëm méi Freed un der Beweegung kréien, méi Freed un der Beweegung entdecken an e gesond Gläichgewiicht kréien tëschent Digitalem an Analogem. Mir als DP sinn zouversiichtlech, dass dës Mesüren e positiven Impakt op d'Schoulklima an op d'Liewe vun eise Kanner a Jugendleche wäerten hunn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mam Handyverbuet an der Schoul ass e kloert Signal gesat ginn. Mir wëllen, dass eis Schoulen erëm eng Plaz gi vu Léieren, vun Dialog a vu kreativer Entfalung.

Et ass awer och elo ganz wichteg ze soen: Den Handyverbuet an der Schoul bedeit net Digitalverzicht. Mir wëllen d'Digitaliséierung op kee Fall aus der Schoul eraushuelen. Am Géigendeel: Mir setzen eis derfir an, dass eis Schüler eng sécher, kompetent a kritesch Bezéiung zu den digitalen Technologien entwéckelen. Si léieren, reflektéiert mat digitalen Informatiounen ëmzegoen. Si sollen digital kreativ a kritesch denken. Si solle sech kompetent an enger ëmmer méi vernetzter Welt kënne beweegen. A mir wëllen d'Kanner encouragéieren, bewosst mat der Digitalitéit ëmzegoen an doduerch eng gesond Relatioun mat der Technologie opzebauen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Bildungsgerechtegkeet, d'Zukunftschancë vun eise Kanner, och dat ass en Haaptuleies vun der Demokratescher Partei. Eng optimal a qualitativ héichwäerteg Bildungsoffer fir all Kand kënne beschtens ze fërderen, fir de Schülerinnen an d'Schüler déi beschten Entwécklungsméiglechkeeten ze bidden, déi hire Kompetenze gerecht ginn, onofhängeg – onofhängeg! – vun der Sprooch, déi doheem geschwat gëtt, onofhängeg vum Akommes vun den Elteren. Ech schwätzen hei ganz kuerz d'international Schoulen un. Déi hu mer och ugeschwat am Kader vun der Interpellatioun. Alles dat, eng gréisstméiglech Bildungschance fir alleguer – alleguer! – d'Kanner hei am Land, dat läit eis ganz staark um Häerz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Mir sinn net méi 1995, wéi ech an der Schoul ugefaangen hunn. Eis Gesellschaft huet evoluéiert. Eis Schoul huet evoluéiert, och wann net jiddwereen heibannen dat matkritt ze hu schéngt. D'Kompetenze vum 21. Joerhonnert sinn net méi Diktater schreiwen. D'Kompetenze vum 21. Joerhonnert sinn och net méi riselaang Lëschte Vokabelen auswenneg léieren. D'Kompetenze vum 21. Joerhonnert, déi an der Schoul ëmmer méi wichteg ginn, sinn d'Kommunikatioun, d'Kreativitéit, d'Kollaboratioun, also d'Zesummenaarbecht, an d'kritescht Denken, d'Strategie vun de véier „K"-en, déi vum Bildungsministère promouvéiert gëtt. Kritescht Denken natierlech am Ëmgang och mat alle Medien.

Mir wëllen, dass all Kand eng fair Chance huet ze reusséieren, egal wat fir eng Sprooch doheem geschwat gëtt. An dat ënnerscheet eis vun aneren heibannen, déi den Échec scolaire als Fatalitéit unhuelen. Mir als Demokratesch Partei wäerten dat ni maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dofir gouf och de Pilotprojet ALPHA mam Zil lancéiert, adequat Äntwerten op déi sozial Diversitéit hei am Land an déi ganz ënnerschiddlech sproochlech Hierkonft vun eise Kanner ze bidden. No ofgeschlossener Evaluatioun vum Pilotprojet soll d'Alphabetiséierung op Franséisch da fir d'Rentrée 2026/2027 am Cycle 1.2 starten a sech da lues a lues opbaue bis an de Cycle 4.2, ëmmer ee Schouljoer no deem aneren, strukturéiert a plangbar opbauend.

Et geet drëms, Ongläichheeten am nationale Schoulsystem unzegoen, de Schoulerfolleg vun de Kanner ze fërderen an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, Liesen a Schreiwen an där Sprooch ze léieren, déi hinne vläicht méi no läit wéi d'Däitscht.

Fest steet awer och, dass all d'Schoulkanner weiderhin hir Niewefächer zesummen op Lëtzebuergesch ënnerriicht kréien, egal ob si d'Liesen an d'Schreiwen op Däitsch oder op Franséisch léieren, an dass Lëtzebuergesch och weiderhin an alle Klasse present ass a present wäert bleiwen. A Lëtzebuergesch wäert an eise Schoulen net verschwannen an net ënnergoen, wéi Verschiddener heibannen dat mengen, fäerten an net midd ginn, et ze verzapen, och wann et absolutt falsch ass!

Une voix | Ganz genau!

(Interruption)

M. Gilles Baum (DP) | Mir denken nach e Schrëtt méi wäit an der Beruffsausbildung. Eng staark Gesellschaft brauch eng staark beruffflech Ausbildung. Mat der Campagne „Shape Your Future" wëlle mer jonk Leit inspiréieren, hirer Passioun nozegoen, hir

Passioun ze entdecken an eng praktesch Karriär mat reelle Perspektiven unzefänken. D'Campagne riicht sech un déi jonk Generatioun, Elteren, zukünfteg Patronen, Patronen, Formateuren, Entreprisen. Et geet drëm, méi Jonker dozou ze bréngen, hire Wee ze fannen a sech fir eng richteg a wichteg Beruffsausbildung ze entscheeden. Duerch modern Kommunikatiounsweeër an interaktiv Berodungstoole wëlle mir déi iwwer 120 Formatiounen, déi hei zu Lëtzebuerg a verschiddene Sproochen ugebuede ginn, méi zougänglech an attraktiv maachen. D'Beruffsausbildung ass méi wéi e Plang B. Si ass en aktiven, erfollegräichen Zukunftswee, an dee muss weiderhin ënnerstëtzt, ugepasst a moderniséiert ginn.

Parallel dozou schaffe mir u méi effizienten, méi biergernoen administrativen Demarchen. Mat enger staarker Digitaliséierungsstrategie investéiere mir och massiv an e moderne Staat. Den Här Premierminister huet dat gëschter nach eng Kéier betount. Ee Beispill heifir ass de Gesetzesprojet iwwert d'elektronesch Ënnerschrëft, dee mir muer an der Chamber wäerten diskutéieren a votéieren. Esou wéi am Koalitiounsaccord ugekënnegt, maache mir mat der Méiglechkeet, all administrativ Akten tëschent der Administratioun an dem Bierger elektronesch kënnen ze ënnerschreiwen, e grousse Schrëtt a Richtung Simplification administrative, e grousse Schrëtt a Richtung Ofbau vu bürokrateschen Hürden an e grousse Schrëtt a Richtung Moderniséierung vun den Demarchen.

Ech kommen nach eng Kéier drop zréck: E ganz wichtege Gesetzesprojet an eisen Aen ass dee vum Once-Only, deen d'Digitaliséierungsministesch Stéphanie Obertin ausgeschafft huet an dee sech elo um Instanzewee befënnt. Et soll een nëmmen nach eng Kéier seng Dokumenter bei enger Demarche bei enger Administratioun eraginn, déi duerno mam Accord vum Bierger tëscht Verwaltunge gedeelt kënne ginn – manner Bürokratie, manner Paperassen, méi Zouverlässegkeet, wat d'Qualitéit vun den Donnéeën ugeet, an awer och, wat ganz wichteg ass, méi Zäit fir d'Leit, déi dat alles musse maachen.

Gläichzäiteg bleift natierlech den Dateschutz e fundamentaalt Theema. D'Vertraue vun eise Bierger muss duerch en transparenten a verantwortungsvollen Ëmgang mat hiren Donnéeën erhale bleiwen.

Trotz de Fortschrëtter am Digitale steet fir eis als Demokratesch Partei fest: De Bierger brauch weiderhin de Choix. Fir d'DP ass et wichteg, dass weeder MyGuichet nach en Chatbot de mënschleche Kontakt ersetze kënnen. MyGuichet, Online-Rendez-vousen an en Chatbot, déi si 24/7 erreechbar an hëllefräich, awer déi klassesch Servicer musse bestoe bleiwen. Digital a physesch Accessibilitéit fir all Bierger, dat steet och weiderhi fir d'Demokratesch Partei op der Prioritéitelëscht. Mir schaffe weider un enger Gesellschaft, an där d'Digitalitéit d'Liewe vereinfacht, awer net dominéiert.

Dës Initiativen droen och zur Bekämpfung vun der Aarmut bäi, well vill Bierger Leeschtungen net ufroen, déi hinnen zoustinn, well se et net wëssen oder well d'Demarchen hinnen ze komplizéiert erschéngen. Dogéint wëlle mer aktiv virgoen. An ech hu mech gefreet, dass den Här Premierminister gëschter Zuele genannt huet, dass 11.000 Stéit dës Hëllefen elo ugefrot hunn an 20.000 weider Stéit ermontert gi sinn, fir dëst ze maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'DP steet fir eng modern, liberal an inklusiv Gesellschaft. Eng Gesellschaft, déi jidderee mathëlt, onofhängeg vum Geschlecht, vum Alter, vum Glawe, vun der Hierkonft oder vun der sexueller Orientéierung. Dat ass keen abstrakte Prinzipp. Dat ass konkreet Politick. Politick, déi mir maachen. Politick, déi eist Land no vir bréngt.

Et ass virdrun heibanne scho ganz engagéiert iwwert dat geschwat ginn, wat am Kader vun de Pensioune gëschter ugekënnegt ginn ass. Ech wëll e puer Wierder dozou soen, ouni awer allze déif an de Fong ze goen. Ech mengen, mir wossten – oder mir wëssen alleguer heibannen, an ech mengen, och ganz, ganz vill Leit dobaussen –, dass bei eisem Pensiounssystem eppes muss gemaach ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer och elo bereet sinn, Mesüren ze huelen.

Op där enger Säit wosste mer, dass mer misste kucken, de reellen Antrëttsalter méi no un de legalen Antrëttsalter erunzekréien. Wichteg ass fir eis, an ech wëll dat betounen, dass d'Studiejoren an d'Babyjore bäibehale ginn. Wichteg ass och d'Planungssécherheet fir déi Leit, déi elo schonn an der Pensioun sinn oder ganz geschwë wäerten dragoen. A wichteg sinn och fir eis déi Mesüren, déi mer wäerten huelen, fir konkreet géint d'Altersaarmut virzegoen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Retraite progressive ass ugeschwat ginn. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass dat e Wee ass, deen ee soll creuséieren, deem ee soll nogoen. A mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass eng Persoun kann entscheeden, wéini den Zäitpunkt ass, wou se wëll an d'Pensioun goen, ob dat op ee Coup ass, ob ee wëll zu deem Zäitpunkt an d'Pensioun goen, wou se ufält, ob ee wëll méi laang goen, ob ee wëll progressiv goen. Et ass de Choix, deen eis wichteg ass.

Planungssécherheet fir d'Leit, déi elo schonn an der Pensioun sinn, ech mengen dat ass eppes ganz, ganz Wichteges. An déi Mesüren, déi gëschter ugeschwat gi sinn, déi kënne mir als Demokratesch Partei matdroen.

Gëschter am Interview gouf schonn engagéiert iwwert déi Annoncen hei geschwat vun der gréisster Oppositiounspartei. Si ass och do absolutt an hirem Recht. An et ass och gutt, dass se dat mécht. Ech wëll Iech awer soen: Mir als Demokratesch Partei, mir waarden awer elo mol den Detail of, dee mer och nach net hunn, an da wäerte mer eis doriwwer …

Plusieurs voix | Aaa!

(Interruption par M. Marc Goergen)

M. Gilles Baum (DP) | Et ass gesot ginn, d'Madamm Minister géif am Juli virun der grousser Vakanz an d'Chamberskommissioun kommen. Dat war nach net de Fall. Ergo sinn ech an dësem Moment och net bereet, mech méi am Detail dozou ze äusseren.

(Interruption par M. Marc Baum et hilarité)

Ech hunn awer och héieren, wat alles net ugepaakt gëtt. An ech mengen, dass dat fir ganz vill Leit och emol schonn eng ganz gutt Noriicht ass.

(Interruptions)

A, wann Dir wëllt driwwer diskutéieren, dass déi Leit an der Pensioun dat behalen, wat se elo hunn, dann diskutéiert Dir doriwwer. Mir si frou, dass dat esou bleift.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Baum huet ganz eleng d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | An den Här Baum huet gesot, e géif doriwwer schwätzen, wa mer an der Chamberskommissioun méi Detailer hätten. Ech soen dat och mengem ganz gudde Frënd, dem Här Mars Di Bartolomeo.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Di Bartolomeo, den Här Baum huet nach ëmmer eleng Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Gilles Baum (DP) | Direkt um Ufank vun der Legislaturperiod … Hei ass eng Fro.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Baum hëlt déi Fro un.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Baum. Hunn ech Iech elo richteg verstan, dass Dir bis gëschter zur Ried net wosst, dass déi Jonk an Zukunft solle méi schaffe goen? Dat war virdrun net ofgeschwat mat Iech, dass Dir …? Dir sot, Dir hätt elo keng Detailer, näischt. Esou hunn ech Iech elo verstan. Dir als Fraktiounschef vun der zweetgréisster Partei wosst net, dass déi Jonk solle méi laang schaffe goen.

M. Gilles Baum (DP) | Ech verstinn Är Argumentatioun aus der Oppositioun eraus. Wann ech och an der Oppositioun wär, da géif ech se d'selwecht maachen.

Plusieurs voix | Aaa!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Vläicht, vläicht, vläicht. Vläicht, vläicht.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Besser.

M. Gilles Baum (DP) | Vläicht, vläicht. Pardon, ech huele mech zréck: Ech géif se an der Oppositioun vläicht, vläicht d'selwecht maachen.

Ech wëll Iech awer just soen: Dir kennt alleguerten d'Zuelen. Dir kennt d'Statistiken. Dir kennt d'Evaluatiounen, déi mer alleguerten an de Kommissioune gemaach hunn. Mir haten hei e ganz engagéierte Pensiounsdebat. Ech mengen, mir waren eis an deem Pensiounsdebat hei duerch d'Bänk eens, dass mer net kënnen näischt maachen. An dofir, gitt eis elo mol d'Geleeënheet a gitt elo der Madamm Minister d'Geleeënheet, fir den Detail presentéieren ze kommen.

M. Georges Engel (LSAP) | Mee et wär gutt, wann d'DP an d'CSV sech géingen emanzipéiere vun der Regierung.

M. Gilles Baum (DP) | Ech weess elo net wierklech, wat ech mat deem do soll ufänken. Et ass awer net schlëmm. Et ass awer net schlëmm. Sou …

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Eng Suggestioun, merci.

M. André Bauler (DP) | Fuert Dir emol virun, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass eng Suggestioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei, elo huet erëm den Här Baum eleng d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Direkt um Ufank vun der Legislaturperiod hu mir ënnert der Gläichstellungsministesch Yuriko Backes déi legal Basis geschaf fir en Observatoire de l'égalité des chances. Firwat? Ma well zouverlässeg Donnéeën d'Grondlag sinn, fir zilgeriicht Politick ze maachen.

D'Gläichberechtegung tëschent de Geschlechter ass a bleift eng Haaptprioritéit vun der Regierung an, ech mengen, vun der ganzer Chamber heibannen. Et si konkreet Projeten um Instanzewee. De Verbuet vun de sougenannte „Certificats de virginité" an d'Ofschafe vun der Zwangsbedenkzäit virun enger Ofdreiwung si kloer Schrëtt a Richtung méi Autonomie a méi Mënscherechter.

Mat eisem nationalen Aktiounsplang fir d'Gläichstellung tëschent Männer a Frae verfollege mer eng ambitiéis Politick. Mir wëlle Stereotyppe reduzéieren,

Formatiounen ausbauen, d'Vertrieder vum ënnerrepresentéierte Geschlecht stäerken a virun allem d'Geschlechterdimensioun an all gesellschaftleche Beräich integréieren.

An dat ass just den Ufank. Zwee weider Aktiounspläng, ee fir d'LGBTIQ+-Communautéit an en anere géint geschlechterbaséiert Gewalt, si kuerz virun der Finaliséierung. Schonn haut ass eng zentral Ulafstell fir Affer vu physescher, psychescher a sexualiséierter Gewalt am Asaz, e Pilotprojet, deen op enger Plaz medezinnesch, psychologesch, polizeilech an awer och juristesch Hëllef ubitt. Dat ass konkreet Ënnerstëtzung an dat ass konkreete Schutz.

Mir hunn och d'Adoptiounsrecht erweidert. Eng Iddi, déi d'DP-Handschrëft dréit.

D'Fräiheet vum Mënsch an domat de Schutz vun der Ausliewung vun dëser Fräiheet, der Gläichbehandlung, der Selbstbestëmmung, alles dat läit kloer an der DNA vun enger Demokratescher Partei.

Här President, gradesou wéi d'Schoul huet och d'Aarbechtswelt sech an de leschte Joerzéngte staark verännert. An déi politesch Äntwert dorobber muss sinn: Flexibilitéit a Gerechtegkeet. Mir wëlle flexibel Aarbechtszäitmodeller, déi d'Work-Life-Balance verbesseren – mam Accord vum Salarié a vum Employeur. D'Aféierung vun der Joresaarbechtszäit, Zäitspuerkonten, d'Erweiderung vun der Sonndesaarbecht, dat sinn Instrumenter, fir de Betriber a Salariéë méi Spillraum ze ginn.

Och d'Selbstännegkeet verdéngt méi Rechter a méi Unerkennung. D'DP setzt sech fir gläich Rechter fir d'Independanten an – beim Chômage, bei der Pensioun a bei der Ofsécherung. Kuerzaarbecht muss och fir selbstänneg Leit méiglech sinn.

A mir däerfen och d'Conjoints aidants net vergiessen. Do si Reformen néideg, fir eng méi gerecht Pensioun, fir méi Flexibilitéit bei der Aarbecht ze erméiglechen, besonnesch fir Fraen, déi dovunner besonnesch betraff sinn. Meng Fraktiounskolleegin, d'Carole Hartmann, wäert de Mëtten nach méi am Detail op den Dossier vun der Aarbecht zréckkommen an awer och extensiv op den Dialogue social.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Gesondheet ass e Mënscherecht. An dofir verfollege mer d'Zil vun enger zougänglecher, innovativer an effizienter Medezinn. Mir hunn déi medezinnesch Studien ausgebaut, Bachelor- a Masteraféierungen op de Wee bruecht, fir méi Dokteren, méi Infirmièren, méi Spezialisten an d'Land ze kréien an awer och am Land ze halen.

Mee mir wëlle méi. D'Preventioun an d'mental Gesondheet musse gestäerkt ginn. D'Campagne fir den Hausdokter an d'Erweiderung vum Depistage weisen de Wee. D'Reglementatioun vum Beruff vum Psychotherapeut war eng laang néideg Etapp. Elo muss och de Psychologue clinicien kloer gesetzlech verankert ginn, net nëmme fir Unerkennungsfroen, mee fir eng ganzheetlech mental Gesondheetsversuergung.

Mir wëlle méi Gesondheetsversuergung ausserhalb vun de Spideeler, méi pluridisziplinär Dokteschpraxen a mir wëlle mammografesch Ënnersichungen och extrahospitalier zouloossen, fir d'Waardezäiten ze verkierzen an esou d'Accessibilitéit ze verbesseren.

Erlaabt mer ganz kuerz – an ech mengen, déi meescht heibanne kennen en –, un de Rapport Lair iwwert d'Démographie médicale ze erënneren. Vill vun eisen Dokteren a vun eisem Fleegepersonal wäerten an 10 bis 15 Joer an der Pensioun sinn, a mir mussen alles maachen, fir ze rekrutéieren an déi Leit och ze fideliséieren. An deem Kontext bedaueren ech – an ech soen dat hei ganz kloer –, dass nach ëmmer vill Jonker hir Ausbildung zum Infirmier ofbriechen, well se de sproochlechen Ufuerderungen net gewuess sinn.

Mir wëssen, dass eis Lëtzebuerger Studenten et méi schwéier mam Franséischen hunn. Mir wëssen awer och, dass eis portugisesch, italieenesch Studenten a Studentinnen et méi schwéier mam Däitschen hunn. Ech fannen et immens traureg, dass eng Rei vu Jonken hirem Beruff, hirem Dramberuff duerch déi sproochlech Ufuerderungen do net kënnen nokommen.

Ech géif eng Lanz briechen, fir hei effektiv eng Kéier d'Käpp zesummenzestrecken, fir ze kucken, wat ee ka maachen, an dann och konsequent an deem Sënn ze handelen, fir déi Jonk, déi sech fir dee Beruff begeeschtert hunn, och wierklech kënnen am Beruff ze halen. Well ech mengen, mir brauche se alleguer.

Här President, de Logement ass a bleift eng vun den dréngendste sozialpolitesche Froen hei am Land. An och wann déi lescht Zuele vum Statec eng gewëssen – an ech betounen dat, fir net falsch verstanen ze ginn: eng gewëssen – Erhuelung vum Marché undeiten, bleift nach ganz vill Aarbecht virun ons. Mir sinn der Meenung, dass déi Mesüren, déi d'Regierung 2024 geholl huet, déi richteg Mesüre waren, fir de Wunnengsmaart ze stäerken an de Secteur erëm ze stabiliséieren. Mir hu punktuell, mee zilsécher agegraff, mat engem bewosste Mix aus Steiermesüren a staatlechem Engagement.

Eis Mesüre ware kloer: Den Opkaf vu VEFA-Wunnengen huet d'Nofro an d'Produktioun nach eng Kéier stimuléiert. D'Reduktioun vum Taux d'enregistrement vu 7 op 3,5 % huet d'Accessibilitéit fir d'Keefer verbessert. D'Erhéijung vum Bëllegen Akt, souwuel fir den Uschafungspräis wéi och fir den Invest am Neibau, ass e wichtegt Signal gewiescht fir Leit, déi wëlle bescheiden, awer wuelverstanen investéieren. An dës Mesür gëtt jo och weidergefouert.

Duerch dës Mesüren ass et gelongen, neie Schwong an de Wunnengsbau ze bréngen. Mee mir wëssen och: Mir däerfen net noloossen an et bleift nach ganz vill ze maachen.

Déi méi déif Zënsen an déi positiv Signaler vum Statec deiten drop hin, dass d'Leit erëm méi Vertrauen an de Marché fannen. Besonnesch am VEFA-Beräich, wou d'Projete virfinanzéiert musse ginn, ass dat Vertrauen entscheedend.

Eis Missioun am Logement hu mer dofir erfëllt, an de Steierpak wäert Enn Juni auslafen. Trotzdeem war et fir d'DP wichteg, fir d'Éischtkeefer de Bëllegen Akt ze perenniséieren. 40.000 Euro a keen Enregistrement hëlleft jonke Leit an hirem Start an d'Liewen.

Fir dass mer awer net stoe bleiwen, ass et elo wichteg, dass mer och nach eng ganz wichteg Iddi – an ech mengen, si läit eis alleguerten heibannen um Häerz – aus eisem Walprogramm duerchsetzen: Et ass d'Mobilisatiounssteier. An déi wäert derfir suergen, dass méi Terrainen op de Marché kommen, dass méi Terrainen accessibel ginn. An och d'Leerstandssteier ass net vergiess an d'Leerstandssteier ass net vum Dësch.

Mir schaffen och un der strukturteller Offer. Mat der Iwwerschaffung vum Artikel 29bis gëtt et elo méiglech, méi abordabele Wunnraum bei neie Quartieren ze schafen. Et gëtt also méi abordabele Wunnraum on top gerechent, also net méi an d'Densitéit vum Logement integréiert, mee e klore Plus vu méi Wunnengen am abordabele Logement.

D'Gréisst vun de Logementer – och déi vun den abordabele Wunnengen – gëtt ugepasst. Mir wëllen net un de Besoine vu gëschter festhalen, mee och op dee vun haut a vu muer äntwerten. Monoparentallen, Singelen, Koppelen ouni Kanner an awer och, an dat läit mer um Häerz ... Wichteg ass och, dass mer Wunnraum schafe fir Leit a fir Famillje mat ville Kanner. Ech denken do ganz speziell un d'Bénéficiaires de protection internationale. Et kann net sinn, dass abordabel Wunnengen net genotzt ginn, well se schlicht ze grouss sinn an domat net bezuelbar sinn. Hei setze mer un. De Gesetzestext, deen den Här Meisch deposéiert huet, geet an déi richteg Richtung.

D'Gemengen als Schlësselacteur am Wunnengsbau sollen nach besser ënnerstëtzt ginn, net nëmme finanziell, mee och strukturell.

D'Bailleurs sociaux kréie méi Handlungsfräiheet. Wann e Forfait pro Stot bezuelt gëtt, och wa méi Stéit an engem Logement wunnen, da kënne se hirer Missioun och realistesch nokommen.

A mir ënnerstëtzen d'Monoparentalle ganz geziilt, well mir wëllen net, dass elengerzéiend Elteren a Kanner an den Aarmutsrisiko geroden. Mir wëllen hinne Stabilitéit ze ginn.

Mir haten d'Zuele vun de VEFAen a vun de Projeten, déi opkaf gi sinn, d'lescht Joer presentéiert kritt an och zu wat fir engem Gesamtpräis. Ech mengen, et wär gutt, vläicht virun der grousser Vakanz och nach eng Kéier de Bilan ze maachen iwwert dat ganzt Joer 2024 an iwwert dat éischt Hallefjoer 2025. Mir hunn eis verflicht, massiv ze investéieren. De Staat huet ganz, ganz vill Suen an de Grapp geholl. Mir fueren domadder weider. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Chamber do och doriwwer reegelméisseg informéiert gëtt.

Här President, wou Moderniséierung, Nohaltegkeet a Sécherheet openeentreffen, do fënnt een d'Mobilitéitspolitick vun dëser Regierung, an déi huele mir ganz eescht. Zanter dem 2. Mäerz fiert den Tram bis op de Flughafen: eng Streck mat zwou neie Garen um Héienhaff an um Findel. An den Deel tëschent dem Kierchbierg an dem Findel, dee gëtt deelweis mat 70 Kilomeeter an der Stonn gefuer, wat en Effizienzgewënn ass, deen och d'Attraktivitéit vum Tram weider erhéicht.

Mir bleiwen och konsequent un deem Dossier drun, well mer iwwerzeegt sinn, dass den Tram d'Réckgrat vun eiser Mobilitéit ass, an dat wëlle mer ausbauen. D'Linn op der Areler Strooss wäert schonn 2032 a Betrib goen, dräi Joer méi fréi wéi geplangt. Mat engem ënnerierdesche Passage vu 500 Meeter gëtt et eng technesch raffinéiert Léisung, déi de Stroosseverkéier erhält, d'Mobilité douce fërdert an d'Leit esou wéineg wéi méiglech belaascht. Um Kierchbierg fänken d'Aarbechten un. D'Streck féiert laanscht d'BEI an d'Europaschoul, mat Begréngung fir eng liewenswäert urban Mobilitéit. D'Escher Strooss gëtt bis 2031 ofgeschloss. Hollerech soll 2029 operationell sinn. D'Pläng fir Laangfur, Kuebebierg a Luxexpo sinn op der Schinn bis 2030.

Bis 2035 wäert dann de séieren Tram Bieles – steet hei, ech hu mer awer soe gelooss, et wär éischter de Belval – mat der Haaptstad verbannen – e kloert Signal fir eng national Kooperatioun am Déngscht vun enger klimafrëndlecher Mobilitéit.

Mir setzen also bewosst op d'Zesummeliewe mam Auto, an net géint den Auto. D'Areler Strooss bleift fir den Individualverkéier op an eng bidirektional Vëlospist gëtt kloer getrennt. Dat ass eng konsequent Mobilitéit a Realitéitserkennung.

D'DP féiert d'Mobilitéitspolitick duerch d'ganzt Land weider. Am Süde gëtt d'A3 dräispuereg: eng Spuer fir Covoiturage a Busser, eng ëmweltfrëndlech

Moossnam, déi och de Stau wäert reduzéieren an d'Zesummefaart méi attraktiv mécht. Eng Win-win-Situatioun also.

Am Norden – an dat wäert deen een oder aneren heibannen interesséieren – huet eng N7 net onbedéngt e Capacitéitsproblem, mee en akute Sécherheetsproblem. Jiddwereen, deen do ënnerwee ass, weess: Et ass héich Zäit ze handelen. Mir féieren en Zwee-plus-eent-Modell an: alternéierend Iwwerhuelspueren, eng Noutfallspuer a maximal 90 Kilomeeter an der Stonn. D'Rond-pointe ginn optimiséiert fir eng besser Fluiditéit a kontrolléiert Iwwerhuelmanöver. D'Zil ass kloer: manner Accidenter, manner Trauer a vill méi Sécherheet.

Här President, mir sti fir eng Mobilitéitspolitick, déi modern, nohalteg an inklusiv ass. Et ass eppes, wat jiddweree ka matdroen: mam Tram, mam Bus, mam Auto, mam Vëlo, esou wäit et am Alldag realistesch ass. An ech soen et ganz kloer: Mir sinn derfir, dass mer och an Zukunft mussen a wäerte massiv an alleguerten eis Infrastrukturen investéieren. Mir investéieren net nëmmen an d'Mobilitéit vu muer, mee och an d'Liewensqualitéit vun haut.

Zum Ofschloss, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, si mer eis als Demokratesch Partei bewosst: Et gëtt kee staarke Sozialstaat ouni Wuesstum. Et gëtt keng Kompetitivitéit ouni Innovatioun. Et gëtt keng staark Wirtschaft ouni nohalteg Investissementer. Et gëtt kee staarkt Lëtzebuerg ouni e staarkt Europa. An et gëtt mat Sécherheet keng Fräiheet ouni Sécherheet. Fir eist Land, fir Lëtzebuerg a fir alleguer seng Bierger.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Gilles Baum. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen: „Fortschrëtt ouni Effort ass eng Illusioun." Mat dëse Wierder huet de Premier gëschter seng Ried ugefaangen. Duerno huet et geheescht: „Ouni Wuesstum kee Sozialstaat." An am Premier sengem Verständnis heescht dat: „Ouni ‚Business First' keng Sozialpolitick."

D'Geschicht vum néidegen Effort, vum haarde Schaffe fir de Wuesstum, d'Ideal vun der Gesellschaft am Déngscht vun der Ekonomie – dat ass also d'Visioun vun der Regierungspolitick. Eng Politick, wou esou wéineg Rücksicht op de Mënsch geholl gëtt, dass de Premier a senger Ried scho selwer muss proaktiv drop hiweisen, dass hien awer kee kaalt Häerz huet. Abee, Här Frieden, domadder huet Der Iech selwer verroden, well Är Ried, genausou wéi Är Politick, ass zimmlech kal. Ouni Plaz fir d'Mënschen, vun deenen Dir zwar ëmmer gäre schwätzt, fir déi Der awer wéineg maacht. Dir versicht, dëse Mënschen den naive Glawen opzedrängen, dass permanente Wuesstum eis Gesellschaft méi gerecht géif maachen an dass de wirtschaftleche Fortschrëtt automatesch all eis sozial an och soss eis Problemer géif léisen.

Nun ass et awer net dee Fortschrëtt, dee mer brauchen an et ass sécherlech och net dee Fortschrëtt, dee mir wëllen. Mir wëllen de soziale Fortschrëtt, well de soziale Fortschrëtt, dee suergt derfir, dass eist Land an och eis Gesellschaft zesummenhält. An net dee Fortschrëtt, deen Dir mengt, wou déi Leit mussen den Effort bréngen, wou se herno awer am mannsten dovunner hunn. Wa mer wierklech eng gerecht Gesellschaft wëllen, wann eis dat wierklech eescht gemengt ass, ma da brauche mer genau dëse soziale Fortschrëtt.

Wéi wéineg der Regierung awer dorunner geleeën ass, wéi wéineg hir un dësem soziale Fortschrëtt an och un der sozialer Gerechtegkeet läit, dat huet se gëschter da bekannt ginn, wou dann endlech d'Kaz aus dem Sak ass. An ech muss soen, et ass eng nawell déck, fett Kaz.

Zënter gëschter wësse mer dann endlech, wou et a Richtung Pensioune soll higoen. An do soe mir ganz kloer: Dat ass definitiv de falsche Wee. Wat de Premier eis gëschter da schonn annoncéiert huet, dat léisst awer klore Sozialofbau erkennen, d'Schwäche vun eisem solidaresche Pensiounssystem, wéi mer e soss awer ëmmer kannt hunn.

Kucke mer eis déi eenzel Annoncen un. Cibléiert Mesüren, Hëllefe fir déi, déi riskéieren, an d'Altersaarmut ze falen. Nee, dat brauche mer net. Mir brauchen en anere Modell. Mir brauchen hei virun allem strukturell Léisungen. Domadder hëllefe mer de Leit an der Aarmut, fir dass se eeben net weider dem Risiko ausgesat sinn a virun allem dass d'Leit, déi eng Pensioun kréien, déi se och verdéngt hunn, dovunner dezent kënne liewen. An dofir schwätze mir hei vun enger struktureller Reform. Dofir wëlle mer gären, dass d'Mindestpensioun wéinstens ëm déi 300 Euro eropgesat gëtt, fir esou dem Budget de référence kënne méi no ze kommen. Dat ass nämlech eng Sozialpolitick mat Würd.

Dann d'Stäerkung vum drëtte Pilier. Ben, och hei: Et ass elo net iwwerraschend. Dir hutt et jo schonn eng Kéier ugedeit. Trotzdeem, Privatpensiounen, dat ass keng Sozialpolitick. Dat soll een och ganz kloer soen. Mir setzen dogéint eeben op déi gesetzlech Pensiounen, déi fir alleguerten d'Mënsche gëllen an net nëmme fir déi mam décken, fette Portmonni.

An dann d'Kaz. Jo, elo kréie mer erëm ze héieren: „D'Detailer kommen nach. Dat gëtt nach alles herno spéider presentéiert." Ben, do muss een zwar soen, dass ech elo e bëssen iwwerrascht sinn, dass och den DP-Fraktiounsspriecher mol net weess, wat dann an der Regierung do festgehale ginn ass, dass Dir do genausou wéi mir entdeckt hutt, wat dann op eis wäert duerkommen.

Trotzdeem, och wann Der nach Detailer herno wëllt presentéieren: D'Zil, de Prinzipp, wou Der gäre wëllt hikommen, deen ass awer ganz kloer. Dir sot nämlech näischt aneres, andeems Der d'Cotisatiounsjore lues a lues, wann och progressiv, eropsetzt, wéi dass déi jonk an och déi manner jonk Generatiounen an Zukunft musse méi laang schaffe goen, fir eng Pensioun ze kréien. An dat ass, och wann Der eis nach eng Kéier d'Detailer wëllt presentéieren, trotzdeem eng ganz kloer Verschlechterung vum Generatiounevertrag. A virun allem – virun allem! – ass et eng riicht an d'Gesiicht fir all déi jonk Generatiounen, déi elo schonn am Ufank vun hirem Beruffsliewe sinn an enorm ënner Drock stinn.

(Brouhaha)

An, Här Spautz, Dir hutt virdrunner esou en engagéierte Plädoyer fir déi jonk Generatioune gehalen. An do sinn ech och ganz bei Iech. Mee ech versti wierklech net, ech verstinn net, wéi Der dann am nämmlechten Otemzuch kënnt akzeptéieren, dass genau déi dote jonk Generatiounen dann an Zukunft mussen awer méi laang schaffe goen, fir eng Pensioun ze kréien.

(Interruption)

Wat mer och net kënnen akzeptéieren, dat ass déi Zweckentfremdung vun de Recettë vun der CO_2-Steier, déi u sech fir déi sozial Mesüre virgesi sinn. Hei schéngt et esou, wéi wann d'Regierung en Dëppe mat Sue fonnt hätt an dann: „Ok, do si jo Suen iwwereg. Dann huele mer emol dorauser d'Hallschent, fir eeben d'Pensiounen ofzesécheren." Mee ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Genau! Genau, Här Engel. Dat war nämlech och ni esou geduecht. Dës Steier gouf explizitt agefouert, fir eebe sozial Kompensatiounsmesüren ze huelen a fir déi Leit, déi en nidderegt Akommes hunn, eebe bei der ganzer energeetescher Transitioun kënnen ze ënnerstëtzen, an eeben och déi, déi vun de Klimamesüren am meeschte betraff sinn.

Mir, d'LSAP, mir sti fir Gerechtegkeet an der Pensiounspolitick, awer och an der Ëmweltpolitick, an der Klimapolitick. An dofir ass et fir eis net richteg, dass Der dat dote wëlles huet ze maachen, well Dir spillt nämlech dat eent géint dat anert aus.

An dat gëllt och fir d'Verdeedegungspolitick, déi leider am Moment esou am Fokus steet. Dat ass nun eemol esou. An et ass awer schonn e bësse staarken Tubak, dass dann an engem Niewesaz gëschter ugekënnegt gëtt, dass dann d'Zil vun 2 % fir Enn des Joers soll erreecht ginn.

Ech wëll ganz éierlech soen: Mir deelen de Constat, dass eng Erhéijung vun den Defenseausgaben noutwendeg ass. Dat erfuerdert déi komplex geopolitesch Situatioun. An och si mer dat eise Partner an Europa an an der NATO schëlleg.

Mir appreciéieren, an dat wëll ech och ganz éierlech soen, dass de Premier eis invitéiert hat, fir mat him doriwwer ze diskutéieren. Ech mengen, dass ee bei esou engem wichtege Sujet schonn duerchaus e breede Konsens soll siche goen, eng breet Zoustëmmung soll kréien.

Är Annonce, „2 % vun eisem nationale Räichtum" da bis Enn des Joers an d'Defense ze stiechen, huet eis awer schonn iwwerrascht, well esou kloer huet Der dat an den Diskussiounen, déi mer haten, net gesot. An do stellt sech och d'Fro, wann Der elo scho sot „bis Enn des Joers": Kommen eventuell deemnächst nei Annoncen, dass d'Budgetsdepensë sollen dee Moment nach weider eropgesat ginn? An nach eng Kéier: Eng breet Zoustëmmung ass hei wichteg, mee déi kann een awer nëmmen hunn, wann een hei oppe mateneen diskutéiert, an dat och am Vertrauen.

Hei stellt sech awer och nach d'Fro ... Den Här Baum huet virdrunner vun deenen 2 % vum RNB geschwat. Hei stellt sech awer och d'Fro, ob deen elo gemengt ass. Dir wénkt mam Kapp. Ech weisen awer drop hin, dass Ären – praktesch – Noper, de President vun der aussepolitescher Kommissioun, nach gesot huet, eigentlech misst et de PIB ginn. De Finanzminister huet awer erëm vum RNB geschwat. De Premier, ech zitéieren, huet gëschter vun „2 % vun eisem nationale Räichtum" geschwat. Ech mengen, hei wär et wichteg, dass Der hei ganz kloer sidd, wéi Der dat do gemengt hutt, well et ass jo nëmmen am Endeffekt eng kleng Differenz vun e puer Milliounen, déi dat heiten ausmécht.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass den RNB.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An ech wëll och drop hiweisen – dat ass virdrunner bei de Virriedner net esou erauskomm –, dass dat heite kee Oneshot ass. Dat ass net, dass mer eemol eng Depense maachen an dat war et. Nee, déi vill Suen, déi Milliarden, déi mer elo hei ausginn, déi wäerte mer all Joer mussen ausginn.

A jo, an dësen Zäiten ass et wichteg, wéi gesot, dass mer an d'Verdeedegung, an eis Resilienz investéieren. A jo, mir brauchen och déi europäesch Rüstungsindustrie, fir eng staark europäesch Defense opzebauen, fir esou d'Onofhängegkeet vun der EU

an och eis strateegesch Autonomie kënnen ze verbesseren.

Mee – mee! – d'Sue sinn net alles. Et geet net duer, just nëmme Suen auszeginn. Wichteg, sënnvoll ass och, wéi a wou dat Geld agesat gëtt. D'Verdeedegungspolitick, an dat ass fir eis ganz kloer, dierf net zu engem Subventiounsprogramm fir déi grouss Konzerner oder fir déi international Waffelobbye ginn.

Mir setzen op Verdeedegung mat Verantwortung, dat heescht eng Verdeedegung, déi de Leit an dem Land eppes muss bréngen. An dofir setze mir op d'Prioritéit vum Dual Use. Dat heescht, dass d'Wueren, d'Technologien an och d'Software souwuel e militäresche wéi och en zivillen, humanitären Notze kënnen hunn. A mat dem Dual Use kënne mer och déi positiv Retombéeë fir eis Populatioun maximéieren an och gläichzäiteg duerchaus e loyale Partner an der EU an och an der NATO sinn.

Bon, mir hu muer nach méi eng ausféierlech Debatt doriwwer, wou mer nach kënnen am Detail dorobber agoen. Mee fir eis bleift awer haut och déi Fro vun der Finanzéierung kruzial, virun allem eebe wou d'Regierung dës Sue wëll hierhuelen. De Premierminister huet gëschter dräi Finanzéierungsquelle genannt. Fir d'LSAP ass ganz kloer, dass dës Finanzéierung, déi Depensen net op d'Käschte vun deem Soziale solle goen, net op d'Käschte vun den Investitiounen, déi wichteg si fir eist Land, Investitiounen, fir géint d'Inegalitéite virzegoen, op alle Fall net op d'Käschte vum Sozialstaat, net op d'Käschte vum Klimaschutz an och net op d'Käschte vun der Kooperatiounspolitick.

A wann Der eis elo frot: „Jo, wou huelt Der déi Suen dann hier?" Zum Beispill – mir bréngen eis jo gäre konstruktiv an – manner Steierkaddoen, virun allem fir déi Leit, déi se am Endeffekt net brauchen.

Dat hei ass vläicht och de Moment, fir erëm iwwert eng grondleegend Steierreform ze diskutéieren. D'Individualiséierung ass genannt ginn. Et ass och gutt, dass dat kënnt, mee et gëtt nach vill aner Ongerechtegkeeten an eisem System. Dat doten ass vläicht elo de Moment, awer och endlech dorunner ze goen an déi Inegalitéiten an eisem Steiersystem kënnen ze behiewen.

D'Betribssteier ass erofgesat ginn. Doduerch feelen dem Staat am Joer 100 Millionen. Vläicht ass et eng Iddi, déi erëm eropzesetzen. Op alle Fall, do kann een u Recettë kommen. An natierlech, an dat hate mer och schonn an der Pensiounsdebatt proposéiert, dass een nach kann zousätzlech Recetten erhiewen op der Solidaritéit baséiert, gestaffelt a virun allem, dass ee se op all de Revenuen dee Moment erhieft, also net nëmmen Aarbecht, mee och op Revenue wéi dem Kapital, dem Räichtum. An och hei sollen d'Entreprisen dee Moment mat consideréiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | De Fraktiounschef vun der CSV huet virdrunner gesot, dass – an ech mengen, do stëmmt e mer och zou – eeben déi Depensen net zulaaschte vun deem Soziale solle goen. An och de Finanzminister hat an engem Interview scho gesot, dass um Sozialen net – wéi huet en et ausgedréckt? – „gefummelt" soll ginn.

An dofir hu mer haut eng Motioun hei, déi ech elo wäert deposéieren, well mer eis jo alleguerten eens sinn – an ech géif et och wierklech e ganz staarkt Zeechen hei an der Chamber fannen, wa mer eis dann alleguerten eens ginn –, dass mer hei ganz kloer soen, dass eeben déi Depensen net dierfen zulaaschte vum Sozialstaat, vun de soziale Budgeten, Klima dierfe goen, dass och déi Projeten, déi mer hei sollen ustriewen, net duerfe gestrach ginn, a virun allem, wat eis och wichteg ass, dass, wou et heescht ... Eng Pist ass jo eng Reprioritiséierung vun den Infrastrukturprojeten. Dofir fuerdere mer och hei an der Motioun, den Detail ze kréien, wéi eng Projeten heimadder da gemengt sinn, déi sollen elo gestreckt gi respektiv no hanne geréckelt ginn. Mee eeben dës Motioun, Här President, als Zeechen hei als Chamber, dass mer eis eens sinn, dass d'Depensë fir d'Verdeedegung net op d'Käschte vum Sozialen duerfe goen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– la plus récente trajectoire de l'effort de défense du Gouvernement amenant le budget de la défense à 2 % du revenu national brut avant la fin de l'année ;

– les engagements du Luxembourg envers ses partenaires au niveau de l'UE ainsi qu'au niveau de l'OTAN en matière de budget de défense ;

– les nouvelles possibilités d'accès à des financements européens mises en place et annoncées par la Commission européenne pour renforcer l'industrie de défense européenne et promouvoir les investissements dans la recherche et le développement de technologies dans le secteur de la défense ;

– l'importance de maintenir le haut niveau d'investissement de l'État dans des grands projets d'infrastructure pour le fonctionnement de notre société, le flux des personnes, des biens et des services ainsi que la transition écologique ;

– que la protection sociale et environnementale, ainsi que la coopération au développement constituent des piliers de la politique luxembourgeoise et jouent un rôle crucial pour le bien-être de notre population,

invite le Gouvernement à

– fournir le détail des projets d'infrastructure qui seront retardés afin de financer la politique de défense ;

– ne pas réduire les budgets alloués jusqu'à présent à la lutte contre les inégalités sociales, aux filets sociaux de sécurité, à l'éducation, à la protection de l'environnement et du climat, à l'aide publique au développement et à l'aide humanitaire, et de ne pas changer l'attribution des fonds perçus à travers la politique de cohésion de l'UE afin de financer l'effort de défense national ;

– s'engager contre la réduction de budgets alloués à des politiques sociales, éducatives et environnementales au niveau européen.

(s.) Taina Bofferding.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Déi geopolitesch Situatioun – dat hu meng Virriedner scho gesot – ass komplex. Scho laang stoungen d'Mënscherechter net méi esou ënner Beschoss wéi elo. Den DP-Spriecher ass am Detail drop agaangen. An et muss een och soen: Déi Lëtzebuerger Aussepolitick hat och hei jorelaang eng ganz kloer Linn. Mir hunn eis eebe grad duerch eis wäertorientéiert Aussepolitick ausgezeechent a mir hunn eis ëmmer staarkgemaach, wann et drëms gaangen ass, d'Mënscherechter op der internationaler Bün ze verteidegen.

Et muss een awer soen, dass mer an deem leschte Joer vill méi schwammeg Aussoen oder spréch heiansdo guer keng Aussoen héieren. A jo, Här Baum, ech ginn Iech absolutt Recht: Wa mer hei iwwert den État de la nation diskutéieren, do solle mer net nëmmen iwwer Chifferen an iwwert de PIB diskutéieren.

Mee, an dat ass awer e Constat, dee mer och maachen: Déi geopolitesch Diskussioun bleift awer och bei engem gewëssenen Niveau stoen. Mir hunn nach ëmmer net héieren, net vun Iech an och guer net vum Premier gëschter, wéi dann eigentlech d'Regierung och zu deem ganze Konflikt am Noen Oste steet. Well deen ass eis net egal an dee kann eis och als Lëtzebuerg net egal sinn. An et ass net egal, wat am Moment do an där Géigend geschitt.

D'lescht Woch hu mer den Europadag gehat a mir haten och den 80. Joresdag vum Enn vum Zweete Weltkrich. Mir gedenken, wéi aus dem Krich Fridde ginn ass. An awer erliewe mer grad an deem Gebitt, a Gaza, wéi e Krich amgaangen ass, sech zu engem Massaker, zu engem Genozid zouzespëtzen. Et vergeet keen Dag, wou mer net mat enger grujeleger Noriicht aus dem Gaza konfrontéiert ginn. An Europa a Lëtzebuerg kucken einfach no.

Hongersnout als Krichswaff anzesetzen, ass e ganz schwéiere Verstouss géint dat internationaalt Recht.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An eng Demokratie, wéi Israel se ass, soll sech net op esou dreckeg Krichstaktike wéi eeben de Blocage vun Hëllefsgidder aloossen, och wann et sech bei der Hamas ëm eng skrupellos Terroristegrupp handelt.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir haten – ech hoffen, dass déi Zoustëmmung nach weider kënnt – eng Pressekonferenz als LSAP, well et eis eeben net kal léisst, wat do geschitt. A wéi gesot, well dat och en Impakt op eist klengt Land huet, besonnesch wann hei Mënscherechter esou flagrant mat Féiss getréppelt ginn.

An et ass och net esou, wéi wa Lëtzebuerg näischt kéint maachen. Och wa mer e ganz klengt Land sinn, sou hu mer eng Stëmm. An et ass och un eis, an et ass wierklech elo un der Zäit, dass mer déi Stëmm och hei erhiewen. Esou wéi mer et bei der Ukrain gemaach hunn, wou mer eis alleguerte jo och geschlossen dohinnergestallt hunn, sou erwaarde mer eis dat hei ganz genausou, dass mer eis och hei geschlossen dohinnerstellen. A virun allem erwaarde mer hei eng kloer Handlung an eng kloer Haltung vun der Regierung.

An dofir – an ech hoffen dann, Här Baum, dass Der mer weider zoustëmmt – hu mer och hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, éischtens, dass den Associatiounsvertrag tëschent Europa an Israel ausgesat gëtt, zweetens, dass LTIO zu Tel Aviv an och déi bilateral Handelsrelatioune mat Israel sollen iwwerduecht ginn, an drëttens wëlle mer och, dass d'Regierung intervenéiert, dass Morningstar an och MSCI hir Ratingpolitick sollen iwwerdenken. Dofir, Här President, deposéieren ech déi zweet Motioun. A well ech jo matkréien, dass eis dat net egal ass, hoffen ech och hei op eng breet Zoustëmmung an der Chamber.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– que les moyens et les méthodes employés par Israël, dont les bombardements israéliens à grande échelle dans des zones densément peuplées provoquant des pertes civiles massives, ne sont pas compatibles avec ses obligations en vertu du droit international humanitaire, notamment le respect des principes fondamentaux de distinction, de proportionnalité et de précaution ;

– la détérioration dramatique de la situation humanitaire dans la bande de Gaza causée par le blocage de l'aide humanitaire, de l'accès à l'eau et à l'électricité mis en place

par le gouvernement israélien depuis le 2 mars 2025, constituant une instrumentalisation de la faim comme arme de guerre ;

– la mort de plus de 400 travailleurs et travailleuses humanitaires par des attaques israéliennes ;

– la continuation de graves violations du droit international, dont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, allant à l'encontre de l'article 2 de l'accord euro-méditerranéen, dit « Accord d'association entre l'UE et Israël » ;

– les plans d'annexion de la bande de Gaza par Israël, impliquant un transfert forcé en masse de la population palestinienne ;

– l'avis consultatif émis par la Cour internationale de justice le 17 juillet 2024 sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

invite le Gouvernement à

– s'opposer à la proposition de décision du Conseil européen au nom de l'Union européenne au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, en ce qui concerne la prolongation du plan d'action UE-Israël COM(2025)216 ;

– demander la suspension immédiate de l'accord euro-méditerranéen au niveau européen ;

– reconsidérer la présence du Luxembourg Trade and Investment Office à Tel Aviv ainsi que toutes les relations commerciales bilatérales entre le Luxembourg et Israël ;

– intervenir auprès des entreprises Morningstar et MSCI afin de leur demander de repenser leur politique de notation en ce qui concerne le respect des droits humains.

(s.) Taina Bofferding, Franz Fayot.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci nach eng Kéier, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Kloerheet an de sougenannte „Big Picture" sinn net grad d'Stäerkte vun dëser Regierung, souwuel an der Aussepolitick wéi och heiheem. Trotz den Annoncen an dem sech och selwer – wéi soll ech soen? – mol op d'Schëller klappen, liwwert dës Regierung nämlech net dat, wat se versprécht. An dat gesi mer och ganz kloer am Logement. An do kommen ech bei mäin nächste Punkt.

De Premierminister huet gëschter gesot: „Dee Marché muss erëm op eegene Bee stoen." Mee wat heescht dat? Heescht dat, dass de Marché sech selwer erëm soll reguléieren, ouni Interventioun vum Staat? Ben, dat hate mer alles. An ech hat eigentlech geduecht, dass mer aus der Vergaangenheet geléiert haten, well mer wëssen, wat d'Konsequenzen dovunner sinn, nämlech d'Konsequenzen, dass d'Präisser duerch de Plaffong ginn an ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, eng Wunneng ze fannen.

An elo, wou de Staat de Promoteuren an de Baufirmen entgéintkoum an de Marché erëm liicht urappt, mengt dann de Premier, en hätt de Logementsproblem geléist.

(Interruption)

Mee, fir et nach eng Kéier ganz kloer ze soen: D'Logementskris ass net d'Baukris.

De Logement eescht huele bedeit, dass ee ganz kloer e Paradigmewiessel brauch. Deen hu mer jo och an der viregter Regierung schonn ugefaangen, well – a mir brauchen dee Paradigmewiessel – e Feeler am System ass. D'Regierung dogéint bleift awer op där Schinn, déi riicht an d'Mauer féiert, wou Dausende vu Leit op de Waardelëschte sinn, fir iwwerhaapt eng abordabel Mietwunneng ze kréien. An do ass et, wou ee soll den Aarmutsrisiko siche goen, well do wäerten déi Mesüren, déi Der geholl hutt, fir de Bau unzekuerbelen, sécherlech net duergoen. An domadder ass de Leit och net gehollef. Dofir nach eng Kéier ganz kloer: D'Baukris ass net gläich d'Logementskris.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Fir eis ass d'Wunnen e Grondrecht. Dat differenzéiert eis sécherlech och vun aneren, well fir eis ass et net akzeptabel, dass Wunnengen eidel stinn an och Terrainen einfach brooch leie gelooss ginn. A wann dat de Fall ass, dann ass et un der Politick, hei dergéintzesteieren, wa selwer kee Schwong erakënnt.

A wéi gesot, dee Paradigmewiessel hu mer schonn an der leschter Regierung ugefaangen. E Stéchwuert hei ass Baulandvertrag. Den Här Baum huet elo grad nach vun der Mobiliséierungssteier geschwat. Do war ech frou, se emol erëm ze héieren. Och d'Leerstandstax. Mee Dir schwätzt ëmmer dovunner, mee mir hunn nach ëmmer näischt virleien. D'Texter si preparéiert. Den Avis vum Staatsrot ass do. D'Amendementer solle kommen. Mee trotzdeem, mir kommen net virun. Et vergeet just nëmmen Zäit an Zäit. An d'Spekulatioun, déi kréie mer nach ëmmer net an de Grëff.

De Problem eescht huelen heescht och, dass mer eis eng kloer Zilsetzung am Logement ginn. Haut si wéineg Wunnengen an der ëffentlecher Hand. Dee Park musse mer nach weider ausbauen. Oft gëtt jo mam Wiener Modell geliebäugelt. Mir haten en am Walprogramm. Ech mengen, d'DP hat en och am Walprogramm stoen. Ben, wann een an déi dote Richtung wëll goen, da muss ee sech eng ganz kloer Zilsetzung ginn. Da muss ee soen, dass ee gären e gewëssene Pourcentage un abordabele Wunnengen ustrieft, an da gëtt ee sech och e konkreete Plang, wéi een dohinner kënnt.

D'Aarmut ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg. Et ass gewosst, dass en Dag iwwert dem Kapp weesentlech ass, fir aus der Aarmut erauszekommen. D'Leit brauche Perspektiven. Mir krute kierzlech – an dofir sinn ech och frou, dass en elo hei ass – vum Familljeminister gesot, dass d'Regierung mol net weess, wéi vill Leit tatsächlech op de Waardelëschte sinn am Beräich vum Konzept Housing First. Wann een net weess, ëm wéi vill Leit et geet, ass et natierlech och schwéier hei, Initiativen ze huelen an eeben och hei kënne mat konkreete Konzepter ze kommen.

Wat mir fuerderen, ass, dass d'Regierung endlech am Logement an de Krisemodus eriwwergeet, dass se hei déi richteg Prioritéite setzt: Leerstand, d'Loyere mussen endlech erfaasst ginn. Mir brauchen déi Donnéeën. An de Staat an d'Gemengen, och wann de Logementsminister et scho gemaach huet, trotzdeem, déi mussen hei zesummen um Dësch sëtzen an déi musse sech virun allem e gemeinsaamt Zil ginn. Et geet net duer, op de Goodwill ze setzen. Dat hu mer déi lescht Jore gemaach a mir hu gesinn, wou mer domadder gelant sinn. Wann et net aneschters geet, da brauch een eebe contraignant Instrumenter fir virunzekommen.

Niewent de Wunnkäschten, déi d'Aarmut dreiwen, kënnt dobäi: d'Energiekäschten an och d'Kafkraaft. Gestäerkt – dat gesi mer – gi virun allem déi, déi vill Suen hunn, déi investéieren, déi consomméieren, fir dass d'Wirtschaft dréint. Bis elo ass vill mat der Géisskan verdeelt ginn an et ass net, och wann de Premier dat gëschter esou ugedeit huet, sozial selektiv virgaange ginn.

„Méi Netto vum Brutto" hutt Der versprach. An eng béis Iwwerraschung kruten d'Leit, wéi se hir Gas- a Stroumrechnung kruten. D'Energiepolitick, dat muss ee soen, vun der Regierung war bis elo de rengste Chaos. Mat Ären Aktiounen hutt Der derfir gesuergt, dass kee méi richteg wosst, wéi de Präis gerechent gëtt, wat iwwerhaapt elo nach vu Subventiounen usteet, wat een elo nach ka kréien, wat geännert huet. Dat Eenzegt, wat d'Leit matkritt hunn, ass, dass hir Rechnung an d'Luucht gaangen ass.

Mir wëllen eng responsabel a sozial Energiepolitick, fir Präisser an de Grëff ze kréien an och d'Zukunft ze plangen. Eng verantwortungsvoll Energietransitioun bestrooft net d'Leit, mee si encouragéiert d'Leit. An dofir hate mer als LSAP en Zéngpunkteprogramm ausgeschafft a mir begréissen, dass de Premierminister eise Paper da schéngt gelies ze hunn an eeben och der Fuerderung nokomm ass, dass ënner anerem d'Netzkäschten an Zukunft zum Deel solle vum Staat iwwerholl ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat ass eng Pist, déi mir och proposéiert hunn, a mir si frou, wéi och bei aneren Annoncen, déi Der hei gemaach hutt, dass Der an déi dote Richtung gitt. Mir kënnen eis dann och emol heiansdo eens ginn.

Trotzdeem, an do si mer eis erëm manner eens, d'Regierung seet, si géif un der Klimapolitick vun der viregter Regierung festhalen. Mee, an do si mer eis eeben net eens, well d'Realitéit weist eis awer eppes aneres. D'Regierung hëlt elo 150 Milliounen an de Grapp fir d'Energietransitioun. Dat begréisse mer absolutt. Do si mer ganz bei Iech. Mee gläichzäiteg gräift Der an de Klimafong, fir dann d'Pensioune finanziell ofzestäipen. Dat ass déi politesch Zweckentfremdung, vun där ech scho virdrunner geschwat hunn. An dat ass virun allem e ganz kloert Signal, dass d'Klimapolitick am Bilan vun dëser Regierung keng Prioritéit wäert hunn.

A wa mer gläichzäiteg héieren, dass 3 Milliarden Euro fir d'KI an d'Quantentechnologie fräigemaach ginn, ma da freet ee sech: Wat ass hei de Plang? Wat sinn d'Prioritéiten? A virun allem weist Der hei erëm, dass Der net un enger nohalteger, sozialer a gerechter Politick interesséiert sidd.

D'Zukunft gëtt net mat groussen Titelen, mee mat enger kohärenter Politick gemaach. An och an der Aarmutsbekämpfung geet et net duer ze soen, wéi Der et an engem Interview Enn vum leschte Joer gemaach hutt, bei der Aarmutsbekämpfung hätt Der vill Initiative geholl, Mission accomplie, a sech da mat den Annoncen ze bretzen, wou am Endeffekt awer näischt hannendrun ass.

Well ech muss éierlech soen: Mir ass et nach ëmmer e Rätsel, wat Der dann an der Aarmutsbekämpfung esou Groussaarteges sollt ëmgesat hunn. Jo, den Entlaaschtungspak ass virdrunner ernimmt ginn, effektiv d'Allocation de vie chère, d'Energieprimme si gehuewe ginn. Mee trotzdeem, de grousse Worf ass dat doten net.

Ech wëll elo net ze vill mat de Chifferen hei hantéieren, mee trotzdeem wëll ech awer, dass mer eis alleguerte bewosst sinn, iwwer wat mer alleguerten hei eigentlech diskutéieren. Well Aarmut, dat ass net nëmmen de Strummert op der Strooss an et ass och net nëmmen déi alengerzéiend Mamm, déi eng Allocation de vie chère muss ufroen. Aarmut huet ganz vill Facetten, ganz vill Ausmooss an trëfft och oft vill méi Leit, wéi een eigentlech mengt.

Laut dem Statec läit den Aarmutsrisiko bei 18,1 %. Dat ass bal all fënneften Awunner! Déi zéng räichste Prozent hei am Land besëtze 50 % vum gesamte Privatverméigen. Si hunn dat selwecht Verméige wéi de Rescht vun 90 % vun de Stéit. Dat ass net näischt!

Elo muss ee fairerweis soen: D'Aarmut ass net eréischt ënnert dëser Regierung entstanen. Och an der viregter Regierung ware mer domadder konfrontéiert a mir hunn och Mesüre geholl. Jo, et ass vläicht net ëmmer duergaangen. Dat muss een och éierlech agestoen. Wichteg ass awer, dass déi Mesüre weidergefouert ginn a virun allem, an dat ass de weesentleche Punkt, dass strukturell Reforme kommen, strukturell Reforme beim Logement, genausou wéi och bei der Besteierung.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Aarmutsbekämpfung ass nämlech net just, nëmmen d'Leit mat Almosen ofzefäerdegen. Gëschter huet de Premier gesot: „D'Leit an der Prekaritéit brauche keen Dokument. Si brauchen Hëllef." Nee, dat ass falsch! D'Leit brauchen en Dokument. D'Leit brauche virun allem Perspektiven, fir aus der Aarmut erauszekommen. An d'„Dokument", domadder menge mer den nationale Plang fir d'Bekämpfung vun der Aarmut.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dir schwätzt ëmmer vun deem an Dir hutt och schonn e puermol den Datum verréckelt. Am Ufank huet et geheescht, dee géif 2025 kommen. Dann huet et geheescht virum Summer. Elo soll en dann endlech Enn des Joers kommen. Ob et esou ass oder net, dat gesi mer dann. Mee et ass wichteg, dass mer dee Plang kréien a virun allem dass do och déi strukturell Reformen – ech mengen, Dir mierkt, dass dat eist Uleies ass – erakommen an net nëmmen d'Leit mat Almosen um Liewe gehale ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A mat de strukturelle Reforme menge mer Salaire, Pensioun. D'Leit mussen dovunner kënne liewen. D'Leit mussen dovunner dezent kënne liewen. A wann dat net de Fall ass, dann ass e Feeler am System. Da muss een eeben hei usetzen.

Sozial Ongerechtegkeete sinn net normal. Si sinn net naturgegeeben. Si sinn Ongerechtegkeeten, déi sech verierwen, wann d'Politick näischt ännert. Well Aarmut verierft sech genausou wéi Räichtum. An dofir brauch et eng gerecht Verdeelung vun de Ressourcen an et brauch virun allem Chancëgerechtegkeet an eiser Gesellschaft.

Dir wëllt, dass d'Schéier net weider auserneegeet, d'Schéier tëschent Aarm a Räich. Mir wëllen net nëmmen, dass se net weider auserneegeet. Mir wëlle carrement, dass se och méi kleng gëtt. An ech mengen, dat ass de fundamentalen Ënnerscheed tëschent eis.

A falls Iech Inspiratioun feelt, da verweisen ech op déi sëlleg Motiounen, déi mer hei deposéiert hunn, wou mer dann – oh Wunder! – ni eng Majoritéit kruten. Wéi gesot, d'Erhéijung vum Mindestloun, vun der Mindestrent hunn ech schonn erwäänt, mee eeben och d'Gerechtegkeet am Steiersystem, op déi ech virdrunner agaange sinn, déi grouss Steierreform, déi nach ëmmer aussteet, awer och spezifesch Leeschtunge wéi beim Complement beim Kannergeld fir niddereg Akommes, fir Alengerzéiend an awer och e besseren a méi liichten Zougang fir d'Hëllefe wéi de REVIS. Do gouf jo eng Evaluatioun gemaach. Do si Pisten um Dësch. Un deene soll ee sech inspiréieren. An da soll een och de System deementspriechend upassen. Well et ass wichteg, dass deenen 18,1 % vun de Leit – wéi gesot, dat ass net grad wéineg – gehollef gëtt, an dat mat geziilte Moossnamen, fir eeben och hiren Etat kënnen ze verbesseren.

Wéi virdrunner erwäänt: D'Aarmut ass bei eis eng Realitéit. Hei am Land lieft all siwent schaffend Persoun – jo, och Leit, déi schaffen, kënnen aarm sinn – ënnert der Aarmutsrisikogrenz an all véiert Kand riskéiert, a prekäre Verhältnisser opzewuessen. Och dat ass en Theema, dat mer nach méi intensiv mussen ugoen.

An d'Aarmut – an dat ass mäin nächste Punkt – mécht och krank. Gëschter war praktesch kee Wuert iwwert d'Santé vum Premier a senger Ried ze héieren. An dobäi huet dach grad d'Pandemie gewisen, dass net jidderee gläich virun der Krankheet ass. Et trëfft déi manner gutt Gestallten an der Reegel ëmmer méi haart.

An dobäi – an dofir erwänen ech nach eng Kéier d'Santé – war et jo e Risentheema am Walkampf. Dir erënnert Iech: Besonnesch d'CSV huet e Risentamtam geschloen. Et gouf vill diskutéiert. Et gouf vill versprach. An och villes gouf an de Koalitiounsaccord niddergeschriwwen. Mee no bal zwee Joer mat der neier Regierung bleift de Bilan awer enttäuschend.

Initiativen, déi hei am Haus nach op grousse Konsens gestouss sinn ... Den Här Baum huet virdrunner nach vum Projet de loi fir d'Doktergesellschafte geschwat. Jo, do war e grousse Konsens. An dofir versti mer net, dass genau deen dote Projet de loi zréckgezu ginn ass. Mir verstinn net, vu wou dee Sinneswandel op eemol hierkënnt. D'selwecht bei de Maison-médicallen. All Mënsch huet gejaut: „Mir brauche méi Maison-médicallen uechtert d'Land." Dat ass och zréckgezu ginn.

Aner Dossieren, déi an der Ëffentlechkeet iwwerhaapt guer net méi thematiséiert sinn: méi Apdikten, Gebuertshaus, Kader fir Telemedezinn oder och d'Konklusiounen aus der Analys vun den Urgenceservicer – alles mëttlerweil keen Theema méi.

Vun engem Opschaffe vun der Pandemie, wéi d'CSV et jo ëmmer erëm gesot huet, an net midd ginn ass, wärend der Kris ze fuerderen, och dovunner héiert een näischt méi.

Am Kapitel „Santé" vum Koalitiounsaccord fënnt ee vill Verspriechen, mee näischt dovunner ass ëmgesat ginn. Deen eenzege Punkt – dat muss een hinnen awer urechnen – aus dem Koalitiounsaccord, wou ee ka soen: „Stand haut ass e komplett ëmgesat", dat ass dee vum Cannabis. Do steet, ech zitéieren: „maintien de la législation actuelle" – déi mir iwweregens agefouert haten. Jo, do muss ee soen: Effektiv, dat ass ëmgesat ginn. An et ass warscheinlech och clever, eppes an de Koalitiounsprogramm ze setzen, wou een dann näischt muss maachen, wou een dann herno ka soen: „Effektiv, dee Punkt hu mer ëmgesat." Dofir versti mer och, dass dann am Endeffekt de Premier gëschter näischt iwwert d'Santé gesot huet.

Wann ee vun der Lag vun der Natioun schwätzt, geet et net duer, iwwer Fortschrëtt a Souveränitéit ze schwätzen a sech da gutt selwer op d'Schëller ze klappe fir déi puer Saachen, déi een da scho gemaach huet. Et muss een – an dat ass weesentlech – sech och déi vill verschidde Liewensrealitéiten ukucke vun de Mënschen, déi hei am Land liewen.

D'Lag vun der Natioun gëtt och, a vläicht souguer virun allem, vun deene bestëmmt, déi mat deene gréisste Erausfuerderungen ze kämpfen hunn an eiser Gesellschaft. Hir Situatioun musse mer eis ukucken, wéi zum Beispill d'Leit mat Migratiounshannergrond. Wéi geet et dëse Leit an eiser Gesellschaft? Wéi liewen déi vill Kanner an de Familljen, déi an enger Prekaritéit sinn, wou d'Elteren zwar schaffen an trotzdeem net vill iwwereg ass Enn des Mounts? Wéi wuessen d'Kanner bei eis mat Rassismus, Antisemitismus, mat den Diskriminatiounen op? Radikaliséierung ass ëmmer e méi e grousst Theema bei deene Jonken. Wéi geet et de Mënsche mat Handicap? Op all dës Froen ass de Premier leider net agaangen. Mee och dat ass Lëtzebuerg. Och dat ass eist Land.

Wirtschaftleche Fortschrëtt a Wuesstum wäerten net automatesch all eis sozial Erausfuerderunge léisen. Esou einfach geet dat net. Wa mir eng gerecht Gesellschaft wëllen, da musse mer och aktiv dorunner schaffen. All Dag kämpfe Mënschen hei am Land mat Hoffnungslosegkeet, mat Aarmut, mat Isolatioun, mat Krankheet oder Stigmatiséierung. An trotzdeem huet de Minister sech a seng Regierung gëschter an den Himmel gelueft an ëmmer erëm betount, si hätte geliwwert. Mission accomplie. Zwar net!

De Räichtum vum Land ass net gerecht verdeelt an och d'Bildungs- an d'Beruffschancë sinn et net. D'Famill, an déi ee gebuer gëtt, d'Presenz vun engem Handicap, de Sproochenhannergrond, d'Nationalitéit, d'Hautfaarf, déi een huet, ben, dat alles bestëmmt, leider, nach ëmmer a ganz grousse Mooss doriwwer, wéi eng Chancen a wéi eng Hürden een hei am Liewe wäert hunn. Dat muss awer alles net esou sinn.

An dofir brauch et – an dat ass eise Plädoyer – eng staark Familljen-, Integratiouns- a Bildungspolitick an dass eeben och derfir gesuergt gëtt, dass hei konkreet Mesüre geholl ginn, wéi gesot, fir deene Concernéierten ze hëllefen.

Mir vun der LSAP wëllen op alle Fall eng Politick, déi all Kand, onofhängeg vu sengem Hannergrond, vu wou et hierkënnt, reell Chancë bitt, sech an eiser Gesellschaft entfalen ze kënnen. Dofir musse mir natierlech scho bei deene ganz Klengen usetzen an och konsequent investéieren an d'Crèchen, an d'Maisonrelaisen an och an d'Inklusioun an och an d'Elteren, déi schaffen, déi mussen ënnerstëtzt ginn.

Mee et sinn natierlech net just déi Kleng, déi op Reforme waarden. Et sinn och schonn déi e bësse méi grouss Kanner, déi op dréngend noutwendeg Reforme wéi d'Reform vum Jugendschutz a Jugendrecht, d'Upassung vum Cycle inférieur oder och nach e Gesamtkonzept fir eis Schoule waarden.

Et gëtt am Alldag vun de Leit ganz vill Erausfuerderungen, an d'Politick muss hei Äntwerten op dës Erausfuerderunge liwweren. Wa mer de Leit hiert Uleies net eescht huelen, dann dierfe mer eis och net wonneren, wa populistesch a riets Beweegungen, déi ëmmer erëm déi falsch Léisungen ubidden, un Zoulaf gewannen.

Ech erwänen dat och ganz bewosst, well mer virun net allze laanger Zäit nach eng Diskussioun hei am Parlament hate fir d'Stäerkung vun der Demokratie, wou mer gesot hunn, dass eebe grad dee Rietsruck eis alleguerte Suerge bereet. Ben, genau do muss een usetzen. Dofir ass et wichteg, dass mer eng kohärent, iwwerhaapt emol eng Sozialpolitick hunn, déi de Leit hëlleft, an da kënne mer och dee Moment deem ganze rietse Bulli den Närbuedem ewechhuelen.

Här President, dës Regierung huet absolutt keng – an ech mengen, dat héiert Der aus mengen Ausféierungen – sozial Handschrëft, kee Plang fir eng gerecht Gesellschaft a kee Courage fir déi grouss Erausfuerderungen.

Lëtzebuerg huet zënter Joerzéngten eng Traditioun, eng ganz wichteg Traditioun, an dat ass déi vum Sozialdialog. Tripartitt, sektoriell Verhandlungen, Kollektivverträg, dat sinn d'Piliere vun der sozialer Kohäsioun. Mee déi Traditioun, déi geréit ëmmer méi ënner Drock.

Bei der Presentatioun vum Koalitiounsaccord sot de Premier bei all de Reforme betreffend d'Sonndesaarbecht, d'Aarbechtszäitorganisatioun et cetera, Zitat: „Dat alles gëtt mat de Sozialpartner diskutéiert." Elo

wësse mer: Diskutéieren heescht d'Sozialpartner virun de Fait accompli setzen a wann iwwerhaapt se emol informéieren. Awer wierklech diskutéieren op Aenhéicht a versichen, eng gemeinsam Solutioun hei ze fannen, dat ass awer net dat, wat Der amgaange sidd ze maachen.

Ganz am Contraire, d'Regierung huet de Sozialdialog geziilt – geziilt! – geschwächt, anstatt d'Aarbechtswelt aktiv ze gestalten. D'Regierung steet hei fir eis ganz kloer op der Brems vum soziale Fortschrëtt. An dofir ass och déi Reaktioun, déi elo vun de Gewerkschafte kënnt, richteg an déi iwwerrascht och net. Et ass un der Zäit, de Sozialdialog net einfach nëmmen an de Rieden ze luewen, mee et ass och un der Zäit, dat am Endeffekt am Alldag ze liewen!

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | An deenen 19 Méint, wou d'Regierung am Amt ass, huet se ganz villes futti gemaach, wat iwwer Joren opgebaut ginn ass. Vertrauen, Stabilitéit, Rou, Previsibilitéit – d'Stäerkte vum soziale Fridden –, domadder spillt een net.

Dat, wat mer aktuell erliewen, dat ass net méi normal! A virun allem ass dat eng Kris, déi net einfach vum Himmel gefall ass. Dir hutt se selwer provozéiert. Déi Onrouen, déi mer hunn, dee Chaos, dee mer erliewen, dat ass aleng Äre Verdéngscht. Et ass d'Resultat vun enger Regierung, déi kommunikativ versot huet, déi onkoordinéiert handelt an déi – an dat ass och den entscheedende Punkt – de Sozialdialog reng als eng Formalitéit consideréiert.

An dofir verwonnert et och net, dass d'Gewerkschaften esou intensiv amgaange sinn, sech ze mobiliséieren, och eng Maniff, déi mer eigentlech guer net bréichten, déi guer net gutt fir eist Land ass. Mee Dir sidd schëlleg drun, wann Enn Juni d'Leit op d'Strooss ginn a sech wäerte mobiliséieren a wäerte protestéieren.

A mir, dat kann ech Iech soen, mir wäerten op der Säit vun de Gewerkschafte stoen a mir wäerte si bei all Schrëtt ënnerstëtzen, well, wéi gesot, et ass un der Zäit, dass de Sozialdialog geliefert gëtt, an et geet net duer, e just nëmmen an de Rieden ëmmer erëm héichzehalen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well d'Aarbecht ass a bleift de wichtegste Pilier vun eiser Gesellschaft. Si suergt net nëmmen derfir, dass d'Leit e Liewen an Dignitéit kënne féieren, mee verbënnt. Jo, d'Aarbecht verbënnt eis och duerch Engagement, Zesummenhalt a Verantwortung.

An enger Zäit vu wirtschaftleche Spannungen, technescheem Wandel a sozialen Onsécherheeten ass et méi wéi jee wichteg, dass mer eis Aarbechtswelt gerecht, nohalteg a mat Mënscheverstand gestalten. A mat „Mënscheverstand", domadder menge mer eeben, dass de Sozialdialog, de Schutz vun de Kollektivverträg, awer och de Schutz vun de Rechter vun de schaffende Leit eng zentral Roll spillen.

Fir d'LSAP ass kloer: Mir wëllen eng Aarbechtswelt, déi fir all d'Mënsche funktionéiert an net nëmmen „just for the happy few". Dofir stäerkt de Sozialdialog, amplaz en ze ignoréieren! Verstäerkt d'Kollektivverträg, amplaz se ze schwächen! Schützt d'Rechter vun de schaffende Leit, amplaz se ze relativéieren!

D'Regierung muss endlech nees d'Roll vun de Gewerkschafte kloerstellen. Gëschter huet de Premier jo gesot – an do war ech e bëssen iwwerrascht –, dass d'Gewerkschafte bei de Kollektivverträg d'Exklusivrecht hunn. Am nächste Saz – an do war ech erëm manner frou – seet en awer dann, dass parallell d'Beleegschaften eenzel Accorde mat hire Patrone kënne verhandelen, an dat ouni Gewerkschaften. Bon, elo wäert Der eis warscheinlech soen: „Och dat gëtt nach ausgeschafft." Do musse mer herno dann nach eng Kéier am Detail kucken. Mee och dat weist einfach, a wéi eng Richtung et geet. An d'Richtung ass ganz kloer: Dir sidd amgaangen, d'Kollektivverträg ze verwässeren.

De Sozialdësch – an dat si mer dann och nach gëschter gewuer ginn – ass duerch Sozialronnen ersat ginn, respektiv, mengen ech, waren et haaptsächlech Telefonater, déi de Premierminister mat de Sozialpartner do da schéngt gehat ze hunn. Och dat ass en anert Verständnis dovun, sech zesummenzesetzen, zesummen un en Dësch ze setzen an ze versichen, eeben hei Léisungen ze fannen. Virun allem ass dat fir eis kloer kee Fortschrëtt. Au contraire, et ass e Réckschrëtt, wann ee mengt, et misst een esou mat de Sozialpartner verfueren!

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Eng Ried zur Lag vun der Natioun seet vill iwwert d'Regierung aus, seet awer och ganz vill iwwer hire Primus inter pares aus. Net nëmme wéi een iwwer seng Politick schwätzt, mee och iwwer wat ee schwätzt.

Abee, Här Premierminister, et muss ee soen, datt Der et an där annerhallwer Stonn, wou Der eebe gëschter Är Ried gehalen hutt, wou Der Är Visioun fir Lëtzebuerg präisginn hutt, net fäerdegbruecht hutt, iwwert d'Schoulen ze schwätzen. Dir hutt et net fäerdegbruecht, iwwert déi Jonk ze schwätzen, grad iwwert déi Generatiounen, déi an deem Lëtzebuerg vu muer, wéi Dir Iech et virstellt, wäerte liewen, a virun allem déi Generatiounen, déi ënnert deenen Decisiounen, déi mir haut huelen, wäerte liewen. Fir déi war keng Plaz an Ärer Ried, an Ärer Visioun fir eist Land. Dat ass e Constat, dee sécherlech net fir Iech schwätzt, mee fir sech selwer.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bofferding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ënnerschiddlech Meenunge sinn en Zeeche fir eng Demokratie, déi lieft. Dofir si mir alleguerten hei.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mir fannen hei eng Partie Punkten aus der Ried vum Premierminister interessant, anerer natierlech manner. A mir fannen et och schued, dass verschidde Sujeten net oder just kuerz erwäänt goufen. Mee der Rei no.

Wat konkreet feelt an der Ried, dat ass eng Äntwert op d'Fro: Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir wierklech hunn an 10 Joer, an 20 Joer, 2050 oder doriwwer eraus? Wou wëlle mer hin? Wou wëllt Dir als Regierung oder als Premierminister mat eisem Land an Zukunft hin? Dat géif mech interesséieren, an ech mengen, mech net nëmmen eleng, wann Dir kéint Lëtzebuerg beschreiwen, esou wéi Dir Iech et virstellt am Joer 2050 an all senge Facetten, gesellschaftlech, ekonomesch, am internationalen Zesummenhang. Wéi e Lëtzebuerg wëll dës Regierung? A genau dee Punkt, dee feelt hei.

Wann ee Politick mécht, da muss een e Projet hunn, un deen ee gleeft, un deem ee schafft an deen d'Leit soll matrappen, am beschte mat Zouversicht, mat Freed op d'Zukunft a mat Enthusiasmus.

Dee Projet gëtt et awer hei net esou richteg. Dee gréisste Projet, deen an der Ried laang presentéiert ginn ass, ass dee vun der Oprüstung. Ob et deen ass, deen d'Lëtzebuerger enthusiastesch wäert matrappen, dat woe mir allerdéngs ze bezweifelen.

Fir dass mir eis gutt verstinn: Och mir si fir eng operationell Arméi, an et ass ganz kloer ze vill gespuert ginn an de leschte Joerzéngten an deem Beräich. Mir wëllen awer e Wettrüste vermeiden. An déi Milliarden, déi elo a Militärprojeten investéiert ginn, fir et kloer ze soen, déi feelen natierlech op anere Plazen. Et muss ee se jo bezuelen. Ob dat elo am Soziale wäert sinn oder soss Déngschtleeschtungen un de Bierger oder Infrastrukturprojeten, iergendwou muss d'Geld hierkommen, an et ass elo jo scho keent do, well d'Land huet scho vill Scholden.

A wéi wëllt Der deene Leit erklären, déi elo scho Mëtt des Mounts kee Geld méi hunn, deenen, déi mussen an d'Ausland goen, well si hei keng Wunneng méi fannen, wéi wëllt Der deenen erklären, dass et elo wichteg ass, 1,3, 1,4 Milliarden oder méi pro Joer fir Militär, fir Waffen op den Dësch ze leeën? Do dernieft hu mir nach vill aner Ausgaben, déi ee sécherlech och kéint aspueren. Wéi wëllt Der deene Leit, deenen et wierklech schlecht geet, dat erklären? An där, deenen et schlecht geet, där gëtt et relativ vill hei am Land.

Den Här Premierminister huet erkläert, wou d'Geld konkreet soll hierkommen.

Éischtens duerch e Staatsemprunt. Do si mer also bei zousätzleche Scholden, also op d'Käschte vun der jonker Generatioun.

Zweetens duerch eng, ech zitéieren, „nei Prioriséierung vun den Ausgaben. Déi nächst Budgete wäerte besser reflektéieren, dass [...] net all Infrastrukturprojet zum selwechte Moment prett ass". „Net all Infrastrukturprojet zum selwechte Moment prett ass": Dat ass eng ganz kloer Ausso, déi een esou interpretéiere kann, dass verschidden Infrastrukturprojeten net wäerten oder vill méi spéit wäerte realiséiert ginn. An do géif et mech och hei interesséieren, wat fir Projeten dat konkreet sinn.

Well infrastrukturell si mir zu Lëtzebuerg am Moment am grousse Ganze schlecht opgestallt. Mir haten en extreeme Bevëlkerungswuesstum an eis Infrastrukturen, déi koumen a quasi kengem Beräich no. A grad an deem Beräich wier et gutt, wa mer géifen investéieren. An dat ass sécherlech déi falsch Plaz, fir Geld ewechzehuelen.

Alles dat gëtt da gerechtfertegt mat, soen ech awer elo, relativ martialeschen Aussoen: „D'Welt gëtt [...] méi rau", „D'Weltuerdnung [...] ass um Kippen", „Ozean vun Onstabilitéit". Bei esou Aussoe muss een awer och skeptesch sinn.

D'Amerikaner fuerdere scho laang, dass mir 2 % vun eisem PIB oder elo RNB gi fir Militärausgaben. Ironescherweis ass et elo de President Trump, deen dat Zil erreecht. An ech mengen, dass de President Trump, deen ech awer trotz aller Kritick, déi et gëtt, als relativ clever bezeechnen, dat kalkuléiert gemaach huet – oder d'Amerikaner am grousse Ganzen dat kalkuléiert gemaach hunn –, fir esou vill Drock op eis ze maachen, dass mir endlech op déi 2 % kommen, wou se eis scho laang wollten hunn. Domadder hunn d'Amerikaner hiert Zil erreecht. Dat ass gutt fir si, et ass awer net onbedéngt gutt fir eis.

Wéi gesot, mir soen och: operationell Arméien: jo, Investissementer: jo, awer Héichrüsten iwwerdreiwen: nee.

Erlaabt mer nach eng kleng Remark do zu enger Ausso vum Här Premierminister, deen a senger Ried gesot huet, dass d'Defenseministesch an

d'Chamberskommissioun kënnt, fir ze informéieren, a wéi eng Capacitéite mir iwwert déi nächste Joren investéiere wäerten. Dat ass effektiv deelweis richteg, awer net ganz, well et läit mer ganz vill drun, hei als Chamber och ze soen, dass et nach ëmmer d'Chamber ass, déi decidéiert, a wat mir déi nächste Joren investéiere wäerten. Mir stëmmen dat hei als Deputéiert of.

Wichteg ass, dass mer a sougenannte schwieregen Zäiten, och vun eidele Keesen, wou mer awer sinn, nach méi genau oppassen op dat, wat wierklech néideg ass bei den Ausgaben, an op dat, wat net onbedéngt néideg ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premierminister huet vill iwwer Geschicht geschwat. An dat begréisse mir. Och scho bei der Ried zu de Feierlechkeete vum 80. Anniversaire vun der Liberatioun waren dat aus eiser Siicht ganz gutt Wierder. Aus der Geschicht kann ee ganz vill Léieren zéien. An duerfir erlaabt mer, och e puer Wierder dozou ze soen.

Lëtzebuerg ass viru 85 Joer als neutraalt Land iwwerfall a besat gi vun eisen däitschen Noperen. Dat war d'Enn vun der Neutralitéit. Virun 80 Joer du sinn d'Amerikaner komm a si hunn eis befreit an eis d'Fräiheet, d'Souveränitéit zréckginn. Mee et war eng schwéier Zäit. An et verwonnert keen, dass d'Lëtzebuerger, ganz vill Lëtzebuerger, an deelweis nach haut, et ganz laang op eis däitsch Nopere sëtzen haten. An trotzdeem hu mir erëm zréck zu Zesummenaarbecht a Frëndschaft mat eisen däitschen Nopere fonnt.

Mir wënschen eis dat och bei anere Kricher a mir wënschen eis dat och konkreet bei Russen an Ukrainer, och wann dat am Moment net esou ausgesäit. Mir wënschen eis, dass esou schnell wéi méiglech e Waffestëllstand kéint kommen, egal wien e verhandelt. A mir wënschen eis natierlech de Fridden an der Ukrain. De Krich muss endlech ophalen a mir mussen erëm zu gereegelte Verhältnisser zréckkommen.

An der Geschicht ännere sech Situatioune munchmol ganz schnell an onerwaart. Aus der haiteger Siicht gesäit dat dann ëmmer ganz kloer aus a ganz einfach a ganz logesch, mee zu deem Moment, wou dat geschitt ass, war et dat eeben net, du war et ongewëss.

Ech ginn Iech e Beispill. Et muss ee sech virstellen, dass 1945 d'Sowjetunioun eisen Alliéierte war an d'Japaner eis Feinden. An de Krich war knapps eriwwer, du war et just ëmgedréint. Du war d'Sowjetunioun eise Feind an d'Japaner waren dunn eis Frënn. Esou séier kann dat goen.

Wirtschaftlech huet sech och villes an der Geschicht verännert. Mir hunn e staarke wirtschaftlechen Opschwong gehat nom Zweete Weltkrich, an der Nokrichszäit, „les Trente Glorieuses". Et ass de Leit vu Joer zu Joer besser gaangen. Lëtzebuerg ass duerch d'Stolindustrie eent vun de räichste Länner ginn. Du koum de Jom-Kippur-Krich, duerch dee Krich d'Pëtrolskris an doduerch d'Stolkris, déi sech a verschiddene Wellen zu Lëtzebuerg bis an d'80er-Joren eragezunn huet. Och dat war keng einfach Zäit, mee eist Land huet et fäerdegbruecht, nei Weeër ze sichen: d'Finanzplaz an eng clever Nischepolitick.

All déi Joerzéngte ware mouvementéiert Zäiten. Jo, ganz mouvementéiert Zäiten. Ech géif esouguer soe méi mouvementéiert Zäite wéi haut. De Kale Krich, an Zäit vun e puer Joer Berlin, Kuba, Vietnam, Algerien an esou weider. Dann 1989 beim Mauerfall, do wosst och nach keen, wat géif passéieren. Et waren dacks ongewëss Zäiten. Mir koumen aus enger bipolarer Welt an eng unipolar Welt. Déi war praktesch, well mir ware jo an där unipolarer Welt bei deenen, déi eppes ze soen haten, bei den Amerikaner. An haut gi mer a Richtung vun enger multipolarer Welt. An eng multipolar Welt bréngt natierlech méi Ongewëssheete mat sech, wéi dat virdru war.

D'Amerikaner waren ëmmer eis Frënn. An ech soen och hei: Si sinn et och elo nach. Och do gouf et ëmmer Mëssstëmmungen. Den Irak-Krich 2003, an ech mengen, mam Bush junior war d'Frëndschaft och emol heiansdo op Äis geluecht. Mee dat gehéiert derzou. A mir wëssen haut nach net alles, wat an den nächste Jore geschitt, mee wichteg ass et – an dat, mengen ech, ass e gudde Message gewiescht vum Här Frieden –, vun Hoffnung ze schwätzen. Well d'Leit spieren, dass sech d'Situatiounen änneren an Europa. D'Leit spieren, dass aner Länner, aner Regiounen ëmmer méi eropkommen an dass mir iergendwéi hei stagnéieren. D'Leit spieren dat. An ech mengen, do ass Hoffnung ganz wichteg an d'Motivatioun, dass mir hei alleguerten a Lëtzebuerg an och an Europa un eis selwer gleewen.

An och mir wëllen dat natierlech als ADR matmaachen a mir wëllen och den Ännerungen net einfach esou nokucken, mee d'Chancen ergräifen, fir Fortschrëtt ze maachen. Dorunner schaffen och mir all Dag mat Stolz op eis Natioun, mat Selbstvertrauen an eis Capacitéiten a mat Iwwerzeegung an eis Wäerter.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech soen hei, wat Fortschrëtt fir eist Land bedeit. Fortschrëtt besteet fir eis doran, dass d'Kafkraaft vun de Leit sech verbessert. Fortschrëtt bedeit, dass d'Energiepräisser erofginn. Fortschrëtt bedeit, dass d'Kriminalitéit zréckgeet. Fortschrëtt besteet fir eis doran, dass d'Verkéierssituatioun sech verbessert, dass mer manner Stau hunn amplaz méi. Fortschrëtt besteet fir eis doran, dass d'Situatioun sech am Gesondheetssecteur, an de Klinicken, an den Urgencë verbessert. Fortschrëtt ass fir eis, dass hei am Land manner Natur zerstéiert a verbaut gëtt. Fortschrëtt ass fir eis, dass d'Aarmut erofgeet. De Fortschrëtt ass fir eis, dass keng Lëtzebuerger méi mussen an d'Ausland wunne goen, well si an hirem Land keng Wunneng méi fannen. De Fortschrëtt ass fir eis d'Stellung vun der Famill an der Gesellschaft, déi gestäerkt soll ginn. An de Fortschrëtt ass fir eis, dass mer hei am Land e soziaalt Zesummeliewen hunn, eng sozial Kohäsioun, Integratioun an dass eis Sprooch erhale bleift. Alles dat ass Fortschrëtt, dass eis Liewensqualitéit erëm eropgeet.

Dat ass konkreet, an ech mengen, dat wënsche sech quasi all d'Lëtzebuerger. An dorop bewäerte mir Iech natierlech als Regierung an dorop wäerten och d'Lëtzebuerger Iech bewäerten. Wann Der Fortschrëtt verspriecht, da musst Der d'Verspriechen och halen. Ech hoffen, dass et esou kënnt.

Als ADR si mer iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg vill méi ka wéi dat, wat déi lescht Jore bruecht ginn ass. Mir sinn eent vun de räichste Länner vun der Welt, gëtt ëmmer gesot. An ech mengen, mir kéinten am Fong vill méi wäit sinn als Land, wat esou vill Moyenen huet an och nach wäert hunn, wéi elo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Premierminister huet gesot: „Mir si Meeschter vun eisem Schicksal. Mir schreiwen eis eegen Zukunft." An: „Souverän sinn heescht selbstbewosst sinn, seng eegen Decisiounen huelen." Dat huet en och vläicht fir sech selwer geduecht. „Souverän sinn ass fräi sinn." Dat si schéi Wierder, och fir eist Land. Fräiheet ass wichteg an d'Fräiheet vum Land, déi mer elo esou laang hunn, dat ass eeben och, dass eist Land souverän ass an dass d'Lëtzebuerger demokratesch decidéieren, wat an hirem Land geschitt a wéi hiert Schicksal ausgesäit. Sou wäit wéi méiglech. Mee ass dat wierklech dat, wat geschitt?

D'Regierungen hunn an de leschte Joren ëmmer méi Souveränitéitsrechter un d'Europäesch Unioun oder aner international Organisatiounen ofgetrueden. Dat ass net ëmmer gutt. Mir musse souverän bleiwen, och wat eis Arméi ugeet. Well Lëtzebuerg esou kleng ass a sech net eleng ka verdeedegen – kloer –, partizipéiert eist Land op internationalem Niveau un Allianzen a politesche Strukturen, mam Zil, déi kollektiv an doduerch och déi national Sécherheet ze stäerken: d'UNO, d'OSZE, d'NATO an d'EU. Dobäi kommen nach eng Partie Ofkommessen, déi mer mat anere Staaten hunn.

D'ADR wëll, datt déi Lëtzebuerger Souveränitéit an Autoritéit iwwert d'Arméi awer allzäit erhale bleift. Natierlech si mer verflicht, am NATO-Bündnisfall ze hëllefen. Awer mir wieren eis dergéint, dass anerer decidéieren, wéini eis Arméi agesat soll ginn. An dofir si mer an engem demokratesche Sënn vu Souveränitéit a Fräiheet ganz kloer derfir, dass d'Eestëmmegkeet um EU-Niveau erhale bleift an dass d'Asätz vun enger Lëtzebuerger Arméi ëmmer de prealabelen Accord vun der Chamber brauchen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An deem Kontext muss ech soen, dass d'Iddi vun engem belsch-Lëtzebuerger Batailloun fir eis ni a Fro komm wier. Den Asaz vun esou enger Unitéit riskéiert net méi eleng vu Lëtzebuerg decidéiert ze ginn. Wat geschitt, wann d'Belsch decidéieren, dass dee Batailloun soll agesat ginn a mir net, oder ëmgedréint? Dat si schwiereg Diskussiounen. An en plus, wéi och de Kolleeg aus menger Partei, den Tom Weidig, et scho gesot huet: Dat ass an der Chamber ni ofgestëmmt ginn, wat mer kënne bedaueren.

Op internationalem Niveau wiere mir eis dergéint, datt d'EU-Kommissioun ëmmer méi probéiert, sech als eng Zort vu supranationaler Regierung ze profiléieren. Mir si fir de Prinzipp vun der nationaler Souveränitéit, sou wäit wéi méiglech, a ganz besonnesch a Finanz- a Steierfroen. D'Steiere sollen op nationalem Niveau fixéiert gi vu Parlamenter, déi vun hire Bierger gewielt sinn a virun deene si verantwortlech sinn. Och dat ass d'Souveränitéit, och dat ass d'Fräiheet vun eisem Land a vun de Lëtzebuerger. Déi wëlle mir behalen.

„Souverän sinn heescht selbstbewosst sinn, seng eegen Decisiounen huelen." Jo, wat wëlle mer dann? Wou wëlle mer hin? Den Här Juncker, Äre Virvirgänger, deen huet hei geschwat vum 700.000-Awunner-Staat viru 25 Joer, iwwregens am Kontext vun de Pensiounen. An haut féiere mer eng änlech Diskussioun – leider awer net vum Premierminister – iwwert den Eng-Millioun-Awunner-Staat, op dee mir histeieren. Deemools war eng grouss Debatt entstanen, well d'Leit déi Problemer gesinn hu kommen, déi mir haut hunn.

D'Haaptursaach vu bal all eise Problemer läit an deem massive Bevëlkerungszouwuess, dee mer déi lescht Joren erlieft hunn. Mir sinn an 30 Joer vun 180.000 Aarbechtsplazen op iwwer 500.000 gaangen. Mir si vun 12.000 Frontalieren op 230.000 gaangen. A mir si vun 380.000 Awunner am Joer 1990 op elo bal eeben déi 700.000 gaangen.

Dee massive Bevëlkerungszouwuess huet eis an eng Wuesstumsfal bruecht. An d'Problemer ginn ëmmer méi grouss: Verbauung, Zersiidlung, Stau, Verloscht vun eiser Identitéit vum Land, Zerstéierung vun der Natur, Infrastrukturmangel – evident –, Personalmangel beim Staat – evident –, Aarmut hu mer awer och nach an e Pensiounsproblem, well mir wëssen haut net, wéi mer all déi Pensioune wäerte bezuele vun deenen, déi haut hei schaffen. A wa mer

bedenken, dass mer 2,5 Persoune brauchen, déi schaffen, fir eng Pensioun ze bezuelen, da wësse mer jo alleguerten, dass de System, esou wéi en elo ass, nëmmen da kann opgoen, wa mer an 30, 40, 50 Joer net nëmmen op 1 Millioun Awunner sinn, mee op 1,5 oder op 2.

Héich Wunnengspräisser: dee selwechte Problem. A wie mengt, dass mer d'Wunnengsnout léisen, andeems mer nach méi Bevëlkerung kréien, dee verkennt jo d'Realitéit. De Wunnengsbau bei esou engem Zouwuess vun der Bevëlkerung ass ewéi en Eemer mat engem Lach: E wäert ëmmer eidel bleiwen. Et kommen ëmmer méi Leit no, wéi mer Wunnenge bauen. Dat sinn d'Froen, déi vill Leit sech dobausse stellen, wou awer leider elo net dervu geschwat ginn ass.

An ëmmer erëm, wa gesot gëtt, dass dee Bevëlkerungszouwuess, dee Wuesstum, eis jo alleguerte räich mécht, muss een dat nuancéieren: 20 % vun den Awunner liewen op der Aarmutsgrenz. A ganz vill vun hinne stinn ënner engem Konkurrenzdrock a mussen an d'Ausland auswanderen. Also hu mer trotz dem Wuesstum nach ëmmer immens vill Leit, deenen et hei am Land schlecht geet, déi op der Aarmutsgrenz liewen oder knapp driwwer.

Ech si gespaant, ob d'Aarmut an den nächste Joren zréckgeet oder net. Jiddefalls kënne mir net esou weidermaachen a mir musse Weeër fannen, fir e Wirtschaftswuesstum ze hunn ouni eeben dee groussen Zouwuess vun der Bevëlkerung. Dat geet, zum Beispill iwwer eng gutt Nischepolitick an Innovatioun. Mir mussen dofir esou wäit wéi méiglech un eiser Souveränitéit festhalen. Mir kënnen zwar net méi eng richteg aggressiv Nischepolitick maachen, wéi mer se emol gemaach hunn, mee déi Nischen, déi mer nach hunn, musse mer verteidegen. Och beim Tubak, och beim Bensinn, och beim Diesel. Mir brauchen dat Geld.

A Lëtzebuerg muss sech awer och un Erfollegsmodeller inspiréieren, déi mer mol haten. An ech mengen och, dass dës Regierung gewëllt ass, dat ze maachen, wat mech freet. Mir hunn den RTL opgebaut hei am Land, SES Astra. Och dat hätt kee geduecht, mee et ass fäerdegbruecht ginn. Mir kënnen, wa mer dru gleewen. Eng gutt, innovativ Nischepolitick muss gemaach ginn, andeems d'Stäerkte vun engem klenge Land ausgenotzt ginn: kuerz Entscheedungsweeër an ugepasste Gesetzer a Reglementer.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Do dernieft hu mer eng bedeitend Finanzplaz mat vill Kompetenz. Am Beräich vun der Digitaliséierung/KI gëtt et vill Potenzial, d'Produktivitéit zu Lëtzebuerg ze steigeren, ouni dowéinst op vill Bevëlkerungswuesstum mussen zréckzegräifen. Dëst ass de Wee mat enger gudder zukunftsorientéierter Innovatiounspolitick, fir e staarke Wirtschaftswuesstum ze kréien ouni grousse Bevëlkerungszouwuess.

Dat heescht net, dass kee méi heihinner kënnt. Natierlech brauche mir hei héich qualifizéiert Aarbechtskräften, mee de Wuesstum vun der Bevëlkerung soll moderat ginn, geréierbar sinn an e soll esou sinn, dass mer och nach eng Zukunft hei hunn, déi mer geréiere kënnen.

Eng vun de grousse Konsequenze vun deem Wuesstum sinn déi héich Wunnengspräisser. An iwwert de Logement huet den Här Premierminister sech relativ kuerz gehal, bal esou wéi wann de Problem geléist wier. Mee ech mengen, hie weess och, dass et net esou ass. Och wann et am Moment liicht unzitt an der Baubranche, a mir hunn déi Moossname jo och alleguerten ënnerstëtzt, sou bleift d'Situatioun fir vill a besonnesch déi Jonk hei am Land katastrophal.

Fortschrëtt bedeit dofir fir eis besonnesch, dass déi Jonk eng Perspektiv hu fir d'Zukunft an dass mer deene Jonken eng Perspektiv bidden, fir hei am Land wunnen ze kënnen. Dat si mer hinne schëlleg. Dofir musse mir als Politick suergen: fir deene Jonken déi Perspektiv ze schafen, déi mir, an ech mengen, bal alleguerten hei, och haten. Eng Wunneng, eng Aarbecht an dann och eng Famill kënnen ze grënnen, dat ass jo eigentlech dat Normaalst, Mënschlechst vun der Welt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Här President, en Theema, dat ech vermësst hunn, dat ass déi allgemeng Verkéierssituatioun hei am Land. D'Situatioun ass déi, dass mer eis net méi beweegt kréien. Et gëtt vu Joer zu Joer méi schlëmm amplaz besser. Et gëtt vill iwwer Mobilitéit geschwat, mee besser gëtt et net.

Gëschter Moie sinn ech an d'Chamber komm. Du stoung ech um 6.50 Auer moies zu Holzem – wann Der wësst, wou dat ass – am Stau. Op der Autobunn war eng geschitt. Fir heem war erëm op der Autobunn eppes geschitt. Dunn hunn ech eng Stonn gebraucht fir 13 Kilomeeter!

Iwwerall am Weste vum Land, wou ech wunnen, gëtt gebaut: Citéen, Appartementer, Haiser – Elmen a sou weider. Schéin a gutt! Ëmmer méi Leit, ëmmer méi Autoen, awer d'Strooose sinn um Niveau vun 1990! D'Bevëlkerung huet sech quasi verduebelt an deem Eck, mee d'Stroossen, déi sinn nach ëmmer wéi 1990. Dat ka jo net fonctionéieren! A wann ee wëll wuessen, ma da muss een d'Infrastrukture mat wuesse loossen an da muss een d'Stroosse mat wuesse loossen. Dat ass esou!

A wéi ass et da mat engem Ausbau vun der Areler Autobunn, dräispuereg? A wéi ass et da mat Ëmgeeungsstroossen, Käerjeng, Hesper, Kielen a sou weider? Firwat gëtt keng véierspuereg Strooss an den Norde gebaut? Mir wësse jo, dass dat, wat elo de Projet ass, deen zwar fir méi Sécherheet suergt an duerfir jo net schlecht ass, mee dee wäert jo awer déi Verkéiersproblematik, déi mer hunn, net léisen. An dat versteet jo keen.

A wa mer d'Diddelenger Autobunn da kucken. Déi ass ausgebaut ginn. Se sinn amgaangen, iergendwa gëtt et elo fäerdeg. Dann hu mer op deenen zwou Säiten dräi Spueren. An d'Leit hu sech gefreet, well da jo awer vläicht eng Verbesserung kënnt, well den Transitverkéier da besser laanschtkënnt an esou weider. Mee elo gesi mer, dass déi drëtt Spuer eigentlech just reservéiert ass fir eng Partie Leit, an dat sinn der net vill, an dass déi aner nach ëmmer am Stau stinn.

A wat ech komplett verréckt fonnt hunn, dat war, wéi ech héieren hunn, dass déi Vitess op där Autobunn mëttlerweil limitéiert gëtt op 90 Kilomeeter an der Stonn. Also wa Stau ass, kann ech dat jo verstoen. Da fiert ee jo souwisou net méi séier. Mee firwat dierf een an der Nuecht zum Beispill, wann awer do kee Stau ass, wann net vill Verkéier ass, net normal mat 130 fueren? Firwat muss een da mat 90 do op der Autobunn fueren? Ech hu geduecht am Ufank, et wier e Witz, du sinn ech mer dat ukucke gaang, mee dat stëmmt. An ech hu bis elo nach kee fonnt, dee mer dat konnt erklären. An iergendwéi hunn ech d'Gefill, dass probéiert gëtt, aus engem Drock, wéi och ëmmer, eng Politick géint den Auto ze maachen. An dat gefält mer net, well déi meeschte Leit brauchen den Auto. Dee gehéiert derzou. An duerfir solle mer eis och derfir asetzen, dass de Verkéier leeft.

En anert Theema, wat den Här Premierminister elo net ugeschwat huet, wat een awer hätt kënnen uschwätzen, dat sinn d'Sprooch an d'Integratioun. Dat schéngt vläicht net esou wichteg ze sinn, mee ech mengen awer, dass dat fir e groussen Deel vun de Lëtzebuerger nach ëmmer e ganz wichtege Sujet och haut nach ass. Wéi fuere mer weider hei? Wéi ënnerstëtzt d'Politick d'Lëtzebuerger Sprooch? Wéi setzt sech d'Politick a fir d'Integratioun hei am Land? An ech vermëssen do e kloert Bekenntnis fir eis Sprooch, esou wéi et den Här Juncker emol gemaach hat ...

(Interruption)

... am Debat zur Lag vun der Natioun, wou e ganz kloer gesot huet, dass hei am Land d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch ass.

D'Integratioun an d'sozial Kohäsioun sinn net erwäänt ginn, mee mir soen et kloer: Wa mir wëllen eng resilient Gesellschaft hunn, da musse mer eng Gesellschaft hu mat Zesummenhalt, da musse mer eng Gesellschaft hu mat Gemeinsamkeeten, mat gemeinsamen Erfarungen, mat gemeinsamen Ziler a mat gemeinsame Wäerter, déi eis zesummebréngen. An dat geet duerch Integratioun an dat war ëmmer den Erfollegsmodell vu Lëtzebuerg.

Mee amplaz Gemeinsamkeeten, déi eis staark maachen, gëtt d'Gesellschaft haut ëmmer méi divers auserneegedriwwen, zum Beispill an der Schoul. Do ass net vill driwwer geschwat ginn, obwuel do eng Revolutioun usteet, déi wäit iwwert d'Schoul eraus wäert eist gesellschaftlecht Zesummeliewe beaflossen. An dat ass eng Trennung zwëschent de Kanner, déi op Franséisch alphabetiséiert ginn, an deenen, déi op Däitsch alphabetiséiert ginn. Wéi soll dat funktionéieren? Wéi eng gemeinsam Sprooch solle mir nach an 30 Joer hei schwätzen? Bleift dat nach ëmmer aktuell, wat den Här Juncker gesot huet, dass och an Zukunft nach d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch wäert sinn? A wéi soll eng Gesellschaft resilient sinn, déi vu Klengem un a Parallellgesellschaften niefteneen opwiisst amplaz mateneen?

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech mengen, dass d'Liewensrealitéit vu ville Lëtzebuerger déi ass, dass d'Leit dat net gutt fannen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, erlaabt Der, dass d'Madamm Cahen Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, d'Madamm Cahen dierf eng Fro stellen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech géing gären den Här Keup froen, ob Dir et da besser fannt, wann d'Kanner doduerch getrennt ginn, well déi eng a Privatschoule ginn an déi aner an déi ëffentlech Schoul, oder ob et besser ass, d'Kanner effektiv alleguer zesummen ze loossen, fir dass se all zesumme kënnen an d'Schoul goen an all zesumme kënne grouss a staark ginn. Fannt Dir et besser, wann déi, déi sech et leeschte kënnen, hir Kanner a Privatschoule schécken? Villmools merci.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eng ganz gutt Fro, wou ech Iech Merci soen. Also aus enger gewëssener lénker Ideologie, déi ech awer iergendwou hunn, ...

(Exclamations et hilarité)

... war ech ni esou frou mat Privatschoulen. A fir mech war et ëmmer nom Modell, wéi et och a Frankräich ass. Eng Schoul fir all d'Kanner, dat ass fir mech ëmmer d'Zil gewiescht, d'Gesellschaft zesummebréngen an net auserneen.

Gutt, komme mer dann zu engem aneren Theema, wat hei elo scho kontrovers diskutéiert ginn ass a wat fir vill Opregung gesuergt huet: d'Pensiounen. Ech hunn och elo net richteg verstanen, wéi de System wäert sinn. An ech mengen, heibanne weess elo keen

et esou wierklech. A mir gi jo do nach méi Genaues gewuer iergendwann elo an den nächste Méint. Et ass effektiv geschwat gi vu pro Joer dräi Méint nach méi laang musse schaffen. Dat géif jo effektiv heeschen, dass een dann an zéng Joer zéngmol dräi Méint ... Dat géif jo da relativ vill ginn. Ech mengen, do kéim jo bal jiddwereen da ganz schnell op déi 65 Joer.

Une voix | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | Dat wier also eng ganz staark Erhéijung vum Pensiounsalter. Ech weess et awer net genee, well, wéi gesot, ech waarden do nach op méi genee prezis Aussoen da vun der Regierung, déi dat weess – denken ech.

Ech wëll awer soen, dass mir eis Hausaufgaben als ADR gemaach haten. Mir hate ganz kloer Propose proposéiert, a meng Kolleegin, d'Alexandra Schoos, huet dat och hei an der Chamber scho gesot gehat. Mir si souguer esou wäit gaangen, dass mer eis Proposen unhand vun enger Broschür un all Stot am Land verdeelt hunn, mat kloren an transparenten Iddien, déi vläicht och ëmstridde sinn.

Ech mengen, mir haten och do eng Erhéijung dran. Mir haten och eng Erhéijung vun de Cotisatiounen dran an esou weider. Mee ech mengen, dass et fir eis op jidde Fall wichteg war als Partei, de Leit alleguer dobausse kloer ze weisen, wou mir eis d'Léisunge virstellen a wou mir eis kënne virstellen hinzegoen. An ech géif mer wënschen, dass déi aner Parteien och esou kloer géife Faarf bekennen a soen, wat se da wëlle maachen, fir eise Pensiounssystem laangfristeg ze erhalen. An näischt maachen, do si mer eis eens, mengen ech emol, ass keng Optioun.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Familljepolitick: Wéi wichteg sinn d'Familljen, d'Kanner? Mir hu vill Kanneraarmut an allgemeng eng Entwécklung zu Lëtzebuerg, mee och an Europa, déi de Familljen net onbedéngt entgéintkënnt. D'Famill ass haut net méi dat, wat se war. Se huet net méi dee Stellewäert. Dat ass schued, well d'Famill ass wichteg als Basis vun der Gesellschaft a si ass besonnesch wichteg fir d'Kanner. An d'Kanner sinn dann och déi Leidtragend, déi dorënner leiden, dass d'Famill net méi esou wichteg ass.

Duerfir kréien och vläicht ëmmer méi Leit manner Kanner. Vill Jonker haut zécken, Kanner ze kréien, Familljen ze grënnen, well se d'Méiglechkeete vläicht och net hunn, well déi finanziell Moyene feelen. Dat ass dramatesch! Doru musse mer schaffen a mir musse kucken, dass jonk Familljen net méi einfach esou doduerch, dass se Kanner kréien, an d'Aarmut falen. Do muss et eng aner Méiglechkeet ginn a mir mussen déi ënnerstëtzen.

A fir de Rescht, mengen ech, och nach eppes ganz Wichteges, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen. Dat wier, dass mer endlech den Elteren de Choix ginn, ob se wëllen hir Kanner a Strukturen, wéi et elo ass, gratis betreie loossen oder ob mer se entschiedegen an där Héicht, wa se bereet sinn, och en Deel doheem bei hire Kanner ze verbréngen. Dat wier eng Politick, déi d'Kanner géif an den Zentrum setzen. An dat ass déi Politick, déi mir als ADR fir d'Wuel vun de Kanner wëllen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Zu de Steiere kann ech net vill soen. Dat ass kuerz ugeschwat ginn. Do soll elo nach diskutéiert ginn. Ech sinn da gespaant, op wat dat erausleeft. Et ass ëmmer gesot ginn – an ech mengen, et war och eng Motioun hei gestëmmt ginn an der Chamber –, dass bei de Steiere quasi kee wäert verléieren. Ech hoffen. Ech sinn dorop gespaant, wéi dat méiglech ass.

Dann ass kuerz eng Kéier och un d'Pandemiejoren, déi nach net esou laang hier sinn, erënnert ginn. An ech wëll awer hei och soen, dass een do eppes gutt gesinn huet, an zwar dass eng Krisesituatioun iwwerdriwwen op eemol dozou gefouert huet, dass elementar Fräiheete vun de Bierger opgehuewe gi sinn. An dat sollt eis am Fong als Warnung gëllen. De Staat däerf ni iwwerreagéieren, d'Grondfräiheete mussen erhale bleiwen a Moossname musse ganz gutt iwwerduecht sinn. Do dierf näischt iwwert de Knéi gebrach ginn. An eleng aus deene Grënn fuerdere mer och ëmmer erëm, dass eng anstänneg an objektiv Opaarbechtung vun där Zäit gemaach gëtt, an dat eebe grad, fir doraus ze léieren a fir an Zukunft demesuréiert Moossnamen, déi eis Fräiheet kéinten agrenzen, ze verhënneren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Mercosur, dat interessant Theema. Anscheinend wosst d'Landwirtschaftsministerin net, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Mercosur-Ofkommes unzehuelen. Ech weess et net, dat stoung an enger Zeitung.

Une voix | Dat schéngt de Prinzipp an der Regierung ze sinn.

M. Fred Keup (ADR) | Et schéngt esou ze sinn.

(Interruption)

Ech wëll awer soen: Als ADR kënne mer net e Mercosur-Ofkommes matdroen, wat eise Bauere schuet. A wann et dorop erausleeft, da wäerte mir eis natierlech dergéint ausschwätzen. Mir hunn hei am Land eng qualitativ héichwäerteg Landwirtschaft, a mir stinn op der Säit vun dëser Landwirtschaft a mir hätte gär, dass eis Bauere fir hir gutt Produkter och dat kréien, wat hinnen zousteet, an dass sech hir Aarbecht och lount. A wann d'Mercosur-Ofkommes dozou féiert, dass dat net méi geet, da kann et dat net si fir eist Land.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Nächste Punkt kuerz: Wandanlagen. Et ass schéin a gutt, wann ee wëll vill Stroum produzéiere mat ville Wandanlagen a ganz schnell wëll bauen an nach méi héich wëll bauen.

(Interruption)

An et ass och gutt, wann een dat wëll am Respekt vu Mënsch an Natur maachen. Mee ech froe mech awer heiansdo, wéi dat Dilemma soll goen, well et sinn awer och ganz vill Leit, déi wëllen net onbedéngt zum Beispill eng ganz héich Wandanlag no bei hirem Duerf. A wa mer da soen, wéi de Premierminister et sot, „am Respekt vum Mënsch", dann deiten ech dat jo esou, dass och d'Mënschen op där Plaz matdecidéiere kënnen. An ech géif dann hei fuerderen, dass, wann esou Projete sinn ... Mir schwätze jo hei vu wierklech industrielle Wandanlagen, déi ganz héich sinn an déi e groussen Impakt hunn. Da si mir derfir, dass d'Mënschen, déi do wunnen, an engem Referendum och gefrot ginn, ob se domat averstane sinn oder net.

(Interruptions)

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | A wa se et wëllen, da kréie se et. A wa se et net wëllen, da loosse mer et sinn. Dat ass den demokratesche Prinzipp, dee mir verteidegen.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Tipptopp!

M. Fred Keup (ADR) | Als ADR sti mer fir sécher a bëlleg Energie. Dat ass eist Zil. A mir sinn do déi leschte Joren an Europa op de falsche Wee geroden duerch eng Politick, déi ganz gréng-ideologesch war a wou Feelentscheedunge getraff gi sinn, déi zum Beispill derzou gefouert hunn, dass an deem Land, wat am wäitsten ass an der Energiewend, Däitschland, d'Stroumpräisser am héchste sinn. An de Stroum ass deier an ass och eventuell net méi sécher. Mir haten elo a Spuenien e Blackout. An ech soen net, dass deen nëmmen duerch alternativ Energië war, mee ganz kloer huet dat och eng Roll matgespillt. Déi Problemer kann een anscheinend behiewen, dat bedeit awer vill Aarbecht a vill Investissementer.

Ech wëll soen, dass mir mussen eng realistesch Politick féieren. Ech gesinn och, dass d'Europäesch Unioun am Moment gewëllt ass, dee Wee matzegoen. Si geet e bësse fort vum Green Deal. Et ass fënnef op zwielef. Dat ass gutt. Mir wëlle bëlleg Energie, mir wëllen Energiesécherheet, well dat ass et, wat eis staark mécht.

Den Här Frieden huet geschwat vu „Migratiounspolitick mat Häerz a Verstand". Dat hunn ech vun iergendwou kannt. An dunn hunn ech dat emol nach eng Kéier nogekuckt. An effektiv hate mer an eisem Walprogramm stoen: „Flüchtlingspolitick mat Häerz a Verstand". Do gesäit een also den nämmlechte Wording.

(Interruption)

Mir kënnen also nëmme mat där Ausso d'accord sinn. An de Premierminister huet weider gesot: „D'Recht op Asyl muss garantéiert bleiwen." Jo! „Dat ass en zentraalt Element vun eise Wäerter vun Oppenheet a Mënschlechkeet." Jo! „Mir brauche legal Migratioun, fir eise wirtschaftlechen a soziale Modell an Europa ze erhalen." Jo! „Gläichzäiteg muss déi illegal Migratioun bekämpft ginn." Jo! „An déi Leit, déi illegal an d'EU kommen, mussen erëm ausgewise ginn." Jo! Alles dat steet och an eisem Programm. An et freet eis natierlech, wann Elementer aus deem Programm och dann – net nëmmen déi do, och anerer – ëmgesat ginn.

Eise System fänkt un ..., oder ass schonn eng Zäit iwwerfuerdert. Mir hunn net genuch Plazen. Et gëtt ëmmer méi deier. An d'Situatioun gëtt ëmmer méi komplizéiert. D'Strukture stoussen un hir Grenzen. A wa mer eng responsabel Immigratiounspolitick wëlle maachen, da musse mer eng aner Richtung aschloen.

An den Här Premierminister huet dovu geschwat, „dass d'Integratiounscapacitéite vun eiser Gesellschaft net iwwerstrapazéiert ginn". An ech géif awer soen, dass dat gutt ass, well ech mengen, dass déi schonn iwwerstrapazéiert sinn. Mir héiere vu ganz ville Problemer, liesen ëmmer erëm Artikelen doriwwer, an och grad um Wunnengsmaart.

An ee Punkt ass jo ganz schwiereg hei am Land. Dat ass deen, dass ganz oft eeben déi Migranten, déi kommen, mat deenen anere Schwächsten an der Gesellschaft ëm sozial Wunnenge konkurréieren. Dat ass eng geféierlech Situatioun.

Zum Schluss nach e wichtegt Theema: Kriminalitéit. „Déi momentan Situatioun op spezifesche Plazen, esou wéi am Garer Quartier, limitéiert d'Fräiheet vun de Leit, déi do liewen." Genau dat ass et. A mir mussen déi erëm assuréieren. Et ass och net nëmmen op der Gare. Et ass op ville Plazen hei am Land, wou d'Sécherheet net méi déi ass, déi se sollt sinn. An et gëtt héich Zäit.

Mir hunn ëmmer kloer Moossname virgeschloen: transparent iwwer Kriminalitéit berichten, kloer Donnéeën. Méi Police op der Plaz, am ëffentlechen Transport, Identitéitskontrollen. Méi Befugnisser fir d'Police; d'Police muss kënnen duerchgräifen; méi Rechter fir e Polizist, fir sech am Noutfall ze wieren; de Platzverweis,

endlech Taser. Da schnell a konsequent Verurteelungen op de Geriichter. Kriminell Auslänner, déi illegal am Land sinn, Kriminaltourismus, déi, déi aus Frankräich eriwwerkommen, just fir hei Drogen ze verkafen a soss Saachen ze maachen, erëm zréckbréngen a konsequent och Intensivtäter, déi mer och hei am Land hunn, wann et méiglech ass, wa se net vun hei sinn, ausweisen. Kameraen installéieren, grad op de Grenzen, fir d'Autoen, d'Autosplacken ze kontrolléieren.

Alles dat si wichteg Punkten, déi mir nëmmen ënnerstëtze kënnen. An et freet eis, dass d'Regierung och op dee Wee wëll goen an dee gréissten Deel vun deene Saachen och wëll ëmsetzen. A mir hoffen, dass dat mat der néideger Seriositéit an Duerchsetzungskraaft gemaach gëtt, dass d'Police ënnerstëtzt gëtt, fir hir Aarbecht gutt ze maachen.

Mir wënschen eis och, dass d'Zesummenaarbecht mam Ausland gutt fonctionéiert, besonnesch mat Frankräich. Et freet mech och grad mat Frankräich, well mer a Frankräich eng Regierung hunn, déi sech am Moment wierklech de Kampf géint d'Delinquance op de Fändel geschriwwen huet, wou ganz kloer gesot gëtt, och vum Minister Retailleau, wéi d'Situatioun ass a wéi ee muss virgoen. A mir kënnen eis do nëmmen e Beispill huelen, well dat, wat bei hinnen haut deelweis ass, gëtt et och scho bei eis.

Dat ass absolutt Prioritéit. An ech mengen, dass mer mussen eppes maachen an dass mer eise Leit am Land dat schëlleg sinn. Mir ware fréier mol e méi séchert Land a mir mussen alles maachen, fir dass Lëtzebuerg erëm eent vun de sécherste Länner an Europa gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Konklusioun: Dir gesitt, dass mer bei munchem méi no beienee leien. Bei munchem leie mer méi wäit auserneen. Dat ass ok. Mir probéieren, eng Politick als ADR ze maache mat konkreete Virschléi, verantwortlech, no beim Bierger a mat eise Wäerter natierlech am Aklang.

Dat ass eise Programm, dee mer mat Courage a Verantwortung wëlle maachen. Mir wëllen hei am Land erëm eng Gebuergenheet. Mir wëllen eng Fräiheet. Mir wëllen eng Sécherheet. Mir wëllen e Land, dat sech trei bleift a senge Wäerter. Mir wëlle Souveränitéit. Mir wëllen och Toleranz. Mir wëllen e Land, wou d'Lëtzebuerger gelauschtert ginn a matdecidéiere kënnen, wou si an hir Famillje kënne wunne bleiwen an och gär wunnen, wou se an hirem Land kënne wunne bleiwen, an dat an enger gudder Situatioun. Mir wëlle fort vum Eng-Millioun-Awunner-Staat. Mir wëllen e Land mat engem gesonde Wuesstum fir eis a fir eis Kanner.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup.

Mir sinn domat um Enn vun der Sitzung fir haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert haut de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.28 heures.)

83e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 35**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Débat sur l'état de la nation (suite)** **p. 35**
   Mme Sam Tanson (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | M. Marc Baum | M. Ricardo Marques | Mme Carole Hartmann | M. Ben Polidori | M. Laurent Mosar (interventions de M. Marc Baum, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, Mme Sam Tanson, M. Dan Biancalana et M. Marc Goergen) | Mme Corinne Cahen (intervention de Mme Taina Bofferding)

   Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (interventions de Mme Francine Closener et M. Marc Baum) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) (intervention de M. le Premier ministre Luc Frieden) | M. le Premier ministre Luc Frieden (interventions de Mme Sam Tanson) | Mme Taina Bofferding (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden (intervention de M. Marc Baum) | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. Claude Haagen (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Premier ministre Luc Frieden (interventions de M. Claude Haagen)

   Motion 1 : Mme Diane Adehm | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre

   Vote sur la motion 1 (rejetée)

   Motion 2 : M. Gusty Graas | M. David Wagner | Mme Sam Tanson | M. Franz Fayot | M. Gusty Graas | M. Sven Clement | M. Luc Frieden, Premier ministre

   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Max Hahn, Mme Stéphanie Obertin, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mir fueren de Mëtteg mat der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun virun. D'Riedezäit ass, wéi gesot, nom Modell 5 festgeluecht an ech hunn de Moie schonn d'Riedezäite genannt. Et sinn elo nach ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum, den Här Laurent Mosar, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Ben Polidori an den Här Ricardo Marques. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Här Premierminister, zejoert hat Der gesot, Dir géingt eis an Zukunft Är Ried wärend der Debatt dann och ausdeelen, wa mir dat och géinge maachen. A vu datt mer se gëschter nees net kruten, maachen ech dann elo den éischte Schrëtt. Ech hunn zwar kee sou schéinen Design wéi Dir fir Äre Logo. Mee ech wär awer frou, wann een dem Premierminister géing meng Ried hei dann och ginn. Si ass och net gespellcheckt. Si ass nach net ganz laang fäerdeg, duerfir … Mee Dir gitt bestëmmt och esou domat eens.

Firwat dat gëschter fir mech wichteg gewiescht wier? Well mer Iech 90 Minutte laang nogelauschtert hunn an et sech a priori ugehéiert huet wéi lauter nei Mesüren. Awer déi meescht dovu ware just e bësse recycléiert ginn, wat mer jo a priori och sympathesch ass, mee wat awer net fir nei Moossname stoung.

A wärend Dir geschwat hutt, hu mer natierlech gläichzäiteg nogelauschtert, analyséiert, interpretéiert a kontrolléiert, an dat ouni eeben d'Dokument, fir direkt dann duerno erofzegoen an der Press séier eng Reaktioun ze ginn, ouni ganz sécher ze sinn, wat Der dann elo wierklech gesot hutt. Bon, dat ass net esou seriö, wéi mir eis dat virstellen. An et weist och, datt Dir ons, mengen ech, net esou seriö huelt, wéi dat eigentlech sollt sinn.

Duerfir meng Demande un Iech: Haalt wannechgelift op, d'Chamber ze infantiliséieren! Ech soen dat elo de Mëtten hei am Kontext vun der Ried, mee dat gëllt insgesamt fir den Ëmgang vun Ärer Regierung mam verfassungsrechtlech éischte Pouvoir: Stéchwuert Mudam, Stéchwuert Ruanda, Stéchwuert kuerzfristeg Annulatioune vu gefrotene Kommissiounssëtzungen, wéi nach déi lescht Woch.

Mir kënnen ons Kontrollfunktioun net ausüben, wa quasi all Blat Pabeier, dat mer bei Iech ufroen, als vertraulech agestuuft gëtt, soudatt mer déi Dokumenter net ëffentlech debattéiere kënnen. An dës Fonctioun gëtt ons a fortiori onméiglech gemaach, wa mer déi Dokumenter iwwerhaapt net kréien, mat iergendwellechen haarsträubenden Argumenter.

Ech sinn dem Chamberspresident duerfir ganz dankbar fir de schrëftleche Rappel, deen en der Regierung heizou gemaach huet an hoffen dann och op en e

bësse besseren Dialog. Souwäit in eigener Sache. Ech kommen dann elo zu menger eigentlecher Ried.

„Léiwe Bopa, mer haten haut, no dräi Woche Paus wéinst der schlëmmer Hëtzt, endlech nees Schoul. Mir hunn dunn iwwert de Moment geschwat, wou eigentlech nach alles méiglech gewiescht wier, wou een hätt kënnen Entscheedungen treffen, fir vill vun de schreckleche Konsequenze vum Klimawandel an de massive Verloscht vun Déieren- a Planzenaarten ze verhënneren. Ons Klimaproff sot, dat wier an den 2020er-Jore gewiescht. Mee deen Ament wier a ville Länner aus politesche Grënn d'Ëmweltproblematik klenggeschwat ginn. Et hätt een d'Leit net wëllen ‚nerve' mat deem Problem, deen awer wäit ewech war, méi wäit ewech wéi déi éischt grouss Pandemie aus deem Joerhonnert oder d'Kricher.

Bopa, du waars jo deemools och an der Politick. De Papa zielt mer ëmmer dovun. Ech froe mech, a jo, ech weess, Lëtzebuerg ass e klengt Land, mee häss du, hätt dir net kënne méi maachen? Firwat wousst dir esou vill, mee hutt esou wéineg verännert?

Vläicht hues de jo Saache gemaach, vun deenen ech näischt weess. Mee déi Fro beschäftegt mech zënterhier. Konnts du net déi extreem Hëtzten, déi klimabedéngte Migratiounswellen, d'Knappheet vum Waasser, d'Ausstierwe vun den Insekte verhënneren? Oder hëllefen, datt et net esou wäit kënnt? Du kanns mer jo vläicht bei Geleeënheet erzielen, wéi a wou s de dech fir de Schutz vu Klima an Natur agesat hues. Léif Gréiss, Noah."

Här Premierminister, ech muss Iech éierlech soen, ech hu mech ugangs e bësse schwéier gedoen, mech op déi Debatt hei virzebereeden. Net well et näischt ze soe géif ginn, mee well ech den Androck hunn, datt trotz all Narrativ, deen Dir probéiert ze setzen, wéi „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken" oder eebe gëschter „Stabilitéit duerch Fortschrëtt", dës Regierung bis elo, no 18 Méint, nach ëmmer net schrecklech vill opweises huet. Et gëtt villes einfach ëmgesat, wat scho laang decidéiert war, Gesetzer gestëmmt, déi scho Joren um Instanzewee sinn. An dat als Oppositiounspolitikerin ëmmer nees ze thematiséieren, ass e bësse müsam, oninteressant an net ëmmer ganz inspiréierend, mee trotzdeem leider noutwendeg.

Dorun ännert och Är schéi PowerPoint vu gëschter hei näischt: „Dës Regierung liwwert." Well wann een der Liwwerkette vun där PowerPoint op d'Spuer geet, da mierkt een, datt do eng Hellewull u frieme Fiederen derbäi si bei deem, wat der op eng dach zimmlech culottéiert Aart a Weis an d'Vitrinn stellt. Sief et d'Upassung vum Index un d'Steiertabell, déi zum Deel schonn decidéiert war, PV-Anlagen, déi duerch ons Mesüren an trotz Ärem Reduzéieren dovunner 2024 esou e Boom haten, d'Moderniséierung vum Adoptiounsrecht ...

An do hunn ech zwar och getickt de Moien! Ech hat mech bei der Debatt iwwert de Projet de loi zréckgehalen, wou de Fraktiounspresident vun der DP och sot: „Et dréit ganz kloer d'DP-Handschrëft." Ech ka mech erënneren, wéi ech dee Projet ausgeschafft hunn, beim deemolegen Educatiounsminister nogefrot ze hunn, ob et net de Moment wier, fir méi eng grouss Reform vun der Adoptioun ze maachen, wou och säi Ministère géing mat dru schaffen, an dass ech do iwwerhaapt kee Retour krut an dass kee Wëllen do war, fir iergendeppes ze maachen. An ech fannen et dach relativ interessant, dass elo jiddweree sech déi Reform do op de Fändel schreiwe wëllt!

... d'Effektiver a Police a Justice, d'Zuchstreck Beetebuerg, déi méi wéi siwe Joer am Bau ass, de Contournement vun Housen – an ech kéint esou weiderfueren. Jee, vill Dossieren, déi Dir net „liwwert", mee déi Der Iech just appropriéiert a wou Ären Haaptmeritt gréisstendeels dobäi läit, datt Der se net opgehalen hutt. Guer net ze schwätze vu Mindestlounupassungen, wat en einfache legale Mechanismus ass, deen Der och glécklecherweis net ausgesat hutt. Oder de Retour vum Wuesstem, deen also op Är Politick géing zréckgoen, woubäi mer heibannen alleguerte wëssen, datt dat dach ganz wäit hiergeholl ass.

A wann ech an der selwechter Logik ënnerwee wier wéi Dir, da géing ech soen: An d'Hausse vum Chômage, geet déi och op Iech zréck? Genee wéi Der behaapt, d'Kris am Bau gestoppt ze hunn. Eng weider Ausso, mat där och zum Beispill de Michel Reckinger de Moien net averstane war, an zu Recht. Et brauch ee just d'Zuele vun de Faillitten ze kucken, déi 2024 an och dëst Joer nach weider klammen.

Et kann ee sech jo froen, wisou Der et fir néideg befannt, esou Dokumenter ze verdeelen. Meng Äntwert dorop ass: Et ka jo nëmme sinn, well d'Blat soss vill, vill méi eidel wier, wann Der net alles dat dote géingt mathuelen!

Da sot Der mer, ech misst jo eigentlech och frou sinn, als fréiere Regierungsmember, datt Der weiderhi vill vun deem weiderféiert, wat mir an d'Weeër geleet hunn. Jo, dat stëmmt. Mee et ass och eng Fro vu Stil, ob een de Copyright respektéiert.

Nieft all deem, wat Dir weiderféiert, gëtt et natierlech och zwee bis dräi Beräicher, wou Der konsequent eng aner Politick maacht an och houfreg drop sidd. Alle virop ass dat den Natur- a Klimaschutz.

Fir Iech limitéiert sech Klimaschutz op den Ausbau vun erneierbaren Energien. Dat ass e wichtegt Element. An Dir hutt och gëschter e puer positiv Elementer proposéiert. Ech komme méi spéit drop zréck.

Mee dat eleng geet net duer. D'Natur kënnt bei Iech, och gëschter, dacks nëmmen da vir, wann et drëms geet ze antagoniséieren: Natur géint iergendeppes. A mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat esou verstanen hunn. D'Reaktioun vum Mouvement écologique haut ass ferm: „Enttäuschend a besuergniserreegend" hu se Ären Discours gëschter fonnt, virun allem wann een d'Zukunftsgestaltung kuckt.

An dobäi – an dat hutt Der jo och gëschter gemaach – kuckt Dir jo och gären an d'Zukunft. Dir wëllt eng besser Welt gestalten, hutt Der gëschter gesot. An do – ech hunn en net vergiess, Dir hoffentlech och net – kënnt den Noah an d'Spill. Den Noah, stellvertriedend fir ons Kanner, Enkelen, Groussenkelen a Urgroussenkelen, déi an 20, 30, 40 Joer dat ausbuede mussen, wat mir gemaach hunn – oder besser gesot net gemaach hunn.

Ech weess, Dir sidd nach net Grousspapp, mee ech wënschen Iech jo, datt Der et gitt. Well wat gëtt et méi Schéines, wéi Kanner grouss ginn ze gesinn? Kanner, déi vun hirer Zukunft dreemen, Charakteren, déi sech forméieren, Talenter, déi sech kristalliséieren, Freed u klenge Saachen an u groussen.

Wann ech mer et dierf erlaben: Ech hunn et schued fonnt, datt d'Kanner gëschter eigentlech nëmme bei der Pathologie vun den Ecranen ernimmt goufen.

Mee mir als Elteren, eventuell zukünfteg Grousselteren oder Urgrousselteren, kënnen eis jo net nëmmen drun ergëtzen, wéi schéin et ass, datt se do sinn. Mir mussen och hinnen nach eng Méiglechkeet ginn, e gutt Liewen ze hunn, datt se op engem Planéit wunnen, op deem et net konstant ze waarm ass, op deem net d'Mënsche mussen hir Heemecht verloossen, well se onbewunnbar ass, op deem Kanner genuch Waasser fir ze drénken hunn an eng Perspektiv.

Mir kënnen eis dach net virum Fait verstoppen, datt mir wëssen, wat amgaangen ass, mat eisem Planéit ze geschéien – oder besser: wat mir amgaange sinn, domat unzeriichten –, an datt mir Technologien hunn, fir et besser ze maachen, datt mer och wëssen, wat et kéint kaschten, eng nohalteg Transitioun fir eise Planéit ze stemmen. An dat beinhalt eeben net nëmmen eng Energietransitioun, op déi et gëschter reduzéiert ginn ass.

Fakt ass awer, datt Är Regierung hei, wann et zielt, de Kapp an de Sand stécht; datt Dir op d'mannst probéiert, den Androck ze ginn, wéi wann eng Approche an dem Beräich vum „Abwarten und Tee trinken" kéint gutt goen, andeems Dir jo sot, et wier nach Zäit an et wieren och nach aner Prioritéiten. Beschtefalls interesséiert Der Iech net fir d'Klima- an Ëmweltfro. Am schlëmmste Fall awer schafft Der dergéint. A letztendlech ass dat, wat Der op dësem Dossier maacht – an net maacht –, och aussagekräfteg fir Är Politick.

Dir hutt jo insgesamt eng Approche vum „Manner", och wann Der gëschter exceptionnel oft d'Wuert „méi" gebraucht hutt. Mee Äre Credo ass meeschtens: „Manner Steieren, manner Paperassen, manner nerven." Vu wat Der méi wëllt, dat sot Der net ëmmer esou riichteraus. Méi laang schaffe goe fir d'Pensiounen? Méi onfaire Fräihandel, och wann en zulaaschte vu Baueren, dem Klimawandel, der Gesondheet geet? Méi Drock op Salariéen am Numm vun der Kompetitivitéit?

Natierlech, Dir wäert mer soen, Dir wéilt méi bauen, méi Innovatioun, méi Flexibilitéit an den Aarbechtszäiten. An ech wäert Iech dann äntwerten: Manner Ëmweltschutz, manner Gerechtegkeet, manner Rechter fir Salariéen! Dat ass Politick. Oder besser gesot, politesch ass d'Fro, wat dann elo besser ass tëscht deenen Alternativen.

Bei Ärer bis elo éischter negativer Äntwert um Wee an d'Zukunft, där vum „Manner", erwaarde mer ons awer vun Iech, datt Der wierklech eng Richtung weist, wéi Der Lëtzebuerg konkreet wëllt besser maachen. Muer, mee virun allem och mam Bléck op iwwermuer, bei den Noah.

Dee Mangel un enger positiver zukunftsgeriichter Visioun gesäit een och op der Dagesuerdnung hei an dësem héijen Haus. D'Regierung ass lues am Depot vu Gesetzer. Ausser e puer Direktiven a virun allem Gesetzer vum Léon Gloden, vun deenen een dann heiansdo kann halen, wat ee wëllt, deen awer seng Aarbecht mécht, ass do net vill ze mellen. No 18 Méint hätt ee sech kënnen erwaarden, dass do eng Regierung mat engem Plang a CEO méi virzeweisen hätt.

An och an eise Gespréicher mierkt ee sou lues, dass d'Ongedold wiisst an datt een d'Auer vun dëser Legislaturperiod ticken héiert, wat d'Méiglechkeet vu grousse legislative Chantieren ugeet. Wa grouss Dossiere wéi d'Vereinfachung, d'Pensiounen, d'Steieren e bësse Verzuch kréien, da gëtt et just, fir mat Ärer 35er-Majoritéit, déi Der elo hutt, wierklech en Impakt ze hunn.

Dofir, wou sti mer haut, 18 Méint no der Regierungsbildung an net emol eelef Méint nom leschten État de la nation? Onse Constat ass deen hei: Esou richteg gesäit een nach ëmmer net, wou Är Rees soll higoen. Et mierkt ee wuel, wien oder wat Iech méi wichteg ass: Patronat versus Gewerkschaften, Promoteure versus Ëmwelt, Law and Order versus Mënscherechter, Multinationalle versus Aarmutsbekämpfung, Banke versus Caritas. Mee ausser fir vill Opreegung an deenen eenzelnen Dossieren ze suergen, ass u sech néierens vill geschitt. An och gëschter krute mer net vill Konkreetes.

An och net an deem Dossier, deen Der als Gréissten op Ärem Fändel stoen hutt an un deem Der

letztendlech wäert gemooss ginn: dee vun der administrativer Vereinfachung, Digitaliséierung, Once-Only, Accessibilitéit vun de staatleche Servicer.

A jo, et kann een och soen, et ass eréischt een Drëttel eriwwer an Dir hutt nach zwee Drëttel. An et ass och nach net Zäit fir den definitive Bilan. Vläicht kënnt jo nach richteg Beweegung an all déi Dossieren eran. Bis elo hutt Der jiddefalls bei enger Rei Sujete schonn e Retard par rapport zu deem, wat Dir ons selwer hei am Juni zejoert annoncéiert hutt.

Verschiddener hutt Der souguer gëschter nach eng Kéier annoncéiert. Vun aneren ass keng Ried méi: De Plang, fir d'Aarmut ze bekämpfen, ass nach ëmmer net do. Elo sot Der gëschter: „D'Leit brauche kee Plang, mee konkreet Hëllef." Natierlech brauchen d'Leit Konkreetes, mee d'Aarmutsbekämpfung muss nawell e koordinéiert Ganzt sinn, och preventiv, net just Hëllefen ausbezuelen. An ech wëll Iech dann awer drun erënneren, datt Dir selwer dee Plang op den Dësch geluecht hutt, net zulescht och beim leschten État de la nation.

D'Steieren am Wunnengsberäich hutt Der gëschter guer net méi ernimmt, obwuel der se zejoert fir Enn 2024 ugekënnegt hat. Beim Mesürepak flexibel Elterenzäit, Deelzäitaarbecht, Organisatioun vun der Aarbechtszäit an nei Reegele fir Sonndesaarbecht – wat Der och esou d'lescht Joer annoncéiert hat – läit bekanntlech just de leschte Volet vir. De Rescht hutt Der gëschter, wéi schonn zejoert, nees ugekënnegt. Ech kommen nach drop zréck.

An d'Reform vum Informatiounszougangsgesetz hutt Der zwar deposéiert, allerdéngs ouni d'Informatiounszougangsrecht vun der Press ze stäerken, soudatt ee muss soen, datt et hei net nëmmen d'Oppositioun ass, déi fënnt, Dir hätt nach Sputt no uewen, well villes vun deem, wat Der zejoert hei selwer annoncéiert hutt, bis elo nach net geschitt ass. Mee Dir sidd och Ärem eegenen Usproch vun Ärer Ried vun zejoert un Iech an Är Ekipp net wierklech gerecht ginn. Rendez-vous dann an engem Joer, fir de Bilan ze zéie vun deem, wat Der gëschter ugekënnegt hutt.

Den Exercice hei heescht jo État de la nation. Wéi geet et dem Land no 18 Méint Schwaarz-Blo? Ech muss Iech soen, ech hu mech gëschter méi wéi eng Kéier gefrot, ob ech amgaange wär, Pippi Langstrumpf ze kucken, fräi nom Motto „Ich mach mir die Welt, wie sie mir gefällt". An do schwätzen ech net vum internationale Kontext. Do deelen ech, wéi meeschtens, vill vun Äre Constaten. Ech schwätze vun deem, wéi Der Iech d'Situatioun heiheem probéiert schéinzerieden. Wann dann de Moie souguer de President vun der UEL um Radio seet, d'wirtschaftlech Situatioun wier bei Wäitem net esou gutt wéi vun der Regierung duergestallt, da léisst dat déif blécken.

Ech wëll den Zoustand vun onsem Land u véier Froen ausmaachen: de Sozialdialog, de Logement, d'sozial Ongerechtegkeeten an natierlech d'Ëmwelt- a Klimapolitick. Et huet virun allem eppes dat éischt Drëttel vun Ärem Regéiere markéiert: déi extreem konfliktuell Situatioun mat de Gewerkschaften. Egal, wéi Dir dat elo gëschter beschriwwen hutt, d'Realitéit ass: Dat ass du jamais vu an de leschte Joerzéngten! Dat beweist och d'Reaktioun vun OGBL an LCGB gëschter no Ärer Ried.

Vläicht ass et jo och eng philosophesch Fro, wat Dir, d'ONGen, d'Gewerkschaften, mir als Chamber, ënner Dialog verstinn. Bei Iech huet en Dialog stattfonnt, wann Dir mat engem um Dësch souzt, en um Telefon hat, vläicht och nach en Thüringer mat engem giess hutt. Fir vill Mënschen ass awer en Dialog, gelauschtert ze ginn, verstanen ze ginn an och ze mierken, datt do Schrëtt op een zougemaach ginn. Mee d'ONGen, d'Associatiounen a Gewerkschaften hei am Land, déi fille sech net gehéiert oder verstanen. Do si mer ganz wäit dervun ewech. Wéi sot e Vertrieder vun enger ONG deslescht: „Mir sëtzen net mat um Dësch, mir stinn um Menü."

Dialog ass nëmme wäertvoll, wann en net nëmme formell, mee och substanziell gefouert gëtt. Verantwortung ze iwwerhuelen, heescht och, bereet ze sinn, sech iwwerzeegen ze loossen. Är Ried gëschter war e Schlag an d'Gesiicht vun de Gewerkschaften. An allen Dossieren, fir déi si kämpfen, hutt Der Iech gëschter op d'Säit vum Patronat geschloen: Kollektivverträg, Sonndesaarbecht an, virun allem, datt elo gläich jiddwereen hei am Land muss méi laang schaffe goen.

Wéi gesitt Dir d'Roll vun de Gewerkschaften an Zukunft? Zanter Méint gëtt hei mat Wierder gespillt. D'Sozialpartner gi kuerzfristeg geruff, mee konkreet Aussoen – Fehlanzeige. Nodeems den Aarbechtsminister d'Exklusivrecht vun de Gewerkschafte bei de Kollektivverträg a Fro gestallt huet, hutt Dir, Här Premierminister, eng Sozialronn am Januar ugekënnegt. Gëschter hutt Der eis eeben elo matgedeelt, déi wier quasi konstant, déi Ronn. Wéi gesot: Telefon, Thüringer oder ganz kuerzfristeg esou zoufälleg virum État de la nation.

Äre Regierungspartner krut anscheinend awer och net mat, dass déi Ronnen do géife gefouert ginn, soss hätt déi nei Parteipresidentin jo net gefuerdert, dass déi Ronn endlech soll kommen. Mee wat ass d'Resultat? Dir hutt och gëschter en gros dat selwecht gesot wéi eigentlech den Aarbechtsminister schonn, wéi dee ganzen Eclat zustane koum. D'Verhandlungsrecht vun de Gewerkschafte gëtt wuel reduzéiert. Déi faméis Sozialronn ass oder war eng Alibiveranstaltung.

An dann déi quasi 24/7-Ouverture vun de Geschäfter. Dir hutt dat gëschter tatsächlech mat der Fräiheet argumentéiert, dierfe schaffen ze goen. Ech weess net, ob dat wierklech Är Virstellung ass vun der Existenz vu ganz ville Leit hei am Land: „O, also, ech wëll onbedéngt sonndes de ganzen Dag schaffe goen! Dat ass zwar richteg kompliz éiert an da gesinn ech meng Kanner och deen Dag net, mee ech kréie jo e bësse méi an der Pai. Da kommen ech vläicht mat mengem Mindestloun besser iwwert d'Ronnen." Dat ass fir Iech Fräiheet.

Dir hutt gëschter och tatsächlech gesot: „Dat ass keng Verschlechterung." Fir wien, Här Premierminister? De Client, deen natierlech zu all Moment kann eppes kafe goen? Jo, kloer, fir deen net. Mee wat heescht dat fir déi Leit, déi do schaffen? Fir hir Kanner? Hir Fräizäit? Hir Betreiung? Dat, wat hei virläit, dat ass keng Moderniséierung. Dat ass ideologesch Deregulatioun op Käschte vu Liewensqualitéit an dem Recht op Fräizäit a Familljenzäit. Dat huet mat sozialliberaler Politick och näischt ze dinn. Dat hei ass Liberalismus op Steroiden!

An och virun allem Är Argumentatioun: Déi Stäerkst decidéieren, de Rescht soll sech fügen! A mir kréien dat Ganzt nach als Fräiheet verkaaft!

An dann, last but not least, um soziale Volet: de Pensiounsdossier. Dir hutt dem Land gëschter matgedeelt, datt jiddwereen an Zukunft muss méi laang schaffe goen. A wat méi jonk, wat dat méi wouer ass. Ech froe mech wierklech, wisou Der hei vun Ufank un d'Generatiounegerechtegkeet an de Vierdergrond gestallt hutt, breet consultéiert hutt – dat fanne mer per se gutt –, wann d'Resultat elo dat doten ass.

De Sondage vun der leschter Woch weist nach, datt méi laang schaffe goen dee Punkt ass, dee wierklech am mannsten Zoustëmmung bei der ganzer Populatioun huet. Méi laang schaffe goen op fräiwëlleger Basis, fir déi, déi nach fit genuch sinn, schaffen ze goen, an déi virun allem och duerno nach kënnen e bësse vun der Existenz profitéieren, fir déi, déi Loscht hunn, schaffen ze goen, fir déi et wierklech d'Fräiheet ass, schaffen ze goen, dat ënnerstëtze mer.

Mee wou ass dann elo an deem Dossier Är Fräiheet hiverschwonnen? Wat ass mat deenen, déi kierperlech ustrengend Aarbechte maache mussen oder Schichte schaffen? Gëllt dat och fir si? A bis wouhinner wëllt Der et eropfueren? Et steet am Raum: fënnef Joer méi laang. Ab wéi engem Alter gëllt dat doten dann elo? Dir sot jo: „Net fir déi, déi no un der Pensioun sinn."

Amplaz no Weeër ze sichen, fir de Facteur Aarbecht ze entlaaschten, geschitt de Géigendeel. Déi schaffend Leit mussen nach méi liwweren. Si bezuelen elo mat zousätzleche Liewensjoren. Wat ass do, wannechgelift, generatiounegerecht?

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Contrairement och zu deem, woufir de Marc Spautz nach agetrueden ass, setzt Der d'Grondrent net an d'Luucht. A Mënschen, déi net mat hirer Pensioun liewe kënnen, déi musse bei den Office social pilgeren. Déi awer, déi et sech kënne leeschten, eng Zousazpensioun ze finanzéieren, déi kréien dann och nach en Deel vum Staat bäibezuelt iwwer Steiererliichterungen, fir natierlech och ënner anerem den Assurancen entgéintzekommen. Dat nennt Dir eng „cibléiert" Sozialpolitick. Mir nennen dat Politick fir Besserverdénger!

Fir dann nach e bësse Finanzéierungsalternativen an Äre Mix ze kréien, gitt Der un d'CO_2-Steier, vun där en Deel fir sozial ausgläichend Mesüre virgesi war, an da wëllt Der déi an de Pensiounssystem stiechen. Éischtens: Nohalteg ass dat definitiv net, well mer vum Fossillen an also der CO_2-Steier jo wëlle fortkommen. Zweetens ass eng generell Finanzéierung vum Pensiounssystem keng cibléiert Sozialmesür, Här Premierminister, well grouss Salairë proportionell gesi jo awer och méi dann aus de Pensiounen erauskréie wéi déi aner.

D'CO_2-Tax-Recetten ze mëssbrauchen, fir de Pensiounssystem ofzesécheren, dat ass sech an d'Täsch gelunn. Eisen CO_2-Tax-System ass ee vun de performantesten an der ganzer EU. Dat soen net just mir, dat soen international Experten. An deen ze fragiliséieren, fir aner Lächer ze stoppen, dat ass onverantwortlech! Mir bleiwen derbäi: Et wier vill méi sënnvoll, alternativ Finanzéierungsquellen ze sichen, amplaz dat do ze maachen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

A wat Der ënner Dialog verstitt, dat weist jo och, datt scheinbar net emol Äre Koalitiounspartner iwwer Är Konklusiounen am Pensiounsdossier informéiert war.

Remarkabel awer och an all deene sozialen Dossieren: den Eemann-Sozialfligel aus der CSV. Här Spautz, ech zéien den Hutt virun Ärer Hartnäckegkeet an datt Der Iech net ënnerkréie loosst bei all deenen Attacken, déi hei op de Sozialstaat an och indirekt ëmmer erëm op Iech gefouert ginn. Ob et elo Är eege Leit sinn, déi Iech attestéieren, datt Der jo scho wuel nach d'Kéier wäert kréien, oder de sozialliberale Koalitiounspartner, deen Iech per Interview drun erënnert, datt Äert Handele ganz delikat a schwiereg wier, an Äre soi-disant „cavalier seul" kritiséiert, oder de Premier, deen Iech gëschter duerch d'Blumm e puer Messagë mat op de Wee ginn huet, an notamment och gesot huet: „Dir wäert doru gemooss ginn, ob Der Ärer Verantwortung gerecht gi sidd."

Ech kann Iech garantéieren, Här Spautz: Dir sidd net eleng an deem Dossier, och wann Der do vläicht op

Regierungssäit kee Support hutt. Hei am Sall kritt Der en!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An ech sinn och iwwerzeegt, datt Dir zum Positiven doru gemooss gitt, datt Der déi Verantwortung ëmmer erëm iwwerhuelt an Äre sozialen Hannergrond net iwwer Bord gehäit.

Ofschléissend zum Sozialdossier, Här Premierminister: Dir sidd hei definitiv net Ärem Usproch gerecht ginn, d'Land zesummenzebréngen, wéi Der et an Ärem viregten État de la nation sot, an ech denken, och net emol Ärem eegenen Usproch, eppes ze beweegen. Dat Eenzegt, wat Der bis elo beweegt hutt, ass, OGBL an LCGB méi no beieneen ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An d'CGFP.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An ech denken net, datt dat Ären Usproch war.

D'Land brauch e stabillen a glafwierdege Sozialdialog, net Alibiveranstaltungen, net oniwwerluechten Annoncen, mee béid Partner, Gewerkschaften a Patronat, musse seriö geholl ginn. Mir hunn iwwer laang Joren hei am Land zimmlech friddlech Zäiten um soziale Plang erlieft. Déi si grad eriwwer. D'Gewerkschaften an d'Zivillgesellschaft lafe Stuerm a ruffen zu enger nationaler Demo den 28. Juni op. Dorop braucht Der net houfreg ze sinn!

Mir erwaarden ons vun Iech, datt Der net just behaapt, et wier alles a Botter, mee datt Der nees Rou erakritt. Datt d'Gewerkschaften – an domat déi Leit, déi se vertrieden – nees de Respekt kréien, dee se verdéngen, an datt keng unilateral Sozialpolitick gemaach gëtt. Datt Der endlech Kloerheet schaaft bei de Kollektivverträg. Datt Der déi Texter zu Sonndesaarbecht- an Ouverturesszäiten zréckzitt an e richtege Sozialdialog heiriwwer féiert, wéi ee verschidde Problemer, déi sécherlech eng Léisung brauchen, ugoe kann.

En aneren Dossier, dee weider e Problemkand ass, ass de Logement. A kloer, et ass multifaktoriell, et ass historesch gewuess an et koum elo nach d'Kris am Bau derbäi, déi och alles anescht wéi eriwwer ass. Mee et muss elo Schluss si mat där eesäiteger Politick.

Mir begréissen, datt och Dir nom Finanzminister gëschter gesot hutt, d'Steierbegënschtegunge fir Investisseure géingen definitiv auslafen. Si hunn zwar ganz liicht Beweegung um Bau bruecht, awer net de gewënschten Effekt gehat. An et ass positiv, datt eng Rei vun Äre Regierungsmemberen en Appell un d'Promoteure maachen, elo endlech och mol hir Verantwortung ze iwwerhuelen an eppes um Niveau vun de Präisser ze maachen.

Et ass awer elo un der Zäit, endlech den Equiliber an de Mesüren hierzestellen an och d'Responsabiliséierung vun deene weiderzedreiwen, déi Multiproprietär sinn, déi Terrainen an Haiser hunn an déi déi broochleie loossen.

Mir erwaarden ons, datt Der aktiv géint d'Spekulatioun virgitt. Dir maacht dat net. Beim leschten État de la nation hat Der d'Amendementer zur Mobiliséierungstax fir Enn vum Joer annoncéiert. Den Avis vum Staatsrot huet zwee Joer. Mir hunn nach ëmmer näischt gesinn. Et goung hei ëm e ganze Pak: d'Grondsteier, d'Taxatioun op eidelstoend Wunnengen an eeben d'Mobiliséierungstax. Wou bleift dat? Wisou geschitt op där Säit vum Dossier einfach glat a guer näischt?

Dat selwecht gesäit ee beim Loyersdeckel. E gouf aus dem Projet de loi vun der Virgängerregierung erausgeholl a sollt iwwerschafft ginn. Wat ass bis elo passéiert? Nada. Mir erënneren an deem Kontext un d'Chambermotioun vun zejoert, wou mer esou flexibel waren an der Regierung bis Enn Juni Zäit ginn hunn, eng Alternativ op den Dësch ze leen. Déi ass hei mat der Majoritéit gestëmmt ginn. Mir waarden da gespaant op déi Proposen.

An eisen Ae weist dat dote virun allem eppes: Dir hutt och hei eng ganz eesäiteg Approche! Eng Approche, déi eigentlech och de Problem iwwerhaapt emol geschafen huet virun Dosende vu Joren. Wann ee just op d'Demande setzt, de Multiproprietäre Kaddoe mécht, mee keng Contraintë virgesäit, féiert dat zu Spekulatioun an zu Präisdeierecht. Et ass och eng Fro vun der Gerechtegkeet, datt Der hei jiddwereen an d'Verantwortung huelt.

D'Fro vun der Gerechtegkeet stellt sech an onsen Aen och, wann et ëm d'Finanzéierung vun der Erhéijung vun de Militärdepensë geet.

Dräi Remarke virop:

Mir deelen natierlech d'Suerg, datt Europa méi onofhängeg a senger Verdeedegung muss ginn. Dat ass an onsen Aen net eng Fro vun Oprëschten a Krichsbereetschaft, et ass eng Fro vu Fridden. Fir ons bedeit eng staark Verdeedegung net, datt mir wëllen ugräifen, mee et bedeit, staark genuch ze sinn, datt keen op domm Gedanke kënnt!

Déi zweet Remark ass awer, datt déi Suen an onsen Aen net dierfen do investéiert ginn, wou et kee Sënn mécht respektiv wou mer an enger renger Aggressiounslogik wieren. Mir sollen ons op dat konzentréieren, wat mer kënnen a wat och dem Land an de Leit zeguttkënnt. Dir acceleréiert elo massiv déi 2 % vum RNB. Mir waarden den Detail dann e Freiden an der Kommissioun of. Et geet jo och net duer, eppes unzekënnegen. Et muss realistesch sinn. An onsen Aen ass dat doten net méiglech, ouni gläichzäiteg massiv a punkto Personal vu Ministère an Arméi opzestocken.

An déi drëtt Remark ass, datt mer net kënnen op Basis vun deenen Ausgaben an eng Spuerlogik verfalen. Wann ech héieren: „Investitioune prioriséieren", da mécht dat mer Suergen, well et dach awer en anert Wuert ass fir „manner an ons Zukunft investéieren" an et ons spéiderhi vill méi deier wäert ginn.

Et ass positiv, datt d'Regierung sech kloer zum Sozialstaat bekennt an hei keng Ofstrécher maache wëllt. Dat ass wichteg fir d'sozial Gerechtegkeet. Mir maachen ons allerdéngs Suergen, datt et elo nees zu Retarde bei ganz wichtege Projete fir onst Land kënnt, sief et an der Mobilitéit, an der Gesondheet oder bei aneren Infrastrukturen. Dat si gesellschaftlech – sozial – Gidder, un deenen Der do spuert. Mir mussen international ons Verantwortung huelen, absolutt. Dat heescht awer net, datt mer déi heiheem dierfen negligéieren.

Mir begréissen och déi Motioun vun der LSAP, well och mir sinn der Meenung, dass mer ganz genau am A mussen halen, wou d'Regierung elo hei op Spuerflam agéiert. Bis elo goufe jo souwisou ganz wéineg richteg nei Projeten ugekënnegt an Dir exekutéiert vill vun deem, wat an de leschte Joren ausgeschafft gouf. Wa mir elo ze vill spuere beim Invest an d'Zukunft, da riskéiere mer, eise Kanner vläicht en Euro manner Scholden, mee eng futtis Demokratie, eng futtis Ekonomie an e futtisse Planéit ze hannerloossen.

An eisen Aen ass grad elo an där grousser Onsécherheet net de Moment fir d'Konflikter vun enger Austeritéitspolitick. D'autant plus, well d'Regierung bis elo, en toute connaissance de cause, Honnerte Milliounen Euro mat ondifferenzéierte Steierkaddoen zur Fënster erausgehäit huet. Fir ons ass et evident, datt d'Besoinen aktuell ze grouss sinn, dass se net kënnen aus de lafende Budgete finanzéiert ginn. Dofir fanne mer, datt d'Staate beim Invest an d'Zukunft, wou néideg, op Scholdefinanzéierung sollen zréckgräifen. Am Géigendeel zu muncher Rettung vu Banken, déi sech verspekuléiert haten, geet et haut wierklech ëm e Grondbesoin, nämlech ëm d'Ofsécherung vun eiser Sécherheet, eisem Wuelstand an eiser Demokratie.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Verdeelungsfro muss gestallt ginn, wann et ëm de Remboursement an der Zukunft geet. Et ass zënter Covid esou, datt grad déi Räich méi räich ginn an déi Aarm méi aarm. Déi Tendenz dierf net esou weidergoen. Mir brauche méi Gerechtegkeet an der Besteierung vu Kapital an Aarbecht.

An dann, am Kontext Verdeedegungsdepense gëtt op ville Plazen an der Welt an der Kooperatioun, am humanitäre Beräich, gespuert. Ech hoffe wierklech, datt Dir net op dee Wee gitt an datt déi 1 % agehale ginn. Konfliktpreventioun bréngt manner Noutwendegkeet fir militäresch Interventioune mat sech a Konfliktpreventioun ass enk vernetzt mat der Kooperatioun.

Zu der Fro vun der Gerechtegkeet nach: Mir begréisse weider déi Entlaaschtungen, déi fir déi finanziell méi schwaach a méi exposéiert Mënschen decidéiert goufen. Mir wäerten Iech ëmmer op deem Wee ënnerstëtzen. Mee an onsen Aen ass et evident, datt, wa mer mussen de Rimm unzéien, wéi dat sech jo elo annoncéiert, soss géinge mer jo net repriorisséieren, da Schluss muss si mat deem permanenten Entlaaschte vun deenen, deenen et dach ganz gutt geet.

Amplaz d'Zukunft vu Lëtzebuerg a Fro ze stellen, andeems mer net genuch dran investéieren, mussen dann déi zur Rechenschaft gezu ginn, déi ganz vill hunn, eppes, wat Dir, dës Regierung, bis elo konsequent net maacht. An Är Proposen am Pensiounsdossier ginn an déi selwecht Richtung.

Bei mengem net exhaustiven Tour d'horizon kommen ech zréck bei den Noah. Wat huet dës Regierung, säit se am Amt ass, fir den Ëmwelt- a Klimaschutz gemaach? Wann Der éierlech sidd, net ganz vill – oder net ganz vill Guddes!

Wéi deen Hickhack ronderëm d'Energiekäschten: Hei hutt Der et virun allem fäerdegbruecht, d'Pionéier vun der Energietransitioun, déi Mënschen, déi et ëmmer brauch, wann ee muss eng Saach virubréngen, zolidd ze veronsécheren. D'Planungssécherheet an deem Beräich hutt Der staark a Fro gestallt. Et vergeet keen Dag, wou net ee sech bei eis mellt a freet, wéi et dann elo weidergeet, well en net weess, wat a wéini a bis wouhin en dat dann elo finanzéiert kritt a wat et kascht.

Gëschter elo hutt Der nei Annoncë gemaach, an deenen Der Proposen opgräift – an doriwwer si mer natierlech frou –, déi mir zu engem grousse Deel an de leschte Méint gemaach hunn, déi mer gefuerdert haten, déi awer vun Iech heibannen oder an de Kommissioune verworf goufen. Är Propose vu gëschter weisen, datt Der am Energieberäich eng Kurskorrektur wëllt ënnerhuele par rapport zu de Feeler vum leschte Joer. An dat begréisse mer. Mir waarden elo den Detail of – muer de Moien ass jo schonn eng Kommissioun ugesat –, mee zwou Froen hätt ech awer haut schonn un Iech: Wéi setzt Der d'Netzkäschten erof? An hutt Der schonn den Accord vu Bréissel?

Här Premierminister, am Ëmweltdossier gesi mer leider de Revirement net, dee mer am Energiedossier gesinn, a weiderhin och net den néidege Courage.

E Beispill: Den Ëmweltminister kënnegt eng Reform vum Naturschutzgesetz un, déi de Kompensatiounssystem a Fro stellt, woubäi en awer nach déi lescht Woch op enger Pressekonferenz gesot huet, dee System wier generell positiv an effikass. Dat steet am Pressecommuniqué.

Déi ganz Ëmweltpolitick ass voller Widderspréch. An dat kënnt u sech och duerch Äre parteilech awer relativ rezente Mythos, deen zum Ongléck vum Ëmweltminister riicht viruleeft: „Naturschutz ass eng Brems fir quasi alles, virun allem natierlech am Wunnengsbau." An amplaz déi wierklech Ursaachen ze adresséieren – d'Spekulatioun, d'Gemengeprozeduren –, geet d'Regierung un alleréischter Stell op d'Natur lass.

Awer d'Experte si kloer: D'Reform, déi vermeintlech vereinfache soll, schwächt den Aarteschutz, bedrot d'Biodiversitéit a kéint juristesch méi an net manner Komplexitéit schafen. Amplaz Vereinfachung: méi Chaos, méi Konflikt, méi Zäitverloscht op Käschte vun der Natur.

Am Offallberäich dat selwecht Bild: e Réckbau vun deem, wat schonn erreecht war. De CELL huet et gewisen: d'Leit wëlle Verpackungsoffäll reduzéieren, Reuse-Systemer stäerken. Mee Är Politick schrauft grad hei d'Rad zréck.

Mir hunn e Premierminister, deen a senger Ried zur Lag vun der Natioun den Zoustand vun der Natur an der Biodiversitéit mat kengem eenzege Wuert ernimmt, keng eenzeg Mesür nennt, déi d'Natur wäert stäerken.

A mir hunn en Ëmweltminister, deen do kapituléiert, wou politesche Courage néideg wier, en Ëmweltminister, deen do Gehecks a Geströpps gesäit, wou anerer Biotopen an Aartevillfalt gesinn. Awer d'Natur brauch Courage a si brauch Schutz.

An dëst Muster zitt sech duerch vill Aktiounen a Politickfelder. Et geet ëm Dereguléierung amplaz Verantwortung. Am Dossier OGM: Op EU-Niveau gëtt de Principe de précaution ofgeschaf, Är Regierung ass mat dobäi. Am Dossier CSDDD, dem Liwwerkettegesetz, schwächt Dir en Text, deen déi fundamental Iddi hat, datt Mënscherechter an Ëmweltschutz och do gëlle sollen, wou eis Produkter hiergestallt ginn. Zu Mercosur hutt Der elo endlech dat gesot, wat vun Ufank u kloer war: Dir ënnerstëtzt déi Propos, ohne Wenn und Aber, an hofft dann, datt et net zulaaschte vu Baueren, Gesondheet an Ëmwelt geet. Souguer Är Landwirtschaftsministesch wousst scheinbar näischt dovun.

Dir huelt d'Verantwortung net wouer, déi mir hu géintiwwer den zukünftege Generatiounen; géintiwwer Mënschen, déi op där anerer Säit vun der Äerd a méi schwierege Situatioune liewen, déi fir ons produzéieren; géintiwwer der Natur an doduerch och dem weltwäite Klima. Fir Iech ass Vereinfachung gläichgesat mat Dereguléieren. Hei gi wichteg Fortschrëtter aus der Vergaangenheet a Fro gestallt an op d'Kopp gehäit. Mir bedaueren dat.

Här Premierminister, am Ëmweltberäich kënnt Dir dem Noah Stand haut wéineg Erfolleger vermelden. Mee et ass nach Zäit. Zäit, fir net just Sonndesrieden ze halen, mee konkreet ze handelen, mat klore Positiounen, mat Ambitioun am Naturschutz, mat gerechter Transitiounspolitick, mat Engagement op EU-Niveau.

Mir ginn d'Hoffnung net op, mee mir spieren, datt den Natur- a Klimaschutz aktuell stänneg den Dereguléierungsreflexer zum Affer fält. A mir soe kloer: De Planéit kann net op déi nächst Legislaturperiod waarden!

Responsabilitéit iwwerhuelen heescht net, just matzemaachen, wann et bequeem ass, mee virzegoen, wou et gefrot ass, fir datt den Noah an all déi aner herno net nëmmen d'Rechnung musse bezuelen.

Här Premierminister, ech hunn elo probéiert, dat anzeuerdnen, wat an de leschte Méint geschitt a virun allem och net geschitt ass, an dat, wat Der gëschter ugekënnegt hutt. Ech hat dobäi vill déi kommend Generatiounen am Bléck. Mir sinn ons sécherlech net bei allem eens. Dat ass Politick, dat ass Demokratie. De Wee an d'Zukunft ass fir Iech zum Deel en anere wéi fir ons.

Mir wäerten Iech awer bei allem ënnerstëtzen, wou Der déi Schwächst am Land stäerkt. Mir wäerten Iech och do ënnerstëtzen, wou Der fir e staarkt Europa an enger komplexer Welt antriet, fir e méi staarkt Zesummeschaffen, net nëmme bei der Verdeedegung, mee och do.

Mir wäerten Iech awer weider challengen – a mir hu jo gesinn, datt et kann zu eppes féieren, wéi elo an der Energie – bei der Fro vum Klima- a vum Ëmweltschutz, well mer jo gesinn, datt Der einfach keng Sensibilitéit fir deen Dossier hutt oder Iech, wéi de Mouvement et haut schreift, dat néidegt Bauchgefill dofir feelt.

Mir wäerten et Iech och net duerchgoe loossen, wann Der behaapt, de Sozialdialog hei am Land wier an der Rei, obwuel Der en duerch eesäiteg Decisiounen ersat hutt.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir maachen e geneeë Suivi vun Ären Investitiounen an d'Zukunft vun dësem Land a wäerten Iech et net duerchgoe loossen, Steierbaissë mat Investitiounsstau ze finanzéieren. A mir gi mat op d'Strooss, wann et drëm geet, fundamental Mënscherechter net anzeschränken.

Dir hutt en Drëttel vun dëser Legislaturperiod hanner Iech. A bei deenen zwee Drëttel, déi nach kommen, wäerte mer Iech net just nokucken, mee aktiv begleeden. Mir wäerte weider alles Wichteges thematiséieren, wat Dir ignoréiert, zréckdrängt, verschéinert.

Mir wäerten Iech ënnerstëtzen, wou et dem Land an de Schwächsten déngt. Mee mir wäerten och dergéinthalen, wann Dir sozial Gerechtegkeet ofbaut, Klima an Natur vernoléissegt, de Sozialdialog op d'Säit drängt oder Mënscherechter a Fro stellt.

Fir ons ass dat eisen Optrag. Dir hutt nach Zäit fir Ären Optrag. Wannechgelift notzt se! Och mir bleiwen drun, fir eng Politick mat Haltung, mat Häerz, mat Visioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mer gëschter déi laang Ried vum Här Frieden héieren hunn, géif ech gären e puer Gedanke souwuel vu mir wéi och vun der Partei haut mat Iech deelen.

Et ass ëmmer interessant, esou eng Ried ze héieren, mee et fillt sech u wéi d'Empfänke vun enger Postkaart aus engem Land, dat mer net kennen. Schéi Biller, vill Wierder, mee wéineg Substanz.

De Premier huet vill a ganz grouss Begrëffer benotzt: „Fortschrëtt", „Stabilitéit", „Souveränitéit". Dat sinn alleguerten héich Idealer, déi och mir als Piraten deelen. Mee wat mer vermëssen, dat sinn d'Detailer, d'Ëmsetzungspläng, déi konkreet Mesüren.

De Premier verspriécht eng performant Wirtschaftspolitick, eng cibléiert Sozialpolitick, eng ambitiéis Energiepolitick an eng modern Gesellschaftspolitick. Mee ass dat da wierklech esou? Loosse mer mol d'Substanz hannert dëse schéine Wierder ënnersichen.

Mir solle bis d'Enn vun dësem Joer d'NATO-Zil vun 2 % erreechen. Dat ass an eisen Ae gutt, well Lëtzebuerg muss endlech och säin Deel zur Verdeedegung vun Europa bäidroen. D'Zäiten, an deene mer just vun anere Länner profitéiere konnten, sinn eriwwer.

De Premier sot gëschter, falls um NATO-Sommet am Juni de Konsens awer géif opkommen, iwwert déi 2 % erauszegoen, da géif Lëtzebuerg matzéien. Net, bis wouhinner mer géife matzéien, mee mir géife matzéien. Fir eis stelle sech do awer eng Rei Froen. Éischtens mol déi offensichtlech: Wéi gëtt dëse quasi verduebelte Militärbudget finanzéiert? Déi 2 % bedeiten e Militärbudget vun iwwer 1,5 Milliarden Euro, bal duebel sou vill, wéi mer haut hunn. Wou kënnt dat Geld hier? Wat gëtt dofir manner finanzéiert?

En zweete Kommunikatiounssatellitt fir militäresch Zwecker soll op de Wee bruecht ginn. Weider Detailer, déi kréie mer nach net. De LUXEOSys, also dee Satellitt, iwwert dee mer hei an der Chamber scho jorelaang schwätzen, deen x-mol annoncéiert ginn ass, wou jiddweree gemengt hätt, e wär scho laang am Orbit, warscheinlech och schonn nees erëm op d'Äerd zréckgefall, deen ass nach ëmmer net emol eropgeschoss. Hei gëtt also e Projet, deen net vun der aktueller Regierung, nee, net mol vun der leschter Regierung, mee tatsächlech nach vun der virleschter Regierung op d'Schinne gesat gouf, als Succès vun dëser Regierung gefeiert.

Ech sinn natierlech frou, datt d'Regierung déi kollektiv Sécherheet eescht hëlt, mee ech hätt mer dann awer gewënscht, méi iwwer zum Beispill Cybersécherheet ze héieren, eppes, wat an eisem digitalen Zäitalter ëmmer méi wichteg gëtt. An de leschte Méint ass d'Zuel vun de Cyberattacken och hei zu Lëtzebuerg massiv an d'Luucht gaangen. Och hei kréie mer just eng Postkäertchenapproche ouni konkreet Pläng. Wéi mer eis elo konkreet opstelle wëllen, fir zum Beispill grouss Cyberattacken ofzewieren an eis Cybersécherheet ze stäerken – näischt!

Mir begréissen, datt de Premier Ressourcen an d'Arméi investéiere wëllt. Mee kënne mer domat och d'Personal rekrutéieren a bannen, dat mer brauchen? Mir hunn nämlech e Problem, genuch Leit ze fannen, déi bei der Arméi schaffe wëllen. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, deenen, déi et maachen, déi beschtméiglech Konditiounen ze ginn an hinnen och Merci ze soen. A wéi wëllt d'Regierung dat also upaken? Och hei just e puer flott Biller op de Postkaarten ouni konkreet Pläng.

Da gëtt dervu geschwat, datt d'Ministere fir Aussepolitick, Wirtschaft an Defense de Betriber hëllefe sollen, sech aktiv an d'Liwwerkette vun der europäescher Defenseindustrie anzebréngen. Mir wäerten dës Woch nach eng Kéier doriwwer schwätzen. Mee iwwert de Wéi, jo, do war awer an der Ried näischt ze fannen.

Ech wëll awer bei aller Kritick och e klenge Luef direkt hei an dësem Deel scho lassginn. An dat ass, datt de Premier hei den Dialog – oder zumindest d'Gespréich – mat allen an der Chamber vertruedene Parteie gesicht huet, fir doriwwer ze schwätzen, iwwert d'NATO-Ziler, iwwert d'Defense fir Lëtzebuerg, fir esou Positiounen an Iddien ze sammelen. Esou ass et dann och net verwonnerlech, datt sech vu jiddwerengem, mengen ech,

déi eng oder aner Positioun awer e bëssen doranner erëmfënnt. Fir déi grouss Froe waarden ech awer e Freideg op e bësse méi konkreet Äntwerte wéi dat, wat mer elo an der PowerPoint gëschter gesinn hunn.

Da bei d'Digitaliséierung an d'Kënschtlech Intelligenz. De Premier schwätzt vun enger digitaler Strategie, vun enger Dateplaz Lëtzebuerg – dat muss jo warscheinlech den Equivalent zur Finanzplaz sinn –, vun AI an 3 Milliarden Euro Investitiounen, ouni awer ze soen, och erëm do, wou déi Sue sollen hierkommen a wéi genee déi Sue solle verdeelt ginn.

Als Piraten begréisse mir natierlech all Effort, fir Lëtzebuerg digital no vir ze bréngen. Mee mir vermëssen eng kloer Strategie, fir d'Dateschutzrechter vun de Bierger ze garantéieren. Och hei kréie mer just eng schéi Postkäertche mat ville Biller, mee wéineg Inhalt. D'Realitéit hannert der Postkäertchen ass awer eng aner.

Den Här Frieden schwätzt vun engem Deep Tech Lab, vun AI Factories a vun engem Quantecomputer. Dat kléngt alles modern a flott. Et wéilt ee bal direkt „Bingo!" ruffen, well ee beim Buzzword-Bingo seng Rei voll huet. Mee wéi dës Projeten de Bierger da sollen déngen, jo, dat bleift am Däischteren. Fir eis Piraten muss d'Technologie virun allem d'Liewensqualitéit vun de Mënsche verbesseren an déi demokratesch Kontroll verstäerken, net just flott Biller op enger Kaart ubidden.

Wann de Premier vu sengen dräi Milliarden Euro fir d'Digitaliséierung a KI schwätzt, froe mer eis och: Wou kënnt dat Geld hier an a wiem seng Täsche soll et fléissen? Bedeit dat éischter eng méi grouss strateegesch Onofhängegkeet oder awer éischter alt nees, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, eng méi grouss Ofhängegkeet vun Techgiganten, deene mer d'Geld mat der Schubbkar hannendru féieren? Wéi eng Garantië gëtt et fir de Schutz vun eise perséinlechen Daten? Wéi gëtt dës Technologie fir d'Biergerinnen an d'Bierger zougänglech gemaach?

An als eenzeg Äntwert op all déi Froe gëtt dann „eng Kënschtlech Intelligenz à l'européenne mat engem Lëtzebuerger Touch" annoncéiert. Also, ok, gutt, mir haten elo wéinstens all d'offiziell Amtssprooche vu Lëtzebuerg an deem Saz dran. Mee wat dat konkreet bedeite soll iwwert d'Buzzwords eraus a wéi eng Wäerter do derhannert stinn – och do: näischt! Mir wëssen et jiddwerfalls haut nach net.

Vum Digitale bei d'Ekonomie. Et kéint ee bal mengen, mir géife weiderfuere mat de Buzzwords. Mir wëssen haut, datt Lëtzebuerg 2022 an 2023 an enger Rezessioun war. An da seet de Premier, mir hätten eis do erausgeschafft oder d'Regierung wär derfir responsabel, datt mer dann 2024, 2025 net an enger Rezessioun wären a souguer dëst Joer géife wuessen. Dës wier éischtens duerch héich Investissementer an zweetens duerch de bürokrateschen Ofbau iwwerwonne ginn. D'wirtschaftlech Relance no der Covidkris gëtt also hei als Verdéngscht vun enger Regierung verkaaft amplaz als Verdéngscht vun de Lëtzebuerger Betriber a virun allem hire Salariéen. De Premier huet zwar vill vun Entrepreneursgeescht a wirtschaftlecher Kompetitivitéit geschwat, mee wann et dann awer drëm geet, wirtschaftlech Succèsen ze feieren, dann ass alles der Regierung hir Responsabilitéit. Wann et dann net esou gutt geet, da warscheinlech erëm net.

Ech begréisse jo, datt d'Regierung méi Kreativitéit an eiser Ekonomie fërdere wëllt. Mee dat dierf awer net op d'Käschte vun de Rechter vun den Aarbechterinnen an Aarbechter goen.

An da si mer och schonn nees bei den Ännerungen am Aarbechtsrecht a virun allem bei der Sonndesaarbecht. Do kann ech Iech awer soen, datt d'Piraten dat méi wéi kritesch gesinn. Aleng schonn d'Virgoe vum Aarbechtsminister bei der Ausaarbechtung vum entspriechende Gesetzestext huet eng däitlech Sprooch geschwat, mam Resultat, datt d'Gewerkschafte virun de Kapp gestouss goufen an elo zu Recht op d'Barrikade klammen. Mee och, datt hei eppes als „Fräiheet" verkaaft soll ginn, dat deene Schwächsten hir Fräiheet ewechhëlt, fir deene Bessergestallten d'Fräiheet ze ginn, och sonndes mëttes akafen ze goen. Wann dat Är Fräiheet ass, da musse mer vläicht nach eng Kéier iwwert de Begrëff vu Fräiheet diskutéieren!

An et ass och scho bal grotesk, wann de Premier d'Ried zur Lag vun der Natioun dozou muss notzen, d'Schierbelen opzeraumen, déi den Aarbechtsminister verursaacht huet, nodeems e sech de Gewerkschafte géintiwwer wéi de berüümten Elefant am Porzeläinsbuttek beholl huet an domat onnéidegerweis Sträit lassgetréppelt huet.

De Premier schwätzt hei vun der Wichtegkeet vum Sozialdialog, fir dann awer zum Deel direkt en Demitour ze maachen an ze soen, datt, Zitat, „Dialog net an all Fall Codecisioun", Zitat Enn, géif heeschen. Dat kléngt fir eis, wéi wann en Dialog just dann erwënscht ass, wa jiddereen déi selwecht Meenung vertrëtt oder e vun uewen erof kann diktéiert ginn.

Ganz bedenklech fanne mer och d'Ausso, datt eng gewësse Reindustrialiséierung just iwwert d'Energiepolitick méiglech wier. Eng konkreet Strategie, fir de Standuert Lëtzebuerg ze promouvéieren, ben, déi kléngt e bëssen anescht. Fir eis ass dat natierlech och en Deel dovun, wéi ee Betriber nees kann op Lëtzebuerg lackelen. Bëllegen an eventuell grénge Stroum eleng geet awer net duer!

Iwwer aner wichteg Ufuerderunge verléiert de Premier awer a senger Ried kee Wuert. D'Regierung verspriécht, Zitat, „bürokrateschen Ofbau". E magescht Zauberwuert fir all d'wirtschaftlech Problemer. Mee wat bedeit dat konkreet? Manner Kontroll? Manner Aarbechtsschutz? Manner Ëmweltoplagen? Et kléngt, wéi wann déi verschidde Ministeren nom Virbild vum Elon Musk wëlle mat der Kettesee duerch gesetzlech Virgabe schneiden, fir dës lasszeginn. D'Kettesee als Haaptinstrument vun der Wirtschaftspolitick. Eng esou oniwwerluechte Ketteseeapproche kann awer béis an d'Ae goen, wéi den Här Musk an den USA entre-temps jo och bewisen huet.

300 Millioune fir Startuppen, fir Talenter aus dem Ausland unzezéien, jo, gutt a flott – mee wou bleiwen d'Investitiounen an eis eege Leit? A wéi stelle mer sécher, datt déi Startuppen dann och hei zu Lëtzebuerg bleiwen, wa mer se dann deier ugelackelt hunn, wa mer wëssen, datt et nach ëmmer Problemer gëtt fir verschidde Startuppen, fir iwwerhaapt zu engem Bankkont ze kommen? An iwwer IBAN-Diskriminatioun musse mer hei guer net eréischt diskutéieren. Déi ass zwar offiziell verbueden, mee an der Realitéit gëtt et se all Dag.

Wou bleift de Wuesstemsmodell, deen op lokal Produktiounen, op nohaltegt Wirtschafte setzt? An och do e Beispill: de Mercosur-Accord. De Premier verspriécht, datt d'Bauere kompenséiert ginn, wa se leiden. Firwat net vun Ufank un eng Wirtschaftspolitick maachen, déi eise lokalen an och de globale Produzente schonn hëlleft, éier se an der Kris sinn? Kee Bauer wéilt dach Hëllefe vum System, wann de System him géif erlaben, et ouni si ze packen. Nees also eng Kéier Postkaartepolitick. Schéi Verspriechen fir d'Zukunft, mee keng konkreet Pläng fir elo. D'Wirtschaftspolitick vum Premier ass eng Politick fir d'Shareholderen, net fir d'Biergerinnen an d'Bierger.

Mir brauchen eng aner Form vu Wuesstem: sozial, ekologesch a gerecht.

Ech hunn och mat Interessi nogelauschtert, wéi de Premier iwwert de Klimaschutz an d'Rekordinstallatioune vu PV-Anlage geschwat huet. 8.000 nei PV-Anlage goufen 2024 ugeschloss. Dat ass e wichtege Fortschrëtt. Wann ech elo nach eng Kéier zréckrechnen, wéini dës Regierung an hiert Amt koum, stellen ech mer awer d'Fro, ob déi ganz 8.000 PV-Anlage wierklech hir eege Fiedere sinn, ob se sech sollt domadder schmücken, oder ob dat net nach vläicht Initiative sinn, déi scho laang amgaang waren, wann ee weess, datt déi Liwwerketten och Problemer haten, soudatt héchstwarscheinlech déi meeschte Projete vläicht souguer schonn 2022, voire 2023 ugefaange goufen. Bon, et ass e wichtege Fortschrëtt a mir sollten als Land houfreg drop sinn. Et sollt ee vläicht awer als Regierung e bësse méi Demut weisen a soen, datt dat doten eppes ass, wat e kollektiven Effort war an net der Regierung hiren alengegen Effort.

An domadder gëtt dann iwwergeleet zu der nohalteger Energie, déi weider ausgebaut soll ginn. Dat ass absolutt ze begréissen. Dir fannt vun eis kee Widdersproch, wann et drëm geet, nohalteg Energie auszebauen. Mee – an do kënnt dann dee Mee, deen ëmmer erëm esou matschwéngt – gläichzäiteg ginn d'Aiden awer esou reforméiert, datt an Zukunft virun allem gréisser Anlage promouvéiert ginn, wärend déi méi kleng Anlage finanziell manner interessant ginn. Dat benodeelegt Privathaiser souwéi kleng a mëttelstännesch Betriber.

An da feelt et eis och u quantitativen Ziler. Wéi vill CO_2 wëlle mer aspueren? Si mer nach op der Trajectoire? Wéi eng konkreet Reduktiounsziler hu mer? Gëllt de PNEC nach oder gëtt deen och mat der Kettesee zersäbelt? Wéi vill Prozent erneierbar Energie bis 2030? Wéi vill bis 2035? Wat ass konkreet domat gemengt, datt an Zukunft grouss Projeten d'office de Status vum Interêt public majeur solle kréien? Dat kléngt fir eis dann awer erëm ferm no Kettesee, mat där einfach sämtlech Hürden aus dem Wee solle geraumt ginn. De Premier hëlt d'Kettesee, fir all d'Obstakelen einfach ëmzeseeën, ouni Differenzéierung, ouni Nuancen.

A fir bei den Absurditéiten ze bleiwen: Am Oktober hate mer heibannen eng Motioun deposéiert, fir eng Subventioun fir de Kaf vu Späicherbatterien anzeféieren. Déi Motioun – vu datt ech haut nach eng Kéier drop ze schwätze kommen, kënnt Der Iech et all denken – gouf deemools vun zwou Parteien ofgeleent. Déi zwou Parteien heeschen CSV an DP a stellen d'Regierungsmajoritéit.

Une voix | Wierklech?

M. Sven Clement (Piraten) | Erstaunlech! Gëschter ...

(Interruption)

Gëschter verkeeft dës Regierung, aus deenen zwou Parteien, déi deemools dergéint gestëmmt hunn, eis genau déi selwecht Iddi, awer als hir eegen!

Une voix | Dat kann dach net sinn!

(Brouhaha et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Also, mir sinn absolutt derfir, einfach a séier erneierbar Energien opzebauen. Dat ass e schéine Slogan. Mee wann da konkreet Mesüren um Dësch leien, da sollt ee sech vläicht direkt domadder beschäftegen an net se sechs Méint an den Tirang leeën an hoffen, datt dobausse jiddweree vergiess huet, datt se schonn eng Kéier proposéiert goufen.

D'Klimapolitick brauch awer méi wéi nëmme Sloganen op flotte Postkaarten. A wann ech dann erëm héieren,

datt d'Initiativen, déi mer gëschter presentéiert kruten, verspriechen, Bürokratie ofzebauen, ginn da méi einfach Prozeduren net awer vläicht op d'Käschte vum Naturschutz? Wien iwwerpréift, datt d'Zones d'accélération net zu engem Wëlle Weste vun Energieprojete ginn? De Premier huet nämlech vill vun den erneierbaren Energië geschwat, mee wéineg vun eisem ekologesche Foussofdrock.

Et feelt eng éierlech Diskussioun iwwert de Konsum, de Verbrauch vu Ressourcen an den Opbau vun enger Kreeslafwirtschaft. Déi zentral Fro bleift: Ass dës Politick ambitiéis genuch, fir d'Klimakris ze bewältegen? An d'Pirate soen dozou kloer: Nee! Mir kommen esou net bei d'Paräiser Klimaziler. Mir brauchen net just méi erneierbar Energien, mir brauchen e Gesamtkonzept fir de Klimaschutz. A virun allem brauche mer keng Kettesee, déi de Klimaschutz ëmseet, mee e preziist Instrument, dat op Basis vu Wëssenschaft an net op Basis vu politeschem Calcul gesteiert gëtt.

Beim Logement gouf et och vill Ukënnegungen, Ukënnegunge vun Ukënnegungen, mee wéineg Neiheeten. De Staat zitt sech zréck a léisst de Marché sech erëm selwer dorëm këmmeren, andeems d'Steiermesüre fir de Bausecteur net verlängert ginn. Och hei just eng Postkartepolitick mat schéine Biller a wéineg reeller Substanz.

Mir als Piraten fuerderen eng méi proaktiv Roll vum Staat, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen. Well an der Vergaangenheet konnt de Marché d'Problemer vun der niddreger bezuelbarer Offer net léisen. Am Géigendeel, d'Problemer goufe mat de Joren ëmmer méi grouss. Am Kontext vum Zweete Weltkrich huet de Premier gëschter hei op dëser Plaz e groussen historesch-philosopheschen Discours gehalen. E Bléck an déi méi rezent Vergaangenheet hätt beim Logement vläicht gehollef, ze erkennen, datt de fräie Marché net wäert d'Léisung sinn.

Déi wéineg Prozessreformen, déi de Premier hei ugekënnegt huet, hätte mer scho vill éischter gebraucht, mee elo brauche mer vill méi. Dës Regierung ass elo iwwer ee Joer am Amt. Mee wou bleiwen déi konkreet Fortschrëtter beim bezuelbare Wunnraum? De Paradigmewiessel, dee versprach gouf, ass nach ëmmer net siichtbar an d'Regierung feiert sech fir e Revirement um Marché, wat näischt anescht heescht wéi: D'Präisser klammen erëm!

D'Wunnengskris ze léisen ass dem Premier no ganz einfach: Mir brauche just méi ze bauen, méi séier ze bauen an d'Prozeduren ze vereinfachen. Wann d'Realitéit nëmmen esou einfach wär! D'Präisser bleiwen héich an den Duerchschnëttssalarié ka sech nach ëmmer keng Wunneng zu Lëtzebuerg leeschten.

Fir dat mol konkreet ze illustréieren: Zanter 2007 sinn d'Salairen an absolutten Termen zu Lëtzebuerg ëm 57 % geklommen. Wann een dovun d'Inflatioun ofzitt, sinn et nach 16 % Croissance vun den Duerchschnëttspaien. D'Logementskäschten an där nämmlechter Period ouni Inflatioun sinn ëm 58 % geklommen. Dat ass 3,7-mol sou séier wéi d'Paien!

D'Regierung schwätzt beim Bauen iwwer „Natur auf Zeit" a „compensation une fois pour toutes". Mee hannert dëse Begrëffer verstoppt sech eng Ofschwächung vum Naturschutz. De „silence vaut accord" an d'Vereinfachung vun d'Prozedure ginn nach méi Méiglechkeeten, fir d'Natur einfach zouzebetonéieren. D'Kettesee vum Premier, säi léifstent Instrument: Alles ewechschneiden, wat am Wee steet, ouni ze iwwerleeën, wat déi laangfristeg Konsequenze sinn!

Déif bléckе léisst och, datt verschidde Problemer einfach net ugeschwat ginn. Kee Wuert iwwert d'Spekulatioun, déi d'Präisser an d'Luucht dreift. Kee Wuert iwwer konsequent Mietpräisbremsen. Näischt iwwert d'Aufgab vum Staat, selwer weider massiv an abordabele Wunnraum ze investéieren. Well mir mussen d'Offer steigeren, net nëmmen d'Demande. Mir sinn déi lescht an der EU, wat abordabele Wunnraum ugeet.

An da komme mer, logescherweis, bei dat Soziaalt. De Premier presentéiert eng Sozialpolitick als eng Politick vu Gerechtegkeet. Mee wann een op d'Récksäit vun dëser Postkaart kuckt, gesäit d'Bild awer erëm anescht aus.

Jo, op der viischter Säit steet, wat d'Regierung erreecht huet: eng méi héich Allocation de vie chère, eng méi héich Loyerssubventioun, eng verdräifacht Energieprimm, a jo, och de Mindestloun ass eropgaangen.

Mee d'Präisser fir d'Liewensmëttel, Energie a Wunne sinn nach méi séier geklommen. D'Resultat? Absolutt gesi méi Suen an der Täsch, mee konkreet manner Kafkraaft. An de Kärproblem gëtt mat dësen Aiden och just cachéiert, amplaz datt e geléist gëtt. All dës Aidë wären zum allergréissten Deel onnéideg, wann d'Leit hei am Land vun hire Paien oder Pensioune gutt kéinte liewen. Mee dat erfuerdert eng fundamental Reform an net just eng Ketteseepolitick vun der Regierung, déi duerch de Sozialstaat schneit, wéi et hir grad passt. Op weider Detailer zur geplangter Steierreform waarde mer jo dann och nach weider. Mee d'Leit brauchen elo Kloerheet, net Ukënnegunge vun Ukënnegunge vun Ukënnegungen, déi eventuell eng Kéier zu Ukënnegunge vun enger Reform féieren.

Déi ugekënnegt eenzeg Steierklass, jo, dat klëngt no Gläichheet. Mee ouni konkreet Detailer wësse mer net, wie wierklech dovu profitéiere wäert. Wat bedeit, Zitat, „no un der aktueller Steierklass 1a"? An och d'Ausso, Zitat, „dat gekoppelt un eng laang Iwwergangsperiod fir d'Leit, déi bestuet oder gepacst sinn. Esou gi si net benodeelegt"? Dat klëngt fir eis no enger reeller Verschlechterung fir vill Familljen, zumindest wann hir Iwwergangsperiod ausleeft. An datt dës Regierung kee Problem domadder huet, Iwwergangsperioden auslafen ze loossen, hu mer bei den Energieaidë gesinn.

Och de Pensiounsrapport léisst weider op sech waarden, wat de Premier awer net dovunner ofgehalen huet, gëschter einfach emol Saachen ze annoncéieren, zumindest grouss Linnen, wou mer dann awer am Detail erëm net wëssen, wat se konkreet bedeiten. Mee dat, wat en annoncéiert huet, klëngt no engem gréissere soziale Réckschrëtt: méi laang schaffen ouni Garantie op eng adequat Pensioun.

Een, deen haut ufänkt mat schaffen, weess, datt en an Zukunft méi laang muss schaffe wéi déi Generatioune virun him. Mee en huet just eng Garantie: datt fir déi éischt 15 Joer vu senger Karriär, wou en an de Pensiounssystem abezilt, seng Pensioun awer nach sécher wär. Datt en awer dann nach eng Kéier muss 30 Joer schaffe goen, bis en iwwerhaapt kéint eventuell bei déi Pensioun kommen – jo, wat ass mat deenen 30 Joer? Déi Garantie gëtt et net. E weess just: „Ech muss sécher mol scho méi laang schaffe goen." Nees eng Kéier no baussen eng Postkaart mat schéine Biller, awer um Réck gesäit een déi reell Problemer.

D'Verlängerung vun de Cotisatiounsjoren ass eng indirekt Pensiounsaltererhéijung. D'Regierung wëllt, datt d'Leit méi laang schaffen, ouni et esou ze nennen. Hei gëtt d'Kettesee benotzt, fir de Generatiounekontrakt ze zersäbelen, fir am Pensiounssystem ëmmer méi Lücken ze schléissen, ouni déi wierklech Problemer unzepaken.

A wat ass mat der Penibilitéit vu verschiddene Beruffsgruppen? A wéi ass et mat deene Leit, déi an hire 50er- oder 60er-Joren erausgeheit ginn oder keng Aarbecht fannen? Fir déi bedeit dës Ännerung de facto eng Pensiounsreduktioun. An d'Retraite progressive ass do just eng kleng Trouschtplooschter fir eng méi grouss Verschlechterung.

Eis Piraten feelen och bei der Sozialpolitick eng ganz Rei Theemen, iwwert déi guer net geschwat gouf. Hei just e puer Beispiller:

Keng konkreet Mesüre géint d'Inegalitéiten. D'Schéier tëscht Aarm a Räich gëtt ëmmer méi grouss. D'Regierung kuckt ewech oder no.

D'Bildung koum an der Ried kaum vir, ausser bei der mentaler Gesondheet, an eng kloer Strategie, fir d'Bildungsgerechtkeet ze verbesseren, ass net ze fannen.

D'Problemer an eisem Gesondheetssystem ginn ëmmer méi grouss. Substanziell Reformen am Gesondheetssystem gi keng virgestallt. Et ass och kee Wuert iwwert de Personalmangel oder laang Waardezäite fir verschidden Examen ze fannen. Och wat déi mental Gesondheet ugeet, esou fanne sech an der Ried nëmmen iwwerflächlech a virun allem eidel Floskelen erëm.

Weeder bei der Wirtschaft nach beim Klimaschutz gëtt konkreet iwwert de Volet vun der Mobilitéit geschwat. Lëtzebuerg geet ëmmer méi am Stau ënner. D'Passagéierzuele bei den CFL klammen, geneesou wéi d'Onpünktlechkeet vun den Zich. Ech froe mech, wat méi séier klëmmt. Léisungen oder Konzepter fir d'Zukunft goufe gëschter keng virgestallt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Presentatioun vun der Lag vun der Natioun ass eriwwer. A mir hunn eng Postkaart kritt aus engem Land, dat mer net kennen. E Land, wou d'Bierger ouni Wunnengsnout liewen, wou d'Ëmwelt geschützt gëtt a wou d'Leit vun hirer Aarbecht gutt liewe kënnen. Mee dat ass net d'Realitéit vu Lëtzebuerg. Wann ee genee kuckt, gesäit een, datt d'Regierung mat zwee Instrumenter schafft: d'Postkäertchen, fir schéi Biller ze weisen, an eng Kettesee, fir d'Realitéit ze formen.

Mat der Postkaartepolitick gëtt eis en Zukunftsbild gewisen ouni konkreet Pläng. Mat der Ketteseepolitick ginn all Hürden, all Kontrollen, all Schutzmoossname fir d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Aarbechter an d'Ëmwelt einfach ewechgeseet. An domat steet dës Regierung fir: „Fortschrëtt duerch d'Kettesee. Stabilitéit duerch Postkaarten."

(Interruption)

D'Stabilitéit, déi de Premier esou héich hält, jo, déi ass wichteg. Mee Stabilitéit dierf net Stëllstand bedeiten. Den echte Fortschrëtt moosst sech un der Verbesserung vum Alldag vun de Biergerinnen a Bierger, net nëmmen un ekonomesche Statistiken oder grousse Projeten.

Dowéinst muss Lëtzebuerg elo d'Erausfuerderunge vun der Zukunft ugoen, éier mer vun der Zukunft iwwerholl ginn. Mir hunn elo nach déi néideg Marge de manoeuvre, mee mir dierfen de Sputt net duerch Op-Zäit-Spille verzocken. D'Regierung huet eis ganz vill ugekënnegt, virun allem wat se nach ukënnege wäert. Si schéckt eis Postkaarte mat Ukënnegunge vun Ukënnegungen.

Als Piraten geet et eis ëm méi wéi nëmme schéi Biller oder radikal Schnëtt. Et geet eis ëm konkreet Verbesserungen am Alldag vun de Biergerinnen a Bierger. An d'Regierung huet d'Wiel: entweeder weider Postkaarte schécken oder endlech konkreet ginn!

Mir wäerten drop oppassen, datt dës Ukënnegungen endlech Realitéit ginn an déi Ketteseepolitick do

stoppen, wou se eise Sozialstaat, eis Ëmwelt an eis gemeinsam Zukunft a Gefor bréngt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hu gëschter eng Ried vum Premier héieren, bei där ech mer plazeweis geduecht hunn oder mech gefrot hunn, ob mer wierklech allen zwee an deem selwechte Land géife liewe respektiv op där selwechter Welt.

Hochtrabend Begrëffer wéi „Fortschrëtt" a „Stabilitéit" si beméit ginn, déi an engem enorm krassen an eklatante Widdersproch zur Regierungspolitick stinn. An déi Wucht, mat där de Premier sech selwer verbal op d'Schëller geklappt huet, steet a kengem Zesummenhang mat der Realitéit an eisem Land.

D'Regierung hätt geliwwert, esou heescht et. Am Logement zum Beispill. D'Baukris, déi wier gestoppt. A bon? Also, ech hunn net vill dovunner matkritt. Och net déi Dausende Leit, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn an engem Secteur, an deem mer mol eng Penurie haten an deemno wéi riskéieren och nees ze kréien. Och net d'Locatairen, deenen hir Loyeren ongebremst weidergeklomme sinn. Och net d'jonk Familljen, déi sech wéinst den héijen Zënse kee Prêt an also keen Eegenheem leeschte kënnen. D'Präisser sinn esou héich, datt eng Hausse vun den Zënsen d'Majoritéit vun de Leit fir e Kaf vun engem Logement disqualifizéiert. D'Situatioun verschäerft sech op Dauer weider.

An den Här Frieden wëllt dëse futtisse Marché awer elo rëm sech selwer iwwerloossen. Keng steierlech Mesüren, fir géint Terrainsspekulatioun a Leerstand virzegoen, keen Encadrement vun de Loyeren, keng nennenswäert Efforte beim ëffentleche Wunnengsbau. D'Situatioun vum Logement ass desastréis hei am Land an d'Regierung huet kee Plang!

D'Regierung hätt och geliwwert bei der Aarmutsbekämpfung. A bon? D'lescht Joer sot de Premier op dëser Plaz, et géif intensiv un engem nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut geschafft ginn, well et eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung wier. Huet schonn een eppes vun deem Plang gesinn?

Une voix | Nee!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nee, mer ginn ëmmer nees erëm op en neie Mokuchsdag vertréischt.

Jo, et stëmmt, et sinn eenzel Mesüren ergraff ginn, déi och deelweis sënnvoll an nëtzlech sinn, mee vun engem kohärente Konzept feelt bis haut all Spuer. Wéi vill Leit dann duerch dës eenzel Mesüren aus der Aarmutsfal erauskomm sinn, seet de Premier natierlech net, ganz einfach, well et déi Zuelen net gëtt. Gradesou wéineg, wéi et e Plang gëtt, wéi een all véiertem Kand, dat an deem räiche Lëtzebuerg dem Aarmutsrisiko ausgesat ass, hëllefe kéint.

Mee gëschter ass mer och opgefall: Eise Premier, deen huet e speziellen Humor. Hie seet, esouguer bei den erneierbaren Energien hätt d'Regierung geliwwert, et wieren esou vill Solaranlagen installéiert gi wéi nach ni virdrun. E vergësst awer dobäi ze soen, datt d'Subside fir Solaranlagen am Hierscht 2024 vun dëser Regierung erofgesat goufen, also manner attraktiv gemaach gi sinn, soudatt vill Stéit nach op de leschte Stëppel eng Anlag installéiert hunn an d'ailleurs bis haut nach op hir Subside waarden, well dem Premier seng Simplification administrative duerch d'Digitaliséierung jo esou gutt virukënnt. Par contre huet d'Regierung nei administrativ Hürden erfonnt, fir Wärmepompele manner interessant ze maachen.

Ech muss awer soen, datt dem Premier säi Witz a blanken Zynismus ëmschléit, wann e behaapt, d'Regierung hätt beim Mindestloun geliwwert! Jo, de Mindestloun ass den 1. Januar per Gesetz an d'Luucht gaangen, mee genee sou, wéi dat am Code du travail virgesinn ass, net méi an net manner, a genee sou, wéi dat zanter 40 Joer an eisem Land de Fall ass, net méi an net manner! Dat ass also keen dichtege Liwwerschäi vun der Regierung, mee ee vun deene wéinege sozialen Acquisen, déi net frontal attackéiert goufen.

Par contre refuséiert dës Regierung, déi europäesch Mindestloundirektiv anstänneg ëmzesetzen. Dat soen net nëmme mir an d'Gewerkschaften, mee dat huet och de Staatsrot gesot. An dunn ass am Aarbechtsministère sechs geschloe Méint intensiv gegrübelt ginn. Net doriwwer, wéi an no wéi engen novollzéibare Krittäre mer de Mindestloun an d'Luucht setze kéinten, esou datt e Mënsch dezent dovunner liewe kéint, wat jo eigentlech d'Zil vun der Direktiv ass, nee, nee! Et ass no Weeër a Berechnungssystemer gesicht ginn, wéi ee kéint näischt maachen!

An no engem hallwe Joer intensivem Grübelen ass der Regierung an dem Aarbechtsministère dunn en Täschespillertrick agefall: nämlech datt, wann d'Léin aus der Fonction publique aus der ganzer Rechnung géifen erausgerechent ginn, jo, dann d'Moyenne oder d'Mediane vun alle Salairen hei am Land méi niddreg wier an dann och de Mindestloun net bräicht ze klammen. Wow!

Dobäi ass den Undeel vu Working Poor néierens an Europa esou héich wéi bei eis am Land. Bis virun engem Joer war Rumänien nach virun eis. Déi hunn hire Mindestloun substanziell an d'Luucht gesat. Elo ass Lëtzebuerg traureg Nummer 1.

Dat ass also kee Fortschrëtt, mee eRéckschrëtt. A Stabilitéit bréngt et net an d'Liewe vun zéngdausende Leit, déi weiderhin ënnert der Aarmutsgrenz liewe mussen, obwuel se Dag fir Dag schaffe ginn.

Et bréngt och keng Stabilitéit fir all déi Kanner, déi an deene Stéit liewen, ouni wierklech Perspektiv, datt et eng Kéier besser geet. Am Géigendeel: Mir hunn e Bildungssystem, deen déi sozial Ongläichheete bei de Kanner souguer nach weider verstäerkt, amplaz se opzefänken an e soziale Lift duerzestellen. Mee och dovunner huet de Premier kee Wuert gesot.

Also, geliwwert huet dës Regierung an zentrale Froe bis elo häerzlech wéineg. Am Géigendeel, si huet éischter geplättelt – nämlech de schaffende Leit, déi kruten der vun der Regierung dohinner geplättelt. Si sollen den Effort maachen, vun deem de Premier am alleréischte Saz zu senger Ried geschwat huet.

Am Commerce zum Beispill: Do sollen d'Sonndesaarbecht dereguléiert an d'Ëffnungszäite liberaliséiert ginn, op d'Käschte vun deene Leit, déi do schaffen. Sonndes am Commerce méi wéi véier Stonne schaffen ouni Kollektivvertrag gëtt eng Verschlechterung fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn. Dat ass d'Politick vum soziale Réckschrëtt. An dogéint wiere sech d'Gewerkschaften zu Recht. An dat gëllt natierlech ëmsou méi fir d'Ëffnungszäiten ënnert der Woch. Hei gëtt ëmmer dovunner geschwat, datt d'Geschäfter jo net opmaache mussen. Jo, dat ass richteg. Dat ass de Choix vum Patron, mee et ass kee Choix fir de Salarié!

Une voix | Richteg!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dee muss nämlech schaffe kommen, wann de Patron et seet; onofhängeg vun der Kannerbetreiung; onofhängeg, ob alengerzéiend oder net; onofhängeg, ob nach en ëffentlechen Transport fiert oder net; a komplett onofhängeg vun der mentaler Gesondheet vun de Kanner – deene Kanner, deenen hir Elteren am Niddreglounsecteur schaffen.

Guer net dovunner ze schwätzen, wéi eng Virstellung vu Gesellschaft dat ass, wou Niddreglounempfänger sonndes a wochendaags quasi zu all Zäit disponibel ze sinn hu fir d'Konsumwënsch vun deenen, déi et sech leeschte kënnen. Fräizäit, kulturell a sportlech Aktivitéiten, d'Familljeliewe spille sech ausserhalb vun den Ëffnungszäite vu Geschäfter of. Och hei verléiert eis Gesellschaft hir Mëtt an d'Famillje verléieren hir Stabilitéit.

Apropos Niddreglounsecteur: En neie Phenomeen huet sech an deene leschte Joren an Europa an och hei am Land breetgemaach. Dat ass dee vun der sougenannter „Plattformaarbecht". Dat si Leit, déi meeschtens als Scheinselbststänneger bei Iessservicer wéi Uber oder Wolt schaffen. Déi Boîtë wuesse jo, schéissen entre-temps wéi Champignonen aus dem Buedem. An dat ass a ganz ville Fäll näischt aneres wéi eng modern Form vu Sklaverei.

Kuckt Iech emol un, wat hei vir an der Uewerstad lass ass: Déi Leit musse souguer hiren eegene Vëlo matbréngen oder léinen, also hiert eegent Aarbechtsmaterial, genausou wéi am 19. Joerhonnert d'Mineuren hir eege Piochen hu musse matbréngen.

Och do gëtt et eng europäesch Direktiv, déi versicht, dat ze reguléieren. Just: Si gëtt zu Lëtzebuerg net ëmgesat. Dat ass keng Prioritéit vun dëser Regierung. Et kéint ee jo Multimillionären ofschrecken, an esou ausbeuteresch Geschäfter ze investéieren. Duerfir: ofwaarden, wat aner Länner maachen. Level-Playingfield heescht dat am Newspeak. Dat ass de Fortschrëtt vun dëser Regierung: zréck an d'19. Joerhonnert!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mee déi gréissten Attack, déi dës Regierung géint d'Salariat féiert, cibléiert hir Widderstandsfäegkeet. Si viséiert d'Substanz, d'Fundament vun de Gewerkschaften, nämlech dat exklusiivt Recht, Kollektivverträg ze verhandelen. Och wann dat elo e bësse raffinéiert gouf, besteet d'Strategie doranner, den Inhalt vun de Kollektivverträg ze entkären. Ëmmer méi Decisioune sollen an de Betriber direkt mam Personal negociéiert ginn an net méi mat der Erfarung a mam Knowhow vun de Gewerkschaften, well dat wier net méi „adaptéiert" an „zäitgeméiss", heescht et.

Jo, kloer ass et aus der Perspektiv vum eeëmolege President vun der Chambre de Commerce méi adaptéiert, mat Leit aus dem Betrib ze verhandelen, déi an engem direkten Ofhängegkeetsverhältnis stinn, déi also vun Ufank un an enger vill méi schwaacher Positioun par rapport zu hirem Patron sinn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | A well dat fréier, ganz, ganz fréier esou war, hu sech genau aus deem Grond iwwerhaapt Gewerkschafte gegrënnt. An duerfir hu mer haut, duerch Joerzéngte gewerkschaftlech Kämpf, Kollektivverträg. Dëst a Fro ze stellen, bedeit näischt aneres, wéi d'Basis vun eisem Sozialmodell a Fro ze stellen, an domadder de soziale Fortschrëtt an d'Stabilitéit vun eisem Land. An dëst, Här President, ass duerch an duerch inakzeptabel!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Ausernanersetzung tëschent Kapital an Aarbecht, déi alleréischten a fundamentaalsten, déi et am Kapitalismus gëtt, ass

hei am Land apaiséiert ginn am sougenannte Sozialdialog. Eng ganz Rëtsch vun institutionelle Strukture goufe geschafen, fir Sozialkonflikter ze verhënneren. De soziale Fridde war e Markenzeeche vun eisem Land, säin Ausdrock d'Tripartitt.

De Staat hat an där Ausernanersetzung ëmmer déi wichteg Roll vum Mediateur, vun deem, dee Kompromësser sicht a Kompromësser proposéiert. Dëse Mechanismus huet d'Regierung eesäiteg opgekënnegt. D'Tripartitt wier verstëbst, esou heescht et aus Regierungskreesser. Kuerzfristeg ersat gëtt dat duerch sougenannte „Sozialdëscher", déi da schlussendlech riskéieren, duerch e virmoderne Mechanismus ersat ze ginn, nämlech d'Gesetz vum Stäerkeren!

Dat ass d'Visioun vun dëser Regierung. De Sozialdialog gëtt mat Féiss getrëppelt, well d'Regierung sech eesäiteg op d'Säit vum Patronat gestallt huet. Dëst ass eng Afrostellung vum Lëtzebuerger Modell, eng frontal Attack op d'Gewerkschaftsrechter, an domadder en Ugrëff op déi schaffend Leit an hir sozial Rechter.

Wéi dës Regierung sech den Dialog virstellt, hunn ech perséinlech kënnen erliewen am Kader vun der Pensiounsdebatt: Et ass soi-disant consultéiert ginn, d'Leit hunn erzielt kritt, se kéinte matschwätzen, et ass an der Chamber debattéiert ginn an Experteronne goufen organiséiert.

An d'Regierung, déi souz do, huet nogelauschtert, nogelauschtert, näischt gesot, guer näischt, fir dann no iwwer engem Joer vun deem Dialog eppes ze proposéieren, wat awer nu guer kee wollt, nämlech d'Verlängerung vun der Aarbechtszäit, vun der Liewensaarbechtszäit! Vun alle méiglechen Optiounen, déi do waren, ass eng geholl ginn, déi op dee gréisste Widderstand bei jiddwerengem gestouss ass, ...

Une voix | Genau!

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... souwuel beim Salariat wéi beim Patronat, wéi och bei de Leit, souwuel deenen, déi matgeschwat hunn, wéi och bei representative Sondagen! Dat ass d'Participatioun fir d'CSV/DP-Regierung. An dat stoung a kengem vun Äre Walprogrammer! Dat ass Bedruch um Wieler! Dat ass d'Demokratie mat Féiss getrëppelt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Och wa mer nach keng Detailer wëssen, esou kann een awer verschidde Prinzippien – well déi hutt Der jo awer exposéiert, Här Premierminister – an Ärem Modell festhalen:

Éischtens: D'Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit bréngt fir déi finanziell Viabilitéit vum Pensiounssystem guer näischt. Dat hu se entre-temps och a Frankräich gemierkt, wou se genee dat gemaach hunn an elo mam Fanger am Mond dostinn.

Zweetens: Et ass eng Moossnam, déi virun allem déi Jonk vun haut trëfft. Hinne mutt Dir zou, nach méi laang schaffe goen ze mussen. Si ginn alt nees bei d'Lisett gelooss a si sinn déi ganz grouss Verléierer vun dëser Regierungspolitick.

Drëttens: Mee och d'Pensionnairë musse bludden, well beim Bäibehale vun der 2012er Reform wäert de Rentenajustement ganz oder deelweis ewechfalen. An deen Ajustement, deen trëfft d'Pensionnairë vun haut a vu muer. Mee et ass nach net ganz kloer, wéini dat genau wäert sinn, dat Joer, wou den Ajustement da fale wäert. Duerfir, loosst mech roden: Ech denken, datt et no den nächste Chamberwale wäert sinn.

(Brouhaha)

Véiertens: Eng Kategorie vu Leit gëtt awer mat dëser Reform privilegiéiert. Dat sinn déi, déi sech Privatpensioune kënne leeschten. Duerfir huet de Staat Suen, jo, jo, fir hinne steierlech ze hëllefen. Déi aner, déi kënne kucken, datt se eens ginn. Well déi kleng Pensioune kréien näischt bäi. Déi kënne vu Sozialhëllef liewen. Jo, jo, beim neie Luc sengen ale Kolleegen aus dem Privatassurancë-Business fléie grad d'Schampesstëpp, wärend Zegdausende Leit, déi sech de Bockel wuertwiertlech e Liewe laang kromm geschafft hunn, sech froen, wéi se déi zousätzlech Joren dann nach packe sollen.

An et ass net esou, wéi wann et keng Alternative gi wieren: D'Deplafonnement vun de Cotisatiounen oder d'Cotisatiounserhéijung op dräimol 9 % si Proposen, déi eng Majoritéit vun de Leit droen, well se sozial gerecht sinn an eise solidaresche System stäerke géifen. Dir schwächt en!

Dat doten ass ee vun deene gréisste soziale Réckschrëtter zanter 80 Joer! Dat doten destabiliséiert eise Sozialstaat. Et ass Klassekampf vun uewen. Et destabiliséiert eist Land!

(Brouhaha)

Här President, net nëmmen de Gewerkschaften, mee och den ONGe bléist vun dëser Regierung e raue Wand an d'Gesiicht. Ugefaange bei den Entwécklungs-ONGen, wou de ganze Beräich vun der Sensibiliséierungsaarbecht zudéifst veronséchert ass. Fir d'éischt goufe vum Kooperatiounsminister einfach mol pauschal Behaaptungen an de Raum gehäit. Da gouf oppe mat engem Stopp vun de Finanzementer gedrot an duerno si konfus a realitéitsfriem Exigencë formuléiert ginn. Wéi et soll no dësem Joer weidergoen am Secteur, weess nach ëmmer keen. D'Zukunft ass ongewëss.

Duerno huet natierlech den Ëmgang vun der Regierung mat der Caritas d'ONGen zudéifst beonrouegt, well e wichtegen Acteur vun der Zivillgesellschaft an enger Krisesituatioun einfach fale gelooss gouf. Als Reaktioun dorobber huet sech eng Plattform vu 27 Associatiounen aus ënnerschiddleche Beräicher gegrënnt, fir d'Rechter vum Secteur ze verteidegen. Si spiere ganz konkreet, datt hir Expertis vun dëser Regierung net méi wäertgeschätzt gëtt.

Et ass d'Zomm vun deene ville klenge Virfäll, déi d'Zivillgesellschaft veronséchert. An um Horizont zitt dann dat nächst Donnerwieder erop a Form vum neien Demonstratiounsgesetz.

Här President, dës Regierung hëlt awer net nëmmen de Sozialstaat an d'Zivillgesellschaft ënner Beschoss, mee och de Rechtsstaat. Eng vun deenen éischten Aktioune vun dëser Regierung war d'Heescheverbuet, wat zwar ni wierklech duerchgesat gouf, well et illegal a verfassungswiddreg ass, mee wat awer den Terrain virbereede sollt. Hei sollt net d'Aarmut bekämpft ginn – jo, wéi och, et gëtt jo kee Plang –, mee déi Arem, déi, déi an extreemster Nout fir d'Iwwerliewen e puer Euro zesummenheesche mussen.

Et sollt den Optakt si fir weider liberticide an autoritär Mesüre wéi de „Platzverweis renforcé". Hei soll dann de Buergermeeschter Sheriff spille kënnen a Leit, déi net geneem sinn, fir eng Zäit vun enger Plaz verbanne kënnen.

A wéi eng Konfusioun do entsteet, hu mer nach d'lescht Woch an der Presentatioun vum Drogendësch 2.0 vum Inneminister héieren, deen hei an der Chamber gesot huet, de „Platzverweis renforcé" wier duerfir do, géint Drogendealer virzegoen. Mee dat ass Blödsinn! Drogendealer si Krimineller. Dat ass e Fall fir d'Justiz. Dat ass net e Fall fir de Buergermeeschter, deen da wéi e Sheriff ka soen: „Du kënns elo zwou Wochen net méi hei op déi Plaz hin!"

A genau déi Konfusioun ass esou geféierlech. An duerfir sinn et d'Mënscherechtsorganisatiounen, déi Stuerm gelaf sinn. D'Justiz an de Staatsrot hunn d'Hänn iwwert dem Kapp zesummegeschloen, well et d'Fundament vun der Rechtsstaatlechkeet selwer a Fro stellt.

Nach méi geféierlech ass allerdéngs d'Iddi vun der Regierung, d'Versammlungs- an d'Demonstratiounsrecht weesentlech anzeschränken.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Hei geet et ëm e fundamentale Prinzipp vun der Demokratie. An et kann net sinn, datt no den Attacken op d'Salariat, no der Destabiliséierung vun der Zivillgesellschaft, elo och nach d'Méiglechkeete solle begrenzt ginn, fir géint all dëst ëffentlech ze protestéieren!

Här President, ier et zu all deem kënnt, denke mir, muss ee sech dogéint wieren, zesummen, als Gesellschaft!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Duerfir ass d'Plaz vun all engagéiertem Bierger hei am Land, d'Plaz vun all Demokrat, d'Plaz vun all deenen, déi de Sozialstaat als historeschen Acquis verdeedege wëllen, d'Plaz vun all deenen, déi de Kampf géint de Klimawandel an de Biodiversitéitsverloscht net als Fatalitéit opginn, den 28. Juni un der Säit vun der Gewerkschaftsfront, fir zesumme géint de soziale Réckschrëtt an d'Destabiliséierung vun eiser Gesellschaft ze demonstréieren a fir eng liewenswäert an human Zukunft ze manifestéieren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Demokratie lieft nämlech net nëmmen hei an der Chamber, mee och an de Schoulen, an de Betriber an op der Strooss!

Här President, de Premier huet a senger Ried zwar vill iwwer Resilienz a Verdeedegungscapacitéite geschwat, mee den Haaptenemy, deen eis Liewensgrondlage bedrot, ass net an engem Saz genannt ginn: de Verloscht u Biodiversitéit. Wann de Kampf géint de Klimawandel zwar nach deelweis als ekonomesch Opportunitéit ernimmt ginn ass, esou ass den Natur- an Ëmweltschutz komplett ënnergaangen. Kee Wuert iwwert den desastréisen Zoustand vun eise Gewässer. Kee Wuert iwwert déi alarmant a stänneg Verschlechterung vum Zoustand vun de Liewensraim vun Déieren a Planzen an der Zersidlung vun eise Bëscher. Kee Wuert iwwer Éiwegkeetschemikalien an eise Kierperen an Organismen, déi ëmmer méi zouhuelen. Kee Wuert iwwert d'Noutwendegkeet vun enger nohalteger Landwirtschaft am Respekt vun eise begrenzte Ressourcen. Nee, alles dat gëtt der Ekonomie ënnergeuerdent!

Duerfir och dee skandaléise Jo vun dëser Regierung zum Mercosur-Accord. D'Profittgier vum Fräihandel schéngt méi wichteg ze si wéi de Schutz vu Mënsch an Natur. An dëst géint de Wëlle vu Länner wéi Frankräich, Éisträich, Holland a Polen! Länner, mat deene mer awer soss an anere Politickfelder, wou eis Diplomatie wichteg ass, zesummen agéieren. Der Regierung ass de Schutz vun de klenge Bauerebetriber, ob an Europa oder an de Mercosur-Länner, zimmlech egal. Gradesou wéi de Schutz vun den indigeene Vëlker, de Schutz vun de Reebëscher an domadder verbonnen de weltwäite Klimaschutz, deen duerch d'Ofholze vum Amazonas dramatesch beschleunegt wäert ginn.

Vum Mercosur-Ofkommes wäerte virun allem déi déck Agrarmultinationalle profitéieren. Eng Rëtsch vun hinnen hunn hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Et ass

also en Ofkommes fir d'Finanzplaz a géint d'Landwirtschaft, fir de Fric a géint d'Mënschen. Et bedeit d'Destabiliséierung vun der Agrikultur.

Här President, et gëtt awer ee Beräich, do ass dës Regierung bereet, de Portmonni opzemaachen, an dat ass d'Rüstungsindustrie. Hei wëllt de Staat all Joer zousätzlech Honnerte Milliounen Euro labbermaachen, deemno wéi – an dat gi mer vläicht an e puer Wochen oder Méint gewuer – souguer Milliarden, op Käschte vun, ënner anerem, Infrastrukturprojeten, grad esou, wéi wa mer net elo schonn en enorme Retard bei eisen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg hätten.

Mir hu muer de Moien eng gréisser Debatt iwwer Defensepolitick, duerfir wëll ech hei, och en vue vun der Zäit, just ganz kuerz drop agoen: Vun enger lëtzebuergescher oder vun enger europäescher Defensestrategie si mer am Moment meilewäit ewech. An ouni kohärent Strategie maachen dës kolossal Ausgabe ganz einfach kee Sënn, mee sinn erausgeheite Suen. Et ass e Faass ouni Buedem, en Eemer mat esou ville Lächer, do ass dee vun der Caritas e Witz dergéint!

Wat bis elo um Dësch läit, hëlleft net eiser Defense, mee just dem militäresch-industrielle Komplex, fir gigantesch Benefisser ze maachen. Einfach weider enorm Zommen an eng ineffikass Militär- a Rüstungspolitick ze investéieren, op Drock vun deenen, vun deene mer eis emanzipéiere wëllen, wäert op kee Fall eis Zoustëmmung fannen!

Här President, „Fortschrëtt ouni Effort ass eng Illusioun". Dat war den éischte Saz vum Premier senger Ried. Mee déi entscheedend Fro ass: Wie muss deen Effort da maachen? Sinn et déi schmuel Schëlleren, déi d'Laascht droe mussen, an net déi breet? Well deene breede Schëllere ka jo keen Effort ofverlaangt ginn, well dat wier net gutt fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, net gutt fir de Wuesstum, net gutt fir d'Profittmargen.

An dat, fäerten ech, ass de Kär vun dëser Regierungspolitick, enger Politick vum sozialen, ekologeschen an demokratesche Réckschrëtt, enger Politick vun der gesellschaftlecher Destabiliséierung. An et sinn dëse Réckschrëtt an dës Destabiliséierung, déi Ängschte schafen an Ängschte schüren. An dës Ängschte sinn den Närbuedem vu Reaktionären, Chauvinisten a Faschisten.

Dës Regierung huet elo scho wéi keng aner eis Gesellschaft gespléckt. An déi fortschrëttlech Kräfte fänken un, sech zesummenzedinn, ugefaange mat der Gewerkschaftsfront, déi eng historesch Allianz geknüpft huet géint déi regressiv Politick vun dëser Regierung. Mat hinnen a mat allen Engagéierten aus der Zivillgesellschaft, dem Sozial- an Ëmweltverband musse mer der dystopescher Visioun vun der Regierung e Projet entgéintstellen, deen alle Mënschen, a besonnesch deene Jonken, nees Perspektiven an Hoffnunge bitt.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Baum. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lag vun der Natioun, dat ass och ëmmer d'Lag vum Mënsch a sengem Alldag. Dat ass ënner anerem och d'Lag vum Kand a senger Klass, vun der Mamm, déi aleng de Loyer stemmt oder vum Salarié, deen de Mindestloun kritt.

Hei léisst sech d'Sozialpolitick vun eiser Regierung definitiv weisen! Et ass eng Sozialpolitick, déi eng Panoplie vun Entlaaschtunge bréngt fir déi, déi et brauchen, jo, eng Politick, déi ganz geziilt deene Leit ënnert d'Äerm gräift, déi et am néidegsten hunn: Leit mat Mindestloun; Leit mam REVIS; Leit, déi d'Allocation de vie chère zegutt hunn; Famillje mat Kanner, déi e Loyer ze schëlleren hunn; Alengerzéier a Leit, fir déi d'Laascht vun den Energiekäschte ganz schwéier ze droen ass.

De Mindestloun ass elo steierfräi a Sozialleeschtunge goufen net nëmmen däitlech gehéicht, mee och nach deels automatesch ausbezuelt, ouni dass ee vu sech aus muss duerno froen. Dat hëlleft de Leit, déi bis elo am administrativen Dschungel verluer gaange sinn. Dat gouf et nach net. Dat kann ee just ausdrécklech begréissen, an dat maache mir. An dat kann een och heibanne schlechtriedden oder einfach ignoréieren, esou wéi d'Oppositioun hei am Haus dat gäre mécht, de Moien an de Mëtteg méifach gemaach huet.

D'Sozialpolitick mécht sech ...

(Interruption)

D'Sozialpolitick mécht sech awer net nëmme mat Steierreduktiounen, mat Allocatiounen, mat Primmen, mat Gesetzer, déi fir favorabel Aarbechts- a Lounbedéngunge suergen, a mat enger generéiser Sozialversécherung. All dat ass wichteg a kann net staark genuch betount ginn. All dat reduzéiert Stress, Drock a finanziell Suergen. Dat ass net selbstverständlech. An dat ass e klore politesche Choix: d'Stäerkung vun der sozialer Kohäsioun.

Mee wat ech haut wëll ervirsträichen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng innovativ a modern Sozialpolitick, déi ganz breet opgestallt ass, déi sech am Alldag vun de Mënschen erëmspigelt. Eng Sozialpolitick, wéi kee se virdru gemaach huet. Eng Sozialpolitick, déi preventiv usetzt an déi Mënschen als sozial Wiese begräift a si an dësem Rôle och stäerkt. Eng Sozialpolitick, déi bei der mentaler Gesondheet usetzt – e ganz wichtege Sujet, zu deem ech hei am Debat quasi näischt héieren hunn.

„Déi mental Gesondheet dierf keen Tabu méi sinn", huet de Premierminister Luc Frieden gëschter hei op der Tribün betount an domadder de Fanger an eng Wonn geluecht, déi net eréischt mat der Pandemie opgebrach ass. Haut wësse mir, dass et a béid Richtunge geet, dass e gesonde Geescht an engem gesonde Kierper och heescht, dass e gesonde Kierper nëmme mat engem gesonde Geescht ka funktionéieren. Sech net wuel fille schléit sech op de Kierper néier.

Wat als Psychosomatik bekannt ass, bedeit Krankheetsbiller wéi akut Krisen, Angscht- a Panikstéierungen, Upassungsstéierungen, Burnoutsyndrom, Depressiounen, Iessstéierungen, Perséinlechkeetsstéierungen a sou weider a sou fort. D'mental Gesondheet ass fundamental wichteg fir d'Wuelbefannen, fir dem Stress am Liewen ze begéinen, fir säi Potenzial auszeschëpfen, fir gutt ze léieren an ze schaffen an zum gesellschaftleche Liewe bäizedroen. Eng gutt sozial Kohäsioun, déi eis jo all um Häerz läit, fänkt mat der mentaler Gesondheet un. A si fënnt och do hir Limitten, wa mir net alles maachen, fir se ze stäerken.

De Premierminister, zesumme mat der Regierung, huet dräi wichteg Moossnamen an de Mëttelpunkt gesat ronderëm d'mental Gesondheet:

Eng modern Sozialpolitick schafft net méi a Siloen, mee si ass vernetzt. An dat geschitt elo mat engem neie Fundament, dem digitale Carnet de santé. Et handelt sech hei net just ëm en digitalen Outil, mee ëm e Fundament fir eng Betreiung vun eise Kanner a Jugendlecher, déi méi vernetzt ass.

D'Zil ass kloer: Brécken tëschent de Professionellen ze bauen, fir dass d'Kand net duerch d'Netz fält, fir datt Informatiounen, déi wichteg sinn, net verluer ginn, fir datt een net méi 20-mol déi nämmlecht Geschicht ziele muss, wann een Hëllef sicht.

Konkreet wäert dësen digitale Carnet de santé méiglech maachen, datt Dokteren, Psychologen, Sozialaarbechter, Educateuren an d'Schoulwelt Hand an Hand zesummeschaffen a sech besser austauschen, datt wichteg medezinnesch a sozial Donnéeë sécher, zouverlässeg an effizient gedeelt kënne ginn an datt mir e méi performante Casemanagement op d'Bee setze wäerten.

Fir d'Famillje bedeit dat eng konkreet Entlaaschtung. Si mussen net méi bei all Instanz vu vir ufänken, erklären a sech justifizéieren. Dat spuert net nëmmen Zäit a Kraaft, mee et bréngt och méi Gerechtegkeet, well all Kand an all Famill déi Betreiung kritt, déi se opgrond vun hirer Situatioun och brauch.

D'Digitaliséierung kritt domadder e ganz konkreete soziale Wäert. Si déngt dem Mënsch, si bréngt d'Leit zesummen a si verbessert d'Zesummenaarbecht an d'Effizienz ronderëm d'Kanner. A besonnesch am Beräich vun der mentaler Gesondheet, wou et ëm Vertrauen, Nolauschteren an Empathie geet, ass dës vernetzt Approche de Schlëssel zu enger besserer Prise en charge.

Dësen digitale Carnet gëtt esou zum Réckgrat vun engem modernen a koordinéierte Sozialsystem, engem System, wou de Mënsch net méi eleng ass, mee ëmgi vun engem Netz vu kompetente Leit, déi sech géigesäiteg ergänzen a stäerken.

Här President, een Haaptpunkt vun der Ried zu der Lag vun der Natioun war d'Resilienz. Mee d'Resilienz fänkt och bei all Eenzelnem vun eis un, wann et ëm d'mental Gesondheet geet. Dofir begréisse mir, datt d'CSV/DP-Regierung d'Éischt-Hëllef-Coursë fir d'mental Gesondheet stäerke wëllt. Éischt-Hëllef-Coursë fir mental Gesondheet mussen nämlech geneesou selbstverständlech gi wéi déi normal Éischt-Hëllef-Coursen. Genau wéi jiddereen d'Grondbegrëffer vun der kierperlecher Versuergung kennt – Blutt stoppen, Ambulanz ruffen, Symptomer erkennen –, soll och jiddereen fäeg sinn, mat psychesche Signaler ëmzegoen.

An esou Formatioune léiert een, d'Zeeche vu psychesche Problemer besser ze erkennen; op d'Leit zouzegoen, deenen et net esou gutt geet; deem aneren ze hëllefen, ouni ze bewäerten, mee mat Empathie a Respekt; déi betraffe Persoun weider un déi professionell Hëllef erunzeféieren. Jidderee kann en éischte Schrëtt maachen. Jidderee kann hei en Ënnerscheed maachen.

Säit 2020, wou d'Ligue de la santé mentale esou Formatiounen ubitt, hu sech ronn 10.000 Leit forméiert, wat enorm ass, dorënner 2.000 Jonker. Dës 10.000 Leit bilden esou e Reseau an dat ass e Krees vun der Entraide. Et geet drëm, datt mer eis ëm deen anere këmmeren.

Dir Dammen an Dir Hären, déi drëtt Initiativ, déi ech haut wëll ervirhiewen, ass d'Screen-Life-Balance an eise Schoulen. Hei geet et kloer ëm Schutz a Bewosstsinn amplaz vun engem Verbuet. En éischte Schratt ass gemaach. Zanter Ouschtere sinn d'Handyen an der Grondschoul limitéiert. An no Päischten zitt de Secondaire no.

D'Decisioun, d'Smartphonen am Schoulalldag ze limitéieren, ass kee Verbuet, mee e bewosste Choix, fir d'Kanner ze schützen an hinne Fräiheeten zréckzeginn. An enger Welt vu permanenten Notifikatiounen, sozialem Drock an digitale Vergläicher ass et eng Chance, fir nees méi reell ze kommunizéieren, fir d'Konzentratioun zréckzefannen a fir mateneen ze sinn. Déi Zäit, wou

d'Kanner an der Schoul net mam Handy hantéieren, solle si léieren, d'Technologie ze verstoen an net just se ze benotzen; Fakten ze ënnerscheede vun Desinformatiounen; opmierksam ze sinn, fir sech net ze verléieren; a selbstbestëmmt a gesond dermat ëmzegoen. D'Reaktiounen aus de Grondschoule si scho ganz positiv. D'Kanner soe selwer, datt si méi entspaant sinn an datt si méi present an der Relatioun ze deenen anere sinn.

Digital Zukunft, KI a mental Gesondheet mussen zesummegoen. Resilienz ass net just individuell, si ass kollektiv. An eis Regierung investéiert genee doran.

Här President, Resilienz fänkt also u mat engem gesonde Selbstbewosstsinn a mat Vertrauen a seng perséinlech Stäerkten. Genee déi Stäerkt soll de Kanner am Elterenhaus an an der Schoul vermëttelt ginn. D'Fundament fir eng gutt mental Gesondheet sinn d'Elteren. Elteren, déi am Ufank vum Liewe vun hire Kanner present sinn, fir datt eng fest Bindung kann entstoen. Ech begréissen hei ausdrécklech, dass de Premierminister op d'Work-Life-Balance agaangen ass an datt eng méi grouss Flexibiliséierung vum Congé de maternité an Aussiicht gestallt gouf. Mir musse grad am Liewensufank eis Kanner méi an de Mëttelpunkt setzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung weist eppes ganz kloer: Sozialpolitick ka modern, mënschlech an nohalteg ginn, an dat gläichzäiteg. Mir ënnerstëtzen déi, déi et brauchen. Mir schafe Strukturen, déi entlaaschten, vernetzen an de Mënsch an de Mëttelpunkt stellen. Mir investéieren an d'Kanner vu muer, an hir mental Stäerkt an an hir Zukunft. Well eng staark a resilient Gesellschaft fänkt mat engem gesonde Mënsch un.

Wéi ech scho gesot hunn, ass eng modern an innovativ Sozialpolitick, déi an eis kompliziéiert Welt passt, ganz breet gefächert. Si ass transversal a geet wäit iwwert déi klassesch Definitioun eraus. Eng modern an innovativ Sozialpolitick, esou wéi dës Regierung se versteet an och ëmsetzt, ass wéi eng Auer. Fir datt eng Auer richteg tickt, mussen all déi verschidde Riedercher perfekt aneneegräifen. Sécher: Aarbecht, Renten, Gesondheetsversuergung sinn déi grouss Rieder – oder besser nach: si sinn d'Fieder, déi den Takt virgëtt. Mee wann all déi aner Riedercher net matdréien oder net hei op dëser Bün ernimmt ginn, da geet d'Auer falsch an dann erkenne mir d'Zeeche vun der Zäit net méi richteg a verléieren de Mënsch als Ganzes aus dem Bléck. Da loosse mer d'Leit, déi eis Hëllef brauchen, am Ree stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Marques villmools Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Här Premierminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Alleréischt fir Ären Discours zur Lag vun der Natioun an och fir alleguerten d'Kontributiounen, déi mir haut héieren hunn. Eise Fraktiounschef, de Gilles Baum, huet de Moie schonn eng ganz Rei Sujeten ugeschwat. Ech géif mech dohier op just e puer Punkte limitéieren.

Ech géif bei deene Jéngsten, bei eise Kanner, ufänken. E Sujet, deen haut e puermol opgegraff ginn ass, ass d'Kanneraarmut. Dës betrëfft a beschäftegt eis alleguerten, notamment och de Familljeminister Max Hahn, dee sech net méi spéit wéi am Abrëll dëst Joer nach mat all den Acteure vum Terrain iwwert dëse wichtege Sujet ausgetosch huet.

Wann ech verschiddene Riedner heibannen nogelauschtert hunn, schéngt och deels d'Memoire vun der gemeinsamer Aarbecht aus deene leschte Joren e bësse verluergaangen ze sinn. Et gëtt der och, déi déi lescht Joren net derbäi waren, déi mengen, dass nach keng Sozialpolitick gemaach gi wier. Ech wéilt dat hei richtegstellen an op déi gutt Aarbecht, déi awer och schonn um Niveau vun der Sozialpolitick gemaach gouf, hiweisen.

(Brouhaha)

Et ass iwwregens och keng vun de Mesüren aus der viregter Legislatur ofgeschaf ginn. Nee, mir hunn d'Hëllefen, déi finanziell Ënnerstëtzungen, déi notamment de Kanner zeguttkomm sinn, nach ausgebaut.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Zum Beispill iwwert d'Entlaaschtung vun de Monoparentallen duerch e Crédit d'impôt monoparental, duerch eng Steierbefreiung vum Mindestloun elo och an der Steierklass 1, andeems de Crédit d'impôt gehéicht gouf, oder och duerch d'Erhéijung ëm 10 % vun der Allocation de vie chère, gradewéi och am Logement, bei der Energie, dem Steierbarème, deen ugepasst gouf. Jee, et sinn eng Hellewull u Mesüren, déi scho geholl gi sinn an déi genau deene Leit entgéintkommen, déi effektiv déi Ënnerstëtzung och brauchen.

Une voix | Ganz richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An do sinn duerchaus och strukturell Mesüren derbäi, wa mer notamment un de Mindestloun, awer och un d'Steiererliichterungen denken. Dës Kritick vun de Moie wëll ech dowéinster net stoe loossen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, de Premier huet bei de Kanner vu Kannerrechter geschwat a Relatioun mam Schutz viru geféierlechem, jo, illegalem Contenu. Dat ass e ganz pertinente Sujet, un deem mir mat groussem Konsens heibanne schaffen.

Ech wëll a Relatioun mat de Kannerrechter awer och nach eemol op d'Wichtegkeet vun de Reformen a punkto Jugendschutz a Jugendstrofrecht insistéieren. Eis aktuell Legislatioun gëtt Kanner a Jugendlechen, déi verhalensopfälleg sinn, deels manner Rechter an de Prozedure wéi Erwuessenen. Dës ass domat net just vereelzt, mee carrement net konform zu der UN-Kannerrechtskonventioun.

Ech weess, dass äifereg un Amendementer zu den deposéierten Texter geschafft gëtt. A mengen Aen muss de wichtege Paradigmewiessel op e System, dee kloer d'Protektioun vun der Poursuite pénale vu Jugendlecher ënnerscheet, eng Prioritéit sinn, fir dass d'Kannerrechter och hei zu Lëtzebuerg weider gestäerkt ginn.

An Ärer Ried sidd Dir op déi mental Gesondheet vu Kanner agaangen. Besonnesch bei Kanner a Jugendleche konnten iwwert déi lescht Joren an deem Beräich ëmmer méi Schwieregkeete festgestallt ginn. D'Lëtzebuerger Societéit fir Psychiatrie, Pedopsychiatrie a Psychotherapie huet am Oktober 2024 an engem Communiqué vun emotionale Krisen, Risikoverhalen, Konzentratiounsproblemer an Ängschte geschwat. Et ass dofir kruzial, wann Dir annoncéiert, dass d'Unzuel vun de Better an der Kannerpsychiatrie soll erhéicht ginn.

Fir déi concernéiert Kanner ze suivéieren, brauch et awer och dat néidegt Personal. Dofir musse mir, nieft den zousätzleche Better, och weider Efforte maachen, fir d'Psychiateren, hei notamment Pedopsychiateren, unzezéien.

Une voix | Ganz richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An der leschter Legislatur gouf de Beruff vum Psychotherapeut reglementéiert an en Tariff fir de Remboursement festgeluecht. Als nächste Schrëtt misst och de Psychologue clinicien endlech reglementéiert ginn. Dat wier eng weider Stäip fir de System a géif d'Onkloerheeten, déi fir Psychologe bei der Unerkennung vum Diplom fir de Psychotherapeut bestinn, och aus der Welt schafen.

Une voix | Genau!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'Santé mentale an d'Preventioun, déi vun der Santésministesch an och dem Educatiounsminister mat konkreete Mesüre prioriséiert sinn, si vu ganz grousser Wichtegkeet.

Ech wëll awer och, Här President, eise Gesondheetssystem en tant que tel uschwätzen. De Lëtzebuerger Gesondheetssystem huet den Usproch, all Bierger, all Patient, en egalitären Zougang zu medezinnesche Soine vun héijer Qualitéit ze garantéieren. D'Qualitéit ass do. Beim Zougang dogéint hapert et. Et gëtt nach wie vor laang Waardezäiten, wäit Deplacementer an iwwerfëllten Urgencen.

Ech wëll an dësem Kader véier Punkten aus dem Koalitiounsaccord ervirsträichen, bei deenen d'Majoritéitsparteie séier e Konsens fonnt haten an déi onbedéngt och mussen ugepaakt ginn:

Éischtens muss d'Gesetz iwwert de Virage ambulatoire ugepasst ginn. Als DP gesi mir weiderhin am Extrahospitalier, complementaire zu de Spideeler, grouss Virdeeler fir eng nach besser opgestallte Gesondheetsversuergung.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dofir soll d'Lëscht vun den Apparater, déi och a Cabinets médicaux baussent de Spideeler kënne genotzt ginn, schnellstméiglech erweidert ginn, soudass notamment och Mammografien, Koloskopien, Gastroskopien, Osteodensitometrien, kleng chirurgesch Agrëff wéi Kataraktoperatiounen oder Knéiarthroskopien op méi Plazen a mat méi kuerzen Delaier kënne realiséiert ginn.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann (DP) | Et muss eis dorunner geleeë sinn, d'Deplacementer ze reduzéieren an d'Gesondheetsversuergung och a méi entleeëne Regiounen a Gemenge méi accessibel ze maachen.

Zweetens brauche mir dezentral pluridisziplinär Dokteschpraxen, wou Generalisten a Spezialisten de Patienten eng gréisstméiglech medezinnesch Offer ubidden an déi, fir d'Urgencen ze entlaaschten, och mol ausserhalb vun de klasseschen Auerzäite kënnen op sinn.

Drëttens mussen d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal, gradewéi Affekoten oder aner Beruffsgruppen, sech kënnen an enger Societéit zesummendinn. De Koalitiounsaccord huet virgesinn, de Kader dofir ze schafen. Als DP sti mir weiderhin zu engem legale Kader fir Dokteschsocietéiten. Déi viregt Regierung hat heizou schonn e Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht. Dëse sollt elo séier virugedriwwe ginn.

Véiertens muss et am digitalen Zäitalter méiglech sinn, e richtegen elektronesche Patientendossier ze hunn. E Patientendossier, deen interoperabel ass, dat heescht, deen eng Vernetzung vu Spideeler, Dokteschpraxen, Maison-médicallen, Apdikten a Laboe méiglech mécht an et esou all behandelndem Dokter erlaabt, de Patient direkt ze kennen. E Patientendossier, deen awer natierlech och an Zukunft d'Données médicales vum Patient protegéiert.

Dozou gehéiert och, wéi vum Här Marques ugeschwat, e Carnet de santé fir Kanner. Mee hei geet et nach méi wäit. Hei geet et ëm den digitale Patientendossier, deen och all Patient – Kand, Erwuessener – hei zu Lëtzebuerg sollt hunn.

Här Premierminister, bei de véier ugeschwate Punkten, déi, wéi gesot, Deel vum Koalitiounsaccord sinn, geet et dorëms, eise Gesondheetssystem nohalteg an am Sënn vun alle Patienten hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Et ass wichteg, dass mir virukommen. An dofir waarde mir och drop an ënnerstëtzen och, dass mer dës Reformen an Ugrëff huelen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, vun den Dokteren, déi gréisstendeels als Fräiberuffler schaffen, ginn ech eriwwer bei e weidere Sujet, deen an Ärem Discours vläicht net direkt zu Wuert komm ass: d'Gläichheet tëschent Salariéen an Independanten.

Dir hutt, Här Premierminister, iwwert d'Ekonomie geschwat. Dir sidd op d'Wichtegkeet vun enger diversifiéierter Wirtschaft agaangen, als Standbee vun enger nohalteger nationaler Ekonomie, op d'Wichtegkeet vun Innovatioun. Lëtzebuerg soll en Hub gi fir Tech, Data, AI.

Mee – an dat hutt Dir och richteg gesot – d'Stäerkt vun enger Wirtschaft, hir Kompetitivitéit, läit och bei de klengen a mëttelgrousse Betriber. A jo, dofir muss och den Entrepreneursgeescht zu Lëtzebuerg eng Relance kréien, a kleng a mëttelgrouss Betriber, mee och Independanten, all déi kreativ Käpp a motivéiert Talenter, déi eppes zu eiser Wirtschaft kënne bäidroen, sollen an hiren Initiativen ënnerstëtzt ginn. Fir dass mir hei zu Lëtzebuerg weiderhi jonk a manner jonk motivéiert Leit kréien a fir dass déi sech och wëlle selbststänneg maachen, sollt et an eisen Aen zu enger gréisstméiglecher Gläichstellung tëschent Salariéen an Independantë kommen.

Ech ginn e puer Beispiller: Independantë kënnen an enger Krisesituatioun net vum selwechte Chômage partiel beneficiéiere wéi Salariéen. Independantë kënne bei der ADEM net ënnert deene selwechte Konditiounen Indemnitéite fir de Chômage ufroe wéi Salariéen. Wann eng Fra, déi schwanger ass, hire Beruff aus gesondheetlechen oder Sécherheetsgrënn net méi kann ausüben, kënne Salariéë virum Congé de maternité eng Dispense de travail ufroen, an dat ouni eng Perte vun der Remuneratioun. Fraen, déi selbststänneg sinn, kënnen dat net, jiddefalls net, ouni iwwert déi Méint hire Revenu ze verléieren.

(Interruption)

Dat huet dann och en Impakt op d'Indemnisatioun vum Congé de maternité, déi op Basis vum Salaire moyen vun de leschten zwielef Méint berechent gëtt. An obwuel säit Laangem en Urteel vum Verfassungsgeriicht virläit, gëtt et nach ëmmer keng nei Dispositiounen, déi Independantë bei der virgezunner Alterspensioun d'selwecht behandele wéi Salariéen.

Dir gesitt, et bestinn nach eng jett net begrënnbar Ongläichheeten, déi fir Selbststänneger deelweis grouss Nodeeler hunn. Fir d'DP gehéiert zur Valorisatioun vun de Selbststännegen och en Ophiewe vun den nach bestoenden Inegalitéiten.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Éischtens fir de Leit um Terrain d'Liewen an hir Aarbechtskonditioune méi einfach a virun allem méi gerecht ze maachen an zweetens fir dass den „Trau dech!" och weider de Credo bleift, dee Jonker motivéiert, sech als Independant ze etabléieren.

(Interruption)

Ob Independant oder Entreprise, mir liewen an enger Zäit mat villen Erausfuerderungen. Geopolitesch Spannungen, wirtschaftlech Onsécherheet an eng Rei gesellschaftlech Changementer stellen eis virun nei Aufgaben.

An dësem Kontext brauche mir eng staark an eng fräi Wirtschaft, déi eise Sozialsystem erhält an et all Bierger erméiglecht, sech säi Liewen an eng geséchert Zukunft opzebauen. Dozou gehéiert e modernt Aarbechtsrecht, dat un d'Realitéite vun eiser moderner Gesellschaft ugepasst ass, dat eise Betriber an Independanten erlaabt, kompetitiv ze bleiwen – besonnesch mat onsen direkten Nopeschlänner –, an dat souwuel de Salariéen an de Betriber déi néideg Flexibilitéit gëtt, sech notamment d'Aarbecht no deene Krittären anzedeelen.

Mir begréissen dofir als Demokratesch Partei d'Annoncen aus der Ried zur Lag vun der Natioun, wat d'Flexibiliséierung vum Congé de maternité an d'Aféierung vum Temps partiel familial ugeet. Et ass, wéi Dir, Här Premierminister, gëschter sot: Näischt muss, alles kann! Et gëtt näischt aneres proposéiert, wéi de Betriber an de Beschäftegte méi Flexibilitéit an hirer Aarbechtsopdeelung ze erlaben an hinnen esou méi Choix ze loossen, dës Aarbechtszäiten och un déi tatsächlech Demande an Aktivitéit unzepassen.

Selbstverständlech fält an d'Thematik vun engem modernen Aarbechtsrecht weiderhin och de Sozialdialog. E Sozialdialog, dee säit Joerzéngten hei zu Lëtzebuerg de soziale Fridde garantéiert an och weiderhi garantéiere soll.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech erënneren nach eemol un d'Tripartitten, déi an der Coronapandemie, awer och am Kader vun der Energiekris vun der viregter Regierung aberuff goufen a bei deene mir et fäerdegbruecht hunn, gemeinsam Léisungen am Sënn vun der Allgemengheet ze fannen. Den Dialog ënnert de Sozialpartner ass fir eis als DP fundamental. A besonnesch an usprochsvollen Zäite sollen all d'Acteure matagebonne ginn, d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung.

Une voix | Richteg!

Mme Carole Hartmann (DP) | Aus der Geschicht an och de rezente Krisenzäiten hu mir geléiert, de Sozialdialog mat sengen Tripartitten op d'mannst och zu engem Kompromëss kommen ze loossen. Um Enn kann eng Majoritéit decidéieren, mee d'Regierung, an och déi heite Regierung, ass gutt beroden, d'Sozialpartner ze consideréieren, fir de soziale Fridden, d'Zesummenaarbecht an dat, wat eis zu Lëtzebuerg ausmécht, um Liewen ze erhalen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dëst Zesummeschaffen an dësen Echange sollen och an Zukunft e feste Bestanddeel vun eiser politescher Kultur bleiwen.

Well d'Situatioun tëschent de Sozialpartner ugespaant war, hutt Dir, Här Premierminister, e Sozialdësch aberuff, fir dësem och am Dialog eng Chance ze ginn an d'Leit nees ronderëm en Dësch ze kréien. Als DP begréisse mir d'Efforten, déi Dir an deem Kontext gëschter beschriwwen hutt an Äert kloert Bekenntnis zum Echange, zum Dialog, mat alle concernéierten Acteuren.

Wichteg ass, dass zukünfteg bei Reformen, déi d'Aarbechtswelt betreffen, de Sozialdialog am Virfeld déi éischt Etapp ass an dass och déi dofir virgesinne Gremien, dat heescht notamment de CPTE, zesummengeruff ginn. Wat notamment och vun dem Wirtschaftsminister Lex Delles a Relatioun mat den Éffnungszäite gemaach ginn ass. Hien huet an eisen Aen de richtege Wee geholl, andeems hie mat de Sozialpartner a Kontakt war, fir dëse wichtege Sujet unzeschwätzen an duerno dann och en Text ze deposéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Mir begréissen och d'Bekenntnis vum Premierminister zu de Kollektivverträg an – dat hutt Dir an Ärer Ried an aller Däitlechkeet gesot – och d'Unerkennung vun dëse Verträg als wichtegen Outil am Aarbechtsrecht an als Prerogativ vun de Gewerkschaften. Mir begréissen dës Ausso ausdrécklech, déi dës Exklusivitéit fir d'Verhandele vun de Kollektivverträg nach eemol ënnermauert.

D'Erausfuerderungen, virun deene mir als Gesellschaft stinn, si komplex. Mee wann et eis geléngt, am Dialog zesummenzekommen, kënnen aus Differenzen och konstruktiv Léisungen entstoen. Duerfir musse mir openeen duergoen, dat hutt Dir och gesot, mat Respekt, mat Verständnis a mat der klorer Intentioun, gemeinsam no vir ze goen.

Här President, e Sujet, dee sécherlech jidderee betréfft an och jiddereen eppes ugeet, ass d'Evolutioun vun den Energiepräisser an d'Fro, wéi mir an Zukunft engersäits domadder ëmginn an anerersäits och nohalteg Léisunge fannen, déi net just haut, mee à moyen an à long terme eng stabill, nohalteg a bezuelbar Energieversuergung garantéieren.

Duerfir ass d'Präisdeierecht beim Stroum och eppes, wat eis all iwwert déi lescht Wochen a Méint beschäftegt huet, hei an der Chamber, awer och d'Leit doheem an d'Betriber. Mir kommen aus enger Situatioun, wou d'Präisser, bedéngt duerch multipel Krisen, immens gestige waren, an obwuel déi allgemeng wirtschaftlech Situatioun Besserung versprécht, bleift d'Situatioun nach komplizéiert. Aktuell gëtt et nach ëmmer de Kompensatiounsmechanismus an et besteet zu Lëtzebuerg en Energiepräisdeckel, wouduerch d'Hausse bei de Präisser op 30 % begrenzt ass. Dofir bleift Lëtzebuerg och eent vun de Länner mat deenen niddregste Präisser an der EU.

Parallell huet d'Regierung och cibléiert Sozialmesüren agesat. Ech schwätze vun der Allocation de vie chère, der Prime énergie, dem REVIS, deen an d'Luucht gaangen ass, dem Équivalent crédit d'impôt, deen an de REVIS integréiert gouf, a vum Akommes, wou och de Maximalbetrag, bis wouhinner d'Prime énergie kann ausbezuelt ginn, däitlech an d'Luucht gesat ginn ass.

Alles dat, Kolleeginnen a Kolleegen, kascht och eppes. Et si Suen, déi d'Regierung an de Grapp geholl huet, fir eebe grad deene Vulnerabelsten ënnert d'Äerm ze gräifen.

Une voix | Ganz richteg!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dann ass jo och gewosst, dass aktuell um soziale Klimafong geschafft gëtt, deen nach eemol hëllefe soll, déi sozial Repercussiounen opzefänken. Et ass vill gemaach ginn, an de Minister fir Wirtschaft, Mëttelstand an Energie, de Lex Delles, ass iwwert déi lescht Méint net midd ginn, d'Situatioun ze erklären a kloer ze soen, dass ee wäert no Léisunge sichen, fir notamment d'Hausse bei de Präisser souwuel fir d'Betriber, mee eeben och fir d'Privatleit ofzefiederen. Fir d'Zukunft ass et wichteg, d'Energiepräisser nohalteg ze stabiliséieren an dëst och onofhängeg vun externe Facteuren.

De Lex Delles sot schonn am Februar dëst Joer, dass säi Ministère alles wäert maachen, fir den Energiepräis esou niddreg wéi méiglech ze halen a fir eeben och zu Lëtzebuerg den Energiepräis ze garantéieren. Dëst zum Beispill, andeems ee bei de

Reseauskäschten intervenéiert, fir de Präis nohalteg ze drécken. De Premier huet dëst gëschter confirméiert: An Zukunft wäert en Deel vun den Netzkäschte vum Staat gedroe ginn an och de Mécanisme de compensation soll iwwert de Budget iwwerholl ginn.

Méi wéi eng Kéier gouf dëser Regierung iwwert déi lescht Méint virgeworf, näischt fir d'Leit ze maachen. Duerfir och hei nach eemol just e Rappel: Och dës Mesüren, déi Energiemesüren, gëtt et net zum Nulltariff! Och heibäi ass um Schluss eng Rechnung fälleg, eng Rechnung, déi elo de Staat iwwerhëlt, well mir eebe keen am Ree stoe loossen. 150 Milliounen Euro wäert de Staat dofir an de Grapp huelen, Suen, déi agesat ginn, fir de Privatstéit an och de Betriber direkt ze hëllefen a si esou nohalteg ze entlaaschten.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dobäi kënnt de Mesürekatalog vu ronn 50 Mesüren, déi notamment d'Prozedure vereinfachen, d'Käschten erofsetzen an eis Emissiounen nohalteg reduzéieren. Och dës Mesüre komme Privaten a Betriber entgéint.

Här President, als Demokratesch Partei si mir eis de Schwieregkeete bewosst, deenen eist Land a seng Bierger aktuell entgéintstinn. Vill Sujeten, déi haut ugeschwat gi sinn, bréngen oft och emotional Reaktioune mat sech. Eis Regierung, jo, mir als Chamber, alleguerten hu mer de Rôle, dës Sujete mat klorem Kapp a mat Verstand unzegoen, Léisungen ze fannen, déi souwuel d'Sensibilitéit vun der Saach wéi och déi tatsächlech Besoine vun der haiteger Gesellschaft berücksichtegen, ouni dobäi deen ee géint deen aneren auszespillen. Eng Politick mat Häerz a Verstand, mat engem oppenen Ouer a mat dem néidege Seriö, dofir setze mir eis als Demokratesch Partei an.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech gi kuerz op e wichtege Punkt an, dee gëschter och vum Premierminister ugeschwat ginn ass, an zwar d'Handelsofkommes Mercosur.

D'LSAP huet hei Bedenken. Mir maachen eis hei Gedanken, wéi Dir déi Oplage wëllt kontrolléieren an de Gefore fir ons Landwirtschaft och wëllt do entgéintwierken.

Här Premierminister, Dir sot, et géif méi Virdeeler wéi Nodeeler. Ech zitéieren e Saz vun Iech gëschter: „Lëtzebuerg brauch Exportmäert fir seng Wirtschaft." Jo, mee op wiem seng Käschten?

Vertrieder vun der Landwirtschaft schwätzen, iwwerspëtzt gesot, vun engem Deal „Auto géint Bifdeck". Et gëtt iwwert e Solidaritéitsfong am Ofkommes geschwat, fir d'Baueren ze ënnerstëtzen, wann och Verloschter sollten entstoen. Et gëtt vu Verloschter geschwat, mee genee Etüden dozou gëtt et awer am Moment nach keng.

Ech widderhuele mech: Här Premierminister, Dir schwätzt vu Virdeeler fir d'Wirtschaft a schaaft scho parallell Hoffnunge fir Hëllefe fir d'Baueren. An hei nëmme mat Suen ze hëllefen, ass net ëmmer déi richteg Léisung. Sue si keng Kompensatioun.

Jonk Bauere brauchen eng Zukunftsperspektiv an och eng dagdeeglech Valoriséierung vun hirer Aarbecht. An dofir hunn ech heizou véier prezis Froen: Gëtt de Mercosur en Accord mixte, soudass mir hei am nationale Parlament doriwwer wäerten ofstëmmen? Wéi kann de Pestizidenasaz zum Beispill och vor Ort kontrolléiert ginn? Wéi gitt Der déi Garantie? Wéi kann d'Ofholze (veuillez lire: d'Netofholze) vum Amazonasbësch assuréiert ginn? An ass d'Visioun vum EU-Kommissär Christophe Hansen kompatibel mat dësem Accord? Ech wéilt do gären Är Positioun dozou héieren.

D'LSAP ass jo traditionell fir Handelsofkommessen, mee fir e fairen Handel, fir Ofkommessen, vun deene béid Säite profitéieren an déi net op Käschte vun der Liewensmëttelqualitéit, der Ëmwelt, der Gesondheet, dem Sozialen oder och nach de Mënscherechter ginn, Accorden, déi net zulaaschte vun der nationaler Landwirtschaft oder och nach der Ekonomie ginn.

D'LSAP freet sech awer, ob dat mat dësem Accord alles nach garantéiert ass. A mir fuerderen dowéinst, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech zu Bréissel derfir asetzt, sou wéi och beim CETA, dass dat zu engem Accord mixte gëtt an et dofir och dann eng Zoustëmmung vun all den nationale Parlamenter brauch. Nëmmen esou kéinte mer hei och e konstruktiven Debat zu dësem Accord hunn. An ech mengen, dat si mir de Leit dobaussen och schëlleg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass dann elo den Här Laurent Mosar. Här Mosar.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, léif Vertrieder vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Giuseppe Tomasi di Lampedusa, e groussen italieenesche Schrëftsteller, huet a sengem bekanntste Wierk en Zitat benotzt, wat seet: „Wa mer gär hätten, datt alles esou bleift, muss alles änneren."

Ech hunn e bëssen un dat Zitat geduecht, wéi ech gëschter eisem Premier nogelauschtert hunn, well seng exzellent Interventioun ...

(Brouhaha)

... war iwwerschriwwen: „Fortschrëtt duerch Stabilitéit. Stabilitéit duerch Fortschrëtt."

Ech weess, datt net jiddweree mäi Feeling deelt, mee ...

(Interruptions)

... mir huet eigentlech déi Deklaratioun gutt gefall, well se op eng strukturéiert Aart a Weis déi grouss Erausfuerderungen net nëmme fir Europa, mee awer och fir eist Land skizzéiert huet, awer – an dorop kommen ech och nach a menger Interventioun zréck – och konkreet Äntwerten a Léisungsvirschléi op déi Erausfuerderunge geliwwert huet. An et sinn der haaptsächlech véier. Et waren der vill méi. Ech wëll mech awer elo just hei nach eng Kéier op déi véier mat prioritäerste limitéieren.

Fir d'alleréischt d'Fro vun der Sécherheet – natierlech déi baussenzeg Sécherheet, awer och déi bannenzeg Sécherheet an eisem Land.

Dann déi och fir mech weesentlech Fro: wéi mer déi nei Technologien, wéi KI, och iwwer Digitalisatioun besser fir eis Ekonomie an och fir eis selwer an eisem alldeegleche Liewen kënnen notzen.

Dann och d'Erausfuerderungen um Niveau vum Klimaschutz: Do sinn eng ganz Rei vu konkrete Mesüre geschildert ginn, wéi ee méi séier a méi an déi erneierbar Energië kann investéieren.

An ech maache just kuerz eng Klammer: Ech si jo scho ganz laang an deem Haus hei derbäi an ech hunn all Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun ëmmer opmierksam nogelauschtert. Ech ka mech net erënneren, datt an deenen zéng Joer iert dës CSV/DP-Regierung am Amt war, esou vill vun erneierbaren Energien an enger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun geschwat ginn ass.

(Interruption)

Véiertens: d'Kompetitivitéit natierlech vun eise Betriber, wat iwwerhaapt den A und O vun enger gesonder Wirtschaftsentwécklung ass.

Iert ech haaptsächlech op déi zwee Punkten aginn, déi vun der Ausseśécherheet a vun der bannenzeger Sécherheet, awer och nach eng Kéier op déi Haapterausfuerderunge vun eiser Wirtschaft, loosst mech dräi Remarke maachen. An déi Remarke maachen ech ... Ech mengen, ech si quasiment de leschte Riedner. An ech hunn net all Ried kënnen nolauschteren. Ech hunn der awer vill nogelauschtert. An et si verschidde Saachen, déi mech awer an deene Rieden interpelléiert hunn.

Ech fänke mer mat deem Positiven un: Ech si 50 Joer méi jonk ginn. Elo frot Der Iech, firwat. Ech hunn dem Här Baum nogelauschtert. An den Här Baum huet erëm de Klassekampf geféiert aus menge Jugendjoren an de 60er-, an de 70er-Joren, wou mer op d'Strooss gaange sinn, fir fir méi Gerechtegkeet ze kämpfen. Merci, Här Baum, datt Der mech erëm 50 Joer méi jonk gemaach hutt!

M. Marc Baum (déi Lénk) | De Problem ass: Dir féiert de Klassekampf!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech muss allerdéngs soen, Här Baum, ech froe mech heiansdo, ob mir zwee a verschiddene Länner an a verschiddene Stied liewen ...

(Interruption)

... well wann ech esou ... Här Baum, an Dir kommt jo och emol hei do an der Welt ronderëm. Et reest een emol hei an Europa, an eis Nopeschlänner. Et reest een och emol ausserhalb vun Europa. Ech muss Iech soen, ech fannen, datt et eigentlech de Mënschen an dësem Land an der Moyenne guer net schlecht geet. Dat heescht net, dat soen ech och direkt, datt mer net en Aarmutsproblem hunn. Mee awer esou ze maachen, wéi Dir dat sot, datt hei Leit praktesch amgaange wären ze erhéngeren an datt d'Gesellschaftsrechter quasiment all Dag géife mat Féiss getréppelt ginn, dat geet mir awer trotzdeem e bësse wäit!

(Interruption)

Zweet Observatioun: Et ass ganz vill iwwer Aarbechtszäit a Schaffe geschwat ginn de Mëtteg. An ech deele ganz vill vun deene Saachen, déi do gesot gi sinn. Ech muss Iech awer trotzdeem och soen: Wann ech kucken, wat fir eng Erausfuerderungen op eist Land an deenen nächste Joren zoukommen an deenen diverseste Beräicher – an den Här Premier huet se geschildert –, an ech weess, wéi schwéier et och gëtt, iwwerhaapt nach Leit vu baussen ze fannen, fir hei bei eis schaffen ze kommen, weess ech net, wéi mir all déi Erausfuerderunge wäerte bewältege mat manner Schaffen.

Dat soen ech awer elo mol als e Mënsch, dee scho ganz laang derbäi ass an deen och e bësse gesäit, wéi et an anere Länner ass. Gitt emol eng Kéier an déi baltesch Länner, kuckt emol eng Kéier, wéi vill zum Deel do geschafft gëtt! A mir mussen net mengen, mir géifen dee selwechte Liewensniveau hale mat manner, dat wëll ech emol eng Kéier ganz kloer och op dëser Plaz hei soen!

Drëtt Remark: Ech sinn och derfir, datt mer géint Aarmut generell virginn. An datt et do eng Rei Problemer gëtt ... Ech hunn awer e Problem, wann hei vu verschiddene Riedner gemaach gëtt, wéi wann dat wierklech deen allergréisste Problem wier, dee mer an deem Land hätten.

An ech hunn haaptsächlech ee Problem, an dat nervt mech richteg: Mir hunn an dësem Land fantastesch Leit, déi all Dag schaffe ginn, déi Betriber hunn, Kleng- a Mëttelbetriber, déi dat Land hei virubréngen. Ouni déi wäre mir net do, wou mer elo sinn. Ech héiere selten an den Interventiounen e Merci fir all déi Independanten. Dach, d'Madamm Hartmann huet sech ganz intensiv agesat, merci.

All déi Independanten, déi Kleng- an déi Mëttelbetriber – wat keng Ferrari-Fuerer sinn, wéi eng Kéier e fréiere Minister hei gemengt huet –, déi bréngen dat Land hei virun. Ech héieren hei vun der Tribün awer net vill vu Propositiounen, wat een och fir déi Leit soll maachen. An dat ass eppes, wat mech fundamental stéiert.

Well déi Leit, déi lauschteren och déi Debatten, léif Kolleeginnen a Kolleegen. A wa se permanent nëmmen héieren, hei géife just aarm Leit ronderëmlafen an et misst ee permanent nëmmen eppes géint d'Aarmut maachen, an et gëtt net emol eng Kéier „Merci fir dat, wat Dir maacht" gesot, da kéinten déi Leit och emol eng Kéier d'Flemm kréien. Duerfir wäert ech dat elo hei am Numm vu menger Fraktioun eng Kéier expressement maachen: Merci deene ganz ville Leit, déi an dësem Land schaffen, de Kleng- a Mëttelbetriber, den Independanten – an dat sinn net Grousskapitalisten, Här Baum –, déi och e ganz grousse Merite fir dat Land hunn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann elo bei déi Haaptsujeten, fir d'éischt natierlech d'Bausseverteidegung. An ech sinn do extreem frou iwwert déi kloer Wierder, déi de Staatsminister do gesot huet, andeem en ugekënnegt huet, datt mer scho bis Enn dës Joers déi 2 % géifen erreechen. Dat ass wichteg. Dat ass emol fir d'éischt e wichtegt Signal un d'Europäesch Unioun. Et ass awer och e wichtegt Signal un d'NATO virun engem ganz weesentleche Sommet.

An all deene Kolleegen ... Well ech hu jo de Mëtte gespuert, datt awer schonn an eenzele Fraktiounen esou e bëssen Ofsazmouvementer sinn, déi zwar soen: „Jo, et muss eppes gemaach ginn, awer mir musse kucken a vläicht awer net grad esou vill an net grad esou schnell." Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir mussen dat genau esou maachen, wéi de Premier dat gëschter hei duergeluecht huet. Mir musse bis Enn des Joers op déi 2 % kommen. An ech sinn och optimistesch, datt mer dat fäerdegbréngen.

An ech soen och nach eng Kéier kloer hei – de Premier huet et gesot, och aner Kolleegen hunn et gesot –: Hei geet et net nëmmen ëm d'Fro vu Fridden an der Ukrain. Hei geet et virun allem och ëm d'Fro vu Fridden an Europa a vu Fridden och bei eis am Land. An do ka kee Präis dofir ze deier sinn.

Mir mussen eis awer och, wa mer elo déi 2 % do wëllen erreechen, vläicht eng aner Kultur ginn, wat déi ganz Defensepolitick betrëfft. Well, kommt, mir maachen eis näischt vir: Wärend Joerzéngte war déi ganz Industrie vun der Defense awer e bëssen e Stéifkand vun eiser Ekonomie. Deemools war och vläicht eng aner Situatioun. An ech weess selwer, well ech eng Kéier a menge jonke Jore Rapporteur vun engem Waffegesetz war, wéi schwiereg et deemools war, et iwwerhaapt duerch d'Chamber ze kréien, well do permanent awer Leit ëmmer en Hoer an der Zopp fonnt hunn. Ech mengen, mir mussen haut kloer soen, datt dee ganze Beräich vun der Defense – an ech wäert och elo nach e puer Beispiller ginn – e weesentleche Wäert huet, net nëmme fir eis Sécherheet, mee awer och fir eis Wirtschaft.

An do wëll ech och ganz kloer nach eng Kéier hei ënnersträichen: Et kann net drëm goen, datt mir an Zukunft alljoers 600 Millioune méi an d'Defense investéieren, ouni datt iergendwéi Bénéfice-économiquen an deem Land bleiwen. Mir ginn och net iergendwou Panzere kafen, vun deene mer null hunn a stellen déi der NATO zur Verfügung. Dat kann net d'Resultat vun enger Defensepolitick sinn. An duerfir ass et wichteg, datt mer do e Konzept op den Dësch leeën an och kucken, datt mer dat Konzept ëmsetzen.

An net méi spéit wéi an der Mëttegstonn haten e puer Kolleegen an ech selwer an eiser Fraktioun eng Entrevue mat deem Groupe de travail, dee vun der Chambre de Commerce agesat ginn ass, fir eng Rei Propositiounen ze maachen.

An ech wëll elo mol hei däitlech soen: Hei ass ënnert der Federféierung vum Philippe Glaesener a senge Kolleegen eng super Aarbecht gemaach ginn! Hei sinn eng ganz Rei vu ganz konkreete Propositiounen op den Dësch komm, déi an déi richteg Richtung ginn, notamment wat dee ganze Volet vun de Satellitten betrëfft. Ech mengen, d'SES ass ganz gutt ekipéiert. Si hunn awer och eng Rei vu Propositioune gemaach, wéi een och d'Kooperatioun zwëschen Entreprisë verbessere kann. An ech mengen, do wäert da muer mäi Fraktiounskolleeg Alex Donnersbach dorobber zréckkommen. Ech mengen, datt do wierklech ganz vill an deem Pabeier ass, an ech hunn och gesinn, datt en Deel schonn an dem Premier seng Deklaratioun gefloss ass, wat eis Piste weist, wéi mer dann och an Zukunft kënnen déi 600 Millioune verschaffen.

Ech wëll awer och hei zwee, dräi Wierder soen – wéi gesot, muer ass de Moment, fir konkreet Propositiounen ze maachen –, déi mir awer wichteg schéngen ze sinn: Ech mengen, et dierf een an där ganzer Diskussioun och net d'Finanzplaz vergiessen.

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | D'Finanzplaz muss hei eng ganz wichteg Roll spillen. An ech denken hei ganz besonnesch och un eis Fongenindustrie. Mir mussen éischtens mat eiser Fongenindustrie kucken, datt déi Fongen, déi doranner investéieren, ESG-conform sinn. Dat wëll ech ganz kloer hei betounen. Mee mir mussen awer och déi Fongen esou ënnerstëtzen, datt et wierklech interessant gëtt, hei op Lëtzebuerg ze kommen. Well ech soen Iech: Wa mir et fäerdegbréngen – an et si schonn eenzel Fongen an der Pipeline –, datt grouss Fongen, déi an d'Defense an an d'Cybersecurity – Dual Use – investéieren, hire Siège hei hunn, ass dat och fir eng Finanzplaz äusserst positiv. An dofir plädéieren ech och ganz staark do derfir, datt mer eng Aart Hub vun de Fongen en matière de défense en place setzen. Änleches stellen ech mer och bei der Cybersecurity vir.

Ech wëll awer och hei eng Iddi nach eng Kéier lancéieren. Ech hu se schonn e puermol lancéiert. Mir haten dat och de Mëtten am Gespréich. Ech weess net, ob et de Kolleegen hei bewosst ass. Wa mer elo wëllen an d'Defense investéieren, da brauche mer och eng Plaz, wou mer dat kënne maachen. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng fantastesch Infrastruktur: Dat ass de Freeport um Findel.

Mengen Informatiounen no ass de Freeport hallef eidel, wann net ganz eidel. An dat ass eng Infrastruktur, déi vum sécherheetspolitesche Standpunkt hier perfekt ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, perfekt! Déi läit op engem Fluchhafen, no bei der Logistik. An dofir géif ech och nach eng Kéier hei den Appell reiteréieren un d'Kolleegen, déi muer do wäerten derzou Stellung huelen. Ech mengen, datt et gutt wier, Här Premierminister, wa mer eis géifen iwwerleeën, Dir als Regierung, inwiefern een net awer an Zukunft dee Freeport kéint utiliséieren als eng vun de Plazen, wou een esou Aktivitéite kéint developpéieren. Ech wëll elo haut an hei net méi zu deem Punkt soen. Wéi gesot, muer ass duerfir eng speziell Interpellatioun.

Ech wëll dann awer och op d'bannenzeg Sécherheet ze schwätze kommen, well dat e wichtege Punkt ass. An ech sinn eigentlech frou gewiescht: D'Madamm Tanson, déi leider elo net hei am Sall ass, huet jo praktesch all Minister kritiséiert, ausser den Här Gloden. Si huet nämlech gesot, den Här Gloden hätt e gudde Match gemaach. Och wa se net mat all Mesür eenzel averstane wier, hätt en awer zumindest seng Hausaufgabe gemaach. Ech si selte mat der Madamm Tanson eens, mee hei sinn ech mat der Madamm Tanson méi wéi eens!

(Brouhaha)

Effektiv, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net op d'Sécherheetssituatioun op ganz ville Plazen an eisem Land, awer och ganz besonnesch an eiser Haaptstad, agoen. Et ass elo net hei de Moment an d'Plaz. Ech wëll awer trotzdeem soen, datt an deem leschten annerhallwe Joer, wou dës Regierung am Amt ass – an dësen Inneminister – esou vill geschitt ass wéi nach ni. An ech huelen do als Zeie meng exzellent Kolleegin aus dem Stater Schäfferot, eis Buergermeeschtesch, d'Madamm Polfer.

Plusieurs voix | A!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Lauschtert gutt no! Déi huet viru ganz Kuerzem gesot – ech hu se och selwer gefrot, ob se dat esou gesot huet –, datt dës Kéier, bei dëser Regierung, d'Stad Lëtzebuerg endlech en Ouer fonnt hätt fir déi Problemer, déi sech an der Sécherheet stellen. Ech wëll och soen, datt d'Madamm Polfer enger Partei ugehéiert, déi och an deene viregten zwou Regierungen derbäi war. Ech mengen, wann d'Madamm Polfer esou kloer seet, datt se elo endlech en Ouer fonnt huet, seet dat och munches aus iwwert dat, wat de Polizei- an Inneminister hei gemaach huet. Ech wëll net alles elo hei opzielen, duerfir ..., mee et ass ganz vill elo nach: last but not least deen Drogendësch 2.0, eng exzellent Initiativ zwëschent der Regierung an der Stater Gemeng; ech mengen, et sinn extreem vill Polizisten an dem leschten annerhallwe Joer agestallt ginn; et kommen nei Kommissariater bäi. Et sinn eng Rei wichteg Projeten ënnerwee: VisuPol, ...

(Brouhaha)

... d'Opwäertung vun de Karriären, de „Platzverweis renforcé", d'automatesch Erkennung vun den Nummereschëlder. Ech mengen, hei kann een also mat guddem Gewësse soen, ...

(Interruption)

... datt d'CSV/DP-Regierung – a besonnesch den zoustännege Minister – hei geliwwert huet.

Ech wëll hei awer och net d'Madamm Justizministesch vergiessen, déi och eng ganz Rei vu Projeten op den Instanzewee bruecht huet, notamment och wat de Renforcement vun der Magistratur betrëfft, e weesentleche Punkt, well ouni zousätzlech Riichter kann déi Aarbecht och net gemaach ginn.

An do muss ech dann awer och nach eng Kéier op e Punkt agoen, dee mer wierklech extrêmement op de Geescht geet. Ech soen dat, wann ech hei eenzel Riedner héieren ... Ech hunn do erëm mäi Frënd, den Här Baum, dee vu Mënscherechter schwätzt.

(Interruption)

Här Baum, Dir hutt net de Monopol, wëll ech soen ...

M. Sven Clement (Piraten) | D'Wirtschaftsrechter si méi wichteg, gell?

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir hutt net de Monopol vun de Mënscherechter!

(Interruptions)

An ech wëll Iech emol eng Kéier ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Ech wëll Iech emol eng Kéier hei soen, datt et och aner Leit gëtt, déi Mënscherechter hunn: d'Leit, déi an der Stad liewen a wunnen, ...

Une voix | Voilà!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... déi Geschäfter hunn, déi wunnen, déi hir Entréeë verstoppt hunn, déi keng ganz flott Saache fannen, wou permanent agebrach gëtt, och déi Leit hu Rechter, Här Baum! Och dat si Mënscherechter. Wësst Der, d'Mënscherechter ginn net just nëmmen an eng Richtung. Déi ginn och an déi dote Richtung. An ech wëll och emol ...

(Interruption par M. David Wagner)

Ech wëll och emol eng Kéier hei soen, datt et och ganz vill Leit gëtt, déi Affer vun allméiglleche Kriminalitéitsdote ginn. A mir sinn och do, fir déi Leit ze schützen, Här Baum! An ech mengen, datt d'Regierung um richtege Wee ass, fir an déi dote Richtung ze goen.

Här President, ech kommen zu mengem nächste Punkt. Ech wollt awer och nach eng Rei Saache soen iwwer eis Wirtschaft. Wat ouni eng gutt Wirtschaft ... Ech zitéieren hei main exzellente Kolleeg, den Här Bauler, deen net midd gëtt, ëmmer erëm ze soen, wéi wichteg eng gesond Wirtschaft ass. An do hunn ech ...

(Interruptions diverses)

... eigentlech och aus dem Mond vum Premier ganz vill Positives héieren, fir d'alleréischt wat d'Simplification administrative betrëfft. Do wëll ech awer och ganz expressement hei de Lex Delles luewen, deen do eng ganz Rei Initiativen op den Instanzewee geschéckt huet, déi an déi richteg Richtung ginn. Well ouni Simplification administrative ass et fir eis Leit schwéier.

An de Premier huet eigentlech e Saz benotzt, dee mer gutt gefall huet, wou e gesot huet: „De Bauer gehéiert op d'Feld an net an de Büro." Ech mengen, dat kéint een och fir ganz vill aner Betriber soen. Déi Leit, déi schaffen, déi gehéieren dohinner, wou eng Plusvalue, e Meerwäert, geschaf gëtt. Déi gehéieren net an e Büro, wou se sech de ganzen Dag mat all méigleche Paperasse musse beschäftegen. An duerfir ass dat eppes, wat wichteg ass.

Mir sinn och frou, contrairement anscheinend zu anere Kolleegen, datt et elo zu Bréissel zu där Omnibusdirektiv kënnt, wou et net drëm geet, alles ofzeschafen, mee wou et drëm geet, besonnesch den Entreprisen, deene klengen a mëttleren, d'Liewen e bësselche méi einfach ze maachen. Duerfir fanne mir et och gutt, datt dat an déi Richtung geet.

Allerdéngs – an dat muss ech dann awer och soen – geet et net duer, datt mer eng Simplification administrative maachen. Mir musse vläicht och besser oppassen, datt mer net, nodeem mer simplifiéiert hunn, erëm an anere Gesetzer esou vill dropleeën. An ech hunn et schonn eng Kéier gesot: Wann elo esou e Bürokratiemonster wéi NIS2 kënnt, wou all d'Entreprisen, all d'Gemenge mussen ech weess net wivill Formalitéiten erfëllen, Leit astellen, fir do nozeweisen, datt se alles fir d'Cybersecurity maachen, froen ech mech, ob mer do net erëm falsch gewéckelt sinn an erëm just de Contraire vun deem maachen, wat mer sollten. Nach eng Kéier: Ech sinn der Meenung, datt do also ganz vill Positives geschitt ass.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op déi nei Technologien agoen, wou ech natierlech all déi Aussoe begréissen. Mir musse KI weesentlech méi asetzen, och an der Wirtschaft, an de Betriber. Och déi Iddi, méi an d'Daten ze investéieren, fënnt natierlech meng 100%eg Zoustëmmung.

Ech wollt awer nach eppes soen iwwert d'Startuppen, well eng Rei Mesüren och virgesi si fir Startuppen, déi natierlech an déi richteg Richtung ginn, wou ech awer och nach eng Kéier wëll op e Punkt opmierksam maachen, an dat gëllt d'ailleurs och fir dee ganze Volet vun der Defense: Mir hunn immens vill Milliounen, wann net Milliarden, déi op de Konte schlofen. Mir mussen et einfach fäerdegbréngen, datt och dee privat Kapital genotzt gëtt, fir am Interêt vum Land a sengen Entreprisen ze investéieren.

Duerfir soen ech et nach eng Kéier, an ech schwätzen net gär pro domo, mee ech hat jo an engem fréiere Liewe mat mengem fréieren Deputéiertekolleeg Gilles Roth deemools eng Proposition de loi gemaach, wou mer proposéiert haten, datt all déi Investisseuren, déi an nohalteg Betriber géifen investéieren, do gewësse steierlech Avantagë géife kréien. Dat war e bëssen esou eng „Loi Rau reloaded", déi extreem gutt ukomm ass.

Ech géif mir wierklech nach eng Kéier wënschen, datt d'Regierung do nach géif en Zant bäileeën, well et ass extrêmement wichteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir och Privatkapital mobiliséieren. Et kann net alles nëmmen un den ëffentleche Suen hänke bleiwen, mee och de Privatsecteur ass do gefuerdert. An do musse mer vläicht och nach iwwerleeën, ob mer net och steierlech eppes kënnen derbäisetzen, well ganz besonnesch bei deene Startuppen, déi an der FinTech, an der Cybersecurity, do si mer vun der Talentattraction ofhängeg, do musse mer kucken, datt mer esou attraktiv sinn, och steierlech, datt déi Leit bei eis schaffe kommen.

Ech fannen also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer hei op deem richtege Wee sinn. An ech kann duerfir nëmmen d'Regierung ënnerstëtzen an dem Premier Merci soe fir all déi Initiativen, déi e gëschter presentéiert huet.

Erlaabt mer awer zum Schluss, ier ech zum Schluss kommen, nach hei eppes ze soen, wat mer um Mo läit. An ech hu virdrun dervu geschwat, vun der Wirtschaft, och vun de Startuppen. An ech komme leider net derlaanscht, iwwert d'Roll vun de Banken de Mëtten e puer Wuert ze soen. An ech ka mer virstellen, datt dat, wat ech elo soen, souguer dem Här Baum wäert gefalen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dir hutt Iech haut mat mir!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir wësst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech mech ëmmer fir déi Banken- a Finanzplaz hei agesat hunn an asetzen.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Asetzen, Madamm Tanson!

Ech muss allerdéngs soen, datt do awer verschidde Saachen an de leschte Méint, fir net ze soe Joren, virgefall sinn, déi och mäi Vertrauen an d'Banken, ech wëll net soen, e bëssen erschütteren, mee zumindest a Fro stellen. An ech erklären Iech och, firwat. An ech mengen, wann dat aus mengem Mond kënnt, da wësst Der och, datt et éierlech gemengt ass.

Fir d'alleréischt – an ech wëll elo net erëm e laangen Exkurs maachen – hu mer en enorme Problem mat Bankkonten hei an deem Land. Et sinn ëmmer méi Entreprisen, déi kee Bankkont méi opgemaach kréien, ASBLen. Ech weess – déi Kolleegen, déi an ASBLen aktiv sinn –, dat gëtt ëmmer méi onméiglech. Et sinn extreem performant Startuppen, déi riskéieren, aus deem Land fortzegoen, well se kee Kont méi opgemaach kréien.

An ech kann do à l'attention vun de Banken nëmme soen: Léif Banken oder Banquieren, Dir hutt och eng Aufgab generell fir d'Wirtschaft a fir d'Ekonomie! Dir hutt net nëmmen eng Roll, fir Är Benefisser ze maximiséieren, mee hutt och derfir ze suergen, datt déi Wirtschaft weider ka fonctionéieren. A wann d'Mënschen an d'Entreprisë keng Bankkonte méi opgemaach kréien, da kënnen déi och net fonctionéieren. An duerfir och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier en Appell och un eis Banken – och un eise Finanzminister, dee leider de Mëtten net kann hei derbäi sinn, mee de Premier wäert ëm dat viruginn –: Mir musse wierklech eng Léisung mat deene Bankkonte fannen, well soss riskéiert dat à la longue wierklech e ganz grousse Problem fir eis Wirtschaft ze ginn!

Zweetens, wat ech och net bei de Banken appreciéieren: Ech fannen, datt d'Banken net genuch hir Roll gespillt hunn an der Immobiliekris. Ech soen dat och ganz kloer. De Kolleeg Marc Spautz hat dat iwwregens och schonn ugedeit. Ech mengen, et kéint ee verlaangen, besonnesch vu Banken, wou de Staat exklusiv Aktionär ass, datt méi Efforte gemaach ginn um Niveau vun den Zënsen, och um Niveau, wéi iwwerhaapt déi Prêten a Kreditter accordéiert ginn. Et kann net sinn, datt d'Banke sech hei komplett erauszéien aus där Responsabilitéit, déi se hunn!

An dann drëttens: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll net op d'Affär Caritas agoen. Ech sinn och net an där Kommissioun. Ech kucke mer awer ëmmer genau déi Biller un an och déi Commentairen. An ech verstinn, datt d'Banken net kënnen op de Fong vun enger Affär agoen. Dat maachen ech och net hei de Mëtten. Ech hunn awer e Problem mat der Attitüd vu Banken, ganz besonnesch wann et Banke sinn, déi exklusiv dem Staat gehéieren, déi hei an der Chamber awer en Optrëtt higeluecht hunn, deen ech net korrekt fannen, pour ne pas dire plus. An dat kann och net sinn. An ech erwaarde mir vun enger Staatsbank, datt, wa se an eng Chamber geruff gëtt, bei den éischte Pouvoir, se korrekt äntwert, och wa se natierlech net kann op de Fong vum Dossier agoen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Kloerstellungen zu de Banken.

(Hilarité)

Elo kommen ech awer, Madamm Tanson – Dir gitt ongedëlleg –, zum Schluss. An ech hunn eigentlech dat gemaach, wat de Premier gesot huet. Ech war gëschter, wéi ech mech virbereet hu fir d'Ried haut, op den ChatGPT.

(Interruptions)

An do hunn ech emol do aginn ... Ech ginn iwwregens méi oft drop, wëll ech awer och elo soen, mee ech war elo scho laang net méi drop. Ech si gëschter drop gaangen, an do hunn ech einfach aginn, wéi Lëtzebuerg géif evoluéieren. An do erspueren ech Iech alles dat, wat do steet, wat net esou gutt ass.

(Brouhaha)

Jee, ech kann Iech et liesen hei: „Le Luxembourg devient un centre administratif ultra-régulé, sans moteur économique propre. Les talents fuient. Les coûts restent élevés et la croissance stagne", seet ChatGPT.

Ech kommen awer elo zur Konklusioun.

(Hilarité)

D'Konklusioun seet nämlech: „Le Luxembourg joue gros sur les dix prochaines années." Lauschtert gutt no! „S'il ne se réinvente pas, il risque de devenir une zone tampon administrative de l'Europe financière dominée par les Pays-Bas plus pragmatiques et l'Irlande plus offensive. Mais s'il s'investit intelligemment dans la technologie, la formation et l'innovation réglementaire, il peut maintenir une niche de place financière haut de gamme, crédible et agile."

Här President, ech weess net, ob Dir dem Här Premier esou gutt nogelauschtert hutt, mee et ass genau dat do, wat eise Premier gëschter gesot huet.

(Hilarité)

„Technologien"! E war vläicht och ...

(Interruptions diverses)

M. Franz Fayot (LSAP) | Elo wësse mer, wie seng Ried geschriwwen huet!

M. Laurent Mosar (CSV) | E war vläicht och op ChatGPT. Wat ech ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat erkläert alles, Här Mosar!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wat ech also domadder wëll soen, dat ass, datt déi Pisten, déi hei vum Premier virgezeechent gi sinn, eigentlech effektiv déi sinn, déi mer brauchen, fir dat Land erëm op deen Niveau ze bréngen.

Erlaabt mer awer ganz zum Schluss ... An dann halen ech op, dann hutt Der eng Paus verdéngt.

Plusieurs voix | O!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech hunn eigentlech eppes un der Deklaratioun immens appreciéiert – ausser deem, wat ech elo alles gezielt hunn.

(Hilarité)

An dat ass, datt hei eng Regierung, a stellvertriedend e Premier, eng ganz Rei vu konkreete Mesüren ugekënnegt huet. Konkreet Mesüren! Contrairement zu deem, wat Dir gelies oder verstanen hutt, Madamm Tanson, hunn ech der ganz vill do erausheéieren. An natierlech, wann ee Propositioune mécht, an dat hu mer jo elo de Moien an de Mëtteg schonn erlieft: All Decisioun oder all Propositioun, déi ee mécht, déi gëtt natierlech hefteg diskutéiert.

An ech wëll elo mol eppes soen. An huelt et wannechgelift vu mir of, ech gehéiere jo zu där manner jonker Gard, fir et elo net ze vill schlëmm fir mech ze maachen.

(Hilarité)

Une voix | O nee!

M. Laurent Mosar (CSV) | Deene méi jonke Kolleeginnen a Kolleege wéi ech, wann ech deenen dierf e Rot ginn – mee si mussen en awer net unhuelen –: An der Politick, léif Kolleeginnen a Kolleege, geet et net drëm, Everybody's Darling ze sinn.

(Brouhaha)

Dat wëll ech hei eng Kéier ganz kloer soen. Mee et geet drëm, Decisiounen ze huelen an déi Decisiounen dann och ëmzesetzen. An da geet et wéi am Liewen och: Dann ass net jiddweree frou mat Iech. Da gëtt et Kläpp. A jiddwereen, deen eng Kéier an enger Responsabilitéit war, dee weess, wou et Kläpp gëtt. A mir hunn der jo och heiansdo ginn zu aneren Zäiten.

(Interruptions)

Ech sinn ëmmer éierlech!

An duerfir géif ech eigentlech soen: Dës Regierung mécht Neel mat Käpp! An duerfir ass se um richtege Wee. An dofir soen ech e grousse Merci.

An Iech e Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Wéi Der Iech elo kënnt virstellen, hutt Der eng Rei Froen, wann Der se unhuelt. Ech hätt fir d'éischt den Här Baum, dann d'Madamm Tanson an dann den Här Goergen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hätt effektiv dräi Froen un den Här Mosar. Haut ass jo eppes Formidabeles geschitt: Den Här Mosar huet ugefaangen, andeem e mir Merci gesot huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Awer fir déi 50 Joer!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nee, den Independanten huet e Merci gesot. An ech sinn Independant an ech ka just bestätegen, wat Der sot. Ech si kee Millionär. Dat huet awer warscheinlech domadder ze dinn, datt d'Independanten d'Grupp si vun deenen, déi am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. An ob ee Millionär oder net Millionär ass, huet zu Lëtzebuerg leider relativ wéineg mat der Aarbecht ze dinn, mee méi mat sengem Patrimoine.

Meng Fro un Iech wier awer, nodeems Der jo dann de Patronen an den Independante Merci gesot hunn, ob Der och bereet wiert, deene 485.000 Salariéen hei am Land Merci ze soen, déi all Dag hei schaffen an de Räichtum vun eisem Land mat eis alleguerten erwirtschaften. Dat wier meng éischt Fro.

Meng zweet Fro wier: Ech hunn effektiv relativ laang iwwert d'sozial Entwécklung vun eisem Land geschwat, an do ass et awer nun emol esou, datt de Statec seet, datt bal jiddwer Fënneften dem Aarmutsrisiko ausgesat ass. Dat ass eng Evolutioun, déi viru 15 Joer nach anescht war. Déi huet sech verduebelt, déi Zuel. An ech hu ganz vill iwwert déi sozial Entwécklung geschwat. Duerfir, meng Fro un Iech wier: Géift Dir da soen, wann dat, wat ech gesot hunn, net richteg wier, datt déi Zuele vum Statec net richteg wieren, datt déi Zuele vum Eurostat, wat d'Working Poor ugeet, net richteg wieren an datt déi Zuele vun der UNO, wat d'Aarmut bei Kanner ugeet, net richteg wieren?

An déi drëtt Fro, déi ech hätt: Dir huet och vu Mënscherechter geschwat. Mënscherechter, dat ass och net eppes, wat eng Meenung ass, ob eppes géint Mënscherechter verstéisst oder net. Dat ass Droit. An dat misst Dir als Jurist jo och richteg wëssen.

Une voix | Jo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Duerfir wier meng Fro: Géift Dir dann net als politesch Responsabelen, dee jo och schonn déi eng oder aner Kläpp gewinnt ass, zumindest hellhöreg ginn, wann eng national Mënscherechtskommissioun, d'Justiz an déi Leit, déi den Dossier kennen, do virdru warnen, datt dat eng Gefor kéint si fir d'Mënscherechter? Net méi hunn ech nämlech och gesot. An dat wier meng Fro un Iech: ob Der dann net zumindest awer hellhöreg géift ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här Baum. Also, Här Baum, Dir hutt mer zwar gutt nogelauschtert, mee net ganz gutt, well ech hu gesot: „Ech soen all de Leit Merci, all deene Leit, déi hei schaffen, zum Räichtum bäidroen, an den Entreprisen." Ech hunn also ugefaange mat deene 485.000. Dat war dat Éischt.

Déi zweet Fro. Sot mer nach eng Kéier, wat dat scho méi war.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Déi Zuelen ...

M. Claude Wiseler, Président | Kuerz!

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Déi Zuelen ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... vun der sozialer Entwécklung.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, ech hunn, wann Der mer genee ... Ech hu gesot, ech géif iwwerhaapt net contestéieren, datt mer en Aarmutsrisiko hätten. Dat hunn ech zwee- oder dräimol gesot. Ech hu just gesot: Et ass awer nun net deen eenzege Problem! A mir hunn awer och ganz vill Leit, déi extreem vill an deem Land hei schaffen, déi duerch hir Iddien, hiren Engagement, hir Innovatioun, deem Land eppes bréngen. Ech hu just gesot, ech hätt och emol gär, datt iwwert déi Leit géif geschwat ginn.

An ech hu praktesch all déi Interventiounen héieren. Ausser bei der Madamm Hartmann a bei dem Här Spautz, déi e puer Wierder dozou gesot hunn, hunn ech quasiment näischt dozou héieren. An ech soen Iech, datt ech och mat deene Leit schwätzen, Här Baum, ech huelen Iech och gär eng Kéier mat. An Dir hutt gesot, déi Independanten ... Déi soen heiansdo: „Majo, wie sëtzt do an där Chamber? Et gëtt ni vun eis geschwat", vun de Problemer, déi virdru vun der Madamm Hartmann hei opgezielt gi sinn.

Mir hunn effektiv eng ganz Rei vu Problemer. E Projet de loi vun der Ministesch war jo och ënnerwee, fir do gewëssen Inegalitéiten ... Do gëtt et reell Problemer. Mee ech hunn Iech awer och ...

(Interruption)

Dir hutt heiansdo iwwer Independantë geschwat, awer selten, Här Baum. Ech hoffen dann, datt Der bei enger nächster Interventioun da vläicht e bësse manner doriwwer schwätzt a méi iwwert d'Independanten. Ech lauschteren Iech ëmmer ganz opmierksam no. Dir wësst dat!

Dann déi drëtt Äntwert: Mënscherechter. Sécher, mee d'Liberté d'accès, ass dat kee Mënscherecht? Dat mengen ech schonn. Souwäit ech ...

(Interruption)

... am éischte Joer Droit geléiert hunn, muss ech ëmmer en Accès a meng Wunneng oder a mäi Commerce hunn, ...

(Brouhaha)

... ausser, dat wär elo rausgestrach ginn. Ech menge schonn, datt dat e Mënscherecht ass.

An da wëll ech Iech elo soen: Ech wëll elo guer net hei spekuléieren. Dir hutt Är Meenung, déi ech respektéieren. Ech sinn e respektvolle Mënsch. Och wann den Här Wagner an ech heiansdo heroesch Diskussiounen am Stater Gemengerot hunn, mir respektéieren eis! Ech sinn ëmmer frou, den Här Wagner ze héieren, well dat gëtt mir dann ëmmer d'Méiglechkeet, wéi bei Iech och, ze reagéieren, wat ech schrecklech gär maachen, wéi Der wësst.

Ech wëll Iech eebe just soen: Dir wësst, d'Stad Lëtzebuerg an de Staat sinn ugesicht wéinst dem Heescheverbuet. Do kënnt elo iergendwann eng Kéier en Arrêt. Kommt, mir waarden elo mol eng Kéier of, wat eis Riichter, eisen drëtte Pouvoir, dozou soen, an da kucke mer mol, wat an deem Arrêt steet. A wann do wierklech steet, dat géif géint allméiglech Mënscherechter verstoussen, da wäert natierlech d'Stad Lëtzebuerg, an d'Regierung och, direkt ... Mee kommt, mir waarden dat mol of! Mir waarde mol of, Här Baum, well ech kann Iech soen, et gëtt och ewell nei Arrêtë vun der Europäescher Cour, déi zum Deel an eng aner Richtung gi wéi déi, déi ëmmer hei opgezielt ginn.

Duerfir, ech si ganz zen. Mir waarden of. A wann den Arrêt do ass, ...

(Interruptions)

... wann den Arrêt do ass, Här Baum, da kommen ech gären eng Kéier mat Iech hei zréck diskutéieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech verstinn elo Är Positioun zu de Mënscherechter besser, wann Der elo d'Liberté d'accès zum Mënscherecht erhieft. Et géif mech interesséieren, wéi een Artikel dat vu wéi enger Konventioun wär. Ech hunn elo séier eng Kéier den ChatGPT gefrot, dee mer nach confirméiert huet, dass déi Liberté d'accès, déi et gëtt, déi ass, fir déi Dir, mengen ech, net esou eng grouss Sympathie hutt, nämlech den Zougang zu den Informatiounen.

Mee wat ech Iech wollt soen: Dir hutt virdru gesot – an dat mécht mer wierklech Suergen, well Der et an der Lescht schonn oft gesot hutt –, Dir wiert net oft mat mer d'accord, mee elo wiert der mat d'accord gewiescht. Ech hätt den Här Gloden esou gelueft.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, ech hu gesot, Dir hätt gesot, den Här Gloden hätt vill gemaach. Dat hutt Der gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo.

M. Laurent Mosar (CSV) | An ech hunn extra derbäigesot, Dir hätt awer gesot, do wären eng ganz Rei Mesüren, mat deenen Der Iech net kéint identifizéieren, mee Dir misst awer zouginn, en hätt vill gemaach. Méi hunn ech net gesot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, stellt Är Fro.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | En huet vill ... Ech hu keng Fro, ech wollt ...

(Interruption)

Ech hunn herno eng Fro, mee dat do war elo, well ech ernimmt gi sinn, an ech wollt dat awer an de Kontext setzen.

En huet effektiv vill Projeten deposéiert, mee esou vill Projeten, wou wierklech Mënscherechtsproblematiken hannendrun hänken, déi een net einfach kann ignoréieren. An dat ass awer eng Liichtegkeet, mat där Der hei doriwwer ewechgitt, wou Der dann och dem Här Baum sot, hien hätt net de Monopol vun de Mënscherechter. Deen huet keen! Mir wiere frou, wann d'Regierung d'Mënscherechter wierklech géing esou serió huelen, wéi dat verdéngt ass, an net der erfannen, fir iergendwéi komesch Mesüren ze justifizéieren.

Vu dass ech mer hu missen d'Wuert elo froen, fir dat doten nach eng Kéier ze rektifiéieren, probéieren ech dann och direkt nach eng Kéier, erëm eppes aus der Welt ze schafen, wat Der elo erëm gesot hutt, wou Der just der aktueller Justizministesch dofir Merci gesot hutt, e Projet deposéiert ze hunn, deen ech deposéiert hunn, nämlech deen, fir méi Magistraten ze rekrutéieren. Och do wier ech frou, wann Der als President vun der Justizkommissioun géingt mat deem Märchen do ophalen, well deen Text geet sécherlech net op dës Regierung zréck.

An da meng lescht Remark, dat ass dann eng Fro. Dir hutt vun der CSDDD geschwat. Ech hu gesinn, Äre grousse Frënd aus Däitschland, den Här Merz, dee setzt sech elo aktiv derfir an, dass deen Text soll komplett verschwannen. Dat heescht, wéi positionéiert Dir Iech dann dozou? Sidd Dir dann och der Meenung, dass et besser wier, den Text géing ganz verschwannen?

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, et ass ganz gentil, datt Dir mech hei mam Här Merz vergläicht a sot, ech wär e groussen ...

(Interruption)

Dir hutt gesot, ech wär e grousse Frënd vum Här Merz. Dat hutt Der gesot.

(Brouhaha)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech sot net, datt et ëmgekéiert och esou wär!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, ech huele jo net un ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Dat ass awer wäit vun engem Verglach!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech huelen net un, datt d'Madamm Tanson dat als Kompliment gemengt huet.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee ech wëll elo ...

M. Claude Wiseler, Président | Kommt, mir kommen zur Saach zréck!

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, nach eng Kéier, ganz kloer, ech mengen, et ass un der Regierung, ze soen, wat hir Positioun ass. Ech kann Iech just meng ginn. Mir sinn net der Meenung, datt dee ganzen CSDDD einfach soll ofgeschaaft ginn. Mir sinn awer nohalteg der Meenung, datt e muss méi frëndlech gemaach gi fir d'Entreprisen, déi domadder ze dinn hunn. Voilà! Méi kann ech Iech dozou net soen.

An entschëllegt, Madamm Tanson, Dir hutt och e Stéck vum Kuch zegutt. Ech ginn Iech d'nächst Kéier e Patt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo nach den den Här Goergen. Här Mosar, den Här Goergen da ganz kuerz. Dann hale mer op. Da komme mer zu där leschter Riednerin.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass och ganz kuerz. Et si just zwee Punkten.

Dat Éischt ass: Dir hutt gesot, hei am Land géing keen erhéngeren. Ech hunn do ganz aner Informatiounen. Et sinn nämlech ganz vill Leit, och wa se schaffen, déi mussen a Strukture goen, fir dass se eppes ze iesse kréien. An dat net nëmmen a staatleche Strukturen, mee och a privaten, déi ASBLe bedreiwen, wou Leit éierenamtlech hëllefen, fir dass déi Leit net erhéngeren.

D'Fro ass awer eng aner: Dir wollt dem Premierminister elo de Freeport undréinen. Ech hunn och gekuckt, deen ass jo effektiv ze verkafen, well do gouf et laut ZDF eng Villzuel vu Skandaler ronderëm den Här Bouvier an déi ganz Gestioun vum Freeport. Fannt Dir dat da gutt, dass mer als Land da géinge grad op dee Wee goen?

Dir hutt virdru gesot, d'Regierung soll an deem Freeport ... Well effektiv, Dir hutt Recht, et ass mol net d'Hallschent beluecht. Déi rezentsten Artikelen, déi schwätze vu Milliouneverloschter, well keen do aktiv ass. Dir hutt elo probéiert, d'Regierung do mat u Bord ze zéien. Ob dat dann dee richtege Wee wär, wann ee weess, wéi eng Skandaler do och international ronderëm dee Freeport an d'Bouvier-Affär waren?

Merci.

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Goergen, Dir schwätzt ëmmer vill, mee Dir kennt awer nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Wësst Dir do vläicht méi aus deem Conseil?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wëll Iech soen: Deen Terrain, wou de Freeport steet, gehéiert dem Staat.

(Interruption)

E gehéiert dem Staat an do gëtt et e Bail, an dee ka vum Staat denoncéiert gi wéi all anere Bail. An duerfir gesinn ech elo dat Argument net an, dat Dir gitt. Dat ass jo just en Argument, wat derfir schwätzt, datt de Staat endlech do denoncéiert, fir datt dat eidel gëtt a fir datt mer eppes kënnen dohinner setzen, wat Sënn mécht.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ouni den Här Bouvier?

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Mosar. Dann ass d'Wuert fir déi lescht ageschriwwene Riednerin vun haut, dat ass d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Mosar huet grad gesot, hie wär scho laang hei bei deem Exercice derbäi. Abee, ech sinn am Fong nach ëmmer ganz nei hei. Ech sinn zéng Joer als Invité heihinner komm, mee am Haus hei sinn ech nach net esou laang Member. Allerdéngs fannen ech et ëmmer nees interessant, dat Spill, wann ech et emol esou kann nennen, tëschent Majoritéit an Oppositioun ze gesinn.

Dat gëtt och dacks gesot: Wann den État de la nation ass, da fënnt d'Majoritéit dat natierlech gutt an d'Oppositioun dat schlecht. An dat war an der Vergaangenheet jo net aneschters, wëll ech just eng Kéier soen, just dass d'Kräfteverhältnis sech dann heiansdo e bësse verännert huet. Dee stabelen Deel vun deem Kräfteverhältnis ass meng Partei, nämlech d'Demokratesch Partei, mee et ass ëmmer alles e bësselche relativ.

An ech muss awer soen, wann ech hei déi Rieden héieren, virun allem, wat de Kampf géint d'Aarmut ugeet, wann da gesot gëtt: „Jo, et gouf e Plang versprach, an et ass kee Plang do“, da woen ech mol einfach hei ze soen, dass zanter op d'manst mol zwielef Joer, zanter dass ech derbäi sinn, mee bestëmmt och scho virdrun, wéi ech nach net derbäi war, nach ëmmer e Plang do war, nämlech ze kucken, d'Leit ze stäerken, ze empoweren an ze kämpfe géint d'Aarmut.

Natierlech gëtt dann ëmmer e bësselche mat Chifferen hantéiert. An Dir wësst jo, Chiffere kann ee sech och ëmmer e bësselchen zurechtbéien. Zum Beispill, wat gëtt en compte geholl, wann een den Aarmutsrisiko berechent? Gëtt dann nëmmen de Salaire en compte geholl wéi beim Statec? Oder ginn och déi sozial Transferten en compte geholl, där mer jo dat lescht Joerzéngt awer ganz vill agefouert hunn? Wéi zum Beispill de gratis ëffentlechen Transport, wéi zum Beispill d'gratis Iessen an de Schoulkantinnen, wéi zum Beispill d'gratis Schoulbicher fir Jugendlecher, wéi zum Beispill de flexibele Congé parental, deen nach weider soll flexibiliséiert ginn an, an, an. An ech vergiesse bestëmmt ganz vill Saachen.

Mee dat, wat ech a menger Karriär festgestallt hunn, dat ass, dass et net ëmmer nëmme mat Suen ze dinn huet. A mir haten deslescht elo nach eng Campagne, déi ech gesinn hunn, déi de Familljeminister lancéiert huet mat Partner zesummen. Am Surendettement notamment gesäit een, dass et net onbedéngt déi sinn,

déi wéineg verdéngen, déi am Surendettement sinn. Et si virun allem déi Leit, déi net richteg kënne mat hire Suen eens ginn. Well se vläicht Kreditter huelen, déi se sech net leeschte kënnen. Well vläicht och eppes Schlëmmes geschitt ass an hirem Ëmfeld oder bei sech selwer an esou weider. Dat heescht, do gesäit een, dass et net ëmmer nëmme mat Suen ze dinn huet, mee mat ganz villen anere Facteuren.

An dee Kampf géint d'Aarmut, dat ass, woen ech mol hei ze soen, e Kampf vun all Dag, a mir féieren dee scho relativ laang hei zesummen. An dat ass eng permanent Aufgab vun ons alleguerten, well engem, deem et haut gutt geet, deem kann et muer net gutt goen. An et kann awer glécklecherweis och mol ëmgedréit sinn.

An de Kampf géint d'Aarmut, dee fänkt a mengen Ae bei de Kanner un, bei der Bildung. Mir mussen derfir suergen, dass d'Bildungspolitick fir jiddwereen do ass, fir dass all Kand säi Wee fënnt. An dat hu mer gemaach iwwert déi lescht zwielef Joer. Mir hunn d'Schoul diversifiéiert. An ech hat mer de Moien erlaabt, eng Fro ze stelle justement iwwert d'Schoul, well ech mengen, dat, wat wichteg ass, ass, dass all Kand säi Wee duerch d'Schoul fënnt. Egal wie seng Eltere sinn, egal ob déi arem oder räich sinn, Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger sinn, all Kand muss säi Wee an der Schoul fannen. An da kann et net sinn, dass et schonn direkt am éischte Schouljoer oder am Cycle – wat ass dat elo? – 2.1 net weiderkënnt, just well et vun doheem aus am Däitschen eebe Schwieregkeeten huet. Mir hunn d'europäesch Schoule gemaach, déi ëffentlech europäesch Schoulen, justement fir dass all Kand säi Wee an der Schoul soll fannen.

An ech ginn der Madamm Bofferding Recht mat deem, wat se de Moie gesot huet. Mir mussen d'Leit empoweren. Et geet net duer, nëmme Suen ze ginn. Mir musse kucken, dass d'Leit och selwer kënne fir sech suergen. Mir mussen d'Mënsche stäerken. A genee dat ass et, wat dës Regierung mécht, esou wéi déi lescht Regierung dat och scho gemaach huet. An dat ass e Kampf, dee féiere mer weider, esou wéi mer en och déi lescht Jore gefouert hunn. Empowerment op där enger Säit, de Leit hëllefen, déi et brauchen, op där anerer Säit.

An ech mengen, e bëssen, wéi den Här Mosar dat och scho grad gesot huet: Aarmut bekämpft een och mol virun allem mat Aarbecht, wann een eng Aarbechtsplaz huet, seng Sue verdéngt. Wann ee keng Aarbecht huet, dann huet een och keng Pai, dann ass et natierlech vill méi séier geschitt, dass een dann dee Moment an déi Aarmutsfal geréit.

An dofir sinn ech och esou frou, gëschter héieren ze hunn am État de la nation, dass d'Regierung d'Aarbechtsplaze weider wëllt stäerken, d'Betriber wëllt stäerken, fir dass och weider Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn. Zum Beispill am Bauhandwierk, wou jo wierklech massiv gekuckt gëtt, dass Aarbechtsplazen erhale bleiwen. An do geet et dann op där enger Säit ëm Logement, wou ech nach eng Kéier drop zréckkommen, mee et geet awer och dorëms, dass mer d'Aarbechtsplazen do erhalen.

D'Kafkraaft: D'Regierung hei, déi schafft ganz kloer weider un der Kafkraaft vun de Leit. Nodeems d'2024 d'Steiertabell ëm véier Indextranchen ugepasst gouf, gouf se dëst Joer nach eemol ëm zwou an eng hallef Indextranchen ugepasst. Dat heescht, dass de Leit méi Netto vum Brutto bleift. Dat heescht, vun deem, wat se verdéngen, hu se um Enn vum Dag ënnert dem Stréch, wa se hir Steiere bezuelt hunn, och méi iwwereg. A méi am Portmonni heescht och méi Kafkraaft.

D'Carole Hartmann hat et scho gesot; D'Entlaaschtung fir d'Monoparentallen, de Crédit d'impôt vun de Monoparentallen dëst Joer, de steierfräie Mindestloun, do, mengen ech, ass wierklech ganz, ganz vill geschitt.

Dann zum Wunnengsmarché, well jo ëmmer iwwert de Logement geschwat gëtt. An do si mer ons jo eens, schonn zanter Joerzéngten, scho laang, éier ech iwwerhaapt an der Politick war, dass de Logementssecteur natierlech e komplizéierte Secteur hei zu Lëtzebuerg ass. An ech mengen, bal all d'Parteien heibannen, déi scho mol an der Regierung waren, kënnen dat och bezeien, well se dee Logementsministère scho vu méi no, vu banne gesinn hunn. An do probéiere mer och geziilt, mat Mesüre Saachen ze maachen.

Mir hunn dat an der Vergaangenheet gemaach an d'Regierung mécht dat och nees haut, zum Beispill mat de VEFA-Projeten, wou och d'Stad Lëtzebuerg iwwregens extreem vill participéiert. Dann awer och d'Wunngeld: 40 Euro méi de Mount pro Kand. Dann d'Steierbefreiung vun der GLS.

Nach eng Kéier hei vläicht den Opruff, well et nach net gesot ginn ass: Wann Der en Haus oder en Appartement hutt, gitt dat enger Agence immobilière sociale! Op 90 % vun deem Montant, deen Der da kritt als Loyer, braucht Der keng Steieren ze bezuelen. Ech mengen, dat ass wierklech interessant. Et ass interessant, well si këmmere sech ëm Ären Immobilier, si këmmere sech drëms, dass Leit, déi sech keng Wunneng leeschte kënnen, eng Wunneng kréien, an Dir kritt awer och e Loyer, deen da bal ganz steierfräi ass.

Dann d'Eropsetze vum bëllegen Akt, dat ass eng temporär Mesür, déi elo dauerhaft ginn ass: 40.000 Euro. De Logementsminister huet en Appell fir d'Jugendwunne gemaach, dee riicht sech virun allem un d'Promoteuren, un d'Bailleur-sociallen an och un d'Träger vun der Aide à l'enfance. Dann den Energiepräisdeckel mam Phasing-out: Dëst Joer ass en Deckel op 30 % Erhéijung vum Stroumpräis gemaach ginn. Dat kascht d'Regierung 171 Milliounen Euro. Fir déi, déi d'AVC (ndlr: Allocation de vie chère) kréien, ass de Plaffong an d'Luucht gaangen, soudass nach eng Kéier 30 % méi Leit vun där Energieprimm kënne profitéieren.

An dann hate mer och schonn an der Vergaangenheet gesot – an ech si frou, dass d'Regierung dat och weider mécht –: Jiddweree muss sech et kënne leeschten, an en Alters- oder Fleegeheem ze goen! An dofir ass et esou wichteg, dass d'Regierung och weiderhin d'Energieméikäschte vun deene Wunnstrukture fir eeler Leit iwwerhëlt, wann de Pensiounspräis dee Moment net gehuewe gëtt. An dat heescht dann och, dass de Pensiounspräis dee Moment fir d'Awunner net klëmmt, wat wierklech ganz, ganz wichteg ass.

Ech kéint elo nach aner Saachen opzielen. Et sinn der vill opgezielt ginn. Mee ech wëll just zum Schluss vu menger Ried op e puer Saachen agoen, nämlech zum Beispill op eppes, wat mech awer e bëssen interpelléiert huet an der Ried vun der Madamm Bofferding. Dat ass déi Waardelëscht vum Housing First. Ech wär nawell interesséiert, ze wëssen, wéi esou eppes soll ausgesinn. Well den Housing First ass jo normalerweis éischter eppes, wou een d'Leit iwwerriet, fir mol iwwerhaapt en Ënnerdaach ze hunn, iwwerhaapt emol en Daach iwwert dem Kapp ze hunn. Do huet een et dacks mat Leit ze dinn, déi dat iwwerhaapt net consideréieren am Ufank. Da fannen ech et e bësse komesch, do eng Waardelëscht ze hunn.

Allerdéngs sinn ech ganz bei Iech, dass mer et musse weider ausbauen. An do ass d'Responsabilitéit net nëmme beim Staat, si ass och bei de Gemengen. An der Stad Lëtzebuerg maache mer dat massiv, well mir dorunner gleewen, dass den Housing First dat richtegt Instrument ass. Mir gleewen dorunner, dass Housing First dat Instrument ass: dass mer d'Leit vun der Strooss kréien – well vun deene schwätze mer hei –, dass mer hinne mol d'éischt en Doheem ginn, dass mer se net jugéieren, dass mer net kucken, ob se alkoholofhängeg sinn, drogenofhängeg, ob se soss psychologesch oder psychiatresch Problemer hunn, mee dass se mol einfach e „chez-soi" hunn, wéi een a Frankräich seet, eppes, wou ee kann d'Dier zoumaachen, wou ee seng eege kleng Kichen huet, säi Buedzëmmer, säi Bett, säi Canapé, wou ee bei sech doheem ass, bei sech a Sécherheet.

An do, mengen ech, ass et awer schwéier mat enger Waardelëscht, well mer mat Leit ze dinn hunn, déi ee vläicht éischter muss iwwerrieden, an en Housing First ze goen, an dass do am Fong geholl d'Leit elo net alleguerte Schlaang sti fir esou en Housing First. Dat sinn dann éischter d'Sozialwunnengen. Do, mengen ech, musse mer och nach besser ginn. Mee do schaffe mer alleguerten all Dag drun.

Da wëll ech just nach eng Kéier soen, dass de Fonds national de solidarité sech digitaliséiert, fir dass d'Leit do och méi automatesch hir Hëllefe kréien. Dat ass de Mëtteg schonn hei ugeschwat ginn. An ech mengen, dass dat och eppes ass, wat wichteg ass: dass een dee Pabeiertiger andämmt an dass ee kuckt, dass d'Leit automatesch déi Sue kréien, déi si zegutt hunn an dass se net mussen derfir kämpfen.

Mir hunn et héieren am Premier senger Ried: D'Erausfuerderungen haut an der Welt sinn anerer wéi nach virun e puer Joer. An ech mengen, dass et haut méi wichteg ass wéi jee, dass mir zesummenhalen, dass mer kucken, dass mer weiderkommen hei am Land, dass mer zesumme kucken, dat Land hei weiderzebréngen, dass mer zesumme kucken, d'Leit ze stäerken hei am Land, dass mer zesumme kucken, dass mer weider a Fridden a Fräiheet hei am Land kënne liewen.

A par rapport zu deem, wat gesot ginn ass, wëll ech just soen: Just déi Decisiounen, déi geholl ginn, kënnen och contestéiert ginn! An dat ass esou an enger Demokratie. An déi schlechtsten Decisioune si souwisou déi, déi net geholl ginn. Ech hu léiwer Politiker, déi Decisiounen huelen. Da kann een driwwer schwätzen.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Déi eng sinn averstanen, déi aner sinn net averstanen. Mee an der Politick gëtt et just eng falsch Decisioun: Dat ass déi, déi net geholl gëtt!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dir hat der Madamm Bofferding eng Fro gestallt.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, jo, kloer.

M. Claude Wiseler, Président | Da kritt si d'Wuert, fir drop ze äntwerten. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci. Ech si ganz bei der Madamm Cahen, wat Housing First betrëfft, dass mer dat musse weider ausbauen, grad zesumme mat de Gemengen, dass eeben och do weider Konzepter kommen.

An et war genau an där doten Optik, wou déi Diskussioun verlaf war. Dat war, wéi d'Regierung eis den Drogendësch 2.0 presentéiert huet. An do ass eeben déi Diskussioun opkomm: Jo, wéi vill Leit géifen

iwwerhaapt a Fro kommen? Wéi grouss ass d'Ausmooss? Wéi grouss ass d'Demande? Wéi grouss ass de Besoin? Fir dat ze erfaassen.

Do ass et erëm, wéi esou oft, esou, dass mer iwwer Problemer diskutéieren, mee dass mer net richteg kënnen erfaassen, wéi vill Leit plus/minus awer concernéiert sinn. An do huet de Minister eeben drop geäntwert, dass si et net genau wëssen. Mee en huet awer wëlles, eppes ze maachen. An et ass eeben dat, wat awer wichteg ass, wa mer eis en Zil ginn: dass mer och herno ganz konkreet Mesüre kënne festhalen, wéi eng Ausmoossen dat soll hunn a wou mer gäre wëllen erauskommen. Dorëms geet et.

Et geet net duer ze soen: „Mir maachen eppes géint d'Aarmut!" Mir mussen eis och eng kloer Zilsetzung ginn an och Mesüren, déi mer herno dann och kënnen evaluéieren, an och kucken, wéi mer do erauskommen. Et war an där Logik, wou et gemaach ginn ass.

Mee am Endeffekt, mengen ech, si mer eis eens. An d'Stad Lëtzebuerg huet jo och schonn esou e Konzept lancéiert. An ech mengen, et wär gutt, wann aner Gemengen dat och géife maachen. Mee wichteg ass, dass mir iwwerhaapt déi Offer nach weider ausbauen, well domat ass de Leit emol an enger éischter Phas gehollef.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dat war zwar elo keng Fro, mee dat war eng Äntwert op Är Fro.

Mme Corinne Cahen (DP) | Well ech nach e bësse Riedezäit hunn, däerf ech vläicht awer äntwerten?

M. Claude Wiseler, Président | Maacht et kuerz, wann Der wëllt!

Mme Corinne Cahen (DP) | Ganz kuerz. Ech sinn a kenger vun deene véier Kommissiounen an et ass warscheinlech och net ... Dofir, op där enger Säit fannen ech dat normal a logesch, dass een no Chiffere freet. Op där anerer Säit hu mer mat Mënschen ze dinn an do kann een net ëmmer alles bei deene Problematiken do a Chifferen ausdrécken.

Ech kann Iech just nëmme soen, dass laut deenen Zielungen, déi gemaach ginn, souwuel an der Stad Lëtzebuerg wéi zu Esch – an eeben dann nëmmen an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch –, mir am Moment wëssen, dass mer eppes méi wéi 200 Leit hunn, déi nohalteg op der Strooss sinn. Déi si sécher awer net alleguerte prett oder se wëllen net alleguer oder se kënnen net alleguer an den Housing First goen. Mee dann hutt Der mol op d'mannst e Chiffer. Mee, wéi gesot, all Mënsch ass eenzegaarteg, all Mënsch ass aneschters, jiddwereen huet en anere Besoin, jiddwereen huet eng aner Liewensgeschicht. An dofir kann een dat menger Meenung no net alles 100 % cartesien a Chifferen ausdrécken. Mee mir wëssen awer ongeféier, wat d'Envergure ass vun deene Leit mat Rechter, déi hei keen Doheem hunn.

Mee wa se keen Doheem hunn, huet dat awer och dacks aner Grënn. An do mussen dann och d'Sozialaarbechter wierklech eng ganz grouss Aarbecht maachen, fir se ze iwwerrieden an ze iwwerzeegen, eppes unzehuelen, zum Beispill den Housing First.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Domat wär dann déi offiziell Riednerlëscht ofgeschloss.

Da wär et un der Regierung, nach eng Kéier d'Wuert ze huelen. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech géif fir d'éischt gären allen Deputéierte Merci soe fir hir Contributioun zu dësem Debat.

Esou wéi meng Ried ze laang war, war och den Debat laang. An da muss ee sech vläicht wierklech iwwerleeën, ob mer net alleguerten – fir d'Effikassitéit vun der Organisatioun vun der Chamber – op méi kuerz Riedezäite sollte kommen. Mee ech adresséieren dat an éischter Linn u mech selwer.

(Interruption)

Ma well et ganz schwiereg ass. Ech sëtzen zënter de Moien néng Auer hei, déi Rieden nozelauschteren.

(Interruption)

Ech weess, an ech wollt fir mech selwer soen, datt et ganz schwiereg ass, néng Stonne konzentréiert nozelauschteren. Ech hu mäi Bescht gemaach, mee ech wollt soen, datt et schwiereg ass, elo op all d'Punkten am Detail anzegoen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mee dat ass eng Suggestioun, fir iwwert d'Riedezäite vläicht nach eng Kéier nozedenken.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll soen, datt ganz vill flott Iddien hei echangéiert gi sinn, datt se a groussem Respekt ee virun deem aneren ausgedréckt gi sinn, wat mech ëmmer erëm freet, ...

Mme Francine Closener (LSAP) | Incroyable!

M. Luc Frieden, Premier ministre | ... an datt et kloer ass ... Wat ass incroyable, Madamm Closener?

Mme Francine Closener (LSAP) | Här Premierminister, ech mengen, mir sinn an der Chamber hei an ech géif mengen, et wier un der Chamber ze decidéieren, ob mer en Debat maachen nom État de la nation oder net. Ech denken net, dass et un der Regierung ass, eis dat virzeschreiwen, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee. Ech hu just gesot, ...

M. Claude Wiseler, Président | D'Reegele si ganz kloer. An dofir, mengen ech, Här Premierminister, gitt op all déi Froen an.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech hu just der Madamm Closener gesot, datt ech et schwiereg fannen, néng Stonnen ...

Plusieurs voix | Mir och!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo. Maja! An duerfir wollt ech, ...

(Interruption)

Nee. Ech wollt also soen, datt déi Debatt eng gutt war. An ech wollt Iech soen, vun deene Punkten, déi ech retenéiert hunn: Et ass kloer, datt déi populäerste Ried déi ass, an där ee wéineg seet, an där een nëmmen dat seet, wat gefält.

Mee et ass eng Regierung, déi sech op eng staark Majoritéit baséiert, déi vun de Leit gewielt ginn ass, déi mat engem klore Koalitiounsprogramm ugetrueden ass an déi dee Koalitiounsprogramm ëmsetzt.

An d'Lag vun der Natioun war eng Declinaisoun vun enger Rei vu konkreete Moossnamen, déi dës Regierung an deene fënnef Joer wëllt ëmsetzen. Datt dat eng aner Politick ass wéi déi, fir déi verschidden anerer hei plädéiert hunn, ass normal, well dat gehéiert zur Demokratie. An duerfir wollt ech dat als Éischt soen.

Et gëtt jo eng Differenz, zum Beispill bei de Steieren, well ech hunn héieren, datt an der Debatt iwwert d'Defense, wann ech dat richteg héieren hunn de Moien, d'Presidentin vun der LSAP-Fraktioun sot, si kéint sech virstellen, d'Steiere vun de Betriber ze héijen. Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Steiere vun de Leit a vun de Betriber ze senken an net ze héijen! An duerfir gëtt et Ännerungen, Ënnerscheeder an der Politick. An et ass gutt, datt esou Debaten déi weisen.

D'Demokratie lieft sech heibannen. D'Demokratie lieft och op der Strooss. Dat huet, mengen ech, den Här Baum gesot an ech fannen, dat ass richteg a gutt. An och do kënne Meenunge sech ausdrécken, déi anerer si wéi déi vun der Regierung oder vun der Majoritéit. An och dat, fannen ech, gehéiert zu enger Demokratie.

An dat soll een net als eppes Drametesches ugesinn. Da soll ee seng Meenungen echangéieren, respektvoll, an da muss d'Majoritéit heibannen decidéieren, nodeem een nogelauschtert huet, mee et ass net d'Plaz aleng, déi eng Iddi richteg mécht. Et ass den Dialog, deen zielt, mee um Enn muss d'Chamber an hirer Majoritéit decidéieren. Mee op alle Plaze soll een nolauschteren. An dat mécht dës Regierung!

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech hu bewosst a menger Einleitung zur Lag vun der Natioun iwwert de Bilan geschwat. An ech erkenne gären un a soen dat och, notamment der Spriecherin vun deene Gréngen, der Madamm Tanson, datt et evident ass, datt wann eng nei Regierung an enger Demokratie untrëtt, se weider opbaut op deem, wat virdru geschitt ass. A wann ech par rapport zum Adoptiounsgesetz gëschter gesot hunn, datt d'Justizministesch do Propositioune gemaach huet, da wëll ech hei, fir datt dat kloer ass, selbstverständlech och unerkennen, datt och déi viregt Justizministesch, nämlech d'Madamm Tanson, deen éischten Text presentéiert huet an datt Ännerungen, Amendementen och nom Avis, mengen ech, vum Staatsrot, vun der aktueller Justizministesch, der Madamm Margue, gemaach gi sinn.

Mee et ass kloer, an dat ass dat, wat ech hei soen: Et ass dës Regierung, déi déi Texter, eng Rei vun deenen Texter, weidergedriwwen huet, an do, wou se d'accord ass, baut se selbstverständlech op op deem vun der Vergaangenheet. An ech fannen et nëmmen normal, datt een dat och unerkennt. A sollt dat gëschter net genuch gemaach gi sinn, da wëll ech dat hei korrigéieren.

Mee zugläich sinn awer ganz vill nei Saache gemaach ginn an et ass virdrun nach drun erënnert ginn: De Steierbarème, deen ëm sechs an eng hallef Indextranche reduzéiert ginn ass, dat ass dës Regierung an dës Majoritéit, déi dat gemaach hunn.

D'Allocation de vie chère, déi mer gehéicht hunn ëm 10 %, an d'Energieprimm, déi mer verdräifacht hunn: Et ass dës Majoritéit, déi dat gemaach huet, déi de Problem gesinn huet, déi dee Problem ugaangen ass, an dat huet jo och duerfir missen hei gesot ginn.

Wa mer am Logement d'Prozedure vereinfacht hunn, an dee Prozess ass och amgaangen heibannen an der Chamber, déi Gesetzesprojete leie vir, da sinn dat dës Regierung an dës Koalitioun, déi dat gemaach hunn, gradesou wéi de Prefinanzement vun de PV-Anlagen, deen eis wäert staark virubrénge bei den erneierbaren Energien. Dat ass e Projet, un deem dës Regierung schafft, an dës Regierung wäert deen och virleeën a weiderdreiwen.

Duerfir: Et baut een op op der Vergaangenheet, mee et si vill nei Akzenter an deem éischten annerhallwe Joer vun dëser Regierung gesat ginn.

Da wëll ech op e puer Punkten zréckkommen. A sécherlech, well den Debat esou laang war, kann ech

net op alles agoen, mee ech wëll nach e puer Prezisioune ginn.

Ech hu bis haut, well ech och vill ze vill jonk sinn, kee Bréif kritt vum Noah. Ech wëll awer soen, datt ech vill am Kontakt si mat der Generatioun vu menge Kanner a vill am Kontakt si mat Jonken – muer de Moie ginn ech an eng Schoul iwwer Europa schwätzen – an ech héieren do, datt déi Jonk scho fannen, datt mir e ganze Koup Sujeten, och an der Lag vun der Natioun, ugaange sinn, déi justement fir déi Jonk sinn. A wat ass jonk? Mee déi méi jonk, déi geschwënn eréischt an d'Beruffsliewen antrieden an déi, déi just agetruede sinn.

Ech huelen nëmmen e puer ganz kleng Beispiller. D'Lëscht kéint ech vill méi laang maachen, well och meng Ried war ze laang, an duerfir hunn ech se jo elo net méi ganz kënnen nach eng Kéier duerchkucken, fir Beispiller ze fannen.

De Bëllegen Akt fir Éischtkeefer, deen ass net fir déi, déi an der Pensioun sinn, mee en ass gréisstendeels fir déi, déi elo hiert Beruffs- a Familljeliewen ufänken.

De Sujet vun der Santé mentale, wou ech dankbar sinn, datt den Deputéierte Ricardo Marques nach eng Kéier ganz kloer dorop agaang ass, dat ass e Sujet, dee betrëfft virun allem déi Jonk.

De Fait, datt mer bei de Pensioune gesot hunn, mir géingen net un d'Studentejore goen, dat ass eng Moossnam fir déi Jonk.

(Interruption)

De Fait, datt mer ...

Ech kommen dorobber. De Fait, datt mer gesot hunn, mer géifen en Dialog mat de jonke Bauere féieren, fir déi Generatiounsiwwergäng vun den Häff an de Wéngerte besser ze maachen: Dat sinn Theeme fir déi Jonk.

Den Temps partiel familial, dee mer aféieren, dat si Moossname fir déi Jonk.

An duerfir, ze mengen, datt mer eis net ëm déi Generatioun, déi elo an d'Beruffs- an d'Familljeliewen antrëtt, bekëmmert hätten an der Lag oder generell net, entsprécht net der Realitéit. Et ass e weesentlechen Deel vun eiser Politick!

An dat selwecht gëllt iwwregens fir d'Natur. Ech hu sécherlech net iwwer all Sujet geschwat, mee d'Natur ass essentiel an eiser Gesellschaft. An et muss een net dauernd driwwer schwätzen, fir se wichteg ze fannen. Ech verbrénge vill Zäit, gären d'Weekender, an der Natur, an ech soen Iech: Dës Regierung huet och do Moossname geholl. Wann ech kucken, datt mer Texter virgeluecht hunn, fir méi Natur an de Stied ze maachen, dann ass dat justement, fir derfir ze suergen, datt an neie Quartiere méi Gréngs soll kommen. 10 % musse begréngt si bei neie Quartieren. Dat si Moossnamen, déi beweisen, datt d'Natur eis um Häerz läit, gradesou wéi de sougenannte Couvert boisé. Dee Bamprabbeli, mat engem schéine lëtzebuergesche Wuert, ass och, fir eeben an dem Bauperimeeter méi Natur ze hunn. An dorunner wäert d'Regierung och weider schaffe mat Iwwerzeegung an Engagement.

Ech wëll och zu anere Sujete schwätzen, fir déi eng oder déi aner Prezisioun ze ginn, sachant – an ech mengen, dat ass och ëmmer wichteg, datt een dat am Kapp behält bei enger Lag vun der Natioun –, datt et um Regierungschef ass, am Numm vun der Regierung de grousse Kader ze setzen, an dann un den eenzele Fachministeren, d'Detailer an de Gesetzesprojeten ze maachen an an déi eenzel Kommissiounen ze goen, fir dat am Detail virzestellen. Dat ass an der Natur vun enger Erklärung zur Lag vun der Natioun souwéi an der Natur vun enger Regierungserklärung.

Ech wëll awer trotzdeem hei dat eent oder dat anert nach soen. Dat Éischt, dat ass zu de Pensiounen. Ech hunn déi Debatt hei ganz interessant fonnt a verschidde Leit hu gemaach – op alle Bänke par ailleurs –, wéi wann et déi Debatt vum Mäerz hei am Parlament net gi wär. Dat war eng Consultatiounsdebatt an d'Regierung huet intensiv an där Consultatiounsdebatt nogelauschtert. An an där Consultatiounsdebatt hunn d'Spriecher vun den zwou Majoritéitsparteie ganz genee dat gesot, wat d'Regierung proposéiert, ënner anere Saachen, déi se gesot hunn, an notamment déi, fir de reelle Rentenantrëttsalter méi no bei de legale Rentenantrëttsalter ze bréngen. Dat war den 19. Mäerz an dësem héijen Haus, wann ech mech net ieren, an dat ass do vun den Deputéierten Donnersbach a Schockmel fir d'Majoritéitsparteie gesot ginn.

(Interruption)

Natierlech mussen duerno d'Regierung a besonnesch och d'Ministesch fir Sécurité sociale dat am Detail an e Gesetzestext erabréngen an do virdrun nach weider Gespréicher féieren, mee et war meng Aufgab an et ass meng Aufgab, ... Ech hunn dat bewosst gemaach, well wa mer näischt gesot hätten, dann hätt Der gesot: „D'Regierung seet nach ëmmer net, wou et higeet." Ech fannen, et ass d'Aufgab vun der Regierung, elo no intensive Gespréicher an der Regierung mat alle Ministeren ze soen, wéi eng Piste mir eis kënne virstellen.

An et ass awer och interessant, datt e puer Sätz dobäi heibanne wéineg Attentioun fonnt hunn, nämlech wann iwwert de reellen Antrëttsalter an d'Pensioun geschwat gëtt, datt deen Tablo, deen d'OCDE d'lescht Woch oder d'virlescht Woch publizéiert huet, hei wéineg zur Debatt geféiert huet. Dee seet ganz kloer, datt Lëtzebuerg vun alle Memberstaate vun der OCDE – dat ass d'ganz Europäesch Unioun plus eng Rei aner Länner – bei Wäitem deen niddregsten Antrëttsalter an d'Pensioun huet, an dee läit bei ronderëm 60 Joer. Aner Länner, ganz modern developpéiert Länner – Norwegen, Holland –, déi leie wäit dodriwwer. Dat ass een Element, dat ass e Fakt, deen hei wéineg Attentioun fonnt huet.

Deen zweete Punkt, deen, mengen ech, bei kengem Riedner ..., mee nach eng Kéier, no néng Stonne weess ech net alles, hunn ech vläicht net alles héieren. D'Liewenserwaardung war hei och keen Theema. D'Liewenserwaardung ass e ganz wichtegt Element an dëser Debatt.

An deene leschte 50 Joer, vun 1975 bis haut, ass d'Liewenserwaardung zu Lëtzebuerg ëm 14 Joer bei de Männer an ëm 11 Joer bei de Fraen an d'Luucht gaangen. Dat heescht, datt iwwer 50 Joer, wat net laang ass, wat en fait, kann ee soen, grosso modo eng bis zwou Generatioune sinn, déi Leit zéng Joer méi laang liewen. Dat heescht, wann een dat héichrechent, datt an deenen nächste 50 Joer d'Leit nach eng Kéier zéng Joer méi laang liewen. Wa se also mussen ee Joer oder zwee Joer méi laang schaffen, se liewen awer zugläich nach eng Kéier zéng Joer méi laang, dann ass dee proportionellen Deel vun deem, wat se schaffe par rapport zu hirer Pensioun, net geännert.

An et ass relativ interessant, datt dat keen neie Räsonement ass. Ech wëll Iech duerfir soen, datt dat e Räsonement ass, deen ... An duerfir ass et erstaunlech, datt en hei an der Debatt net säin Nidderschlag fonnt huet. De fréiere Sozialminister Mars Di Bartolomeo, dee mat mir an enger Regierung war, huet 2011 an engem „Tageblatt"-Interview eppes gesot, wat nach haut richteg ass. E sot, dat war 2011: „In 40 Jahren wird die Lebenserwartung vier Jahre höher liegen als heute. Es ist wohl nicht zu viel verlangt, dass unter diesen Bedingungen etwas länger gearbeitet werden soll."

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt mir plangen, dat stufeweis lues a lues ze maachen. Dat heescht, dat geschitt net vun haut op muer, dat heescht och nach eng Kéier, datt déi Leit, déi elo an der Pensioun sinn, keng Ännerung un hirem Regimm spieren, an déi, déi just virdru sinn, och net. Ech wëll et nach eng Kéier erklären, well et de Moien esou war, datt ech mengen, datt verschidde Leit meng Sätz vu gëschter net ganz verstanen hunn.

D'Iddi ass also: Mir hu gesot, datt mer pro Joer dräi Méint iwwer eng gewëssen Zäit an der Durée de carrière bäisetzen. Wat heescht dat konkreet? Loosse mer emol soen, dësen neien Dispositif, wann d'Gesetz da bis gestëmmt ass, géif 2030 ulafen. Da kann een 2030 mat 57 Joer a Pensioun goen, wann ee 40 Joer plus dräi Méint cotiséiert huet, oder mat 60 Joer, wann ee 40 Joer plus dräi Méint cotiséiert huet, natierlech voll a ganz am Respekt vun de Baby- an de Studiejoren, well mer déi jo net änneren.

Dat heescht, deen Dispositif, dee leeft iwwer eng gewëssen Zäit. An ech hunn dat virdrun nach eng Kéier ausgerechent: Wann een also d'Zäitspan vun 2030 bis 2040 géif rechnen, da wär dat eelef Joer mol dräi Méint. Da géing dat heeschen, datt een do zwee an en halleft bis dräi Joer méi laang géing schaffen, fir déi, déi lo ronn 45 Joer hunn, déi awer erëm eng Kéier mat der Liewenserwaardung vill méi al ginn. An der langen Rede kurzer Sinn: Eist Zil ass et, datt mer deen Antrëttsalter liicht méi no bei de legale Pensiounsalter vu 65 Joer féieren an datt mer der Liewenserwaardung domadder ... Well mer där och Rechnung droen, wäert dat net heeschen, datt ee proportionell méi laang schafft, wéi ee bis elo geschafft huet.

Ech wëll nach eppes aneres derbäifügen. Déi meeschte Länner an Europa hunn de legale Pensiounsalter gehéicht. Deen ass a ville Länner iwwer 65, läit oft bei 67, 68, dat kann ee jo alles noliesen. Dat mécht dës Regierung net! Elo kann een domadder d'accord sinn oder net, mee ech wollt dat nach eng Kéier hei erklären, fir datt een de Kontext, an och wéi mer eis dat virstellen, besser versteet. An doriwwer muss een en Debat féieren, mee ech kann Iech soen, och vill Jonker, mat deenen ech geschwat hunn, fannen et awer och normal, wa se haut 30 Joer hunn, wann een deene seet: „Dir musst herno bis 63 oder 64 schaffen", wëssend, datt se 90, 95 Joer al ginn. Dann ass dat ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wéini soll dat da sinn?

(Interruptions)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, ech hunn Iech jo grad ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Liewenserwaardung ass 83 Joer. Wéini ginn d'Leit dann an der Moyenne 95?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass a leschter Zäit ..., dat ass jo, wéi ech Iech virdru gesot hunn, déi Statistike gëtt et jo ..., d'Liewenserwaardung ass déck eropgaang, gottseidank.

(Interruption)

Dann ... Jo, se ass déi lescht ..., wann een zwee Joer ... Se ass déi lescht Joren, ech hunn Iech dee Chiffer elo

grad genannt, ëm 14 Joer bei de Männer a 50 Joer gestigen. Dat kann een also ausrechnen.

De Punkt ass, an dat ass e Punkt, iwwert deen ech ganz gäre mat de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger souwéi mat der ganzer Regierung schwätzen ... Dat hu mer laang diskutéiert an, ech fannen, dat ass e gudden Debat an ech freeë mech op deen Debat mat de Lëtzebuergerinnen an de Lëtzebuerger. An d'Ministesch fir Sécurité sociale féiert jo déi Consultatiounen an déi Gespréicher virun.

Zu dem Sozialdialog wollt ech och nach eng Kéier soen: Sozialdialog ass eppes, wat een ëmmer muss féieren. An ech sinn dankbar fir all déi, déi dat gesot hunn. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt jiddwereen an deem Sozialdialog awer och muss akzeptéieren, datt mer eng Kéier mussen zu Decisioune kommen.

(Interruption)

Déi honorabel Madamm Hartmann huet op de Kompromëss an dem Sozialdialog gepocht. Ech wëll awer soen, datt grad och an deem Text, dee si zitéiert huet, nämlech dee vun der Regierung, vum Wirtschaftsminister iwwert d'Ëffnungszäite vun de Geschäfter, de Wirtschaftsminister deen Dialog geféiert huet, d'Gewerkschaften awer mam Resultat net d'accord sinn. A si soen also: „Dat ass keen Dialog, well mir hätte gär mat decidéiert."

Duerfir: De Fait, datt mer dialogéieren, ass wichteg, Dialog gehéiert zur Demokratie, de Sozialdialog gehéiert zur Demokratie, mee um Enn muss een entscheeden. An dat ass dat, wat dës Regierung wëllt maachen. Se huet et an deem Projet gemaach, wéi se et an anere mécht.

An déi aner Säit muss och nolauschteren. Ech liesen, datt opgrond vu menger Erklärung zur Lag vun der Natioun vun der Presidentin vun der gréisster Gewerkschaft gesot gëtt, datt nach ëmmer keng kloer Ausso do wär, datt d'Gewerkschaften d'Exklusivitéit bei Kollektivverträg géife behalen, en Zitat, dat ech op RTL liesen no menger Erklärung zur Lag vun der Natioun.

Ech kann Iech nëmme soen, datt mir à d'itératives reprises gesot hunn, datt d'Regierung net d'Exklusivrecht vun de Gewerkschafte bei Kollektivverträg ännert. Ech hunn dat gesot an Interviewen. An ech hunn et och geschriwwen als Äntwert op eng Question parlementaire vum honorabelen Här Engel, wou d'Regierung dat schrëftlech matgedeelt huet. Elo kann een ëmmer nach de Contraire soen. Mee et ass net d'Intentioun vun der Regierung, deen Artikel am Aarbechtsrecht ze änneren. An duerfir gehéiert och zum Sozialdialog, datt een deem aneren nolauschtert an datt en dat dann och akzeptéiert, wat gesot gëtt. Ech wëll et also hei nach eng Kéier soen, well ech et och gëschter an der Lag vun der Natioun gesot hunn.

Mir wëllen, datt eis Gesetzgeebung sech besser de Realitéite vun der aktueller Gesellschaft upasst. Eng Gesellschaft evoluéiert an da kënnen d'Texter net ëmmer déi selwecht bleiwen. An dat ass eis Aufgab.

An duerfir ass et fir eis och noutwendeg, nach eng Kéier ze confirméieren, datt d'Kollektivverträg ganz wichteg sinn, datt dat e wichtegt Instrument an den Hänn vun de Sozialpartner ass, mee datt Detailfroen an eisen Aen och musse kënnen an engem Betrib gereegelt ginn. Dat ass dat, wat mer am Koalitiounsaccord stoen hunn. An doriwwer schwätze mer. Mee dat wëlle mer och esou ëmsetzen.

Bei der Energie, wat e ganz wichtege Punkt ass, well dat ass och Deel vum Natur- a Klimaschutz, hu mer an deene leschte Méint vill gemaach. D'erneierbar Energie, hunn ech gesot, ass wichteg fir d'Leit a fir d'Betriber, well mer brauche propper Energie, mir brauchen och bezuelbar Energie, an duerfir iwwerhuele mer d'Netzkäschten. Duerfir hunn déi 150 Milliounen, wou de Moien hei eng Fro komm ass – ech weess net méi, vu wéi engem vun Iech déi Fro komm ass –, als Zweck, d'Netzkäschten ze iwwerhuelen an domadder kënnen d'Präisser ze diminuéieren.

Mee virun allem ass och wichteg, datt een nach eng Kéier bei den Énergies renouvelables gesäit, datt mer eng 50 Moossnamen decidéiert hunn, souwéi beim Logement, fir méi a méi séier erneierbar Energien ze produzéieren. An déi zoustänneg Ministeren, de Wirtschaftsminister an den Ëmweltminister, wäerten déi nach an deenen nächsten Deeg och der Ëffentlechkeet virstellen. Do ginn Neel mat Käpp gemaach. Do fuere mir virun. Do maache mer méi schnell, wéi dat bis elo de Fall war, well et eis noutwendeg schéngt, déi administrativ Hürden, déi do gi sinn, ze eliminéieren, fir do virunzekommen.

Bei der Defense wëll ech all deene Merci soen, déi d'Ënnerstëtzung ginn hunn, fir deen Effort ze maachen, dee keen einfachen Effort gëtt, deen och, an dat wëll ech och hei nach eng Kéier soen, en Effort wäert sinn, deen déi nächst Regierungen alleguerte wäert substanziell concernéieren, egal wéi se komposéiert wäerte sinn, well wann d'NATO um Sommet zu La Haye am Juni géing nei Ziler festleeën – a villes deit drop hin, datt se nei Ziler festleeë wäert –, da mussen déi ëmgesat ginn iwwert déi nächst, ech weess et net, fënnef bis zéng Joer, an dat wäert also eng gréisser Inzidenz op déi zukünfteg Budgeten hunn. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt all d'Parteie sech mat där Fro auserneesetzen, net nëmme fir wat déi Suen ausgi ginn. Et ass d'Aufgab vun der Defenseministesch, d'Chamber doriwwer ze informéieren. Iwwregens kënne mir dat net ganz aleng decidéieren, well d'NATO seet eis, a wéi eng militäresch Capacitéite mir mussen investéieren. Mir wäerten déi 2 % RNB ausginn ab Enn des Joers an natierlech dann all déi Joren duerno.

An nach eng Kéier: Et ass wichteg, an duerfir begréissen ech och dat, wat ënner anerem hei den Här Mosar gesot huet, datt déi Suen och zu engem Deel an d'Lëtzebuerger Ekonomie fléissen. Duerfir sinn all déi Initiative wéi Luxembourg for Defense an anerer extreem begréissenswäert. Duerfir hunn ech och gesot: Mir wëllen en zweete GovSat-Satellitt kafen. Mir wëlle méi bei Recherche an Developpement maachen, well déi Suen zu Lëtzebuerg bleiwen, mee natierlech zugläich der ganzer Sécherheetsdimensioun vun Europa och wäerten hëllefen.

Beim Mercosur-Agreement wëll ech nach eng Kéier soen, datt dat eng Decisioun ass, déi mer an der Regierung alleguerte geholl hunn. Et ass net esou, datt wann an der Zeitung eppes steet, dat onbedéngt richteg ass. D'Madamm Hansen selwer war ganz erféiert, wéi se dat am „Wort" gelies huet, well se war selbstverständlech dobäi, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn. Eise Punkt ass deen, an dat hunn ech och gëschter gesot, datt mir natierlech de Suerge vun de Bauere Rechnung droen, datt mer duerfir gesot hunn, datt elo nei Krittären do dra stinn, fir sécherzestellen, datt all déi Standarden och musse respektéiert ginn, wann do Importer gemaach ginn.

Ech wëll awer och soen, datt mir eis net kënne virstellen, datt elo an de Lëtzebuerger Metzlereien op eemol massiv Fleesch aus Latäinamerika wäert leien. D'Lëtzebuerger Fleesch huet esou eng héich Qualitéit a sou vill Leit wëlle regional a lokal Produkter kafen, datt déi Iddi, datt elo no deem Accord d'Butteker voll wäre mat latäinamerikaneschem Fleesch ..., datt mer net mengen, datt dat de Fall ass, weeder hei nach an eisen Nopeschlänner.

Mee mir hu gesot, datt wa mer géinge feststellen, datt dat awer anescht de Fall wär, mer do de Bauere wëllen hëllefen. Mee mir ginn net dovunner aus, datt dat de Fall ass. Mee generell awer gëllt: Mir musse realiséieren, datt wa ronderëm d'Marchéen zouginn – Amerika, d'Douanestariffer, a China war et nach ëmmer kompliзéiert eranzekommen, aner Marchéen ... –, da brauche mir iergendwou Plazen, wou mir eis Produkter, déi an Europa produzéiert ginn, och kënnen exportéieren. Sou vill Aarbechtsplazen an Europa hänken of vun dem Export, och hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn och Zulieferer vun aneren Entreprisen an Däitschland, a Frankräich, a vun do aus geet dat an d'grouss Welt. A wann déi Marchéen zouginn, dann, soen ech Iech, sti ganz vill Aarbechtsplazen an Europa op dem Spill.

A wat wichteg ass, ass, datt mer de Baueren entgéintkommen, datt mer de Baueren hëllefe mat manner Bürokratie. Dat maache se an Europa elo, dat mécht d'Lëtzebuerger Regierung ënnert der Ministesch Martine Hansen scho laang. An deen Dialog, intensiven Dialog, awer net nëmmen Dialog, mee och Ëmsetzung vu Moossnamen, wäerte mer mat de Baueren zu Lëtzebuerg weidermaachen.

Dëst ass eng Regierung, déi wëllt Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken. Dat ass fir eis keen eidele Saz. Dat ass fir eis: konkreet Moossnamen huelen, datt méi Logement geschafe gëtt duerch 100.000 Moossnamen, déi mer op de Wee ginn hunn, méi erneierbar Energien, geziilte Sozialpolitick, Aarmutsbekämpfung, déi scho staark ugefaangen huet an déi nach wäert weidergoen, méi Kafkraaft fir jiddwereen. Dat huet d'Regierung gemaach. Se fiert mat deem Programm weider, se lauschtert no, mee se decidéiert och a se handelt.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech hunn nach eng Rei Wuertmeldungen. Ech huelen un op Basis vum Artikel 40 (8), datt den Deputéierten ëmmer kann nom Regierungsmember schwätzen. Dir kënnt elo hei äntwerten, entweeder vum Riednerpult oder vun Ärer Plaz. Dat ass, wéi Der wëllt, Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech bleiwen hei.

M. Claude Wiseler, Président | Dir bleift hei stoen. D'Reiefolleg vun deenen, déi sech elo gemellt hunn, ass: d'Madamm Tanson, d'Madamm Bofferding, den Här Di Bartolomeo, den Här Marc Baum, den Här Sven Clement an den Här Franz Fayot. Ech ginn also elo der Madamm ...

(Interruptions)

Dat sinn déi Deputéiert, déi sech gemellt hunn. Ech fänken elo mat der Madamm Tanson un. Mee ech géing Iech bieden, well mer eng ganz Rei Leit sinn: Maacht net e ganz neien Discours an haalt Är Remarken esou kuerz wéi méiglech. Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, Här President, mee et sinn ... Dat ass an der Rei, Här President, mee mir brauchen awer elo e bëssen Zäit, well et sinn eng Rei Froe gestallt ginn, op déi keng Äntwerte koumen.

An ech verstinn, dass Der sot, Dir géingt déi generell Annoncë maachen, mee ech denken awer, dass mer, wa mer Iech Froe stellen, eis och kënnen erwaarden, dass mer scho konkreet Äntwerte kréien. Ech hat mer jo och extra d'Méi gemaach, Iech mäi ganzen Text ze ginn, wou déi Froen och drastinn. Voilà.

An dat dauert eeben elo e bësse méi laang. Mee dat hei ass eng wichteg Debatt. Et deet mer leed, dass Dir och hutt missen haut de ganzen Dag heibleiwen.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Nee, nee, dat brauch Iech net leed ze doen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mee dat gehéiert nun emol och dozou, dass mer heiansdo e bësse méi laang diskutéieren.

Bon, vläicht just virop: Dat mam Noah, mengen ech, hutt Der net verstan. Dat wonnert mech elo net, mee dat war net een, deen Iech haut geschriwwen huet, mee een, deen Iech vu méi wäit ewech geschriwwen huet an dee sech net Suerge mécht drëm, eng Wunneng ze kafen, mee dorëm, wéi de Planéit an 20, 30 Joer ausgesäit. Dat ass am Fong d'Suerg, déi mer hunn an op déi mer elo weeder gëschter nach haut wierklech eng Äntwert kruten. Mee dat ass fir de Kader.

Zu de Pensiounen. Dir verweist op d'OECD. Dir sot awer net, dass d'OECD am Fong och eng ganz konkreet Propos gemaach huet, an zwar déi, d'Cotisatiounen ze erhéijen. Dat ass am Fong eng vun deene Mesüren, déi am Raum stinn an déi an eisen Aen och méi generatiounegerecht gewiescht wier, op alle Fall méi wéi dat, wat Dir elo hei proposéiert. Well dat, wat Dir sot, dat ass u sech dat, dass een, deen haut 25, 30 Joer huet, egal wéi wäert eng Zäitche méi laang schaffe goen.

A meng Fro war konkreet de Mëtten: Vu wéi vill Joer schwätze mer? Elo ass 2,5 bis 3 Joer gesot ginn. Gëschter hunn ech iergendwou fënnef Joer héieren. Dat do sinn awer wichteg Saachen. Dat ass jo net anodin. Do kënnt Der net soen: Mir waarden elo bis virun der Summervakanz, bis d'Madamm Deprez an d'Kommissioun kënnt an Iech dat seet. Dat heescht: Wat schwieft Iech do genau vir? Bis wouhinner gi mer?

An dann déi Fro – an et deet mer leed, ech muss mech eng Kéier kuerz hei bei meng Dokumenter setzen –, déi vun dem progressiven Antrëttsalter, wou Der elo sot, jo, mee dat wier jo hei gesot ginn. A wann ech den Här Schockmel wier oder den Här Donnersbach, da wier ech awer elo e bëssen irritéiert, well ech hu mer dat elo extra nach eng Kéier ugekuckt. Déi hunn dat net esou gesot. Déi hunn am Fong dat gesot, wat mir alleguer gesot hunn, nämlech dass et wichteg wär, méi no dohinner ze kommen, bei de reellen Antrëttsalter. Awer eis schwieft do net eng Obligatioun vir. Dat ass jo och dat, wat ech Iech de Mëtte gesot hunn.

An da gesäit een awer hei eeben dat, wat ech Iech och gefrot hunn, wou ech elo keng Äntwert krut. Béid Riedner verweisen awer drop. Den Här Schockmel zum Beispill: D'Liewenserwaardung ass jo net fir jiddwereen d'selwecht, huet e gesot, ofhängeg vum Geschlecht a vum Secteur, an deem ee schafft. D'Fro vun der Penibilitéit, déi och den Här Donnersbach a senger Ried virun e puer Wochen hei virbruecht huet: Wat ass mat deene Leit, déi net wéi déi Leit, mat deenen Dir geschwat hutt, op d'Uni ginn an dann natierlech hir Studiejoren ugerechent kréien, mee déi mat 19, 20 Joer ufänke mat botzen? Wat ass mat deenen? Wat geschitt mat deenen? Kréien déi iergendeppes Spezielles ugerechent? Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass de System net ka sinn, dass déi dann duerno un hire Liewensjore verléieren.

Bon, an da bei de Kollektivverträg hat ech och nach eng konkreet Fro: Wat ass dann elo d'Propos? Dir sot, dat, wat d'Madamm Back verstanen huet, wat ech d'ailleurs och verstanen hunn, wär net dat, wat Der gesot hutt. Mee wat wëllt Der dann? A wéini kënnt deen Text?

A meng lescht ganz prezis Fro ..., oder ech hunn nach zwou ganz prezis Froen, déi ech Iech och gestallt hat. Déi eng ass déi: Dir schwätzt vun Honnertdausende Mesüren, hutt Der elo grad gesot, déi Der am Logement gemaach hätt. Ech ginn dovunner aus, dass dat e Lapsus war, mee mir vermëssen hei zu e puer déi Mesüren, déi géint d'Spekulatioune virginn, déi Der d'lescht Joer annoncéiert hat, wou Der d'lescht Joer eng Timeline genannt hutt. Ech hunn Iech de Mëtteg gefrot: Wou sinn déi Amendementer drun? An ech wär immens frou, wann Der eis elo kéint soen, dass dorun äifereg geschafft gëtt an dass och do déi Amendementer an deenen nächste Wochen op den Dësch géinge kommen, well mer do eng ganz, ganz grouss Noutwendegkeet gesinn.

An déi lescht Fro, déi ech Iech gestallt hat, dat war déi vun den Netzkäschten, ob dat mat Bréissel ofgeschwat wier. Dat wier déi aner Fro.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, ben. Also ech versichen, op déi Froen och Äntwerten ze ginn, en l'absence a sous réserve vun de Prezisioune vun den eenzelne Fachministeren awer.

Zu de Pensiounen. Ech wëll preziséieren, fir d'éischt emol nach eng Kéier, datt 65 Joer ëmmer d'Limitt bleift. Dat heescht, mir versichen also, d'Leit progressiv vun haut 60 op 65 ze bréngen, onofhängeg vun der Liewenserwaardungsremark, déi ech virdru gemaach hunn. An dat maache mer, andeem mer also alljoers ab vläicht 2030 dräi Méint bäisetzen. Duerfir ass d'Limitt vun deem ..., och deen, deen haut ... Egal wéi al en ass, et geet ni iwwer 65. An deen, dee méi jonk ass, wäert duerch deen Dräiméintsystem e bësse méi laang kommen, mee dat hält ëmmer op bei 65 Joer.

A mäi Beispill vun deenen 2,5 Joren – 2,9, mengen ech, ass et –, dat war fir een, deen elo ongeféier 45 Joer huet. Dee misst no dësem Calcul, an à supposer, datt et 2030 ufänkt, zwee an en halleft Joer méi schaffen. Wann deen haut mat 60 geet, géing dee mat 62 goen. Dat ass e graffe Calcul. Leet mech elo net op de Millimeeter genee fest. Mee dat ass e graffe Calcul, fir Iech ze soen, wéi dat mat deenen dräi Méint geduecht ass.

Firwat hu mer net dat, an deem Stadium, wou mer elo sinn, vun de Cotisatiounen zréckbehalen, wat d'OCDE proposéiert? Aus e puer Grënn.

Deen éischten ass: D'Leit hätte gär, an dat hu se och kloer gesot, och bei de Walen, datt se manner Steiere bezuelen. Da setze mer dach net d'Steier erof an deen Dag duerno huele mer déi Suen erëm ewech mat enger Cotisatiounserhéijung. Dat ass dat éischt Argument. Mir sinn ugetrueden, fir datt d'Leit méi Netto vum Brutto hätten, dat hunn der e puer heibanne gesot. Dann huele mer hinnen déi Suen dach net erëm direkt ewech.

Zweetens, vu den Dräierfinanzement, wann een d'Cotisatioune géing héijen, dann ass dat eng Belaaschtung och fir d'Ekonomie. Dat heescht, d'Betriber hätte méi Belaaschtung, wéi se dat elo hunn, wären also par rapport zu Däitschland, Frankräich manner kompetitiv. A mir wëssen elo schonn, datt a verschiddene Secteure Problemer vu Wettbewerbsfäegkeet par rapport zum Ausland bestinn.

An deen drëtte Punkt ass deen, datt och de Staat muss contribuéieren. Or, de Staat muss déi Suen dann och erëm iergendwou huelen, well en huet schonn elo nei Ausgaben, en huet eng Finanzsituatioun, déi et net erlaabt, och nach dauernd zousätzlech strukturell Depensen ze maachen. An duerfir hu mer fonnt, datt de Wee vun der Dräierfinanzéierung vun de Cotisatiounserhéijungen net deen ideale Wee wär, aus deene Grënn, déi ech Iech elo genannt hunn.

Da wëll ech soen, datt Är Fro betreffend d'Retraite, de progressiven Antrëttsalter, dat hunn ech a menger Ried gesot, ...

(Interruption)

... dat wëlle mer aféieren, well mer mengen, datt dat e gudde Wee wär, datt et méi Leit géing ginn, déi eng Retraite progressive wëllen, wat also heescht, datt een e bësse méi laang schafft, zum Beispill bis 62 Joer, mee vu 60 bis 62 net méi voll schafft, also nach e bësse Pai kritt, e bësse Pensioun, nach e bësse cotiséiert. Dat heescht also en ofgestuufte System, deen, menge mer, géing de Leit hëllefen an dem Finanzéierungssystem hëllefen. An do musse mer d'Detailer nach kucken.

An dann e wichtege Punkt, deen Der opgeworf hutt, deen och de Moien an der Ried vum honorabelen Här Spautz war, e ganz wichtege Punkt, dee mir och ganz um Häerz läit: Et ass evident, et schéngt mer evident ze sinn, datt ee fir kierperlech ganz schwiereg Beruffer muss eng Sonderreegelung fannen. Déi Penibilitéit ass vläicht schwiereg ze definéieren, well wien definéiert dat? Mee dat ass am Ausland ..., do gëtt et Weeër. Mee et ass evident, datt d'Regierung do och wäert de Krittär vun der Penibilitéit berücksichtegen.

Bei de Kollektivverträg ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Bis wivill Joer? Dir schwätzt ëmmer vun deenen zwee an engem hallwen an deenen dräi, mee dat ass e Rechebeispill. Bis wouhinner gitt Der? Dat war d'Fro.

(Interruptions)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, bis max...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, net bis ... Nee, bis wivill Joer Cotisa... Wivill zousätzlech Joer kommen derbäi? Mir wëssen, dass mer bei deene 65 Joer bleiwen. Mee wat ass de Maximum, deen derbäikënnt bei Ären Dräiméintphasen?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo, dat hänkt jo ganz vun der Situatioun of vun der eenzelner Persoun. Duerfir hunn ech och hei mäi Beispill ginn. Et kann ee mat ...., deemno a wéi enger Situatioun een ugefaangen huet. Mee dat kann, géing ech soen, – maximal awer fir déi, déi eréischt ufänken, mee dat muss een nach eng Kéier ausrechnen –, maximal bis zu fënnef Joer féieren. Mee et ass also net, datt elo jiddwereen ... Dat wëll ech hei awer nach eng Kéier soen: Et ass net, datt jidderee muss fënnef Joer méi laang schaffen.

(Interruptions)

Deen Dialog ... Wa se net d'Retraite progressive huelen an a Berücksichtegung vun hire Studiejoren, déi an deene meeschte Länner ofgeschaaft gi sinn. An déi Jonk ginn och, nach eng Kéier ... Also ech schwätze jo vill mat Jonken.

(Interruption)

Ech hu Kanner an deem Alter, ech schwätze mat deenen hire Frënn. Déi gesi ganz gutt, datt si vill méi al gi wéi hir Grousselteren. An ech hunn d'Chance, souguer nach meng Elteren ze hunn, dat heescht déi sinn och scho méi laang an der Pensioun wéi se schaffen. Dat heescht et ass en Debat, deen heibannen an dobaussen heiansdo anescht geféiert gëtt. Dat wëll ech och soen. Natierlech, wann Dir d'Leit an engem Sondage frot, ob se léiwer éischter an d'Pensioun ginn, dann ass et natierlech normal. Déi meescht Leit, wann Der déi an engem Sondage frot, ob se och géingen eng Pai kréien, ouni ze schaffen, géingen och Jo soen.

Duerfir, ech wëll, datt deen Debat hei seriö geféiert gëtt.

(Interruption)

A mir wëllen ... Dach, well de Moien hunn der e puer gesot, et wär an engem Sondage erauskomm, d'Leit géingen net wëlle méi laang schaffen. Dat ass natierlech evident. Hei geet et drëm, datt de Finanzéierungssystem à la longue och ka fonctionéieren. An datt een do ënnerschiddlech Meenungen huet, dat respektéiere mer. Mee mir wëllen deen Debat féieren.

Bei de Kollektivverträg wëll ech der Madamm Tanson soen, datt mer am Gespréich sinn. Ech wëll och soen, datt déi Gespréicher, déi Sozialronn, dat wëll ech och allen Deputéierten heibanne soen, dat si keng Gespréicher, déi ech aleng geféiert hunn. Do war de Wirtschaftsminister Lex Delles derbäi an den Aarbechtsminister Georges Mischo. Dat heescht, dat waren intensiv Gespréicher mat méi Regierungsmemberen. A mir sinn do am Gespréich.

Mee wat ass d'Thematik? Just fir datt och d'Leit dobaussen dat verstinn: D'Gewerkschafte soen, et muss integral bei deem aktuelle Gesetz vum Kollektivvertrag bleiwen, mat all deene Punkten, déi do dran opgeféiert sinn. An zougläich stelle mer fest, datt awer net esou vill Kollektivverträg gemaach ginn, well ganz vill Betriber soen: „Et steet esou vill am Aarbechtsrecht, datt mir net d'Plus-value vun engem Kollektivvertrag gesinn."

An duerfir hu mir gesot: Kann een dann net kucken, dat méi attraktiv ze maachen, wann een nëmmen iwwer eng Rei Punkten diskutéiert? An doriwwer si fir de Moment ënnerschiddlech Point-de-vuen an doriwwer ginn déi Gespréicher weider.

D'Fro ass also: Wéi mécht een dat, wann ee wëllt méi Kollektivverträg kréien? Or d'Betriber ... Wéi gesot, mir hunn en Aarbechtsrecht, dat ganz anescht ass wéi a villen anere Länner. A villen anere Länner, wou et vill méi Kollektivverträg gëtt, steet vill manner am Aarbechtsrecht. An doduerch ass d'Mass fir ze negociéiere méi grouss. Am Lëtzebuerger Aarbechtsrecht, dat e ganz modernt Aarbechtsrecht ass mat ganz ville Schutzklausele fir d'Arbeitnehmer, ass manner Sputt, géif ech soen, fir Kollektivverträg. An duerfir hu mir en Niveau vu Kollektivverträg, ronn 50 %, 60 %, dee manner héich ass. An doriwwer diskutéiere mer: Wéi kann een dat da maachen, datt dat méi attraktiv gëtt, fir datt och méi Entreprisen oder Secteure gesinn, datt se dat solle maachen?

Mee vill soen der: „Wa mir iwwert déi 13 Punkten do musse mat de Gewerkschaften diskutéieren, dat bréngt eis net ganz vill." An do komme mer fir de Moment net weider, mee mir sinn am Gespréich.

Dann d'Mobiliséierungssteier. Dat ass en Text, deen déi viregt Regierung op de Wee bruecht huet, mee deen esou rejetéiert ginn ass vum Staatsrot, mat esou villen Oppositiounen, datt en duerfir komplizéiert ass ze maachen. An Dir kennt deen Text besser, well et war ee vun där viregter Regierung. Déi viregt Regierung huet en net duerchkritt.

Dës probéiert, en duerchzekréien. An ech hu gëschter a menger Ried gesot, datt mer an dësem Joer déi Änneringe géinge proposéieren, fir datt d'Chamber an de Conseil d'État kënnen doriwwer diskutéieren.

Dat lescht bei den Netzkäschten: Mir ginn dervun aus, opgrond vun eise juristeschen Analysen – net eisen, mee deene vum zoustännege Ministère –, datt dat kompatibel ass mat dem europäeschem Recht.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Dann huet d'Madamm Bofferding d'Wuert, wannechgelift.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech haken do a bei de Froe vu menger Virriednerin zur Pensioun.

Här Minister, Dir hutt elo grad gesot, Dir bleift bei 65 Joer, progressiv eropgoen. Mee sidd Der Iech bewosst, wann Der dat dote maacht, dass dat am Endeffekt eng Obligatioun ass fir d'Leit. Déi sinn obligéiert ze cotiséieren. Hei geet et net ëm d'Karriärsjoren. Ech mengen, Dir verwiesselt do heiansdo déi zwou Saachen. Hei geet et drëms, dass Leit méi musse cotiséieren, ergo och méi laang musse schaffe goen.

A sidd Der Iech bewosst, dass Der trotzdeem domadder un de Generatiounevertrag fréckele gitt? Dee Generatiounevertrag, deen eis jo awer de Fridden zwëschent de Generatioune bruecht huet, wou och eng Akzeptanz ass. An elo gitt Der dohinner an Dir gitt just déi Aschnëtter bei eng Säit maachen, bei déi Jonk. Sidd Dir Iech däers bewosst, dass Der hei déi Jonk géint déi manner Jonk ausspillt?

An da sot Der ëmmer, deenen, déi aktuell eeben an der Pensioun sinn, an deenen, déi kuerz virun der Pensioun sinn, géif näischt geschéien. Da wäert Der warscheinlech soen: „D'Detailer kritt Der nach erkläert. Dat wäert Der alles gesinn." Mee trotzdeem, well Der dat permanent ëmmer als Argument bréngt: Wie sinn déi Leit kuerz virun der Pensioun? Ech mengen, do sidd Der eis och eng Äntwert schëlleg.

An dann hunn ech nach eng Fro, well et mech e bëssen irritéiert huet. Dir hutt gesot, Dir géift Iech freeën op d'Debatt mat de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger. Wéi ass dat ze verstoen? Also Dir wësst schonn, dass mer Pensiounen och un d'Netlëtzebuergerinnen an Netlëtzebuerger hei am Land ausbezuelen? Do hutt Der Iech vläicht e bëssen ongléckelech ausgedréckt. Op alle Fall huet dat mech elo e bëssen irritéiert. Dat zu de Pensiounen.

An da kommen ech och nach eng Kéier op d'Kollektivverträg zréck. Dir hutt nämlech dat hei gëschter gesot: „Dat weist och, dass de Kollektivvertrag e wichtegt Instrument an eisem Aarbechtsrecht bleift an e wichtegt Instrument an den Hänn vun de Gewerkschaften." An effektiv, d'Exklusivitéit hutt Der gëschter erwäänt. Dat steet net an Ärem Skript, dat ass an der Rei. An da sot Der weider: „Gläichzäiteg sollen d'Accorden um Niveau vum eenzelne Betrib eng erweidert Roll kréien, fir Detailer reegelen ze kënnen, déi der Realitéit vum jeeweilege Betrib a Salarié entspriechen."

Nach eng Kéier: Wat mengt Der domadder? Dat heescht am Endeffekt awer näischt aneres, wéi dass eng Beleegschaft ka mat dem Patron en Accord aushandelen ouni d'Gewerkschaften. Dir gitt awer d'Kollektivverträg verwässeren.

An d'Fro hannendrunner: Mengt Der – Dir hutt elo grad nach iwwert d'Attraktivitéit vun de Kollektivverträg geschwat –, wann Der verwässere gitt a wann Der et esou wäit opmaacht, dass dat da weider dozou wäert féieren, dass mer méi Kollektivverträg hei am Land kréien?

Dann ass meng aner Fro nach hannendrunner: Wat ass Äert Zil? Hutt Der wëlles, manner Kollektivverträg ze kréien? Oder wëllt Der gäre méi Kollektivverträg kréien? Wat ass do genau Äre Plang?

An da just eng Remark, déi ech mer elo net ka verknäifen, wou Der elo gesot hutt, dass Der Iech an der Regierung eens gewiescht wäert, wéi Mercosur diskutéiert ginn ass. Do stellen ech just fest, dass dat elo den zweete Minister ass, dee schéngt Problemer mat de Journalistinnen an de Journaliste vum „Wort" ze hunn, dass Der do ëmmer erëm falsch zitéiert gitt. Op alle Fall, wéi mer den Artikel gelies hunn, mengen ech, kann een net grad soen, dass do, jo, dass elo de Journalist erëm Schold ass. Mee mir huelen awer zur Kenntnis, dass, wann Dir iergendwéi schéngt Knaatsch an der Regierung ze hunn, et dann herno ëmmer d'Press ass, déi schold drun ass.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Also ech fänken hannen un. Ech muss Iech soen, datt dës Regierung op eng extreem agreabel a kollegial Aart a Weis fonctionéiert. Et ass och vläicht méi einfach zu zwee wéi zu dräi, duerfir ass se total alignéiert op hire Positiounen. A selbstverständlech, sou wéi och wéi Dir an der Regierung waart, gëtt iwwer Sujeten diskutéiert an da kënnt aus deenen Deliberatiounen eng Konklusioun eraus, an déi dréit all Minister an der Regierung mat.

A wéi gesot, d'Madamm Hansen war erstaunt, wéi se dat gelies huet, a si huet och gesot, si géif dat op där zoustänneger, op där relevanter Plaz och nach eng Kéier preziséieren. Also, do gëtt et keng Divergence de vue.

Mee et ass ganz normal, an dat wësst Dir als fréier Ministerin, datt an enger Regierung och jiddweree sech och fir säi Secteur asetzt, an dat éiert déi zoustänneg Ministeren. An da muss een dat alles zesummebréngen an dann hëlt d'Regierung eng Decisioun. Sou ass dat iwwregens net nëmmen an der Regierung, sou ass dat och an enger Fraktioun, sou ass dat an engem Club, an dat ass also näischt Exzeptionelles.

Zu de Kollektivverträg. Ech huelen Är Froe vun hannen no vir: Eist Zil ass kloer, méi Kollektivverträg ze maachen. Dat steet och an där Direktiv, déi zwar virum Europäesche Geriichtshaff ugefecht gëtt – do weess ech net, ob se do iwwerlieft oder net –, mee eist Zil ass schonn, méi Kollektivverträg ze kréien. Ech wëll just soen: Déi entsteet och aus enger Logik aus Länner, wou e ganz anert Aarbechtsrecht ass. Mir wëllen also méi Kollektivverträg kréien.

E Gewerkschaftler huet mer deslescht da gesot: „Dee beschte Kollektivvertrag ass zu Lëtzebuerg den Droit du travail." Eise Code du travail, deen effektiv ganz gutt ass, ganz vill Detailer dran huet. Mee mir wëllen also kucken, wéi een dat ka maachen, datt et zu méi Kollektivverträg kënnt. An duerfir d'Fro: Muss een alles vun deenen 13 Punkten – ech mengen, et sinn der 13, mee ech si jo net Aarbechtsminister – dora reegelen?

An déi aner Fro, déi Der do hat: Ech menge schonn, och aus menger Liewenserfarung, datt et Punkte gëtt, déi een am einfachsten an engem Betrib reegelt. Wann een iwwert ... Et gëtt Punkten iwwert d'Pausen, ech weess et net, déi een an engem Betrib wëllt organiséieren, oder aner méi praktesch Punkten, déi jee no der Gréisst vum Betrib, jee no der Aktivitéit vum Betrib vläicht besser kënnen am Betrib gereegelt ginn oder ganz gutt kënnen am Betrib gereegelt ginn a wou een net onbedéngt e Kollektivvertrag brauch.

Mee nach eng Kéier, et ass net u mir als Regierungschef, dat ze verhandelen, dat ass d'Aufgab vun deenen zoustännege Greemie vum Sozialdialog, déi sech mat deenen Texter wäerte befaassen.

Souwäit ech weess, ass fir de Moment nach guer keen Text do, mee den Aarbechtsminister ass am Gespréich mat de Gewerkschaften, zum Deel mam Wirtschaftsminister zesummen, fir ze kucken, wéi een do ka weiderkommen. Mee fir de Moment ass et en Dialog, wou een deem aneren nolauschtert, mee wou et schwiereg ass, d'Enner beieneenzebréngen. An dat ass bei esou engem Theema och vläicht net anormal.

Da war Är Fro iwwert d'Generatiounen. Jo, ech deelen net déi Meenung, datt mir hei de Generatiounekontrakt a Fro stellen. Et ass en fait genau dee selwechte System wéi elo. Mir adaptéieren e just. Nach ëmmer hu mir en Umlageverfaren, contrairement zu villen anere Länner, déi e Kapitalisatiounssystem hunn.

Déi, déi elo schaffen, bezuelen d'Pensioune vun deenen, déi an der Pensioun sinn. Dat ass e System, deen esou wäert weiderlafen. Wann déi, déi elo schaffen, eng Kéier d'Pensioun hunn, da bezuelen déi Jonk. An dat Eenzegt ass, fir ze kucken, datt mer déi Finanzéierung iwwert déi nächst Joren – ech hu gesot, grosso modo fir déi nächst 15 Joer – assuréiert kréien, well villes hänkt jo och vum Wirtschaftswuesstum of, dee mer net kenne fir déi nächst 15 Joer.

An derbäi kënnt ... an dat ass och net ganz anescht, an dofir hunn ech och dat gëschter rappeléiert, derbäi komme jo och do opgrond och vum Wirtschaftswuesstum déi Mesüren, déi mer an der Pensiounsreform 2012 geholl hunn an enger anerer Koalitioun. Ech mengen, dat war ..., ech mengen net: Dat war eng CSV/LSAP-Koalitioun. A mir hunn, dës Regierung huet gesot, mir bleiwe bei där, wou jo och gesot gëtt, wat geschitt, wann eng Kéier, an dat ka geschéien an dëser Legislaturperiod, d'Einname manner héich si wéi d'Ausgaben.

An alles dat ass keng Afrostellung vum Generatiounekontrakt. Et ass fir sécherzestellen, datt de System och à la longue weider fonctionéiert. Dat ass eist Zil. Et wär méi einfach, näischt ze maachen, mee mir wëllen net an e puer Joer dostoen an da gëtt gesot ..., da kréie mer e Bréif vum Noah an da seet deen, mir hätten dat net gemaach.

A mir wëllen elo op d'mannst fir déi nächst 15 Joer dee Problem och upaken an duerfir eis Propositiounen. Wéi gesot, dat sinn déi éischt Richtungen an déi wäert d'Ministesch mat eis, mat der Chamber, mat de Sozialpartner a mat dem Public diskutéieren.

Wann ech gesot hu „mat de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger" ass dat selbstverständlech mat der ganzer Populatioun, wëssend allerdéngs och, datt d'Komplikatioun nach do derbäikënnt, datt mer zu Lëtzebuerg eng atypesch Situatioun hunn, datt ganz vill vun de Leit, vun de Salariée hir Pensioun och net wäerten zu Lëtzebuerg liewen, well mer eng – gottseidank! – ganz diversifiéiert Beleegschaft an dem Privatsecteur zu Lëtzebuerg hunn. Mee selbstverständlech betrëfft dat souwuel d'Lëtzebuerger wéi d'Netlëtzebuerger.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Di Bartolomeo, wéi gesot, probéiert, kuerz ze sinn, och wann et schwéierfält.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Merci, Här President. Ech sinn eigentlech ganz frou, dass de Premierminister un déi gemeinsam Zäit an der Regierung erënnert huet an och un d'2012er Reform.

Ech wëll just soen, dass mer eis eens sinn, dass et keng Doudsënn ass, ze froen, dass, wann ee méi al gëtt, wann een dat kann, een och méi laang schafft. Mee, an dat ass dee groussen Ënnerscheed: An der 2012er Reform war dat op Fräiwëllegkeet opgebaut, verbonne mat enger seriöer Politick, fir de Leit och de Maintien dans l'emploi ze erméiglechen.

Bei Iech gëtt et eng Zwangsmoossnam. Et gëtt eng Zwangsmoossnam! Et huet een net méi d'Méiglechkeet, ze soen: „Ech ginn éischter an d'Pensioun, quitte dass ech e bësse manner Pensioun kréien." Ech gi gezwongen, bei 10 Joer, déi mer nach ze schaffe bleiwen, zwee an en halleft, bei 20 Joer, déi mer nach iwwreg bleiwen, 5 Joer méi ze schaffen. An Dir kënnt dat dréien a kéieren, wéi Der wëllt: Dat ass dee groussen Ënnerscheed zwëschent eis.

An do hutt Dir Är Meenung geännert, net mir, well Dir waart mat deem Fräiwëllege-Prinzipp d'accord. An et ass och net esou, dass dee Fräiwëllege-Prinzipp näischt bruecht huet. Mir sinn an der Zwëschenzäit vun engem Duerchschnëttspensiounsalter vun 59 op 61 eropgaangen. Et kann een also net soen, dass déi Reform do näischt bruecht huet.

An da sot Der, Här Premierminister, mir géifen näischt un de Studiejoren änneren. Wa mer awer, an dorëm geet et jo, déi effektiv Versécherungszäiten zwangsweis erhéijen, ma da sinn d'Studienzäite manner wäert. Da sinn d'Studienzäiten, déi Der gewäert, manner wäert! An dat musst Der och esou kënne soen.

Also hei war et ..., an dofir, Här President, frot mech elo net, fir eng Fro ze stellen.

(Hilarité)

Hei war et zwëschent enger Froestellung an engem Fait personnel, well den Här Premierminister mech mat mengen Aussoe konfrontéiert huet, déi ech emol gemaach hunn. An zu deene stinn ech. An ech stelle fest, dass den Här Premierminister net méi zu där Politick steet, déi e mat mir zesumme gemaach huet.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo keng Fro, effektiv. E Kommentar. Den Här Premier kann eppes soen, muss awer net.

Da géif ech deem nächsten, deen d'Wuert gefrot huet, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien! Qui ne dit mot, consent.

M. Claude Wiseler, Président | ... d'Wuert ginn. Dat ass den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hätt och e puer Remarken a vläicht och déi eng oder aner Fro un de Premierminister. Fir d'alleréischt sinn ech emol dankbar. En huet mech als Beispill geholl, wéi et géif fir mech ausgesinn, wann déi dote Reform 2030 géif gräifen. Ech si 46 Joer al. Dat géif een net soen, ech weess ...

(Hilarité)

Mee fir mech géif et da bedeiten, datt ech bis elo de Choix hat, mat 60, mat 61, mat 62, mat 63 oder mat 64 an d'Pensioun ze goen. Wann ech mat 60 an d'Pensioun gaange wier, dann hätt ech e bësse manner Pensioun erauskritt. Wann ech mat 65 an d'Pensioun gaange wier, hätt ech méi Pensioun erauskritt. Et wier also mäi Choix gewiescht. Wann ech Iech richteg verstanen hunn, da bedeit et elo, datt de Choix, deen ech hunn – an ech sinn elo nach een, dee 15 oder an deem Fall 17, 18 Joer virun der Pensioun ass –, net an engem Zäitraum vu fënnef Joer ass, mee dee Choix gëtt nach reduzéiert tëschent 62,5 a 65 Joer.

All déi Leit, déi nach méi jonk si wéi ech – meng Nopesch, vis-à-vis, hei gëtt et ganz vill Leit, déi ënner 40 sinn –, fir déi bedeit et, de Choix ass dann iergendwann tëschent 64 a 65, iergendwann tëschent 64,5 a 65 an iergendwann ass dee gréisste Choix an déi gréisste Fräiheet, wann ee keng méi huet. Nämlech mat 65, a soss geet et net.

Ech mengen awer och am Verdacht ze hunn, datt Der – an den Här Di Bartolomeo huet et ugedeit – deelweis Stagezäite mat effektive Cotisatiounszäite verwiesselt.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mee do waarde mer dann op Detailer.

Eppes, wou ech awer wierklech wëll richtegstellen, dat ass d'Argument vun der Liewenserwaardung. Jo, et stëmmt: Op déi lescht 50 Joer ass d'Liewenserwaardung ëm 13, 14 Joer geklommen. Dat huet domadder ze dinn, datt an deene meeschte westeuropäesche Länner d'Liewenserwaardung an de Joren 1960 bis 1980 ëm de facteur 0,3 pro Joer gewuess ass, an de Joren 1980 bis 2000 ëm de facteur 0,2 pro Joer, an an den 2000er bis 2020er just nach ëm de facteur 0,1. Dat heescht, mer hunn eng degressiv Progressioun vun der Liewenserwaardung. Doriwwer hu mer och an den Experteronne geschwat. Souguer ass et esou, an et ass dee Moment gesot ginn, dat wier Covid: A verschiddene Länner gëtt et eng regressiv Tendenz, wat d'Liewenserwaardung ugeet. Dat heescht elo déi lescht 50 Joer einfach elo linear weiderzerechnen op déi nächst 50 Joer an dat als Basis ze huele vun där doter Reform, dat ass, mengen ech, wierklech en intellektuelle Feeler, deen ee mécht. Dat ass en Denkfeeler, deen ee mécht. A virun allem, well dat ass jo awer d'Haaptbasis vun Ärer Argumentatioun, firwat dat esou misst geännert ginn.

Dir hutt gesot: „Jo natierlech, wann ee freet: ‚Wëllt der méi laang schaffen?', da seet jiddwereen Nee." Nee, et ass net ganz richteg. Et ass gefrot ginn: „Wann Der de Choix hutt, méi laang schaffen ze goen oder méi Cotisatiounen ze bezuelen." Da soen och Jonker: „Mee da bezuelen ech éischter léiwer méi Cotisatiounen." Dat ass d'Froestellung an den demokratesche Vott, dee getraff ginn ass.

Ech widderhuelen déi Fro, déi ech virdrun dem Fraktiounspresident vun der CSV gestallt hunn. Vläit sidd Der do op enger Linn: Déi Reform hei, déi betrëfft jo, huelen ech un, net nëmmen d'Privatversécherung, ...

(Interruption)

... also net nëmmen de Secteur privé, mee et ass eng Versécherung, déi de ganze System an eist ganzt Land englobéiert, also och d'Fonction publique. Hunn ech dat richteg verstanen? Dat wier meng Fro.

Une voix | Jo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Da just zwou kleng Remarken zum Sozialdialog. Jo, Sozialdialog an Tripartitten hunn an der Vergaangenheet, an duerfir war et en Erfollegsmodell, ëmmer esou funktionéiert, datt zwou Säite komm si mat Maximalfuerderungen, d'Regierung hat och eege Virstellungen, an et ass negociéiert ginn a jiddweree vun deenen zwou Säiten huet eppes kritt an huet awer och e bësse Waasser a säi Wäi schëdde mussen. Firwat et elo net méi funktionéiert, ass, well d'Regierung sech quasi op d'Maximalfuerderunge vun där enger Säit drop setzt an iwwerhaapt kee Sputt méi do ass fir ze negociéieren. An dat ass de Problem, firwat den Tripartittmodell ënner Ärer Regierung an ënner Ärer Verantwortung dee groussen Hick huet, deen en aktuell huet.

An eng lescht Remark, wat d'Kollektivverträg ugeet. Ech weess net, ob Der dee Moment schonn dobanne war, wou ech dat gesot hunn. Effektiv hutt Der gesot, dat exklusiivt Recht géif bei de Gewerkschafte bleiwen. Dir hutt dat och schonn an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier gesot. Ären Aarbechtsminister ass do e bëssen anescht: Dee seet emol eng Kéier esou, emol eng Kéier esou. Mee Dir hat do effektiv, zumindest an deene leschte Méint, eng relativ kloer Positioun.

De Problem ass awer, datt wann dat, wat an de Kollektivverträg verhandelt gëtt, seng Envergure verléiert, jo, mee da sinn d'Kollektivverträg manner wäert an dann ass och d'Exklusivrecht vun de Gewerkschafte manner wäert. An dat ass genau de sprangende Punkt. An ech hoffen, datt d'Regierung bereet ass, dee Sprong ze maachen, fir dat anzegesinn a fir d'Recht. Well et ass jo elo trotz Kollektivvertrag scho méiglech, punktuell betriblech Accorden ze fannen. Dat ass och elo innerhalb vum Kollektivvertragssystem méiglech.

Duerfir géif ech der Regierung wierklech do mat op de Wee ginn, awer bei deem ze bleiwen, wat mer hunn, eventuell am Accord mat deenen zwou Säiten – an do gëtt et Elementer, déi ee sécher verbessere kann –, mee awer net un d'Substanz vun deem ze goen, wat de Sozialmodell an deen Erfollegsmodell ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat war keng Fro.

M. Marc Baum (déi Lénk) | D'Fonction publique.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo. 1999 huet dëst Haus eng Reform gestëmmt, déi déi zwee Regimmer mat enger laanger Iwwergangsperiod beienee bruecht huet. An duerfir ass et evident, datt Ännerungen an deem neie Regimm – och déi hei Moossnamen oder och déi aner Moossnamen – selbstverständlech all d'Leit d'nämmlecht wäerte betreffen, well de Regimm zënter 1999 deen nämmlechten ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Här Clement, och Dir kuerz, wann Der wëllt.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech wëll u sech nach eng Kéier op eppes Änleches agoe wéi mäi Virriedner, de Marc Baum, nämlech op d'Liewenserwaardung. Dir hutt elo hei déi heite Pensiounsreform an de Kontext gesat vu Liewenserwaardungen aus de 70er-Joren. Ech stellen awer fest – an Dir hutt et selwer ganz am Ufank gesot an dunn hunn ech mech eréischt gemellt –, datt Der 2012 Deel vun enger groussherzoglecher Regierung waart, déi zesumme mat Ärem Kolleeg, dem deemolege Minister Mars Di Bartolomeo, eng Pensiounsreform gemaach huet.

A wann een eng Kéier kuckt, wéi sech d'Liewenserwaardung zënter 2012 entwéckelt huet, dann hu mer ganz genau 1,1 Joer Liewenserwaardung bäigesat. Dir kommt awer elo mat enger Reform, déi hei potenziell fënnef Joer méi Cotisatiounsjore fir verschidde Leit bedeit. Do stellen ech mer da schonn d'Fro, wat fir Iech, an dofir d'Fro dann och ganz konkreet: Wat huet fir Iech an där Iwwerleeung zanter 2012 op haut geännert, datt Der elo sot, 1,1 Joer Liewenserwaardung méi géif bis zu fënnef Joer méi Cotisatiounsjore verlaangen? Dat ass dat Eent.

An dat Zweet ass – ech hat dat och a menger Ried ugeschwat – de Generatiounevertrag. Dir hutt gëschter an Ärer Ried skizzéiert, wéi déi Cotisatiounsjoren an d'Luucht ginn. Dat ass eppes, wat integral vun deene gedroe gëtt, déi ufänke mat schaffen, déi vläicht säit Kuerzem schaffen. Gläichzäiteg sot Der an Ärer Ried: „Mir protegéieren oder mir garantéieren d'Pensioune fir déi nächst 15 Joer." Dat heescht déi Leit, déi elo finanzéiere mussen, andeem se elo schonn akzeptéieren, méi Cotisatiounsjoren ze hunn, cotiséieren u sech wärend enger Period, wou se nach guer net d'Garantie hunn, datt dat, firwat se elo musse méi laang cotiséieren, iwwerhaapt eng Kéier zum Schluss kënnt. An dofir meng Fro: Gëtt et nach weider Iwwerleeunge, fir zumindest dee Generatiounevertrag, deen awer déi lescht Joerzéngte gegraff huet an domadder jiddwereе mat an d'Boot geholl huet, droen ze loossen, oder ass hei wierklech d'Pist: Déi Jonk, déi solle wannechgelift elo méi laang cotiséieren an awer nëmme 15 Joer Garantien hunn?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, mir sinn hei an enger Debatt iwwert d'Erklärung zur Lag vun der Natioun. Mir sinn net an enger Debatt iwwert e Projet de loi iwwert d'Pensiounen. An duerfir gëtt et selbstverständlech ganz vill Froen, déi d'Regierung amgaangen ass ze kucken an der Elaboratioun vun deene Projeten, déi d'Madamm Minister Deprez wäert maachen an dann och mat der Chamberskommissioun diskutéieren.

Dat wëll ech just hei nach eng Kéier soen, well et ass keng Pensiounsdebatt, wou ech och net den zoustännege Minister sinn an och net all d'Technicalities vun dem Pensiounsregimm an de geplangten Ännerungen hei kann exposéieren.

Ech wëll awer eppes soen zu der grondleeënder Ausriichtung, an déi ass schonn och an der Kompetenz souwuel vum Regierungschef wéi vun alle Ministeren. De Saz, fir ze soen: „Elo muss jiddwereе fënnef Joer méi schaffen", ass jo net richteg. Mer schwätze vun deenen, déi elo ufänken. Déi aner, déi sinn an engem graduelle System mat enger laanger Iwwergangsperiod. Si mussen déi dräi Méint, sechs Méint, ee Joer méi schaffen. Dat ass dat, wat d'Leit ...

(Interruption)

... an duerfir, dat ass meng éischt Remark, datt een erkläert, an ech muss soen, et ass ganz schwiereg ze erklären, firwat zu Lëtzebuerg d'Leit mat 60 Joer a Pensioun ginn an an Holland mat 66 a 67, oft a Länner, wou d'Studiejoren net ugerechent ginn ... Mee firwat maache mer dat haut? A wann Der sot: „Firwat huet Är Meenung evoluéiert?" Mee well mer gesinn, datt eisen aktuelle System et net packt!

Eisen aktuelle System ass amgaangen, d'Finanzéierung net méi ze packen. An dee fräiwëllege Regimm, mee dat ass dat, wat mer haut hunn. Haut kann een och bis 65 bleiwen, mee de System huet net genuch Cotisanten. Dofir hu mer och déi ganz Diskussioun iwwert de Wuesstum, deen iwwregens och haut de Mëtten hei geféiert ginn ass. Do ass jo ... Mir brauchen eng ganz staark Croissance économique, fir datt de System fonctionéiert. A souguer dann hu mer e Problem, well mer déi lescht Joren eng manner staark Croissance économique haten.

Do wëll ech nach eng Remark derbäi maachen. Wann een eng Persoun huet, an ech huelen dann d'Beispill vum honorabelen Här Baum, wéi elo grad hei gesot huet, mat sengem Alter. Ass dat esou eng schrecklech Perspektiv, datt een net mat 60 Joer kann an d'Pensioun, mee mat 61, wann een déi Chance huet am Liewen, duerno nach eng 30 Joer vläicht an der Pensioun ze sinn?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech net.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll soen, déi Iddi, datt d'Schaffen esou eppes Schreckleches ass, an datt een duerfir op deem éischte Moment, wou ee kann an d'Pensioun goen, fortgeet, wëll ech awer och eng Kéier an der Debatt e bëssen dedramatiséieren. An duerfir soen ech Iech nach eng Kéier mam Beispill vun der Generatioun vu menge Kanner, déi an déi 20 sinn ... Wann ee mat deene schwätzt, an et seet een deenen: „Dir musst herno e Joer méi laang schaffen. Zwee Joer", ...

(Interruption)

Jo, mee och déi si begeeschtert vun hire Beruffer. An déi Iddi, datt een ...

(Interruption)

Ech wëll just soen ... Ech wëll dat net nëmmen u menge Kanner festmaachen. Verstitt mech net falsch. Ech géif gären hunn ...

(Interruption)

Ech weess net, duerfir awer nach eng Kéier deen Tablo.

(M. Luc Frieden montre une documentation.)

Ech hunn deen a kenger Zeitung gesinn. Mir sinn dat Land, wou d'Leit am fréiste ginn. An duerfir, wa mer ee Joer drunhänken, zwee Joer drunhänken, kann een natierlech do dergéint sinn. An et ass jo méi einfach, géint eppes sinn, wéi fir eppes ze sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mee deen Debat muss een awer kënne féieren. An dee wëlle mer féieren an da kucke mer, wat dobäi erauskënnt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Den Här Fayot. An dann huet den Här Haagen nach gefrot. Fir d'éischt den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, ech huelen déi zwou Froen elo zesummen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo. Ech wollt op ee Punkt agoen, deen och ugeschwat ginn ass: dee vun der Steierpolitick. D'Taina Bofferding huet dat ugeschwat an hirer Ried a gefrot, ob et net aner Mesüre géif ginn, déi ee kéint beméien, fir dat Ganzt géigenzefinanzéieren. A si huet vun der Kierperschaftssteier geschwat. Do vläicht eng éischt Fro un Iech: Hutt Der wëlles, nach weider mat der Kierperschaftssteier erofzegoen?

An dann ass och eng méi generell Fro an Ärer ganzer Politick. Dir hutt dat gesot e bëssen op eng ... Bon, et ass e bëssen eng dogmatesch Positioun, fir ze soen: „Mir hunn an där Regierung decidéiert, just mat de Steieren erofzegoen, well mer d'Leit wëllen entlaaschten, well mer gären d'Betriber entlaaschten." Da stellt sech awer eng Fro, wéi Der alles gäre géigefinanzéiert, all déi Defien, déi op eis duerkommen: d'Defense, Klima, all déi Saachen, iwwert déi Der geschwat hutt an Ärer Ried iwwert d'Lag vun der Natioun. Wéi soll dat goen? An ech mengen, dat bescht Beispill fir ze weisen, dass dat net opgeet, dat ass déi Zweckentfremdung vun der CO_2-Steier, vun de Recettë vun der CO_2-Steier, déi Der elo scho Wëlles hutt ze huele fir eppes, fir dat se absolutt net gemënzt ass. Dat weist jo, dass Der schonn amgaange sidd, e bëssen d'Fonds-de-tiroiren ze racléiere fir ze kucken, wéi Der déi Saachen do kéint finanzéieren.

An dann nach en zweete Punkt: Dir hutt den Här Cormann genannt, dee viru Kuerzem do war, d'OECD mat hire Recommandatioune fir Lëtzebuerg. Ech wëll Iech just soen, an Dir wësst dat och, dass den Här Cormann scho virun e puer Joer do war, virun him den Här Gurría. D'OECD seet eis säit, mengen ech, méi wéi 20 Joer déi Geschicht vun eisem Pensiounsalter, deen ze vill niddreg ass. Si soen eis och Saachen iwwert de Logement, si soen eis ëmmer e bëssen déi selwecht Saachen. Dat wëll awer net heeschen, dass een dat tel quel eent zu eent muss ëmsetzen.

An do ass dann awer eng Fro – ech mengen, do ass elo en long et en large doriwwer geschwat ginn –, wat fir eng Preferenzen a wat fir eng Choix-politiquen een do mécht. Fir eis ass et primairement net, fir enger OECD Freed ze maachen, mee fir ze kucken, wat richteg ass fir d'Leit hei am Land.

M. Claude Wiseler, Président | Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Kuerz en anert Theema. Ech wollt de Premierminister froen an domadder och d'Regierung froen, ob se a punkto Mercosur der Meenung ass, datt Mercosur soll als Accord mixte behandelt ginn, dat heescht ob Mercosur hei an d'Parlament kënnt, esou wéi mer dat bei deenen aneren Ofkommessen och gemaach hunn, als Accord mixte, ob et do eng Decisioun um Niveau vun der EU gëtt, fir dat kënnen ze maachen, a falls net, ob d'Lëtzebuerger Regierung sech dofir géif staark maachen, datt dat en Accord mixte géif ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Dann d'Madamm Tanson nach an da kritt de Premier nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Ech hunn nach eng ganz konkreet Fro. Mee ech ka mech awer elo net empêchéieren, eng kuerz Remark ze maache par Rapport zu deem, wat Der gesot hutt vun „d'Leit géife gäre schaffe goen".

(Interruption par M. Luc Frieden)

Dat gëllt vläicht fir Iech, dat gëllt bestëmmt fir vill Leit heibannen. Mee ech denken, dass et wichteg ass, dass een iwwer säin Teller ewechkuckt. Et si vill Leit, fir déi ass et net esou evident an déi hunn Aarbechten, déi net esou erfëllend sinn, wéi fir vill Leit, déi heibanne sinn an déi hoffentlech eng Erfëllung hunn, och wann Der net gären eng Stonn oder méi hei an dësem Haus sidd. Ech fannen et keng gutt Approche, just vu sech aus ze schléissen dorobber, wéi et all de Leit hei am Land geet.

Ech hunn eng Fro, well Der dauernd dovunner schwätzt, dass mer elo heimat de System ofsécheren: Hutt Der dat gerechent, dass doduerch, dass elo ..., an Dir schwätzt ëmmer vun zwee, dräi Joer, mee mir schwätze jo vu maximal fënnef Joer, doduerch dass elo jiddweree bis zu maximal fënnef Joer méi wäert schaffe goen – progressiv an esou weider, dat hu mer elo verstanen. Geet dann de System effektiv op 15 Joer op a vu wéini schwätze mer? Vun haut 15 Joer oder vun deem 2030, wou Der ernimmt hutt, 15 Joer? Hutt Der déi Berechnunge gemaach?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll fir d'éischt dem honorabelen Här Fayot soen, datt mir net déi Reform vun de Pensioune maache wéint der OECD an datt mer och net d'Propositioune vun der OECD zréckbehalen, well d'OECD, wéi och virdru vun engem aneren Deputéierte gesot ginn ass, déi proposéiert en fait eng Augmentatioun vun de Cotisatiounen. Meng eenzeg Referenz op d'OECD waren déi extreem gutt Statistiken, déi den Debat alimentéieren. Mee et ass net d'OCDE, déi eis seet, wéi eng Pensiounsreform mir solle maachen.

Zum Zweeten, wat d'Steierpolitick ubelaangt: Dës Regierung ass mat engem klore Programm ugetrueden, mat engem Koalitiounsaccord, an dee gesäit keng Steieraugmentatioune vir. Mir hätten och gär eng Previsibilitéit bei de Steieren. An duerfir ass dat à ce stade keng Pist, déi mer studéiert hunn oder envisagéieren. Au contraire, mir hunn, wéi gesot, d'Steiere reduzéiert.

Mir wëllen, wann d'Méiglechkeet besteet, och bei de Leit ... Bei der Individualiséierung brauche mer och nach e gewëssene Pak Suen, fir datt dat herno fonctionéiert. Mir wëllen d'Betribsbesteierung a Richtung OECD weider beweegen. Wéini mer dat maachen, hu mer net festgeluecht, mee d'Richtung ass kloer eng fir net méi Belaaschtung, mee déi nämmlecht oder manner Belaaschtung, an dat ass en ligne mam Koalitiounsaccord. Aner Piste si fir de Moment net envisagéiert ginn.

Wat d'Fro vum Här Haagen ubelaangt: Déi Decisioun, ob deen Accord herno gespléckt gëtt oder net, déi läit net an den Hänn vun der Lëtzebuerger Regierung. A mir ginn och dozou net gefrot. Wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, sinn d'Servicer vun der Europäescher Kommissioun amgaangen, eng Analyse juridique ze maachen, wat d'Natur vun deem Accord wär. An da gëtt decidéiert, ob en op europäeschem Plang ugeholl gëtt oder ob Voleten dobäi sinn, déi an d'national Parlamenter musse goen. An esou wäit ech weess ass déi Decisioun à ce stade op europäeschem Niveau net geholl, mee dat ass keng Decisioun vun der Lëtzebuerger Regierung. An duerfir kann ech Iech och déi Äntwert net ginn an déi brauch ech och net ze ginn, well mir déi Analys och net musse maachen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Mee sidd Dir dann der Meenung, datt et misst een Accord mixte ginn?

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech weess dat net.

M. Claude Haagen (LSAP) | Dat ass awer wichteg, well bei CETA hate mer déi selwecht Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Här Haagen, den Här ...

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech weess dat net, well ech d'Analyse juridique dovunner net gemaach hunn.

An dann, wat d'Madamm Tanson ubelaangt, sou sinn ech 200 % mat hir d'accord, datt ech, wann dat esou sollt verstane gi sinn, dat net aus menger Perspektiv oder nëmmen aus mengem Familljen- a Frëndeskrees eraus kucken. Dat, wat ech wollt soen, ass – an dat héieren ech awer ganz oft –, datt Schaffen och eppes Interessantes, eppes Flottes ka sinn, eppes, wat eng Satisfaktioun ka ginn. An et soll een also net, och an där ganzer Diskussioun, déi mer haten iwwert d'Work-Life-Balance ... Et ass jo net, datt d'Liewen eréischt ufänkt, wann ee fäerdeg ass mat schaffen. Och um Büro, op der Schaff, an der Entreprise, wou een ass, kann een eng flott Aarbecht hunn, eng enrichissant Aarbecht hunn, mat Kolleegen a Kolleeginne schwätzen.

An dat war just mäi Message, fir ze soen, et sollt ee Schaffen net nëmme gläichsetze mat eppes ganz Schrecklechem, wou een drënner leit. Ech mengen, Schaffen ass eppes Flottes, et gehéiert zum Liewen, gradewéi och déi aner Saachen zum Liewe gehéieren, wéi d'Kultur, wéi d'Fräizäit, wéi de Sport, mee et ass dat Ganzt. An ech mengen, et muss een d'Diskussioun vu Schaffen a Pensioun duerfir och iwwer e ganzt Liewe kucken. An dat wollt ech soen. An ech wollt dat natierlech net just aus menger Perspektiv soen, mee ech muss Iech soen, ech schaffe gär an ech kennen awer och ganz vill anerer, déi och an hirem Beruff eng Satisfaktioun fannen. An ech mengen, där sinn der souguer vill heibannen.

(Brouhaha et interruption par Mme Sam Tanson)

Déi Berechnungen, dat iwwerloossen ech der Ministerin, wa se dann e Rendez-vous an der Chamber kritt, fir dat ze diskutéiere mat Iech. D'Madamm Minister huet eng ganz Rei Berechnunge gemaach, mee fir Iech elo ganz prezis op déi Fro ze äntwerten: Dat kann ech Iech net soen. Duerfir freet se jo och e Rendez-vous an der Chamberskommissioun an ech hoffen, datt an der Chamberskommissioun kuerzfristeg – kuerzfristeg! – kann esou e Rendez-vous stattfannen. Dat ass op d'mannst de Wonsch vun der Regierung.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci, Här Premierminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dem État de la nation vun dësem Joer ofgeschloss.

(Brouhaha)

Motions

A mir hunn nach zwou Motiounen, déi um Ordre du jour sinn, zwou Motioune vun der Madamm Bofferding, déi se hei deposéiert huet.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi iwwert d'Eropsetze vun den Efforts de défense. Madamm Bofferding, wëllt Dir se nach eng Kéier erklären?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall. Wie wëllt dozou Stellung huelen?

(Brouhaha)

Ech gesi keen, deen dozou wëllt Stellung huelen. Dach, d'Madamm Adehm wëllt Stellung huelen. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka kuerz eppes dozou soen. Alles, wat den Detail vun de Projete vun den Infrastrukturen ugeet, déi solle retardéiert ginn: Also ech hat dat net sou verstanen, wéi wa Projete géinge retardéiert ginn. Ech hat dat och elo nach eng Kéier am Minister senger Ried nogekuckt – just eng Sekonn, ech huelen déi richteg Säit hei, well ech hat d'Dokument zougeschloen –, an do steet, dass et eng Prioriséierung vun den Ausgabe gëtt. An déi nächst Budgete wäerte besser reflektéieren, dass net all Infrastrukturprojet zum selwechte Moment prett ass. Et ass eigentlech den zweete Saz, dee richteg ass: Firwat soll een elo scho Saachen an de Budget aschreiwen, wann de Projet en tant que tel nach net prett ass? Duerfir: Déi Prioriséierung gesinn ech elo net esou.

Den zweete Punkt, jo, dat ass alles, wat soll an de soziale Volet goen, gradewéi den drëtte Punkt. Do huet de Premierminister gëschter och a senger Ried kloer an däitlech gesot, de finanziellen Effort kéint net zulaaschte goe vun eiser Sozialpolitick. Ech denken, dass domadder alles gesot ass an ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi dote Motioun ze rejetéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech fannen dat eng – wéi ech dat scho virdru gesot hunn a menger Ried – ganz sënnvoll Propos, déi hei um Dësch läit. An ech kann absolutt net novollzéien, wat d'Madamm Adehm elo grad gesot huet. Well dat, wat Dir sot, dat ass u sech sou, wéi jo ëmmer d'Projete budgetiséiert ginn. Dir hutt e Projet, deen an Etappe fonctionéiert. Da gëtt ee Joer esou vill dra geschriwwen, dat Joer duerno esou vill an dat Joer nach duerno esou vill. An de Prinzipp ass jo deen, dass dat en fonction vun deem ass, wéi de Projet avancéiert. Dat heescht, wat Dir elo hei sot, dat kléngt e bëssen esou no Gespills um Niveau vum Budget, wat jo awer, mengen ech, net dat ass, wat envisagéiert ass.

Well ech ka mech erënneren, scho bei deem leschte Budget huet de Finanzminister gesot, d'Investitioune wieren net erofgaang, et wier elo einfach gekuckt ginn, dat besser esou hinzeschreiwen, wéi et dann och wierklech géif realiséiert ginn.

Hei gi mer elo awer eng Etapp méi wäit. Ech géif et extreem wichteg fannen, dass mer eng Diskussioun – op d'mannst an der zoustänneger Kommissioun – hätten, wou et ëm d'Infrastrukture geet, fir ze wëssen, wat dann elo heimat genau gemengt ass. Well déi Sue komme jo net vum Himmel gefall. Mir schwätzen hei vun e puer honnert Milliounen Euro, déi elo pro Joer sollen iergendwéi anzwousch erauskommen, a bis elo wësse mer net genau, wou dat sollt sinn. Eng vun de Pisten ass déi doten. Da fannen ech et awer och e Minimum, dass d'Chamber gewuer gëtt, wéi eng Pist dann elo genau do an Erwägung gezu gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, ech hat virdrun a menger Ried och gesot,

dass, wann ee gäre sou vill Suen an d'Defense stécht, déi Sue jo da mussen iergendwou hierkommen. A wann een net genuch Suen huet, da muss een e Choix treffen. Ech mengen, wann Der 100 Millioune Euro hutt an Dir kënnt mat deenen 100 Millioune Euro eng Schoul bauen, Waffe kafen oder, wat weess ech, Sozialleeschtunge bezuelen, da musst Der e Choix treffen an da musst Der eppes vun deenen dräi Saache maachen. Dat ass eppes, wat mir zu Lëtzebuerg net gewinnt ware bis elo, well et eis gutt gaangen ass a mir esou zimmlech all déi Saachen e bëssе maache konnten.

Mee am Ausland ass dat awer ganz normal, dass déi Choixe getraff ginn an dat sinn eebe Choixen, wou déi eng eebe schlecht ewechkommen an anerer dann eebe besser.

An hei ass et e bëssen eng änlech Diskussioun. Hei geet et jo dréms, verschidde Saachen awer ze erhalen. Op där anerer Säit awer, bei den Infrastrukturen, do steet jo elo näischt dran, dass déi awer kéinten erofgoen. An ech fannen net, dass ee sech hei elo misst festsetzen, dass déi Saachen dann do musse bleiwen. Well iergendwou muss ee jo e Choix maachen. An souwäit ech verstanen hunn, ass d'LSAP awer och um Wee, fir déi 2 % ze ginn. An ech mengen, wou sollen d'Suen dann hierkommen? Da misst een eis dat erklären. An aus all deene Grënn géife mer dat heiten op jidde Fall net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Clement huet d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also d'Motioun ass eis ganz sympathesch an ech ka se nëmmen ënnerstëtzen.

Et ass awer elo esou, datt et vläicht souguer nach e bësse méi wäit geet wéi dat, wat an der Motioun gesot gëtt, a virun allem wéi dat, woumat d'CSV-Spriecherin elo grad drop reagéiert huet.

Et gëtt gesot: „Jo, dat gëtt dann an den nächste Budgete refletéiert." Dat steet och an der Ried vum Premier. Elo muss ee sech awer bewosst sinn, datt mer haut schonn eng immens Intransparenz vis-à-vis vun der Chamber hunn, wéi de Phasage vun esou Projete generell ass.

D'Budgeten alimentéieren nämlech normalerweis just d'Fongen, aus deenen dann déi Projete gespeist ginn. A mir ginn u sech, quasi wann d'Projete bis emol bewëllegt sinn, just au fur et à mesure vun hirem Avancement an der Comexbu informéiert, doriwwer, wou se dru sinn. Mir hunn awer ganz seelen e konkreete Fäerdegstellungsdatum. An do huet d'Regierung eng gewësse Marge de manoeuvre, déi se haut schonn huet. An dofir wär et, mengen ech, ganz richteg, wat d'Madamm Bofferding hei deposéiert huet: wa mer elo awer géifen informéiert ginn, wéi sech all déi eenzel Datumen an all deenen Tabloen, déi mer déi leschte Wochen, Méint a Joren ëmmer presentéiert kruten, op Basis vun deenen heiten Entscheedunge wäerte veränneren. Well dat wäert sech nämlech net forcement an de Budgete vun den nächste Joren erëmspigelen, wat elo déi Joren ugeet fir déi Projeten, déi scho lafen, well déi ginn iwwert déi Fonge gespeist.

An dofir ass déi Motioun hei eppes, wat u sech eis als Chamber eng Kontrollfunktioun gëtt a fir Transparenz suergt. Anerefalls, wa mer dat doten net stëmmen, ma da stëmmt eng Majoritéit derfir, datt mer der Regierung Carte blanche ginn, dat ze decaléieren, wat se wëllt decaléieren, ob dat eng Schoul ass, ob dat e Spidol ass oder ob dat iergendeppes aneres ass, ob dat nei Eisebunnsstrecke sinn.

Fir mech ass ganz kloer: Dat heite muss gestëmmt ginn, wa mir eis als Chamber wëllen eescht huelen an eiser Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Regierung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, den Här Clement huet absolutt Recht mat deem, wat e seet a wéi en argumentéiert. Also mir hu jo och als Lénk wierklech e gréissere Problem domadder, datt einfach nominell Ziler genannt ginn, 2 %, 3 %, wéi och ëmmer, an da mussen op eemol déi Suen dohinner fléissen an da gëtt gesot: „Jo, ma da prioriséiere mer Infrastrukturkäschten anescht."

An de Minimum, deen eis, mengen ech, awer zousteet, dat ass dann, datt d'Regierung eis dann awer wannechgelift driwwer informéiert, wéi dat da soll geschéien.

Dat Zweet – deen zweeten an drëtten Tiret –, dat ass, jo, e bëssen en A-minima-Invite fir d'Regierung, nämlech: „Wannechgelift, gitt net un d'Sozialleeschtungen, wannechgelift, alles, wat mat Educatioun ze dinn huet, alles, wat mat Environnement ze dinn huet, dat däerf net drënner leiden." Jo, dat kann een natierlech och ënnerstëtzen, mee d'Fro misst ee jo eigentlech anescht och nach eng Kéier stellen: Gëtt et net Beräicher, wéi zum Beispill elo d'Sécurité sociale, wou een hätt kënnen Optioune wiele wéi d'Augmentatioun vun de Cotisatiounen an domadder och d'Part vum Staat, wou eebe justement Suen néideg gewiescht wieren? Dat wier, mengen ech, nach méi staark gewiescht. Mir stëmmen dat heite mat, notamment wéinst den Infrastrukturprojeten, a bon, mer wäerte muer déi gréisser Debatt driwwer hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Adehm nach eng Kéier.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, ech wéilt just nach eng Prezisioun ginn. Mir kucken effektiv ëmmer an der Comexbu zesummen, wou déi eenzel Projeten dru sinn, déi grouss Projeten. Do kréie mer och vun all Ministère, wou mer Projete kucken, Dokumenter ausgedeelt. An an all deenen Dokumenter, déi mer kréien, steet ëmmer eng Date de mise en service hannendrun an et steet e Pourcentage derbäi vum État d'avancement vun deenen eenzelne Projeten.

Dat heescht all Deputéierte kann zu all Moment nokucken, wou wéi e Projet drun ass, wéi vill Prozent schonn ofgeschloss si vum Projet a wéini de Projet soll a Betrib goen. Dat heescht, ech kann net hei duerchgoe loossen, dass gesot gëtt, dass d'Deputéiert net wéissten, wou se dru sinn. Dat kréie mir an all Kommissioun an den Dokumenter matgedeelt. Da muss ee sech vläicht Zäit huelen an déi Dokumenter och emol eng Kéier studéiere vu vir bis hannen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Clement, jiddwereen huet zweemol d'Wuert, net dräimol.

(Hilarité)

Dir kritt elo d'Wuert nach eng Kéier, mee ech wëll Iech just soen, datt et dann eriwwer ass. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech hu keng Angscht, ech ginn och eens, nëmmen eng zweete Kéier heizou ze schwätzen.

Ech loosse mer awer elo net ënnerstellen, datt ech déi Dokumenter net géif liesen. Et muss een awer och ... Zur intellektueller Éierlechkeet vun der fréierer Presidentin vun der Comexbu gehéiert awer och, datt d'Regierung eis déi Dokumenter allkéiers ouni „Track Changes", ouni iergendeppes zoukomme léisst, esou dass een déi Dokumenter ëmmer erëm nees mussen niefteneeleeën, fir ze gesinn, wéi eng Datumer dann elo geännert hunn a wéi eng net.

A jo, Madamm Adehm, dat maachen ech reegelméisseg! An Dir kënnt sécher sinn, datt ech déi Dokumenter warscheinlech méi detailléiert liesen, wéi vill vun eise Kolleegen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Bon, très bien. Da ginn ech zum Schluss nach der Auteure d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Déi Diskussioun elo zwëschent der Madamm Adehm an dem Här Clement, dat ass u sech guer net dat, wat elo hei gemengt ass. Also hei geet et just dréms ... Eng vun deenen dräi Finanzéierungsoptiounen, déi vum Premier genannt goufen, ass jo, dass Infrastrukturprojeten, Investitiounsprojeten, solle reprioriséiert ginn.

An ech zitéieren hei de Finanzminister, dee jo och Member vun der CSV ass, dee seet: „Net all Strooss, net all Rond-point, net all Gebai ass zum selwechte Moment sprochräif." Mir froe just, wéi eng d'Projeten hien dann hei ganz genau mengt. Dat ass dat, wat hei drasteet, dass een eeben déi Lëscht kritt, dass mer do genau wëssen, wéi eng Projeten dann hei drënnerfalen.

A fir de Rescht ass jo och gesot ginn, och vun de Riedner: Et soll net um Soziale gespuert ginn. Och hei seet de Finanzminister am Interview – ech zitéieren: „Um Soziale gëtt net gefummelt."

Dofir verstinn ech net, firwat een net hei kann dat do matstëmmen. Et ass warscheinlech nach eng Motioun, déi erëm dann an de Classeur eraflitt. Voilà, si ass zwar eigentlech gutt, mee aus Majoritéitsräson gëtt se dann net matgestëmmt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. D'Regierung freet d'Wuert. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wëll just der Chamber soen, datt et esou eng Lëscht net ka ginn. Déi Ausso, déi d'Regierung gemaach huet an déi och, mengen ech, op anere Plazen de Finanzminister gemaach huet, ass, datt mer an deenen nächste Budgeten allkéiers kucken, datt déi Projete méi no un d'Realitéit vun hirer Exekutioun kommen, an datt een do och iwwert d'Erfarung vun deene leschte Jore gemierkt huet, datt leider, duerch divers Ursaachen, d'Projeten net esou séier viruginn, datt dat kann een Element si vun engem méi breede Finanzéierungsmechanismus vun all deenen Depensen, déi do kommen.

Mee duerfir kann et esou eng Lëscht net ginn. Dat hei ass jo eppes, wat sech jo och erstreckt iwwer all déi nächst Budgeten, well et ass an all deenen nächste Budgeten, wou mer Finanzéierungsrecettë brauchen, fir déi Defenseausgaben ze finanzéieren.

Dat ass also e politesche Statement, mee et kann esou eng Lëscht net ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Domat wier dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss an ech géif d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Taina Bofferding zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20 Stëmmen, Nee: 40 Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Liz Braz) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 2 vun der Madamm Bofferding iwwert d'Accord-commerciallen zwëschent sief dat Lëtzebuerg oder der Europäescher Unioun an Israel. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Graas huet d'Wuert gefrot. Här Graas, et ass un Iech.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, dat hei ass u sech d'Fortsetzung vun enger Diskussioun, déi mer jo schonn um Niveau vun der aussepolitescher Kommissioun haten. Hei geet et jo ëm den Accord méditerranéen zwëschent den États membres vun der Europäescher Unioun an dem Staat Israel. Ech weess, do hate mer kontradiktoresch Diskussiounen. Do war och gefrot ginn, datt mer sollten en Avis iwwert déi Kommunikatioun ofginn. D'Kolleege vun der LSAP haten do en Avis presentéiert. Mir als Majoritéit haten och ee presentéiert. Mir sinn eis net eens ginn. Mir koume just zur Conclusioun, datt mer keen Avis géifen ofginn.

Ech hu Verständnis, datt haut elo erëm eng Motioun an deem Sënn virgeluecht gëtt mat zwou anere Fuerderungen. Ech wëll awer just drop hiweisen, datt den Ausseminister kloer gesot huet, datt e wéilt op seng Demande hin hei nach eng Kéier eng Diskussioun féieren, ënner anerem och iwwert d'Unerkennung vum Staat Israel, wou natierlech all déi Punkten do …

(Interruption)

Palästina, awer och Israel fir aner Staaten!

… a wou am Fong elo och do sollten all déi Punkten nach duerchdiskutéiert ginn.

Ech maachen drop opmierksam, datt op Initiativ vum franséische President Emmanuel Macron elo dierft am Juni eng gréisser Konferenz mat Saudi-Arabien zesumme stattfannen, wou et dann erëm ëm déi ganz Problematik do geet.

Dowéinst géif ech d'Propos elo maachen, vu datt, wéi gesot, eisen Ausseminister selwer d'Initiativ geholl huet, fir nach eng Kéier och deen Debat am Virfeld vun där Konferenz zu New York hei ze féieren, datt mer déi Motioun hei en suspens halen an datt mer se dee Moment dann do diskutéieren, well se an deen Debat géif erapassen.

An ech mengen, dat wier och méi korrekt. En plus wier dat och en présence vum Ausseminister, well ech hätt awer och gär, datt hien hei d'Méiglechkeet kéint kréien, sech och dozou ze äusseren, soudatt dat d'Propos ass vun eiser Fraktioun, se, wéi gesot, en suspens ze hale bis deen Debat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen. Den Här Wagner an d'Madamm Tanson. Här Wagner.

(Brouhaha et hilarité)

Här Wagner.

(Interruption)

M. David Wagner (déi Lénk) | An der Rei. Bon, jo, do ass elo eng Propos gemaach gi vum Här Graas, mee ech mengen, ech iwwerloossen den Auteure mol de Choix, fir eeben ze entscheeden, wéini mer iwwert dës Motioun sollen diskutéieren.

Ech sinn dovunner ausgaangen, datt een awer trotzdeem misst e bëssen an deem Fall en faveur vun dëser Motioun argumentéieren. Den Här Graas sot et: Mir haten eng Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun. D'LSAP hat eng Propos gemaach vun enger Kommunikatioun an eng Géigepropos ass komm vun der Demokratescher Partei, déi an déi Richtung awer och geet, fir ze soen: „Neen, den Accord soll net suspendéiert ginn."

Et geet jo drëms, sech ze opposéieren op europäeschem Niveau, datt den Accord jo weidergefouert gëtt, opgrond vun der Violatioun vum Artikel 2, vu datt d'Mënscherechter op eng ganz grav Aart a Weis violéiert ginn am Gaza an doriwwer eraus an och an de besatene Gebitter.

An och, dat muss een awer och allkéiers soen: Lëtzebuerg huet och Verflichtungen, well mir schwätze vill vum internationale Recht – permanent! Jiddereen ass der Meenung, datt d'internationaalt Recht wichteg ass a muss verteidegt ginn, mee heiansdo ass d'internationaalt Recht manner wichteg wéi bei anere Froen.

A genau op dëser Fro ass et jo flagrant, an et ass jo och dat, wou vill Leit och fannen, datt et insupportabel ass, datt e Staat, an deem Fall Israel, sech alles erlaabt, e Vëlkermord, e Genozid mécht an der Gazastträif an datt keng Konsequenze gezu ginn an datt duerno ëmmer gesot gëtt: „Mee mir musse weiderhin negociéieren, diskutéieren." Dat ass eng Schwächung, eng fantastesch Schwächung vum Droit international!

A mir sinn an der Verflichtung, och par rapport zur Convention géint de Genozid, déi Lëtzebuerg och ënnerschriwwen huet, Mesüren ze huelen. Et muss een ëmmer, wéi de Jurist, den Dokter Michel Erpelding gesot huet, dovunner ausgoen, datt dat Schlëmmst, also de Genozid, stattfanne kann, an datt mir all d'Mesüre mussen huelen, déi dergéint ginn. An eng vun dëse Mesüre wier zum Beispill och, d'Suspensioun vun deem Accord ze fuerderen. Et kéint een nach aner Mesüren huelen, natierlech och d'Poursuite vu Leit, déi de Genozid ënnerstëtzen, vu Kaderen etc. An dat ass elo net déi heite Fuerderung.

Mee op jiddwer Fall si mir der Meenung, ob et haut gestëmmt gëtt oder ob et eng aner Kéier gestëmmt gëtt, datt et immens wichteg ass, datt awer wéinstens hei en Zeeche gesat gëtt, datt dat, wat Israel sech erlaabt an offe jo och seet, datt et drëms geet, u sech Gaza palästinenserfräi ze maachen, net ka goen an datt dat muss sanktionéiert ginn.

An et muss ee wierklech wëssen: also d'Suspensioun vun engem Accord engersäits an e Vëlkermord anerersäits, franchement, also u sech ass dat nach … Et ass wierklech …, c'est de la petite bière, hein! Et ass wierklech nach net staark, et geet just ëm d'Suspensioun vun engem Accord, emol net d'Suspensioun vun de Bezéiungen, just d'Suspensioun vun engem Accord op europäeschem Niveau. Par rapport zu deem, wat geschitt, c'est la moindre des choses, déi ee misst maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Tanson an duerno den Här Fayot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, ech verstinn hei net wierklech déi Propos, fir ze soen, mir sollten net haut heiriwwer diskutéieren.

(Brouhaha)

Jo, den Ausseminister ass net do. Mir hunn de Premierminister hei sëtzen, deen och Kompetenzen am aussepolitesche Beräich huet. An hei ass eng Fro, do debattéiere mer elo säit 18 Méint doriwwer, fir erauszefannen, wat d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wierklech konkreet zu deem Konflikt ass.

(Brouhaha)

An dat hei ass e wichtegt Element an där Saach. An d'Situatioun an der Gazastträif, fir déi Leit, déi do wunnen oder déi nach probéieren, do ze iwwerliewen, déi gëtt net besser. Déi gëtt all Dag méi schlëmm! An ech gesinn net, wéi een an deem Kontext kann iergendeppes en suspens halen, wou et drëms geet, Faarf ze bekennen, d'autant plus, wann ech a mengem Réck hei héieren: „Et brauch net … Mir stëmmen et jo souwisou net." Ob mer et elo haut also net stëmmen – Dir et net stëmmt, besser gesot – oder Dir et an e puer Wochen net stëmmt, dat ass jo da wuel egal.

Ech fannen et dramatesch, well dat hei ass e wichtegt Instrument. An aneren Dossieren – et ass elo ugeklongen –, do soe mer, mir misste Sanktiounen huelen. Mir kënnen och iwwer ekonomesch Weeër Sanktiounen huelen, mir kënnen iwwer ekonomesch Weeër doranner agräifen, wéi e Land sech par rapport zu engem anere Land, zu enger anerer Populatioun behëlt. Dat hei ass esou en Instrument.

An ech versti wierklech net déi Positioun, déi hei vun der Majoritéit an deem Dossier ageholl gëtt. Mir haten dat en long et en large an der Kommissioun debattéiert. Mir ënnerstëtzen dat heiten absolutt. An ech denken, et wier och extreem wichteg, dass mer haut heiriwwer géingen ofstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Gëschter huet de Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun eng staark Ënnerstëtzung fir d'Ukrain ausgeschwat, zu där mer natierlech och 100%eg stinn. Hie sot: „D'Ukrain kann eis net egal sinn. A wa mer Fridden an Europa wëllen, wa mer de Respekt vum internationale Recht gären héichhalen, da muss Europa zur Ukrain stoen."

En huet näischt gesot zum Konflikt am Noen Osten, mee ech mengen, dat ass och esou e Konflikt an eisem direkte Voisinage, en plus mat engem Land, mat deem mer e Contrat d'association hunn als Europäer, wou fir de Moment en onsäglechen, en inakzeptabele Konflikt amgaang ass, ausgedroen ze ginn, wou et, mengen ech, awer jiddwerengem relativ kloer ass, annerhalleft Joer no deenen terroristeschen Attacke vum 7. Oktober, dass et hei am Fong net méi

primairement ëm d'Zerstéierung vum Hamas geet an och net méi ëm d'Ofsécherung vum israeelleschen Territoire.

Hei geet et ëm eng Expansiounspolitick vun enger rietsextreemer israeelescher Regierung ënnert der Dominatioun vun Netanjahu, Smotrich, Ben-Gvir. An all déi Intentioune sinn deklaréiert. Dat ass net iergendeng Suppositioun. Do brauch ee just ze héieren, wat déi Leit soen a wat hir Intentioune sinn. An effektiv, ouni hei wëlle virzegräifen op dat, wat en internationale Geriichtshaff seet: Hei si mer effektiv an enger Intention vun ethnescher Säuberung, wann net vun engem Genozid.

An dofir si mer der Meenung, dass mer, wa mer eis wëlle weider seriö huelen als Europäer, hei mussen handelen. An ech mengen och, dass déi duebel Standarden, déi mer do weise par rapport zu der Ukrain, Europa immens schwächen, och an hirer internationaler Diplomatie.

Do gëtt et Levieren. Mir hunn ee Levier vis-à- vis vun Israel, an dat ass dee vun der Handelspolitick. Mir als Europäer sinn den Haapthandelspartner vun Israel. An et gëtt fir de Moment déi Proposition de décision ëm d'Prolongatioun vun deem Accord ëm weider zwee Joer. An do hu mer en Hiewel an der Hand.

A mir sinn net der Meenung, wéi eng vun de Majoritéitsparteien, dass mer, wa mer deen Hiewel aus der Hand ginn, doduerch eng besser Dialogspositioun hu mat Israel. Mir wëssen, dass dat Israel fir de Moment alles zimmlech egal ass an dass näischt se hënnert un deem schreckleche Krich, wou mer all Dag konfrontéiert si mat neie Massakeren, mat neie Gräueltaten, déi do stattfannen.

An dofir mengen ech, Här President, dass mer haut hei sollen driwwer ofstëmmen. Et geet och hei net ëm dat, wat primairement wäert zu New York op deem Sommet mat Saudi-Arabien diskutéiert ginn, wou et vierdergrënneg ëm d'Reconnaissance vu Palästina wäert goen. Hei geet et wierklech drëm, ze constatéieren, dass den Artikel 2 vun eisem Contrat d'association, wou et ëm déi Mënscherechtsklausel geet, net méi respektéiert gëtt an dass mer dofir sollen eis e bëssen eescht huelen als Europäer, awer och als Lëtzebuerger, an dofir deen Accord do solle suspendéieren, awer och, dass mer sollen als Lëtzebuerger, an ech mengen dat ass kohärent domadder, eis Handelspolitick iwwerdenke mat Israel an och dat, wat mer mat eisem LTIO (ndlr: Luxembourg Trade and Investment Office) maachen zu Tel Aviv, an och intervenéieren – an do gräifen ech e bësse vir op den Debat, dee mer muer wäerten hunn – bei zwou Schlësselentreprisen, déi de Rating maache vun ESG-Norme bei den Entreprisë Morningstar an MSCI, déi den Noostkonflikt aus hiren Evaluatiounskrittären erausgeholl hunn.

Wéi gesot, mir mengen, dass mer haut do kënnen e staarkt Zeeche setzen als Lëtzebuerg. Mir wäre frou, wann d'Regierung sech och géif kloer dozou positionéieren, wat se bis elo nach net gemaach huet beim Noostkonflikt. An dofir bestinn ech och drop, dass mer haut dat heiten zum Vott ginn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Madamm Bofferding, wëllt Dir nach d'Wuert?

(Négation)

Dat ass gemaach. Très bien! Ass nach eng Wuertmeldung? Den Här Graas huet d'Wuert gefrot.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, ganz kuerz. Merci. Ech mengen, ech muss jo dann awer nach eng Kéier dorobber reagéieren, vu datt déi Propos elo hei net ugeholl ginn ass, wat een nëmme ka bedaueren. Ech fannen et och net ganz fair, wa mer esou eng wichteg Motioun hei diskutéieren, dat en absence vum Ausseminister, wou den Ausseminister selwer schonn e puermol an der Kommissioun gesot huet, datt e bereet ass, heihinner ze kommen, datt e selwer en Debat wëllt ufroen, fir am Virfeld vun där Konferenz nach eng Kéier iwwert déi ganz Problematik ze schwätzen. Datt mir elo hei awer mengen, mer missten den Owend iwwert déi Motioun nach ofstëmmen, fannen ech net onbedéngt ganz logesch an och net ganz fair!

An duerfir géif ech menger Fraktioun proposéieren, wa mer elo da missten iwwert déi heite Motioun ofstëmmen, datt mir dann dergéint stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech wëll zwou Remarke maachen, eng zur Form an eng zum Fong. Déi eng zur Form: Do sinn ech elo awer e bëssen erstaunt iwwert d'Reaktioun vun der DP hei. Dat heiten ass eppes, wat an der Kommissioun quasi ugekënnegt war; et gouf an der leschter Conférence des Présidents definitiv diskutéiert an ech ka mech ganz gutt drun erënneren, datt d'Madamm Bofferding iwwer e puer Weeër, wéini se déi Motioun hei géif dës Woch bréngen, diskutéiert huet.

An dat heescht, Äre Fraktiounschef, den Här Baum, war informéiert, datt déi Motioun haut géif kommen. Dat heescht, vusäite vun der DP elo ze soen: „Et ass onfair, datt déi Motioun haut kënnt an et konnt kee sech drop preparéieren", dat fannen ech ...

(Interruption)

Do si mer erëm bei der intellektueller Éierlechkeet. Et wär also vläicht gutt gewiescht, sech hei dat zumindest net virzewerfen.

(Brouhaha)

Déi zweet Saach, dat ass zum Fong. Ech deele ganz vill vun de Consideranten. Mir hunn awer e Problem mat deem Amalgam, deen zum Schluss an den Invitte gemaach gëtt, ënner anerem, wat d'Ratingsagencen ugeet, wat nach eng Kéier e ganz anert Feld ass wéi dat, wat mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. An dat war e Volet, deen – da sinn ech awer och bei der Form – mir net um Radar hate fir haut, an deementspriechend konnte mer eis och doriwwer net genuch de Kapp zerbriechen, soudatt mir eis wäerten op alle Fall bei deem Punkt enthalen, soulaang dee Punkt dran ass, well mer eis do net genuch dokumentéierte konnten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Clement. D'Regierung huet nach d'Wuert gefrot. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech wëll just reagéieren op ee Saz, deen den Här Fayot gesot huet, datt d'Regierung keng Meenung zu deem Konflikt hätt.

Ech weisen drop hin – dat ass vläicht an de Lëtzebuerger Meedien net esou gesi ginn –, datt den Ausseminister de 7. Mee zesumme mat den Ausseministere vun Island, Irland, Norwegen, Slowenien a Spuenien eis Meenung, d'Meenung vu Lëtzebuerg, ausgedréckt huet, andeem e grouss Suergen iwwert déi militäresch Expansioun vun Israel am Gaza nach eng Kéier ganz kloergemaach huet, an och Israel mat opgefuerdert huet, méi humanitär Hëllef an direkt humanitär Hëllef eranzeloossen.

Mir sinn extreem besuergt iwwert déi Situatioun an der Gazasträif. An dat hu mer och op verschiddenen europäesche Plaze ganz kloer gemaach iwwert den Ausseminister an och am Europäesche Conseil. Ech wollt just dorobber reagéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Ech ginn dovunner aus, wann ech richteg verstanen huet, wat den Här Fayot gesot huet, datt d'Auteure dës Propositioun oder dësen Text haut wëll zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la motion 2

Da géif ech d'Ofstëmme starten. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, wannechgelift, da si mer souwäit. Kënnt Der wannechgelift alleguer kucken, ob Der Är Procuratioune gebraucht hutt? Bon, ech schléissen dann de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 17, Neen: 40, Abstentiounen: 2. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Lies), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

An domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.50 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Mariages refusés par les communes	1911	Sven Clement	65
Discours de haine en ligne	1934	Françoise Kemp	65
Lutte contre la tuberculose au Luxembourg	1994	Sven Clement	66
Lutte contre la pauvreté	1997	Dan Hardy	67
Prise en charge des séances d'ostéopathie	2008	Françoise Kemp	67
Invitation d'un influenceur et formateur anti-harcèlement à une conférence	2012	Djuna Bernard	68
Augmentation des saisies de drogues	2015	Sven Clement	69
Mise à disposition du public d'informations dans le cadre d'enquêtes publiques	2047	David Wagner	70
Sécurité des piétons et des cyclistes	2048	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	70
Utilisation des drones	2049	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	70
Construction d'une dépendance sur le domaine du Château de Berg	2050	Franz Fayot	71
Réparations et projets de renaturation suite aux inondations de 2021	2052	Ricardo Marques	71
Forums parentaux	2053	Nathalie Morgenthaler	72
Structures d'accueil	2054	Nathalie Morgenthaler	72
Feux de forêt	2057	Mars Di Bartolomeo	73
Entreprises fournisseurs de l'industrie de la défense	2058	André Bauler	74
Nouveau Syndicat intercommunal Bettendorf et Tandel	2059	André Bauler, Luc Emering	74
Soutien de l'Ukraine en matière de partage d'imagerie satellitaire	2060	Yves Cruchten	74
Centre de formation pour conducteurs	2062	Sven Clement	74
Retard dans le paiement de salaires auprès d'internats	2063	Djuna Bernard	75
Redéfinition des personnes déportées lors de la Deuxième Guerre mondiale	2064	André Bauler	75
Marché des fonds négociés en bourse (ETF)	2065	Laurent Mosar	76
Couloirs de haies	2066	Luc Emering, André Bauler	76
Planification et mise en œuvre des mesures de mobilité sur le CR178 entre Belvaux et Rédange	2067	Nathalie Morgenthaler	77
Congé d'aidant	2068	Nathalie Morgenthaler	77
Transactions Cum-Ex au Luxembourg	2069	Sven Clement	77
Transversale de Clervaux	2070	André Bauler	78
Remboursement pour matériel d'incontinence par la CNS	2071	Alexandra Schoos	78
Reconnaissance des diplômes des professionnels de santé formés hors de l'Union européenne	2072	Sven Clement	78
Retard dans le paiement de salaires auprès d'internats	2074	Dan Hardy	79
Avenir de l'entrepôt « Warehouses Service Agency » (WSA) situé à Sanem	2075	Yves Cruchten, Georges Engel	80
Protection des consommateurs dans le secteur du logement au Luxembourg	2076	Paulette Lenert	80
Accueil de chercheurs américains au Luxembourg dans le contexte des coupes budgétaires aux États-Unis	2077	Gérard Schockmel, Barbara Agostino	80
Lutte contre le détournement des IBAN virtuels et mise en œuvre de la directive AMLD6 au Luxembourg	2078	Sven Clement	81
Accueil de chercheurs américains au Luxembourg dans le contexte des coupes budgétaires aux États-Unis	2079	Sven Clement	82
Accès des enfants de travailleurs frontaliers luxembourgeois aux écoles du Grand-Duché	2080	Sven Clement	82
Avances et recouvrement de pensions alimentaires	2081	Mars Di Bartolomeo	83
Fonctionnement du RGTR	2082	Marc Goergen	83
Application des articles 6 et 7 de la loi sur la protection de la nature dans la Vallée de la Mamer et de l'Eisch	2083	Marc Goergen	84
Positionnement de SES sur le marché indien et soutien gouvernemental dans le secteur des communications par satellite	2084	Sven Clement	84
Délais d'attente pour la scolarisation d'enfants nouvellement arrivés au Luxembourg	2085	Djuna Bernard	85
Utilisation des capteurs de comptage des passagers pour l'optimisation du réseau RGTR	2086	Jeff Engelen	85
Interruption de l'acheminement d'aide humanitaire à Gaza par Israël	2087	Paulette Lenert, Franz Fayot	85
Éducation financière	2089	Laurent Mosar	86
Impact de la transposition de la directive européenne 2019/2121 sur les fusions, transformations et scissions transfrontalières	2090	Jeff Engelen	86
Gestion des élèves à comportements violents dans les écoles fondamentales et impact sur l'enseignement	2091	Sven Clement	86
Augmentation des mises en demeure dans les structures éducatives et d'accueil	2092	Sven Clement	87
Financement participatif pour l'acquisition d'un manuscrit historique	2093	Nathalie Morgenthaler	88
Modification du nombre d'heures hebdomadaires consacrées à l'éducation physique dans les lycées	2094	David Wagner	88
Interventions policières au sein des lycées dans le cadre de la prévention contre les drogues	2095	David Wagner	89
Sanctions contre le Luxembourg	2096	Fred Keup	89
Peste porcine africaine	2097	Claire Delcourt	89
Augmentation du nombre de cancers chez des personnes de moins de 40 ans	2098	Mars Di Bartolomeo	89
Associations sans but lucratif	2100	André Bauler, Simone Beissel	90
Éclairage sur les autoroutes	2101	Jeff Engelen	90
Nouveau partenariat public-privé (PPP) pour la réalisation de logements abordables	2102	Marc Goergen	91
Crédits ponts	2103	Marc Goergen	91
Première classe dans le train dans le cadre de la gratuité des transports publics	2104	Jeff Engelen	92
Versions consolidées des lois	2105	Guy Arendt	92
Position du Luxembourg sur le report des directives CSDDD et CSRD au sein de l'Union européenne	2106	Sam Tanson	93
Mise à disposition de capacités de communication par satellite	2107	Marc Goergen	93

Comptes satelittes du sport	2109	Sven Clement	93
Maison des sports	2110	Sven Clement	94
Personnel « hors statut CFL »	2111	Marc Goergen	94
Passage à niveau à Lorentzweiler	2112	Marc Goergen	94
Délit de fuite	2113	Carole Hartmann	94
Position du Luxembourg face aux récentes évolutions diplomatiques liées à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine	2114	Sam Tanson	95
Relations d'affaires de l'État luxembourgeois avec des entreprises contrôlées par Elon Musk	2115	Franz Fayot, Mars Di Bartolomeo	95
Construction d'un hôtel et d'un centre de bien-être à Rodange	2116	Marc Goergen	96
Insatisfaction des agents du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité	2117	Georges Engel	96
Assemblées générales de copropriétés par vidéoconférence	2118	Marc Goergen	96
Gens du voyage	2119	Dan Biancalana	97
Introduction de la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation	2120	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	97
Dépenses militaires	2121	Marc Goergen	97
Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS)	2122	Ricardo Marques	97
Ligne de l'Attert	2123	Marc Goergen	98
Cybersécurité des hôpitaux	2125	Gusty Graas	98

Mariages refusés par les communes | Question **1911** (07/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Aktualitéit gouf e Fall public, wou eng Koppel, déi zënter 2022 zesummen ass an e Kand huet, net d'Méiglechkeet kritt sech ze bestueden. De Mann, deen zënter 2018 zu Lëtzebuerg lieft, huet sech duerch eng Beruffsausbildung an d'Bestoe vum Sproochentest aktiv ëm eng Integratioun beméit. Seng Partnerin, déi zënter 2015 ënner internationalem Schutz steet, an hien hunn e gemeinsaamt Kand vun 18 Méint.

D'Verweigerung vum Recht op Bestietnes duerch verschidde Gemenge werft fundamental Froen op iwwert d'Kompatibilitéit vun eiser aktueller Praxis mat der Europäescher Mënscherechtskonventioun, déi an hirem Artikel 12 d'Recht op Bestietnes garantéiert. Dëst ass besonnesch problematesch am Kontext vun enger Famill mat engem gemeinsame Kand a wou ee vun den Elterendeeler e legale Statut zu Lëtzebuerg huet. Aktuell huet Lëtzebuerg ausserdeem d'Presidence vum Ministerrot vum Conseil de l'Europe, deen dës Konventioun ze verteidegen an ze stäerken huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Op wéi enger rechtlecher Basis kënnen d'Gemengen d'Recht op Bestietnes refuséieren a wéi ass dëst mat der Europäescher Mënscherechtskonventioun kompatibel?

2. Wéi vill Refuse fir Bestietnesser gouf et an de leschte 5 Joer vu Gemengen, speziell a Fäll, wou ee vun de Partner e legale Statut zu Lëtzebuerg hat?

3. Gëtt et eng eenheetlech Approche tëscht de Gemengen am Ëmgang mat Bestietnesufroe vu Persounen ouni legale Séjour an, wa jo, wéi gesäit dës aus?

4. Wéi eng Méiglechkeete gesäit de Minister, fir d'Situatioun vu Koppelen ze reegelen, déi e gemeinsaamt Kand hunn a wou just een Elterendeel e legale Statut zu Lëtzebuerg huet?

5. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung fir ze verhënneren, datt Kanner duerch administrativ Decisioune vun engem Elterendeel getrennt ginn?

Réponse (29/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Ewéi an eisen Nopeschlänner ass och zu Lëtzebuerg d'Bestietnis u verschidde Formalitéiten a Bedéngunge geknëppt. Fir datt d'Gemeng d'Persoune bestuede kann, mussen dës Persounen Dokumenter bréngen, déi beleeën, dass si déi legal Formalitéiten a Viraussetzungen erfëllen. Dofir musse béid Persounen sech och mat engem Pass oder enger Carte d'identité ausweise kënnen, an e Certificat de résidence bréngen, fir datt d'Bestietnis am Reider vun der Gemeng ausgehaange ka ginn (Artikelen 63 an 166 vum Code civil).

Wärend fir d'Formalitéiten (Conditions de forme) d'Gesetz vum Land vum Bestietnis gëllt, ass fir d'Viraussetzungen (Conditions de fond) d'Gesetzgeebung vum Land ze applizéieren, vun deem d'Persoun d'Nationalitéit huet (Artikel 3 vum Code civil). Dat ass och de Grond, firwat et jee no perséinlecher Situatioun vun der Persoun ënnerschiddlech Viraussetzunge fir e Bestietnes gëtt, spréch ënnerschiddlech Dokumenter gefrot ginn.

D'Gemeng däerf d'Leit nëmmen da bestueden, wann dës Formalitéiten a Viraussetzunge kontrolléiert goufen an erfëllt sinn. Anerefalls setzt den Officier de l'état civil sech penale Sanktiounen aus (Artikel 264 vum Code pénal). Bei engem Verdacht op e Scheinbestietnes oder Zwangsbestietnes kann de Parquet saiséiert ginn a sech dem Bestietnis opposéieren (Artikel 387 bis 389 vum Code pénal).

Den Artikel 12 vun der Mënscherechtskonventioun, dee beseet, datt „Männer a Frae vum bestuetbaren Alter d'Recht hunn sech ze bestueden an eng Famill ze grënnen, laut den nationale Gesetzer, déi d'Ausübe vun dësem Recht regéieren", konsekréiert d'Recht sech ze bestueden. Duerch seng Jurisprudenz huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter festgehalen, datt d'Staaten eng large Appreciatioun hunn, awer och, datt Restriktiounen op d'Rechter, déi ënner dem Artikel 12 vun der Mënscherechtskonventioun vum nationale Gesetz garantéiert sinn, musse fir e legitimmen Zweck imposéiert ginn an net däerfen iwwer eng raisonnabel Limitt goen, fir dësen Zweck ze erreechen[1].

Konkreet heescht dat, d'Länner däerfe Prozedure mat Restriktiounen hunn, mee d'Recht net esou beschränken oder reduzéieren, datt d'Essenz vum Recht behënnert gëtt[2]. Deemno entspréicht de gesetzleche Kader vu Lëtzebuerg dem Standard vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

ad 2. Et gëtt keng offiziell Zuelen, a wéi vill Fäll a firwat d'Gemengen d'Persounen net bestuede konnten, wéi et och keng Statistike bei de Justizautoritéiten zu deem Sujet gëtt.

ad 3. Grondsätzlech kënnen d'Gemengen all Persoun bestueden, souwäit si d'Konditiounen erfëllt an déi gebrauchte Pabeiere bréngt. Wann et e Problem mat de Pabeiere gëtt, gëtt dee mat der Autorité compétente, de Parqueten, gekuckt.

[1] O'Donoghue and Others v. The United Kindgdom, n° 34848/07, 2010*, § 8.

[2] Frasik v. Poland, n° 22933/02, 2010*, § 90.

Fir d'Gläichheet vun all de Leit virum Gesetz ass eng eenheetlech Approche an der Matière vum Persounestand (État civil), an also och fir d'Bestietnes, wichteg. Dofir sti vill Informatiounen zu dësem Sujet um Site guichet.lu. Dofir ginn och all Joer fir d'Gemengebeamte Formatioune beim INAP (Institut national d'administration publique) organiséiert, esouwuel an der initialer Formatioun ewéi och an der Formation continue. Dës Coursë sinn ëmmer gutt besicht.

ad 4. a 5. Wann een Elterendeel legal zu Lëtzebuerg ass, an deen aneren Elterendeel illegal am Land ass, gëtt et zwou Méiglechkeeten.

Am Fall, wou de Regroupant en EU-Bierger ass, deen en Droit de séjour vu méi wéi 3 Méint huet, gëtt et d'Méiglechkeet vun der Unerkennung vun enger „relation durable" laut Artikel 12 Paragraph 2 Punkt 3 vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008. Gëtt d'Relation durable unerkannt, dann huet dem EU-Bierger säi Partner en Droit de séjour, onofhängeg vu senger Nationalitéit.

Wann de Regroupant en Drëttstaatler ass, deen en Titre de séjour a genuch Ressourcë fir sech a seng Familljememberen huet, gëtt et eng änlech Léisung, déi vum Artikel 78 Paragraph 1 Punkt 3 virgesinn ass. An deem Fall géif de Partner vum Drëttstaatler en Titre de séjour pour „raisons privées" kréien.

Discours de haine en ligne | Question **1934** (13/02/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

An de leschte Joren ass den Online-Hatespeech zu engem ëmmer méi grousse Problem ginn, souwuel an eiser Gesellschaft wéi och an der politescher Debatt. D'Verbreedung vu verbaler Gewalt, diskriminéierende Bemierkungen a Bedroungen op sozialen Netzwierker an aneren Online-Plattformen huet net nëmme gravéierend Konsequenze fir déi betraffe Persounen, mee och fir d'Zesummeliewen an eis demokratesch Wäerter.

Och zu Lëtzebuerg gesi mir ëmmer méi Beispiller vun diffaméierenden oder haasserfëllte Kommentaren, déi géint spezifesch Gruppen oder Individue geriicht sinn. Trotz de gesetzleche Bestëmmungen, déi schonn existéieren, bleift d'Fro, ob déi aktuell Instrumenter effektiv genuch sinn, fir dëst Phänomeen an de Grëff ze kréien.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Virfäll sinn an deene leschte Joer um Site stopline.lu gemellt ginn?

2. Wéi vill Plainten sinn an deene leschte Joer am Kader vum Hatespeech gemaach ginn? A wéi ville Fäll koum et zu enger Verurteelung?

3. Wéi eng Campagnë gesäit d'Madamm Justizministesch vir, fir géint den Hatespeech virzegoen?

Réponse (15/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Den Internetsite BEE SECURE Stopline erlaabt et jidderengem, illegal Inhalter um Internet anonym a confidentiel ze mellen. Ënner illegalen Inhalter, déi een op dëser Internetsäit melle kann, versteet een:

– Inhalter am Zesummenhang mat sexuellen Iwwergrëffer op Mannerjäreger;
– Rassistesch, revisionistesch, diskriminatoresch Inhalter an Haassried;
– Inhalter terroristescher Natur.

De BEE SECURE Stopline Service gëtt bedriwwe vum KJT (Kanner-Jugendtelefon), dee Member ass vum internationalen INHOPE-Reseau (International Association of Internet Hotlines).

D'Signalementer ginn an Zesummenaarbecht mat den Autoritéiten an de kompetente Partner op nationalem an internationalem Niveau traitéiert.

Online-Hatespeech kann ënner zwou verschidde Kategorië falen:

– Rassismus an Diskriminéierung:
• 2023: sinn 319 URL via BEE SECURE Stopline gemellt ginn, dovu sinn der 200 un déi zoustänneg Autoritéit weidergeleet ginn;
• 2024: si 448 URL via BEE SECURE Stopline gemellt ginn, dovu sinn der 263 un déi zoustänneg Autoritéit weidergeleet ginn.

Déi signaléiert Contenuen hu follgend Theemeberäicher betraff: Opruff zu Haass oder zur Gewalt opgrond vun enger Charakteristik wéi der Nationalitéit, der Ethnie, der reliéiser Zougehéieregkeet, dem Geschlecht, der sexueller Orientéierung, oder och generell der Hierkonft.

– Terrorismus:
• 2023: sinn 41 URL bei der BEE SECURE Stopline an deem Domaine signaléiert ginn, dovu sinn der 25 un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet ginn;
• 2024: sinn 127 URL bei der BEE SECURE Stopline an deem Domaine signaléiert ginn, dovu sinn der 89 un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet ginn.

Déi Signalementer, déi zeréckbehale goufen, betreffe virrangeg Inhalter, déi zu Gewalt oder anere kriminellen Akte géint spezifesch Gruppen (reliéis Communautéiten, politesch Responsabel) incitéiere respektiv Contenuen, déi dës Akte verherrlechen.

D'Differenz tëscht de signaléierten URL an deenen, déi un d'Autoritéite weidergeleet goufen, erklärt sech duerch verschidde Facteuren, wéi ënnert anerem:

– de Contenu ass net méi online;
– de Contenu ass scho gemellt ginn;
– d'Service Providere vun de Plattformen hunn de Contenu selwer identifizéiert a suppriméiert;
– den Inhalt fält kloer net ënnert dat, wat d'Gesetzestexter am Zesummenhang mat der Kategorie rassistesch, revisionistesch, diskriminatoresch Inhalter an Haassried reegelen (Artikel 454 bis 457-1 vum Code pénal).

ad 2. Follgend nei Affäre si wéinst Verdacht op eng Strofdot geméiss Artikel 457-1 vum Code pénal enregistréiert ginn.

(Doublone si méiglech, wann ee vun den zwee Parqueten eng Affär un deen anere Parquet „pour raison de compétence territoriale" weidergëtt):

Et goufe follgend geriichtlech Decisiounen an der Matière geholl:

Unzuel vu geriichtleche Decisiounen (Art. 457-1 vum Code pénal)

Et ass ze bemierken, datt d'Parqueten eng alternativ Moossnam zu de Poursuitte proposéiere kënnen, wéi zum Beispill ee Rappell un d'Gesetzgeebung oder eng Invitatioun, fir um Programm „Dialog statt Hass", dee vun der Associatioun Respect.lu organiséiert gëtt, deelzehuelen.

ad 3. De Kampf géint all Form vun Haassried ass eng wichteg Prioritéit, déi d'Regierung duerch verschidde Moossnamen och national ëmsetzt.

2017 huet d'Regierung eng Ulafstell agefouert, déi eng Berodung a Begleedung vu Persounen ubitt, déi vun Extremismus a Radikalisatioun betraff sinn. Et handelt sech dobäi ëm d'ASBL SOS Radicalisation, déi am Mee 2017 gegrënnt gouf, a säit Juli 2017 ass den dozou gehéierende Präventiouns- a Berodungsservice „Respect.lu – Centre contre la radicalisation" funktionell. De Service bitt Leit, déi op iergendeng Manéier mat Extremismus a Radikaliséierung konfrontéiert sinn, een oppent Ouer an Ënnerstëtzung un, an organiséiert och Formatiounen a Sensibiliséierungsaktivitéiten.

Well den Opruff zum Haass an eiser Gesellschaft, besonnesch iwwert déi sozial Medien, ëmmer méi zu engem Problem ginn ass, huet Respect.lu 2020 de Projet „Dialog statt Hass" lancéiert. De Fokus läit bei dësem Projet op Persounen, déi duerch hiren „Hate Speech" am Internet opfälleg gi sinn, an doduerch an der Reegel vum Parquet opgefuerdert ginn, dee Programm ze suivéieren. D'Zil ass et, zesumme mam Auteur vum „Hate Speech" eng Analys vun der Dot ze maachen, eng Selbstreflexioun ze initiéieren, méiglech Ursaachen ze analyséieren an ee méi respektvollen Ëmgang mat anere Leit ze erreechen. 2024 ass och ee Poste „streetworker en ligne" geschaaft ginn, fir d'Interventioune vu Respect.lu am digitale Raum ze verstäerken.

Am Schouljoer 2022/2023 huet BEE SECURE d'Sensibiliséierungscampagne #NOHATEONLINE lancéiert gehat, fir e respektvollen Ëmgang um Internet ze förderen an Hatespeech entgéintzewierken. D'Portal nohateonline.lu bitt Recommandatioune géint Online-Haass a weist och direkt op d'Funktioun vun der BEE SECURE Stopline hin. Op der Websäit fënnt een och de Quiz „Däerf een dat soen?", wou d'Notzer d'Grenze vun der Meenungsfräiheet teste kënnen. Dës Campagne ass och als Reaktioun dorop ze gesinn, dass ëmmer méi Meldungen am Beräich Rassismus, Revisionismus, Diskriminéierung an Terrorismus festgestallt ginn.

An der Folleg vun den Diskussioune ronderëm d'Petitiounen 3198 an 3281 huet d'Gläichstellungsministesch den 22. November 2024 verschidden Acteuren zesummegeruff, déi sech elo scho géint Haassried engagéieren (Police grand-ducale, Parquet Lëtzebuerg, Respect.lu, Rosa Lëtzebuerg, Centre CIGALE, Intersex & Transgender Luxembourg ASBL, Kanner-Jugendtelefon, BEE SECURE). Bei dësem Echange ass et dréms gaange Pisten auszeschaffen, wéi ee méi geziilt aktiv géint de Phänomeen vun der Haassried ka virgoen. Eng vun de Conclusiounen ass et, fir dës Acteure méi an de Vierdergrond ze setzen a verstäerkt op déi bestoend Servicer an déi gesetzlech Dispositiounen, déi Haassried inkriminéieren, hinzeweisen.

Doriwwer eraus ass de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) amgaangen e Projet op d'Been ze stelle mam Centre contre la radicalisation Respect.lu iwwert de Sujet „Zivillcourage am Netz", wou et dréms geet, fir op den digitale Plattformen zivillgesellschaftlecht Engagement ze stäerken an e positive Géigennarrativ zu der Haassried ze formuléieren.

Besonnesch déi Minoritéiten an eiser Gesellschaft, déi zur Zilscheif vun Haassried geroden, sollen doranner bestäerkt ginn, sech konstruktiv a respektvoll ze wieren, sech fir eng gläichberechtegt Gesellschaft anzesetzen a fir e Bäitrag ze leeschten, déi sozial Plattformen erëm zu deem ze maachen, wat se mol waren: e Forum fir een demokrateschen Austausch a fräi Meenungsäusserung am Respekt par rapport zu jidderengem.

Doriwwer eraus schafft de MEGA zesumme mat anere Ministèren un zwee wichtegen nationalen Aktiounspläng. Den nationalen Aktiounsplang iwwer geschlechtsbaséiert Gewalt wäert ënnert anerem och en Akzent op déi sougenannten digital Gewalt („tech-facilitated Violence") leeën a wäert och de Projet „Zivilcourage im Netz" integréieren. Den nationalen Aktiounsplang fir Persounen, déi den LGBTIQ+-Communautéiten ugehéieren, wäert de Sujet vun der Haassried géint dës Communautéite verstäerkt an de Fokus huele mat Mesuren a konkreete Projeten. Béid national Aktiounspläng wäerten am Summer 2025 virleien.

Lutte contre la tuberculose au Luxembourg | Question **1994** (28/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Tuberkulos gëtt vu Bakterie verursaacht, betrëfft a ville Fäll d'Longen a verursaacht ënner anerem en Houscht als éischt Zeechen. Awer och bal all aner Organer kënne vun de Bakterie betraff sinn a schlëmm Krankheete verursaachen. Och wann Tuberkulos hei zu Lëtzebuerg éischter selten ass, gouf et Enn 2022 zu Lëtzebuerg zum Beispill zwee Fäll vun Tuberkulos an enger Schoul respektiv Maison relais.

Rezent huet den amerikanesche Präsident Donald Trump quasi iwwer Nuecht sämtlech Gelder fir de Programm USAID sträiche gelooss. E groussen Deel vun de Programmer, déi weltwäit am Kampf géint Tuberkulos aktiv sinn, goufe bis elo awer zu groussen Deeler finanziell vun USAID ënnerstëtzt. Opgrond vun de feelende Gelder goufe vill Programmer elo kuerzfristeg gestoppt a betraffe Leit weltwäit kënne weeder diagnostizéiert nach behandelt ginn. Déi feelend Behandlung kéint innerhalb vun den nächste Méint am schlëmmste Fall zu enger weltwäiter Ausbreedung vun Tuberkulos féieren, dorënner och vu resistente Bakteriestämm. Och wann den amerikanesche Minister Rubio matgedeelt huet, dass liewenswichteg Programmer weidergefouert géife ginn, sou schéngt dat awer net fir d'Tuberkulos-Programmer ze gëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi preparéiert sech Lëtzebuerg op potenziell nei Tuberkulos-Infektiounen, déi aus Länner komme kéinten, wou USAID-finanzéiert Diagnos- a Behandlungsprogrammer elo gestoppt goufen?

2. Gëtt et op nationalem oder op EU-Niveau schonn en Noutfallplang, fir zousätzlech medezinnesch Ressourcen ze mobiliséieren, falls d'Ausbreedung vu resistenter Tuberkulos weltwäit zouhëlt als Folleg vun dëser Ënnerbriechung?

3. Wéi ka garantéiert ginn, datt Lëtzebuerger Bierger virun enger méiglecher Erhéijung vun der Tuberkulos-Bedroung geschützt sinn, besonnesch wann d'Diagnos- an d'Behandlungsprogrammer an Héichrisiko-Länner amgaang sinn zesummenzefalen?

4. Wäert Lëtzebuerg zousätzlech finanziell Ënnerstëtzung ubidden, fir den Ausfall vun den amerikanesche

Gelder fir Tuberkulos-Bekämpfung ze kompenséieren?

5. Gi konkreet Moossname geholl, fir eist Gesondheetswiesen op eng méiglech méi héich Unzuel u Fäll ze preparéieren?

Réponse (14/04/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'Iwwerwaachung vun Tuberkulos-Infektiounen ass schonn etabléiert, esou dass Situatiounen, wéi se vum honorabelen Deputéierte beschriwwe goufen, entspriechend kënne geréiert ginn.

Follgend Prozedure sinn am Asaz:

Laut dem Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Deklaratioun vu verschiddene Krankheeten am Kader vun der Protektioun vun der Santé publique, mussen esouwuel d'Doktere wéi och d'Laboratoiren, déi medezinnesch Analys maachen, Infektiounskrankheete wéi Tuberkulos innerhalb vun engem Dag bei der Gesondheetsdirektioun deklaréieren.

D'Demande fir eng Openthaltsgeneemegung vu Persounen aus Drëttstaaten (also Net-EU-Memberstaaten, dorënner och d'Länner, déi vun der genannter US-Moossnam betraff sinn) ënnerläit enger obligatorescher medezinnescher Kontroll[3]. Dës ëmfaasst souwuel eng allgemeng medezinnesch Ënnersichung wéi och en Depistage vun der Tuberkulos.

Eng änlech Kontroll (medezinnesch Ënnersichung an Depistage vun der Tuberkulos) ass virgesi fir Leit, déi als sougenannten „demandeur de protection internationale" op Lëtzebuerg kommen[4].

Am Joer 2023 goufen 1.615 positiv IGRA-Tester (Interferon Gamma Release Assay) deklaréiert, also latent Tuberkulosinfektiounen detektéiert[5]. Wéi uewen erwäänt, ass dësen Test erfuerderlech fir Persounen aus Drëttlänner, déi eng Openthaltsgeneemegung oder internationale Schutz wëlle kréien. Persounen, déi mat Tuberkulos infizéiert sinn (IGRA positiv), hunn ongeféier 5–10 % Risiko, eng aktiv Krankheet an de Joren no der Infektioun oder bei enger liichter Ofsenkung vun der Immunitéit ze entwéckelen. Wat aktiv Fäll vun Tuberkulos ugeet, goufe 46 Deklaratioune bei der Gesondheetsdirektioun am Joer 2023 enregistréiert.

An deem Kader weist d'Organisation mondiale de la santé (OMS) drop hin, datt d'Budgetskierzunge vun UNAIDS sech bedrolech op d'Programmer géint d'Tuberkulos kéinten auswierken an dëst besonnesch an aarme Länner wéi an Afrika, Südostasien an dem westleche Pazifik; Regiounen, déi am meeschte betraff sinn[6]. Esou ass et wichteg, dës Krankheet weider ze iwwerwaachen. Dës Iwwerwaachung ass Deel vun de Missioune vun der Gesondheetsdirektioun, a méi spezifesch der Divisioun vun der Inspection sanitaire, am Kader vum Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet, a gëtt deementspriechend organiséiert a geréiert.

Wat Noutfallpläng betrëfft, ass e Gesetz iwwer d'Santé publique amgaang elaboréiert ze ginn. An der Tëschenzäit schafft d'Gesondheetsdirektioun un engem operationelle Plang fir all Acteur, deen epideemesch a biologesch Risiken adresséiert.

Fir de Moment ass d'Inzidenz vun der Tuberkulos zu Lëtzebuerg niddreg. D'aktuell Moossname ginn duer, fir déi Situatioun zefriddestellend ënner Kontroll ze behalen.

3 Règlement grand-ducal du 3 février 2009 sur le contrôle médical des étrangers
4 Loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire
5 Rapport épidémiologique des maladies transmissibles au Luxembourg - 2023
6 Funding cuts impact access to TB services endangering millions of lives

Lutte contre la pauvreté | Question **1997** (03/03/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Bannent deene leschte Méint huet d'Regierung gläich e puermol widderholl, datt se d'Aarmut am Land verstäerkt bekämpfe wëll. An deene leschte Woche waren eng ganz Partie Artikelen an der nationaler Press iwwert de Manktem u Plazen an de respektiven Dag- oder Nuetsfoyeren.

Esou ass zum Beispill mat déi gréissten Organisatioun, d'ASBL Stëmm vun der Strooss zejoert un hir Grenze gestouss, 2024 huet „d'Stëmm" am Ganze 14.925 Persoune betreit, dat sinn der esouvill wéi nach ni virdrun. Op alle Fall weisen déi aktuell Zuelen, datt d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg klëmmt a weider Mesüre musse geholl ginn, fir Leit, déi an Nout sinn, adequat ze versuergen. Dobäi fält op, datt eng Rei Associatiounen, déi zënter Joren um Terrain aktiv sinn a prett sinn, fir verstäerkt ze hëllefen, keng reegelméisseg staatlech Ënnerstëtzung kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Vu datt d'Stëmm vun der Strooss 2024 un hir Grenze gestouss ass, missten net nach aner Associatioune verstäerkt ënnerstëtzt ginn, fir vun Aarmut betraffe Leit ze versuergen?

2. Firwat ass am Plang vun der Regierung géint d'Aarmut, d'ASBL „Stroossenenglen" net matabezu ginn?

Réponse (29/04/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Un éischter Stell ass et wichteg ze preziséieren, datt d'Stëmm vun der Strooss kee konventionéierte Partner vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil, mee vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass.

Am Kampf géint d'Aarmut si vill Acteuren implizéiert.

Esou ass et zum Beispill noutwenneg, de Rôle vun den Offices sociaux ervirzehiewen, déi eng wichteg Ulafstell am Kampf géint d'Aarmut duerstellen. Déi 30 Offices sociaux am Land hunn d'Zil, fir d'Aarmut ze bekämpfen a géint d'Exclusion sociale virzegoen. Et sief drun erënnert, datt den Office social d'Leit informéiert, beréit an si an hiren Demarchen ënnerstëtzt, fir datt si Accès zu de verschiddene soziale Mesuren a Prestatiounen hunn. Den Office social kann doriwwer eraus och eng Aide matérielle accordéieren.

Natierlech brauchen d'Offices sociaux och dat néidegt a qualifizéiert Personal. Esou sief drun erënnert, dass de Personalschlëssel vun den Offices sociaux schonn op den 1. Januar 2023 ugepasst gouf, fir dës weider ze stäerken a si bei der Ausféierung vun hire Missiounen zousätzlech ze ënnerstëtzen. Sou gouf de Personalschlëssel ëm 50 % an d'Luucht gesat, d. h. vun 1 Sozialbetreiungsposten (Personnel d'encadrement social) an 0,5 Administratiounsposten (Personnel administratif) pro 6.000 Awunner op 1,5 Sozialbetreiungsposten an 0,75 Administratiounsposte pro 6.000 Awunner.

Des Weideren ass virgesinn, am Laf vum Joer 2025 d'Ekippe vun den Offices sociaux, déi sech ëm sozial Wunnprojete këmmeren, mat zousätzleche Posten ze verstäerken. Déi genee Modalitéiten heivu sinn de Moment amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Nieft den Offices sociaux, ënnerstëtzt de Ministère associativ a kommunal Acteuren, déi sech fir d'Bekämpfung vun der Prekaritéit, der Obdachloségkeet an der Wunnengsexklusioun asetzen. Finanzéiert ginn Noutschlofstellen, Hebergementstrukturen an divers Wunnengsmesuren, déi mat engem individuelle sozialen an edukativen Encadrement verbonne sinn. Zousätzlech ënnerstëtzt de Ministère Servicer fir vulnerabel Persounen a prekären Ëmstänn, dorënner den Zougang zu Iessen zu engem modeste Präis, d'Präventioun an d'Berodung am Kader vun der Iwwerschëldung souwéi den Accès zu digitalen Outilen.

Fir 2025 huet de Familljeministère e Budget vu 76.973.281,12 € fir dës Acteuren a Mesurë virgesinn, wat eng Erhéijung vu 16,25 % am Verglach zum viregte Joer duerstellt.

De Familljeministère setzt sech kontinuéierlech dofir an, bestoend Projeten auszebauen an nei Initiativen ze entwéckelen, fir d'Prekaritéit zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an de Betraffene konkreet Hëllefen ze bidden.

ad 2. De Koalitiounsaccord gesäit vir, datt d'Regierung en Aktiounsplang fir d'Präventioun an de Kampf géint d'Aarmut op d'Bee stellt, deen de Problem an all senge Facetten ugeet. Aktuell gëtt am Familljeministère intensiv un der Elaboratioun vun dësem Aktiounsplang geschafft. Heibäi ass net just eng interministeriell Concertatioun a Collaboratioun essentiel, fir d'Aarmut an all hire Facetten ze bekämpfen, mee och d'Abanne souwuel vun den Acteure vum Terrain, déi iwwer eng grouss Expertis verfügen, wéi och vun der Zivillgesellschaft generell. An deem Kader ass dowéinst eng breet Consultatioun virgesinn, déi géint Mëtt vun dësem Joer soll stattfannen.

Prise en charge des séances d'ostéopathie | Question **2008** (04/03/2025) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

L'exercice de l'ostéopathie bénéficie d'un cadre légal définissant les conditions d'accès à la profession. Toutefois, malgré cette reconnaissance, l'ostéopathie ne fait toujours pas l'objet d'un remboursement par la Caisse nationale de santé (CNS), ce qui peut limiter l'accès pour une partie de la population.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Où en sont les discussions concernant une prise en charge des séances d'ostéopathie ?

2) Quels sont les principaux obstacles concernant une prise en charge des séances d'ostéopathie ?

3) Est-ce qu'il existe des informations concernant l'évolution du nombre de séances d'ostéopathie dispensées au Luxembourg ?

Réponse (16/04/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Les derniers échanges en vue de l'élaboration d'une convention entre la CNS et l'Association luxembourgeoise des ostéopathes (ALDO) respectivement l'Osteopathe Vereenegung Lëtzebuerg ASBL (OVL) remontent à 2019 respectivement 2020.

Dans un but de reprendre les négociations, la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a reçu l'ALDO à deux reprises, les 28 mars 2024 et 27 février 2025 et a par ailleurs assisté à l'assemblée générale de Osteopathy Europe à la fin de l'année dernière.

ad 3) Étant donné que les actes réalisés par les ostéopathes ne sont actuellement pas pris en charge par l'assurance maladie, il n'est pas possible de répondre

à cette question, faute de disposer de donnée chiffrée ou information systématique relative à l'évolution du nombre de séances d'ostéopathie effectuées au Luxembourg.

Invitation d'un influenceur et formateur anti-harcèlement à une conférence | Question **2012** (05/03/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Selon un article de presse, l'influenceur et formateur anti-harcèlement allemand Carsten Stahl aurait présenté mercredi dernier sa stratégie anti-harcèlement lors d'une conférence organisée par l'IFEN et destinée aux enseignant.e.s. Alors que cette lutte constitue certes un enjeu très important, l'invité en question a par le passé fait l'objet de critiques.

En effet, de nombreux.euses expert.e.s considèrent que la façon de travailler de Carsten Stahl est dangereuse et que ses méthodes vont jusqu'à humilier psychologiquement et verbalement les enfants. Dans sa ville natale de Berlin, il a suscité de vifs débats politiques. Le district a finalement décidé de ne plus travailler avec lui.[7]

Le programme gouvernemental 2023-2028 du Gouvernement luxembourgeois prévoit la mise en place d'un programme de prévention contre le harcèlement dans les écoles.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quel a été le cadre exact de la conférence susmentionnée et quel était le rôle du MENJE dans son organisation ?

2) Pourquoi Carsten Stahl a-t-il été invité ? Les critiques à son encontre ont-elles été prises en considération avant la décision de l'inviter ?

3) D'autres orateurs.trices ont-ils.elles été invité.e.s à la conférence ou non ?

4) Quels étaient, en résumé, les propos de Monsieur Stahl lors de la conférence ?

5) Quel est l'état d'avancement du programme de prévention contre le harcèlement prévu dans le programme gouvernemental ? Le programme de prévention est-il ou sera-t-il influencé par les idées et stratégies de Monsieur Stahl ?

6) Quelles sont, en attendant le programme de prévention, les principales initiatives du MENJE contre le harcèlement déjà à l'heure actuelle ? Comment Monsieur le Ministre résumerait-il l'approche de ces programmes ? Sont-ils compatibles avec les idées de Monsieur Stahl ?

Réponse (18/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La conférence s'est inscrite dans le cadre de la formation du personnel des services socio-éducatifs des lycées. L'objectif de la formation est de renforcer l'identité professionnelle des acteurs en leur fournissant des outils pratiques. Ce processus vise à structurer davantage le travail socio-éducatif dans les lycées et à accroître son efficacité.

Organisée par le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS), la conférence du 26 février 2025, intitulée L'animation jeunesse en milieu scolaire – une offre d'éducation non formelle entre l'école et les loisirs (« Schuljugendarbeit – ein non-formales Bildungsangebot zwischen Schule und Freizeit ») s'inscrit dans la continuité des réflexions autour de l'éducation non formelle dans l'enseignement secondaire. Elle a servi de plateforme d'échange pour approfondir les discussions sur le travail socio-éducatif dans le milieu scolaire au Luxembourg et d'explorer de nouvelles stratégies d'intervention potentielles.

Le but principal de cette conférence était de présenter un nouvel outil pédagogique (Handlungsleitfaden) élaboré dans le cadre d'un processus participatif impliquant 45 écoles secondaires. Véritable référence pour les professionnels du secteur, ce guide fournit des recommandations méthodologiques pour mieux structurer et améliorer la pratique professionnelle.

Le CePAS a également invité un expert du domaine du travail bas seuil avec les jeunes dans le contexte du harcèlement scolaire, à savoir Monsieur Carsten Stahl. Le but de son intervention était de stimuler les débats sur la problématique du harcèlement scolaire de manière controversée et différenciée. Son intervention s'est appuyée sur ses expériences avec des publics divers, souvent issus de milieux moins favorisés, notamment à Berlin et dans d'autres régions d'Allemagne, ainsi qu'au Liechtenstein, en Suisse et en Autriche, où il travaille activement avec les jeunes et les institutions pour combattre la violence et promouvoir le respect mutuel.

ad 2) Monsieur Stahl a été invité en raison de son engagement dans la lutte contre le harcèlement scolaire et pour entamer une discussion factuelle et objective sur cette problématique réelle pouvant toucher chaque école et chaque jeune.

Les critiques à son encontre ont été prises en considération. Le but n'était pas de reprendre les concepts préconisés tels quels, mais de lancer un débat sur les méthodes d'intervention potentielles.

ad 3) Le thème central de la conférence concernait la professionnalisation du travail socio-éducatif de bas seuil en milieu scolaire. L'objectif était de renforcer l'identité professionnelle des acteurs du domaine socio-éducatif et de stimuler des échanges sur des approches pratiques directement applicables aux réalités de terrain.

La conférence était structurée en deux blocs distincts. Le premier bloc a été consacré à la présentation du Handlungsleitfaden, un outil pratique visant à accompagner la mise en œuvre de l'animation socio-éducative en milieu scolaire. Ce guide a permis de fournir des repères et des bonnes pratiques pour structurer et renforcer l'efficacité du travail socio-éducatif dans les écoles secondaires.

Le second bloc a été dédié aux interventions pratiques, avec une attention particulière portée à l'expérience de terrain. C'est dans ce cadre que l'intervention de Monsieur Stahl avait lieu.

ad 4) Lors de la conférence, Monsieur Stahl a présenté son approche de prévention du harcèlement scolaire, fondée sur une méthode structurée et systémique qui s'appuie sur son expérience personnelle et son influence médiatique. L'objectif de son intervention était de sensibiliser les jeunes aux conséquences du harcèlement en leur offrant une perspective accessible et directe.

Son approche repose sur la promotion de valeurs communes de respect et de tolérance au sein des établissements scolaires. Elle se traduit par la mise en place d'espaces de dialogue créés au sein des classes. Ces moments permettent à tous les élèves, qu'ils soient témoins, victimes ou auteurs de harcèlement, de s'exprimer en toute sécurité, favorisant ainsi une rupture avec le silence et une transformation des dynamiques sociales de groupe. Cette approche, centrée sur le dialogue et la reconnaissance des expériences de chacun, est essentielle pour instaurer un climat de respect mutuel.

L'approche de Monsieur Stahl comprend une vision systémique, prenant en compte les facteurs extérieurs à l'école, comme l'environnement familial et social et l'interaction entre les différents acteurs éducatifs, à savoir les élèves, les enseignants, les éducateurs et les parents. Il ne s'agit pas d'une intervention ponctuelle, mais d'un processus collectif et durable.

L'aspect fondamental de son message réside dans l'engagement à long terme. La lutte contre le harcèlement scolaire nécessite une collaboration continue entre tous les acteurs de l'éducation pour avoir un impact réel et durable.

Dans le cadre de sa démarche, Monsieur Stahl a également présenté des outils concrets, tels que l'application Anti-Mobbing et le Mobbing Tagebuch (Journal de harcèlement). L'application permet aux élèves de signaler anonymement les cas de harcèlement et offre des ressources pédagogiques pour renforcer la prévention. Le Mobbing Tagebuch, quant à lui, permet de documenter les incidents de harcèlement, offrant ainsi un moyen de suivre les dynamiques de groupe et d'identifier les causes sous-jacentes du harcèlement. Ces outils pratiques complètent l'approche globale de Monsieur Stahl, en apportant des solutions tangibles et accessibles pour soutenir les actions préventives dans les établissements scolaires.

ad 5) Le programme de prévention proposé par Monsieur Stahl rappelle l'importance d'une vision systémique du harcèlement scolaire, prenant en compte différents facteurs extérieurs à l'école, comme l'environnement familial et social, et l'interaction entre les différents acteurs de la communauté scolaire. Son intervention avait donc davantage comme objectif de convaincre l'auditoire que la question du harcèlement scolaire est l'affaire de tous et qu'elle doit s'inscrire dans un processus durable et cohérent visant à faire évoluer le système dans son ensemble.

Concernant plus particulièrement le programme de prévention contre le harcèlement prévu dans le programme gouvernemental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) accompagne depuis 2022 un projet d'expérimentation visant à lutter contre toutes formes de violence, y compris le harcèlement scolaire. Celui-ci est conduit en collaboration avec différents lycées pilotes et s'inspire de pratiques et expériences menées dans d'autres pays, notamment en Belgique, au travers des travaux scientifiques. Le projet est actuellement dans sa dernière année d'expérimentation et est en cours d'évaluation avec l'ensemble des acteurs concernés. Il a d'ores et déjà permis de dégager les éléments clés d'un futur plan d'action national contre les violences à l'école et notamment le harcèlement scolaire, qui devrait être finalisé pour la rentrée scolaire 2026-2027. S'il est actuellement initié au sein de l'enseignement secondaire, il est réfléchi et conceptualisé dans une visée plus large prenant en compte l'enfance et la jeunesse au sens large.

ad 6) Le MENJE a déjà développé différentes initiatives contre le harcèlement scolaire.

Comme précisé ci-dessus, le projet innovant développé sous l'appellation actuelle « Dispositif bientraitance » a pour objectif d'offrir un environnement propice aux apprentissages scolaires, sociaux et éthiques, tout en garantissant un milieu de vie sain et sécure.

7 https://www.tagesspiegel.de/berlin/streit-uber-anti-mobbing-trainer-carsten-stahl-eskaliert-4671010.html

Dans cette optique, le projet « Bientraitance » vise, à travers des actions spécifiques, des méthodes et moyens, à outiller les écoles sur différents axes de développement :

– La définition d'un cadre et des règles connus par tous les acteurs de la communauté scolaire, y compris les parents, mais aussi l'accompagnement des comportements citoyens à l'école. Différents outils institutionnels sont développés dans ce sens : charte bientraitance, lignes de conduite à destination des professionnels de la communauté scolaire, règlement d'ordre intérieur s'appuyant sur la clarification des comportements citoyens attendus, clarification des procédures en matière d'accompagnement des victimes et de signalement, la communication entre l'école et les familles.

– L'apprentissage à la citoyenneté en intégrant le concept de justice réparatrice vis-à-vis des auteurs et des victimes, mais en valorisant également les comportements citoyens à l'école.

– La participation des jeunes en tant qu'experts dans la lutte contre les violences à l'école, par le biais notamment des cellules ambassadeurs en école. Ces jeunes engagés aux côtés des adultes agissent sur le climat scolaire, en développant des actions de prévention, en allant vers les jeunes qui rencontrent des difficultés, en développant des fonctions de pair-aidance. Ce travail se fait en étroite collaboration avec les représentants des comités d'élèves, afin que cette expertise puisse être prise en compte dans les espaces de décisions à l'école.

– L'élaboration de formations proposées au personnel des établissements leur permettant d'être mieux outillés face à la gestion des violences à l'école et ses conséquences.

Il convient de rappeler aussi les missions spécifiques des professionnels éducatifs et psychosociaux qui œuvrent au quotidien pour le renforcement des ressources des jeunes et pour leur bien-être. La lutte contre les violences repose sur une approche globale de l'école, portée collectivement par les acteurs de la communauté scolaire, y compris les jeunes et les adultes. Il s'agit donc de faire évoluer la culture de l'école dans ce sens et de soutenir les acteurs en leur proposant des outils et méthodes pour agir.

Au niveau des évolutions du cadre légal, il convient de rappeler la fonction du délégué à la protection de l'élève (DPE), introduite par la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Celle-ci témoigne de l'importance qui est accordée à un environnement scolaire positif et sécure. Les missions du DPE sont les suivantes :

– promouvoir le respect des droits des élèves et prévenir toute forme de maltraitance et de danger ;
– servir de soutien et être l'interlocuteur privilégié pour la communauté scolaire et les parents en matière de protection des élèves ;
– informer et conseiller les professionnels sur la gestion des informations concernant le bien-être ou le mal-être des élèves et le signalement aux autorités si nécessaire ;
– organiser des formations continues pour le personnel du lycée sur les droits de l'élève, la prévention et la protection contre toute forme de maltraitance et de danger allant à l'encontre du bien-être de l'élève.

Augmentation des saisies de drogues | Question **2015** (05/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eist Land huet rezent direkt zwee spektakulär Fäll gehat, bei deem gréisser Quantitéiten Droge fonnt goufen. Ufank Februar goufen an enger Maschinn, déi fir Aarbecht am Stroossebau genotzt gëtt, am Ganzen 890 Kilogramm Kokain saiséiert, mat engem Verkafswäert vun tëscht 80 an 160 Milliounen Euro. Virun e puer Deeg koum dunn d'Meldung, dass et um Flughafe Findel Ufank Februar ee weidere spektakuläre Kokainfund gouf, wou Agent:inne vun der Douane 508 Kilogramm Kokain am Wäert vu ronn 100 Milliounen Euro sécherstelle konnten. Laut dem Bericht am „Lëtzebuerger Wort" vum 3. Mäerz 2025 goufe ronn 3,6 Tonnen Tapioka kontrolléiert, an deem de Kokain verstoppt war. Am November 2018 haten Douanes-Enquêteuren um Flughafe Findel schonn eng Kéier 300 Kilo Kokain an der Fracht vun engem Fliger aus Südamerika entdeckt.

An de leschte Jore gëtt et ëmmer méi Berichter iwwer grouss Drogesaisien. Dës Entwécklung ass besuergneserreegend a fuerdert eng detailléiert Analys vun de Kontrollen an den Efforte vun eise Sécherheetsorganer. Déi zwee rezent Fäll weise besonnesch d'Raffinesse vun de Schmuggler, déi hir Wuer a legitimme Produite verstoppt hunn.

Dës Fäll weisen awer och, datt Lëtzebuerg verstäerkt als Transitland fir de Schmuggel vu Kokain aus Südamerika an d'EU genotzt gëtt, wat eng Rei vu Froen opwerft iwwert eis Sécherheetsstrukturen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Drogen (no Gewiicht/Volummen a Wäert) sinn an de leschte 5 Joer zu Lëtzebuerg saiséiert ginn, opgeschlësselt no Joer a Substanz?

2. Iwwer wéi eng Grenziwwergäng, Flughäfen, Postweeër oder aner Entréespunkten ass déi gréisste Quantitéit un Drogen an de leschte 5 Joer an eist Land komm?

3. Aus wéi enge Länner/Regioune staamt d'Majoritéit vun de saiséierten Drogen?

4. Wéi eng spezifesch Moossnamen huet d'Regierung ëmgesat, fir d'Sécherheetskontrollen am Cargocenter ze verbesseren, nodeems dëse massive Fund gemaach gouf?

5. Gëtt et Pläng fir eng international Task Force oder verstäerkte Kooperatioune mat aneren EU-Länner, fir géint Drogentransporter virzegoen?

6. De selwechten Artikel am „Wort" geet dann och op d'Belsch an Holland an, wou et an de leschte Wochen a Méint zu massiver Gewalt tëscht Drogebande komm ass, duerch déi och onbedeelegt Persoune blesséiert goufen oder ëmkomm sinn. Zudeem wär säit 2021 bekannt, dass kolumbianesch Karteller antëscht och direkt an Europa aktiv wieren.
Wéi schätzt de Minister d'Gefor an, dass et an Zukunft och zu Lëtzebuerg zu esou gewalttätege Virfäll ka kommen?

Réponse (14/04/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Den Tableau heidrënner schlësselt d'Saisië vun den heefegsten Droge[8] vun de leschte 5 Joer no Quantitéit a Substanz op. De Verkafspräis ass staark ofhängeg vun der Qualitéit vum Produkt um Marché a gëtt vun den Dealer festgeluecht, esou dass keng genee Ausso zum Wäert vun de Saisië vun der Police oder der Douanesverwaltung gemaach ka ginn.

Drogen, déi vun der Police saiséiert gi sinn: 🠝

Drogen, déi vun der Douane saiséiert gi sinn: 🠝

ad 2. D'Majoritéit vun den Drogen, déi d'Police saiséiert, gëtt iwwer d'Strooss iwwer déi klassesch Grenziwwergäng transportéiert.

D'Majoritéit vun den Drogen, déi D'Douanesverwaltung saiséiert, gëtt an der Loftfracht (inklusive Postpäck) transportéiert.

Dësen Ënnerscheed läit natierlech un den ënnerschiddleche Missioune vun den zwou Administratiounen.

ad 3. Lëtzebuerg bleift en Transitland. D'Police an d'Douane stelle fest, dass Drogen, déi zu Lëtzebuerg ukommen, allgemeng net fir Lëtzebuerg bestëmmt sinn, mee gréisstendeels just duerch Lëtzebuerg transitéieren.

De gréissten Deel vun den Drogen, déi am Stroossenhandel zu Lëtzebuerg saiséiert goufen, kommen aus Holland oder aus der Belsch op eisen Territoire. D'Majoritéit vun de saiséierten Drogen aus der Loftfracht kënnt aus Drëttlänner.

ad 4. Am Fall vun der ugeschwater Droge-Saisie gouf enk mat Europol zesummegeschafft.

Spezifesch Moossname kënne keng vun der Police oder der Douane matgedeelt ginn.

ad 5. Déi internal Policekooperatioun ass eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung a soll weider ausgebaut ginn, fir géint organiséiert Kriminalitéit an Droge virzegoen. Lëtzebuerg wäert ënnert anerem déi besteeënd bilateral Kooperatiounsaccorde mat Däitschland a Frankräich aktualiséieren, fir den aktuellen Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

D'Police an d'Douanesverwaltung schaffen enk mat der Belsch, Holland a Frankräich zesummen, notamment an de gemeinsamen „Hazeldonk"-Operatiounen. An deem Kontext ginn all Joer e puer kontrolléiert Aktioune mat anere Memberstaate géint den Drogentransport duerchgeféiert.

D'Douanesverwaltung bedeelegt sech och um nei gegrënnten EU Customs Alliance for Borders Expert Team, deen dëst Joer lancéiert gouf. Dës Initiativ viséiert d'Stäerkung vun de gemeinsam operationelle Kapazitéite vun den EU-Douanesautoritéiten un all den EU-Baussegrenzen (Flughäfen, Häfen, Landesgrenzen) géint Drogeschmuggel an -handel.

Doriwwer eraus ginn an Zesummenaarbecht mat Europol reegelméisseg Informatiounen an Erfarungen ausgetosch. D'Police steet och an engem stännegen Austausch mat den Enquêteuren aus den Nopeschlänner, wat e quasi deeglechen Informatiounsfloss erméiglecht. Falls eng international Affär et hiergëtt, kann eng gemeinsam Ermëttlungsekipp (Joint Investigation Team – JIT) agefouert ginn.

Souwuel d'Police wéi och d'Douanesverwaltung sinn an Aarbechtsgruppen um europäeschen Niveau vertrueden, wéi zum Beispill de Law Enforcement Working Party vum Conseil de l'Europe. Lëtzebuerg participéiert als Land un der Prioritéit „trafic de stupéfiants" am Kader vum EMPACT (European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats).

Lëtzebuerg, vertrueden duerch d'Douane, mécht och bei der Alliance européenne des ports mat, fir déi de Kampf géint den Drogentrafic eng Prioritéit ass.

ad 6. Et gëtt aktuell keng Indikatioun, dass sech kolumbianesch Karteller zu Lëtzebuerg néiergelooss hätten. D'Police mécht eng kontinuéierlech „évaluation de la menace" a suivéiert d'Tendenze vun der Kriminalitéit am Drogeberäich, notamment duerch Kollaboratioun an Informatiounsaustausch mat den

8 Aus Koherenzgrënn a fir ee Verglach kënnen opzestellen, goufen an den zwee Tableaue vun der Police an der Douanesverwaltung déi selwecht Substanze representéiert. Dës si keng exhaustiv Lëschte vun alle Substanzen, mee déi heefegste Substanzen, déi zu Lëtzebuerg saiséiert gi si vu béiden Administratiounen.

anere Memberlänner an zumools den Nopeschlänner.

De Risiko kann ni komplett ausgeschloss ginn, mee et gëtt aktuell keng Indicen dofir, dass gewalttäteg Virfäll duerch Karteller zu Lëtzebuerg eng Gefor sinn.

Mise à disposition du public d'informations dans le cadre d'enquêtes publiques | Question **2047** (07/03/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le portail en ligne enquetes.public.lu centralise toutes les procédures de consultation du public obligatoires prévues par la législation en vigueur. Le site fournit des informations sur la nature et le déroulement d'une enquête publique ainsi que sur la localisation du projet en question et désigne également les autorités compétentes pour chaque projet.

Il convient toutefois de constater que le portail ne met plus des informations supplémentaires et plus détaillées à dispositon du public intéressé, telles que le plan et la description du site d'un projet, les caractéristiques physiques et techniques de l'activité proposée, une estimation des déchets et des émissions prévues ainsi que les rapports et avis adressés à l'autorité compétente. La participation active du public est ainsi rendue plus difficile.

Vu que le Luxembourg a ratifié la Convention d'Aarhus et s'est donc engagé à favoriser la participation du public à la prise de décisions ayant des incidences sur l'environnement en améliorant l'accès du public aux informations pertinentes, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Biodiversité et du Climat et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Pour quelles raisons le portail enquetes.public.lu ne fournit-il plus toutes les informations pertinentes et utiles au public intéressé au sujet de projets soumis à une procédure d'enquête publique ? Depuis quand ces informations ne sont-elles plus accessibles sur le portail ?

2) Est-il prévu de publier à nouveau ces informations à l'avenir ?

3) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le Luxembourg respecte pleinement la Convention d'Aarhus en matière de participation du public en omettant des informations pertinentes sur les dossiers sousmis à une enquête publique sur un portail en ligne spécialement dédié à l'information et à la participation du public ?

Réponse (09/04/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En manière environnementale, la publication obligatoire sur support électronique des dossiers soumis à enquête publique n'est pas prévue de manière systématique.

La publication sur le portail national d'enquêtes publiques étant pour l'heure facultative, l'autorité compétente pour l'organisation d'une enquête publique que qui doit être publiée sur Internet peut le faire par le biais du Portail national d'enquêtes publiques ou par d'autres moyens. Si aucune publication sur Internet n'est prévue par la loi, l'autorité compétente pourra se limiter à publier les informations requises à l'endroit prévu à cet effet par la loi (p. ex. à la maison communale).

ad 2) Les législations dites environnementales sont en cours de révision afin de rendre obligatoire la publication sur Internet des informations sujettes à enquête publique[9].

ad 3) Oui. La Convention d'Aarhus exige une information et participation effectives du public au processus décisionnel en matière environnementale. Elle n'oblige toutefois pas les États parties à publier les informations pertinentes sur Internet. L'information et la participation effectives sont pleinement garanties par les dispositives législatives en vigueur imposant par exemple aux autorités communales d'afficher les informations pertinentes. Les projets de loi mentionnés dans la réponse à la question 2) permettront de faciliter la participation du public.

Sécurité des piétons et des cyclistes | Question **2048** (07/03/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

De Foussgänger gehéiert ouni Zweifel zu deenen am meeschte gefäerdete Persounen am Stroosseverkéier. Dofir sinn all Efforten, fir de Foussgänger an de Vëlosfuerer beschtméiglech ze schützen, begréissenswäert.

Lo gesäit een awer ëmmer méi oft Foussgänger mam Handy um Ouer, an der Hand oder mat Kopfhörer, déi ouni ze kucken iwwer d'Strooss ginn a sech domat a Gefor bréngen.

– Dofir wéilte mir vun der Regierung wëssen, ob si gedenkt, eng Sensibiliséierungsaktioun iwwer d'Gefore fir d'Foussgänger am Verkéier ze lancéieren an ob si domat och d'Geforen duerch d'Benotze vum Handy wäert thematiséieren? Dat selwecht gëllt fir den Handygebrauch beim Vëlofueren.

Réponse (28/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert renseignéieren sech iwwert d'Opportunitéit, fir eng Campagne ze maachen, fir d'Foussgänger*innen an d'Vëlosfuerer*innen op d'Gefore vum Benotze vum Handy am Stroosseverkéier ze informéieren.

Pro Joer mécht de Ministère zesumme mat senge Partneren, niewent e puer punktuell méi klengen anere Campagnen, normalerweis zwou grouss thematesch Sensibiliséierungscampagnen. Déi éischt fir dëst Joer betrëfft de Sujet vum Respekt vun de Reegele vum Code de la route vun alle Leit am Verkéier am Zesummenhang mam Vëlo.

Opgrond vun de villen Accidenter an der Lescht am Zesummenhang mat Zebrasträife soll déi zweet Campagne vun dësem Joer sech mam Verhale vun den Automobilisten*innen, awer och de Foussgänger*inne selwer, bei engem Zebrasträife befaassen. Well hei och d'Benotze vum Handy eng wichteg Roll spillt, wäert dëse Sujet am Kader vun däser Campagne mat traitéiert ginn.

Utilisation des drones | Question **2049** (07/03/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

D'Drone respektiv am Fachbegrëff d'UAS (Unmanned Aircraft System) spillen duerch den technologesche Fortschrëtt eng ëmmer méi grouss Roll. Ob fir den Hobbyberäich oder am Beruff, Drone kënnen ëmmer méi villsäiteg genotzt ginn. Dat bréngt ganz vill Chancë mat sech, awer och Risiken, wann et zum Beispill ëm de Schutz vun der Privatsphär oder vu sensibeler Infrastruktur geet.

An deem Zesummenhang wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

– Wéi vill Persounen (physesch, moralesch an ëffentlech) sinn aktuell als UAS-Bedreiwer enregistréiert?

– Wéi eng Entwécklung vun dësen Aschreiwunge konnt een an de leschten 2 Joer gesinn?

– Wéi vill Plaintë goufe gemellt, wou Dronen do geflu sinn, wou se net sollten?

– Goufen Dronen an der Géigend vu sensibeler Infrastruktur gesinn?

– Huet d'Police d'Erlabnis, déi néideg Formatioun an dat néidegt Geschier, fir en UAS aus dem Verkéier ze huelen?

– Si weider Entwécklungen um Beispill vum Projet Griffin geplangt, fir Dronen als Transportmëttel benotzen ze kënnen?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zu der Entwécklung vum Gebrauch vun UAS (Unmanned Aircraft System), och Drone genannt.

Op den 13. Mäerz 2025 huet den Aschreiwungssystem, dee vun der Direction de l'aviation civile (DAC) verwalt gëtt, 4.144 UAS-Bedreiwer opgelëscht. Dës Zuel ass follgendermoossen ënnerdeelt:

– 3.863 physesch Persounen;
– 45 moralesch Entitéiten;
– 36 Verwaltungen oder ëffentlech Entitéiten.

Dës Zuelen evoluéiere stänneg. Sou loung d'Zuel vun de Bedreiwer den 1. Januar 2023 nach bei 2.235. Dat entsprécht enger Erhéijung vu 85 % an de leschten 2 Joer. Dës Erhéijung kann op d'mannst deelweis duerch déi progressiv Ëmsetzung vun der europäescher Reglementatioun erkläert ginn, besonnesch wat d'Modellfliger ugeet.

Zënter Januar 2023 huet d'DAC sechs Reklamatiounen enregistréiert, bei deenen eendeiteg festgestallt konnt ginn, dass den „Telepilot" d'Konditiounen net respektéiert huet, déi mat den UAS geographeschen Zonen associéiert sinn. Dës speziell Zone sinn um Geoportail publizéiert (https://go.lu/uas).

De Gesetzesprojet N° 7790 wäert e spezifesche legislative Kader schafen, fir d'Netrespektéiere vun den UAS-Reegelen ze bestrofen.

D'DAC kann awer net ausschléissen, dass zousätzlech op penalem Niveau Plaintë bei de Justizautoritéite respektiv um Niveau vum Schutz vum Privatliewe bei der Nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) ageréecht goufen.

D'Fléie mat enger Dron iwwert eng privat Proprietéit ouni Geneemegung oder Averständnis, wou een dobäi observéiert oder gefilmt gëtt, gëtt als Violatioun vun der Privatsphär ugesinn. Eng Plainte bei der Police mat dësem Motiv gëtt als „Verletzung vun der Privatsphär" an der Police-Datebank kategoriséiert.

Eng manuell Analys wéinst „Verletzung vun der Privatsphär" duerch Dronen an den Datebanke vun der Police huet dëst Resultat erginn:

– 2022: 113 Plaintë wéinst „Verletzung vun der Privatsphär", dovunner 2 mat Dronen
– 2023: 140 Plaintë wéinst „Verletzung vun der Privatsphär", dovunner 2 mat Dronen
– 2024: 128 Plaintë wéinst „Verletzung vun der Privatsphär", dovunner 2 mat Dronen

[9] Projets de loi nos 8302, 8449 et 8507.

Den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) deelt mat, dass et een Evenement vun dësem Genre bei engem „site d'infrastructure critique" gouf.

Allerdéngs huet eng manuell a spezifesch Analys vun der Police an hirem Einsatzleitsystem erginn, dass Dronen an der Géigend vun anere sensibelen Infrastrukture gesi goufen, déi laut dem Geoportail als „no fly zone" definéiert sinn.

Fir d'Ofwier vun enger Menace duerch en UAS (Unmanned Aircraft System) ass d'Unité spéciale de la police (USP) zoustänneg. D'Material, dat fir dës Schrëtt agesat gëtt, erfuerdert keng speziell gesetzlech Autorisatioun, mat der Ausnam vun der Notzung vu spezifesche Radiosfrequenzen, fir d'Kommunikatioun tëscht dem UAS an dem Pilot ze ënnerbriechen. D'Erlabnis, fir esou ee „brouilleur" oder „jammer" anzesetzen, gouf der Lëtzebuerger Armée, der Police, dem Service de renseignement de l'État an der Prisongsverwaltung erdeelt[10].

D'USP assuméiert selwer intern hir Formatiounen, fir Dronen ze neutraliséieren.

Zanter Jore baut d'USP hir Kompetenzen an dësem Beräich weider aus a vergréissert hir Ausrëschtung, fir géint béiswëlleg UAS virzegoen.

Aktuell bleiwen dës Mëttelen awer limitéiert a gi just fir spezifesch Police-Missioune genotzt, déi an de Kompetenzberäich vun der USP falen.

Bis elo huet d'DAC keng nei Ufroe kritt am Zesummenhang mam Transport duerch Dronen.

Construction d'une dépendance sur le domaine du Château de Berg | Question **2050** (07/03/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon des informations récentes publiées dans la presse, le Grand-Duc héritier a introduit une demande de construction d'une dépendance sur le domaine du Château de Berg, propriété de l'État luxembourgeois. Pour permettre ce projet, une modification du Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Colmar-Berg a été adoptée, créant ainsi une nouvelle zone constructible à l'intérieur d'une zone spéciale non constructible relevant de la « Zone spéciale – Château grand-ducal » (SPEC-GD), à l'exception « des constructions et équipements permettant le contrôle d'accès et la sécurisation du domaine du Château grand-ducal ». Le terrain en question appartient à l'État. Ce projet soulève plusieurs questions quant à l'utilisation des biens de l'État et aux modalités de mise à disposition de ce terrain. D'après les déclarations du Grand-Duc héritier, le projet serait financé avec des fonds privés, mais le terrain est mis à disposition gratuitement dans le cadre d'un « droit de superficie », ce qui représente une forme de soutien indirect de l'État, en particulier lorsque l'on prend en compte la valeur foncière du terrain concerné, qui peut être estimée à plusieurs millions d'euros.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quels ont été les critères justifiant l'adaptation du PAG de la commune de Colmar-Berg pour permettre cette construction sur un terrain appartenant à l'État à l'intérieur d'une zone non constructible, à l'exception « des constructions et équipements permettant le contrôle d'accès et la sécurisation du domaine du Château grand-ducal » ? Cette modification a-t-elle été réalisée dans le respect strict des principes d'aménagement du territoire et de l'intérêt général ?

2) Le Gouvernement peut-il confirmer que la mise à disposition du terrain par le biais du « droit de superficie » se fait sans aucune contrepartie financière pour l'État ?

3) Le Gouvernement considère-t-il que cette mise à disposition gratuite constitue une forme d'avantage en nature, et a-t-il évalué son impact budgétaire sur les finances publiques ?

4) Une analyse a-t-elle été réalisée sur la possibilité de céder le terrain en contrepartie d'un loyer ou d'un autre mécanisme permettant d'assurer une contribution financière au budget de l'État, comme cela se pratique pour d'autres mises à disposition de terrains publics ?

Réponse (04/04/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les autorités communales de Colmar-Berg ont sollicité une modification ponctuelle de la partie écrite et graphique de leur plan d'aménagement général en vue de permettre la construction d'une résidence officielle sur le terrain du Château de Berg, la réalisation d'accès carrossables et de constructions et d'équipements permettant le contrôle d'accès ainsi que la sécurisation du domaine du Château. Au vu du principe de l'autonomie communale, les communes sont non seulement compétentes, mais également responsables de l'aménagement et du développement de leurs territoires respectifs et bénéficient d'un droit d'appréciation très étendu en la matière. En l'occurrence, la modification ponctuelle précitée a parcouru la procédure d'adoption prévue par les articles 10 à 18 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

ad 2) Conformément à l'article 55 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, le Château de Berg est réservé à l'habitation du Grand-Duc. C'est sur la parcelle de Berg qu'est réalisé le bâtiment destiné à l'habitation privée et familiale du futur Grand-Duc. Compte tenu du droit de jouissance dont l'Administration des biens de S.A.R bénéficie en vertu de l'acte de vente administratif du 20 juillet 1934 en remplacement de l'ancienne résidence de Walferdange à laquelle la Maison souveraine avait renoncé au profit de l'État, le superficiaire versera au propriétaire une redevance forfaitaire unique d'un euro symbolique. Le bâtiment est entièrement financé par les deniers de la famille grand-ducale.

ad 3) Dans la mesure où le Grand-Duc n'a pas le choix de sa résidence, il ne s'agit pas d'un avantage en nature.

ad 4) Tenant compte des dispositions constitutionnelles précitées, une telle analyse n'a pas été réalisée.

Réparations et projets de renaturation suite aux inondations de 2021 | Question **2052** (07/03/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

D'Iwwerschwemmungen aus dem Joer 2021 haten immens vill Schued ugeriicht, um Besëtz vu Privatpersounen engersäits, awer och un der ëffentlecher Infrastruktur, ewéi zum Beispill Stroossen a Vëlosweeër. Eng Rei vun dëse Schied um Bord vun eise Flëss goufe säitdeem reparéiert respektiv d'Reparature sinn nach amgaang. Anerer goufen nach net ugefaang. Ausserdeem goufen, am Kader vun der Héichwaasserpreventioun, eng Rei Renaturéierungsprojete geplangt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

– Wat ass de leschte Stand vun de Renaturéierungsprojeten un der Sauer?

– Wat ass de Stand vun de Reparaturaarbechte vun de Stroossen un der Sauer, déi duerch d'Iwwerschwemmunge beschiedegt goufen?

– Wat ass de Stand vun de Reparaturaarbechte vun de Vëlosweeër un der Sauer, déi duerch d'Iwwerschwemmunge beschiedegt goufen?

– Wat ass de Käschtepunkt vun dëse Reparaturaarbechten?

– Wéini gëtt de Vëloswee „PC3 des trois rivières" (Iechternach/Veinen) op dem Deel vun der Sortie vun Iechternach a Richtung Dikrech nees a Stand gesat?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Reparaturaarbechten an d'Renaturéierungsprojeten un de Lëtzebuerger Flëss.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1208 vum 18. September 2024 erkläert, ass Enn 2024 eng Etüd fir d'Uelzecht an d'Sauer lancéiert ginn. D'Zil vun dësem Projet ass et, fir engersäits dës Waasserleef ze renaturéieren an anerersäits de Risiko bei Iwwerschwemmungen am Kader vun der „Nordstad"-Entwécklung ze reduzéieren.

Nieft de klassesche Renaturéierungsprojete lafen den Ament och eng Rei weider Projeten, fir den Héichwaasserschutz op der Sauer ze verbesseren. Zu Iechternach, wou aktuell scho Moossname fir den Héichwaasserschutz en place sinn, leeft eng Etüd un, fir den aktuellen Héichwaasserrisikomanagement ze optimiséieren. Bei dëser Studie ginn, ënnert anerem, den Impakt vun de säitlechen Zouflëss (Lauterburerbaach an Aleferbaach) an d'Erfarungswäerter vum Héichwaasser vu Juli 2021 consideréiert.

Fir d'Uertschaft Waasserbëlleg ass dogéint en neien Héichwaasserschutz a Form vun enger Héichwaasserschutzmauer mat mobillen Elementer op der Sauer geplangt. Dëse Projet ass nom Accord vun den däitschen Autoritéiten den 20.3.2025 autoriséiert ginn.

Bei deene vum Här Deputéierte genannten Iwwerschwemmungen aus dem Joer 2021 goufe keng Staatsstroosse laanscht d'Sauer beschiedegt.

D'national Vëlospist PC3, déi direkt laanscht d'Sauer verleeft, gouf vun den Iwwerschwemmungen am Ausgang vun Iechternach a Richtung Dikrech beschiedegt.

D'Etuden, fir dës Schied ze behiewen, sinn ofgeschloss an d'Aarbechte ginn nach dëse Summer ausgeschriwwen.

De Käschtepunkt fir d'Reparaturaarbechten un der PC3 (Etuden abegraff) läit bei ronn 1.000.000 EUR TTC. Ausserdeem gouf d'PC3 och zu Waasserbëlleg staark beschiedegt. Hei huet awer d'Gemeng Mäertert d'Reparature finanzéiert, sou dass kee Montant genannt ka ginn.

Et soll awer och op aner Schied higewise ginn, wéi den Depot vum Service électro-mécanique (SEM) vun der Stroossebauverwaltung zu Rouspert, deen duerch d'Iwwerschwemmunge staark beschiedegt gouf.

[10] Article 3bis, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 2024 portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques.

D'Reparaturaarbechte belafen sech hei op insgesamt 970.952,25 EUR TTC.

De Planning gesäit vir, dass d'Aarbechten am Hierscht 2025 gestart kënne ginn.

Forums parentaux | Question **2053** (10/03/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Début février 2023, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse lançait les « Eltereforen » (forums parentaux) pour permettre aux parents et futurs parents de bénéficier de davantage d'informations et de soutien dans l'éducation de leur enfant. L'offre des « Eltereforen » comprend des espaces de rencontre dans le pays, mais aussi une plateforme d'information en ligne, des « Elterebréif » (lettre aux parents) qui traitent de thématiques différentes et un « Elteremobill », qui va à la rencontre des parents dans tout le pays.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment évolue le nombre de visiteur·ses des différents espaces de rencontre « Eltereforen » dans le pays depuis leur ouverture ?

2) Comment évolue le nombre d'usager·ères de la plateforme d'information en ligne www.eltereforum.lu depuis sa mise en service ?

3) Combien de « Elterebréif » ont été communiqués aux parents ?
– Est-ce que les lettres aux parents sont adaptées en fonction de l'âge des enfants ?
– Par quels moyens ces lettres sont-elles transmises aux parents ?
– Quelles thématiques sont prévues pour ces prochains mois ?

D'autres structures, telles que la « Eltereschoul » de la Fondation Kannerschlass, offrent des services semblables d'information, de consultation et de soutien aux parents et futurs parents.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

4) Monsieur le Ministre dispose-t-il de données sur l'évolution de la fréquentation et du succès de ces services, notamment en termes de nombre de participant·es ?

5) Comment s'organise la coopération entre le « Eltereforum » et les autres structures telles que la « Eltereschoul » qui accompagnent les parents depuis plusieurs années ? Quels mécanismes sont prévus pour assurer une complémentarité entre ces acteurs ?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Évolution du nombre de visiteurs des différents espaces de rencontre Eltereforen dans le pays depuis leur ouverture :🠉

ad 2) Évolution du nombre d'usagers de la plateforme d'information en ligne www.eltereforum.lu depuis sa mise en service :🠉

ad 3) Les parents ont reçu un total de six Elterebréif. Les titres de ces lettres parentales sont les suivants :

– Sécher digital | SCREEN-LIFE-BALANCE I
– 7 réflexions sur l'estime de soi
– 7 réflexions sur nos routines en famille
– 7 réflexions : Le temps libre est précieux
– 7 réflexions sur le langage en famille
– 7 réflexions sur les écrans en famille

Ces lettres sont destinées aux parents d'enfants âgés de 0 à 18 ans, et le contenu est conçu pour couvrir tous les groupes d'âge.

Les lettres aux parents sont transmises par plusieurs moyens. Elles sont disponibles directement dans les centres régionaux et par le biais des partenaires du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Au niveau de l'enseignement fondamental, elles sont distribuées par les enseignants. En éducation non formelle, elles sont communiquées aux parents par le biais du système de facturation du chèque-service accueil (CSA). Enfin, elles sont publiées sur le site Internet, permettant aux parents d'accéder facilement aux informations. Ces divers canaux de distribution assurent que les parents reçoivent les lettres de manière efficace et adaptée à leurs besoins.

Dans le cadre de la campagne sécher.digital du MENJE, la thématique « Équilibre entre les écrans et la vie de famille (Gleichgewicht zwischen Bildschirmen und Familienleben) » sera abordée à partir du mois de mai 2025.

ad 4) et 5) Le MENJE entretient des conventions avec trois acteurs du secteur de la parentalité, à savoir l'association Initiativ Liewensufank, l'association ErwuesseBildung et le Service Eltereschoul de la fondation Kannerschlass. Ces acteurs proposent de manière régulière des offres au sein des structures du Service Eltereforum. Ainsi en 2024, Initiativ Liewensufank a proposé 100 activités, ErwuesseBildung sept activités et Eltereschoul 32 activités. S'agissant de services externes, le MENJE ne dispose pas de données sur l'évolution de la fréquentation et du succès de ces services.

Un échange régulier avec les partenaires institutionnels, tels que Eltereschoul et d'autres services conventionnés, ainsi qu'avec le Service Eltereforum, permet de coordonner les différentes offres et d'assurer une complémentarité efficace entre les acteurs sur le terrain. Plusieurs réunions annuelles servent à définir les grandes thématiques à aborder et à planifier les interventions des partenaires au sein du Eltereforum. Par ailleurs, l'ensemble des offres proposées par les partenaires en dehors du Eltereforum est continuellement mis à jour et accessible sur le site Internet www.eltereforum.lu.

Structures d'accueil | Question **2054** (10/03/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Aus engem Artikel vum 5. Mäerz 2025 aus der nationaler Press geet ervir, dass am Joer 2024 ganzer 175 Betreiungsstrukturen am SEA-Beräich formell gewarnt goufen, well si géint d'Gesetz verstouss hunn.

Déi heefegst Verstéiss hunn d'Unzuel an d'Qualifikatioun vum Personal betraff, d'Iwwerschreide vun der maximal zougeloossener Unzuel vu Kanner oder Verstéiss géint Sécherheets- a Hygienesstandarden.

De Secteur kritiséiert virun allem d'Rigiditéit vum „ratio de qualification", de Mangel un alternativen Ausbildungsweeër an déi kuerz Friste fir d'Ëmsetzung vu gesetzleche Viraussetzungen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Opgrond vu wat fir enge Krittäre ginn administrativ Enquêten duerchgefouert?

2. Ass den Delai vun aacht Deeg bis ee Joer realistesch, fir sech no enger formeller Warnung ze conforméieren, v. a. well d'Konsequenze fir d'Strukturen (z. B. Entloossunge vu laangjärege Mataarbechter·innen) gravéierend sinn?

3. Wéi begrënnt de Ministère d'Entscheedung, bestëmmte Formatioune vum Personal net unzeerkennen, virun allem wa se am Ausland gemaach gi sinn?

4. Wat fir Moossname plangt de Ministère, fir dem akute Personalmangel am Betreiungssecteur entgéintzewierken?

5. Wat fir eng Strategie verfollegt de Ministère fir sécherzestellen, dass d'Betreiung an d'Educatioun vu Kanner net ënnert dëse Bedéngunge leiden?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Kontrollen an de Bildungs- a Betreiungsstrukture ginn op Basis vu konkreeten Elementer initiéiert an orientéieren sech un objektive Krittären. Si kënnen initiéiert ginn op Basis vun op d'mannst engem vun de follgende Faktoren:

– eng Reklamatioun vun Elteren, Personal oder anere betraffene Parteien;
– d'Analys vun administrativen Donnéeën am Kader vun der Gestioun, beispillsweis am Zesummenhang mat der CSA-Facturatioun;
– d'Zäitspan vun der leschter Kontroll fir sécherzestellen, datt all Struktur reegelméisseg iwwerpréift gëtt.

Dës Krittäre garantéieren net nëmmen, datt eventuell Mëssstänn fréi erkannt ginn, mee och, datt d'Kontrolle geziilt a pertinent duerchgefouert ginn, fir eng héich Qualitéit vun de Servicer sécherzestellen.

ad 2. Den Delai fir d'Konformitéit variéiert jee no der Natur a Gravitéit vun de festgestallte Mëssstänn. D'Zil vun enger formeller Warnung ass net, d'Strukturen onnéideg ënner Drock ze setzen, mee se ze encadréieren an hinnen eng Frist fir d'Upassung un d'Normen ze ginn. Fir d'Realitéit vun all eenzeler Situatioun ze berücksichtegen, kënnen d'Autoritéiten an deene méi komplexe Fäll eng méi laang Frist virgesinn, fir eng ëmsetzbar an nohalteg Upassung un d'Normen ze erméiglechen.

Den aktuelle reglementaresche Kader[11] gesäit am Artikel 24 eng spezifesch Dispositioun fir Mataarbechter vir, déi scho virun der Aféierung vum Reglement (2013) aktiv waren. Dës Persoune kënnen hir Funktioun weider ausüben, och wann hir Qualifikatioun net de Viraussetzungen entsprécht. Dës Bestëmmung erlaabt eng Transitioun, well se d'Beruffserfarung vun dëse Persoune berücksichtegt.

ad 3. D'Qualifikatiounskrittäre fir d'Personal an de Bildungs- a Betreiungsstrukture ginn an den Artikele 7 an 8 vum uewen zitéierte groussherzogleche Reglement festgeluecht. Dës enthalen ënner anerem:

– eng entspriechend Ausbildung oder en Diplom am Bildungs- a Betreiungsberäich;
– Diplomer aus dem Beräich Konscht, Musek, Sproochen a Motorik;
– eng Basisformatioun, fir déi pädagogesch Kompetenzen ze entwéckelen.

Formatiounen aus dem Ausland ginn net automatesch refuséiert. Si ginn op Basis vun hirem Inhalt an hirer Equivalenz mat den Artikele 7 an 8 vum groussherzogleche Reglement analyséiert. Falls eng Differenz festgestallt gëtt, kënnen zousätzlech Upassungsmoossnamen erfuerdert ginn (z. B. spezifesch Weiderbildungen), fir d'Qualitéit vum Encadrement vun de Kanner sécherzestellen.

[11] Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants

D'Qualifikatiounskrittären droen dozou bäi, e professionellen Encadrement vun de Kanner ze garantéieren an de pädagogeschen a soziale Besoine vun de Kanner gerecht ze ginn.

ad 4. Et sief op döser Plaz ervirgehuewen, datt net onbedéngt e kausalen Zesummenhang tëscht engem niddreg gehalene Personalschlëssel a verschiddene Strukturen an engem „akute Personalmangel“ besteet. Et ass effektiv net auszeschléissen, datt verschidde Strukture bewosst e gewëssenen niddrege Betreiungsschlëssel respektéieren, dat notamment aus ekonomesche Grënn.

De Regierungsprogramm 2023–2028 gesäit eng Rei Moossname vir, fir d'Rekrutéierung vum Personal an de Strukture vun der nonformaler Bildung ze relancéieren. Gläichzäiteg steet och d'Stäerkung an d'Professionaliséierung vum Secteur am Fokus, ugesiichts der wichteger Roll, déi d'nonformal Bildung an der Entwécklung vun de Kanner spillt. An deem Kader ass besonnesch d'Diversifizéierung vun de Profiller an de Qualifikatiounen ervirzehiewen, well se op där enger Säit dozou bäidréit, méi Leit kënnen ze rekrutéieren, an op där anerer Säit erméiglecht, d'Qualitéit an d'Professionalitéit am Secteur ze stäerken.

An deem Kontext huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) follgend Initiative lancéiert:

– D'Aféierung vum Diplôme d'aptitudes professionnelles „DAP Agent socio-pédagogique enfance“, dee spezifesch fir de Bildungs- a Betreiungssecteur agefouert ginn ass, souwéi och den „DAP Inclusion“ mat engem Fokus op Kanner mat spezifesche Besoinen. Ze erwänen ass och d'Passerelle Bac social (SO), déi et de Kandidaten erméiglecht, den Diplôme d'éducateur diplômé mat enger eejäreger Ausbildung ofzeschléissen. Och gëtt zanter 2023 an ënnerschiddleche Lycéeën, déi nei Sektioun „P – Sciences cognitives et sciences humaines“ ugebueden, déi op Beruffer am sozioedukative Beräich virbereet.
– An der Erwuessenebildung stellen d'Beruffsausbildunge bei der ENAD eng weider Moossnam duer. Si bidden Erwuessenen, déi mindestens zwee Joer Beruffserfarung an der nonformaler Bildung hunn, d'Méiglechkeet, duerch eng dual Ausbildung (Formation en alternance) en Diplom am nonformale Secteur ze erlaangen. Ab 2025 gëtt dës Ausbildung ëm en neie Cours op Franséisch erweidert.
– Och d'Promotioun vun der Attraktivitéit vum Beruff no bausse spillt an deem Kontext eng wichteg Roll. Et gëtt dru geschafft, den Image vum Beruff ze stäerken an ze promouvéieren, fir zousätzlech Jonker fir edukativ Beruffer unzezéien.
– Wéi och am Koalitiounsaccord ugekënnegt, gëtt a Concertatioun mam Secteur an dem INLL un der Entwécklung vun enger Sproochecours-Offer geschafft, déi et erméiglecht, dem Defi vun der Sproochendiversitéit ze begéinen. An dësem Kontext ginn och Iwwerleeungen zur Harmoniséierung vun den erfuerderte Sproochekompetenzen ugestallt fir ze analyséieren, ob dës mussen ugepasst ginn.
– Weider Reflexioune gi gefouert, fir nei Qualifikatiounen am Beräich vum Management vu sozioedukative Strukturen opzebauen.
– Am Kontext vun der Campagne #siefeducation presentéiert de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Diversitéit vun de Beruffer am Beräich vun der Bildung a steet den interesséierte Kandidaten, ënnert anerem op der Studentefoire zur Verfügung, fir Froen ze beäntweren a Gespréicher ze féieren. Dëst soll eng besser Lisibilitéit vun den disponibele Formatiounen erméiglechen.

ad 5. De MENJE wäert weiderhi Kontrolle virgesinn, fir déi héich gesate Standarden an der nonformaler Bildung ze garantéieren, dat am Interêt vun de betreite Kanner.

Wéi am Artikel 1 vum modifizéierte Gesetz vum 4. Juli 2008 iwwer d'Jugend festgehalen ass, huet d'Jugendpolitick zum Zil, aktiv zur Gestaltung vun enger Ëmwelt bäizedroen, déi d'Entwécklung an d'Integratioun vun de Jonken an der Gesellschaft fërdert. An dësem Kader setzt de MENJE eng Rei vu Moossnamen ëm, déi d'Qualitéit vun der Betreiung an de Strukture garantéieren.

Besonnesch ervirzehiewen ass d'Aféierung vum Dispositif Qualité an der nonformaler Bildung am Joer 2016. Duerch dëse Mechanismus besteet eng legal Verpflichtung fir d'Bildungs- a Betreiungsstrukturen, sech an engem kontinuéierleche Prozess vun der Qualitéitsentwécklung ze engagéieren. Dëst geschitt op Basis vum Cadre de référence, deen als Orientéierungshëllef fir d'Konzeptioun an d'Ëmsetzung vun de pädagogeschen Offeren déngt a gläichzäiteg e qualitative Kader fir eng héichwäerteg Betreiung setzt.

De Cadre de référence beschreift, a wéi enge Beräicher d'Kompetenze vun de Kanner a Jugendleche gefërdert kënne ginn a wéi hir individuell Ressourcë genotzt kënne ginn. E stellt d'Kand mat senge spezifesche Besoinen, sengem Wuelbefannen a senger Entwécklung an de Mëttelpunkt vun der pädagogescher Aarbecht. Dës Elementer garantéieren e kohärente Qualitéitskader, deen zur kontinuéierlecher Verbesserung vun der nonformaler Bildung an der Betreiung bäidréit.

Am Aklang mam Artikel 11 vum geännerte groussherzogleche Reglement vum 14. November 2013 iwwert d'Agremente fir d'Gestionnairë vu Bildungs- a Betreiungsstrukture fir Kanner, ass d'Personal vun den nonformale Strukture verpflicht, sech reegelméisseg weiderzebilden an u Formatiounen deelzehuelen. Zanter 2022 sinn dës Formatiounen national standardiséiert a fir d'Personal vun der nonformaler Bildung gratis zougänglech. Dës erweidert a koordinéiert Weiderbildungsoffer um nationale Plang gëtt an Zesummenaarbecht mat sechs Weiderbildungsagencen agefouert.

Zousätzlech sinn zurzäit eng Rei Mesuren an Ausaarbechtung, déi zur Qualitéitssécherung bäidroe sollen. Dorënner:

– eng Verstäerkung vun de Kontrollen an de Struktur vun der nonformaler Bildung;
– d'Aféierung vun der Agence pour le développement de la Qualité dans les secteurs de l'enfance et la jeunesse, déi qualitativ edukativ Prozesser an de Betreiungsstrukture fërdere soll;
– d'Neiorientéierung vun de Missioune vun de Conseillers qualité (fréier „Regionalagenten“), déi sech asetzen, fir d'Strukture bei der Qualitéitsentwécklung ze ënnerstëtzen;
– nieft döser breetgefächerter Begleedung vun de Strukturen an der nonformaler Bildung existéiert en nationale Reseau vu Centres de ressources, deen d'Strukture begleet an hir Qualitéitsentwécklung ënnerstëtzt;
– fir den Erausfuerderungen a Verbesserungspotenzialer um Terrain beschtméiglech Rechnung ze droen, gëtt et am Kader vum „Bildung am Dialog“ ënnerschiddlech Austauschformater, an deene gemeinsam Reflexioune gefouert ginn iwwer Erausfuerderungen am Secteur an iwwer méiglech reglementaresch Adaptatiounen.

Feux de forêt | Question **2057** (10/03/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

A Südtiroul ass viru Kuerzem en éischte gréissere Bëschbrand an Europa dëst Joer ausgebrach. Mam Klimawandel gëtt et och a méi nërdleche Regiounen ëmmer méi oft Bëschbränn, an dat net nëmmen am Summer. Well dat eng nei Entwécklung ass, gëtt dee Risiko oft net richteg ageschat an d'Länner sinn net genuch op déi Situatioun preparéiert.

An der Belsch gouf 2021 de „Centre d'analyse des risques liés au changement climatique“ (Cerac) gegrënnt, deen als Aufgab huet, déi mëttel- a laangfristeg Risiken ze analyséieren am Interessi vun der Sécherheet an der Resilienz vum Land. Den 28. Februar 2025 huet de Cerac e Rapport veröffentlecht, aus deem kloer ervirgeet, dass d'Belsch net genuch preparéiert ass, fir Bëschbränn ze vermeiden, fréi ze detektéieren oder am Eeschtfall ze bekämpfen. Dee Rapport enthält eng Rei vu Recommandatiounen, ënner anerem geziilt Moossname bei der Gestioun vun de Bëscher, den Asaz vun Technologien, déi et erméiglechen, Bëschbränn fréi ze erkennen, awer och d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Gouf eng vergläichbar Etude zu Lëtzebuerg gemaach?

2. Wa jo: Wat sinn d'Conclusiounen aus der Etude?

3. Wéi ass Lëtzebuerg preparéiert, fir dem Risiko vu Vegetatiouns- a Bëschbränn ze begéinen?

4. Gëtt et eng iwwergräifend Zesummenaarbecht tëscht deenen zoustännege Verwaltungen a privaten Acteuren, déi op Basis vu wëssenschaftlech fundéierten Donnéeë konkreet Mesuren ëmsetzen, fir de Risiko vu Bëschbränn ze reduzéieren? Wa jo, wat fir eng Mesurë goufe bis elo geholl oder si fir d'Zukunft geplangt?

Réponse (15/04/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Zu Lëtzebuerg ass nach keng esou eng vergläichbar Etude gemaach ginn.

ad 3. Wat d'Bekämpfe vu Vegetatiouns- a Bëschbränn ugeet, huet de CGDIS seng Kapazitéiten an de leschte Jore verbessert an erweidert, fir bei Vegetatiounsbränn effikass kënnen ze intervenéieren. Dozou gehéiere verschidden nei oder adaptéiert Asazgefierer, mee och eng verbessert Formatioun an Organisatioun.

Dës Entwécklunge baséieren engersäits op den Analysen a Retours d'expérience vu Vegetatiounsbränn zu Lëtzebuerg aus de leschte Joren, an och op dem enken Austausch mat internationale Partner vun der ziviller Sécherheet, notamment am Kader vum EU Civil Protection Mechanism, wou all Joer no der Bëschbrandsaison wëssenschaftlech an operationell Erfarungen tëscht de Memberlänner ausgetosch ginn.

Am Aarbechtsgrupp „Vegetatiouns- a Bëschbränn“, deen am Kader vun der nationaler Plattform fir d'Reduktioun vu Katastropherisiken an d'Liewe geruff gouf, ass vun de concernéierten Acteuren eng Opstellung gemaach ginn, wat fir eng Moossname bei der Präventioun an der Bekämpfung vu Vegetatiouns- a Bëschbränn geholl kënne ginn, wie fir d'Ëmsetzung vun de Moossnamen zoustänneg ass a wéi déi verschidden Acteure bei der Ëmsetzung vun de Moossnamen zesummeschaffe sollen. Dës Moossname ginn elo au fur et à mesure vun deenen eenzelne responsabelen Acteuren ëmgesat.

Well déi allermeeschte Vegetatiouns- a Bëschbränn duerch Mënschenhand entstinn, ass et besonnesch wichteg, d'Zivillgesellschaft a punkto Vermeidung vun esou Bränn ze sensibiliséieren. Dës Sensibiliséierung ass schonns gemaach ginn a gëtt och reegelméisseg

widderholl. Fir Vegetatiouns- a Bëschbränn ze verhënneren, ass zum Beispill am Artikel 5 vum Bëschgesetz vun 2023 gesetzlech festgehale ginn, dass et verbueden ass, Feier am Bësch ze maachen, ausser op Plazen, déi speziell fir dësen Zweck virgesi sinn. Nieft dëse Moossname muss och analyséiert ginn, wat vu Gestiounsmoossname gemaach ka ginn, fir de Bëschbrandrisiko hei ze reduzéieren.

Nieft der Präventioun vu Vegetatiouns- a Bëschbränn muss sech awer och opgestallt ginn, fir bei esou engem Brand direkt kënnen ze agéieren. Do spillen dann den Accès bei d'Feier an d'Logistik bei der Brandbekämpfung eng wichteg Roll. De CGDIS huet an deem Kontext zum Beispill Kaarte mat deene Weeër opgestallt, déi am Fall vun engem Bëschbrand vun de Pompjeeën an de Rettungsservicer kënne genotzt ginn. Donieft ginn zurzäit och am ganze Land an de Bëscher Rettungspunkten installéiert, déi et am Fall vun engem Bëschbrand erlaben, genau ze beschreiwen, wou d'Feier lokaliséiert ass. D'Lokalisatioun vun dëse Rettungspunkte kann een och um Geoportail kucken.

ad 4. Säit 2020 leet d'Generaldirektioun vun der ziviller Sécherheet vum Inneministère déi national Plattform fir d'Reduktioun vu Katastropherisiken. Am Kader vun dëser Plattform gëtt et säit 2021 eng Rei Aarbechtsgruppen, vun deenen sech een, an zwar den Aarbechtsgrupp „Vegetatiouns- a Bëschbränn" ëm de Sujet vun de Vegetatiouns- a Bëschbränn këmmert. Dësen Aarbechtsgrupp regroupéiert Lëtzebuerger Acteuren, déi mam Theema ze dinn hunn. Dëst sinn zum Beispill de CGDIS, d'Natur- a Bëschverwaltung a MeteoLux.

Den Aarbechtsgrupp tauscht sech reegelméisseg iwwert d'Theema Vegetatiouns- a Bëschbränn aus mam Zil, gemeinsam konkreet Aktivitéiten an deem Beräich ze plangen an ëmzesetzen an doduerch d'Bedroung vun esou Bränn fir de Mënsch an d'Natur esou kleng wéi méiglech ze halen. De Fokus vun der Aarbecht läit de Moment op der Promotioun an der Verstäerkung vun der Zesummenaarbecht tëscht den Autoritéiten an Organisatiounen, déi am Aarbechtsgrupp vertruede sinn, esouwéi op der Kommunikatioun mat der Ëffentlechkeet. An deem Kontext huet den Aarbechtsgrupp e puer Kommunikatioune mat spezifesche Verhalensrecommandatiounen ausgeschafft, fir dass all Zilgrupp weess, wéi si sech behuele soll, fir d'Entstoe vu Vegetatiouns- a Bëschbränn ze verhënneren.

Entreprises fournisseurs de l'industrie de la défense | Question **2058** (10/03/2025) de **M. André Bauler** (DP)

De Krich an der Ukrain dauert elo schonn dräi Joer an déi geopolitesch Situatioun spëtzt sech ëmmer méi zou. Spéitstens elo muss jidderengem kloer sinn, dass spierbar méi an d'Verdeedegung investéiert muss ginn – souwuel op EU-Niveau wéi och hei zu Lëtzebuerg. An dësem Kontext setzt Lëtzebuerg op eng Dual-Use-Strategie, fir sécherzestellen, datt d'wirtschaftlech Retombéeë vun dësen Ausgaben och hei am Land ze spiere sinn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ekonomie, Mëttelstand, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

– A wat fir engem Mooss droe mir mat eiser nationaler Industrie zur Rüstungsproduktioun bäi?

– A wéi enge Secteure gesäit den Här Minister Potenzial, fir an der Rüstungsindustrie aktiv ze ginn a vläicht och weider Betriber op Lëtzebuerg unzezéien?

– Gëtt et zu Lëtzebuerg Betriber, déi elo schonn och d'Rüstungsindustrie an Europa beliwweren, z. B. mat Tëscheprodukter? Falls jo, aus wéi enge Branchë kommen dës Firmen?

Réponse (07/04/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Fir en Iwwerbléck vun de wirtschaftlechen Acteuren ze kréien, déi zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Verdeedegungsindustrie an den Dual-Use-Produiten a -Servicer (déi souwuel fir zivill wéi fir militäresch Zwecker benotzt kënne ginn) aktiv sinn, huet Luxinnovation den Optrag kritt, eng Kartografie vum Verdeedegungs- an Dual-Use-Ekosystem zu Lëtzebuerg opzestellen, esou wéi dat an der Äntwert vum 18. Juni 2024 op d'parlamentaresch Fro 0767 vum Deputéierten Alex Donnersbach duergeluecht gouf. De Katalog vu Luxinnovatioun, mat de Betriber, déi haut schonn – haaptsächlech iwwer Dual-Use-Produkter – am Beräich vun der Verdeedegung aktiv sinn, ass online disponibel: https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2024/06/19-backes-catalogue/lu-industry-research-capabilities-security-defence-2024.pdf.

Déi nei Strategie fir d'Verdeedegungsindustrie ass de Moment an der Ausaarbechtung a wäert dës Secteure méi genee definéieren. Hei wäert op déi bestoend Stäerkten an Atoute vun der Lëtzebuerger Industrie gesat ginn, déi ënnert anerem an der Cybersécherheet an am Weltraumsecteur leien. Och aner Secteure wäerte berücksichtegt ginn, de Secteur vun der Verdeedegung ass aktuell am Ëmbroch an et ass dermat ze rechnen, datt sech nei Opportunitéite kënnen erginn.

Doriwwer eraus lancéiert d'Regierung Opriff, fir Fuerschungs- an Entwécklungsprojeten am Beräich vun der Verdeedegungsindustrie, besonnesch fir Dual-Use-Technologien, un d'Betriber, dee leschte war am Mäerz 2024 lancéiert ginn. D'Zil vun esou Opriff fir Projeten ass, Synergien tëschent der Verdeedegung an anere Secteuren ze fërderen a Fuerschungs- an d'Entwécklungseffort unzestoussen. Esou gëtt déi Lëtzebuerger Industrie ënnerstëtzt, fir d'Verdeedegungswäertkette vun der Europäescher Unioun ze integréieren an den nationalen Ekosystem vun der Verdeedegungs- an Dual-Use-Industrie gëtt gestäerkt.

Nouveau Syndicat intercommunal Bettendorf et Tandel | Question **2059** (10/03/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

D'Gemenge Bettenduerf an Tandel wëllen zesummen eng Rei Projeten am Kader vun engem neie Gemengesyndikat verwierklechen. Dëse Syndikat muss awer nach vun der Regierung autoriséiert ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Huet den Här Minister d'Statute vun deem geplangte Syndikat schonn aviséiert? Wa jo, gouf et Objektiounen a Recommandatiounen?

2. Ass den Här Minister driwwer informéiert, wéi eng präzis Projete kuerz- a mëttelfristeg mat dësem Syndikat solle realiséiert ginn?

3. Ass de Staatsrot scho mat dëse Statute befaasst ginn?

4. Ass den Här Minister gewëllt, fir dëser neier interkommunaler Struktur nach dëst Joer gréng Luucht ze ginn?

Réponse (27/03/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Initiativ, fir ee Gemengesyndikat ze grënnen, steet den eenzelne Gemengen am Kader vun der Autonomie communale zou. Déi zoustänneg Servicer vum Inneministère hunn d'Statute vum geplangte Syndikat aviséiert an dobäi och eng Rei Observatiounen a Recommandatioune formuléiert. An dësem Kontext huet de 14. Mäerz eng Reunioun am MAI mat de Vertrieder vun de Gemenge Bettenduerf an Tandel stattfonnt.

ad 2. Wat d'Objete vum geplangte Syndikat ugeet, wëllen déi 2 Gemengen no der Reunioun vum 14. Mäerz nach eng Rei Modifikatioune virhuelen. Doweinst ass et nach net méiglech ze soen, wéi eng präzis Projete kuerz- a mëttelfristeg vum Syndikat solle realiséiert ginn.

ad 3. D'Gemengen hunn nach net, an de Conditioune vum Syndikatsgesetz, iwwer d'Kreatioun vum Syndikat deliberéiert, sou dass et nach keng Statute gëtt, mat deenen de Staatsrot hätt kënne befaasst ginn.

ad 4. Den Artikel 1 vum ofgeännerte Syndikatsgesetz vum 23. Februar 2001 gesäit vir, datt d'Schafe vun engem Gemengesyndikat duerch en Arrêté grand-ducal autoriséiert muss ginn. Dat selwecht Gesetz gesäit dann och vir, datt de Conseil de Gouvernement de Projet vun de Statute muss acceptéieren, éier de Staatsrot de Projet aviséiert. Et ass deemno à ce stade nach net méiglech ze soen, wéini de geplangte Syndikat seng Aarbecht ophuele kann.

Soutien de l'Ukraine en matière de partage d'imagerie satellitaire | Question **2060** (11/03/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Suite à la décision de l'administration du Président américain Donald Trump de suspendre le partage de renseignements avec l'Ukraine, la société aérospatiale américaine Maxar Technologies a désactivé l'accès à ses images satellites financées par les États-Unis pour l'Ukraine. Vu l'importance de l'imagerie satellitaire dans la guerre moderne, cette décision a des conséquences dramatiques. En même temps, le Luxembourg s'est spécialisé dans l'imagerie satellitaire et dispose d'une expertise exceptionnelle dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Madame la Ministre de la Défense :

– De quelles possibilités le Luxembourg dispose-t-il pour soutenir l'Ukraine en matière de partage d'imagerie satellitaire ?

– Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il entamé des discussions avec l'Ukraine pour explorer les pistes de collaboration à cet égard ? Le cas échéant, de quelles pistes s'agit-il ?

Réponse (27/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

En attendant l'opérationnalisation du système LUXEOSys, la Défense luxembourgeoise ne dispose actuellement pas d'imagerie satellitaire.

À ce stade, aucune discussion concernant le partage d'imagerie satellitaire n'a été entamée avec l'Ukraine.

Centre de formation pour conducteurs | Question **2062** (11/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Huet eng Persoun hire Führerschäinsexame gepackt, kritt se an enger éischter Phas zwar e Führerschäin, befënnt sech awer nach wärend enger Zäit am Stage.

Fir den endgültege Führerschäi kréien ze kënnen, musse betraffe Persoune fir een Dag an de Centre de formation pour conducteurs zu Colmer-Bierg, wou si un enger Rei vun Übunge mussen deelhuelen. Awer net nëmmen Autofuerer, déi sech nach an der Stagezäit befannen an hiren definitive Führerschäi wëlle kréien, mussen am Centre de formation pour conducteurs passéieren, mee och Persounen, déi scho méi Punkten op hirem Führerschäi verluer hunn. Op dës Aart a Weis kënnen si nees Punkten dobäi kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et am Moment fir jonk Autosfuerer, déi sech am Stage befannen an elo hiren definitive Führerschäi wëlle kréien, Waardezäite fir e Rendez-vous am Centre de formation pour conducteurs? Wa jo, wéi laang sinn dës Waardezäiten am Moment?

2. Gëtt et am Moment fir Autosfuerer, déi nees Punkten op hirem Führerschäi wëlle bäikréien, Waardezäite fir e Rendez-vous am Centre de formation pour conducteurs? Wa jo, wéi laang sinn dës Waardezäiten am Moment?

Réponse (28/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert eventuell Waardezäite fir eng Plaz an de Formatioune vum Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Colmer-Bierg.

Jonk Autofuerer*innen, déi an der Stagezäit sinn, mussen déi zwee Joer Stage ofwaarden, éier si mam Certificat de participation vum CFC hiren definitive Führerschäi vun der SNCA ausgestallt kréien.

An dësem Zesummenhang garantéiert den CFC, dass all Kandidat*in, dee/déi sech sechs Méint virum Oflaf vun der Stagezäit umellt, och matzäiten eng Plaz an der obligatorescher Formatioun kritt. Den CFC beméit sech awer och, fir deenen, déi sech eréischt kuerz virum Enn vun der Stagezäit umellen, matzäiten eng Formatioun ze erméiglechen. Et gëtt bei dëser Formatioun also keng Waardezäiten.

Wat de Cours, fir dräi Punkten um Führerschäin zeréckzekréien, ugeet, esou ass deen net wéi déi aner Formatioun nëmmen op fräiwëlleger Basis. Zanter dass d'Strof fir d'Benotze vum Handy um Steier op véier Punkten erhéicht ginn ass, ass d'Demande no dëse fräiwëllege Coursen eropgaangen. Deemno huet sech d'Waardezäit fir e Rendez-vous fir esou e Cours verlängert. Aktuell läit déi bei bis zu fënnef Méint. Den CFC ass am Moment amgaangen, fir nei Formateuren auszebilden, fir dëser Situatioun entgéintzewierken a fir d'Waardezäite fir e Rendez-vous ze verkierzen.

Retard dans le paiement de salaires auprès d'internats | Question **2063** (11/03/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

L'ASBL « Les Internats Jacques Brocquard » regroupe 7 internats au Grand-Duché. Afin de permettre la gestion des structures, elle dispose d'une convention avec le MENJE.

Selon un article de presse, les quelque 160 salarié.e.s de l'association ont reçu en début du mois de mars un courrier concernant un retard dans le versement des salaires de février, qui aurait été dû à un déblocage tardif de fonds par le MENJE. Selon l'article en question, le MENJE a entre-temps validé les paiements afférents, citant une remise tardive de documents par l'ASBL comme raison pour le retard. Enfin et toujours sur la base des informations citées dans l'article, alors que les salaires ont entre-temps pu être versés, il ne s'agissait pas de la première fois qu'un problème similaire soit survenu.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quand la première version de la convention 2025 fut-elle envoyée par le MENJE à l'ASBL « Les Internats Jacques Brocquard » ? Quand la deuxième version fut-elle envoyée ?

2) Au cours des 3 dernières années, à quelles dates la convention a-t-elle été signée ?

3) Pour quelles raisons la première convention a-t-elle été retirée et une nouvelle a-t-elle été présentée à l'ASBL « Les Internats Jacques Brocard » ?

4) Quand les fonds nécessaires au paiement des salaires ont-ils été virés à l'ASBL ?

5) Plus généralement au niveau des conventions du MENJE pour l'année 2025 :
– Combien de conventions n'avaient pas encore été signées au 1er janvier, 1er février et 1er mars 2025 ?
– Combien d'associations bénéficiaires n'avaient pas encore reçu les paiements afférents (en intégralité ou en tranches, selon les modalités) avant le 1er janvier, le 1er février et le 1er mars 2025 ?

Réponse (18/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La première version de la convention par voie déficitaire pour 2025 a été envoyée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à l'ASBL Les Internats Jacques Brocquard le 20 janvier 2024. La deuxième version a été envoyée le 29 janvier 2025.

ad 2)
– 2024 : la convention signée par les parties a été envoyée le 27 mai 2024.

Il est rappelé dans ce contexte, que suite aux élections législatives de fin 2023 et au calendrier budgétaire différé résultant, les conventions pour l'année 2025 ne furent envoyées qu'en mai 2024.

– 2023 : la convention signée par les parties a été envoyée le 23 janvier 2023.
– 2022 : la convention signée par les parties a été envoyée le 20 janvier 2022.

ad 3) Suite à une demande spécifique du gestionnaire pour modifier la convention par voie déficitaire sur un point précis, une nouvelle convention a été présentée à l'ASBL Les Internats Jacques Brocquard. Cette modification, étant d'ailleurs sans impact financier, fut intégrée dans une nouvelle version.

ad 4) En date du 5 mars 2025, après la validation du contrôle interne et du contrôle financier, l'ordre de paiement a été transmis à la Trésorerie de l'État.

Il convient de rappeler que selon la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la liquidation et l'ordonnancement d'une dépense à charge de l'État comportent plusieurs étapes impliquant différents acteurs étatiques.

ad 5) Le nombre total de conventions par voie déficitaire dans le domaine de l'AEF se chiffre à 57.

Au 1er janvier 2025 et au 1er février 2025 aucune association n'avait bénéficié d'un paiement afférent. Au 1er mars 2025, deux associations avaient reçus des payements pour une partie de leurs conventions.

Redéfinition des personnes déportées lors de la Deuxième Guerre mondiale | Question **2064** (11/03/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Durant l'occupation allemande, quelque 4.000 personnes ont été forcées à quitter leur habitat et ont été installées dans les régions orientales de l'Allemagne pour des raisons politiques, perdant ainsi leur patrimoine au Grand-Duché. Au Luxembourg, tout comme en France, ces événements sont connus depuis des décennies sous le terme de « déportation » (« Ëmsiidlung »). Au Mémorial de la Déportation à Hollerich, la nation se souvient également de ces moments tragiques de notre histoire.

Depuis peu de temps, des textes publiés au Luxembourg remplacent, le cas échéant, les termes de « déportation », voire de « personnes déportées » par les expressions « transplantation » ou « personnes transplantées ». Il va sans dire que ces changements de dénomination suscitent des interrogations chez les familles concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Les changements de dénomination évoqués ci-dessus ont-ils déjà été discutés au sein du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale ? Dans l'affirmative, quelles sont ses recommandations en la matière ?

2) Monsieur le Premier ministre a-t-il été informé du pourquoi de ces changements ? Dans l'affirmative, quelle serait l'approche « scientifique » poursuivie dans ce contexte ?

3) Dans le cas des familles qui ont été forcées à quitter leur patrie, les termes de « déportation » et de « déportés » resteront-ils les dénominations officielles dans les publications financées à l'avenir par l'État luxembourgeois ?

Réponse (20/03/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Le sujet a été abordé au sein du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM), notamment lors de la réalisation de sa brochure en quatre langues sur la Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg. Présentée en 2020, la brochure est le fruit d'un travail commun entre le comité et des experts. Son texte est considéré comme un langage agréé par les trois groupes mémoriels, à savoir les représentants de la Résistance, de l'Enrôlement forcé, et des victimes de la Shoah.

La brochure explique clairement le thème de la « déportation » (« Ëmsiidlung »). Ainsi, à la page 23, on peut lire :

« Ëmsiidlung (en allemand : Umsiedlung) désigne la réinstallation de force, dans l'est du Reich, de familles d'opposants, de résistants, de déserteurs ou de réfractaires. Ces familles étaient originaires du Luxembourg, mais aussi d'Alsace et de Lorraine. Cette réinstallation de force a pour but de punir les familles. Elle a aussi pour objectif de faire grandir les enfants dans des régions majoritairement peuplées d'Allemands fidèles au régime. Plongés dans cet environnement, ils doivent devenir des sujets dociles du Reich, contrairement à leurs parents. Traditionnellement, l'Ëmsiidlung a été appelée « déportation » au Luxembourg. Pour bien marquer la différence avec la déportation vers les camps de concentration et d'extermination, on utiliserait aujourd'hui plutôt le terme de « transplantation »[12].

[12] https://cm2gm.lu/wp-content/uploads/2021/12/META_BRO_2e_guerre_mondiale_FR-01.pdf

ad 2) Le Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) de l'Université du Luxembourg a récemment développé une exposition en ligne sur l'histoire du Luxembourg pendant la Deuxième Guerre mondiale. Au sujet de la gare de Hollerich, sous le titre d'« Absiedlung au Luxembourg », on peut y lire que :

À la suite des grèves de septembre 1942, les autorités allemandes recourent au déplacement forcé de familles luxembourgeoises. Ce processus est connu comme Umsiedlung (en allemand), Ëmsiidlung (en luxembourgeois) ou Absiedlung (en allemand). Il s'agit de déplacer des Luxembourgeois considérés comme « non fiables » ou « hostiles » afin de faciliter la germanisation de la région. Environ 4.000 Luxembourgeois sont envoyés vers l'est de l'Allemagne dans des camps comme Leubus, Boberstein et Metzenhausen. Leurs possessions sont confisquées. En même temps, environ 1.300 colons « ethniquement allemands » (Ansiedler) du Sud-Tyrol, de Bosnie et de la Bukovina sont envoyés au Luxembourg pour remplacer les déplacés[13].

Il convient de noter que la question de la terminologie se pose surtout pour les publications en français. Pour les publications en luxembourgeois ou en allemand, les termes d'« Ëmsiidlung », respectivement d'« Umsiedlung », peuvent être utilisés sans qu'une confusion éventuelle avec la déportation vers les camps de concentration et d'extermination ne soit possible.

ad 3) L'État luxembourgeois utilise les termes de « déportation » (« Ëmsiidlung ») et déportés (« ëmgesidelt ») tout en tenant compte de la recommandation formulée par le CM2GM dans sa brochure de 2020.

L'État continuera à respecter l'autonomie scientifique et rédactionnelle de ses partenaires, y compris dans le cadre de projets financés par l'État lui-même. Nonobstant, les partenaires sont informés des recommandations formulées par le CM2GM dans sa brochure.

Marché des fonds négociés en bourse (ETF) | Question **2065** (11/03/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon un rapport de PwC, le marché des fonds négociés en bourse (ETF) a augmenté de 27 % au niveau mondial et de 24 % en Europe en 2024. Selon le même rapport, 78 % des actifs des ETF européens sont des ETF domiciliés en Irlande et seuls 16 % des actifs sont domiciliés au Luxembourg. Considérant que le marché des ETF est considéré comme celui qui représente le plus grand potentiel de croissance parmi les fonds d'investissement, le fait que le Luxembourg ait une part de marché beaucoup plus faible que l'Irlande est source d'inquiétude. C'est pourquoi il est louable que le Gouvernement ait aboli la taxe d'abonnement pour les fonds ETF gérés activement dans le cadre des mesures du « Entlaaschtungspak » adopté en décembre 2024 afin d'essayer de contrecarrer cette tendance et d'augmenter la compétitivité de notre place financière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il déjà constater un impact de l'abolition de la taxe d'abonnement pour les ETF gérés activement sur le nombre de fonds et les actifs sous gestion de ces fonds au Luxembourg ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures pour attirer plus de fonds ETF vers notre place financière ?

– Monsieur le Ministre est-il en dialogue avec les représentants de la place pour dégager des pistes afin de rendre notre place financière plus attrayante pour les fonds d'investissement ?

Réponse (10/04/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

À la lumière de son programme pour la présente législature, le Gouvernement adaptera continuellement son instrumentaire législatif pour renforcer la compétitivité de la place financière en échange avec les acteurs de la place. Cela vaut également pour les ETF gérés activement.

Par ailleurs, l'ALFI a lancé une campagne de promotion des ETF dans le but de positionner le Luxembourg sur le marché émergent des ETF gérés activement.

Cela dit, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de l'exonération de la taxe d'abonnement sur le marché luxembourgeois des ETF gérés activement.

Couloirs de haies | Question **2066** (11/03/2025) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

An engem rezenten Artikel gouf beriicht, datt d'Europäesch Kommissioun Frankräich 500 Milliounen Euro fir d'Fërderung vun Hecken innerhalb der Landwirtschaft zur Verfügung stellt. Vill Studie weisen drop hin, datt sougenannt Heckekorridoren op de Felder Virdeeler fir d'Biodiversitéit hunn.

Dës Heckekorridore fungéieren als Habitat fir wëll Déieren an Insekten, wat wäertvoll Bestëbser fir d'Biodiversitéit sinn. Zousätzlech fungéieren dës och als natierlech Schädlingskontroll, wat virun allem de Gebrauch vu Fungizide limitéiere kéint. Des Weidere kënnen se och de Waassergehalt reguléieren an d'Buedemqualitéit verbesseren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ass der Madamm Ministesch an dem Här Minister bekannt, wéi vill Kilomeeter Heckekorridoren et hei zu Lëtzebuerg gëtt?

2. Gräift Lëtzebuerg och op EU-Gelder zeréck, fir Bauere beim Ausbau vun Heckekorridore finanziell ze ënnerstëtzen? Wann nee, wisou net?

3. Falls et net genuch Heckekorridoren hei zu Lëtzebuerg gëtt, sinn d'Madamm Ministesch an den Här Minister bereet, fir dës méi staark ze fërderen?

Réponse (23/04/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Op Basis vum digitaliséierte Parzellereferenzsystem vum Landwirtschaftsministère ka follgend Zuel genannt ginn:

Gesamtlängt Hecken a Bamreien op landwirtschaftlech genotzte Parzellen: 4.118 km

Well d'Ënnerscheedung Hecken/Bamreien net ëmmer evident ass per Loftbildinterpretatioun, kënne fir béid Kategorië keng geséchert getrennt Donnéeë geliwwert ginn. Et kann een awer soen, dass den ekologesche Wäert esouwéi d'Funktioun als Korridor vun de Bamreien oft gläichzesetzen ass mat där vun Hecken.

ad 2. an 3. Lëtzebuerg stinn net genuch Gelder aus dem EU-Haushalt zur Verfügung, fir all Ziler vun der europäescher gemeinsamer Agrarpolitick ëmzesetzen. Sou gëtt zum Beispill d'Uleeë vun Hecken a Feldgehölzen am Kader vum Biodiversitéitsprogramm (Règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 relatif aux aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural) mat reng nationale Gelder iwwert de Budget vum Landwirtschaftsministère finanzéiert. D'Ausschaffung an och d'Ëmsetzung vun dëse Programmer an Zesummenaarbecht mat de biologesche Statioune gi vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit finanziell ënnerstëtzt.

Hei ass notamment Follgendes virgesinn:

– D'Planzung vun Hecken (an de Schutz an Entretien vun dësen), Programm C_4 Création de haies, bosquets, de brise-vents, de lisières forestières.
– Den ekologeschen Ënnerhalt vun enger besteeënder Heck (Schneiden an Op-de-Stack-setzen), Programm EN_2 an EN_3 Coupe écologique de haies longitudinales (BK17).
– D'Uleeë vu Benjes-Hecken („Totholz-Hecken“) Programm C_1 Création de biotopes de structure et autres structures extensives - Installation de haies mortes.

Detailer iwwert déi viru Kuerzem iwwerschafften Hecken- a Feldgehölzfërderung kënnen um Landwirtschaftportal vum Landwirtschaftsministère ënnert follgendem Link nogelies ginn:

https://agriculture.public.lu/de/beihilfen/biodiversitaetsprogramme/schaffung-oekologische-strukturelemente.html

Eng ausféierlech Broschür mam Iwwerbléck iwwer d'Primmen a Konditioune vun den aktuelle Biodiversitéitsprogrammer gouf vun der Naturverwaltung zesummegestallt, an ass um Site vum Ëmweltministère ze fannen:

https://environnement.public.lu/fr/publications/conserv_nature/2024/biodiversitaet-in-der-landwirtschaft.html

Weiderhi gëtt d'Uleeë vu Liewesraim fir seelen Déieren duerch Gemengen a Privatleit iwwert de Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel substanziell vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ënnerstëtzt. Do fält och d'Planzen, d'Schützen an den ekologeschen Entretien vun Hecken drënner, wa se de Conditioune vun dem Reglement entspriechen.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ënnerstëtzt och de Label „Heck vun hei“. Am Kader vun dëser Initiativ gi gebitts-eenheemesch Heckeplanze produzéiert. Dës Planze sinn optimal un de Lëtzebuerger Standuert ugepasst.

Am nationalen Naturschutzplang (PNPN3) sinn den Erhalt an d'Verbesserung vun den ekologesche Korridoren och als wichteg Ziler festgehal. Dozou gehéieren och den Entretien an d'Nei-Uleeë vun Hecken. Och d'Fërderung vu Strukturelementer an der oppener Kulturlandschaft ewéi schonn uewe beschriwwen ass en Zil aus dem PNPN3, wat doriwwer eraus och am Kader vun der europäescher Restaurratiouns-Regulatioun als Objektiv verankert ass. Duerch dës Zilsetzung kënnen och Planzunge vun Hecken iwwert den Ëmweltfong finanzéiert ginn, op Terrainen, déi net landwirtschaftlech genotzt ginn. An deem Kader goufen no engem Appel à projets säit leschtem Joer 6 gréisser Projete vun NGOs, biologesche Statiounen an der Natur- a Bëschverwaltung, déi sech mat der Schafung vu Strukture wéi Hecken- a Bamreien am Offeland beschäftegen, lancéiert.

All dës Programmer an Initiative gi reng national finanzéiert.

[13] https://ww2.lu/note/note-40-les-transplantations-de-force

Planification et mise en œuvre des mesures de mobilité sur le CR178 entre Belvaux et Rédange | Question **2067** (11/03/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Den CR178 tëscht Bieles a Réideng a Frankräich huet, laut dem Mobilitéitsministère, ee Verkéiersopkommes vu 4.000 Gefierer den Dag, wat zu enger immenser Belaaschtung fir d'Awunner·inne vu Bieles féiert. Dowéinst gesäit den nationale Mobilitéitsplang 2035 (PNM2035) vir, dës Strooss fir den Autosverkéier ze spären a mat Hëllef vun engem Poller just nach den ëffentlechen Transport duerchzeloossen. Doriwwer eraus hunn och d'Nopeschgemengen op der franséischer Säit am Kader vum „Groupement européen de coopération territoriale" (GECT) Alzette Belval Proposen agereecht, fir de Verkéier op der franséischer Säit ze berouegen. Am Kader vun der ëffentlecher Debatt iwwert d'Petitioun N° 3111 iwwert dës Strooss huet d'Madame Ministesch bestätegt, dass de PNM2035 ëmgesat gëtt an och an Aussiicht gestallt, d'Propose vum GECT Alzette Belval ze analyséieren.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass den Zäitplang fir d'Ëmsetze vum PNM2035 fir den CR178?

– Wat ass den Zäitplang fir d'Ëmsetze vun de Mesuren op franséischer Säit?

– Sinn Testphase virgesinn?

– Wa jo, wéini gëtt de Bilan vun dësen Tester gezunn?

Réponse (03/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen zur Stroosseverbindung tëscht Bieles a Réideng a Frankräich betreffend den Zäitplang fir d'Ëmsetze vum PNM2035. Dëse weist drop hin, dass d'Mise en service vun der Liaison Micheville et erlaabt, Mesuren ze ergräifen, fir den Transitverkéier aus de Wunnquartiere vun dësen zwou Uertschaften ze ecartéieren.

Enn November 2024 huet de Groupement européen de coopération territoriale GECT Alzette Belval, an deem och d'Gemeng Suessem an d'Stad Esch Member sinn, déi follgend Propose gemaach:

An enger éischter Phas, déi ee Mount soll daueren, ginn op der Grenz um CR178 esouwéi op deene follgende véier Punkten op franséischem Territoire Verkéierszielunge gemaach, fir den aktuelle Verkéiersfloss objektiv ze erfaassen: op der D326 nërdlech vun der Route d'Hussigny, um Debouché vun der Rue de la Côte op d'D326, an op den zwee Rondpointe vun der D616 zu Micheville an zu Däitsch-Oth.

An enger zweeter Phas gëtt zu Rédange d'Rue de la Côte, iwwert déi den Transitverkéier vun der D326 iwwer Rédange an da Suessem ofkierzt, wärend 3 Méint mat Chantiersluuchten equipéiert. Duerch d'Steierung vun dëse Luuchte soll den Transitverkéier hei onattraktiv gemaach ginn. Mëttels Comptagen op deenen uewe genannte Punkte gëtt den Impakt vun dëser Mesure op de Stroossereseau ronderëm erfaasst.

An enger drëtter Phas ginn dës Luuchte rëm ausgeschalt, an et gëtt mat Comptagen erfaasst, ob deen initialen Trafick sech erëm astellt, oder ob den Transitverkéier sech dauerhaft un deen neie Wee gewinnt huet.

Ufank Februar 2025 hunn ech dem GECT Alzette Belval d'Kooperatioun vu menge Servicer an ee Kofinanzement vu 50 % zougesot, mat der Fro, zousätzlech zu deene fënnef vum GECT proposéierte Comptagen der nach zwee weiderer op lëtzebuergeschem Territoire ze maachen, an zwar an der Rue de l'Usine zu Bieles an an der Rue de Belval zu Esch-Uelzecht. Dëst, fir och op dëse Punkte kënnen objektiv ze erfaassen, wat den Impakt vum De-facto-Modalfilter an der Rue de la Côte zu Rédange ass.

Soubal de GECT d'Detailplanung vum Projet ofgeschloss huet, wäerte mer mat engem gemeinsame Cahier des charges de Prestataire fir d'Verkéierszielungen eraussichen, an da kënnen déi dräi vum GECT proposéiert Phasen, mat Comptagen op 7 Plazen, ufänken.

No der drëtter Phas gëtt de Bilan gezunn an d'Decisioun geholl, ob dësen De-facto-Modalfilter mat Verkéiersluuchte perenniséiert gëtt, oder ob den Transitverkéier duerch d'Wunnquartiere vu Rédange a Suessem mat enger anerer Mesure soll ënnerbonne ginn.

Congé d'aidant | Question **2068** (11/03/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Le congé d'aidant est un congé extraordinaire qui permet aux salarié·es de s'absenter du travail afin de s'occuper d'un·e proche en situation de dépendance. Sur demande de l'employeur·se adressée au Ministère du Travail, l'État prend ce congé en charge à raison de 50 %.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Depuis sa mise en place en août 2023, quelle a été l'évolution du nombre de demandes de congé d'aidant auprès du Ministère du Travail ?

2) Étant donné que le congé d'aidant est limité à un maximum de 5 jours sur une période d'occupation de 12 mois, quelle est la durée moyenne des congés effectivement demandés ?

3) Pour quel membre de la famille le congé d'aidant est-il le plus souvent demandé ?

4) Quel est le budget total pour l'État ? Comment se répartit ce budget entre la fonction publique, la fonction communale et le secteur privé ?

Réponse (19/03/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Situation au 28/02/2025 :🠉

ad 2) La durée moyenne des congés effectivement demandés s'élève à 17,14 heures.

ad 3) Le congé d'aidant est le plus souvent demandé pour la mère/le père du salarié concerné (42,90 % des demandes).

ad 4) Situation au 28/02/2025 :🠉

Le congé d'aidant accordé aux fonctionnaires de l'État, aux fonctionnaires communaux, aux employés de l'État et aux employés communaux n'est pas à charge du budget du Ministère du Travail.

Transactions Cum-Ex au Luxembourg | Question **2069** (11/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1905 vum 6. Februar 2025 huet de Finanzminister allgemeng Aussoen iwwert d'Behandlung vu méigleche Cum-Ex-Fäll gemaach. Allerdéngs feelen an dëser Äntwert wichteg Detailer a quantitativ Donnéeën, déi néideg sinn, fir d'Ausmooss vun dëse Praktiken zu Lëtzebuerg anzeuerdnen an d'Effizienz vun de staatleche Moossnamen ze bewäerten.

An der Äntwert gëtt erwäänt, dass d'Steierverwaltung „verschidde Verdachtsfäll" un d'Justizautoritéiten iwwermëttelt huet an dass bei Feststelle vu Verstéiss Ufroen op Réckerstattung vun der Quellesteier ofgeleent ginn. Fir d'parlamentaresch Kontroll ze garantéieren an en transparenten Abléck an d'Situatioun ze kréien, sinn awer méi präzis Informatiounen néideg.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ufroen op Réckerstattung vun der Quellesteier am Kader vum sougenannte Schachtelprivileeg sinn an de leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg agereecht ginn, opgeschlësselt no Joer?

2. Wéi vill vun dësen Ufroe sinn ofgeleent ginn a wéi vill Fäll sinn un d'Justizautoritéite weidergeleet ginn, opgeschlësselt no Joer?

3. Wéi héich ass de Gesamtmontant vun den ofgeleente Réckerstattungen, opgeschlësselt no Joer?

4. Wéi vill Personal ass bei der Steierverwaltung spezifesch agestallt, fir méiglech Cum-Ex-Transaktiounen ze kontrolléieren?

5. Wat fir konkreet Prozeduren a Mechanismen huet d'Steierverwaltung ageriicht, fir Cum-Ex-Geschäfter präventiv ze erkennen a systematesch ze kontrolléieren?

6. Wéi gesäit d'Zesummenaarbecht mat auslänneschen Autoritéiten an dësem Beräich quantitativ aus? Wéi vill Informatiounsufroe vun auslänneschen Autoritéiten huet Lëtzebuerg pro Joer kritt a beäntwert?

Réponse (04/04/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Wéi schonn an Äntwerten op parlamentaresch Ufroe matgedeelt gouf, ass et net méiglech, fir Cum-Ex-Transaktioune vun aneren änleche Réckerstattungsverfaren am Kader vu Quellesteier ze ënnerscheeden.

Bei der Uwennung vum Schachtelprivileeg iwwerpréift d'Steierverwaltung d'Ufroe vun de Firmen op Réckerstattung vun der Quellesteier. Eng Réckerstattung kënnt dann a Fro, wann all déi gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn. Ass dëst net de Fall, oder bei Zweifelen un der Echtheet vun den Donnéeën, gëtt eng Réckerstattung ofgeleent a beim Feststelle vu Verstéiss géint strofrechtlech Virschrëfte ginn dës Demanden un d'Justizautoritéite weidergeleet.

D'Steier- an d'Untersuchungsgeheimnis erlaabt et net, fir ëffentlech Auskunft ze ginn iwwert verschidde Steierbedruchsfäll, déi un d'Justizautoritéite weidergeleet ginn.

An de leschte 5 Joren huet d'Steierverwaltung fir déi verschidde Steierjoren 2.210 Ufroen op Réckerstattung eragereecht kritt. Dës Ufroe si wéi follgend opgedeelt:🠉

ad 2. an 3. Vun dësen Ufroe goufen der 261 an engem Gesamtmontant vun 9.446.413,46 € ofgeleent.🠉

7 Fäll goufen un d'Justizautoritéite weidergeleet.

ad 4. An de leschte Jore goufen d'Effectiver vun der Verwaltung systematesch ausgebaut. Dëse Recrutement wäert an den nächste Joren intensiv weidergefouert ginn, mat engem mëttelfristege Plang, fir 500 Leit (bzw. ca. 250 Leit netto méi) anzestellen. D'Personal gëtt geziilt op déi verschidde Problematike sensibiliséiert an entspriechend ausgebilt. Um Niveau vun de Büroen an dem Service révision goufen d'Effectiver ëm 20 % respektiv 79 % verstäerkt.

ad 5. Am Kader vun der interner Formatioun vun der Verwaltung ginn d'Agente geziilt geschoult, fir déi néideg Kontrollprozedure beim Steierzueler duerchzeféieren. Dës Moossname sinn drop ausgeriicht, Verstéiss géint d'Steiergesetzer ze identifizéieren an un déi zoustänneg Justizautoritéite weiderzeleeden.

ad 6. Virop ass ze präziséieren, datt et net einfach ass, dës Ufroen ze quantifizéieren, well d'auslännesch Autoritéiten an hire Fallbeschreiwungen net ëmmer explizitt d'Stéchwuert „Cum-Ex" uginn. Allerdéngs konnt d'Lëtzebuerger Steierverwaltung dës Ufroen aus de leschte Joren identifizéieren, wou déi zoustänneg auslännesch Autoritéiten explizitt op d'„Cum-Ex"-Transaktiounen higewisen hunn.

– 2018: 1 Ufro
– 2021: 1 Ufro
– 2022: 2 Ufroen
– 2024: 1 Ufro

Dës Ufroe goufen alleguerten, nodeems se no de Virschrëfte vum ofgeännerte Gesetz vum 25. November 2014 iwwer d'Prozedur fir den Austausch vun Informatioun op Ufro a Steierfroe behandelt goufen, vun der zoustänneger lëtzebuergescher Autoritéit beäntwert.

Transversale de Clervaux | Question **2070** (11/03/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Am Juli 2024 ass déi nei Ëmgeeungsstrooss vu Clierf, déi sougenannt „transversale de Clervaux" opgaangen. Dës wichteg Verkéiersverbindung soll zu enger Entlaaschtung vum Trafick duerch d'Abteistad féieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

– Wéi vill Gefierer si virun der Ouverture vun der Transversale dagdeeglech duerch Clierf gefuer?

– Ass et méiglech, fir do jee no Kategorie vu Gefier ze ënnerscheeden?

– Wéi vill Gefierer fueren elo Dag fir Dag iwwer déi nei Transversale? Gëtt et do scho Miessungen? Ass et also méiglech, fir d'Entlaaschtung vun der Uertschaft Clierf ze quantifizéieren?

Réponse (03/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zur Transversale vu Clierf an deem domat verbonnene Verkéiersopkommes op dëser neier Achs.

Ier d'Transversale vu Clierf opgaangen ass, war d'Nationalstrooss N18 – déi Maarnech mam Flouernumm Antoniushaff verbënnt – eng wichteg Verkéiersachs tëscht dem Nordwesten an dem Nordoste vum Land. Dës Strooss huet deemno och ee signifikant Verkéiersopkommes opgewisen, dat och am Zentrum vu Clierf.

Unhand vun den Donnéeën, déi der Stroossebauverwaltung zur Verfügung stinn, kann ee feststellen, dass den Zentrum vu Clierf an d'Ëmgéigend duerch d'Ouverture vun der neier Verkéiersachs staark entlaascht goufen.

D'Transversale ass an zwou Etappen opgaangen. Virun der Aweiung gouf et fir d'éischt eng partiell Ouverture, bei där den Uschloss tëscht dem Rond-point Reiler an dem alen CR339 fir de Verkéier opgaangen ass.

Am Zentrum vu Clierf goufen, virun der partieller Ouverture am September 2022, am Duerchschnëtt 5.917 Gefierer (538 Notzgefierer a 5.379 Autoen) geziilt. Tëscht der partieller an der kompletter Ouverture am Juli 2024 ass dëse Verkéier op 3.888 Gefierer (429 Notzgefierer an 3.459 Autoen) zeréckgaangen. No der kompletter Ouverture goufen nach 3.252 Gefierer (338 Notzgefierer an 2.914 Autoen) geziilt.[14]

Zousätzlech gëtt de Verkéier säit dem 21. Januar 2025 beim Rond-point zu Maarnech geziilt. Tëscht dem 21. Januar 2025 an dem 28. Februar 2025 goufen duerchschnëttlech 5.143 Gefierer pro Dag op der Transversale geziilt, dovu 526 Notzgefierer a 4.617 Autoen.

Eng statistesch relevant Ausso kann awer eréischt fréistens no méi wéi engem Joer getraff ginn. Trotzdeem kann een awer elo scho feststellen, dass d'Transversale säit der Ouverture ee grousse Undeel vum Verkéier opgeholl huet.

Fir eng nach méi detailléiert Evaluatioun vun der Situatioun kënnen och d'Zielunge beim Antoniushaff an op der Maulesmille mat a d'Betruecht gezu ginn.

Am Tableau ↑ heidrënner sinn nach eemol all déi pertinent Donnéeë resuméiert:

Ofschléissend kann ee soen, dass déi generell Evolutioun vum Trafick iwwerall zougeholl huet, mee op den uewe genannte Plazen huet den Trafick am Verglach net zougeholl respektiv ass e méi oder manner konstant bliwwen.

Bis op den neie Compteur op der Transversale sinn déi Zuelen ëffentlech zougänglech a kënne vu jiddwerengem zu all Moment um „Portail des travaux publics" agesi ginn (https://travaux.public.lu/fr/infos-trafic/comptage.html).

Remboursement pour matériel d'incontinence par la CNS | Question **2071** (11/03/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2663 vum 13. August 2020 vun den honorabelen Deputéierte Martine Hansen, Marc Spautz a Jean-Marie Halsdorf betreffend e Forfait fir Inkontinenzmaterial hat déi deemoleg Regierung annoncéiert, datt de Ministère vun der sozialer Sécherheet déi zoustänneg Servicer beoptraagt hätt, „eng Analys ze maachen, ob et am Respekt vun den Dispositioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet méiglech ass, eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung ze maachen [...]".

An hirer parlamentarescher Fro vum 19. Oktober 2021 haten déi selwecht honorabel Deputéiert d'Regierung du gefrot, ob dës Analys schonns ofgeschloss wier an, wann nee, aus wéi engem Grond dës Analys bis dato nach net ofgeschloss wier. D'Regierung hat op déi Fro geäntwert: „Déi Analys konnt awer nach net gemaach gi well d'Gesondheetskeess e puer gréisser Projeten um Lafen hat wéi zum Beispill déi ganz Ëmsetzung vun der Digitalisatioun vun der Gesondheetskeess. An natierlech koum och e grousse Retard op wéinst der Covid-19-Pandemie."

Säitdeem sinn iwwer dräi Joer vergaangen. Vill Mënsche sinn am Alldag op speziell Hygiènesproduiten ugewisen. Et ass aktuell esou, datt, wéi d'Regierung an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2257 vun den honorabelen Deputéierte Jean-Marie Halsdorf a Marc Spautz geschriwwen hat, d'Krankeversécherung just ënnert bestëmmte Konditiounen d'Fraise fir d'Wëndelen iwwerhëlt, sou zum Beispill fir Leit iwwer 18 Joer, déi vum Spina-bifida betraff sinn an dauerhaft inkontinent sinn. D'Fro, ob d'CNS dës Käschten an Zukunft grondsätzlech iwwerhëlt, ass fir vill Bierger vu grousser Bedeitung.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gouf déi ugekënnegt Analys mëttlerweil duerchgefouert?

2. Falls jo, zu wéi engem Resultat ass d'Regierung komm?

3. Falls nee, firwat gouf dës Analys bis dato nach net ofgeschloss a wéini ass mat enger Entscheedung ze rechnen?

4. Gëtt et konkreet Pläng, Mënsche mat Inkontinenz ausserhalb vun der Fleegeversécherung a vun deenen aneren aktuellen Dispositioune finanziell ze entlaaschten?

Réponse (16/04/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Eng virleefeg Analys vun der Prise en charge an eisen Nopeschlänner fir Patienten, déi net ënnert de Statut vun der Dependance falen, huet verschidde Modeller ervirgehuewen. Dës ginn aktuell nach am Detail analyséiert.

Op Basis vun dësen Erkenntnisser gëtt dem Conseil d'administration vun der CNS nach am Laf vun dësem Joer eng Propositioun virgestallt.

Reconnaissance des diplômes des professionnels de santé formés hors de l'Union européenne | Question **2072** (11/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gëtt ëmmer méi Leit, déi hir Ausbildung an de medezinnesche Beruffer ausserhalb vun der Europäescher Unioun ofgeschloss hunn an déi hir Fäegkeeten am Déngscht vun der lëtzebuergescher Gesellschaft wëllen abréngen. Aktuell gëtt et awer nach vill Hürden, déi dës Leit iwwerwanne mussen, fir kënnen hei am Land ze schaffen. Grad an Zäiten, wou Lëtzebuerg ënnert engem Manktem u qualifizéiertem Gesondheetspersonal leit, wier et wichteg, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an de Wee an d'Beruffsliewen ze erliichteren. Doduerch kéint een och der Diversitéit an eisem Gesondheetssystem Rechnung droen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Mesurë gesäit de Ministère vir, fir de Prozess vun der Unerkennung vun den Diplomer aus Drëttlänner méi einfach ze gestalten?

2. Wéi kann een d'Kompetenzen an d'Erfarunge vun de Leit mat Ofschlëss aus Net-EU-Länner besser an eise Gesondheetssystem integréieren?

3. Wéi wëll de Ministère verhënneren, datt qualifizéiert Leit aus dem Ausland ofgeschreckt ginn, fir sech hei am Land ze engagéieren?

Réponse (02/04/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierte Sven Clement seng parlamentaresch Ufro wéilt ech follgend Informatioune ginn:

Vu dass d'Froe sech op de Gesondheetssecteur fokusséieren, sinn hei haaptsächlech reglementéiert Gesondheetsberuffer viséiert, d. h. Beruffer, fir déi een en Droit d'exercer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet brauch.

En résumé verleeft am Prinzipp, fir Persoune mat auslännesche Qualifikatiounen, den Accès op den

[14] D'Zuele bezéien sech op de Verkéier an déi zwou Richtungen a just op d'Schaffdeeg.

Aarbechtsmaart fir sou Beruffer iwwer eng Unerkennung vun de Beruffsqualifikatiounen, gefollegt vum Droit d'exercer.

D'Unerkennungsprozedur ass am ofgeännerte Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwer d'Unerkennung vu Beruffsqualikatioune festgehalen. Dat Gesetz ass eng Transpositiounsmesure vun der Direktiv 2005/36/CE iwwer d'Unerkennung vu Beruffsqualikatiounen.

Mat deem Gesetz geet Lëtzebuerg, andeems et d'Unerkennung vu Beruffsqualikatiounen aus Drëttlänner quasi identesch mat deenen aus EU-Länner handhaabt, ee grousse Schrëtt méi wäit wéi déi genannten Direktiv, well bei der Direktiv Persoune mat Drëttstaatlerqualifikatioune just an Ausnamefäll kënne vun dem System profitéieren.

Via dës gesetzlech Basis ass eng Unerkennung vun de meeschten Drëttstaatlerqualifikatioune méiglech gemaach ginn, wat net an all den EU-Länner de Fall ass. Aus evidente Grënn (Absence un engem Programme d'études de référence) ka Lëtzebuerg allerdéngs keng Unerkennunge vun Drëttstaatlerqualifikatioune maache bei Beruffer, déi net zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn, wéi z. B. den Zänndokter oder den Déierendokter. An deene Fäll ginn awer Unerkennungen aus aneren EU-Länner unerkannt (Reconnaissance de la reconnaissance).

D'Informatiounen an de Formulaire fir d'Demande fir déi Unerkennungsprozedur sinn zudeem op Franséisch, Däitsch an Englesch um Site vum Fuerschungs- an Héichschoulministère disponibel, am Sënn vun enger transparenter a verständlecher Informatiounspolitick.

Zudeem sinn de Fuerschungs- an Héichschoulministère souwéi de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet och reegelméisseg duerch Mataarbechter op de Journées d'orientation vum Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil vertrueden, fir interesséierten Demandeure behëlleflech ze sinn.

Et sief drop higewisen, datt Leit mat Qualifikatiounen aus Drëttstaate musse beweisen, dass si déi néideg Kenntnisser a Savoir-faire hunn, fir kënnen hire Beruff zu Lëtzebuerg auszeüben, ouni d'Patienten a Gefor ze bréngen. Well et hei ëfters gréisser Differenzen um Contenu vun den Etudë gëtt, kënnen sou Drëttstaatlerqualifikatiounen net ëmmer direkt unerkannt ginn. An esou Fäll muss den Demandeur dann eng Épreuve de pratique professionnelle théorique et pratique maachen, fir ze beweisen, dass hien de Krittäre vun der Lëtzebuerger Reglementatioun entsprécht.

Well wéi gesot d'Patientesécherheet Virrang huet, ass eng weider Vereinfachung vun de Prozedure fir den Accès an de Gesondheetssecteur, fir Leit mat enger Qualifikatioun aus Drëttstaaten, net esou einfach méiglech.

Retard dans le paiement de salaires auprès d'internats | Question **2074** (12/03/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Wéi eis zu Ouere komm ass a wéi um Site vun RTL veréffentlecht gouf, hält de Staat, duerch den zoustännege Ministère, sech net un d'Konditioune vun der Konventioun mat der ASBL „Les Internats Jacques Brocquart". Dës Konventioun gesäit vir, dass Betribskäschten duerch periodesch Avancen ofgedeckt solle ginn. D'Joresavancë fir 2025 goufen eisen Informatiounen no awer eréischt de 7. Mäerz 2025 bezuelt – also net fristgerecht –, wat zu enger massiver Liquiditéitskris bei der ASBL gefouert soll hunn.

D'ASBL „Les Internats Jacques Brocquart" offréiert eng educativ Begleedung fir Kanner a Jugendlecher a fir Kanner am Internatsberäich. D'Verspéidung beim Iwwerweise vun den Avancen (de selwechte Problem ass eisen Informatiounen no schonns d'lescht Joer opgetrueden) bréngt d'Credibilitéit vun der ASBL géigeniwwer Donateuren, Partner a Mataarbechter a Gefor, destabiliséiert d'Gestioun, bedrot d'Qualitéit vun den ugebuedene Servicer an hat en direkten Afloss op d'Gehaltsiwwerweisunge vu ronn 150 Mataarbechter, wat e Verstouss géint d'Aarbechtsgesetz an eng onnéideg Beanträchtegung vun der finanzieller Situatioun vun de Beschäftegten duerstellt.

Laut interne Communiquéen, déi un d'Personal adresséiert goufen, huet d'Organisatioun säit Enn 2024 mam Ministère den Dialog gesicht, mee anscheinend ouni Succès. Dës mangelnd Transparenz a Kooperatioun weist entweeder op eng Iwwerlaaschtung vun den zoustännege Servicer am Ministère oder op strukturell Problemer hin.

D'finanziell Lag vun der ASBL war bis zum 7. Mäerz 2025 kritesch. Ouni eng séier Bezuelung vun de staatlechen Avancë bestoung fir d'Organisatioun de Risk vu katastrophale Konsequenze fir Mataarbechter, Benotzer a Partner. D'Ausbezuele vun den Avancen ass eréischt geschitt, nodeems d'Personaldelegatioun vun der ASBL beim Ministère interveneiert ass.

D'Netrespektéiere vun der Konventioun kéint eiser Aschätzung no eng Verletzung vum Gesetz vum 8. September 1998 iwwer d'Relatiounen tëscht Staat a soziale Strukturen duerstellen, wat juristesch Konsequenze fir de Staat no sech zéie kéint.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi gedenkt den Här Minister d'Prozedure fir d'Bezuele vun Avancen un ëffentlech finanzéiert Strukturen ze reforméieren, fir retardéiert Bezuelungen, wéi am Fall vun der ASBL J. Brocquart, an Zukunft ze verhënneren?

2. Wéi eng Acteuren aus dem Educatiouns- a Jugendberäich, déi eng Konventioun mam Schoulministère hunn, kruten hir Avancen dëst Joer net fristgerecht iwwerwisen (d. h. nom 15. Januar respektiv nom 1. Februar 2025)?

3. Wat ass d'Positioun vum Här Minister zur juristescher Haftung vum Staat, wann d'Gehaltsiwwerweisunge bei Partnerstrukturen duerch staatlech Verspéidungen net méiglech sinn? Wéi gëtt déi Positioun deene betraffenen Associatioune matgedeelt?

4. Gëtt et eng (inter)ministeriell Taskforce, déi séier Aktioune koordinéiert, wann änlech Situatioune virkommen?

5. Ass am Kader vum Gesetz vum 8. September 1998 „réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique" (ASFT-Gesetz) virgesinn, déi finanziell Responsabilitéit vum Staat bei Konventiounsverstéiss explizitt ze reglementéieren?

6. Gëtt et eng Plattform, op där ëffentlech finanzéiert Strukturen d'Echeance fir d'Bezuele vun Avancë verfollege kënnen, fir méi Kontroll an Transparenz ze garantéieren?

7. Sinn Noutfallmechanismen (z. B. Garantiefongen) geplangt, fir Strukturen am soziale Secteur viru staatleche Bezuelverspéidungen ze schützen?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Artikel 12 vum ASFT-Gesetz[15] hält de Prinzipp fest, datt de Staat seng finanziell Bedeelegung ganz oder deelweis a Form vun halbjärlechen, véiereljärlechen oder monatlechen Avancë bezilt. Den Organismus leet dem Minister eng järlech Ofrechnung vir. D'Zommen, déi ongerechtfäerdegt vum Träger empfaange goufen, mussen un d'Staatskeess (Tresor) zeréckbezuelt ginn.

Des Weidere gouf am Punkt 6 vun de Conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique festgehalen, datt d'Avancë follgendermoossen ausbezuelt ginn:

D'Avancë vun der vum Staat geschätzter finanzieller Bedeelegung ginn a véier Tranchë bezuelt:

30 % am Januar (1. Avance),
30 % am Abrëll (2. Avance),
20 % am Juli (3. Avance),
20 % am Oktober, op Basis vun engem provisoresche Semesterdecompte oder enger budgetärer Schätzung.

Wann d'Konventioun eng Prozedur fir en Zwëschendecompte virgesäit, fir eng Avance ze liquidéieren, da bestëmmt se och, wéi eng Informatiounen, Ënnerlagen an Dokumenter vum Prestataire mussen ageereecht ginn.

ad 2. Et sief hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2063 verwisen.

ad 3. Sollt et zu Ofweichunge vun der standardiséierter Prozedur kommen, esou wéi se am ASFT-Gesetz virgesinn ass, muss een am Eenzelfall analyséieren, wat de Grond vun dësem Fait ass. Do sinn ënnerschiddlech Situatioune méiglech, wéi zum Beispill, datt d'Konventiounen net ënnerschriwwe waren oder Pièce am Dossier gefeelt hunn. Sollt et duerch dës Faiten zu engem Prejudice komm sinn, muss an den Eenzelfäll d'Haftung juristesch gekläert ginn.

An der Praxis ass et allerdéngs esou, datt déi konventionéiert Partenairen an esou Fäll hire Ministère de tutelle kontaktéieren, fir am Kader vun hirer Konventioun séier Léisungen ze fannen.

ad 4. Op Basis vum Artikel 14 vun der „loi dite ASFT"[16] gouf 1998 eng Commission d'harmonisation geschaf mat follgender Aufgab:

– een Avis zur „convention-type" ze ginn, souwéi zu all Propos fir eng Ännerung dovun; – Propositiounen, fir d'Ëmsetzung vun de Konventiounen ze maachen an am Allgemengen d'Applikatioun vun de Konventiounen ze iwwerwaachen;
– op Ufro vum zoustännege Minister Propositioune fir eng Schlichtung am Fall vun engem Sträit tëschent de Parteie virzeschloen;
– eng Analys ze maachen an en Avis zu den alljärlechen Ofrechnungen (Décomptes annuels) vun de Fonctionnementskäschte vun de konventionéierte Servicer ofzeginn;
– Recommandatiounen auszeschaffen, fir d'Koordinatioun an d'Plange vun den eenzelen Aktivitéiten, fir déi de Staat eng finanziell Bedeelegung gëtt, ze erméiglechen;
– all Fro betreffend d'Aktivitéiten, déi am Artikel 1 genannt ginn, ze ënnersichen – entweeder op eegen Initiativ oder op Ufro vun der Regierung.

An der Praxis ass et awer och esou, datt all Konventioun verankert ass, datt déi konventionéiert Partner sech kënnen un hire Ministère de tutelle wenden, fir kuerzfristeg Léisungen op hir Probleme ze fannen. Vun dëser Méiglechkeet gëtt och dacks Gebrauch gemaach.

[15] Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

[16] Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

ad 5. Et sief hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2063 verwisen.

ad 6. Nee, esou eng Plattform besteet net.

ad 7. Wéi schonns ugedeit an der Äntwert op déi 1. Fro hält den Artikel 12 vum ASFT-Gesetz de Prinzipp fest, datt de Staat seng finanziell Bedeelegung ganz oder deelweis a Form vun halbjärlechen, véiereljärlechen oder monatlechen Avancë bezilt. Den Organismus leet dem Minister eng järlech Ofrechnung vir. D'Zommen, déi ongerechtfäerdegt vum Träger empfaange goufen, mussen un d'Staatskeess (Tresor) zeréckbezuelt ginn.

Dëse Prinzipp stellt eng Ausnam par rapport zur Standardprozedur[17] vum Staat duer, fir Depensen ze engagéieren, ze liquidéieren, ze ordonnancéieren an se ze bezuelen. Laut dëser Standardprozedur gëtt eng Depense just liquidéiert, wa virdrun eng „constatation du service fait" realiséiert gouf.

D'Feststellung vun der geleeschter Leeschtung ass heibäi den Akt, bei deem kontrolléiert a confirméiert gëtt, datt d'Liwwerung oder d'Leeschtung effektiv erbruecht gouf an doduerch eng Ausgab gerechtfäerdegt ass.

Avenir de l'entrepôt « Warehouses Service Agency » (WSA) situé à Sanem | Question **2075** (12/03/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans un récent article de presse, l'on peut lire des spéculations concernant l'avenir de l'entrepôt « Warehouses Service Agency » (WSA) situé à Sanem.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Madame la Ministre de la Défense :

1) Le Gouvernement a-t-il des informations plus détaillées quant à l'avenir de WSA à Sanem ?

2) Est-ce que les récents travaux d'un montant de 100 mio $ dans ce site sont achevés ?

3) Qu'est-ce que le Gouvernement entend entreprendre pour préserver le site et les activités de WSA à Sanem ?

Réponse (28/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

ad 1) et 3) La WSA travaille selon « business as usual ». Le Gouvernement ne dispose pas d'informations pour appuyer les spéculations publiées dans la presse et qui nécessiteraient des mesures particulières « pour préserver le site et les activités de la WSA à Sanem ».

Le Gouvernement rappelle qu'un important projet d'extension du site de la WSA est en préparation, tel que présenté aux membres des commissions parlementaires de l'Exécution budgétaire et de la Défense en date du 4 novembre 2024. Cette extension permettra à la WSA d'accueillir dans le cadre du futur bataillon binational de reconnaissance de combat sur son site un hub logistique dénommé « Multimodal Military Hub » (M3H). L'entretien des futurs véhicules de l'Armée luxembourgeoise et le stockage d'équipements et de matériels militaires sera assuré au M3H avec le concours de la WSA.

ad 2) Les travaux en question concernent la construction d'infrastructures de stockage supplémentaires. Ils sont menés et intégralement financés par les États-Unis, en collaboration étroite avec la WSA. Les travaux de construction ont débuté fin 2023 et devraient se poursuivre jusque fin 2026.

[17] En vertu des articles 19-34 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État.

Protection des consommateurs dans le secteur du logement au Luxembourg | Question **2076** (12/03/2025) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Lors d'une récente réunion dans le cadre du programme européen Midi du consommateur européen, plusieurs initiatives ont été mises en avant pour renforcer la protection des consommateurs dans différents domaines. Un accent particulier a été mis sur les réclamations liées au logement, qui représentent, selon les données de l'ULC, près de la moitié des plaintes déposées par les consommateurs au Luxembourg. Ces préoccupations concernent notamment les prix du logement, les contrats de bail, les pratiques commerciales des promoteurs et les garanties des biens immobiliers vendus en l'état futur d'achèvement (VEFA).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Comment le Ministère entend-il répondre au fait que près de la moitié des réclamations des consommateurs concernent le domaine du logement au Luxembourg ? Quelles mesures sont envisagées au niveau national pour s'assurer que les règles de protection des consommateurs soient mieux respectées, en particulier dans le secteur du logement ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place de nouveaux mécanismes de contrôle ou d'encadrement des pratiques contractuelles des promoteurs immobiliers et des bailleurs privés, afin de prévenir les abus signalés par l'ULC ?

3) Quelle était la position du Luxembourg lors de la réunion Midi du consommateur européen concernant les problèmes liés au logement et à la protection des consommateurs dans ce domaine ?

Réponse (16/04/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Les statistiques sur les litiges traités par l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) pour la période 2019-2024 montrent que près de la moitié des réclamations des consommateurs concernent le secteur du logement. Ces réclamations se répartissent en 25 catégories, les principales étant relatives aux travaux de construction ou de rénovation, aux baux et loyers, et aux questions de ventes et achats immobiliers. Actuellement, je ne dispose pas d'analyse des questions juridiques sous-jacentes.

Au niveau des demandes traitées par le Centre européen des consommateurs (CEC), moins de 5 % du total des questions et plaintes concernent le logement ou le bail, principalement des problèmes de garantie sur les travaux réalisés.

La Direction de la protection des consommateurs a recensé depuis 2023, environ 230 demandes portant sur des sujets très variés tels que l'insalubrité, la garantie locative, les clauses contractuelles, les augmentations de prix (loyer, prix construction), les chantiers non terminés, la gérance d'immeubles, la rénovation ou encore le passeport énergétique. S'agissant de demandes relatives à des situations individuelles, les concernés sont redirigés vers l'ULC et le médiateur de la consommation.

Le Code de la consommation trouve application quand un particulier (consommateur) traite avec un professionnel. Dans les situations où des particuliers traitent entre eux, par exemple, en cas de vente ou en cas de location sans passer par une agence, les règles de droit civil ainsi que d'autres lois particulières règlementant ces contrats s'appliquent. Ainsi, le bail à loyer est règlementé par une loi spécifique et le compromis de vente par le Code civil.

ad 2) Le Ministère de la Justice a mis en place un groupe de travail interministériel pour analyser le cadre légal et réglementaire en matière de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), comprenant des représentants du Ministère de la Justice, du Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, du Ministère des Finances et de la Direction de la protection des consommateurs. Ce groupe de travail abordera également la question des mécanismes de contrôle.

La Direction de la protection des consommateurs a fait réaliser des avis juridiques qui permettent de délimiter le droit de la consommation par rapport à des questions soulevées en matière de bail à loyer.

Les règles en matière de protection des consommateurs telles que l'information précontractuelle, l'affichage des prix, les pratiques commerciales déloyales, les crédits immobiliers ou encore les clauses abusives, sont essentiellement issues de directives européennes.

ad 3) Le Midi du consommateur européen du 9 mars a permis d'aborder le nouvel agenda européen des consommateurs. À cette occasion, la Direction luxembourgeoise de la protection des consommateurs a présenté son programme de travail général pour l'année 2025. Il convient de noter que ses actions s'inscrivent principalement dans le cadre du Code de la consommation. Partant, la thématique du logement, bien que reconnue comme importante, ne s'inscrit pas au centre des missions de la Direction de la protection des consommateurs.

Par ailleurs, il a été souligné que les enjeux liés au logement dépassent les frontières nationales et concernent l'ensemble de l'Union européenne. Dans cette perspective, la Commission européenne a récemment désigné un Commissaire spécifiquement en charge du logement, marquant ainsi une volonté d'agir de manière coordonnée à l'échelle européenne. Le Luxembourg, pour sa part, est favorable à une approche structurée et transversale dans ce domaine, en étroite collaboration avec les initiatives européennes.

Accueil de chercheurs américains au Luxembourg dans le contexte des coupes budgétaires aux États-Unis | Question **2077** (12/03/2025) de **M. Gérard Schockmel** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Laut engem Artikel vum 9. Mäerz 2025 hätt Frankräich seng Fuerschungsinstituter opgefuerdert ze préiwen, ob ee Fuerscher aus den USA kéint ophuelen, déi sech wéinst radikale Budgetskierzungen an den USA aktuell d'Fro no hirer Zukunft an den USA stellen. D'Universitéit Aix-Marseille hätt rezent schonn annoncéiert, ee Programm op d'Been ze stellen, fir Fuerscher aus den USA opzehuelen. Och an Däitschland géing een sech Hoffnung maachen, fir amerikanesch Fuerscher an d'Bundesrepublik ze lackelen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul follgend Froe stellen:

– Envisagéiert d'Madamm Ministesch d'Opnam vun amerikanesche Fuerscher, déi sech eventuell d'Fro no hirer beruﬄecher Zukunft an den USA stellen?

– Si Gespréicher mat Fuerschungsinstituter oder der Universitéit zu Lëtzebuerg geplangt?

– Gëtt et Fuerschungsgebidder, fir déi Lëtzebuerg eng Präferenz hätt, wat d'Ophuele vu qualifizéierte Fuerscher ugeet?

Réponse (02/04/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Eis Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg ass ganz international ausgeriicht, an d'Attraktioun vun internationalen Talenter an der Fuerschung ass eng strateegesch Prioritéit. An deem Kontext hu mir eis eng Rei Instrumenter ginn, fir international Fuerscher, onofhängeg vum Land wou si hierkommen, unzezéien an ze integréieren.

Ervirzesträichen sinn hei an éischter Linn d'Programmer PEARL an ATTRACT vum nationale Fuerschungsfong FNR. PEARL huet zum Zil, etabléiert international Fuerscher a strateegesch wichtege Fuerschungberäicher unzezéien, wärend ATTRACT viséiert, villverspriechend jonk Fuerscher op Lëtzebuerg ze zéien, fir hei eng Fuerschungsekipp opzebauen. Béid Instrumenter riichte sech u Fuerscher an de Beräicher vun de strateegesche Fuerschungsprioritéiten, déi d'Regierung am Kader vun der nationaler Fuerschungs- an Innovatiounsstrategie definéiert huet an déi, wéi vum Regierungsprogramm virgesinn, reegelméisseg wäerten aktualiséiert ginn, fir neien Entwécklunge Rechnung ze droen.

Béid Instrumenter sinn 2024 extern evaluéiert ginn, an d'Resultater vun däser Evaluatioun hu gewisen, dass et sech ëm wichteg Outilen handelt, fir de Lëtzebuerger Fuerschungsekosystem geziilt ze stäerken. D'Regierung wäert dës Instrumenter mat punktuellen Upassungen an Zukunft weiderféieren.

Mat Research Luxembourg hunn eis ëffentlech Fuerschunginstitutiounen eng Plattform, fir sech zesummen international ze promouvéieren. De Fuerschungs- an Héichschoulministère schafft zudeem aktiv am interministerielle Kommitee fir Talent attraction mat, wou am Kader vun de lafenden Initiativen, notamment der Ausschaffung vun engem nationale Portal fir d'Attraktioun vun Talenter, och de Volet vun der Fuerschung mat afléisst.

Generell wëll Lëtzebuerg sech als oppenen an attraktive Fuerschungsstanduert positionéieren an Talenter aus der ganzer Welt, och aus de Vereenegte Staaten, unzéien, fir d'Diversitéit an d'Qualitéit vun eiser Fuerschungslandschaft ze stäerken, ouni eng cibléiert Strategie ze verfollegen, fir Fuerschungskompetenzen aus engem spezifesche Land ofzezéien.

Lutte contre le détournement des IBAN virtuels et mise en œuvre de la directive AMLD6 au Luxembourg | Question **2078** (12/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Problematik vun de virtuellen IBAN-Konten (vIBAN) an hirem Mëssbrauch duerch Krypto-Scammer, déi op reporter.lu opgegraff gouf, ass alarmant. Wéi beschriwwen, ginn dës vIBANen dacks vu Bedruchsreseaue benotzt, fir Zougang zu de Finanzsystemer ze kréien a Beträg ze verschleieren. D'Finanzopsiicht CSSF confirméiert, datt si „keng direkt Iwwersiicht iwwer d'Zuel u virtuellen IBANen, déi sech zu Lëtzebuerg am Ëmlaf befannen" huet, well se bis elo net ënnert d'Gesetz zum zentrale Konteregëster falen.

D'EU-Anti-Geldwäscherichtlinn 2024/1640 (AMLD6) gesäit wichteg Ännerungen an däsem Beräich vir, déi et den Autoritéiten erlaben, besser ze kontrolléieren a géint de Mëssbrauch virzegoen. Laut Artikel 74, 11, 12, 13, 15 an 18 sollen dës Moossnamen zu ënnerschiddlechen Zäitpunkten tëschent dem 10. Juli 2025 an dem 10. Juli 2029 ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéini plangt d'Regierung déi eenzel Elementer vun der AMLD6-Direktiv (2024/1640) an nationaalt Recht ëmzesetzen, besonnesch den Artikel 74 (bis Juli 2025), d'Artikelen 11, 12, 13 a 15 (bis Juli 2026) an den Artikel 18 (bis Juli 2029)?

2. Wéi eng konkreet Moossnamen huet d'Regierung virgesinn, fir eng besser Kontroll iwwer virtuell IBAN-Konten ze kréien an domat de Mëssbrauch fir Geldwäsch a Bedruch ze bekämpfen, ier déi komplett Ëmsetzung vun der Direktiv erfollegt?

3. Wéi vill verdächteg Transaktioune mat virtuellen IBANe goufen an de leschte Jore bei der CRF (Cellule du renseignement financier) gemellt, an huet d'Regierung Informatiounen iwwer den Ëmfang vu Bedruchsfäll zu Lëtzebuerg?

4. Gëtt et schonn eng Aarbechtsgrupp, déi sech mat der Ëmsetzung vun der AMLD6 befaasst, a falls jo, wéi eng Acteure sinn do mat agebonnen?

5. Wéi plangt d'Regierung, d'Bedeitung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ze schützen andeems se sécherstellt, datt de Mëssbrauch vu Lëtzebuerger Bankennimm duerch Onéierlecher effektiv bekämpft gëtt?

Réponse (10/04/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Duerch ee Gesetz vum 23. Januar 2025 gouf d'Notioun vum Intérêt légitime erëm an d'Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwert de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) agefouert. Ee begrenzten Zougang opgrond vum Intérêt légitime ass och am Gesetz vum 10. Juli 2020 iwwer de Registre des fiducies et des trusts („RFT") virgesinn. Domat si béid Gesetzer haut scho conforme zum Artikel 74 vun der AMLD6-Direktiv.

Wat d'Artikelen 11, 12, 13 a 15 vun der AMLD6-Direktiv ubelaangt, gouf een Aarbechtsgrupp tëscht de verschiddenen Direktioune vum Justiz-Ministère an dem Luxembourg Business Register agesat. Däsen Aarbechtsgrupp schafft un engem Avant-projet de loi, fir d'Gesetz vum 13. Januar 2019 do wou néideg ofzeänneren. Dëse Gesetzesprojet wäert viraussiichtlech an der zweeter Hallschent vun dësem Joer deposéiert ginn.

Wat den Artikel 18 ubelaangt, huet Lëtzebuerg haut schonn een integréierte System vun der Publicité foncière. Hei wäerten dowéinst nëmme minimal Upassungen néideg sinn.

ad 2. Déi zoustänneg Autoritéite verfollegen d'Entwécklunge betreffend d'virtuell IBAN-Konte ganz genau.

D'Emetteure vu virtuellen IBAN-Konten ënnerleien alle Reegele vum Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Bekämpfung vun der Geldwäsch an dem Finanzement vum Terrorismus. Nieft de Reegelen iwwert d'Customer Due Diligence, beinhaltet dat och d'Obligatioun, fir all verdächteg Transactiounen un d'Cellule de renseignement financier (CRF) ze mellen.

D'Gesetz vum 12. November 2004 gëtt och den Autoritéiten an heibäi virop der CSSF, wäitreechend Pouvoiren an der Surveillance a beim Verhänke vu Sanktiounen, souwéi och Méiglechkeeten, fir am Kontext vu virtuellen IBANen international ze kooperéieren.

An deem Sënn sinn d'Autoritéiten och um europäesche Plang op dësem Sujet aktiv. Esou copresidéiert z. B. d'CRF een Aarbechtsgrupp iwwert virtuell IBANen. D'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) huet och aktiv un engem Rapport vun der European Banking Authority (EBA) iwwert virtuell IBANe matgeschafft, deen am Mee 2024 publizéiert ginn ass.

ad 3. D'CRF huet laut Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire[18] follgend Kompetenzen, Pouvoiren a Missiounen:

(1) D'CRF ass déi national Autoritéit, déi zur Missioun huet, Verdachtsmeldungen zu suspekten Operatiounen, bzw. all aner Informatiounen, wou d'Faite susceptibel wieren, mat Geldwäsch, enger primärer Strofdot[19] oder Terrorismusfinanzéierung am Zesummenhang ze stoen, entgéintzehuelen an ze analyséieren.

Dës Verdachtsmeldunge mussen ouni Verspéidung an op eegen Initiativ vun den ënnen erwäänten Entitéiten a Persounen agereecht gi wa se wëssen, oder e raisonnabele Grond hu fir ze verdächtegen, dass entweeder Geldwäsch, eng primär Strofdot oder Terrorismusfinanzéierung amgaang ass, stattfonnt huet oder versicht ginn ass, an dëst wéinst der betraffener Persoun, der Entwécklung, dem Ursprong vum Verméigen, der Natur, dem Zweck oder de Bedéngunge vun der Operatioun. All Meldung muss begleet gi vun all den Informatiounen an Dokumenter, déi d'Meldung motivéiert.

Entitéiten a Persounen, déi Verdachtsmeldungen areechen, sinn:

a. Professioneller, déi dem Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Kampf géint Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung ënnerleien, souwéi
b. all Autoritéit, all Persoun oder Fonctionnaire aus dem ëffentlechen Déngscht, souwéi och all Salarié oder Agent, deen eng Missioun fir den ëffentlechen Déngscht huet.

(2) D'CRF huet des Weideren zur Missioun, de Justiz-Autoritéiten an de kompetenten Administratiounen, déi am Beräich vum Kampf géint Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung täteg sinn, engersäits d'Resultater vun den Analysen, an anerersäits all aner pertinent Informatioune weiderzeleeden an dëst selektiv am Fall wou et raisonnabel Grënn gëtt ze verdächtegen, dass en Akt vu Geldwäsch, enger primärer Strofdot oder Terrorismusfinanzéierung stattfonnt huet.

(3) Doriwwer eraus schafft d'CRF op internationalem Niveau an enker Zesummenaarbecht mat den Homologen am Ausland. D'CRFen aus anere Juridictioune kréie souwuel Renseignementer aus Lëtzebuerg wéi se och Renseignementer aus Lëtzebuerg ufroe kënnen.

D'Statistike vun der CRF an hirem järleche Bericht baséieren op der Unzuel vu Verdachtsmeldungen. Statistiken zu virtuellen IBANen op Basis vun den Transaktiounen, déi an deene Meldungen dra stinn, ze maachen, géing net zu aussokräftegen Zuele féieren, well net all Transaktioune ginn an engem strukturéierte Format gemellt (d'CRF kritt zum Beispill och Transaktiounen am Excel Format gemellt). Et ass der CRF aktuell och net méiglech, fir fir all Kont ze soen, ob et sech ëm eng virtuell IBAN handelt oder net. Eng Institutioun, déi virtuell IBANen erstellt, kann nämlech och traditionell IBANen erstellen. Bei Konten am Ausland ass dëst aktuell nach méi schwiereg.

18 Mir referéieren hei op d'Artikele 74-1 a follgend vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire. Dëst ass eng fräi Iwwersetzung an huet keng juristesch Valeur.

19 Strofdoten, déi am Artikel 506-1 Punkt 1) vum Strofgesetzbuch an am Artikel 8 Paragraph 1 Buschtawen a) a b) vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert d'„substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie" virgesi sinn.

D'CRF kritt vu Lëtzebuerger Institutiounen, déi mat virtuellen IBANe schaffen, Verdachtsmeldunge geschéckt. Dës Verdachtsmeldunge betreffen an der Reegel Verdächteger am Ausland a gi mat deene kompetente CRFen am Ausland gedeelt. Doduerch, dass et der CRF aktuell net méiglech ass, kloer ze ënnerscheeden zwëschent Meldungen, wou virtuell IBANe benotzt gi sinn, a wou net, gëtt et leider keng verlässlech Zuelen. D'CRF kritt parallell och Meldunge vun Institutiounen, déi keng virtuell IBANen ubidden, wou awer virtuell IBANe benotzt gi sinn. Hei misst ee Statistiken iwwert d'Transaktiounen erstellen, wat aus den uewe genannten Ursaache schwiereg ass.

Am Kontext vun den neien EU-Direktiven, schafft d'CRF awer drun, méi detailléiert Statistike kënnen ze erfaassen. D'Fro vun de virtuellen IBANen ass ee Punkt, wou drop geschafft gëtt.

Och schafft d'CRF exklusiv op Renseignementer, déi entweeder aus Verdachtsmeldungen oder aus Ufroen a spontane Matdeelungen aus dem Inland an Ausland resultéieren. Wat bedeit, dass zum Zäitpunkt vun der Verdachtsmeldung, bzw. der Ufro oder dem spontanen Austausch vun Informatiounen, e potentielle Mëssbrauch vu virtuellen IBANen net bestätegt ass.

Duerch reegelméisseg Sensibilisatiouns- an Informatiounscampagnen, déi d'CRF an enker Zesummenaarbecht mam Superviseur mécht, ass de Sujet vun de virtuellen IBANen am Secteur bekannt an d'Professioneller, déi dem Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Kampf zur Geldwäsch an der Terrorismusfinanzéierung ënnerleien, kommen hiren deklarative Verpflichtungen no.

D'Theema vum Mëssbrauch vu virtuellen IBANen zu Bedruchszwecker gëtt reegelméisseg souwuel an de Konferenze vun der CRF, wéi och an Informatiounsschreiwen iwwert nei Typologien analyséiert a beschwat. D'CRF huet och d'Professioneller am Kader vun de virtuellen IBANe sensibiliséiert.

Op internationalem Plang schafft d'CRF och reegelméisseg mat Homologen oder a „public-private partnerships" mat Instanzen zesummen, déi am Kampf géint d'Geldwäsch täteg sinn, fir notamment Sujete wéi virtuell IBANen ze verschaffen, Fallbeispiller ze sammelen, dës ze analyséieren an Indicateuren erauszefilteren, déi een an de Secteur kann zeréckginn, fir d'Detektioun vu suspekten Transaktiounen a Verhalen ze erkennen.

ad 4. De Finanzministère an de Justizministère schaffen un der Ëmsetzung vun der AMLD6-Direktiv souwéi deenen anere Bestanddeeler vum „AML Package". Wéi üblech ginn dobäi déi concernéiert ëffentlech an och privat Acteure gelauschtert.

ad 5. Och wann d'CSSF net déi direkt d'Missioun huet, fir am Detail ze iwwerwaachen, dass kee Mëssbrauch vu Lëtzebuerger Bankennimm duerch Onéierlecher gemaach gëtt, warnt déi national Finanzopsiicht reegelméisseg virun diverse Forme vu Bedruch oder aneren illegalen Aktivitéiten, dorënner och iwwer mëssbräuchlecht Notze vu Lëtzebuerger Bankennimm.

Dës Avertissementer a Bezuch op illegal Aktivitéite komme vu verschiddene Quellen a sinn um Site vun der CSSF veröffentlecht. Dës Aktioune sinn iwwerdeems och vum GAFI unerkannt ginn, deen a sengem Rapport vun 2023 Follgendes schreift: „399. To detect unauthorized activity, the CSSF cooperates with other domestic competent authorities and foreign supervisors, investigates reports received from obliged entities, service providers and whistle-blowers, and uses its own supervisory work. The CSSF often discovers fraudulent websites impersonating Luxembourg FIs. These cases are referred to the Public Prosecutor, and the CSSF publishes a warning on its website and sends a notification to its mailing list."

Accueil de chercheurs américains au Luxembourg dans le contexte des coupes budgétaires aux États-Unis | Question **2079** (12/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Situatioun an den USA weist elo schonns alarméierend Entwécklungen am Beräich vun der Wëssenschaft. Wéi aus dem Artikel „Wie Trump den Wissenschaftsstandort USA in Gefahr bringt" erviregeet, sinn duerch Massenentloossungen, Mëttelkierzungen a verschidde Schikanen iwwer 200.000 jonk Wëssenschaftler aus US-Institutiounen entlooss ginn. De Präsident vun der Max-Planck-Gesellschaft, Patrick Cramer, schwätzt vu bis zu duebel esouvill US-Bewerbunge fir däitsch Fuerschungsprojete wéi am Joer virdrun.

Dës Entwécklung kéint eng historesch Chance fir Europa an och fir Lëtzebuerg duerstellen. Verschidde Länner wéi Irland diskutéieren elo schonn iwwer geziilten Ofwerbungsstrategien. Experte wéi de Christian Stöcker, Professer fir digital Kommunikatioun, fuerdert esouguer en europäeschen Akquiseprogramm mat konkreeten Jobofferen an en Ausbaue vun de Professurestellen, fir dës Talenter aus den USA unzezéien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Méiglechkeet an, vun dëser Situatioun ze profitéieren an héichqualifizéiert Wëssenschaftler aus den USA op Lëtzebuerg ze bréngen, besonnesch an de strateegesch wichtege Beräicher wéi Kënschtlech Intelligenz, Klimafuerschung oder Medezinn?

2. Gëtt et scho konkreet Pläng fir e spezifeschen Opnam- oder Rekrutéierungsprogramm fir US-Wëssenschaftler zu Lëtzebuerg, oder sinn dës Pläng virgesinn?

3. Wéi wäert d'Regierung d'Infrastruktur an d'Ressourcen um Niveau vun der Universitéit Lëtzebuerg a vun eise Fuerschungszenteren upassen, fir méiglech nei Fuerscher opzehuelen an hinnen e kompetitiivt Ëmfeld ze bidden?

4. Gëtt et Iwwerleeungen, fir am Kader vun engem europäesche Programm zesummenzeschaffen, fir qualifizéiert Wëssenschaftler aus den USA an Europa ze kréien, an huet d'Regierung dowéinst scho Kontakt mat aneren EU-Memberlänner opgeholl?

5. Wéi eng finanziell Mëttele sinn disponibel oder kéinte mobiliséiert ginn, fir esou eng Initiativ ze ënnerstëtzen?

Réponse (02/04/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Lëtzebuerg wëllt sech generell als oppenen an attraktive Fuerschungsstanduert positionéieren an Talenter aus der ganzer Welt unzéien, fir d'Diversitéit an d'Qualitéit vun eiser Fuerschungslandschaft ze stäerken. D'Attraktioun vun internationalen Talenter an der Fuerschung ass eng strateegesch Prioritéit.

Aktuell gesi mir effektiv e wuessenden Interêt vu Fuerscher an den USA, fir sech Richtung Europa an och Richtung Lëtzebuerg ze orientéieren, a mir wäerten déi Evolutioun natierlech verfollegen. An deem Kontext gëtt et schonn eng Rei Finanzéierungsinstrumenter, op déi mir kënnen zeréckgräifen, fir international Fuerscher unzezéien, onofhängeg vum Land wou si hierkommen, wéi d'Programmer PEARL an ATTRACT vum nationale Fuerschungsfong FNR. PEARL huet zum Zil, etabléiert international Fuerscher a strateegesch wichtege Fuerschungsberäicher unzezéien, wärend ATTRACT viséiert, villverspriechend jonk Fuerscher an den nationale Fuerschungsprioritéiten op Lëtzebuerg ze zéien, fir hei eng Fuerschungsekipp opzebauen. Béid Instrumenter sinn 2024 extern evaluéiert ginn, an d'Resultater vun dëser Evaluatioun hu gewisen, dass et sech ëm wichteg Outilen handelt, fir de Lëtzebuerger Fuerschungsekosystem geziilt ze stäerken. D'Regierung wäert dës Instrumenter mat punktuellen Upassungen an Zukunft weiderféieren.

Doriwwer eraus hunn eis ëffentlech Fuerschungsinstitutioune mat Research Luxembourg eng Plattform, fir sech zesummen international ze promouvéieren. De Fuerschungs- an Héichschoulministère schafft och aktiv am interministerielle Kommitee fir Talent attraction mat, wou am Kader vun de lafenden Initiativen, wéi der Ausschaffung vun engem nationale Portal fir d'Attraktioun vun Talenter, och de Volet vun der Fuerschung mat afléisst.

Natierlech sinn och europäesch Programmer wichteg, wéi déi prestigiéis Finanzementer vum European Research Council oder d'Marie-Slodowska-Curie-Aktiounen, a Lëtzebuerg ënnerstëtzt Initiativen, fir dës europäesch Instrumenter auszebauen. Lëtzebuerg ass och Deel vum paneuropäesche Reseau Euraxess, deen zum Zil huet, d'Mobilitéit vu Fuerscher ze encouragéieren an ze vereinfachen an och international Fuerscher unzezéien. Diskussiounen iwwert eng méiglech europäesch Initiativ am Beräich vun der Attraktioun vun Talenter aus den USA wäerte mir iwwert d'Kommiteeën an Aarbechtsgruppe vum europäesche Fuerschungsraum aktiv verfollegen.

Accès des enfants de travailleurs frontaliers luxembourgeois aux écoles du Grand-Duché | Question **2080** (12/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Artikel „Öffnet die Herzen, öffnet die Schultüren!" weist op d'Situatioun hin, dass ëmmer méi Gemengen hei am Land hir Schoule fir Kanner vu Frontalieren – mat lëtzebuergescher Nationalitéit – zoumaachen. Aus Plazgrënn géife Gemengen ëmmer méi heefeg Kanner vu Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, refuséieren. Reng rechtlech gesinn dierfen d'Gemenge selwer entscheeden, ob si Kanner aus anere Gemengen oder aus dem Ausland unhuelen oder net. Dës „atypesch" Grenzgängerfamilljen, déi Lëtzebuerger sinn, zu Lëtzebuerg schaffen a Steiere bezuelen, fillen sech als vollwäerteg Lëtzebuerger a wëllen dowéinst och hir Kanner a Lëtzebuerger Schoule schécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kanner sinn a Schoulen zu Lëtzebuerg ageschriwwen, déi aktuell vun dëser Sonderreegelung profitéieren?

2. Wéi hunn d'Zuele vu Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, awer mat hirer Famill am Ausland wunnen, an deene leschte Joren evoluéiert?

3. Wéi vill Kanner sinn hei am Land net bei hiren Elteren ugemellt a wou d'Elteren am Ausland ugemellt sinn?

4. Am Artikel gëtt dorop higewisen, dass dës Kanner an Zukunft potentiell Salariéen hei zu Lëtzebuerg kéinte sinn, déi mat engem Lëtzebuerger Schoulofschloss besser Chancen hätten an eventuell och eis Sprooch beherrsche géifen.

Wéi schätzt de Minister de potentielle Gewënn fir Lëtzebuerg an, wann dës Kanner net nëmmen eng lëtzebuergesch Ausbildung kréien, mee och eis Sprooch léieren a méiglecherweis spéider zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen?

5. Kéint d'Regierung e Kompensatiounsmechanismus ausschaffen, wou e bestëmmten Deel vun den Akommessteieren, déi d'Frontaliere bezuelen, u Gemengen zeréckfléisst, déi hir Kanner ophuelen?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 3. Unzuel u Schüler, déi hiren Haaptwunnsëtz net zu Lëtzebuerg hunn an an enger ëffentlecher Lëtzebuerger Grondschoul scolariséiert sinn:

Am Kader vun der Veraarbechtung vun de perséinleche Donnéeën duerch meng Servicer ginn eenzeg de Schüler aus den ëffentleche Grondschoulen hir Adressen erfaasst.

ad 4. D'Situatioun vun der Ausbildung an der Groussregioun ass méi komplex. Haut komme vill Frontalieren op Lëtzebuerg schaffen, déi an der Grenzregioun ausgebilt gi sinn. Et ginn nach ëmmer Lëtzebuerger Residenten an d'Grenzregioun fir hir Beschoulung, och wann dës Zuel ofgeholl huet. Fir d'Regierung ass et dofir e kollektiven Effort vu Lëtzebuerg an eisen Nopeschlänner, fir de Jonken an der Grenzregioun eng méiglechst gutt Ausbildung ze ginn. An dësem Kontext ass d'Méiglechkeet ze gesinn, fir Jonker aus der Groussregioun och zu Lëtzebuerg an eisem Schoulsystem opzehuelen.

ad 5. Déi legal Dispositioune gesi vir, datt d'Redevance annuelle pour frais de scolarité vun der Gemeng, an där d'Kand an d'Schoul geet, bestëmmt gëtt an op ee Maximum vu 600 € pro Kand limitéiert ass.[20]

[20] Art. 4 du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité.

Avances et recouvrement de pensions alimentaires | Question **2081** (12/03/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

A Fäll, wou eng Persoun am Kader vun enger Scheedung Ënnerhaltspayementer (Pension alimentaire) zougesprach kritt huet, an dës awer vum/vun der Ex-Partner:in net ausbezuelt kritt, kann de Fonds national de solidarité (FNS) asprangen duerch Avancen an de Recouvrement vun den Ënnerhaltspayementer, falls déi Betraffe selwer schonn all hir Voies de recours ausgeschöpft hunn a sech an enger ekonomesch schwiereger Situatioun befannen. Enger Demande beim FNS mussen deemno ëmmer juristesch Prozedure fir d'Akloe vun de Payementer virausgoen, wat fir déi Concernéiert bedeite kann, dass si zum Deel länger Zäit waarde mussen, bis si hir Avancen erhalen.

Wéi aus dem Rapport d'activité vun 2024 ervirgeet, sinn am Beräich „Avances et recouvrement de pensions alimentaires" 176 Demanden am Joer 2024 beim FNS erakomm. 127 vun dësen Demandë goufen allerdéngs refuséiert an 69 Fäll sinn en suspens gesat ginn, well a ville vun dëse Fäll d'Dossieren net komplett solle gewiescht sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil an der Justizministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi erkläert sech d'Regierung déi héich Unzuel un Demanden, déi am Beräich „Avances et recouvrement de pensions alimentaires" refuséiert oder en suspens gesat gi sinn, well se net komplett waren? Wéi eng Problemer begéinen d'Demandeure beim Completéiere vun hirem Dossier?

2. Wéi vill Zäit vergeet an der Moyenne tëscht der Introductioun vun esou enger Demande beim FNS an dem Erhale vun der éischter Avance?

3. Wéi vill Zäit vergeet an der Moyenne nach virun der Demande beim FNS, bis eng concernéiert Persoun all d'Voies de recours um Niveau vun der Justiz fir d'Erhale vun Ënnerhaltspayementer ausgeschöpft huet?

4. Gëtt et Pläng, fir et de Concernéierten an Zukunft ze erlaben, méi séier vun Avancë profitéieren ze kënnen, wann eng Pension alimentaire vum/vun der Partner:in net bezuelt gëtt, virun allem, wann et sech ëm Persounen handelt, déi sech an enger ekonomesch schwiereger Situatioun befannen?

Réponse (29/04/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

Als Introductioun sief präziséiert, dass op den 31. Dezember 2024 eng 467 Persoune vun der Avance vun enger Pension alimentaire profitéiert hunn. Donieft zitéiert den honorabelen Deputéierten 69 Fäll, déi a suspens gesat goufen. Allerdéngs ass et wichteg ze betounen, dass dës Zuel sech net op déi 176 nei Demanden, déi zejoert gemaach goufen, bezitt, mee op déi lafend Dossieren, bei deenen de Paiement aus diverse Grënn annuléiert gouf (z. B. Paiement direct vum Debiteur, Décès Debiteur, Fin d'études vun de Kanner etc.)

ad 1. Bei de meeschten Demanden, déi refuséiert ginn, huet de Creancier (Demandeur) keng Informatiounen iwwer de Verbleif vum Debiteur. Ouni op d'mannst de Beweis, dass den Debiteur nach lieft, ass et dem FNS net méiglech, d'Alimenten ze avancéieren. Et ass ze bedenken, datt et sech hei ëm eng Avance handelt, déi den FNS bezilt. Wann et allerdéngs keen Debiteur gëtt, da kann och keng Avance bezuelt ginn.

Donieft ginn eng Rei vun Demandë refuséiert, well d'Demandeuren déi néideg Dokumenter net kommunikéieren, wéi zum Beispill d'Scheedungsuerteel oder de Certificat de non-appel. Déi Dokumenter kënnen awer nogereecht ginn. Onofhängeg dovun ass de Guichet vum FNS all Dag op, fir d'Leit och an deenen dote Fäll ze beroden oder hinnen ze erklären, wéi se hir Demande musse maachen a wat fir eng Dokumenter dass si musse bäileeën. Schlussendlech kënnt et och vir, dass d'Demandeure sech, nodeems se d'Demande gestallt hunn, net méi beim FNS mellen.

ad 2. Ab dem Moment wou d'Demande komplett ass, vergi maximal 6 Woche bis zum éischte reguläre Paiement. D'Méiglechkeet besteet an där Period een Acompte ze kréien.

ad 3. Bevir eng Persoun eng Demande beim FNS erareeche kann, brauch si als éischt eng Geriichtsdecisioun, déi hir Ënnerhaltspayementer (eng Pension alimentaire) zouspréicht.

D'Ënnerhaltspayementer gi vum Familljeriichter gesprach am Kader vun enger Scheedungsprozedur oder am Kader vun enger eegestänneger Geriichtsufro. Bei enger eegestänneger Geriichtsufro kënnen d'Parteie fréistens no 6 Wochen hir Affaire virum Familljeriichter plaidéieren. An enger Scheedungsprozedur kréien d'Parteie fréistens no 7 Wochen eng Audienz. Wann d'Parteien sech eens sinn, da kann d'Urteel 1 Woch no der Audienz gesprach ginn. Falls si sech net eens ginn, da variéiert d'Dauer vun der Prozedur a Funktioun vun de Froen, déi am Virfeld ze kläre sinn. Esou kann et zum Beispill virkommen, dass eng Enquête sociale gemaach muss gi fir ze determinéieren, bei wéi engem Elterendeel d'Kand wunne soll. A Scheedungsprozedure kann den Defenseur och den Délai de réflexion ufroen. Wa sech erausstellt, dass d'Instanz viru Geriicht sech hinzitt, da kann de Familljeriichter provisoresch Ënnerhaltspayementer ordonéieren. An der Moyenne dauert et eng 3 Méint ab der Saisine vum Geriicht, bis provisoresch Ënnerhaltspayementer an enger Scheedungsprozedur gesprach ginn.

Fir dass eng Persoun eng Demande beim FNS erareeche kann, muss si an enger ekonomesch schwiereger Lag sinn an ouni Erfolleg versicht hunn, d'Ënnerhaltspayementer legal beim Debiteur anzedreiwen.

Dem Creancier vun Ënnerhaltspayementer stinn natierlech all Recouvrementsprozeduren zur Dispositioun. An deene meeschte Fäll probéieren d'Creanciere vun Ënnerhaltspayementer, hir Creance via Saisie-arrêt spéciale anzedreiwen. Wann Ënnerhaltspayementer all Mount musse bezuelt ginn, da schwätzt ee vun enger Saisie-arrêt spéciale pension alimentaire (SAPA). D'SAPA muss vum Friddensriichter autoriséiert gi bevir den Employeur vum Debiteur (den Tiers saisi) Sue vun der Pai vum Debiteur kann zeréckbehalen. An der Moyenne autoriséiert de Friddensriichter d'SAPA innerhalb vu 5 Deeg. Insgesamt goufen tëscht 2019 a 2024 2109 SAPAen ugefrot. Dovunner sinn 1.525 SAPAen an der Moyenne an ënner 3 Méint an eng éischt Audienz vum Friddensriichter geruff ginn. Tëscht der éischter Audienz an dem Urteel verginn an der Moyenne 2 Méint. Dëst läit virun allem dorunner, dass d'Dossieren oft net komplett sinn an d'Affairen dowéinst op aner Audienze verluecht musse ginn. Den erfollegräiche Recouvrement vun Ënnerhaltspayementer duerch eng SAPA dauert also an der Moyenne 5 Méint. Wann de Recouvrement net duerch eng SAPA méiglech ass, well den Debiteur zum Beispill net méi schafft, dann dauert d'Prozedur an der Moyenne manner wéi 3 Méint. Et kann awer och virkommen, dass den Debiteur seng Aarbechtsplaz no enger erfollegräicher Recouvrementsprozedur verléiert, esou dass de Creancier dann awer seng Creance net méi beim fréieren Employeur vum Debiteur andreiwe kann.

D'Gesamtdauer ab der Geriichtsufro vun Ënnerhaltspayementer bis zum Antriede vun de Recouvrementsprozedure variéiert also an der Moyenne tëscht 5 a 8 Méint.

ad 4. De Groupe de travail, deen am Ministère geschafe ginn ass, fir de „Plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté" auszeschaffen, wäert an deem Kontext och déi néideg Iwwerleeunge féieren.

Fonctionnement du RGTR | Question **2082** (12/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1932 liwwert d'Ministesch d'Informatiounen, dass am RGTR-Reseau 185 Buslinne vun 11 privaten Entreprisë bedriwwe ginn, woufir de Staat 237 Milliounen Euro ausgëtt.

Wann een d'Passagéierzuele vum RGTR kuckt (45 Millioune pro Joer, MMTP, 2020), da kascht den RGTR pro Passagéier am Duerchschnëtt 5,28 €. Fir den TICE sti ronn 54 Milliounen Euro am Budget bei engem Passagéierpräis vu 7 €, wärend d'CFL-Busser mat 59 Millioune finanzéiert ginn an ee Passagéierpräis vu 14,20 € hunn (Äntwert op d'Fro N° 1099).

D'Differenz vum Präis erkläert sech duerch déi ënnerschiddlech Opstellung tëschent de parastaatlechen Organisatiounen a privat gefouerte Firmen a ville weidere Faktoren, wéi d'Ministesch an hiren Äntwerten erklärt huet. D'Qualitéit vun de Prestatioune souwéi gutt Aarbechtskonditioune spillen hei och eng entscheedend Roll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. An der leschter Äntwert op d'Fro N° 1932 huet d'Ministesch uginn, dass verschidde Busfirmen iwwert Sous-traitance schaffen. Kënnen dës Linnen och un europäesch Busfirme verdeelt ginn?
Falls jo, bei wéi enge Busfirme gëtt dat gemaach, wie sinn hei d'Sous-traitanten a wéi vill kréien dës Sous-traitante fir hir Servicer?

2. Kann d'Ministesch soen, wéi vill Busentreprisen/Busfirmen insgesamt hei am Land existéieren (och déi, déi net ënnert dem RGTR fueren)?

3. Wéi oft sinn d'Busser beim RGTR an de vergaangenen zwee Joer ausgefall?
Wéi oft war dëst bei den CFL a beim TICE de Fall?

4. Wéi vill Accidenter, an deenen ee Gefier vum RGTR verwéckelt war, gouf et an de vergaangene 5 Joren?
Wéi vill Accidenter, an deenen ee Gefier vum TICE oder den CFL verwéckelt war, gouf et an de vergaangene 5 Joren?

5. Wéi héich ass den Taux d'absentéisme beim RGTR am Verglach zu deem vum TICE an den CFL fir d'Joren 2022, 2023 an 2024?

6. Wéi héich ass den Taux vum Employee turnover beim RGTR par rapport zu deem vum TICE oder den CFL iwwert déi lescht 5 Jore gekuckt?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierten Detailer zu Ausfäll an Accidenter um Busreseau bei deene verschiddene Bedreiwer (RGTR, CFL, TICE).

Aktuell hu 25 Betriber eng Nidderloossungsgeneemegung fir nationale Persounentransport iwwert d'Strooss („transport national de voyageurs par route") an 31 Betriber hunn eng Nidderloossungsgeneemegung fir international Persounentransport iwwert d'Strooss („transport international de voyageurs par route"). Et ass ze bemierken, dass Betriber, déi eng Nidderloossungsgeneemegung fir international Persounentransport iwwert d'Strooss hunn, och national Transporter kënnen ubidden, an dass ee Betrib e puer Nidderloossungsgeneemegunge kann hunn.

Am Kader vun engem RGTR-Vertrag hunn d'Busentreprisen d'Méiglechkeet, un europäesch Entreprisen ze sous-traitéieren. Wie Sous-traitante sinn, a wéi vill se kréien, ass an den Tableaue vun der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 1932 ze fannen.

Accidenter gi beim RGTR, TICE an CFL am Detail ënnerschiddlech erfaasst, sou dass déi Chifferen net direkt matenee vergläichbar sinn. Och fannen déi jeeweileg Faarte jo an ënnerschiddleche Kontexter statt, notamment innereurts, op Iwwerlandstroossen oder enger Kombinatioun dovun. Fir d'Joer 2024 sinn dem RGTR bei ronn 2,8 Mio Faarten 300 Accidenter bekannt, den TICE mellt bei ronn 420.000 Faarten eng 200 Accidenter, an d'CFL bei ronn 160.000 Faarten eng 60 Accidenter.

Wat d'Ausfäll vu Faarten ugeet, esou läit den Taux insgesamt mat ronn 1 Ausfall op 800 Faarten immens déif. Och déi Zuele vun deenen dräi Operateure sinn awer am Detail net matenee vergläichbar, well si een „Ausfall" jeeweils ënnerschiddlech definéieren.

Onofhängeg vu Facteuren ewéi Absenteismus oder Turnover, déi dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten notamment fir den RGTR net virleien, ass de Service public vum Bus also a praktesch alle Fäll assuréiert.

Application des articles 6 et 7 de la loi sur la protection de la nature dans la Vallée de la Mamer et de l'Eisch | Question **2083** (13/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Naturschutzgesetz soll d'Natur an d'Ëmwelt schützen an dozou bäidroen, eise Planéit an engem gesonden Zoustand ze hannerloossen, deen d'Iwwerliewe vu Mënsch an Déier iwwert déi nächst Joerhonnerten nohalteg méiglech mécht.

Allerdéngs ass net all Reegel am Naturschutzgesetz ëmmer sënnvoll oder gëtt sënnvoll ëmgesat. Zënter der Reform vum Gesetz 2018 ass et zu ville Situatioune komm, wou Leit blockéiert ginn a gläichzäiteg der Ëmwelt net gedéngt ass. An de vergaangene Jore gouf der Ëmweltverwaltung bei verschiddenen Decisiounen eng ze streng a restriktiv Ausleeung vum Gesetz virgeworf, grad bei de Prozeduren, déi d'Neibauten oder d'Renovéierung vu bestoende Gebaier a Gréngzone betreffen (Artikel 6 a 7 vum Gesetz). Heizou gouf déi deemoleg Deputéiert an haiteg Landwirtschaftsministerin am „Lëtzebuerger Wort" wéi folgt zitéiert:
„Ich bin skeptisch, vor allem was Artikel 7.1 des Gesetzes betrifft. Dieser legt bekanntlich fest, dass das Ministerium beurteilen kann, ob ein Gebäude in die Landschaft passt oder nicht. Eine sehr vage Formulierung. Und eigentlich müsste der Artikel ganz gestrichen werden."

An engem konkreete Fall an der Natura-2000-Zon „Vallée de la Mamer et de l'Eisch" krut ee Landwirt de Bau vun engem klengen Ënnerdaach fir de Stockage vun Holz op engem scho mobiliséierten Terrain gestoppt, wärend aner Bauten, déi net wäit ewech leien a vum Ëmfang an Impakt op d'Ëmwelt hir gläichwäerteg oder souguer méi grouss sinn, hunn dierfte gebaut ginn. D'Kohärenz vun den Decisiounen ass hei net ersiichtlech.

„‚Effektiver Naturschutz kann nur gelingen, wenn er mit den Bürgern gemacht wird, und nicht gegen die Bürger.' So lautet die Devise der Co-Fraktionspräsidenten der CSV, Martine Hansen und Gilles Roth." (CSV, 2021)

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir een Neibau oder eng Renovatioun, baséierend op den Artikele 6 a 7 vum Naturschutzgesetz, goufen zënter 2018 an der Vallée de la Mamer et de l'Eisch ugefrot?

2. Wéi vill vun dësen Demandë goufen accordéiert a wéi vill goufe refuséiert?

3. Leie fir all déi Dossieren Impaktstudie vir? Falls jo, kann de Minister dës Etüde virleeën?

Réponse (25/04/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. an 2. Leider stinn der Naturverwaltung aktuell net déi néideg digital Moyenen zur Verfügung, fir präzis op dës Fro äntweren ze kënnen. À toutes fins utiles, sief awer hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0632 vum 17. Abrëll 2024 verwisen, déi eng allgemeng Iddi vun der Unzuel vu Refuse gëtt.

ad 3. Och dësen Tri kann aus technesche Grënn net gemaach ginn.

D'Artikelen 32 an 33 vum Naturschutzgesetz fuerderen net d'office eng Ëmweltverträglechkeetsetude wann e Projet an enger Natura-2000-Zon läit oder si impaktéiert. Dëst kënnt eréischt an enger zweeter Phas nodeems festgestallt gouf, dass signifikant Impakter net kënnen ausgeschloss ginn.

Dokumenter, op deenen eng Decisioun berout, kënnen am Prinzipp ugefrot ginn.

Positionnement de SES sur le marché indien et soutien gouvernemental dans le secteur des communications par satellite | Question **2084** (13/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Press gouf bericht, datt déi US-amerikanesch Entreprise SpaceX en Accord mat der indescher Firma vum Milliardär Mukesh Ambani ënnerschriwwen huet, fir de Starlink-Service an Indien unzebidden. Dëst bedeit, datt d'Lëtzebuerger Firma SES, déi och an der Course war fir dëse Marché, elo de Kierzere gezunn huet.

Et schéngt, wéi wann d'Regierung an d'Lëtzebuerger Acteuren an dësem Dossier net genuch proaktiv waren, fir dës wichteg Opportunitéit ze notzen. Grad am Hibléck op déi rezent Entwécklungen an den Handelsrelatiounen tëscht der EU an den USA, wier et wichteg gewiescht fir Lëtzebuerg, sech an dësem strateegesche Secteur ze positionéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Firwat huet Lëtzebuerg dës Chance verpasst, fir sech iwwer SES um indesche Marché mat Starlink ze etabléieren?

2. Wat huet d'Regierung ënnerholl, fir SES an hir Offer an Indien ze ënnerstëtzen?

3. Wéi eng konkreet Mesurë gedenkt d'Regierung elo ze huelen, fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Satellittekommunikatioun an anere Schlësselmarchéen an Zukunft ze stäerken?

Réponse (08/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'SES ass säit méi wéi 25 Joer an Indie ganz aktiv, a bitt iwwert déi indesch Weltraumfuerschungsorganisatioun an hire kommerziellen Aarm „New Space India Limited" (NSIL), Déngschter fir „Direct to Home" an Datentransfert un. Des Weideren huet d'SES eng Partnerschaft („joint venture") mat Reliance Jio, déi et erméiglecht, entleeë Regiounen an Indie mat Satellittendéngschter, déi e schnellen Datentransfert iwwert GEO-Satellitten erlaben, ofzedecken. Dozou kommen Déngschter iwwert MEO-Satellitten („medium earth orbit satellites") vun der neier O3b-mPOWER-Konstellatioun, déi héich Konnektivitéit a ländleche Gemengen, „mobile backhaul" an Entreprisen a staatlech Servicer kënnen ubidden. D'Starlink-Offer viséiert deemno en anere Maartsegment wéi dee vun der SES a Partnerschaft mat Reliance Jio.

ad 2. Vertrieder vun der SES hu reegelméisseg Informatiouns-Reunioune mat dem Ambassadeur a mat konsularesche Vertrieder an Indien. Sie setzen sech

dofir an, fir déi noutwendeg Kontakter tëscht den indeschen Autoritéiten an de Vertrieder vun der SES hierzestellen. D'Regierung stellt sécher, dass d'SES bei all Besuch vun héichrangegen indeschen Delegatiounen op Regierungsniveau vertrueden a präsent ass.

ad 3. D'Regierung ënnerstëtzt d'Entwécklung an d'Kompetitivitéit vum Space-Secteur, inklusiv am Satellittekommunikatiouns-Beräich, notamment iwwert d'Participatioun an den ESA-Programmer an och duerch den nationale Programm LuxIMPULSE, dee mat der Assistance vun der ESA ëmgesat gëtt. D'ESA offréiert een attraktive Kader, fir innovativ Produkter a Servicer fir Satellittekommunikatioun ze entwéckelen.
Am Beräich vun der gesécherter Satellittekommunikatioun, huet d'Regierung der Europäescher Kommissioun ugebueden, ee Kontrollzenter vum System IRIS² zu Lëtzebuerg ze hebergéieren. Déi Mesure ass och ee wichtegt Element, fir d'Lëtzebuerger Industrie am Beräich Satellittekommunikatioun ze positionéieren.

Délais d'attente pour la scolarisation d'enfants nouvellement arrivés au Luxembourg | Question **2085** (13/03/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Mis en place par la loi du 14 juillet 2023 relative à l'accueil, à l'orientation, à l'intégration et à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés, le Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA) assure la prise en charge des enfants et familles nouvellement arrivés au Luxembourg.

Dans ce cadre, l'exposé des motifs de la loi précise que le SIA propose :

– une analyse de la situation individuelle de l'élève par le biais de tests, d'observations et d'entretiens pour ensuite établir un dossier sur ses acquis scolaires ;
– une prise en charge systématique de chaque enfant en vue d'une intégration rapide dans une classe régulière et de son épanouissement personnel.

Selon nos informations, un.e adolescent.e ayant été évalué.e par le SIA avant le début de l'année scolaire actuelle en vue d'une proposition d'orientation n'a toujours pas pu intégrer une classe et demeure à la maison. Toujours selon nos informations, cela serait dû à un manque de places dans les lycées ou classes concernées. De plus, le SIA serait au courant de plusieurs autres cas similaires, où des mineur.e.s attendent toujours de pouvoir intégrer le système scolaire.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer nos informations selon lesquelles un, voire plusieurs, enfants doivent attendre longtemps avant de pouvoir intégrer le système scolaire après avoir reçu une proposition d'orientation par le SIA ?

2) Dans l'affirmative, de combien d'enfants s'agit-il, quelles sont les raisons pour les délais d'attente prolongés et comment la prise en charge des enfants est-elle assurée durant cette période ?

3) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 14 juillet 2023, quelle est la durée d'attente moyenne entre la proposition d'orientation par le SIA et l'intégration effective de l'élève concerné.e dans une classe ?

4) Toujours dans l'hypothèse où nos informations sont correctes, comment un délai d'attente de plusieurs mois pour une scolarisation est-il compatible avec l'obligation scolaire ?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mes services n'ont pas connaissance du cas évoqué par l'honorable Députée.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 14 juillet 2023, le Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA) joue un rôle central dans l'orientation et l'accompagnement personnalisés des élèves nouvellement arrivés en âge d'obligation scolaire. Le SIA veille activement à leur prise en charge rapide, adaptée et en les guidant vers la structure éducative la plus appropriée à leur profil.

Il est important de souligner que les différents services ministériels, ainsi que les établissements scolaires, travaillent en étroite collaboration pour garantir un accueil scolaire structuré et une intégration cohérente dès l'arrivée des élèves sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le SIA intervient et apporte son expertise en orientant chaque élève selon ses spécificités et en accompagnant les familles tout au long du processus.

Les délais d'intégration peuvent néanmoins varier en fonction de plusieurs éléments. Certains dépendent du système lui-même : l'offre scolaire disponible, l'accessibilité géographique, la capacité d'accueil des établissements selon les niveaux d'études ou la présence de dispositifs adaptés, le temps de réponse des établissements et leurs modalités d'inscription propres.

D'autres facteurs sont liés à la situation individuelle de l'élève : son âge, son parcours scolaire antérieur, son profil linguistique et/ou d'alphabétisation, la présence éventuelle de besoins éducatifs particuliers, les projets familiaux, les souhaits d'orientation scolaire ou professionnelle, la période d'arrivée, ainsi que les possibilités de communication avec la famille, notamment lorsque l'intervention d'un médiateur interculturel est nécessaire.

La combinaison de ces facteurs, propres à chaque situation, et les contraintes logistiques des établissements scolaires peuvent allonger le processus d'affectation. Toutefois, l'ensemble des démarches entreprises par le SIA vise à garantir une orientation réfléchie et une intégration dans les meilleures conditions possibles. Il convient par ailleurs de rappeler que le recours au SIA, bien que recommandé, n'est pas obligatoire.

En moyenne, la scolarisation d'un élève nouvellement arrivé, secondaire et fondamental confondus, s'effectue dans un délai d'un mois à compter de la première prise de contact avec le SIA. Ces délais sont généralement plus courts pour les élèves de l'enseignement fondamental, grâce à l'existence de classes d'intégration (CLI-EF) et une diversité de l'offre moins grande.

Dans ce cadre du contrôle de l'obligation scolaire et relevant de la compétence du ministère, en vertu de la loi du 20 juillet 2023, tout est mis en œuvre pour limiter les délais d'intégration et permettre aux élèves d'accéder à l'offre scolaire la plus adaptée dans les meilleurs délais. Le SIA et les services compétents en matière d'obligation scolaire échangent régulièrement à ce sujet, et le ministère travaille activement à l'élargissement des capacités d'accueil et à l'amélioration et à la fluidification les démarches, afin de garantir un accès rapide et équitable à l'éducation pour tous les élèves concernés.

Utilisation des capteurs de comptage des passagers pour l'optimisation du réseau RGTR | Question **2086** (13/03/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi aus den Äntwerten op verschidde parlamentaresch Froen aus der Legislaturperiod 2018–2023 ervirgeet, ginn d'RGTR-Busse säit 2016 schrëttweis mat sougenannten Zieler ekipéiert, déi et erlaben, déi reell Passagéierzuel prezis ze erfaassen an deementspriechend ganz detailléiert Erkenntnisser baséierend op der Streck, Auerzäit asw. ze gewannen. Esou wéi aus der Äntwert op meng deemoleg Fro Nummer 5857 ervirgeet, missten allerspéitstens säit Enn 2023 entspriechend Zuelen iwwert d'Zesummespill vun der Offer an der Demande virleien.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen déi genannten Zieler mëttlerweil fir eng national Etude iwwert d'Passagéierzuelen am Busberäich agesat? Falls jo, wéi eng Conclusioune goufen zeréckbehalen? Falls net, firwat net?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, zu wéi engen Upassungen déi bis ewell erfaassten Daten insgesamt gefouert hunn an dobäi preziséieren, wéi wäit et sech ëm d'Upassung vun den ugebuedene Linnen, ëm eng Upassung vun den Horairen awéiwäit ëm eng Upassung vun der Kapazitéit vun den agesate Gefierer un déi reell Passagéierzuelen handelt?

3. Wéi wäit ginn déi erfaassten Date benotzt, fir déi klassesch Bussen a Regioune mat manner Nofro duerch Minibussen, déi och mam Fürerschäi vun der Kategorie B kënne gefuer ginn, ze ersetzen an domat den Drock am Rekrutement ze reduzéieren?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierten Detailer zu der Notzung vun den automatiséierten Zielungen am RGTR-Reseau.

D'Donnéeë vun der automatescher Passagéier-Zielung am RGTR gi vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP) an dem Observatoire digital de la mobilité (OdM) gesammelt an ausgewäert. Dës Informatioune gi bei all Fuerplangwiessel, also 2–3-mol d'Joer, benotzt, fir d'Kapazitéite vun de Buslinnen unzepassen oder soss Ännerungen um Reseau ze plangen. Detailer fënnt ee jeeweils am entspriechende Pressecommuniqué.

Esou goufen an deene leschten zwee Fuerplangwiessele follgend Ännerungen um RGTR-Reseau gemaach, dëst och opgrond vu besote Comptagen: ↑

Bei der Ännerung vun der Kapazitéit handelt et sech mat enger Ausnam ëm ee Wiessel op ee méi grousse Bus, well dat klengt Gefier fir d'Passagéierzuel net méi duergeet.

De follgenden Tableau ↑ weist, wéi eng Bustyppen aktuell am RGTR agesat ginn. 6 Linne fuere mat Gefierer vun der Kategorie 1, wat déi eenzeg ass, fir déi ee Führerschäi vun der Kategorie B duergeet.

Interruption de l'acheminement d'aide humanitaire à Gaza par Israël | Question **2087** (13/03/2025) de **Mme Paulette Lenert | M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 2 mars 2025, l'État d'Israël a décidé d'interrompre l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza afin de faire pression sur le Hamas pour qu'il accepte de

modifier l'accord de cessez-le-feu. Après plus de 16 mois de guerre, la population de Gaza dépend entièrement de l'aide alimentaire et autre acheminée par camion.

Face à cette décision, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont adressé la semaine dernière une lettre à Israël pour l'exhorter à garantir l'acheminement « sans entrave » des fournitures humanitaires vers le territoire palestinien de Gaza, mettant en garde contre l'utilisation de l'aide comme « outil politique ».

De plus, Israël a coupé l'alimentation en électricité d'une usine de dessalement d'eau potable à Gaza.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur l'interruption de l'acheminement d'aide humanitaire à Gaza par Israël ? Soutient-il l'appel des trois États européens ?

– Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une initiative à cet égard ? Dans l'affirmative, laquelle ?

Réponse (07/04/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est très préoccupé par la situation humanitaire dramatique dans la bande de Gaza à la suite de l'arrêt complet de l'acheminement de l'aide humanitaire vers l'enclave par les autorités israéliennes. Le ministère soutient pleinement l'appel lancé par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, exhortant Israël à ne pas entraver l'acheminement de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza.

C'est d'ailleurs un plaidoyer que le ministre a personnellement formulé directement auprès de ses interlocuteurs israéliens, en particulier avec le Ministre des Affaires étrangères Gideon Sa'ar et le Ministre des Affaires stratégiques Ron Dermer, lors de sa dernière visite dans la région du 9 au 11 mars 2025. Lors de ces entrevues, le ministre a été très ferme et clair sur la nécessité de l'accès à l'aide humanitaire, y inclus à l'électricité et à l'eau par la population à Gaza.

C'est également un message que le ministère cherche à renforcer au niveau de l'Union européenne – conscient que tous les États membres de l'UE ne partagent pas le même niveau de préoccupation – et que le ministère continuera à faire avancer à tous les niveaux pour obtenir le rétablissement intégral de l'aide humanitaire à Gaza.

Éducation financière | Question **2089** (13/03/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon le Président de la « European Financial Planning Association (EFPA) », un organisme de normalisation pour les conseillers et planificateurs financiers, le niveau d'éducation et de littératie financière en Europe en général et au Luxembourg en particulier est trop faible. Le Président de l'EFPA est d'avis que l'éducation financière devrait faire partie du programme scolaire dès l'école primaire. Le Luxembourg, avec sa place financière de renommée, devrait, selon le Président de l'EFPA, être en avance par rapport aux autres pays. Malheureusement, tel n'est pas le cas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres partagent-ils le constat du Président de l'EFPA ?

2) Le cas échéant, quelles initiatives comptent-ils prendre afin d'améliorer l'éducation financière de la population ?

3) Le Gouvernement compte-t-il intégrer l'éducation financière dans le programme scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire ?

4) Quelles mesures d'ordre général Messieurs les Ministres comptent-ils prendre pour améliorer l'éducation financière parmi les jeunes ?

Réponse (28/04/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Gouvernement est d'avis qu'il convient de renforcer l'éducation financière à tous les niveaux notamment face aux défis que constituent la finance digitale, les crypto-actifs et l'intelligence artificielle. Il est renvoyé à cet égard au programme gouvernemental qui prévoit que « Le Gouvernement mettra en place des mesures afin d'améliorer l'éducation financière de tous les citoyens, notamment à travers des enseignements de base en finance dans les écoles primaires et secondaires. De plus, le Gouvernement s'efforcera d'élargir l'offre de diplômes d'études supérieures spécialisées en finance à l'Université du Luxembourg, qui reflètent l'importance du Luxembourg en tant que place financière. »

ad 2) Les efforts conjoints du Gouvernement, de la CSSF, de la Fondation ABBL, de la JEL et d'autres partenaires actifs dans le domaine de l'éducation financière se sont intensifiés ces dernières années. Plusieurs initiatives concrètes témoignent de cet engagement :

– la plateforme Lëtzfin, lancée en 2019, met à disposition du public des informations accessibles et des outils pratiques (simulateurs de crédit, outils de gestion budgétaire, quiz) ;
– les mini-entreprises coordonnées par la JEL ;
– les projets EduStart-Up soutenus par le SCRIPT et le Ministère de l'Économie ; ou encore
– la Woch vun de Suen, organisée en partenariat avec divers acteurs du monde éducatif et financier.

Ces partenaires produisent régulièrement des contenus pédagogiques (vidéos, supports interactifs, campagnes thématiques sur le greenwashing, la finance durable, la cybersécurité) et participent activement à des actions de sensibilisation aux niveaux national (Fit for Life, Woch vun de Suen) et international (IOSCO, ESMA).

Une stratégie nationale sera présentée à l'automne 2025.

ad 3) Le Gouvernement a initié un travail de fond visant à intégrer les compétences financières dans l'ensemble du parcours scolaire, de façon transversale et inclusive, du cycle 2 de l'enseignement fondamental jusqu'au baccalauréat.

Une grille de compétences, inspirée du cadre européen de l'OCDE et de l'UE (2023) intitulé Cadre de compétences financières pour les enfants et les jeunes dans l'Union européenne, a été élaborée au Luxembourg sous la coordination du SCRIPT. Elle structure les apprentissages autour de quatre domaines formulés dans un langage proche des élèves : Wat ass Geld? (compréhension de l'argent), Ech a mäi Geld (gestion personnelle), Ech als aktive Member vun der Gesellschaft a Wirtschaft (rôle dans la société et l'économie) et Ech a meng Zukunft (préparation à l'avenir). Ces compétences sont réparties selon trois tranches d'âge : 6-12 ans, 12-15 ans et 15-19 ans.

Dans l'enseignement secondaire, les lycées SES (19 établissements en 2024) intègrent déjà des activités de littératie financière à travers des projets tels que Fit for Life, Mini-entreprises ou EduStart-Up. Dès 2025, de nouveaux critères en lien avec la cybersécurité et l'intelligence artificielle compléteront ces offres.

ad 4) Une double certification est en préparation :

– le label Financial Literacy School sera décerné aux établissements qui proposent des parcours structurés en éducation financière ;
– le « permis de conduire financier » sera attribué aux élèves ayant cumulé, via un portefeuille personnel, des compétences attestées dans ce domaine. Des moments certificatifs sont prévus en classe de 5e (ES inférieur) et de 2e (ES supérieur).

Le Gouvernement réaffirme son engagement visant à garantir à chaque jeune un accès équitable et généralisé à l'éducation financière, condition essentielle d'une citoyenneté éclairée et responsable dans une société moderne.

Impact de la transposition de la directive européenne 2019/2121 sur les fusions, transformations et scissions transfrontalières | Question **2090** (14/03/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Kierzlech huet d'Deputéiertekummer déi europäesch Direktiv Nr. 2019/2121 iwwer Fusiounen, Transformatiounen an Opdeelungen (Scissiounen) an nationaalt Gesetz transposéiert. Dëst neit Gesetz soll de Salariéë méi Schutz a Matsproocherecht garantéieren.

An deem Zesummenhank hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

– Wéi vill Fusiounen, Transformatiounen an Opdeelungen (Scissiounen), déi grenziwwergräifend stattfonnt hunn, hate mir an deene leschten zéng Joer?
a) fir Betriber iwwer dem „seuil de déclenchement" vun dëser Direktiv, also mat iwwer 800 Salariéen?
b) fir Betriber ënnert dem „seuil de déclenchement" vun dëser Direktiv, also mat ënner 800 Salariéen?

Réponse (10/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Am Tableau ↑ heidrënner sinn d'Statistiken iwwer d'Zuel vun de Gesellschaften, déi am Handels- a Gesellschaftsregëster (RCS) ageschriwwe sinn an zënter 2015 Deel vun enger Fusiouns- oder Scissiounsoperatioun waren.

Als Konsequenz vun de Fusiouns- a Scissiounsoperatiounen, déi hei uewen ernimmt goufen, si 786 Gesellschaften, déi am RCS ageschriwwe waren, aus dem RCS geläscht ginn.

Et ass ze präziséieren, datt d'Statistiken hei uewen all d'Fusiounen a Scissiounen decken, also och Fusiounen a Scissiounen, déi Gesellschaftsforme betreffen, déi net vun der Direktiv 2019/2121 viséiert sinn, a Fusiounen a Scissioune mat Gesellschaften ausserhalb vun der Europäescher Unioun, déi och net vun dëser Direktiv gedeckt sinn. Wat d'Ausléiseschwell vun 800 Salariéen ugeet, ass et ze präziséieren, datt weeder d'Regierung nach de Gestionnaire vum RCS, den LBR, dës Informatioun hunn, well et keng Obligatioun gëtt, dës Informatioun ze kommunizéieren.

Gestion des élèves à comportements violents dans les écoles fondamentales et impact sur l'enseignement | Question **2091** (14/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

En Enseignant aus der Grondschoul huet an engem virale Facebook-Post iwwer d'Onmuecht vun de

Schoulen am Ëmgang mat gewaltbereete Schüler bericht an d'Versoe vum Schoulsystem ugeschwat.

An ze ville Klasse wär physesch a verbal Gewalt ëmmer méi zum Alldag ginn. Aner Kanner hätten dowéinst Angscht, fir an d'Schoul ze goen an och d'Qualitéit vum Cours géif staark ënnert dëse Situatioune leiden. Vill Enseignanten hätten zwar schonn u Formatiounen zu Gewalt an Deseskalatioun deelgeholl a géife ganz vill Stonnen investéieren, fir de verhalensopfällege Kanner ze hëllefen. Doduerch géifen awer vill wichteg Ressourcen op e puer wéineg Kanner konzentréiert ginn, soudass net nëmmen aner Kanner, déi och op spezifesch Hëllef ugewise wieren, dës net méi kréien, mee generell déi aner Kanner géifen op der Streck bleiwen.

Déi Situatioun weist drop hin, datt et e strukturelle Problem gëtt, wéi d'Schoule mat dëser Erausfuerderung ëmginn. D'Gewalt an de Schoulen ass e ganz seriöt Theema, dat net nëmmen d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun de Schüler a Léierpersonal betrëfft, mä och en Impakt op d'Léierëmfeld an d'Qualitéit vum Enseignement huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. A verschiddenen Interviewen huet de Minister ze vill Zäit virum Bildschierm als eng méiglech Ursaach fir déi méi héich Zuelen u verhalensopfällege Kanner genannt. Aner méiglech Ursaache goufe bis elo awer net genannt. Am „Wort"-Artikel gi vum betraffenen Enseignant och d'Betreiungsstrukture genannt, an deene vill Kanner scho vu Klengem un, vill Stonnen an ze grousse Gruppe géife verbréngen.
Wäert de Minister wëssenschaftlech Etuden an Optrag ginn, fir konkreet ze klären, wat déi genau Grënn an Ursaachen dofir sinn, dass et haut däitlech méi Kanner mat Verhalensopfällegkeeten hei am Land gëtt?

2. Zënter der Reform vun 2009 ginn d'Elteren als Schoulpartner ugesinn, déi a schoulesch Belanger mussen agebonne ginn. Am Interview mam „Wort" gëtt och de Problem opgeworf, dass den Enseignanten d'Hänn gebonn sinn, wann Elteren eng Therapie oder aner Moossnamen ofleenen a wëllen, dass hir Kanner an der regulärer Schoul bleiwen.
Ass de Minister net der Meenung, dass et a Fäll vun extreemer physescher Gewalt trotz dem Veto vun den Eltere misst méiglech gemaach ginn, fir dat betraffent Kand aus der regulärer Klass ze huelen, fir domat den Enseignant an déi aner Kanner an der Klass ze schützen?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Verhalensopfällegkeete bei Kanner sinn e Symptom, dat vill Ursaache kann hunn. Mat deem externaliséierte Verhalen dréckt d'Kand en Onwuelsinn respektiv eng Iwwerfuerderung aus. D'Grënn fir dës Iwwerfuerderung reeche vu feelende sozio-emotionale Kompetenzen iwwer eng Autismus-Spektrum-Stéierung bis hin zu traumatiséierte Kanner a schwéiere klinesche Fäll. D'Diskussiounen iwwer d'Verhalensopfällegkeeten hunn d'Tendenz, dës Differenzen ze verwëschen, déi awer essentiel sinn, wann et dorëm geet, eng adequat Äntwert dorop ze fannen.

De Ministère huet dofir den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire (OEJQS) domat beoptraagt, eng wëssenschaftlech Analys iwwer Verhalensstéierunge bei Kanner a Jugendlechen ze maachen. Fir dës Etüd duerchzeféieren, kooperéiert den OEJQS mat zwou internationalen Institutiounen: der Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik (HfH) zu Zürech an dem Deutsches Jugendinstitut (DJI) zu München. Éischt Resultater vun dëser Etüd ginn sech fir den Hierscht 2025 erwaart.

ad 2. D'Gesetz iwwer d'Inklusioun gesäit vir, dass d'ESEB (Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques) am Krisefall kann an der Schoul intervenéieren, fir d'Situatioun ze stabiliséieren. Dëst och ouni d'Zoustëmmung vun den Elteren. De Ministère schafft doriwwer eraus un enger ganzer Rei vu Mesüre fir d'Interventioun am Fall vu Krisen, déi an deene kommende Méint en place gesat wäerte ginn.

Augmentation des mises en demeure dans les structures éducatives et d'accueil | Question **2092** (14/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1838 ass ersiichtlech, datt an de leschte Joren d'Unzuel vun de Mises en demeure dramatesch geklomm ass, besonnesch am Beräich vun de Bildungs- a Betreiungsstrukturen (SEA). D'Hausse vu 17 Mises en demeure am Joer 2020 op 175 am Joer 2024 ass alarmant a weist op e fundamentale Problem am System hin.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Firwat huet et bis 2023 gedauert, fir d'Kontrollmechanismen „nei opzestellen", wann d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung schonn zënter Laangem e wichtegt gesellschaftlecht Uleies ass?

2. Wéi erkläert de Minister, datt 115 Strukturen an deene leschte fënnef Joer méi wéi eng Mise en demeure kritt hunn? Wat sinn d'Konsequenze fir Strukturen, déi widderholl Verstéiss opweisen, ausser dem Entzuch vum Agrement?

3. De Personalmangel respektiv de Mangel un net genuch qualifizéiertem Personal gëtt als ee vun den Haaptgrënn fir Verstéiss genannt. Wat ënnerhëlt d'Regierung konkreet, fir deem entgéintzewierken? Wéi eng budgetär Mëttel gi konkreet investéiert, fir déi desolat Situatioun ze verbesseren?

4. Am Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille (AEF) gëtt et Fäll vu „mise en danger – abus" bei Fleegefamillen.
Ëm wéi eng konkreet Fäll handelt et sech hei a wéi séier war d'Interventioun vum Ministère? Wéi gëtt garantéiert, datt betraffe Kanner direkt eng sécher Plaz kréien?

5. Wéi eng Moossname sinn a Planung, fir déi massiv Zounam vu 400 % bei de Mises en demeure tëscht 2022 an 2023 ze reduzéieren? Gesäit de Minister dëst als en Zeeche vun engem strukturelle Versoen am ganze Secteur?

6. Gëtt et e Kriseplang, fir déi 175 Mises en demeure am Joer 2024 ze bewältegen a wéi eng zousätzlech Ressourcë ginn agesat, fir dëser extreemer Situatioun Här ze ginn?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Qualitéit an de Bildungs- a Betreiungsstrukture war a bleift eng zentral Prioritéit. D'Moderniséierung vun de Kontrollmechanisme stellt keng Reaktioun op e spezifeschen Defizit duer, mee ass Deel vun enger laangfristeger Strategie, déi sech um Prinzipp vun enger nohalteger Qualitéitsentwécklung orientéiert.

D'Kontroll- a Qualitéitsinstrumenter musse sech permanent un déi dynamesch Realitéite vum Secteur an un d'Erwaardunge vun der Gesellschaft upassen. Dës Approche baséiert op engem Entwécklungsprozess, dee scho viru méi wéi engem Joerzéngt ugelaf ass:

– 2013: Paradigmewiessel duerch d'Aféierung vun der nonformaler Bildung, mat enger transitoirer Period, déi bis de 15. Juli 2019 gelaf ass, fir den Acteuren d'Méiglechkeet ze ginn, sech progressiv un déi nei Qualitéitsstandarden unzepassen;
– 2016: Aféierung vum Dispositif Qualité am Jugendgesetz[21];
– 2017: Aféierung vum Programm fir Méisproochegkeet;
– 2018: Publikatioun vum Bildungsrahmenplan an der nonformaler Bildung;
– 2020–2021: D'Covid-19-Pandemie huet de Secteur staark gefuerdert a Ressourcen temporär an aner Prioritéiten ëmgeleet. Dës Ausnamesituatioun huet verständlecherweis och d'strukturell Reformen a Qualitéitsiwwerpréiwunge beaflosst;
– 2022: Aféierung vun enger national koordinéierter Offer vu Fortbildunge fir de Secteur, souwéi d'Verstäerkung vun der Hausaufgabenhëllef.

Nodeems de ganze Secteur den neie gesetzleche Kader vum groussherzogleche Reglement vun 2013[22] vollstänneg ëmgesat hat (ab dem 15. Juli 2019), an den Impakt vun der Pandemie veraarbecht war, konnt déi nächst Etapp an der Qualitéitsiwwerpréiwung an Ugrëff geholl ginn.

Den Ausbau vun de Kontrollmechanismen am Joer 2023 huet dëse Prozess konsequent weidergefouert, mat dem Zil, méi Effizienz, Transparenz an eng nach méi geziilt Qualitéitsiwwerwaachung ze garantéieren. Gläichzäiteg dréit dës Approche dozou bäi, d'Attraktivitéit vum Secteur weider ze stäerken – souwuel fir d'Elteren a Kanner wéi och fir d'Fachleit, déi sech fir eng héichwäerteg Bildung a Betreiung engagéieren.

ad 2. D'Zuel vun de Mises en demeure weist, datt d'Kontrollen net nëmmen effikass duerchgefouert ginn, mee och, datt Verstéiss systematesch erfaasst ginn. Se reflektéiert den Engagement vun der Regierung, fir eng héich Qualitéit an de Strukturen ze sécheren. De Fait, datt verschidde Strukture méi wéi eng Mise en demeure kritt hunn, weist, datt d'Autoritéiten hir Missioune mat Konsequenz erfëllen an d'Konformitéit nohalteg an de Fokus setzen.

D'Konsequenze vu widderhuelte Verstéiss ginn individuell evaluéiert, ofhängeg vun der Gravitéit an dem Wëlle vun der Struktur, d'Normen anzesetzen. Nieft dem Entzuch vum Agrement kann et zu weidere Mesurë kommen, wéi zum Beispill:

– Verstäerkte Follow-up duerch déi zoustänneg Autoritéiten;
– Intensivéiert Begleedung an Encadrement, fir d'Mängel séier ze behiewen;
– Restriktiounen am Fonctionnement vun der Struktur;
– Méiglech finanziell oder juristesch Sanktiounen am Fall vu systemateschen oder gravéierende Verstéiss.

D'Haaptprioritéit bleift d'Garantéiere vun enger héichwäerteger a sécherer Betreiung fir d'Kanner.

ad 3. Et sief hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2054 verwisen a rappeléiert, datt et e Feelschloss ass, fir e kausale Lien tëscht dem Verstouss géint de Betreiungsratio an enger Penurie u qualifizéiertem Personal ze gesinn.

[21] Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
[22] Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants

Fir eng qualitativ héichwäerteg Begleedung vun de Kanner ze assuréieren, gesäit den Artikel 7 aus dem modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 14. November 2013 vir, datt d'Betreiungspersonal an engem Service d'éducation et d'accueil (SEA) bestëmmt beruflech Qualifikatiounen an ënnerschiddlech Profiller muss virweisen.

Eng Rei Moossname sinn a Kraaft respektiv si geplangt, fir dem Personalmangel entgéintzewierken an d'Professionaliséierung am Secteur ze stäerken:

– Aféierung vum DAP Agent sociopédagogique, dee fir de Bildungs- a Betreiungssecteur entwéckelt ginn ass, an d'Aféierung vum DAP Inclusion mat engem Fokus op Kanner mat spezifesche Besoinen. Am Summer 2025 ass déi éischt Kohort vun dësen zwee neien DAPe fäerdeg mat hirer Ausbildung an déi Diploméiert stinn dem Secteur (vun der formaler an der nonformaler Bildung) zur Verfügung.

– Duerch eng Passerell fir d'Absolvente vum Bac social (SO) ass et méiglech, den Diplôme Éducateur an nëmmen engem Joer Ausbildung ofzeschléissen.

– Zanter 2023 gëtt an ënnerschiddleche Lycéeën och déi nei Sektioun P – Sciences cognitives et sciences humaines ugebueden, déi d'Schülerinnen an d'Schüler op Beruffer am sozioedukative Beräich virbereet.

– D'École nationale pour adultes (ENAD) bitt de Kandidaten d'Méiglechkeet, duerch eng dual Ausbildung (also beruffsbegleedend) den Diplom vum Educateur ze kréien. Ab 2025 gëtt dës Ausbildung duerch en neie Cours op Franséisch erweidert.

– D'ENAD bitt nieft deenen neien, uewen erwäänten DAPen, och de CCP Assistant d'accompagnement au quotidien als Ausbildung fir Erwuessener un.

– Eng Moossnam am Regierungsprogramm 2023–2028 ass, d'Personal an de Betreiungsstrukture weider ze diversifizéieren – souwuel am edukative Beräich wéi och am Beräich vum Management. Concertatioune mam Secteur sinn hei amgaang.

– Wéi am Regierungsprogramm ugekënnegt, gëtt mam Institut national des langues un der Entwécklung vun enger Sproochecours-Offer geschafft, déi et erméiglecht, der Erausfuerderung vun der Sproochendiversitéit gerecht ze ginn. Spezifesch Sproochekompetenze sinn d'Bedéngung, fir an engem SEA (Service d'éducation et d'accueil) ze schaffen.

– Nieft der Schafung vun zousätzleche Qualifikatiounsméiglechkeete spillt och d'Promotioun vum Beruff eng entscheedend Roll beim Rekrutéieren. Dofir setzt d'Regierung sech geziilt dofir an, den Image vun de Beruffer am edukative Beräich ze stäerken an zousätzlech Jonker dofir ze begeeschteren. Sou gëtt ënner anerem am Kontext vun der Campagne #siefeducation vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) d'Diversitéit vun de Beruffer am Educatiounsberäich an de Vierdergrond gestallt. De MENJE ass am Kader vun dëser Campagne aktiv präsent a bitt ënnert anerem op der Studentefoire interesséiert Kandidaten d'Méiglechkeet un, Informatiounen ze kréien a Froen ze stellen. Dëst soll eng besser Visibilitéit vun den disponibele Formatiounen erméiglechen.

ad 4. Am Fall vun engem Verdacht op Mësshandlung oder Vernoléissegung gëtt direkt e Signalement un d'Jugendgeriicht gemaach. De Jugendriichter entscheet dann, d'Kand aus der Fleegefamill ze huelen. Den Office national de l'enfance (ONE) suergt dofir, datt d'Kand séier eng nei Plaz kritt, fir seng Sécherheet ze garantéieren. Ofhängeg vun der Gravitéit vun de Virfäll kann eng Enquête vun der Police gemaach ginn. De MENJE waart d'Resultater vun dëser Enquête of a kann, wann néideg, den Agrement vun der Fleegefamill zeréckzéien.

ad 5. D'Erhéijung vun de Mises en demeure ass net d'Resultat vun engem strukturelle Versoen, mee déi logesch Konsequenz vun enger Intensivéierung vun de Kontrollaktivitéiten:

– 2022: 85 Kontrollen, 35 Mises en demeure
– 2023: 295 Kontrollen, 141 Mises en demeure
– 2024: 714 Kontrollen, 175 Mises en demeure

Dëst weist, datt d'Autoritéiten net nëmme méi kontrolléieren, mee och systematesch bei Verstéiss handelen. D'Moossnam vun der Mise en demeure gëtt dobäi als Instrument vun der Verbesserung verstanen, net als Sanktioun u sech. Et ass positiv ze bemierken, datt 2024 keen Agrement no enger Mise en demeure entzu gouf.

Fir eng besser Präventioun an eng nohalteg Verbesserung vun de Servicer ze erreechen, sinn dës Moossname virgesinn:

– Besser Kommunikatioun vun den Erwaardungen a Reegelunge fir d'Strukturen;
– Sensibiliséierung vun de Strukture wärend de Kontrollen: Dës Moossnam soll sécherstellen, datt d'Strukturen déi héich Qualitéitsstandarden net nëmme respektéieren, mee och aktiv ëmsetzen;
– Aféierung vun enger zilorientéierter Weiderbildung fir de Gestionnaire;
– Weiderféierung vum strukturéierten Dialog mam Secteur, fir laangfristeg Verbesserungen am Interessi vun de Kanner ze erreechen.

ad 6. Déi aktuell Situatioun stellt keng Kris duer, mee ass e kloert Zeeche vun enger proaktiver Kontrollpolitick. De grousse Fokus op d'Begleedung an der Mise en conformité vun de Strukturen huet dozou gefouert, datt trotz der Unzuel vun de Mises en demeure kee Fall zu engem Agrementsentzuch gefouert huet. Dëst weist, datt d'Hausse vun de Kontrolle gekoppelt mat der Mise en demeure als Haaptmoossnam, fir d'Strukturen an der Mise en conformité ze begleeden, eng effikass Mesure ass, fir eng gutt Qualitéit ze sécheren.

Amplaz vu Krisemodalitéite setzt d'Regierung op präventiv a strukturell Moossnamen:

– Digitaliséierung vun de Prozeduren;
– Effikass Kommunikatioun vun den Erwaardungen;
– Stäerkung vum strukturéierten Dialog mat de Fachleit um Terrain a mat de Gestionnairen.

D'Zil bleift kloer: D'Qualitéit vun der Kannerbetreiung ze sécheren an de Secteur global ze stäerken, ouni d'Strukturen onnéideg ënner Drock ze setzen, mee se an hirer Konformitéit aktiv ze ënnerstëtzen.

Dëst ass d'Approche vun enger zouversiichtlecher an nohalteger Politick fir d'Kanner, d'Elteren an déi Professionell am Secteur.

Financement participatif pour l'acquisition d'un manuscrit historique | Question **2093** (14/03/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

D'lescht Joer konnt d'Nationalbibliothéik en illustréierte Manuskript mam Alen a mam Neien Testament, deen an Zesummenaarbecht mam Iechternacher Skriptorium am fréie Mëttelalter entstan ass, fir de Präis vu 4,6 Milliounen Euro kafen. An deem Kader huet d'Nationalbibliothéik e Crowdfunding lancéiert, deen de 17. Mäerz 2025 ausleeft.

An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

– Wéi vill Sue konnt d'Nationalbibliothéik iwwert de Wee vum Crowdfunding fir d'Bibel sammelen?

– Wéi vill Donen a wat fir Zomme si vu Privatleit respektiv vu Firmen zesummekomm?

– Wéi ass den Ausgang anzeschätzen, och am Verglach zum Crowdfunding, deen den Nationalmusée fir de Kaf vum Bild „Champion" mam Nicolas Frantz vum Joseph Kutter lancéiert hat?

– Anescht wéi bei deem leschtgenannte Crowdfunding, ass d'Bibel schonn am Besëtz vun der Nationalbibliothéik. Firwat genee ginn d'Sue vum Crowdfunding an dësem Fall benotzt?

Réponse (11/04/2025) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

Op de 6. Mäerz 2025 ass e Gesamtmontant vun 83.464,54 € gesammelt ginn. Et kann awer sinn, datt nach weider Donen erakomme wäerten. 464 Donateure sinn op dee Moment gezielt ginn: 443 Done komme vu Privatpersounen (58.159,54 €), 21 vu Firmen, Associatiounen a Gemengen (25.305 €).

De Crowdfunding vum Nationalmusée, zesumme mam Focuna, fir de Kaf vum Bild „Champion" vum Joseph Kutter huet mat 559 Donen 106.268,28 € erabruecht. Eng genau Analys iwwert déi Crowdfunding-Campagnë wäert de Fonds culturel national zesumme mam MNAHA an der BnL am Laf vum Joer publizéieren.

Wéi bei der Crowdfunding-Campagne vun Ufank u vun der BnL ugekënnegt an däitlech gemaach, ginn d'Sue souwuel an d'Conservatiounsmoossname wéi och an d'Recherche investéiert, fir engersäits dat besonnescht Dokument och op anere Plaze wéi an der BnL kënnen ënnert de konservatoresch a sécherheetstechnesch néidegen Ufuerderungen ze weisen, an anerersäits nei Recherchen, déi net vun der BnL selwer kënnen assuréiert ginn, an Optrag ze ginn. D'Campagne hat doriwwer eraus och déi weider Funktioun, fir de Patrimoine ze sensibiliséieren an d'Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze informéieren iwwert de Kaf vum mëttelalterleche Manuskript aus der Schoul vum Skriptorium vun Iechternach, an iwwert d'Geschicht vun deem exceptionellen Dokument. Doduerch soll och an opklärerescher Hisiicht d'Bewosstsi fir d'Memoire an de Patrimoine geschäerft ginn.

Modification du nombre d'heures hebdomadaires consacrées à l'éducation physique dans les lycées | Question **2094** (14/03/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Constatant le manque d'activités physiques des enfants et des adolescents, le Ministère de l'Éducation nationale a prévu d'augmenter le nombre d'heures hebdomadaires consacrées à l'enseignement de l'éducation physique dans les lycées.

Cependant, à cette fin, il a été prévu de baisser le nombre d'heures hebdomadaires consacrées à l'enseignement des langues.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Comment est-ce que le choix des matières dont les heures hebdomadaires vont être réduites a été effectué ?

2) Quelles mesures seront mises en place afin de permettre aux élèves ayant des difficultés dans une ou plusieurs langues d'atteindre le niveau de compétence requis pour éviter un redoublement ou un refus d'intégrer la section souhaitée ?

3) S'il ne fait aucun doute que l'activité physique est importante pour les adolescents, d'autres modèles possibles, tels que proposés par le collectif « Kanner virun d'Dier », qui peuvent augmenter l'activité physique à l'école sans que d'autres matières en fassent les frais, ont-ils été envisagés ?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Comme il ressort du tableau↑ ci-dessous, le nombre de leçons consacrées aux langues dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire tant classique (ESC) que général (ESG) est considérable.

Par ailleurs, la langue véhiculaire de la plupart des autres disciplines est soit l'allemand (e. a. sciences naturelles et sciences humaines), soit le français (mathématiques).

Les adaptations à entreprendre au niveau des grilles horaires au profit d'une leçon supplémentaire d'éducation physique sont donc minimes par rapport au volume global des langues. Quant aux adaptations des contenus, les commissions nationales de l'enseignement secondaire (CNES) seront invitées à soumettre des propositions y relatives.

ad 2) Un soutien éducatif est d'ores et déjà proposé dans tous les lycées aux élèves éprouvant des difficultés dans l'une ou l'autre discipline, de sorte qu'aucune nouvelle mesure n'est nécessaire dans ce domaine.

ad 3) En dehors de l'augmentation du nombre de leçons d'éducation physique, d'autres actions sont prévues en vue d'instaurer un équilibre entre le numérique et la vie réelle des jeunes, l'objectif étant de favoriser leur bien-être global.

Un cadre sera notamment mis en place pour renforcer l'encadrement des activités péri- et parascolaires ; dans ce contexte, il est prévu de renforcer le Jugendtreff et d'enrichir son offre par des activités supplémentaires.

Le projet Ech gestalte meng Schoul prévoit de doter les lycées de ressources pédagogiques et de mobilier supplémentaires afin de favoriser un aménagement des espaces collectifs comme les cours de récréation notamment, permettant d'encourager davantage de mouvement et d'interactions sociales.

Le SNJ finalement développera une gamme d'activités sportives inédites, notamment des sports urbains et aquatiques, ainsi que des colonies de vacances axées sur l'activité physique.

Interventions policières au sein des lycées dans le cadre de la prévention contre les drogues | Question **2095** (14/03/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Cette semaine, une descente de policiers a eu lieu au sein du Lycée classique de Diekirch, avec intervention des forces policières dans trois classes et sur demande du directeur de l'établissement. Selon plusieurs articles de presse, de telles interventions sont sollicitées régulièrement par des directeurs des lycées luxembourgeois.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Durant les 5 dernières années, combien d'interventions policières ont été sollicitées dans des établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la prévention contre les drogues ?

2) Lors de combien de ces interventions des drogues ont-elles pu être découvertes ?

3) À combien est estimé le coût de ces interventions ?

4) Les parents des élèves concernés sont-ils systématiquement prévenus en avance de ces interventions et peuvent-ils s'y opposer ?

Réponse (29/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) Tableau↑

ad 3) Aucun coût supplémentaire par rapport à la rémunération des agents intervenants n'est engendré.

ad 4) Les interventions se font conformément à la lettre de Monsieur le Procureur général d'État du 8 mars 2012 concernant la détection de stupéfiants dans des établissements scolaires par la police et à la note de service n° 25/2012 du directeur général de la police ; les parents ne sont pas prévenus à l'avance.

Sanctions contre le Luxembourg | Question **2096** (14/03/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Virum Hannergrond vum Ukrainkrich goufen de 24. Februar mam 16. Sanktiounspak vun der Europäescher Unioun nei Sanktioune géint Russland gestëmmt. Aktuell ginn och Sanktioune géint Ruanda diskutéiert. An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Gëtt et Länner, déi offiziell Sanktioune géint Lëtzebuerg, lëtzebuergesch Betriber, lëtzebuergesch Staatsbierger oder och géint lëtzebuergesch Politiker verhaangen hunn?

2. Sollt dat de Fall sinn:
– Wat fir Länner sinn dat?
– Ëm wat fir Sanktiounen handelt et sech do genau?

Réponse (07/04/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Am Kontext vum Russlandkrich hunn d'USA lëtzebuergesch Filiale vu russeschen Entreprisë sanktionéiert. Dorënner sinn d'East West United Bank SA, d'Gazprom Neft International SA an d'GPB International SA. Am Januar 2023 haten d'USA och d'Spacety Luxembourg op hir Sanktiounsléscht gesat. Verschidde vun dësen Entreprisen hunn an Täschenzäit mat hiren Aktivitéiten zu Lëtzebuerg opgehalen.

Doriwwer eraus hu Länner wéi China, Russland oder och Belarus Sanktioune géint EU-Bierger, Politiker, Fonctionnairen oder Betriber verhaang. D'Regierung kann net ausschléissen, dass och lëtzebuergesch Staatsbierger vu Sanktiounen aus dëse Länner betraff sinn, well d'Léschten dacks net ëffentlech zougänglech sinn.

Bei de Mesuren, déi Drëttlänner aféieren, handelt et sech oft ëm Areesverbueter, Afréiere vu Verméigen oder Handelsbeschränkungen. Et ass ze notéieren, dass am Géigesaz zur EU dës Mesuren oft net transparent sinn a betraffe Persounen net vun de selwechte Rechter profitéiere kënnen, wéi dëst an der EU de Fall ass.

Peste porcine africaine | Question **2097** (17/03/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Rezent ass eng Taskforce zesummekomm, fir d'Risike vun enger Ausbreedung vun der afrikanescher Schwéngspescht (ASP), déi eng seriö Gefor fir d'Schwéngszuucht an d'Liewensmëttelindustrie duerstellt, ze evaluéieren an entspriechend Mesurë virzegesinn. Et goufen eng Rei Mesurë festgehal, déi a Kraaft trieden, wann en éischte Fall vun der afrikanescher Schwéngspescht géif zu Lëtzebuerg festgestallt ginn. Ënner anerem sollen 30 Kilomeeter elektreschen Drot stockéiert ginn, dee schnell kann opgeriicht ginn, fir eng weider Ausbreedung ze limitéieren. Des Weidere sollen zwee nei „centres de ramassage" fir Wëld opgemaach ginn zu Nidderfeelen an zu Maarnech an et solle Sichhënn ausgebilt ginn, fir doudegt Wëld opzespieren.

Dozou hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit:

1. No wat fir enger Method an iwwer wat fir eng Zon gëtt den elektreschen Drot opgeriicht wann e Fall vun afrikanescher Schwéngspescht detektéiert gëtt?

2. Wéi schnell sinn déi zwee nei „centres de ramassage" operationell?

3. Wéi schnell kënne Sichhënn ausgebilt ginn, fir doudeg Wëllschwäin ze fannen?

4. Wat fir eng Hëllefe si fir d'Bauere virgesinn, déi am Fall vun engem ASP-Ausbroch Verloschter maachen?

Réponse (29/04/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den elektreschen Drot ass eng vun den alleréischte Moossnamen, déi ergraff ginn, wann e Fall vun ASP bei engem Wëllschwäi bestätegt gëtt. Et geet drëm ze verhënneren, dass infizéiert Schwäin de Virus aus der Zon erausdroen. Wéi grouss déi Zon ass, kann een net am Virfeld festleeën. Hei musse verschidde Krittäre berécksiichtegt ginn: Geographie, Vegetatioun, natierlech Grenzen, Ausbreedung vun der Krankheet ... Den Drot gëtt no engem bewäerte Prinzipp mat 3 Litzen a genau definéierten Ofstänn zum Buedem a Plastikspéil kombinéiert mat hëlze Péil opgeriicht. Dëst huet de Virdeel, schnell an einfach kënne virzegoen an trotzdeem ze garantéieren, dass den Drot effektiv ass a keng Schwäin duerchginn. Aktuell verfüge mir iwwert e Stock vun 30 km elektreschen Drot.

ad 2. Déi zwee nei Centres de ramassage sinn derbäi geplangt ze ginn. Falls et kuerzfristeg zu engem Ausbroch vun der ASP géif kommen, an zousätzlech zu de besteeënden Zenteren dringend weider Zentere gebraucht géife ginn, kéinte provisoresch Sammelstellen opgeriicht ginn. Dat néidegt Material dofir steet zur Verfügung.

ad 3. Mir hunn en Appell un d'Centrale de chiens de chasse gemaach a sinn amgaang d'Konditiounen, déi se mussen erfëllen, souwuel d'Leit wéi och d'Hënn, auszeschaffen. Et ass geplangt, zäitno mat der Ausbildung unzefänken, fir dass d'Hënn fir den Noutfall d. h. d'Detektioun vun engem Fall vu Schwéngspescht, asazbereet sinn. Fir d'Ausbildung selwer muss een ongeféier 6 Méint rechnen.

ad 4. Vu dass an enger 1. Phas virgesinn ass, d'Keulung vun alle Schwäi vum Betrib, op deem d'ASP detektéiert gouf, ze ordonéieren, gëtt de Bauer fir de Verloscht vu sengen Déiere vum Staat entschiedegt. Ausserdeem kënnen eng eventuell Zerstéierung vum infizéierte Material wéi och d'Onkäschte fir d'Botzen an d'Desinfektioun vum Betrib vum Staat iwwerholl ginn.

Wat den Ausfall vum Ëmsaz vum betraffene Betrib resp. de Betriber, déi an der Spärzon leien, betrëfft, kann eng Assurance ofgeschloss ginn, vun där de Staat 65 % vun de Primmen iwwerhëlt.

Augmentation du nombre de cancers chez des personnes de moins de 40 ans | Question **2098** (17/03/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Selon une étude récemment publiée dans le British Medical Journal, le nombre de cas de cancers chez les

moins de 50 ans a augmenté de presque 80 % dans le monde entre 1990 et 2019. En parallèle, en France, la presse s'est fait l'écho de la sonnette d'alarme tirée par l'Institut Gustave Roussy, centre de lutte contre le cancer, face à une explosion du nombre de cancers chez des personnes de moins de 40 ans.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est l'évolution du nombre de cancers de personnes âgées de moins de 40 ans, respectivement des moins de 50 ans, au Luxembourg sur ces vingt dernières années ?

2) Étant donné que l'annonce d'un cancer chez un jeune adulte a un fort impact social, tant sur sa situation familiale que professionnelle, quelles mesures sont prises pour accompagner ces personnes ?

3) Face à la baisse d'âge des patients atteints du cancer, est-il envisagé de faire débuter les différents programmes de dépistage du cancer plus tôt, comme dans le cas du Programme mammographie ?

4) Dans l'accord de coalition, il est stipulé que différents programmes nationaux en matière de santé feront l'objet « d'un contrôle de qualité et d'une analyse d'efficience ». Où en sont ces travaux concernant le Plan national cancer ?

Réponse (16/04/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Registre national du cancer (RNC), créé en 2013, dispose des données pour les nouveaux cas de cancers diagnostiqués chez les résidents du Luxembourg pour la période de 2014 à 2021.

Pour cette période de huit ans, les taux d'incidence par classe d'âge sont présentés dans le tableau ↑ ci-dessous. À noter l'inclusion d'une sous-catégorie excluant la classe d'âge de 0 à 15 ans afin de limiter l'influence des cas de cancers chez les enfants qui présentent des caractéristiques très spécifiques[23].

En raison de l'effectif faible de cas de cancers, il n'est pas possible de dégager des tendances claires quant à l'évolution de l'incidence au fil des années. Plusieurs facteurs peuvent influencer l'incidence des cancers dans ces groupes d'âge, notamment les progrès du dépistage et les changements dans les habitudes de vie. Une période d'observation plus longue serait nécessaire pour déterminer si les tendances (diminution, stabilité ou augmentation) du nombre de cancers chez les jeunes adultes au Luxembourg sont statistiquement significatives.

ad 2) Dans le cadre du Plan national cancer 2020-2026 (PNC2), plusieurs mesures existent ou sont en cours d'élaboration.

Un projet d'annonce de diagnostic est en cours d'implémentation (développé en collaboration avec des patients et des professionnels de santé). L'objectif est d'améliorer l'annonce du diagnostic au Luxembourg, au travers de 4 étapes clés :

1. Écouter les patients, leurs aidants et les professionnels de la santé ;
2. Comprendre leurs expériences et leurs points de vue ;
3. Recueillir des témoignages concrets pour identifier les principaux défis ;
4. Collaborer à la recherche de solutions pratiques susceptibles d'améliorer le processus d'annonce du diagnostic au Luxembourg.

Cette 4e étape sera réalisée au cours de l'année 2025, et elle prévoit :

– Un listing des outils ou prototypes imaginés collectivement par les patients, leurs proches et les professionnels de la santé pour améliorer l'annonce de diagnostic ;
– Le développement des outils pilotes en coconstruction avec les professionnels de santé et les patients ;
– Un déploiement à l'échelle nationale (dans le cadre de l'Axe 3 du PNC2).

Un autre projet en cours d'élaboration concerne la création d'une plateforme d'information. Il vise à permettre non seulement la mise à disposition de l'ensemble des informations utiles et disponibles pour les patients et les professionnels de santé en oncologie, mais également le réseautage avec et auprès des institutions impliquées dans le secteur (fondations, associations, établissements, etc.).

Enfin, le PNC2 est en train de réévaluer les besoins en case managers et de travailler à un package minimum de soins de supports dont pourraient bénéficier les patients.

ad 3) Les deux programmes de dépistage organisé (pour le cancer du sein et le cancer colorectal) ont été adaptés selon les nouvelles recommandations scientifiques européennes en vigueur[24].

Depuis juillet 2024, le Programme mammographie (PM) s'adresse aux femmes dès 45 ans et jusqu'à 74 ans. Le Conseil scientifique du domaine de la santé du Luxembourg n'a pas jugé utile de réduire l'âge d'entrée dans le PM à 40 ans.

En ce qui concerne le programme de dépistage du cancer colorectal depuis juillet 2024, il s'adresse aux femmes et aux hommes dès 45 ans et jusqu'à 74 ans d'âge. Étant donné que le test de dépistage n'est pas invasif et que le Luxembourg dispose d'une expertise marquée en communication sur le dépistage par coloscopie, il a été décidé, avec le soutien du Conseil scientifique du domaine de la santé, de réduire l'âge d'entrée dans le programme à 45 ans (contre les 50 ans dans les recommandations européennes) et donc de débuter le dépistage organisé plus précocement que les préconisations européennes.

ad 4) Des travaux sont en cours pour lancer l'évaluation des programmes de dépistage tel qu'indiqué dans l'accord de coalition.

À noter que les plans nationaux, dont le Plan national cancer, font l'objet d'une évaluation à mi-parcours ainsi que d'une évaluation finale réalisée par des experts internationaux du domaine concerné. Les avancées des travaux du PNC2 ont été présentées lors d'une conférence annuelle organisée le 12 mars 2025.

Associations sans but lucratif | Question **2100** (17/03/2025) de **M. André Bauler** | **Mme Simone Beissel** (DP)

La loi du 7 août 2023 relative aux associations sans but lucratif et les fondations doit être mise en œuvre au plus tard en septembre 2025 si bien que les organisations les plus diverses adoptent des statuts nouveaux ou modifiés dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est actuellement le nombre d'associations sans but lucratif inscrites dans le Registre de commerce et des sociétés (RCS) ?

2) Quel est le nombre des fondations inscrites dans ce registre ?

3) Comment ces nombres ont-ils évolué depuis 2015 ?

4) Combien d'associations et de fondations ont déjà adapté ou modifié leurs statuts aux exigences de la loi du 7 août 2023 ?

5) Existe-t-il des associations ou fondations qui, depuis plusieurs années déjà, n'ont plus signalé des changements concernant leurs statuts ou la composition de leur conseil d'administration au RCS ? Dans l'affirmative, quel serait leur nombre ?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Selon les chiffres fournis par le Luxembourg Business Registers (« LBR »), il y avait au 1er mars 2025 le nombre de 9.087 associations sans but lucratif (ASBL) inscrites au RCS, dont :

– 8.962 ASBL ;
– 125 ASBL reconnues d'utilité publique (ASBL UP).

ad 2) Au 1er mars 2025, il y avait 191 fondations inscrites au RCS.

ad 3) Les chiffres disponibles au RCS datent de 2021 à 2025 et l'évolution est la suivante :

– Pour les ASBL : ↑

– Pour les ASBL reconnues d'utilité publique : ↑

– Pour les fondations : ↑

ad 4) Tableau ↑

ad 5) Au 1er mars 2025, il y avait 5.615 ASBL et 32 fondations qui n'ont plus effectué de dépôt au RCS depuis au moins 5 ans.

Dans ce contexte, il est signalé que le titre V, de la loi modifiée du 7 août 2023, sur les associations sans but lucratif et les fondations, introduit la procédure de dissolution administrative sans liquidation dans le but de permettre au RCS de disposer d'inscriptions correctes et de chiffres actuels. Cette procédure peut être ouverte par le gestionnaire du Registre de commerce à la condition cumulative d'absence de réponse pendant 6 mois au courrier demandant de mettre à jour les inscriptions et de l'absence de tout dépôt au dossier depuis au moins cinq ans. En mars 2025, le LBR a adressé 4.930 courriers de demande de mise à jour à des ASBL, alors que 681 autres ASBL n'ont pas pu être contactées par ce même courrier à défaut d'adresse connue et disponible.

Éclairage sur les autoroutes | Question **2101** (17/03/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Säit 2013 gouf d'Beliichtung vun eisen Autobunnen ëmmer méi staark zeréckgebaut. Laang Zäit stoungen d'Péil vun där fréierer Infrastruktur op ongeféier engem Meeter Héicht aus dem Buedem laanscht déi betraffe Stroossen. Iwwert d'Jore goufen och dës no an zeréckgebaut. Esou wéi et mir zougedroe gouf, sinn se op eenzele Plazen awer weiderhi virhanden. Allgemeng ass et natierlech och sou, datt eng gutt Beliichtung zu enger Erhéijung vun der Sécherheet am Verkéier bäidréit.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, op wéi enge Verkéiersachsen (souwuel Autobunne wéi och Landstroossen) d'Beliichtung säit 2013 ofgebaut gouf a preziséieren, wéini déi jeeweileg Pottoen zeréckgebaut goufen?

23 https://www.rnc.lu/Portals/5/Publications/Rapports/RNC_Cancers%20enfants_Lux_2014-2022_Bulletin%20Epidemio_VF_final.pdf?ver=8l8fSUAZJgi7yN-NzAc87Q%3d%3d

24 2022/0290 Council Recommendation on strengthening prevention through early detection: a new EU approach on cancer screening replacing Council Recommendation 2003/878/EC

2. Kann d'Madamm Minister begrënnen, wéi d'Decisioun vun där deemoleger Regierung motivéiert war, d'Beliichtung am Stroosseverkéier sou massiv zeréckzebauen? Deelt d'Madamm Minister déi Begrënnung? Falls jo, ass se hirer Meenung no nach aktuell?

3. Kann d'Madamm Minister begrënnen, wéi d'Decisioun vun där deemoleger Regierung motivéiert war, beim Réckbau vun der Beliichtung d'Pottoen iwwer Jore stoen ze loossen? Deelt d'Madamm Minister déi Begrënnung? Falls jo, ass se hirer Meenung no nach aktuell?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, eis Autobunnen a Landstroossen am Kader vun hirer „VISION ZERO" nees méi staark ze beliichten? Falls net, firwat net?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zur Beliichtung vun den Autobunnen a Landstroossen.

Déi follgend Tabell↑ dokumentéiert, wéi vum Här Deputéierte gefrot, déi genau Plazen, d'Unzuel an d'Zäitraim, an deenen d'Luuchte respektiv d'Poteauen op de verschiddene Verkéiersachsen ofmontéiert goufen.

Am Total goufe säit 2013 872 Luuchten a 731 Poteauen demontéiert. Haut stinn nach 7.267 Luuchtepoteauen um Autobunnsreseau. Wat d'Landstroossen ugeet, ass ze betounen, dass keng systematesch Réckbau-Campagne duerchgefouert gouf. Dofir ass d'Unzuel vun de Luuchte praktesch onverännert bliwwen.

D'Entscheedung, d'Luuchtepoteaue generell um Autobunnsreseau ze limitéieren, gouf 2014 geholl, fir, ënnert anerem, déi lafend Käschte vun der Beliichtung ze reduzéieren. Et sief engersäits op de Communiqué vum deemolege Minister vum 3. Mäerz 2014 verwisen an och zum Beispill op d'parlamentaresch Fro N° 6257 vum 27. Mee 2022, déi sech am Detail mat dëser Thematik befaassen.

D'Poteaue goufen op enger Héicht vu ronn engem Meeter ofgeschnidden, well dëst déi séiersten an effizientst Method war, den Impakt op de Verkéier op e Minimum ze reduzéieren. De verbleiwenden ënneschten Deel vun den ale Poteaue gëtt eréischt demontéiert, wann op deem Deel vun der Autobunn gréisser Aarbechte virgesi sinn.

Wéi schonn uewen ugefouert, koum et zu kengem systematesche Réckbau vun de Strooosseluuchten op de Landstroossen. Et ass och wichteg ze betounen, dass d'Reduzéierung vun der Beliichtung sech nëmmen op déi fräi Streckenofschnëtter vun der Autobunn bezitt.

D'Situatioun op potentielle Geforepunkten, wou opan offuerend Gefierer d'Verkéierssituatioun komplex maachen – wéi zum Beispill op der Héicht vun Echangeuren oder Autobunnskräizer – bleift onverännert, dat fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Baséierend op de Statistiken, déi menge Servicer zur Verfügung stinn, ass d'Unzuel vun den déidlechen Accidenter op den Autobunnen iwwer d'Jore relativ stabel bliwwe respektiv esouguer erofgaangen. D'Zeréckbaue vun der Beliichtung huet deemno op de betraffene Plaze keen negativen Effekt op d'Stroossesécherheet an dofir och net op d'Erreeche vun der VISION ZERO. D'Mesuren, déi am Plan national sécurité routière 2024–2028 zeréckbehale gi sinn, sollen dozou bäidroen, fir dem Zil vun der VISION ZERO méi nozekommen.

Op Basis vun dësen Informatioune gëtt et aktuell keen neien Ament, fir déi Decisiounen, déi an dësem Kontext getraff goufen, nees nei ze evaluéieren oder réckgängeg ze maachen.

Nouveau partenariat public-privé (PPP) pour la réalisation de logements abordables | Question **2102** (17/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung wëll méi bauen a méi séier bauen an huet dofir d'lescht Joer am Juni verschidde Moossnamen ugekënnegt, dorënner den nouveau Partenariat public-privé (PPP) pour la réalisation de logements abordables.

Heirënner fale follgend Iddien:

– Réalisation de projets pilotes sur terrains privés ;
– Réalisation de projets pilotes sur terrains privés pour logements salariés ;
– Réalisation de projets pilotes sur terrains publics ;
– Procédures relatives à l'acquisition de logements en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) par l'État.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit den aktuelle Stand vun de Pilotprojeten aus? Kann de Minister d'Projeten opléschten?

2. Wéi eng Projete ginn aktuell gebaut a wéi vill Projete ginn haut scho fir d'Wunne genotzt?

3. Am Staatsbudget 2024 hat d'Regierung sech mat 222 Millioune virgeholl, fir proaktiv Immobilieprojeten opzekafen (VEFA), fir esou d'Unzuel un erschwéngleche Wunnengen an ëffentlecher Hand signifikativ opzestocken.
– Wéi vill Wunnenge goufen 2024 kaf a wat huet de Staat dofir bezuelt?
– Wéini kënnen dës Wunnenge bewunnt ginn?

Réponse (22/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Aktuell ginn nach keng Pilotprojete realiséiert. Wat Pilotprojete betrëfft, déi op privaten Terrainen entstoe sollen, ginn am Moment Präparatioune getraff. Duerno ass virgesinn, en Appel à projets ze lancéieren.

Fir Pilotprojeten am Kontext vum PPP fir „logements salariés" op privaten Terrainen ass zurzäit näischt Konkreetes virgesinn. Mee de Beräich vum bezuelbare Logement fir Salariéë gëtt am gesetzleche Kader vum Logement abordable behandelt. An deem Kontext féiert d'Regierung Gespréicher mat Acteuren aus verschiddene Beräicher, fir iwwer dësen etabléierte Wee esou Logementer méiglech ze maachen.

ad 2. Zum aktuellen Zäitpunkt ginn nach keng Pilotprojete gebaut oder genotzt. De Fokus läit zurzäit op der virbereedender Evaluatioun an dem Kläre vun de juristeschen an administrativen Aspekter.

ad 3. Am Joer 2024 huet de Staat Akten ënnerschriwwe fir 208 Wunnengen an huet dofir ronn 126 Millioune bezuelt.

Déi éischte 25 Wunnenge kënnen am Laf vun den nächste Woche bewunnt ginn. 23 weider Wunnengen erwaarde mir am 2. Semester 2025. Am Joer 2026 gi 76 Wunnenge fäerdeg an am Laf vum 1. Semester 2027 gi 84 abordabel Wunnenge prett fir an d'Locatioun.

Crédits ponts | Question **2103** (17/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Situatioun um Wunnengsmaart huet sech an deene leschte Joren immens geännert. Zënter der Invasioun vun der Ukrain, der uschléissender Inflatioun an der Erhéijung vun de Bankzënsen hunn sech d'Präisser um Wunnmarché ugepasst. Et gëtt manner verkaf a manner gebaut.

Leider ass d'Situatioun fir Éischtkeefer oder Leit, déi plënnere wëllen, domadder nach ëmmer net besser ginn a vill Leit kënnen sech nach ëmmer keen eegent Heem leeschten. Fir Éischtkeefer sinn déi héich Zënsen an d'Käschte vun de Bankeprêten nach ëmmer ee Problem. Fir Leit, déi plënnere wëllen, ass d'Situatioun erschwéiert, well vill Banken sech zënter 2022 weigeren, fir Iwwerbréckungskreditter (Crédits ponts) ze maachen.

D'Zuele vun der lëtzebuergescher Zentralbank weisen insgesamt, dass 2024 esou wéineg Immo-Kreditter 2024 vergi goufen ewéi am Joer 2016.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Unzuel vun Iwwerbréckungskreditter zënter 2018 entwéckelt?

2. Wéi huet sech d'Unzuel vun Iwwerbréckungskreditter zënter 2018 entwéckelt, wou de Lëtzebuerger Staat Aktionär ass?

3. Wéi eng Moossname vun der Regierung zilen dorobber of, dass erëm méi Iwwerbréckungskreditter am Immobilieberäich vun de Banke geneemegt ginn?

Réponse (10/04/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Wat nei Hypothéikekreditter ugeet, hunn d'Fluxe vun neien Iwwerbréckungskreditter mat 593 Milliounen Euro een Héichpunkt am zweete Semester 2022 erreecht. Duerno sinn se bis d'zweet Semester 2023 gefall, wou se en Déifpunkt mat 170 Milliounen Euro erreecht hunn. Am éischte Semester 2024 hu se du erëm ugefaangen ze klammen, fir 186 Milliounen Euro ze erreechen. Hire Volume bleift domadder ënner hiren historesche Wäerter. Dës Iwwerbréckungskreditter hunn am éischte Semester 2024 10 % vun den neien Hypothéikekreditter ausgemaach. Hiren Undeel ass reegelméisseg vun 2019 bis d'zweet Semester 2022 geklommen (wou se 19 % vun den neie Kreditter erreecht hunn) an ass zënter deem Moment réckleefeg.

Wat lafend Hypothéikekreditter ugeet, a wann een d'Bestänn vun Iwwerbréckungskreditter betruecht, hunn dës mat 1,84 Milliarden Euro een Héichpunkt am éischte Semester 2022 erreecht. Si sinn zënterhier konstant gefall a leie bei 876 Milliounen Euro um Enn vum éischte Semester 2024. Dat ass hiren historesch niddregste Wäert zënter 2019, deem Joer, aus deem d'Donnéeë verfügbar sinn. Dës Iwwerbréckungskreditter maachen am éischte Semester 2024 ausgemaach 2 % vun alle lafenden Hypothéikekreditter. Dësen Undeel huet een Héichpunkt am éischte Semester 2022 erreecht (wou se 5 % vun de lafenden Hypothéikekreditter ausgemaach hunn) an ass zënterhier réckleefeg.

ad 2. Wat d'Banken ugeet, an deenen de Lëtzebuerger Staat Participatiounen huet, bleiwen d'Tendenzen, déi hei uewe presentéiert goufen, global gesinn identesch. Och wann d'Part vun den Iwwergangsprêten am Gesamtportefeuille vun den Hypothéikekreditter vun de Lëtzebuerger Banke limitéiert bliwwen ass, iwwerwaacht d'CSSF d'Entwécklung vun dëse Prête genau a behält kontinuéierlech Kontakt mat de Banken, fir de Kreditt-Risiko ze evaluéieren, deen domat verbonnen ass.

ad 3. D'CSSF huet opgrond vun hire gesetzlechen Attributiounen an och vun entspriechende Recommandatioune vum Comité du risque systémique per Reglement N° 20-08 d'Conditiounen, ënnert deenen Immobiliekreditter fir Wunnengen an eisem Land kënne vergi ginn, festgeluecht. An engem techneschen FAQ an englescher Sprooch heescht et dozou:

„Bridge loans should not, in principle, exceed a maturity of 18 months and be non-renewable. In case of new constructions, bridge loans may extend to 24 months of maturity. In exceptional circumstances, the lender may extend the maturity of bridge loans, including those for new constructions, provided that this extension does not materially negatively affect the risk borne both by the borrower and the lender. Such an extension needs to be duly justified and well-documented by the lender. While unforeseen construction delays may be considered an exceptional circumstance, the extension of bridge loan maturities must not be driven by speculative motivations from the borrower as regards price developments in the real estate market."

D'Regierung huet keen direkten Impakt dorop.

Duerch legal Adaptatiounen a Saachen Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen op Immobiliekreditter, déi sech och op Iwwerbréckungskreditter bezéien, kruten d'Leit steierlech Avantagen zougestanen net fir d'Leit ze incitéieren, zousätzlech Iwwerbréckungskreditter anzegoen, mä fir de Leit, déi esou Kreditter agaange sinn, ze hëllefen.

Première classe dans le train dans le cadre de la gratuité des transports publics | Question **2104** (17/03/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Säit fënnef Joer ass den ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg gratis, bis op d'Ausnam vun der éischter Klass am Zuch. Hei mussen d'Leit deelweis esouguer indirekt méi bezuelen, well vill Patrone virdrun d'Käschte fir en Abonnement vun der zweeter Klass iwwerholl hunn, an d'Leit just d'Käschte fir den Zousaz aus eegener Täsch hu misse bezuelen. Esou wéi rezent a verschiddene Presseartikelen ze liese war, hunn awer weiderhi vill Clienten, trotz deenen indirekten Zousazkäschten, weiderhin eng Präferenz fir dës éischt Klass. Generell begrënne si déi Decisioun mat der Qualitéit an dem zousätzleche Confort wärend der Faart.

Ëmmer erëm kënnt awer och vir, datt Passagéier sech iertemlech heihinner sëtzen, wouduerch déi Leit, déi fir hir Rou bezuelt hunn, trotzdeem gestéiert ginn. Doriwwer eraus kann d'Zuchpersonal am Fall vun engem erhéichte Passagéieropkommes och decidéieren, d'éischt Klass allgemeng fräizeginn, wouduerch déi betraffe Clientë fir näischt bezuelt hunn.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Gëtt d'éischt Klass am Zuch weiderhi systematesch kontrolléiert? Falls net, firwat net?

2. Mussen déi Leit, déi sech iertemlech an d'éischt Klass gesat hunn, bei enger Kontroll automatesch en entspriechenden Ticket nokafen, fir Mëssbrauch ze verhënneren? Falls net, firwat net?

3. Wéi dacks gouf déi éischt Klass säit dem 1. Mäerz 2020 insgesamt deklasséiert?

4. Op wéi engem Wee kënnen déi betraffe Passagéier am Fall vu sou engem Deklassement eng Entschiedegung fir déi entspriechend Faart ufroen?

5. Kann d'Madamm Minister am Sënn vun der Fro virdrun, eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert wéi vill deementspriechend Ufroen op Entschiedegung säit dem 1. Mäerz 2020 pro Joer insgesamt gestallt, wéi vill der accordéiert goufen a wéi ee Käschtepunkt se jeeweils verursaacht hunn?

Réponse (01/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'éischt Klass an den Zich am Kader vum gratis ëffentlechen Transport.

D'éischt Klass am Zuch gëtt an der Reegel systematesch kontrolléiert. D'Haaptmissioune vum Zuchpersonal bestinn awer virun allem doranner, fir un den Aufgaben a Flichten, déi am Kader vun der betrieblecher Reglementatioun virgesi sinn, deelzehuelen an dës ëmzesetzen, an d'Sécherheet vun de Clienten am Zuch ze garantéieren.

Dofir kann et virkommen, dass a staark besaten Zich, a jee no Fuerzäit tëschent de verschiddenen Arrêten/Garen a jee no Zesummesetzung vum Zuch, et dem Zuchpersonal net ëmmer méiglech ass, eng weider Kontroll a sämtlechen Éischt-Klass-Kompartimenter vun engem Zuch duerchzeféieren.

Laut der aktueller Gesetzesgeebung huet d'Zuchpersonal d'Méiglechkeet, fir eng administrativ Amende auszestellen, am Fall wou ee Client bei der Kontroll an der éischter Klass kee gëltege Billjee ka virweisen.

Fir awer déi Clienten, déi iertemlecherweis Plaz an der éischter Klass geholl hu respektiv déi, déi nach een Éischt-Klass-Billjee am Zuch beim Zuchpersonal wëlle kafen, net direkt ze penaliséieren, informéiert d'Zuchpersonal bei der Kontroll vun der éischter Klass déi Clienten, dass et sech hei ëm eng „zone payante" handelt, an dass si d'Méiglechkeet hunn, fir ee Billjee op der Plaz am Zuch ze kafen.

Sollt de Client kee Billjee wëlle kafen, gëtt hien dann opgefuerdert, sech an der zweeter Klass Plaz ze huelen. Am Fall wou hien dëser Opfuerderung awer net nokomme wëll, an och kee Billjee wëll kafen, gëtt dësen dann als „voyageur en situation irrégulière" consideréiert, a muss eng administrativ Amende bezuelen.

Op Initiativ vun den CFL, gëtt de Clienten ab dem 1. Januar 2023 d'Faart an der éischter Klass, am Fall wou déi éischt Klass am Zuch deklasséiert gouf, remboursséiert. Dofir sinn d'Donnéeë virun 2023 net disponibel.

Heidrënner dann déi disponibel Zuele wat d'Unzuel vun Zich ubelaangt wou déi éischt Klass deklasséiert gouf. ↑

Am Fall wou déi éischt Klass deklasséiert muss ginn, mécht d'Zuchpersonal eng entspriechend Duerchso, an där och d'Clienten aus der éischter Klass iwwert d'Méiglechkeet, fir e Remboursement fir dës Faart unzefroen, informéiert ginn.

Déi betraffe Clientë kënnen dann iwwer ee Formulaire op dem Internetsite www.cfl.lu de Remboursement fir d'Faart, wou d'éischt Klass deklasséiert ginn ass, ufroen.

Zënter der Aféierung vun der Méiglechkeet op ee Remboursement am Fall vun engem Deklassement, gouf follgend Unzuel un Ufroen traitéiert an accordéiert: ↑

Versions consolidées des lois | Question **2105** (17/03/2025) de **M. Guy Arendt** (DP)

L'accès au droit et à la justice repose sur la clarté et l'accessibilité des textes législatifs et réglementaires, éléments essentiels au bon fonctionnement d'un État de droit.

Au Luxembourg, bien que certaines versions consolidées des lois soient disponibles, leur publication n'est ni systématique ni exhaustive. Dans plusieurs cas, ce sont d'autres institutions, comme la CSSF, qui publient leurs propres versions consolidées, entraînant une fragmentation de l'accès à la législation. Cela complique l'application du droit dans la pratique, notamment pour les avocats et les justiciables, et peut engendrer des incertitudes juridiques.

Dans d'autres pays européens, les versions consolidées des lois sont publiées de manière systématique, ce qui facilite leur consultation et renforce la sécurité juridique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place un système de mise à disposition systématique de versions consolidées des lois luxembourgeoises, accessible à tous, afin de garantir une égalité d'accès au droit ?

2) Des réflexions ont-elles été menées sur la faisabilité d'un tel projet en s'inspirant d'initiatives étrangères où la publication systématique des versions consolidées des lois est une pratique courante ?

3) Comment le Gouvernement entend-il assurer que l'absence de versions consolidées ne constitue pas un obstacle à une application uniforme du droit et à l'égalité des citoyens devant la loi ?

Réponse (16/04/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement

ad 1) L'amélioration de l'accès à la législation en vigueur constitue une priorité pour le Gouvernement.

De 2017 à ce jour, presque tous les actes ayant été modifiés par trois actes ou moins ont été consolidés. Cette étape franchie, le Service central de législation (SCL) a entamé la consolidation des autres actes. Il s'agit néanmoins d'un chantier conséquent, en raison du volume important de modifications historiques affectant de nombreux textes.

Depuis 2020, le SCL a donc mis en place les outils nécessaires en vue d'une consolidation systématique des textes législatifs.

Des avancées significatives sont à noter :

Au 11 avril 2025, 3.635 consolidations sont disponibles sur le portail juridique Legilux, dont :

– 2.130 consolidations portant sur des lois et règlements grand-ducaux, etc.
– 1.505 consolidations relatives aux codes et recueils.

Au cours de l'année 2024, 523 consolidations ont été publiées, se répartissant comme suit : 136 consolidations de lois, 256 de règlements grand-ducaux, 58 codes, 62 recueils, 1 règlement ministériel, 4 arrêtés grand-ducaux, 1 arrêté, 5 règlements internes.

Pour garantir la fiabilité des versions consolidées, un système de double contrôle est mis en place.

Afin d'assurer une organisation efficace, le SCL distingue plusieurs catégories principales de consolidations, selon l'urgence et la nature de la demande :

1. Consolidation systématique des lois et règlements grand-ducaux
2. Consolidations urgentes
– Objectif : répondre rapidement à des publications jugées d'intérêt particulier par les ministères ou les usagers, dont p. ex. les professionnels du droit. Lorsqu'un acte modificateur est jugé d'intérêt particulier, une version consolidée peut être disponible dans les heures qui suivent sa publication.
3. Consolidations pour recueils virtuels
– Objectif : organiser les textes autour de thématiques spécifiques pour une meilleure lisibilité.

4. Demandes spécifiques des ministères
– Objectif : répondre aux besoins précis des administrations.

De plus, dans une optique de transparence et de lisibilité, une « chronologie » interactive a été intégrée à la plateforme Legilux, permettant de visualiser clairement l'historique d'un texte législatif et ses évolutions successives. Cet outil donne une vue claire sur l'évolution d'un texte, même lorsque la consolidation intégrale n'a pas encore été réalisée. D'autres outils, tels que la comparaison de différentes versions, bénéficieront d'une mise à jour majeure encore au cours de l'année 2025.

ad 2) Oui, des réflexions avaient été menées sur la faisabilité d'une consolidation systématique des textes législatifs, en tenant compte des bonnes pratiques observées à l'étranger. Le SCL s'inscrit dans cette dynamique en appliquant une stratégie de consolidation structurée et qualitative.

ad 3) Le Gouvernement entend assurer un accès toujours plus large, rapide et lisible aux textes consolidés, en s'appuyant sur une stratégie structurée, des outils numériques performants et une volonté affirmée de renforcer la transparence et l'accessibilité du droit. Comme indiqué plus haut, le SCL s'est doté, depuis 2020, des outils nécessaires pour entamer une consolidation progressive et systématique des textes législatifs.

Position du Luxembourg sur le report des directives CSDDD et CSRD au sein de l'Union européenne | Question **2106** (17/03/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le Luxembourg doit se positionner d'ici mardi 18 mars sur un éventuel report du calendrier de mise en œuvre des directives CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) et CSDDD (Corporate Sustainability Due Diligence Directive), alors qu'une décision définitive devrait être prise le 1er avril. Lors du Conseil « Affaires économiques et financières » (ECOFIN) du 11 mars 2025, Monsieur le Ministre des Finances a exprimé son soutien général à un report de l'entrée en vigueur des deux directives, tout en appelant à un délai plus long pour la transposition de la CSDDD, estimant que plus de temps est nécessaire pour travailler sur le fond et aligner la directive citée avec la directive « Omnibus ».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quels sont les arguments avancés par le Luxembourg pour justifier un report de la directive CSDDD ?

2) Le Luxembourg soutient-il une révision des obligations découlant des directives CSRD et CSDDD en parallèle du report, ou s'agit-il uniquement d'un ajustement du calendrier d'application ?

3) Quels seraient les impacts concrets d'un report des deux directives pour les entreprises luxembourgeoises et le cadre réglementaire national ?

4) Monsieur le Ministre a évoqué l'importance de la directive Omnibus. Suite à son intervention lors du dernier ECOFIN, dans quels autres domaines réglementaires le Luxembourg souhaiterait-il adopter une approche similaire ? Quels types d'adaptations ou d'ajustements réglementaires le Gouvernement estime-t-il nécessaires dans ces domaines, et dans quelle direction ces ajustements devraient-ils aller ?

5) Quelle est la position du Gouvernement sur les révisions des obligations substantielles de la CSDDD, notamment en ce qui concerne certaines modifications introduites par l'Omnibus aux articles 8 (limitation de l'évaluation des impacts aux partenaires commerciaux directs), 22 (absence d'obligation de mise en œuvre du plan de transition climatique) et 29 (suppression d'une responsabilité civile harmonisée au sein de l'UE) ?

Réponse (23/04/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement soutient pleinement l'ambition de la Commission européenne d'alléger le fardeau administratif et réglementaire pesant sur les entreprises européennes, notamment les petites et moyennes entreprises, et d'introduire plus de proportionnalité, sans renoncer cependant aux objectifs desdites réglementations, à savoir la protection des droits humains et de l'environnement. Et ce afin de renforcer la compétitivité de l'Union européenne qui sous-tend un État social fort, une action conséquente pour la double transition verte et numérique, et les investissements dans la défense.

Dans cet esprit, la Commission européenne a publié le 26 février 2025 une proposition de directive visant à reporter d'un an l'entrée en vigueur de la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDDD) afin de donner le temps nécessaire à la Commission et aux colégislateurs de revoir certaines dispositions de la CSDDD considérées comme faisant peser une charge administrative excessive sur les entreprises. Au Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'est positionné en faveur de la proposition de la Commission européenne de reporter le calendrier, qui a d'ailleurs été approuvée par les représentants des États membres (Coreper) comme mandat de négociation avec le Parlement européen.

La proposition dite Omnibus constitue une première étape dans cette ambition, qui devra être complémentée par des actions dans d'autres domaines réglementés, afin de réduire la complexité tout en respectant les finalités poursuivies par ces législations et d'améliorer la sécurité juridique pour les entreprises qui ont besoin de prévisibilité.

ad 2) La proposition de la Commission européenne prévoit des allégements ciblés tant au niveau des obligations que du calendrier. Le Luxembourg a indiqué au Conseil de l'Union européenne vouloir soutenir la proposition visant à une simplification des directives CSRD et CSDDD, tout en veillant à ce que les objectifs desdites directives soient respectés.

ad 3) Le simple report des deux directives permettra aux entreprises luxembourgeoises de mieux se préparer aux changements à venir. En ce qui concerne la transposition nationale, il est important d'assurer la sécurité juridique et de prévoir un temps de préparation approprié aux entreprises concernées.

ad 4) L'allégement des charges administratives et réglementaires pesant sur les entreprises est un des principaux objectifs de la Commission européenne. Le Gouvernement partage cet objectif et soutient la mise en place d'une réglementation européenne simple, proportionnée et de bonne qualité. Au-delà de la complexité que cause la multiplication de strates réglementaires, une charge administrative indue est un des facteurs qui pèsent sur la compétitivité européenne des entreprises, comme l'ont noté le Rapport Draghi (septembre 2024), le Competitiveness Compass de la Commission européenne (janvier 2025) et, plus récemment les Conclusions du Conseil européen (avril 2025). Il est donc tout à fait critique de revoir la réglementation dans son entièreté et de mieux articuler les obligations respectives. À cet égard, le Luxembourg a invité la Commission européenne à faire preuve d'ambition et à suggérer d'autres propositions de simplifications réglementaires.

ad 5) Tel qu'esquissé ci-dessus, le Gouvernement partage l'ambition de simplification tout en maintenant les grands objectifs desdites directives. S'agissant d'une négociation en plein cours, la position du Gouvernement évoluera en fonction des discussions et du paquet global.

Mise à disposition de capacités de communication par satellite | Question **2107** (18/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Starlink ass ee Satellittesystem, deen zënter dem Ufank vun der russescher Invasioun fir d'Verdeedegung vun der Ukrain genotzt gëtt an dem Land gehollef huet, fir net digital komplett ofzebriechen. Den Elon Musk, Besëtzer vu Starlink, huet rezent ugedeit, dass ouni de Starlink d'Verdeedegung vun der Ukrain géif zesummebriechen an domadder méi oder manner direkt dem Land gedrot, fir de Starlink ofzeschalten.

An der Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 2061 hat d'Ministesch geschriwwen, dass Lëtzebuerg als Coleader vun der IT Coalition amgaangen ass, „mat Estland an der Ukrain ze analyséieren, wéi an dësem Kader Satellittekommunikatiounskapazitéite genotzt kënne ginn, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen".

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Wéi een Datum wëll d'Regierung sech ginn, bis déi éischt Satellittekommunikatiounskapazitéite fir d'Sécherheet vun der Ukrain kënne genotzt ginn?

Réponse (26/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

D'Satellittekommunikatiounskapazitéite wäerten zur Verfügung gestallt ginn, wann dat d'Besoinen, déi an der IT Coalition definéiert ginn, erfëllt. Aus Sécherheetsgrënn kënne mir dëse Sujet generell net kommentéieren.

Comptes satelittes du sport | Question **2109** (19/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem rezenten Interview huet de Sportminister et bedauert, dass et keng statistesch Zuelen iwwer de Sport zu Lëtzebuerg géif ginn an hien dowéinst un den Direkter vum Statec erugetruede wär. Elo ass et awer esou, dass am Dezember 2021 schonn déi sougenannte Satellittekonten am Sport („compte satelittes du sport") vun de Joren 2016–2020, an Zesummenaarbecht eebe mam Statec, publizéiert goufen. No ville Beméiungen an och grousse Investissementer ass eng Method opgestallt ginn, fir d'Resultater vun de Satellittekonten alljoers kënnen ze publizéieren. Och ass deemools an deem Kader eng interessant Etüd iwwert de Benevolat am Sport publizéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Firwat sinn zanter dem Joer 2021 keng weider Satellittekonte publizéiert ginn, wëssend, dass dës interessant Zuelen iwwer de Sport zu Lëtzebuerg ervirbruecht hunn?

2. Gedenkt d'Regierung, dës Satellittekonten, mat der Hëllef vum Statec, erëm opzestellen an esou ënnert anerem d'Evolutioun vun 2021–2024 siichtbar ze maachen?
– Wann nee, firwat net?
– Wa jo, gedenkt d'Regierung, dës Satellittekonten dann nees fir all Joer opstellen ze loossen?

Réponse (07/04/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Resultater vun de Sportsatellittekonte goufen am Dezember 2021 fir déi éischte Kéier vum Sportsministère publizéiert. Parallell hat och de Statec eng Publikatioun gemaach.

Zënterhier sinn d'Aarbechte kontinuéierlech weidergelaf an all Joer ass en Update vun den Zuele gemaach ginn. Dës allerdéngs net méi iwwer de Kommunikatiounskanal vum Sportsministère, mee iwwer de Statec. Op https://lustat.statec.lu gesäit een d'Evolutioun vun 2016 u bis déi lescht Zuelen 2023, déi rezent dobäi gesat gi sinn.

Et gëtt sech awer aktuell, an Zesummenaarbecht mam Statec, Gedanke gemaach, wéi een d'Resultater vun de Sportsatellittekonte kommunikatiounstechnesch kann opwäerten.

Maison des sports | Question **2110** (19/03/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zanter Jore scho freet den COSL fir sech a fir déi agreéiert Sportfederatiounen nei Raimlechkeeten, well d'Maison des sports op der Arelerstross scho laang ze kleng ass an den haitegen Usprëch net méi gerecht gëtt. Viru Joren huet déi deemoleg Regierung schonn no Raimlechkeete fir eng nei Maison des sports gesicht. An der Lescht gouf och vill an der Lëtzebuerger Sportswelt doriwwer spekuléiert. An enger Reunioun vum Sportminister mam COSL ufanks Januar 2025 gouf dëse Sujet erëm thematiséiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Gëtt et entre-temps eng konkreet Pist fir eng nei Maison des sports?
– Wa jo, wou soll dës hikommen?
– Wa jo, wéi héich sinn d'Käschte fir déi nei Gebailechkeeten?

2. Bleift et dobäi, dass de Staat d'Käschte fir déi nei Maison des sports iwwerhëlt an sech och weiderhin un de Fonctionnementskäschte bedeelegt?

3. Wäert och den LIHPS hei ënnerdaach kommen an dann och deem seng Käschte weiderhin integral vum Staat ofgedeckt ginn?

Réponse (17/04/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. Sou wéi op der leschter Generalversammlung vum Comité olympique et sportif luxembourgeois (COSL) den 29. Mäerz annoncéiert, wäert déi nei Maison des sports a Gebailechkeeten op d'Cloche d'Or kommen. Vu datt de Lëtzebuerger Staat d'Gebai bei engem private Promoteur lount, kann ech d'Käschten heifir net chiffréieren.

ad 2. Jo.

ad 3. Den LIHPS wäert och weiderhi Büroe vum Lëtzebuerger Staat gestallt kréien. Duerch d'Natur vu sengen Aufgabe brauch de LIHPS Bürosflächen op ënnerschiddleche Plazen. Dofir gëllt et an de nächste Méint ze klären, ob dës och an der neier Maison des sports gebraucht ginn.

Personnel « hors statut CFL » | Question **2111** (19/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Iwwert 5.000 Persoune schaffe bei den CFL mam Zil, fir Lëtzebuerg um Rullen ze halen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0949 hat d'Ministesch méi detailléiert Donnéeën iwwert d'Personalsituatioun bei den CFL geliwwert. Wärend d'Gesamtbeleegschaft ëm 8 % (ronn 400 Leit) gewuess ass, fält d'Kategorie „Hors statut CFL" op, wou a véier Jore ronn 66 % Wuesstum ze gesinn ass (vun 127 op 211 Persounen).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hors-cadres sinn aktuell bei den CFL agestallt?

2. Wéi eng Aarbechtskonditiounen applizéieren sech op dës Personalkategorie?

3. Wéi ass den iwwerproportionale Wuesstum vu 66 % op véier Joer ze erklären?

4. Kann d'Ministesch déi gesamt Remuneratiounskäschte fir déi verschidde Karriäre bei den CFL opléschten, dëst fir d'Joren 2020 an 2024?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'CFL-Personal „hors statut", spezifesch iwwer den ënnerschiddleche Wuesstum vun deene verschiddene Personalkategorien.

Op de 15. Mäerz 2025 sinn 223 Cadres hors statut (Carrière D) bei den CFL agestallt.

Fir dës Populatioun sinn déi selwecht Aarbechtskonditiounen applicabel wéi beim Personal ënner dem „statut du personnel CFL", ausser spezifesch am Aarbechtskontrakt gereegelt Bestëmmungen.

Dëse Wuesstum ass ze erklären duerch e verstäerkte Besoin am Kader vun de ville Projeten an der Infrastruktur, vum Ausbau an der Optimiséierung vum Service public a vun der Digitaliséierung an allen Aktivitéite vum Groupe CFL. Dës Entwécklung erfuerdert e verstäerkte Besoin un héich qualifizéierter Expertis a Féierungsfunktiounen.

D'Remuneratiounskäschte betreffend d'CFL-Personal ginn all Joer an de Comptes annuels vun den CFL publizéiert a sinn ze fannen an de „Comptes de profits et pertes : 6. Frais de personnel (note 17)".

Am Tableau ↑ heidrënner dann d'Opléschtung vun de Personalkäschte souwéi d'Unzuel vum Personal an de Joren 2020 an 2023; d'Comptes annuels vum Joer 2024 sinn aktuell nach net publizéiert.

Passage à niveau à Lorentzweiler | Question **2112** (19/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op Social Media ass ee Post ze gesinn, op deem eng Awunnerin zu Luerenzweiler op d'Situatioun vun der Zuchbarrière an der Rue de l'Alzette opmierksam mécht. D'Barrière wier reegelméisseg zou an an deem Fall kommen d'Awunner hannert der Barrière net méi op déi aner Stroossesäit. Deen eenzeg gepléischterte Wee eraus féiert iwwert d'Vëlospisten hannerem op Hënsdref. Wéi een aneren Notzer erkläert, ass dat de Fall, wann ee lokale Schantje vun den CFL op där Plaz war an den Automatikbetrib vun der Barrière bis op Weideres annuléiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Barrière op dëser Plaz an der leschter Zäit reegelméisseg gespaart war?

2. Wéi kommen d'Rettungsdéngschter op d'Plaz, wann d'Barrière zou ass?

3. De Passage à niveau soll an Zukunft ewechgeholl ginn (nouvelle liaison Lorentzweiler–Hunsdorf suppression du passage à niveau PN20b). Wéini wäerten d'Aarbechte viraussiichtlech ofgeschloss sinn?

Réponse (07/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Barriär 20a südlech, souwéi 20b nërdlech vun der Gare vu Luerenzweiler an d'Auswäichméiglechkeete fir de motoriséierte Verkéier wann dës zou sinn.

D'Barriär 20a zu Hielem an der „rue de l'Alzette", déi automatesch vun den Zich an- an ausgeschalt gëtt, war am Mäerz 2025 7-mol gestéiert. Wärend de Reparaturaarbechten ass ee „gardiennage sur place" vun der Barriär gemaach ginn, d. h. wa keng Zich gefuer sinn, war d'Barriär op. Zu verschiddene Momenter vun deenen Aarbechten huet d'Barriär méi laang missen zoubleiwen. An engem Noutfall wär et awer méiglech gewiescht, d'Barriär opzemaachen.

Am Fall wou d'Barriär 20a länger Zäit zou ass, kommen d'Rettungsdéngschter iwwert déi nei Verbindungsstrooss tëschent Luerenzweiler an Hënsdref an iwwert ee Vëloswee, deen an engem gudden Zoustand ass, op Hielem.

Déi nei Verbindungsstrooss tëschent Luerenzweiler an Hënsdref ass zanter dem 9. Mäerz 2023 fir den Trafick op an d'Barriär 20b zu Luerenzweiler ass fir den Autostrafick zougemaach ginn (Foussgänger konnten nach iwwert d'Barriär goen). Zanter dem 5. November 2023 ass d'Barriär 20b zu Luerenzweiler komplett zou.

Délit de fuite | Question **2113** (19/03/2025) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Le délit de fuite est une infraction routière pouvant entraîner des poursuites judiciaires diverses, dont le retrait de points, une saisie du véhicule, la suspension du droit de conduire, voire une peine d'emprisonnement en fonction de la gravité de l'infraction. Malgré ces sanctions dissuasives, les délits de fuite semblent se produire de plus en plus souvent dans le cadre de contrôles d'alcoolémie, de vitesse et lors d'accidents routiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment les statistiques autour des condamnations pour délit de fuite ont évolué au Grand-Duché du Luxembourg au cours des dix années passées ?

2) Sur cette période, combien de délits de fuite ont été enregistrés impliquant des personnes blessées ou tuées ?

3) Est-ce que tous les délits de fuite constatés ont été poursuivis ?

4) Combien de conducteurs auteurs de délits de fuite ont été retrouvés et interpellés ? Combien d'auteurs n'ont pas pu être retrouvés ?

Réponse (22/04/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Les données présentées dans le tableau ↑ ci-dessous illustrent l'évolution des condamnations pour délit de fuite au Luxembourg entre 2015 et

2024. Elles reflètent le nombre de personnes ayant eu une inscription au casier judiciaire pour ce type d'infraction, sur base de décisions coulées en force de chose jugée.

Personnes ayant eu une inscription au casier judiciaire en matière de délit de fuite (décision coulée en force de chose jugée)[25]

ad 2) Les statistiques sur les « délits de fuite impliquant des personnes blessées ou tuées » ne sont disponibles qu'à partir de 2017 dans les bases de données de la police.

De 2017 à 2024 inclus, 597 faits de « délits de fuite impliquant des personnes blessées ou tuées » ont été recensés. Parmi ces 597 faits, un seul était lié à un accident mortel.

ad 3) Le tableau ci-dessous permet d'analyser les délits de fuite enregistrés au Luxembourg sur la période de 2020 à 2024, en distinguant les cas pour lesquels l'auteur a pu être identifié de ceux où l'auteur demeure inconnu.

Auteurs connus/inconnus en matière de délit de fuite par parquet[26]

L'examen des données révèle que, dans une proportion significative des affaires, l'auteur de l'infraction reste non identifié, ce qui empêche la poursuite de ces dossiers au niveau pénal.

Il convient de souligner que les statistiques présentées concernent exclusivement les cas dans lesquels le délit de fuite a été formellement retenu comme qualification pénale. Par ailleurs, selon les précisions fournies par le système JU-CHA, chaque dossier concerne généralement une seule personne.

ad 4) Sur les 597 faits de délits de fuite impliquant des personnes blessées ou tuées recensés dans les bases de données de la police, 446 conducteurs auteurs de ces infractions ont pu être identifiés et interpellés et un procès-verbal a été dressé à leur encontre. 151 faits n'ont pas été élucidés à ce jour.

Position du Luxembourg face aux récentes évolutions diplomatiques liées à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine | Question **2114** (19/03/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Au vu de l'entretien téléphonique entre les présidents américain et russe Donald Trump et Vladimir Putin pendant lequel les deux chefs de l'État ont discuté, en l'absence de l'Ukraine, pays concerné en premier lieu par la guerre d'agression illégale menée par l'Ukraine, des suites à réserver à ce conflit.

Outre l'absence de solutions tangibles à l'horizon, le fait même que de telles discussions aient lieu sans la participation de l'Ukraine, victime directe de cette guerre, marque un recul regrettable en matière de droit international et de relations diplomatiques. Le président américain met l'Ukraine sous pression, alors que sa population souffre depuis maintenant 3 ans de la guerre illégale menée par la Russie et négocie avec l'agresseur.

Cette approche, où l'agresseur négocie directement avec un acteur extérieur sans impliquer la partie agressée, pourrait affaiblir les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale et, à terme, encourager d'autres violations du droit international.

Je souhaite dans ce contexte poser les deux questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelle est la position du Luxembourg concernant cet entretien téléphonique et son issue ?

2) Comment Monsieur le Premier ministre compte-t-il s'engager au niveau européen pour que les solutions de paix ne soient pas discutées en l'absence de l'Ukraine et de l'Union européenne à la table des négociations ?

Réponse (26/03/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

ad 1) Le Premier ministre ne commente pas les échanges téléphoniques entre chefs d'État étrangers.

ad 2) Le Gouvernement s'engage à tous les niveaux en faveur d'une paix juste et durable en Europe.

Au sein du Conseil européen, le Premier ministre défend avec ses homologues la nécessité d'un cadre de négociation inclusif, garantissant la présence de l'Ukraine et de l'Union européenne à toute discussion sur les solutions de paix. Il rappelle que l'avenir de la sécurité européenne ne peut être décidé sans l'Europe.

Relations d'affaires de l'État luxembourgeois avec des entreprises contrôlées par Elon Musk | Question **2115** (19/03/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Monsieur Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, s'emploie depuis plus d'un an, à partir de sa messagerie « X », à propager de fausses informations et incitations à la haine et à s'immiscer dans les campagnes électorales de pays européens en soutien à des formations politiques d'extrême droite, prônant la xénophobie, l'antisémitisme et l'hostilité à l'Union européenne.

En parallèle à son activité politique, Monsieur Musk continue à développer ses multiples entreprises, souvent d'ailleurs à partir de marchés publics.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Est-ce que l'État luxembourgeois, à travers ses ministères, administrations et établissements publics, entretient des relations d'affaires avec l'une des entreprises contrôlées par Monsieur Musk ? Si oui, avec lesquelles ?

2) Dans l'affirmative, est-ce qu'il entend poursuivre ces relations ?

3) Le Gouvernement entend-il acquérir des véhicules de la marque Tesla pour les flottes de différentes administrations, telles que la Police grand-ducale ou encore le Service de protection du Gouvernement ? Est-ce qu'il compte vendre les véhicules Tesla qui se trouvent dans la flotte de ces administrations ?

4) Spécifiquement, le Gouvernement poursuit-il des projets de coopération avec SpaceX ou Starlink ?

5) Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès de l'ESA pour s'opposer à ce que l'Agence spatiale européenne continue à avoir recours à des lancements au moyen de fusées SpaceX ?

6) Est-ce que le Fonds de compensation luxembourgeois occupe des positions dans des entreprises qui sont contrôlées par Monsieur Musk ou dans lesquelles il a une participation qualifiée, ceci directement ou indirectement à travers des fonds d'investissement ou d'autres instruments dérivés ?

Réponse (22/04/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 1462, la Direction de la défense dispose d'un contrat avec SpaceX pour le lancement du satellite d'observation LUXEOSys.

Par ailleurs, il existe une relation administrative avec le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, étant donné que la société Tesla, à l'instar d'autres sociétés qui sollicitent des autorisations similaires, a récemment soumis une demande d'autorisation ministérielle pour la réalisation de tests scientifiques pour des véhicules autonomes de niveau 4 sur les routes luxembourgeoises. Cette demande est en cours de traitement.

ad 2) Au sujet du contrat avec SpaceX, nous nous référons à la réponse à la question parlementaire n° 1718, qui détaille les raisons pour lesquelles les relations seront poursuivies à ce stade.

Concernant la demande de la société Tesla pour la réalisation de tests scientifiques pour des véhicules autonomes, il convient de noter que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit de faire du Luxembourg un pionnier en matière de conduite autonome. Voilà pourquoi, l'État luxembourgeois soutient activement les initiatives permettant d'atteindre cet objectif.

ad 3) Depuis 2018, l'acquisition des véhicules 100 % électriques et de plug-in hybrides se fait de façon centralisée sous la compétence du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. À cette fin, le ministère lance annuellement une soumission par procédure ouverte pour l'acquisition de ces véhicules sans que la société Tesla n'ait participé à ce marché depuis lors. L'acquisition de ces véhicules se fait de manière objective selon des critères d'attribution et de prix fixés annuellement dans le cahier des charges.

Actuellement, l'État compte 4 véhicules de la marque Tesla dans son parc automobile. Il s'agit de deux véhicules acquis en 2018 pour un projet pilote d'électromobilité de la Police grand-ducale (cf. question parlementaire n° 0470 du 13/03/2024), d'un véhicule acquis en 2020 pour le Service de protection du Gouvernement et d'un véhicule acheté en 2024 par l'Administration des douanes et accises.

Ces véhicules restent en service jusqu'à la fin de leur cycle de vie normal.

ad 4) Il y a lieu de se référer à la réponse apportée à la première question. Il convient de noter qu'à l'exception du contrat conclu avec la Direction de la défense, ni les ministères concernés, ni l'Agence spatiale luxembourgeoise, la « Luxembourg Space Agency » (LSA), ne poursuivent des projets de coopération avec SpaceX ou Starlink.

ad 5) Le Luxembourg n'entretient actuellement aucune mission avec l'Agence spatiale européenne associée au lancement de fusées SpaceX.

ad 6) En premier lieu, les auteurs veulent savoir si le Fonds de compensation (FDC) occupe des positions dans des entreprises contrôlées par Elon Musk.

Elon Musk contrôle ou est associé à plusieurs entreprises, principalement dans les secteurs de la technologie, de l'espace, de l'énergie et des transports. Les principales entreprises qu'il dirige ou dans lesquelles il détient une participation importante sont Tesla, SpaceX, The Boring Company, Neuralink et X (auparavant Twitter), toutes des sociétés privées à l'exception de Tesla. À titre de rappel, le FDC investit uniquement dans des sociétés cotées.

Avec une capitalisation boursière actuelle d'environ 750 milliards de US dollars, Tesla est actuellement en huitième position dans l'indice de référence MSCI World.

Le FDC tient dans différents compartiments de sa SICAV des actions de la société Tesla.

[25] Source (Autorités judiciaires) : Casier judiciaire, JU-CHA, Extraction 06/04/2025

[26] Source (Autorités judiciaires) : Affaires nationales, JU-CHA, Extraction 06/04/2025

En deuxième lieu, la question se réfère à une éventuelle participation qualifiée du FDC dans les entreprises contrôlées par Monsieur Musk, ceci directement ou indirectement à travers des fonds d'investissement ou d'autres instruments dérivés.

Une participation qualifiée dans une entreprise cotée en bourse désigne la détention d'une part significative du capital de l'entreprise, souvent accompagnée d'un droit de vote important, ce qui permet à l'actionnaire de jouer un rôle influent dans la gestion de l'entreprise. Le seuil à partir duquel une participation est qualifiée peut varier en fonction des juridictions et des régulations boursières.

En général, dans de nombreuses législations (notamment au sein de l'Union européenne), une participation qualifiée correspond à la détention d'un pourcentage de l'entreprise supérieur ou égal à 5 % du capital ou des droits de vote.

Le FDC détient à travers sa SICAV des actions de Tesla d'un ordre de grandeur de € 80 millions, donc approximativement 0,011 % du capital boursier de la société. Cette exposition à Tesla représente 0,31 % de la valorisation totale de la SICAV du FDC.

Construction d'un hôtel et d'un centre de bien-être à Rodange | Question **2116** (19/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Rodange soll ee Jugend- a Familljenhotel gebaut ginn an dëse Projet stéisst op Widderstand vu Bierger:innen aus der Gemeng Péiteng, well een hei, no vun engem Natura-2000-Gebitt, wäert eng gréisser Fläch versigelen, op Käschte vun der Natur. Den Ëmweltministère hat den 13. Juli 2022 op Basis vum Naturschutzgesetz eng Autorisatioun ginn, déi de Bau vun engem Familljenhotel am Dhoil zu Rodange erlaabt.

Nieft dem Hotel ass och de Bau vun engem Wellness-Zentrum geplangt um Terrain mat der Parzellnummer 1376/6428, deen zwar am Bebauungsplang vun der Gemeng (PAG) an enger Zone „de bâtiments et d'équipements publics (BEP)" klasséiert ass, mee u sech eng natierlech Pufferzon an engem Natura-2000-Gebitt ass. De Buergermeeschter huet op dëser Plaz eng Baugeneemegung erdeelt an, an enger rezenter Äntwert op eng schrëftlech Fro informéiert, dass Sondagen um Terrain realiséiert goufen an 43.200 € virgesi sinn, fir geotechnesch an archeologesch Etüden hei ze realiséieren.

Op dësem Terrain war am Kader vun der Baugeneemegung d'Iddi an de Pläng opbruecht ginn, dass den Zougang zum Wellness iwwert een ënnerierdesche Passage oder Tunnel soll geschaf ginn, wat een Impakt op d'Ëmwelt wäert hunn, am Hibléck op Waasser (ënnerierdesch Quellen op der Plaz) souwéi den Aushub vu Buedem.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Musse fir de Bau op der Parzell N° 1376/6428 Ëmweltimpaktetüde realiséiert ginn a wéi eng Aspekter vun engem Bauteprojet mussen dem Ëmweltminister virgeluecht ginn?

2. Wäerten d'Resultater vun de Sondagen um Terrain souwéi d'Impaktetüde veräffentlecht ginn?

Réponse (11/04/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Parzell N° 1376/6428 läit an enger Zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP) direkt nieft enger Natura-2000-Zon. Ob eng Ëmweltimpaktetude nom Paragraph 2 Punkt 2 vum Artikel 32 vum Naturschutzgesetz muss gemaach ginn, kann een eréischt beurteele wann e konkreete Projet virläit.

Ob de Projet eng Ëmweltverträglechkeetsprüfung op Grondlag vum Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Ëmweltverträglechkeetsprüfung muss maachen (Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement) hänkt dervun of, ob de konkreete Projet ënnert dës Legislatioun fält.

All Projet kann dem Kommodo-, dem Waasser- oder dem Naturschutzgesetz ënnerleien.

Aktuell huet den Ëmweltministère keng Informatiounen zu engem konkreete Projet virleien.

ad 2. Dokumenter, op deenen eng Decisioun berout, kënnen am Prinzipp ugefrot ginn.

Insatisfaction des agents du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Question **2117** (19/03/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Selon un sondage dont l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land » a fait référence dans sa publication du 14 mars de cette année, que 22,2 % des agents du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ne sont pas du tout satisfaits de leur travail. Cependant, la moyenne d'insatisfaction se situe qu'à 9 % pour tous les agents des 35 administrations en général.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Comment Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité explique-t-il ce taux d'insatisfaction élevé ? Quelles mesures a-t-il l'intention de prendre pour remédier à cette situation ?

– Combien de ministères et d'administrations ont participé à cette enquête ?

– Quels sont les résultats de ladite enquête pour les autres administrations ?

– Est-ce que les résultats de l'enquête vont être publiés ? Dans la négative, pour quelle raison ?

– Quelles conclusions Monsieur le Ministre de la Fonction publique tire-t-il de cette enquête ? Quelles sont les suites prévues ?

Réponse (03/04/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

La question de l'honorable Député fait référence à l'outil de sondage du personnel que le Ministère de la Fonction publique et le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) offrent depuis 2019 aux ministères et administrations étatiques ainsi qu'aux administrations communales. Ce service de sondage est proposé dans une optique de professionnalisation de la gestion des ressources humaines et des pratiques de management, ainsi que de l'amélioration de la qualité de vie au travail.

Un sondage du personnel est réalisé à la demande de la direction d'un ministère ou d'une administration. Depuis 2019, 36 entités ont eu recours à ce service, dont 9 ministères, 24 administrations étatiques et 3 administrations ou syndicats communaux. Le sondage du personnel est donc un service sur mesure, offert à une administration qui en fait la demande, et se compose du questionnaire standardisé du CGPO, de la possibilité d'élaborer des questions sur mesure en fonction du contexte de l'administration, de l'analyse des résultats et de la proposition d'un accompagnement dans la mise en place d'actions d'amélioration.

Afin de permettre le déroulement serein d'un sondage du personnel, de créer un climat de confiance dans l'administration demanderesse et d'inciter le plus d'entités possibles à utiliser un tel service, il a été décidé de ne pas divulguer les résultats. Chaque entité reçoit ses propres résultats qui sont ensuite communiqués en interne au personnel. Le CGPO propose en outre une comparaison de ces résultats par rapport à la moyenne des résultats de toutes les entités ayant participé depuis 2019 (cf. supra).

Le Ministère de la Fonction publique, en tant que représentant de l'État employeur, se félicite qu'un certain nombre d'entités aient déjà profité de ce service essentiel dans une gestion des ressources humaines professionnelle et une approche de leadership moderne, où le bien-être du personnel est au centre de l'attention.

Pour ce qui est plus particulièrement du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, il y a lieu de noter que c'est pour la première fois qu'un tel sondage a été réalisé au sein de ce ministère. La volonté du ministre et de la direction est d'avoir une image complète de la perception du ministère par les agents afin de pouvoir prendre des mesures qui tiennent compte des résultats du sondage telle une amélioration de la communication interne. L'objectif poursuivi est de professionnaliser et d'optimiser le management et le leadership en tenant compte des préoccupations des agents.

Assemblées générales de copropriétés par vidéoconférence | Question **2118** (19/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wärend der Covid-19-Pandemie huet een erausfonnt, dass ee vill Zäit a Ressourcë ka spueren, andeems ee Reuniounen iwwert Videokonferenz ofhält. Esou goufe wärend der Pandemie eng séllege Sitzungen a Firmen a souguer an Institutiounen, wéi der Justiz oder Gemengeréit, an hybrider Form iwwert Videokonferenz ofgehalen.

Dës positiv Neierung ass zum Deel bis haut op ville Plaze bäibehale ginn. D'Gesetz vum 10. August 1915 concernant les sociétés commerciales huet am Artikel 450-1 festgehalen, dass d'Assemblée générale vun enger Aktiegesellschaft kann iwwert Visiokonferenz duerchgefouert ginn. Dat selwecht gouf am neien ASBL-Gesetz vun 2023 am Artikel 12 (3) fir de Benevolat festgehalen.

D'Videokonferenz ass awer nach net fir all Assemblée générale virgesinn. Bei Koproprietéite mussen d'Wunnengsbesëtzer nach ëmmer physesch präsent sinn, fir valabel kënnen Entscheedungen ze huelen. Am Artikel 15 vum Gesetz vum 16. Mee 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis steet geschriwwen: „Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés par un mandataire régulier, tous les copropriétaires dûment convoqués, s'il n'en est autrement ordonné par la loi."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung Ännerungen um Gesetz virhuelen, fir dass d'Assemblées générales vu Koproprietéiten an Zukunft och an digitaler Form kënnen organiséiert ginn? Falls nee, firwat net?

Réponse (09/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Als Äntwert op dem Här Deputéierte Marc Goergen seng Fro betreffend d'„assemblées générales de copropriétés par vidéoconférence", gëtt ënnerstrach, dass den Departement fir Wunnengsbau deemnächst

de Groupe de travail – Copropriété wäert relancéieren, fir d'Gespréicher mat de betraffenen Acteuren am Kader vun der geplangter Reform vum Gesetz iwwert d'Kopropriétéiten opzehuelen (Loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis). An dësem Aarbechtsgrupp sëtze Vertrieder aus verschiddenen ëffentleche Verwaltungen, aus dem Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg, esouwéi aner wichteg Acteuren, déi en direkten oder indirekte Lien hu mat de Kopropriétéiten.

An dësem Aarbechtsgrupp soll ënnert anerem iwwert Theeme wéi d'Aféiere vun der Videokonferenz am Kader vun den Assemblées générales vu Kopropriétéiten diskutéiert ginn, fir an nächster Zukunft zu engem éischten Entworf vun engem Gesetzestext ze kommen, dee sech den Erausfuerderunge vun der aktueller Zäit unhëlt.

Gens du voyage | Question **2119** (19/03/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Récemment, un article de presse a évoqué les Roms résidant au Luxembourg qui regrettent de ne pas recevoir le soutien nécessaire de la part de l'État.

Malheureusement, il arrive encore trop souvent que les communautés non sédentaires soient stigmatisées. L'incompréhension de leur mode de vie et l'ignorance conduisent à leur exclusion de la société. L'année dernière, dans le cadre de l'interdiction de la mendicité, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures avait argumenté qu'il fallait combattre la criminalité organisée émanant des Roms. Cette affirmation n'a toutefois pas pu être prouvée.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Actuellement, il n'y a pas d'aire au Luxembourg où les gens du voyage peuvent faire une halte avant de repartir. Monsieur le Ministre peut-il préciser les raisons ?

2) En 2005, le Conseil de l'Europe avait pourtant émis une recommandation concernant le sujet d'une aire de transit ou de halte pour les gens du voyage, qui avait également été validée par le Luxembourg mais qui n'a jamais été mise en œuvre. Le média « WOXX » a récemment interrogé Monsieur le Ministre sur les raisons de cette situation. Celui-ci a transmis la question à la police. Qu'est-ce qui a poussé Monsieur le Ministre à déclarer que cette question relevait de la compétence de la police ?

Réponse (15/04/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) À notre connaissance, il n'existe pas une telle demande.

ad 2) En cas d'installation illégale de gens du voyage, je tiens à rappeler que les dispositions du Code de la route sont applicables (p. ex. il est interdit de stationner une roulotte non accouplée sur la voie publique [art. 167]). C'est pourquoi, le média « WOXX » a été redirigé vers la Police grand-ducale, en raison de sa compétence dans le domaine de la réglementation concernant le stationnement sur la voie publique.

Contrairement à la France, les communes luxembourgeoises ne sont pas obligées légalement de mettre de telles aires à disposition des gens du voyage. La recommandation Rec(2005)4 du Comité des ministres aux États membres relative à l'amélioration des conditions de logement des Roms et des gens du voyage en Europe, à laquelle le député fait référence, prévoit qu'il est tout à fait loisible aux communes, qui bénéficient de l'autonomie communale, de « remplir leurs obligations à l'égard des Roms[27] – comme envers toute autre personne ayant le même statut juridique – dans le domaine du logement », si besoin en est.

Donc, si une commune, comme par exemple la commune de Dudelange, souhaitait que des gens du voyage s'installent sur son territoire, les responsables politiques pourraient accueillir des gens du voyage.

Introduction de la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation | Question **2120** (20/03/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le programme de coalition prévoit l'introduction de la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation. Selon le texte, cette approche pourrait faciliter la recherche d'auteurs d'infractions, de véhicules signalés ou volés ou s'avérer d'une grande utilité dans des cas de disparitions inquiétantes. Les caméras respectives peuvent photographier en temps réel les plaques d'immatriculation et sont en mesure de les comparer aux bases de données des autorités policières nationales et européennes, à travers le système d'information Schengen. Actuellement, de nombreux pays – dont notamment la France, la Belgique et l'Allemagne – ont déjà recours à de tels systèmes pour traquer les criminels. Récemment, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a exprimé son souhait d'élaborer une loi encadrant l'utilisation d'un tel système de vidéosurveillance.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans la réponse conjointe de Madame la Ministre de la Justice, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics à la question parlementaire n° 1726 du 6 janvier 2025, les ministres ont argumenté que l'usurpation de plaques d'immatriculation est un phénomène constaté au Luxembourg. Néanmoins, les cas liés à l'usurpation de plaques d'immatriculation sont enregistrés au titre de vols de plaques puisque cette pratique ne constitue pas une infraction autonome dans la législation luxembourgeoise. Considérant les effets néfastes de l'usurpation d'identité et le risque d'une augmentation future de l'usurpation d'identité suite à l'introduction d'un système intelligent de reconnaissance des plaques d'immatriculation, Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils de durcir les sanctions à l'égard des responsables d'usurpation de plaques d'immatriculation ?

2) En ce qui concerne la sécurité routière, existe-t-il des projets visant à mieux identifier les automobilistes dangereux et agressifs à l'avenir ?

Réponse (24/04/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Un projet de loi qui a pour objet la création d'un système ANPR (Automatic Number Plate Recognition) sera déposé avant les vacances d'été 2025 à la Chambre des Députés. Ce système simplifiera l'identification de véhicules suspects et sera présenté sous toutes ses facettes lors du dépôt.

Une analyse après la mise en œuvre de ce système permettra de déterminer si un risque d'augmentation d'infractions liées à l'usurpation de plaques d'immatriculation existe et si les sanctions doivent à terme être adaptées.

ad 2) Actuellement, le Gouvernement n'entend pas, mis à part des radars automatiques déjà opérationnels, mettre en place un système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation.

Par ailleurs, l'un des piliers centraux du Plan national « sécurité routière 2024-2028 » présenté en janvier 2025 concerne le comportement humain avec deux axes à savoir la sensibilisation et la prévention ainsi que la formation et la conduite.

Dépenses militaires | Question **2121** (20/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'EU-Länner mussen an Zukunft selwer méi fir hir Verdeedegung maachen a vill Länner preparéieren dofir massiv Investissementer an hir Verdeedegung. Och déi lëtzebuergesch Regierung huet ugekënnegt, dass d'Verdeedegungsausgabe wäerten an d'Luucht goen. An der Vergaangenheet goufe schonns eng Rei Rekordinvestissementer gemaach, dorënner d'lescht Joer vun 2,6 Milliarden Euro fir den Akaf vu Gefierer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Kann d'Ministesch opléschten, aus wéi enge Länner dat lëtzebuergescht Militärmaterial an deene leschten 10 Joren akaf ginn ass?

Réponse (17/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

An deene leschten 10 Joer gouf aus follgende Länner Militärmaterial kaf:

– Belsch
– Dänemark
– Däitschland
– Estland
– Finnland
– Frankräich
– Griichenland
– Irland
– Israel
– Italien
– Kanada
– Lettland
– Litauen
– Lëtzebuerg
– Norwegen
– Polen
– Portugal
– Rumänien
– Slowakei
– Slowenien
– Spuenien
– Schweden
– Schwäiz
– Tschechien
– Vereenegt Staate vun Amerika

Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) | Question **2122** (20/03/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Zu Lëtzebuerg spillt den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS) eng zentral Roll an der Ënnerstëtzung vu Schüler mat spezifesche Besoinen. Et ass eng wichteg Initiativ, déi d'Schoulinklusioun fërdert. Allerdéngs feelt et un enger detailléierter Beschreiwung vun de Missioune vum I-EBS, déi et erlabe géif, dës mat den zentrale Kompetenze vum genannte Studium ze vergläichen.

[27] désigne les communautés roms/tsiganes et des gens du voyage, et doit être interprété comme englobant l'ensemble des groupes concernés dans toute leur diversité

D'Inklusioun an d'Férderung vu Schüler mat spezifesche pädagogesche Besoine stellen eng essenziell Erausfuerderung am Bildungssecteur duer. Fir d'Léierpersonal op dës Missioun virzebereeden, gëtt et ëmmer méi spezifesch Studiegäng, wéi zum Beispill an Däitschland wou et e Curriculum am „Lehramt Sonderpädagogische Förderung" gëtt an et wäerte sécher ëmmer méi ginn. Dës Formatioune leeën e besonneschen Akzent op d'Didaktik an d'individuell Férderstrategien, fir d'Schüler beschtméiglech an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

– Wéi e Profill gëtt fir d'Rekrutéierung vum Personal beim I-EBS gesicht? Wéi eng Qualifikatiounen a Kompetenze ginn erwaart?

– Kann de Minister eng detailléiert Beschreiwung vun de Missioune vum I-EBS zur Verfügung stellen, déi et erméiglecht, dëst mat Curriculum vu Studiegäng ze vergläichen?

– Ass et méiglech fir Leit mat Ausbildungen an der sonderpädagogescher Férderung, déi op d'Erausfuerderunge vun Didaktik a Pädagogik an de Schoulen ausgeriicht sinn, sech op Poste vum I-EBS ze mellen?

– Wéi vill Mataarbechter sinn aktuell als I-EBS beschäftegt, an ass geplangt, dës Unzuel an Zukunft ze erhéijen?

Réponse (18/04/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Fir den direkten Accès an d'Funktioun vum spezialiséierten Enseignant fir Schüler mat spezifesche Besoinen (I-EBS) muss e brevetéierten Enseignant zwee Déngschtjoer ab der Nominatioun als Fonctionnaire an der ëffentlecher lëtzebuergescher Grondschoul absolvéiert hunn an ee Master kënne virweisen, deen a Relatioun mam Begleede vu Schüler mat spezifesche Besoine steet. Dernieft ginn, wéi fir d'Agente vun der Fonction publique virgesinn, d'Mechanisme vum Changement de carrière applizéiert an esou kënnen déi genannte brevetéiert Enseignantë mat mindestens 10 Déngschtjore via de Mechanismus vun der Carrière ouverte respektiv déi mat mindestens 15 Déngschtjore via de Mechanismus vun der Voie expresse an d'Funktioun vum I-EBS wiesselen.[28]

Den Aufgabeberäich vun den I-EBS ass am Detail am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen an ëmfaasst prioritär (wärend 23 Schoulstonnen an der Woch), am Kader vun enger inklusiver Approche, d'Betreiung an d'Ënnerstëtzung vu Schüler, déi Léierschwieregkeeten hunn oder sozial an emotional Bedierfnisser opweisen. Et ënnerläit dem I-EBS, an Zesummenaarbecht mam Schoulcomité an der Regionaldirektioun, d'Bedierfnisser vun der Schülerschaft ze ermëttelen an d'Mesuren, déi sollen ëmgesat ginn, un dës Bedierfnisser unzepassen.

Aktuell intervenéieren 158 I-EBS an de Regierungsprogramm gesäit vir, datt d'Unzuel vun den I-EBS am Laf vun dëser Legislaturperiod soll erhéicht ginn.

[28] Loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien (carrière ouverte) an Artikel 54 vun der Loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État (voie expresse).

Ligne de l'Attert | Question **2123** (21/03/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet fir seng Verhältnisser een zimmlech gutt opgespaantent Zuchnetz, dat an all Himmelsrichtunge vum Land an d'Haaptstad féiert. D'Schinnennetz wäert déi nächst Joren nach weider wuesse mam Bau vu weideren Tramsstrecke bis op Belval.

Et besteet och nach d'Méiglechkeet, fir al Zuchstrecken ze reaktivéieren, zum Beispill déi al Atertstreck tëschent Klengbetten a Stengefort oder Ettelbréck a Biissen, wou haut nach Schinne leien. Am nationale Mobilitéitsplang 2035, deen déi vireg Regierung decidéiert huet, steet awer, dass een dës Strecken net wéilt erëm beliewen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi steet dës Regierung zu enger Reaktivéierung vun der aler Atertlinn fir de Persouneverkéier?

2. Am Fall vun enger negativer Äntwert op déi vireg Fro: Fir wat wäerten d'Terraine vun der aler Atertlinn, déi dem Staat gehéieren, an Zukunft genotzt ginn?

Réponse (03/04/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Atertlinn. D'Regierung envisagéiert keng Reaktivéierung vun dëser Eisebunnsinfrastruktur.

Den ëffentlechen Transport ass ëmmer als Netz ze verstoen. An dësem Netz spillen d'Eisebunn, den Tram an de Bus hir Stäerkten do aus, wou déi jeeweils am gréisste sinn. De Raum ronderëm d'Atertlinn ass duerch seng Ländlechkeet charakteriséiert, wou d'Leit op vill Dierfer verdeelt wunnen. Déi fréier Atertlinn ass mat enger moderner Eisebunn net ze vergläichen, weeder vun hirer Kapazitéit, nach vun hirem Tracé hier. Hei eng komplett nei Eisebunnsstreck ze bauen, op engem neien Tracé, ass weeder fir dës Regioun déi beschte Léisung, nach am Verglach mam Investitiounsbedarf am Rescht vum Land ze rechtfäerdegen.

Dës Eisebunnsstreck, déi Ettelbréck vu Péiteng aus iwwer Klengbette verbonnen huet, ass zënter 1967 ausser Betrib.

D'Emprisen tëschent Péiteng a Colmer-Bierg:

– goufen deelweis u Gemengeverwaltungen ofgetrueden;
– goufen deelweis un d'Stroossebauverwaltung fir d'Schafe vum nationale Vëloswee N° 12 reaffectéiert. Dovu profitéieren net just d'Awunner selwer, mä och de Cyclotourimus an dëser schéiner Géigend. Tëscht Stengefort an Näerden ass d'Atertlinn jo d'„EuroVelo 5", eng vun deene just 15 Vëlospisten, déi d'Europäesch Unioun duerchquieren. Duerch rezent Verbesserungen op der belscher Säit vun dësem Streckeverlaf wäert d'Attraktivitéit vum Cyclotourismus am Westen an deenen nächste Joren nach staark zouhuelen;
– goufen deelweis u privat Proprietairen ofgetrueden;
– do gouf nëmmen e klengen Deel um Niveau vum Fonds du rail zeréckbehalen, fir kënnen en Ersatzprojet ze realiséieren, an zwar d'Suppressioun vum Passage à niveau N° 85 zu Klengbetten.

De Streckenofschnëtt tëschent Colmer-Bierg an Ettelbréck ass bestoe bliwwen a gëtt haut nach fir de Gidderschinneverkéier genotzt.

Cybersécurité des hôpitaux | Question **2125** (21/03/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Les cyberattaques connaissent une recrudescence préoccupante. Dans son rapport de 2023, l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) a mis en évidence que les attaques ciblant le secteur de la santé représentent désormais 53 % des incidents signalés, les hôpitaux étant touchés dans 42 % des cas. Afin de répondre à cette menace croissante, l'Union européenne a présenté un plan d'action européen sur la cybersécurité des hôpitaux et des prestataires de soins de santé le 15 janvier 2025 visant à renforcer la sécurité du secteur.

Un audit mené en 2023 par le European Business Reliance Centre (EBRC) a par ailleurs révélé que les établissements hospitaliers ne disposent pas d'une préparation suffisante pour faire face aux menaces cybernétiques. Dans ce contexte, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), en collaboration avec le Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) et le National Cybersecurity Competence Center (NC3), a organisé en novembre 2024 un exercice national afin d'évaluer la capacité des différents acteurs à répondre à une cyberattaque. Les résultats ont mis en lumière plusieurs axes d'amélioration. Il convient de souligner que la cybersécurité est un domaine en constante évolution, nécessitant une adaptation continue des mesures de protection aux progrès technologiques. L'Organe de sécurity informatique en santé (OSIS) joue un rôle clé en facilitant l'échange et la coopération entre les différents acteurs du secteur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel a été le nombre total de cyberattaques visant les hôpitaux au cours de l'année écoulée ? Parmi celles-ci, combien ont été classées comme graves ? Quelles ont été les principales typologies d'attaques observées ? Quels enseignements ont pu en être tirés ?

2) Quelles performances ont été relevées lors des exercices de simulation ? Quelles conclusions ont été dégagées et ont-elles déjà été mises en application ?

3) Quelles recommandations l'OSIS a-t-il formulées en matière de nouvelles lignes directrices ?

4) Comment s'organise la collaboration entre l'OSIS et les différentes parties prenantes ? Des améliorations ont-elles été proposées concernant les procédures mises en œuvre par les acteurs concernés ?

Réponse (17/04/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il convient de rappeler que la communication d'informations sensibles en matière de cybersécurité peut elle-même représenter un risque, en exposant des éléments exploitables à des fins malveillantes. Dans cette optique de prudence, il est à souligner que des mesures sont déjà en place et que des efforts significatifs sont déployés pour améliorer constamment la cybersécurité dans les systèmes hospitaliers.

ad 1) Les établissements hospitaliers sont quotidiennement exposés à un flot relativement constant de tentatives d'intrusion et d'alertes issues de courriels suspects et d'autres signaux d'alerte. Selon les informations à disposition du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, aucun incident grave n'a cependant dû être notifié aux autorités compétentes.

L'analyse de ces incidents réguliers a permis de confirmer l'efficacité des dispositifs de surveillance et de détection en place. Cependant, elle a aussi mis en lumière quelques axes d'amélioration, notamment en ce qui concerne la gestion de ces incidents et le soutien aux équipes en charge de la gestion des situations d'attaque. Cette expérience souligne également

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

l'importance capitale de la sensibilisation régulière du personnel aux enjeux de la cybersécurité. Des procédures d'amélioration continue des moyens de protection informatique sont en place afin de minimiser autant que possible les risques encourus.

ad 2) Les exercices menés par l'ILR ont été notés autour de 4 sur 5 pour l'ensemble des hôpitaux et ont permis de confirmer une réactivité globale adaptée tout en mettant en lumière des marges de progression. Ces tests confirment la pertinence des approches adoptées.

Les enseignements tirés de ces observations et simulations ont conduit à des ajustements progressifs des procédures internes. Des campagnes de sensibilisation régulières ont également été instaurées pour renforcer les bonnes pratiques en matière de cybersécurité. Grâce à ces mesures et au soutien de partenaires tels que LUXITH et l'Agence eSanté, le secteur hospitalier continue d'améliorer ses dispositifs de sécurité afin de garantir une résilience face aux menaces évolutives.

En résumé, bien que de nombreuses tentatives d'attaque soient observées quotidiennement, les dispositifs de sécurité et de surveillance en place permettent de limiter les impacts opérationnels et de maintenir une vigilance constante. Les retours d'expérience et les initiatives de sensibilisation contribuent à renforcer encore davantage la résilience du secteur sans révéler d'éléments stratégiques susceptibles d'être exploités.

Face à une digitalisation croissante du secteur hospitalier et à l'émergence rapide de nouvelles technologies, il demeure indispensable de poursuivre les efforts d'investissement et d'adaptation. Le maintien d'un haut niveau de cybersécurité passe par une mise à jour continue des moyens humains, techniques et organisationnels afin de répondre efficacement aux menaces actuelles et futures et de garantir l'intégrité et la confidentialité des données de santé des citoyens, tout en assurant la disponibilité des systèmes nécessaires au bon fonctionnement des établissements.

ad 3) Depuis son établissement en novembre 2022 par le Ministère de la Santé, l'Organe de sécurité informatique en santé (OSIS) définit des recommandations appliquées au secteur hospitalier, ainsi qu'à des entités associées de support (telles que LUXITH), afin d'harmoniser notamment les sujets suivants :

1. Les processus de cybersécurité organisationnels et opérationnels ;
2. Les mesures de cybersécurité techniques et
3. La gestion de certains projets « structurants » pour les entités concernées et tels que le SOC sectoriel, le déploiement des SIEMs ou l'usage de Microsoft M365.

Depuis son établissement, OSIS est intervenu en particulier dans les sujets suivants :

1. Politique de sécurité de l'information ;
2. Sensibilisation des praticiens et du personnel hospitalier, quant aux conditions d'utilisation des adresses e-mail professionnelles ;
3. Politique de gestion des mots de passe appliquée aux praticiens et personnel hospitalier ;
4. Supervision de la mise en place d'un service de réaction en cas de cyberincidents ;
5. Gestion de la relation avec les sous-traitants ;
6. Projets SOC sectoriel, SIEMs et M365.

Dans ce contexte, l'Union européenne a publié le 1er avril 2025[29] ProtectEU, une nouvelle stratégie européenne de sécurité intérieure. Un des axes de développement vise à renforcer la résilience face aux menaces hybrides et notamment à aider les États membres à sécuriser toutes les infrastructures critiques physiques et numériques. Ces travaux seront suivis de près par le M3S et par la Direction de la santé afin de renforcer le niveau de préparation et de sécurité du secteur hospitalier.

ad 4) OSIS a été mis en place au sein du M3S afin d'accompagner les acteurs dans les orientations à prendre et pour proposer des initiatives de gestion cohérente de l'environnement de sécurisation des données.

Le comité de gestion OSIS est composé de représentants du M3S et du GIE INCERT.

Un Comité de pilotage de cybersécurité (CPC) a été établi en parallèle au comité de gestion OSIS. Ce comité est composé de représentants du M3S, du GIE INCERT, de la FHL, de LUXITH, de la CNS et de l'Agence eSanté, et a pour missions :

1. d'accompagner les structures concernées dans l'application des recommandations émises par OSIS, et ceci dans une optique :
a. d'harmonisation des bonnes pratiques ;
b. de mutualisation des ressources et
c. de s'assurer que toutes les parties prenantes disposent du même niveau d'information.

2. de proposer par ailleurs auprès d'OSIS des recommandations de cybersécurité.

Les interactions entre des représentants d'OSIS et du CPC sont régulières, et des améliorations ont ainsi été proposées et mises en œuvre par les établissements hospitaliers en lien avec les sujets évoqués à la précédente question. Selon les sujets traités, l'élaboration des propositions d'approches se fait par le biais de groupes de travail auxquels participent les responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) et les délégués à la protection des données (DPO) des établissements hospitaliers.

29 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_920

Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert. Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799